



Nations Unies

Rapport du Comité des droits de l'homme

Volume I

**105^e session
(9-27 juillet 2012)**

**106^e session
(15 octobre-2 novembre 2012)**

**107^e session
(11-28 mars 2013)**

Assemblée générale

Documents officiels

Soixante-huitième session

Supplément n° 40 (A/68/40)

Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-huitième session
Supplément n° 40 (A/68/40)

Rapport du Comité des droits de l'homme

Volume I

105^e session
(9-27 juillet 2012)

106^e session
(15 octobre-2 novembre 2012)

107^e session
(11-28 mars 2013)



Nations Unies • New York, 2013

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Résumé

Le présent rapport annuel porte sur la période allant du 30 mars 2012 au 30 mars 2013 et sur les 105^e, 106^e et 107^e sessions du Comité des droits de l'homme. Il y a au total 167 États parties au Pacte, 114 États parties au premier Protocole facultatif et 75 États parties au deuxième Protocole facultatif.

Au cours de la période considérée, le Comité a examiné 15 rapports soumis par des États parties conformément à l'article 40, examiné la situation dans un État partie en l'absence d'un rapport et adopté des observations finales à leur sujet (105^e session: Arménie, Islande, Kenya, Lituanie et Maldives; 106^e session: Allemagne, Bosnie-Herzégovine, Philippines, Portugal et Turquie; 107^e session: Angola, Belize (absence de rapport), Hong Kong (Chine), Macao (Chine), Paraguay, Pérou – les observations finales sont reproduites au chapitre IV).

Avant la 105^e session, le Comité avait reporté l'adoption de la liste des points à traiter en l'absence d'un rapport pour Haïti car l'État partie s'était engagé à soumettre son rapport initial avant septembre 2012. Le rapport de l'État partie a été reçu le 3 décembre 2012. Le Comité avait prévu d'examiner à la 106^e session la situation des droits civils et politiques en Côte d'Ivoire en l'absence d'un rapport, mais il a reporté l'examen car l'État partie s'était engagé à faire parvenir son rapport initial avant le 20 mars 2013. Le rapport de l'État partie a été reçu le 19 mars 2013.

En application de la procédure établie par le Protocole facultatif, le Comité a adopté des constatations concernant 48 communications et a déclaré 2 communications recevables et 26 irrecevables. Il a mis fin à l'examen de 18 communications (voir chap. V pour des renseignements sur les décisions prises au titre du Protocole facultatif). À ce jour, 2 239 communications ont été enregistrées depuis l'entrée en vigueur du Protocole facultatif se rapportant au Pacte, dont 95 depuis l'établissement du précédent rapport.

La procédure instaurée en 2001 pour suivre l'application des observations finales a continué de se développer au cours de la période couverte par le rapport. Le Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales, M^{me} Christine Chanet, a présenté au Comité des rapports intérimaires au cours des 105^e, 106^e et 107^e sessions. Le Comité note avec satisfaction que la majorité des États parties ont continué de lui donner des renseignements supplémentaires conformément au paragraphe 5 de l'article 71 de son règlement intérieur et exprime ses remerciements aux États parties qui ont apporté un complément d'information.

Le Comité déplore une fois encore qu'un grand nombre d'États parties ne s'acquittent pas de leur obligation de faire rapport conformément à l'article 40 du Pacte. Actuellement 40 États parties ont au moins cinq ans de retard pour leur rapport initial ou un rapport périodique.

La charge de travail du Comité au titre de l'article 40 du Pacte et au titre du Protocole facultatif se rapportant au Pacte ne cesse d'augmenter, comme l'atteste le grand nombre de rapports reçus d'États parties et d'affaires enregistrées pendant la période couverte par le présent rapport. Vingt-quatre rapports initiaux ou périodiques ont été reçus entre le 30 mars 2012 et le 28 mars 2013 et, à la fin de la 107^e session, 36 rapports initiaux ou périodiques n'avaient pas encore été examinés par le Comité. À la fin de la 107^e session, 332 communications étaient en souffrance (voir chap. V).

Le Comité note une fois encore que de nombreux États parties n'ont pas donné suite aux constatations adoptées en vertu du Protocole facultatif. Il a continué de s'efforcer d'obtenir l'application de ses constatations par l'intermédiaire de ses Rapporteurs spéciaux chargés du suivi des constatations, M. Krister Thelin et M. Yuji Iwasawa. Des entretiens ont eu lieu avec des représentants des États parties qui n'avaient pas répondu aux demandes de renseignements du Comité concernant les mesures prises pour donner effet à ses constatations, ou qui n'avaient pas donné de réponses satisfaisantes (voir chap. VI).

Tout au long de la période visée par le présent rapport, le Comité a continué de débattre des améliorations à apporter à ses méthodes de travail. À sa 106^e session, le 25 octobre 2012, le Comité a consacré pour la première fois depuis sa création une demi-journée de débat à la préparation de sa prochaine Observation générale, qui sera consacrée à l'article 9 (droit à la liberté et à la sécurité de la personne et droit de ne pas faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraires) (voir chap. I).

À la 106^e session, la Présidente s'est absentée trois jours pour participer à un dialogue avec l'Assemblée générale à New York, le 23 octobre 2012.

À la 107^e session, le Comité a décidé de renouveler la demande qu'il avait faite dans son précédent rapport annuel tendant à obtenir de l'Assemblée générale qu'elle lui accorde des ressources temporaires supplémentaires (voir chap. I, par. 31).

Le 12 juillet 2012, à sa 105^e session, dans le cadre de l'examen de ses méthodes de travail, le Comité a adopté une note de position préliminaire sur le processus de renforcement des organes conventionnels, qui a été distribuée au Président de l'Assemblée générale et aux facilitateurs du processus intergouvernemental (voir chap. II).

À sa 106^e session, le Comité a adopté une déclaration sur sa collaboration avec les institutions nationales des droits de l'homme (voir annexe VIII au présent rapport).

Enfin, rappelant l'obligation faite au Secrétaire général à l'article 36 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Comité réaffirme qu'il est gravement préoccupé par l'insuffisance des ressources en personnel et des services de traduction, qui entrave ses activités, et souligne une fois encore combien il importe de fournir au secrétariat les ressources nécessaires pour qu'il puisse appuyer efficacement ses travaux. Le Comité exprime son regret face à la décision de la Haut-Commissaire de déplacer à Genève la session de mars, qui se tenait auparavant à New York (voir chap. I).

Table des matières

Volume I	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Compétence et activités	1–46	1
A. États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au premier et au deuxième Protocoles facultatifs	1–6	1
B. Sessions du Comité.....	7	1
C. Élection du Bureau	8–9	1
D. Rapporteurs spéciaux.....	10–11	2
E. Groupe de travail et équipes spéciales chargées des rapports périodiques	12–16	2
F. Activités des autres organes de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme	17	3
G. Dérogations prévues à l'article 4 du Pacte.....	18–20	3
H. Observations générales au titre du paragraphe 4 de l'article 40 du Pacte.....	21–24	4
I. Ressources humaines et traduction des documents officiels	25–35	5
J. Publicité donnée aux travaux du Comité.....	36–41	7
K. Publications relatives aux travaux du Comité.....	42–43	8
L. Réunions futures du Comité	44	8
M. Soumission du rapport annuel du Comité à l'Assemblée générale.....	45	8
N. Adoption du rapport	46	8
II. Méthodes de travail du Comité au titre de l'article 40 du Pacte et coopération avec les autres organismes des Nations Unies.....	47–77	9
A. Faits nouveaux et décisions récentes concernant les procédures.....	48–61	9
B. Suivi des observations finales.....	62–68	13
C. Liens avec les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres organes conventionnels	69–74	14
D. Coopération avec d'autres organismes des Nations Unies	75–77	15
III. Présentation de rapports par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte.....	78–105	16
A. Rapports soumis au Secrétaire général d'avril 2012 à mars 2013	80	16
B. Rapports en retard et inobservation par les États parties de leurs obligations au regard de l'article 40.....	81–103	17
C. Périodicité concernant les rapports des États parties examinés au cours de la période considérée	104–105	22
IV. Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte et examen de la situation dans les États parties qui n'ont pas soumis de rapport conformément à l'article 70 du Règlement intérieur	106–122	24
Arménie	107	24
Islande	108	29

Kenya	109	33
Lituanie.....	110	39
Maldives	111	43
Bosnie-Herzégovine	112	49
Allemagne	113	55
Philippines	114	60
Portugal	115	66
Turquie	116	70
Angola	117	76
Macao (Chine).....	118	82
Hong Kong (Chine).....	119	87
Paraguay	120	93
Pérou.....	121	100
Belize.....	122	107
V. Examen des communications présentées en vertu du Protocole facultatif.....	123–254	115
A. État des travaux	126–131	115
B. Nombre d'affaires soumises au Comité en vertu du Protocole facultatif	132–133	116
C. Méthodes d'examen des communications présentées en vertu du Protocole facultatif	134–136	116
D. Opinions individuelles.....	137–138	117
E. Coopération des États parties dans le cadre de l'examen des communications	139–143	117
F. Questions examinées par le Comité.....	144–231	119
G. Réparations demandées par le Comité dans ses constatations.....	232–254	142
VI. Suivi des constatations au titre du Protocole facultatif	255–261	147
A. Renseignements reçus dans le cadre de la procédure de suivi depuis la publication du rapport annuel précédent		148
B. Entretiens du Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations avec des représentants d'États parties.....	261	225
VII. Suite donnée aux observations finales	262–270	226
A. Rapport sur la suite donnée aux observations finales adopté par le Comité à sa 105 ^e session.....	266–268	227
B. Rapport sur la suite donnée aux observations finales adopté par le Comité à sa 106 ^e session	269	237
C. Rapport sur la suite donnée aux observations finales adopté par le Comité à sa 107 ^e session	270	261

Annexes

I.	États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux Protocoles facultatifs et États qui ont fait la déclaration prévue à l'article 41 du Pacte à la date du 28 mars 2013	288
A.	États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.....	288
B.	États parties au premier Protocole facultatif.....	294
C.	États parties au deuxième Protocole facultatif, visant à abolir la peine de mort.....	298
D.	États qui ont fait la déclaration prévue à l'article 41 du Pacte.....	300
II.	Membres et Bureau du Comité des droits de l'homme 2011-2012.....	304
A.	Membres du Comité des droits de l'homme	304
B.	Bureau	306
III.	Rapports et renseignements supplémentaires soumis par les États parties en application de l'article 40 du Pacte (état au 28 mars 2013).....	307
IV.	Examen des rapports et de la situation dans des pays pendant la période considérée, et rapports restant à examiner par le Comité.....	313
A.	Rapports initiaux	313
B.	Deuxièmes rapports périodiques.....	314
C.	Troisièmes rapports périodiques.....	314
D.	Quatrièmes rapports périodiques	315
E.	Cinquièmes rapports périodiques	315
F.	Sixièmes rapports périodiques.....	315
G.	Septièmes rapports périodiques	315
V.	Table on follow-up to concluding observations.....	316
VI.	Décision du Comité des droits de l'homme tendant à demander à l'Assemblée générale d'approuver des ressources temporaires supplémentaires et une augmentation du temps de réunion en 2014 et 2015.....	347
VII.	Incidences sur le budget-programme de la décision du Comité.....	348
VIII.	Document sur les relations entre le Comité des droits de l'homme et les institutions nationales de défense des droits de l'homme, adopté par le Comité à sa 106 ^e session (15 octobre-2 novembre 2012).....	352

Volume II

IX.	Constatations du Comité des droits de l'homme au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques
A.	Communication n° 1226/2003, <i>Korneenko c. Bélarus</i> (Constatations adoptées le 20 juillet 2012, 105 ^e session) Appendice
B.	Communication n° 1303/2004, <i>Chiti c. Zambie</i> (Constatations adoptées le 26 juillet 2012, 105 ^e session)
C.	Communication n° 1548/2007, <i>Kholodova c. Fédération de Russie</i> (Constatations adoptées le 1 ^{er} novembre 2012, 106 ^e session)

- D. Communication n° 1558/2007, *Katsaris c. Grèce*
(Constataions adoptées le 19 juillet 2012, 105^e session)
- E. Communication n° 1628/2007, *Pavlyuchenkov c. Fédération de Russie*
(Constataions adoptées le 20 juillet 2012, 105^e session)
- F. Communication n° 1744/2007, *Narrain et consorts c. Maurice*
(Constataions adoptées le 27 juillet 2012, 105^e session)
- G. Communication n° 1753/2008, *Guezout et consorts c. Algérie*
(Constataions adoptées le 19 juillet 2012, 105^e session)
- Appendice
- H. Communication n° 1779/2008, *Mezine c. Algérie*
(Constataions adoptées le 25 octobre 2012, 106^e session)
- Appendice
- I. Communication n° 1784/2008, *Schumilin c. Bélarus*
(Constataions adoptées le 23 juillet 2012, 105^e session)
- J. Communication n° 1785/2008, *Olechkevitch c. Bélarus*
(Constataions adoptées le 18 mars 2013, 107^e session)
- Appendice
- K. Communication n° 1786/2008, *Kim et consorts c. République de Corée*
(Constataions adoptées le 25 octobre 2012, 106^e session)
- Appendice
- L. Communication n° 1787/2008, *Kovsh (Abramova) c. Bélarus*
(Constataions adoptées le 27 mars 2013, 107^e session)
- Appendice
- M. Communication n° 1790/2008, *Govsha et consorts c. Bélarus*
(Constataions adoptées le 27 juillet 2012, 105^e session)
- N. Communication n° 1791/2008, *Boudjemai c. Algérie*
(Constataions adoptées le 22 mars 2013, 107^e session)
- Appendice
- O. Communication n° 1803/2008, *Bulgakov c. Ukraine*
(Constataions adoptées le 29 octobre 2012, 106^e session)
- P. Communication n° 1804/2008, *Il Khwildy c. Libye*
(Constataions adoptées le 1^{er} novembre 2012, 106^e session)
- Appendice
- Q. Communication n° 1805/2008, *Benali c. Libye*
(Constataions adoptées le 1^{er} novembre 2012, 106^e session)
- Appendice
- R. Communication n° 1806/2008, *Saadoun et consorts c. Algérie*
(Constataions adoptées le 22 mars 2013, 107^e session)
- Appendice
- S. Communication n° 1807/2008, *Mechani c. Algérie*
(Constataions adoptées le 22 mars 2013, 107^e session)
- Appendice

- T. Communication n° 1821/2008, *Weiss c. Autriche*
(Constatations adoptées le 24 octobre 2012, 106^e session)
- U. Communication n° 1830/2008, *Pivonos c. Bélarus*
(Constatations adoptées le 29 octobre 2012, 106^e session)
- V. Communication n° 1835/2008, *Yasinovich c. Bélarus*
Communication n° 1837/2008, *Shevchenko c. Bélarus*
(Constatations adoptées le 20 mars 2013, 107^e session)
- W. Communication n° 1836/2008, *Katsora c. Bélarus*
(Constatations adoptées le 24 octobre 2012, 106^e session)
- X. Communication n° 1852/2008, *Singh c. France*
(Constatations adoptées le 1^{er} novembre 2012, 106^e session)
- Y. Communication n° 1861/2009, *Bakurov c. Fédération de Russie*
(Constatations adoptées le 25 mars 2013, 107^e session)
- Z. Communication n° 1863/2009, *Maharjan c. Népal*
(Constatations adoptées le 19 juillet 2012, 105^e session)
- AA. Communication n° 1867/2009, *Levinov c. Bélarus*
Communication n° 1936/2010, *Levinov c. Bélarus*
Communication n° 1975/2010, *Levinov c. Bélarus*
Communication n° 1977/2010, *Levinov c. Bélarus*
Communication n° 1978/2010, *Levinov c. Bélarus*
Communication n° 1979/2010, *Levinov c. Bélarus*
Communication n° 1980/2010, *Levinov c. Bélarus*
Communication n° 1981/2010, *Levinov c. Bélarus*
Communication n° 2010/2010, *Levinov c. Bélarus*
(Constatations adoptées le 19 juillet 2012, 105^e session)
- BB. Communication n° 1912/2009, *Thuraisamy c. Canada*
(Constatations adoptées le 31 octobre 2012, 106^e session)
- Appendice
- CC. Communication n° 1913/2009, *Abushaala c. Libye*
(Constatations adoptées le 18 mars 2013, 107^e session)
- DD. Communication n° 1917/2009, *Prutina et consorts c. Bosnie-Herzégovine*
Communication n° 1918/2009, *Zlatarac et consorts c. Bosnie-Herzégovine*
Communication n° 1925/2009, *Kozica et consorts c. Bosnie-Herzégovine*
Communication n° 1953/2010, *Čekić et consorts c. Bosnie-Herzégovine*
(Constatations adoptées le 28 mars 2013, 107^e session)
- Appendice
- EE. Communication n° 1932/2010, *Fedotova c. Fédération de Russie*
(Constatations adoptées le 31 octobre 2012, 106^e session)
- FF. Communication n° 1940/2010, *Cedeño c. République bolivarienne du Venezuela*
(Constatations adoptées le 29 octobre 2012, 106^e session)
- GG. Communication n° 1945/2010, *Achabal Puertas c. Espagne*
(Constatations adoptées le 27 mars 2013, 107^e session)
- Appendice
- HH. Communication n° 1957/2010, *Lin c. Australie*
(Constatations adoptées le 21 mars 2013, 107^e session)

- II. Communication n° 2073/2011, *Naidenova et consorts c. Bulgarie*
(Constatations adoptées le 30 octobre 2012, 106^e session)
- JJ. Communication n° 2120/2011, *Kovaleva et Kozyar c. Bélarus*
(Constatations adoptées le 29 octobre 2012, 106^e session)
- X. Décisions du Comité des droits de l'homme déclarant irrecevables
des communications en vertu du Protocole facultatif se rapportant
au Pacte international relatif aux droits civils et politiques
 - A. Communication n° /2006, *M. N. et consorts c. Tadjikistan*
(Décision adoptée le 29 octobre 2012, 106^e session)
 - B. Communication n° 1526/2006, *V. A. c. Fédération de Russie*
(Décision adoptée le 23 juillet 2012, 105^e session)
 - C. Communication n° 1788/2008, *B. W. M. Z. c. Pays-Bas*
(Décision adoptée le 25 mars 2013, 107^e session)
 - D. Communication n° 1822/2008, *J. B. R., L. M. O. C., A. M. A. R.,
G. E. O. S. et B. E. L. c. Colombie*
Communication n° 1823/2008, *S. M. R. M. c. Colombie*
Communication n° 1824/2008, *A. D. O., E. S. C., F. O. Q.
et G. G. R. c. Colombie*
Communication n° 1825/2008, *E. M. C. B., M. C. P. J.
et R. S. S. N. c. Colombie*
Communication n° 1826/2008, *G. M. V. et N. C. P. c. Colombie*
(Décision adoptée le 23 juillet 2012, 105^e session)
 - E. Communication n° 1827/2008, *S. V. c. Canada*
(Décision adoptée le 23 juillet 2012, 105^e session)
 - F. Communication n° 1834/2008, *A. P. c. Ukraine*
(Décision adoptée le 23 juillet 2012, 105^e session)
 - G. Communication n° 1840/2008, *X. J. c. Pays-Bas*
(Décision adoptée le 23 juillet 2012, 105^e session)
 - H. Communication n° 1844/2008, *B. K. c. République tchèque*
(Décision adoptée le 23 juillet 2012, 105^e session)
 - I. Communication n° 1848/2008, *D. V. et H. V. c. République tchèque*
(Décision adoptée le 23 juillet 2012, 105^e session)
 - J. Communication n° 1849/2008, *M. B. c. République tchèque*
(Décision adoptée le 29 octobre 2012, 106^e session)
 - K. Communication n° 1857/2008, *A. P. c. Fédération de Russie*
(Décision adoptée le 25 mars 2013, 107^e session)
- Appendice
 - L. Communication n° 1886/2009, *X c. Pays-Bas*
(Décision adoptée le 28 mars 2013, 107^e session)
 - M. Communication n° 1891/2009, *J. A. B. G. c. Espagne*
(Décision adoptée le 29 octobre 2012, 106^e session)
 - N. Communication n° 1892/2009, *J. J. U. B. c. Espagne*
(Décision adoptée le 29 octobre 2012, 106^e session)

- O. Communication n° 1904/2009, *D. T. T. c. Colombie*
(Décision adoptée le 25 mars 2013, 107^e session)
- P. Communication n° 1911/2009, *T. J. c. Lituanie*
(Décision adoptée le 25 mars 2013, 107^e session)
- Q. Communication n° 1921/2009, *K. S. c. Australie*
(Décision adoptée le 25 mars 2013, 107^e session)
- R. Communication n° 1938/2010, *Q. H. L. c. Australie*
(Décision adoptée le 25 mars 2013, 107^e session)
- S. Communication n° 1943/2010, *H. P. N c. Espagne*
(Décision adoptée le 25 mars 2013, 107^e session)
- T. Communication n° 1962/2010, *S. N. A. c. Cameroun*
(Décision adoptée le 25 mars 2013, 107^e session)
- U. Communication n° 2027/2011, *Kusherbaev c. Kazakhstan*
(Décision adoptée le 25 mars 2013, 107^e session)
- V. Communication n° 2169/2012, *S. K. c. Bélarus*
(Décision adoptée le 31 octobre 2012, 106^e session)
- XI. Activités de suivi au titre du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international
relatif aux droits civils et politiques

I. Compétence et activités

A. États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au premier et au deuxième Protocoles facultatifs

1. À la fin de la 107^e session du Comité des droits de l'homme, 167 États étaient parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et 114 au premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte. Ces deux instruments sont en vigueur depuis le 23 mars 1976.
2. Depuis la présentation du dernier rapport, il n'y a eu aucune nouvelle adhésion au Pacte ni au premier Protocole facultatif. Le Bénin a ratifié le deuxième Protocole facultatif.
3. À la date du 28 mars 2013, 48 États avaient fait la déclaration prévue au paragraphe 1 de l'article 41 du Pacte. À ce sujet, le Comité engage les États parties à faire cette déclaration et à envisager d'utiliser ce mécanisme de façon à rendre la mise en œuvre des dispositions du Pacte plus effective.
4. Le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte, visant à abolir la peine de mort, est entré en vigueur le 11 juillet 1991. Au 28 mars 2013, 75 États étaient parties au Protocole facultatif.
5. La liste des États parties au Pacte et aux deux Protocoles facultatifs, avec indication de ceux qui ont fait la déclaration prévue au paragraphe 1 de l'article 41 du Pacte, figure à l'annexe I du présent rapport.
6. Les réserves et autres déclarations faites par certains États parties à l'égard du Pacte ou des Protocoles facultatifs figurent dans les notifications déposées auprès du Secrétaire général. Le Comité engage une fois encore les États parties à envisager de retirer les réserves qu'ils ont émises.

B. Sessions du Comité

7. Le Comité des droits de l'homme a tenu trois sessions depuis l'adoption de son dernier rapport annuel. La 105^e session a eu lieu du 9 au 27 juillet 2012, la 106^e du 15 octobre au 2 novembre 2012 et la 107^e du 11 au 28 mars 2013. Ces trois sessions se sont tenues à l'Office des Nations Unies à Genève.

C. Élection du Bureau

8. Le 11 mars 2013, le Comité a élu pour un mandat de deux ans, conformément au paragraphe 1 de l'article 39 du Pacte, le Bureau suivant:

<i>Président:</i>	Sir Nigel Rodley
<i>Vice-Présidents:</i>	M. Yadh Ben Achour
	M ^{me} Iulia Antoanella Motoc
	M ^{me} Margo Waterval
<i>Rapporteur:</i>	M. Cornelis Flinterman

9. Pendant les 105^e, 106^e et 107^e sessions, le Bureau du Comité a tenu neuf réunions (trois par session). Conformément à la décision prise à la soixante et onzième session, le Bureau consigne ses décisions dans des minutes qui permettent de conserver toutes les décisions prises.

D. Rapporteurs spéciaux

10. Les Rapporteurs spéciaux chargés des nouvelles communications et des mesures provisoires, Sir Nigel Rodley et M. Walter Kälin, ont enregistré pendant la période couverte par le rapport 95 communications, qu'ils ont transmises aux États parties concernés, et ont pris 10 décisions demandant des mesures provisoires de protection en application de l'article 92 du Règlement intérieur du Comité.

11. Les Rapporteurs spéciaux chargés du suivi des constatations, M. Krister Thelin et M. Yuji Iwasawa, et les Rapporteurs spéciaux chargés du suivi des observations finales, M^{me} Christine Chanut et M. Fabián Salvioli, ont continué d'assumer leurs fonctions pendant la période couverte par le rapport. M^{me} Chanut et M. Thelin ont présenté au Comité des rapports intérimaires lors des 105^e et 106^e sessions. Au cours de la 107^e session, M^{me} Chanut a présenté un rapport intérimaire et, compte tenu du départ de M. Thelin, un rapport intérimaire sur le suivi des constatations a été présenté par le secrétariat. On trouvera des informations sur les activités menées dans le cadre du suivi des constatations au titre du Protocole facultatif au chapitre VI et à l'annexe XI (vol. II) et sur les observations finales au chapitre VII et à l'annexe V (vol. I).

E. Groupe de travail et équipes spéciales chargées des rapports périodiques

12. Conformément aux articles 62 et 95 de son règlement intérieur, le Comité a créé un groupe de travail qui s'est réuni avant chacune de ses sessions. Le Groupe de travail était chargé de faire des recommandations au sujet des communications reçues en vertu du Protocole facultatif. L'ancien groupe de travail de l'article 40, qui était chargé d'établir les listes des points à traiter à l'occasion de l'examen des rapports initiaux ou des rapports périodiques devant être examinés par le Comité, a été remplacé depuis la soixante-quinzième session (juillet 2002) par des équipes spéciales chargées des rapports périodiques¹. Des équipes spéciales se sont réunies pendant les 105^e, 106^e et 107^e sessions afin d'examiner et d'adopter les listes des points à traiter pour les rapports des pays suivants: Albanie, Allemagne, Angola, Bolivie (État plurinational de), Djibouti, États-Unis d'Amérique, Finlande, Hong Kong (Chine), Indonésie, Macao (Chine), Mauritanie, Mozambique, Pérou, République tchèque, Tadjikistan, Ukraine. Des listes de points à traiter établies avant la soumission des rapports ont également été adoptées pour l'Afghanistan, l'Australie, la Croatie, Israël et Saint-Marin. Le Comité a aussi adopté une liste de points à traiter relative à la situation dans un pays en l'absence de rapport: le Belize (106^e session). Avant la 105^e session, le Comité avait reporté l'adoption de la liste des points à traiter pour l'examen de la situation en l'absence de rapport en Haïti car l'État partie s'était engagé à soumettre son rapport initial au plus tard en septembre 2012².

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément n° 40, vol. I (A/57/40 (Vol. I)), par. 56, et annexe III, sect. B.

² L'État partie a par la suite sollicité une prolongation du délai puis a soumis son rapport le 3 décembre 2012.

13. Le Comité tire de plus en plus parti des informations mises à sa disposition par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Des organismes des Nations Unies (comme le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'UNICEF) et des institutions spécialisées des Nations Unies (comme l'Organisation internationale du Travail) avaient fait parvenir au préalable des renseignements sur plusieurs des pays dont le Comité devait examiner le rapport. Les équipes spéciales ont aussi pris en considération la documentation soumise par les représentants d'un certain nombre d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits de l'homme internationales et nationales. Le Comité a noté avec satisfaction l'intérêt et la participation de ces institutions et organisations et les a remerciées des renseignements qu'elles lui avaient adressés.

14. À la 105^e session, le Groupe de travail des communications était composé de M. Bouzid, M^{me} Chanet, M. Flinterman, M^{me} Motoc, M. O'Flaherty, M. Rivas Posada, Sir Nigel Rodley, M. Salvioli et M^{me} Waterval. M^{me} Chanet a été désignée Présidente-Rapporteuse. Le Groupe de travail s'est réuni du 2 au 6 juillet 2012.

15. À la 106^e session, le Groupe de travail des communications était composé de M. Bouzid, M. Flinterman, M^{me} Motoc, M. Neuman, M. O'Flaherty, M. Rivas Posada, M. Sarsembayev et M^{me} Waterval. M. Neuman a été désigné Président-Rapporteur. Le Groupe de travail s'est réuni du 8 au 12 octobre 2012. En raison du nombre limité de projets de communication pouvant être établis pour la 107^e session, le Comité a décidé, à titre exceptionnel et à regret, que la durée des travaux du Groupe de travail à cette session serait ramenée de cinq à quatre jours. Cela ne doit toutefois pas être considéré comme une décision de politique générale du Comité.

16. À la 107^e session, le Groupe de travail des communications était composé de M. Yadh Ben Achour, M. Lazhari Bouzid, M. Cornelis Flinterman, M^{me} Zonke Zanele Majodina, M^{me} Iulia Antoanella Motoc, Sir Nigel Rodley, M. Fabián Salvioli et M^{me} Margo Waterval. M^{me} Waterval a été désignée Présidente-Rapporteuse. Le Groupe de travail s'est réuni du 5 au 8 mars 2013.

F. Activités des autres organes de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme

17. À chaque session, le Comité a été informé des activités menées par les organes de l'ONU qui s'occupent de questions liées aux droits de l'homme. Il a également examiné les faits nouveaux pertinents survenus à l'Assemblée générale et en ce qui concerne le Conseil des droits de l'homme.

G. Dérogations prévues à l'article 4 du Pacte

18. Conformément au paragraphe 1 de l'article 4 du Pacte, en cas de danger public exceptionnel qui menace l'existence de la nation, les États peuvent prendre des mesures dérogeant à certaines des obligations prévues dans le Pacte. Conformément au paragraphe 2, aucune dérogation n'est autorisée aux articles 6, 7, 8 (par. 1 et 2), 11, 15, 16 et 18. Conformément au paragraphe 3, toute dérogation doit être signalée aussitôt aux autres États parties par l'entremise du Secrétaire général. Une nouvelle notification est requise lorsqu'il est mis fin à la dérogation³. Toutes ces notifications peuvent être consultées sur le site du Bureau des affaires juridiques de l'ONU.

³ Ibid., *soixantième session, Supplément n° 40*, vol. I (A/60/40 (Vol. I)), chap. I, par. 28.

19. Le 17 juillet 2012, le 7 août 2012, le 3 octobre 2012, le 27 décembre 2012, le 13 janvier 2013, le 9 décembre 2013, et le 12 mars 2013, le Gouvernement péruvien a informé les autres États parties, par l'intermédiaire du Secrétaire général, que les états d'urgence qui avaient été déclarés dans plusieurs provinces avaient été prolongés de soixante jours. Pendant l'état d'urgence, l'exercice des droits consacrés aux articles 9, 12, 17, et 21 du Pacte serait suspendu⁴.

20. En date du 13 juin 2012, le Gouvernement guatémaltèque a informé les autres États parties, par l'intermédiaire du Secrétaire général, qu'il avait déclaré l'état d'urgence dans différentes provinces ou parties du pays. Dans ces lettres de notification, le Gouvernement a précisé que, pendant l'état d'urgence, l'exercice des droits consacrés aux articles 9, 12 et 21 du Pacte serait suspendu. Le Gouvernement guatémaltèque a également informé les autres États parties que l'état d'urgence avait été levé dans l'un des départements du pays le 18 mai 2012. Le 23 novembre 2012, le Gouvernement guatémaltèque a informé les autres États parties, par l'intermédiaire du Secrétaire général, qu'il avait étendu à une autre province, pour quinze jours, l'état d'urgence instauré le 7 novembre 2012. Pendant cette période, l'exercice du droit de libre circulation prévu à l'article 12 serait suspendu. Les 15 janvier et 27 février 2013, le Gouvernement guatémaltèque a informé les autres États parties, par l'intermédiaire du Secrétaire général, qu'il avait prorogé l'état d'urgence pour une nouvelle période de trente jours⁵.

H. Observations générales au titre du paragraphe 4 de l'article 40 du Pacte

21. À sa 105^e session, le Comité a décidé qu'il devrait consacrer une demi-journée de débat général à la préparation de sa prochaine Observation générale sur l'article 9 du Pacte (droit à la liberté et à la sécurité de la personne et droit de ne pas faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire) pendant la 106^e session. M. Gerald Neuman avait été nommé Rapporteur pour cette nouvelle Observation générale à la 104^e session.

22. À sa 106^e session, le 25 octobre 2012, le Comité a consacré, pour la première fois, une demi-journée de débat à la préparation de sa prochaine Observation générale sur l'article 9 du Pacte (droit à la liberté et à la sécurité de la personne et droit de ne pas faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire). L'objectif était essentiellement de recueillir les points de vue des ONG, des universités et des institutions nationales des droits de l'homme.

23. De nombreuses questions ont été soulevées au cours des débats, notamment le lien entre l'article 9 et les dispositions d'autres instruments, en particulier de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de la Convention relative aux droits de l'enfant. Divers thèmes ont été étudiés, comme la détention privée en situation et hors situation de conflit armé, la détention préventive et la détention provisoire, la sécurité de la personne en dehors des situations de détention, le sens des termes «dans le plus court délai» au paragraphe 3 de l'article 9 et «arbitraire» au paragraphe 1 de l'article 9, en particulier à la lumière de la définition du Groupe de travail sur la détention arbitraire, et les formes «atypiques» de privation de liberté comme l'assignation à domicile, le maintien forcé à l'hôpital de personnes n'ayant pas les moyens de payer les soins reçus et la détention pour toxicomanie. Plusieurs interventions ont également été faites par des participants extérieurs à la société civile, en particulier le CICR, qui a appelé à la prudence dans l'examen de l'effet de l'article 9 pendant un conflit international, notamment en ce qui

⁴ Pour plus d'informations, voir <http://treaties.un.org/pages/CNs.aspx>.

⁵ Ibid.

concerne la détention de sécurité, compte tenu de l'application de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (quatrième Convention de Genève). Les interventions écrites et orales de la société civile à l'occasion de cette demi-journée de débat peuvent être consultées à l'adresse suivante: <http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrc/discussion2012.htm>. Étant donné le succès de la journée, le Comité a décidé de retenir cette pratique et de procéder ainsi avant de commencer à élaborer toute nouvelle Observation générale.

24. À sa 107^e session, le Comité a commencé l'examen du premier projet de texte pour l'Observation générale sur l'article 9 du Pacte. Il a examiné les huit premiers paragraphes du projet et poursuivra la première lecture à la session suivante. Le premier projet a été affiché sur la page Web du Comité, pour information uniquement. Il a été indiqué que toutes les parties prenantes auraient la possibilité d'apporter officiellement leur contribution sur la base du texte issu de la première lecture, lequel serait affiché sur la page Web. Elles seraient informées de cette possibilité une fois la première lecture achevée.

I. Ressources humaines et traduction des documents officiels

25. Conformément à l'article 36 du Pacte, le Secrétaire général est tenu de mettre à la disposition des membres du Comité le personnel et les moyens matériels qui leur sont nécessaires pour s'acquitter efficacement de leurs fonctions. Le Comité exprime de nouveau sa préoccupation en ce qui concerne le manque de personnel et souligne une fois encore qu'il importe d'affecter des ressources humaines suffisantes pour assurer le service de ses sessions à Genève et à New York et pour favoriser une connaissance, une compréhension et une application plus grandes de ses recommandations au niveau national. De plus, le Comité exprime sa profonde inquiétude au sujet des conséquences de la règle générale au sein de l'ONU relative à la mobilité du personnel du Secrétariat, qui risque d'entraver ses travaux, en particulier s'agissant des membres du Groupe des requêtes qui ont besoin de rester dans leur poste assez longtemps pour acquérir l'expérience et la connaissance nécessaires de la jurisprudence du Comité.

26. Le Comité se déclare une fois encore profondément préoccupé par le fait que ses documents officiels ne sont pas disponibles dans les trois langues de travail. À sa quatre-vingt-dix-huitième session, en mars 2010, il a rencontré en séance plénière publique M. Franz Baumann, Sous-Secrétaire général aux affaires de l'Assemblée générale et aux services de conférence, et M^{me} Linda Wong, Chef de la Division de la planification des programmes et du budget (Service II), afin d'étudier les moyens par lesquels le Comité pourrait aider à surmonter les difficultés qui entravent le traitement et la traduction dans ses trois langues de travail des documents officiels, en particulier des réponses écrites des États parties aux listes des points à traiter, pour lesquelles actuellement il n'y a pas de «mandat».

27. À sa 103^e session (17 octobre-4 novembre 2011), le Comité a eu une réunion d'information avec M. Kyle Ward, Chef de la Division des services d'appui aux programmes et des services de gestion, concernant le financement des sessions du Comité des droits de l'homme; à cette occasion, il a demandé de plus amples renseignements sur les ressources allouées aux organes créés en vertu d'instruments internationaux. À la suite de cette réunion, le Comité a décidé de s'adresser aux États membres de l'Assemblée générale qui sont également parties au Pacte, en envoyant aux missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York une lettre dans laquelle il exprimait ses préoccupations concernant l'insuffisance des ressources actuellement allouées aux organes conventionnels en général, et au Comité en particulier. Il a demandé aux États parties de relayer ses inquiétudes ainsi que les préoccupations exprimées dans le rapport du Secrétaire général sur les mesures visant à améliorer l'efficacité, l'harmonisation et la réforme des organes de surveillance de l'application des traités (A/66/344) auprès de la Troisième et de la Cinquième Commission.

28. Pendant la période considérée, le Comité a fait part de ses préoccupations comme indiqué plus haut; il réaffirme les mêmes inquiétudes et rappelle qu'il est toujours particulièrement difficile d'obtenir la traduction dans les trois langues de travail des réponses des États parties aux listes de points à traiter, et demande qu'une solution au problème soit recherchée d'urgence. Le Comité ne ménage aucun effort pour continuer d'améliorer ses méthodes de travail afin d'assurer une productivité accrue sans nuire à la qualité de ses travaux.

29. À la 105^e session, le Comité a exprimé son regret face à l'information communiquée par le secrétariat, à savoir qu'en raison des contraintes financières, la session de mars risquait d'être déplacée de New York à Genève. Dans une lettre datée du 29 juillet 2012, au nom du Comité, la Présidente a souligné les avantages qu'il y avait à se réunir à New York et a souhaité qu'il soit fait en sorte que lors de l'examen de décisions pouvant avoir une incidence sur les travaux du Comité, celui-ci ait la possibilité d'en examiner les implications effectives et potentielles, immédiates et à long terme. Le 6 août 2012, la Haut-Commissaire a répondu à cette lettre. Tout en prenant note des préoccupations du Comité, elle a souligné que le déplacement à Genève permettrait au Comité de rester dans les limites du budget ordinaire fixé et d'améliorer en outre le service de la session.

30. À sa 107^e session, le Comité a regretté que l'Assemblée générale n'ait pas approuvé la demande de ressources temporaires supplémentaires qu'il avait faite dans son dernier rapport annuel (A/67/40) afin de pouvoir traiter les communications reçues en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ces ressources auraient permis au secrétariat d'effectuer en 2013 et en 2014 un travail préparatoire en vue de résorber le retard accumulé dans le traitement des communications émanant de particuliers en état d'être examinées.

31. Au cours de la même session, le 25 mars 2013, le Comité a renouvelé sa décision adoptée le 30 mars 2012⁶ et s'est vu contraint de faire des demandes supplémentaires. Le Comité demande à l'Assemblée générale d'approuver sa demande de ressources temporaires supplémentaires afin qu'il puisse traiter les communications en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et les rapports au titre de l'article 40 du Pacte (voir l'annexe VI au présent rapport).

32. Les ressources supplémentaires permettraient au secrétariat d'effectuer en 2014 et 2015 un travail préparatoire sur 160 communications émanant de particuliers, en état d'être examinées, et de fournir au Comité l'assistance nécessaire pour examiner quatre rapports d'États parties supplémentaires.

33. Afin d'être certain d'avoir suffisamment de temps pour faire face à l'augmentation du nombre de communications et de rapports, le Comité demande un temps de réunion supplémentaire de deux semaines au cours de la période 2014-2015. Cela signifierait que l'une des trois sessions plénières du Comité serait prolongée d'une semaine en 2014 et d'une semaine en 2015.

34. Conformément à l'article 27 du Règlement intérieur du Comité, un état estimatif des dépenses entraînées par la proposition découlant de la décision du Comité, établi par le Secrétaire général par l'intermédiaire du Secrétariat, a été distribué aux membres du Comité en mars 2013. Par conséquent, le Comité demande à l'Assemblée générale, à sa soixante-huitième session, d'approuver la présente demande et de fournir un soutien financier adéquat pour la résorption du retard actuel dans l'examen des communications et des rapports (voir annexe VII au présent rapport).

⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-septième session, Supplément n° 40, vol. I (A/67/40 (Vol. I)), annexe VI.

35. La demande renouvelée concerne uniquement le travail préparatoire nécessaire pour rattraper le retard actuel dans l'examen des communications pendant la période 2014-2015, sans préjudice des autres demandes de ressources supplémentaires que le Comité pourrait adresser à l'Assemblée générale pour faire face à des problèmes structurels à long terme.

J. Publicité donnée aux travaux du Comité

36. À sa quatre-vingt-dixième session, le Comité avait débattu de la nécessité d'élaborer une stratégie à l'égard des médias. Il a poursuivi cette discussion pendant les quatre-vingt-onzième, quatre-vingt-douzième et quatre-vingt-treizième sessions sur la base d'un document de travail établi par M. Ivan Shearer, qui a été adopté et rendu public à la quatre-vingt-quatorzième session (voir CCPR/C/94/3).

37. À la 105^e, la 106^e et la 107^e session, le Centre pour les droits civils et politiques a continué à retransmettre sur l'Internet l'examen de tous les rapports des États parties ainsi que d'autres séances publiques intéressantes. Les enregistrements peuvent être consultés à l'adresse suivante: www.treatybodywebcast.org.

38. À la 105^e session, un conseiller aux droits de l'homme était présent pour s'adresser au Comité. Le Conseiller principal du HCDH pour les questions relatives aux droits de l'homme, du Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies pour les affaires humanitaires à Nairobi, a participé à la session et a communiqué au Comité des informations sur la situation au Kenya. L'institution nationale des droits de l'homme et un grand nombre d'ONG nationales ont pris part à la session et les séances, diffusées sur l'Internet, ont été retransmises en direct au Kenya sur les ondes de la télévision nationale.

39. À la 105^e session, lors de la conférence de presse, les journalistes ont manifesté un grand intérêt pour les observations finales du Comité; un certain nombre d'entretiens et d'articles ont été publiés, et chacun des articles sur les pays examinés que la Section des communications du Haut-Commissariat a mis en ligne sur Facebook a été consulté environ 6 000 fois.

40. Lors de la conférence de presse organisée à la fin de la 106^e session, un certain nombre de journalistes ont exprimé un intérêt particulier pour les observations finales du Comité concernant les rapports de l'Allemagne et de la Turquie. Au total, 25 926 utilisateurs de Facebook ont consulté les observations finales du Comité et 446 784 utilisateurs de Twitter ont envoyé des tweets au cours de la session; ces messages ont été beaucoup «retweetés» et ont suscité de nombreuses réactions positives.

41. À la 107^e session, les bureaux extérieurs de l'ONU concernés et le Groupe des communications du HCDH ont joué un rôle décisif dans la sensibilisation à l'examen des rapports et l'adoption des observations finales. Les observations finales concernant le Belize, la Chine, Hong Kong (Chine), Macao (Chine), le Paraguay et le Pérou ont capté l'attention des médias et un certain nombre d'entretiens ont eu lieu avec les membres du Comité. Un certain nombre de journalistes ont assisté à la conférence de presse du Comité. Les informations publiées sur Facebook à propos des dialogues ont été consultées par 41 805 utilisateurs, et ont suscité beaucoup de réactions positives. Les tweets envoyés au cours de la session ont atteint un total de 59 040 utilisateurs, ont été «retweetés» un grand nombre de fois (53) et ont reçu des réponses positives.

K. Publications relatives aux travaux du Comité

42. Le Comité note de nouveau avec satisfaction que les volumes 5, 6, 7, 8 et 9 de la *Sélection de décisions prises par le Comité des droits de l'homme en vertu du Protocole facultatif* ont été publiés, ce qui met la jurisprudence à jour jusqu'à la session d'octobre 2007. Ces publications rendront la jurisprudence du Comité plus accessible au public en général, et aux spécialistes du droit en particulier. Toutefois il reste nécessaire de faire paraître les volumes de cette *Sélection* dans toutes les langues officielles de l'ONU.

43. Le Comité note également avec satisfaction que les décisions qu'il adopte au titre du Protocole facultatif continuent d'être incorporées dans les bases de données de plusieurs institutions⁷. Il constate avec satisfaction l'intérêt croissant manifesté par des universités et d'autres établissements d'enseignement supérieur pour cet aspect de son travail. Il recommande aussi de nouveau que la base de données relative aux organes conventionnels du site Web du Haut-Commissariat (<http://tb.ohchr.org/default.aspx>) soit dotée de fonctions de recherche appropriées.

L. Réunions futures du Comité

44. Le calendrier des sessions restantes pour 2013 est le suivant: la 108^e session se tiendra du 8 au 26 juillet et la 109^e session du 14 octobre au 1^{er} novembre. En 2014, la 110^e session aura lieu du 10 au 28 mars. Toutes les sessions se tiendront à Genève.

M. Soumission du rapport annuel du Comité à l'Assemblée générale

45. À la 106^e session, la Présidente s'est absentée pendant trois jours pour participer au dialogue avec l'Assemblée générale à New York le 23 octobre 2012. C'était la première fois qu'un président du Comité prenait la parole devant l'Assemblée générale, conformément à la résolution 66/148 de l'Assemblée relative aux deux Pactes, modifiée à sa soixante-sixième session.

N. Adoption du rapport

46. À sa 2972^e séance, le 25 mars 2013, le Comité a examiné le projet de trente-septième rapport annuel portant sur les travaux de ses 105^e, 106^e et 107^e sessions, tenues en 2012 et 2013. Le rapport, tel qu'il avait été modifié au cours du débat, a été adopté à l'unanimité. Par sa décision 1985/105 du 8 février 1985, le Conseil économique et social a autorisé le Secrétaire général à transmettre le rapport annuel du Comité des droits de l'homme directement à l'Assemblée générale.

⁷ Ibid., cinquante-neuvième session, Supplément n° 40, vol. I (A/59/40 (Vol. I)), annexe VII.

II. Méthodes de travail du Comité au titre de l'article 40 du Pacte et coopération avec les autres organismes des Nations Unies

47. Dans le présent chapitre sont récapitulées et expliquées les modifications apportées au cours des dernières années par le Comité à ses méthodes de travail au titre de l'article 40 du Pacte, ainsi que les décisions qu'il a adoptées récemment en ce qui concerne le suivi de ses observations finales sur les rapports des États parties.

A. Faits nouveaux et décisions récentes concernant les procédures

1. Directives révisées pour l'établissement des rapports

48. À sa quatre-vingt-dixième session, le Comité a décidé de réviser ses directives pour l'établissement des rapports et a demandé à M. O'Flaherty de passer en revue les lignes directrices existantes et d'établir un document de travail recensant en particulier toute difficulté qui pourrait se poser dans la mise en œuvre de directives unifiées. Le Comité a engagé une discussion sur la base du document rédigé par M. O'Flaherty à ses quatre-vingt-douzième et quatre-vingt-treizième sessions et a décidé de commencer à travailler à l'élaboration de nouvelles directives. À sa quatre-vingt-quinzième session, il a désigné M^{me} Keller Rapporteuse chargée d'élaborer de nouvelles directives.

49. À sa quatre-vingt-dix-septième session, en octobre 2009, le Comité a commencé à examiner le projet de directives révisées pour l'établissement des rapports et en a poursuivi l'examen à la quatre-vingt-dix-huitième session. Les directives révisées ont été adoptées à la quatre-vingt-dix-neuvième session.

2. Rapports ciblés fondés sur des listes des points à traiter établies avant la soumission des rapports

50. En octobre 2009, le Comité a également décidé d'adopter une nouvelle procédure pour la soumission des rapports, consistant à adresser aux États parties une liste des points à traiter («liste des points à traiter établie avant la soumission des rapports – ou liste préalable») et à examiner leurs réponses écrites au lieu d'un rapport périodique («rapport ciblé fondé sur les réponses à la liste des points à traiter»). Selon la nouvelle procédure, les réponses de l'État partie constitueraient le rapport aux fins de l'article 40 du Pacte. Le Comité a désigné M^{me} Keller Rapporteuse chargée des modalités de la nouvelle procédure. Après l'examen de deux documents soumis par M^{me} Keller à la quatre-vingt-dix-huitième et à la quatre-vingt-dix-neuvième session, les modalités de mise en œuvre de la nouvelle procédure facultative ont été arrêtées par le Comité à la quatre-vingt-dix-neuvième session (pour plus de détails, voir CCPR/C/99/4). À la 101^e session, conformément au calendrier prévu dans le document publié sous la cote CCPR/C/99/4, le Comité a annoncé le nom des cinq premiers pays pour lesquels il adopterait des listes des points à traiter à sa 103^e session en octobre 2011 (Cameroun, Danemark, Monaco, République de Moldova et Uruguay). Ces listes de points à traiter ont ensuite été adoptées comme prévu à la 103^e session et transmises aux États parties. À la 105^e session, des listes de points à traiter établies avant la soumission des rapports ont été adoptées pour l'Afghanistan, la Croatie, Israël et Saint-Marin. L'adoption d'une liste de points à traiter pour la Nouvelle-Zélande, également prévue à cette session, a été reportée à la 110^e session, en mars 2014. À la 106^e session, une liste de points à traiter a été adoptée pour l'Australie. À la même session, le Comité a décidé que les listes des points à traiter établies avant la soumission des rapports devraient être adoptées un an avant la date à laquelle était attendu le rapport périodique suivant et qu'un délai d'une année devrait être accordé aux États parties pour y répondre.

3. Note de position sur le processus de renforcement des organes conventionnels

51. Le 12 juillet 2012, le Comité a adopté la note de position préliminaire ci-après sur le renforcement des organes conventionnels de l'ONU, qui a été distribuée au Président de l'Assemblée générale et aux cofacilitateurs du processus intergouvernemental.

«1. Le 22 juin 2012, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme a publié son rapport sur le renforcement des organes de l'ONU créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme. Le Comité des droits de l'homme accueille avec satisfaction ce rapport et se félicite que le Secrétaire général y souligne, dans l'avant-propos, que le système des organes conventionnels "est un des plus grands accomplissements dans l'histoire de la lutte mondiale pour les droits de l'homme". Le Comité estime lui aussi que ce système a besoin d'être renforcé, et notamment d'être doté de ressources suffisantes et durables sans lesquelles nombre des propositions formulées dans le rapport ne pourront être mises en œuvre. Il considère que ce rapport constitue un bon point de départ qui permettra à toutes les parties prenantes de progresser dans le renforcement du système des organes conventionnels.

2. Le Comité saisit cette occasion pour faire une déclaration préliminaire sur le rapport de la Haut-Commissaire. Il rappelle que le processus intergouvernemental doit respecter l'intégrité des différents instruments ainsi que préserver les pouvoirs des organes conventionnels de décider de leurs propres méthodes de travail et règlement intérieur et garantir leur indépendance. Le Comité précisera ses vues à ce propos en temps voulu.

3. Le Comité juge que la proposition relative au Calendrier exhaustif de présentation des rapports apporte une solution à un problème important du système des organes conventionnels. Il en reconnaît les avantages tout en prévoyant des implications périlleuses, dont le changement fondamental dans la pratique et la procédure qui s'imposerait pour tous les acteurs concernés (États parties, organes conventionnels, société civile, institutions nationales des droits de l'homme et Secrétariat). Le Comité souligne que cette proposition ne pourra être mise en œuvre avec succès que si les ressources supplémentaires nécessaires sont allouées, si les membres des organes conventionnels sont à même d'assumer le surcroît de travail requis et si les États parties s'acquittent de leurs obligations en matière de présentation de rapports. Le Comité examinera plus avant cette proposition à la lumière du paragraphe 1 b) de l'article 40 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

4. Le Comité estime que la mise en œuvre de nombre des propositions figurant dans le rapport, dont plusieurs sont issues de sa propre pratique, peut être envisagée indépendamment de l'adoption du Calendrier exhaustif de présentation des rapports. Un grand nombre des recommandations figurant aux points 4.2.1 à 4.2.7 méritent d'être sérieusement examinées (adoption par d'autres organes conventionnels de la procédure consistant à établir des listes de points à traiter – rebaptisée dans le rapport du nom de "Procédure simplifiée de présentation de rapports", soumission de Documents de base communs et mises à jour régulières, respect strict de la limite du nombre de pages, méthodologies alignées pour le dialogue avec les États, réduction de la traduction des comptes rendus, observations finales plus ciblées, coopération accrue avec d'autres entités des Nations Unies), tandis que d'autres semblent soulever certains problèmes.

5. Le Comité considère que la recommandation formulée au point 4.2.8, concernant l'adoption d'un modèle aligné d'interaction des organes conventionnels avec la société civile et les institutions nationales des droits de l'homme, devrait faire l'objet d'un débat avec ces acteurs avant d'être mise en œuvre. Il devrait être tenu compte notamment de la nature et des fonctions particulières des organisations non gouvernementales et des institutions nationales des droits de l'homme.

6. Le Comité appuie les recommandations faites au point 4.2.8 au sujet des représailles.

7. Le Comité se félicite qu'il soit reconnu dans le rapport que la procédure de présentation de communications émanant de particuliers peut être renforcée. Il souligne que les propositions formulées ne pourront être mises en œuvre avec succès que si les ressources supplémentaires nécessaires sont allouées. Il appuie les recommandations concernant l'adoption de directives communes, pour autant que soient respectées les dispositions des différents instruments, et la mise en place d'une base de données de jurisprudence.

8. Le Comité éprouve un certain malaise à l'idée de créer un groupe de travail unique pour l'examen des communications présentées aux différents organes conventionnels, comme l'envisage une des recommandations. Toute initiative de ce genre ne peut ignorer la nécessité d'appliquer pour l'examen des communications une approche juridique qui tienne compte, à l'évidence, des dispositions de fond et de procédure de chaque instrument et des États qui y sont parties.

9. Le Comité juge intéressante la recommandation portant sur le règlement à l'amiable de cas individuels. Il considère qu'elle doit faire l'objet d'une réflexion plus approfondie qui prenne en compte les particularités inhérentes aux procédures de présentation de communications émanant de particuliers, telles que leur caractère non contraignant et l'inégalité des armes entre l'État et l'auteur d'une communication, et qui vise également à définir le rôle qu'auraient à jouer les organes conventionnels dans ces règlements amiables.

10. Le Comité n'éprouve pas le besoin de s'exprimer au sujet de la compétence et de la procédure d'élection des membres des organes conventionnels.

11. Le Comité accueille favorablement la recommandation formulée au point 4.4.3 tendant à l'élaboration d'un guide sur la fonction de membre des organes conventionnels.

12. Le Comité se réjouit de l'attention accordée dans le rapport aux questions concernant le suivi. Il juge intéressantes les différentes recommandations formulées à ce sujet. Il considère que le suivi, tant celui de la procédure de présentation des rapports que celui de la procédure de communications individuelles, mérite de faire l'objet d'une plus grande attention que celle dont il bénéficie dans le rapport. Le Comité rappelle également le rôle central que sont appelés à jouer dans ce suivi les organes conventionnels eux-mêmes.

13. Le Comité salue la recommandation formulée au point 4.5.2 à propos de la normalisation des procédures pour l'adoption d'Observations générales.

14. Le Comité accueille favorablement la recommandation formulée au point 4.5.3 au sujet du renforcement des capacités liées à l'établissement des rapports. Il rappelle que le HCDH n'est pas le seul acteur à même de fournir une assistance dans ce domaine et encourage la société civile et les institutions nationales des droits de l'homme à intensifier leurs efforts à cet égard au bénéfice de toutes les parties prenantes.

15. Le Comité accueille tout aussi favorablement les recommandations formulées sous le point 4.6 portant sur l'amélioration de la visibilité et de l'accessibilité des organes conventionnels.

16. Le Comité estime qu'un certain nombre d'autres propositions dont il n'est pas fait mention dans le rapport, mais qui ont été recensées lors des consultations informelles ainsi que dans d'autres contextes, ne sont peut-être pas dénuées d'intérêt. Il appellera l'attention sur ces propositions dans son futur commentaire plus détaillé du rapport de la Haut-Commissaire.»

4. Processus intergouvernemental/renforcement des organes conventionnels

52. Les 2 et 3 avril 2012, après la 104^e session à New York, les membres suivants du Comité sont restés afin de participer aux consultations pour les États parties: M^{me} Chanut, M. O'Flaherty et Sir Nigel Rodley.

53. À la 107^e session, M. Neuman a rendu compte au Comité de sa participation à la conférence intergouvernementale sur le renforcement du système des organes conventionnels, tenue le 19 février 2013 à New York.

54. Après la 107^e session, en avril 2013, M. Fathalla et M. Neuman ont participé à d'autres consultations pour les États parties à New York.

5. Coopération avec les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales

55. À la 2803^e séance, pendant sa 102^e session, le Comité s'est réuni avec des ONG et des institutions nationales des droits de l'homme pour étudier les moyens d'améliorer la coopération entre ces parties prenantes et lui-même. M. Flinterman et M^{me} Motoc ont été chargés d'établir pour la session suivante un document sur lequel le Comité se fonderait pour étudier la meilleure façon de poursuivre sa collaboration avec les ONG et les institutions nationales des droits de l'homme.

56. À sa 103^e session, le Comité a décidé pour la première fois de consacrer une réunion formelle aux institutions nationales des droits de l'homme et aux ONG, en leur accordant une demi-heure en séance plénière privée pour chaque État partie, avant l'examen du rapport périodique de l'État concerné. En outre, les membres du Comité ont rencontré informellement des représentants de ces organisations en dehors des séances. Vu le succès de cette nouvelle forme de collaboration avec les institutions nationales des droits de l'homme et les ONG, le Comité a décidé de la poursuivre.

57. À sa 104^e session, le Comité a adopté un document sur sa collaboration avec les ONG. Ce document a pour objectif de clarifier et consolider les liens entre le Comité et les ONG et de renforcer la contribution de ces dernières à la mise en œuvre du Pacte au niveau national.

58. À sa 104^e session, le Comité a chargé M. O'Flaherty d'élaborer un document sur ses relations avec les institutions nationales des droits de l'homme, à lui soumettre à sa 105^e session, en juillet 2012.

59. À sa 106^e session, le Comité a adopté un document sur sa collaboration avec les institutions nationales des droits de l'homme (voir annexe VIII au présent rapport).

6. Création du poste de Rapporteur spécial chargé de la gestion des communications

60. À sa 104^e session, le Comité a créé le poste de Rapporteur spécial chargé de la gestion des communications. Ce Rapporteur spécial sera chargé de proposer un système de gestion des communications et de définir des critères pour la classification, selon un ordre de priorité, des communications émanant de particuliers. Le Comité a nommé M. Iwasawa à ce nouveau poste. À sa 107^e session, le Comité a entamé l'examen d'un rapport présenté par le Rapporteur spécial chargé de la gestion des communications. Le Comité poursuivra l'examen de ce rapport pendant son séminaire de réflexion du 24 au 26 avril 2013 (voir ci-dessous). Le nouveau Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires, M. Kälin, sera consulté à propos de l'éventuelle fusion des deux mandats.

7. Séminaire de réflexion du Comité des droits de l'homme

61. À la 105^e session, M. Flinterman a indiqué qu'il avait obtenu par l'intermédiaire du Hague Institute for Global Justice des fonds pour financer un séminaire de réflexion du Comité à La Haye. Ce séminaire aura lieu du 24 au 26 avril 2013. L'ordre du jour provisoire inclut les questions suivantes: projet de directives sur le suivi des observations finales;

discussion sur le suivi des constatations; rôle de la Réunion des États parties et rôle de l'Assemblée générale; examen du rapport de la Haut-Commissaire sur le renforcement des organes conventionnels – débat général; mandat des Rapporteurs spéciaux chargés des nouvelles communications et des mesures provisoires et de la gestion des communications en ce qui concerne le traitement des communications émanant de particuliers; modèle pour un nouveau mode de présentation des communications; document sur les recours; utilisation de l'interprétation des autres organes conventionnels pour interpréter le Pacte et réunion avec les membres du Groupe de travail sur la détention arbitraire. Les recommandations issues de la retraite seront présentées à la session plénière du Comité pour examen.

B. Suivi des observations finales

62. Depuis sa quarante-quatrième session, en mars 1992⁸, le Comité adopte des observations finales. Celles-ci lui servent de base pour l'établissement de la liste des points à traiter à l'occasion de l'examen du rapport suivant d'un État partie. Dans certains cas, le Comité reçoit des États parties, conformément au paragraphe 5 de l'article 71 de son règlement intérieur révisé, des renseignements sur la suite donnée à ses observations finales et des réponses aux préoccupations exprimées, qu'il publie sous forme de document.

63. À sa soixante-quatorzième session, le Comité a adopté des décisions définissant les modalités du suivi de ses observations finales⁹. À la soixante-quinzième session, il a désigné M. Maxwell Yalden Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales. À la quatre-vingt-troisième session, M. Rafael Rivas Posada a succédé à M. Yalden. À la quatre-vingt-dixième session, Sir Nigel Rodley a été désigné Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales. À la quatre-vingt-seizième session, M. Abdelfattah Amor a succédé à Sir Nigel Rodley. À la 101^e session, M^{me} Chanet a succédé à M. Amor.

64. À sa quatre-vingt-quatorzième session, le Comité a prié le Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales, Sir Nigel Rodley, de lui présenter des propositions sur les moyens de renforcer la procédure de suivi. Après avoir examiné un document soumis par le Rapporteur spécial (CCPR/C/95/5), le Comité a adopté à sa quatre-vingt-quinzième session plusieurs propositions visant à renforcer la procédure de suivi¹⁰.

65. Depuis la mise en œuvre de la procédure de suivi, le Comité a adopté trois rapports de suivi par an, dans lesquels sont analysées les réponses reçues des États parties entre les sessions. Compte tenu non seulement du bref intervalle entre les sessions de mars, de juillet et d'octobre, mais aussi des difficultés que pose un court délai de traduction, le Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales a décidé de présenter deux rapports complets par an, aux sessions de mars et d'octobre.

66. Afin de permettre l'examen de questions urgentes relevant de la procédure ou dues à la gravité de la situation dans un État partie, le Rapporteur spécial peut présenter un rapport intermédiaire à la session de juillet, ce qu'il a fait à la 105^e session pour examiner les rapports de suivi d'Israël et du Togo.

67. La situation de tous les autres États parties au regard de la procédure de suivi fait l'objet d'un examen continu depuis la quatre-vingt-seizième session, et les mesures nécessaires sont prises à l'issue de chaque session pour que les rappels ou autres informations relatives à la procédure de suivi soient dûment communiqués aux États parties.

⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément n° 40 (A/47/40), chap. I, sect. E, par. 18.

⁹ Ibid., cinquante-septième session, Supplément n° 40 (A/57/40), vol. I, annexe III, sect. A.

¹⁰ Ibid., soixante-quatrième session, Supplément n° 40 (A/64/40), vol. I, annexe VI.

68. Au cours de la période couverte par le présent rapport, des renseignements sur la suite donnée aux observations finales ont été reçus de 19 États parties (Azerbaïdjan, Belgique, Bulgarie, Cameroun, Colombie, Hongrie, Israël, Jamaïque, Kazakhstan, Koweït (deux fois), Mexique, Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), (deux fois), Mongolie, Norvège, Ouzbékistan (deux fois), Pologne, République-Unie de Tanzanie, Slovaquie, Togo (deux fois) et Turkménistan). Des informations de suivi ont également été reçues d'ONG. Ces renseignements ont été rendus publics et peuvent être consultés sur le site Web du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (<http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrc/sessions.htm>). On trouvera au chapitre VII du présent rapport un résumé des activités ayant trait au suivi des observations finales et aux réponses des États parties.

C. Liens avec les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres organes conventionnels

69. Le Comité considère la réunion annuelle des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme comme une tribune permettant d'échanger des idées et des informations sur les procédures et les problèmes logistiques, de simplifier les méthodes de travail, de resserrer la coopération entre les organes, et de souligner la nécessité d'obtenir des services de secrétariat suffisants afin que chaque organe puisse s'acquitter efficacement de son mandat. Dans son opinion sur l'idée de création d'un organe conventionnel unique chargé des droits de l'homme¹¹, le Comité a proposé de remplacer la réunion des présidents des organes conventionnels et la réunion intercomités par une seule instance de coordination composée de représentants des différents organes conventionnels, chargée de superviser efficacement toutes les questions relatives à l'harmonisation des méthodes de travail.

70. La vingt-quatrième réunion annuelle des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme s'est tenue à Addis-Abeba du 25 au 29 juin 2012. La Présidente y a participé au nom du Comité. Parmi les résultats de cette réunion, on peut citer l'approbation par les Présidents des Directives sur l'indépendance et l'impartialité des membres des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (Directives d'Addis-Abeba). Ces directives doivent encore être examinées par le Comité.

71. La vingt-cinquième réunion annuelle des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme se tiendra du 20 au 24 mai 2013 à New York. La Présidente du Comité y participera au nom du Comité.

72. À sa 106^e session, le Comité a tenu sa deuxième réunion formelle avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, dont la session coïncidait avec la sienne. Les Comités ont débattu du renforcement des organes conventionnels, de la procédure d'examen des communications émanant de particuliers et du transfert à Genève de la session qu'ils tenaient jusque-là à New York.

73. À la même session, le Comité a tenu une réunion informelle avec le Comité contre la torture, afin d'échanger des vues sur leurs sujets de préoccupation communs, notamment sur la procédure facultative de la liste des points à traiter établie avant la soumission des rapports.

74. À la 107^e session, dans ses observations finales, le Président a souligné que le Comité avait clarifié sa position sur l'interprétation de l'article 25 du Pacte en ce qui concerne le droit de vote pour les personnes atteintes d'un handicap mental, intellectuel ou psychosocial. Il a déclaré que, au cours de la session, le Comité avait adopté des

¹¹ Ibid., *soixante-deuxième session, Supplément n° 40* (A/62/40), vol. I, annexe V.

observations finales disant que les lois relatives à l'article 25 ne devaient pas établir de discrimination envers les personnes souffrant de handicaps mentaux, intellectuels ou psychosociaux en les privant de droit de vote pour des raisons disproportionnées ou sans lien raisonnable et objectif avec leur capacité à voter. Il a indiqué que, bien que l'Observation générale n° 25 (1996) du Comité sur le droit de participer aux affaires publiques, le droit de vote et l'égalité d'accès à la fonction publique¹² puisse être interprétée différemment, le Comité estimait qu'il serait inutile et contraire à sa pratique de la modifier. La pratique était que toute interprétation révisée du Pacte soit reflétée dans des Observations générales postérieures actualisées. Il a également indiqué que cette clarification sur l'article 25 serait signalée au Comité sur les droits des personnes handicapées et d'autres parties intéressées et que tous seraient encouragés à faire connaître la position du Comité.

D. Coopération avec d'autres organismes des Nations Unies

75. À la quatre-vingt-dix-septième session, M. Pérez Sánchez-Cerro avait succédé à M. Mohammed Ayat à la fonction de Rapporteur chargé des relations avec le Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide. Depuis le départ de M. Pérez Sánchez-Cerro le 31 décembre 2010, le mandat était vacant. À la 107^e session, M. Ahmad Amin Fathalla a été désigné coordonnateur pour ce mandat.

76. Le 29 juin 2012, avant le début des travaux du groupe de travail de présession sur les communications de la 105^e session, les membres du groupe de travail ont rencontré plusieurs juges de la Cour européenne des droits de l'homme, avec lesquels ils ont échangé des vues sur les questions suivantes: mesures provisoires (portée, poids à accorder aux conclusions des instances nationales, problèmes récents), interdiction de la discrimination en tant que droit indépendant dans la jurisprudence récente, jurisprudence récente relative à la liberté d'expression et disparitions et obligations en matière d'enquête.

77. À la 105^e session, M^{me} Jannie Lasimbang, membre du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, a présenté les travaux du Mécanisme au Comité et en a discuté avec lui.

¹² *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 40, vol. I (A/51/40 (Vol. I)), annexe V.*

III. Présentation de rapports par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte

78. En vertu du paragraphe 1 de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les États parties s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans le Pacte. En lien avec cette disposition, le paragraphe 1 de l'article 40 du Pacte fait obligation aux États parties de présenter des rapports sur les mesures qu'ils auront arrêtées, sur les progrès réalisés dans la jouissance de ces droits, et sur tous facteurs et difficultés qui peuvent entraver la mise en œuvre du Pacte. Les États parties s'engagent à présenter des rapports dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du Pacte pour chacun d'eux et, par la suite, chaque fois que le Comité des droits de l'homme en fait la demande. Conformément aux directives adoptées par le Comité à sa soixante-sixième session et modifiées à la soixante-dixième session (CCPR/C/GUI/66/Rev.2), le Comité a remplacé la périodicité de cinq ans pour la soumission des rapports, qu'il avait établie à sa treizième session, en juillet 1981 (CCPR/C/19/Rev.1), par une formule plus souple en vertu de laquelle il fixe au cas par cas, à la fin de ses observations finales sur un rapport, la date à laquelle l'État partie doit faire parvenir son rapport périodique suivant, conformément à l'article 40 du Pacte et compte tenu des directives pour l'établissement des rapports et des méthodes de travail du Comité. Le Comité a confirmé ce mode d'approche dans ses directives actuelles, qu'il a adoptées à sa quatre-vingt-dix-neuvième session (CCPR/C/2009/1).

79. À sa 104^e session, le Comité a décidé d'allonger la périodicité fixée pour les rapports des États parties, qui peut désormais aller jusqu'à six ans.

A. Rapports soumis au Secrétaire général d'avril 2012 à mars 2013

80. Au cours de la période considérée, 24 rapports ont été soumis au Secrétaire général, par les États parties suivants: Burundi (rapport initial), Cambodge (deuxième rapport périodique), Chili (sixième rapport périodique), Chypre (quatrième rapport périodique), Côte d'Ivoire (rapport initial), Espagne (sixième rapport périodique), Fédération de Russie (septième rapport périodique), France (cinquième rapport périodique), Géorgie (quatrième rapport périodique), Haïti (rapport initial), Irlande (quatrième rapport périodique), Japon (sixième rapport périodique), Kirghizistan (deuxième rapport périodique), Lettonie (troisième rapport périodique), Malawi (rapport initial), Malte (deuxième rapport périodique), Monténégro (rapport initial), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (septième rapport périodique), Sierra Leone (rapport initial), Soudan (quatrième rapport périodique), Sri Lanka (cinquième rapport périodique), Tchad (deuxième rapport périodique), Uruguay (cinquième rapport périodique)¹³ et Venezuela (République bolivarienne du) (quatrième rapport périodique).

¹³ L'État partie a soumis sa réponse à une liste des points à traiter préalablement établie adoptée par le Comité au titre de la nouvelle procédure facultative. Cette réponse est considérée comme son cinquième rapport périodique.

B. Rapports en retard et inobservation par les États parties de leurs obligations au regard de l'article 40

81. Le Comité rappelle que les États parties au Pacte doivent soumettre les rapports visés à l'article 40 du Pacte en temps voulu pour qu'il puisse s'acquitter des fonctions qui lui sont confiées en vertu de cet article. Ces rapports servent de base à la discussion entre le Comité et les États parties concernant la situation des droits de l'homme dans les États en question. Malheureusement, de sérieux retards ont été enregistrés depuis la création du Comité.

82. Le Comité note avec préoccupation que la non-soumission de rapports l'empêche de s'acquitter des fonctions de surveillance qui lui incombent en vertu de l'article 40 du Pacte. On trouvera ci-après la liste des États parties qui ont plus de cinq ans de retard dans la présentation de leur rapport ainsi que la liste des États parties qui n'ont pas soumis le rapport que le Comité leur avait demandé par décision spéciale. Le Comité réaffirme que ces États sont défaillants dans leurs obligations découlant de l'article 40 du Pacte.

États parties ayant au moins cinq ans de retard (au 28 mars 2013) pour la présentation d'un rapport ou n'ayant pas soumis le rapport demandé par une décision spéciale du Comité

<i>État partie</i>	<i>Rapport</i>	<i>Échéance</i>	<i>Années de retard</i>
Gambie	Deuxième	21 juin 1985	27
Guinée équatoriale	Initial	24 décembre 1988	24
Somalie	Initial	23 avril 1991	21
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Deuxième	31 octobre 1991	21
Grenade	Initial	5 décembre 1992	21
Seychelles	Initial	4 août 1993	19
Niger	Deuxième	31 mars 1994	19
Afghanistan ^a	Troisième	23 avril 1994	18
Dominique	Initial	16 septembre 1994	18
Guinée	Troisième	30 septembre 1994	18
Cap-Vert	Initial	5 novembre 1994	18
Malte	Deuxième	12 décembre 1996	16
Belize	Initial	9 septembre 1997	15
Roumanie	Cinquième	28 avril 1999	13
Nigéria	Deuxième	28 octobre 1999	13
Liban	Troisième	31 décembre 1999	13
Afrique du Sud	Initial	9 mars 2000	13
Burkina Faso	Initial	3 avril 2000	12

<i>État partie</i>	<i>Rapport</i>	<i>Échéance</i>	<i>Années de retard</i>
Iraq	Cinquième	4 avril 2000	12
Sénégal	Cinquième	4 avril 2000	12
Ghana	Initial	8 février 2001	12
Bélarus	Cinquième	7 novembre 2001	11
Bangladesh	Initial	6 décembre 2001	11
Inde	Quatrième	31 décembre 2001	11
Lesotho	Deuxième	30 avril 2002	10
Zimbabwe	Deuxième	1 ^{er} juin 2002	10
Guyana	Troisième	31 mars 2003	10
Congo	Troisième	21 mars 2003	10
Érythrée	Initial	22 avril 2003	9
Gabon	Troisième	31 octobre 2003	9
Trinité-et-Tobago	Cinquième	31 octobre 2003	9
République populaire démocratique de Corée	Troisième	1 ^{er} janvier 2004	9
Viet Nam	Troisième	1 ^{er} août 2004	8
Égypte	Quatrième	1 ^{er} novembre 2004	8
Timor-Leste	Initial	19 décembre 2004	8
Mali	Troisième	1 ^{er} avril 2005	7
Swaziland ^b	Initial	27 juin 2005	7
Libéria	Initial	22 décembre 2005	7
Andorre	Initial	22 décembre 2007	5
Bahreïn	Initial	20 décembre 2007	5

^a Le 12 mai 2011, l'Afghanistan a fait savoir qu'il acceptait la nouvelle procédure facultative d'élaboration de rapports ciblés fondés sur des listes de points à traiter préalablement établies. À la 105^e session, le Comité a adopté une liste des points à traiter préalablement établie pour l'Afghanistan assortie d'un délai fixé au 31 octobre 2013 pour la réponse, laquelle sera considérée comme le deuxième rapport périodique de l'État partie.

^b À sa 104^e session, le Comité a accepté de prolonger le délai accordé au Swaziland pour son rapport initial jusqu'à la fin décembre 2012.

83. Le Comité appelle une nouvelle fois tout spécialement l'attention sur le fait que 24 rapports initiaux n'ont toujours pas été soumis (dont les 17 rapports initiaux en retard d'au moins cinq ans figurant sur la liste ci-dessus). Cela a pour résultat de faire échec à un objectif crucial du Pacte, qui est de permettre au Comité de surveiller le respect par les États parties des obligations qui leur incombent, sur la base de rapports périodiques. Le Comité adresse à intervalles réguliers des rappels à tous les États dont les rapports sont très en retard.

84. Comme le grand nombre de rapports en retard et l'inobservation par les États parties de leurs obligations au regard de l'article 40 du Pacte sont préoccupants¹⁴, deux groupes de travail du Comité ont proposé de modifier le Règlement intérieur de façon à aider les États parties à s'acquitter de leur obligation de soumettre des rapports et à simplifier la procédure. Ces modifications ont été formellement adoptées à la soixante et onzième session, en mars 2001, et le Règlement intérieur révisé est paru (CCPR/C/3/Rev.6 et Corr.1)¹⁵. Tous les États parties ont été informés des modifications apportées au Règlement intérieur et le Comité a commencé à appliquer le Règlement intérieur révisé à la fin de la soixante et onzième session (avril 2001). Le Comité rappelle que l'Observation générale n° 30, adoptée à la soixante-quinzième session, définit les obligations des États parties au titre de l'article 40 du Pacte¹⁶.

85. Les modifications ont institué une procédure à suivre lorsqu'un État partie ne s'est pas acquitté pendant longtemps de son obligation de faire rapport ou lorsqu'il doit se présenter devant le Comité et a décidé de demander au dernier moment le report de la rencontre qui était déjà programmée. Dans les deux cas, le Comité pourra désormais aviser l'État qu'il a l'intention d'examiner, à partir des informations dont il dispose, les mesures prises par cet État pour donner effet aux dispositions du Pacte, même en l'absence de rapport. Le Règlement intérieur modifié institue en outre une procédure de suivi des observations finales du Comité. Le Comité invite l'État partie à lui rendre compte dans un délai précis de la suite qu'il aura donnée à ses recommandations en indiquant, le cas échéant, les mesures prises à cette fin. Les réponses reçues sont ensuite examinées par le Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales. Depuis la soixante-seizième session, le Comité a examiné en principe à chaque session les rapports intérimaires présentés par le Rapporteur spécial¹⁷.

86. À sa 103^e session, le Comité a modifié les articles de son règlement intérieur (art. 68 et 70) relatifs à l'examen de situations de pays en l'absence d'un rapport (procédure d'examen)¹⁸. À partir de 2012, l'examen de ces situations aura lieu en séance publique et non en séance privée, et les observations finales adoptées à l'issue de l'examen seront également rendues publiques (voir le Règlement intérieur modifié, CCPR/C/3/Rev.10).

87. Le Comité a appliqué la procédure d'examen à un État qui n'avait pas présenté de rapport pour la première fois à sa soixante-quinzième session. En juillet 2002, il a examiné les mesures prises par la Gambie pour donner effet aux droits consacrés dans le Pacte, en l'absence de rapport et de délégation de l'État partie. Il a adopté des observations finales provisoires concernant la situation des droits civils et politiques en Gambie, qui ont été transmises à l'État partie. À la soixante-dix-huitième session, le Comité a fait le point sur les observations finales provisoires relatives à la Gambie et a demandé à l'État partie de lui soumettre, le 1^{er} juillet 2004 au plus tard, un rapport périodique où seraient traités

¹⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 40, vol. I (A/51/40 (Vol. I)), chap. III, sect. B, et *ibid.*, cinquante-septième session, Supplément n° 40 (A/57/40), chap. III, sect. B.

¹⁵ *Ibid.*, cinquante-sixième session, Supplément n° 40 (A/56/40), vol. I, annexe III, sect. B. Les dispositions révisées ont été confirmées dans le Règlement intérieur révisé adopté à la 103^e session (CCPR/C/3/Rev.10).

¹⁶ *Ibid.*, cinquante-septième session, Supplément n° 40 (A/57/40), vol. I, annexe VI.

¹⁷ À l'exception de la quatre-vingt-troisième session, où un nouveau Rapporteur spécial a été désigné.

¹⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-septième session, Supplément n° 40, vol. I (A/67/40 (Vol. I)), chap. II, par. 64.

spécialement les sujets de préoccupation signalés par le Comité dans ses observations finales provisoires. Si l'État partie ne respectait pas ce délai, les observations finales provisoires deviendraient définitives et le Comité les rendrait publiques. Le 8 août 2003, le Comité a modifié l'article 69A¹⁹ de son règlement intérieur afin de prévoir la possibilité de donner à des observations finales provisoires un caractère définitif et public. À la fin de la quatre-vingt-unième session, le Comité a décidé de rendre définitives et publiques les observations finales sur la situation en Gambie, l'État partie n'ayant pas soumis son deuxième rapport périodique. À la quatre-vingt-quatorzième session (octobre 2008), le Comité a également décidé de déclarer que l'État partie ne respectait pas ses obligations au titre de l'article 40 du Pacte.

88. À sa soixante-seizième session (octobre 2002), le Comité a examiné la situation des droits civils et politiques au Suriname, en l'absence de rapport mais en présence d'une délégation. Le 31 octobre 2002, il a adopté des observations finales provisoires, qui ont été transmises à l'État partie. Dans ces observations, il a invité l'État partie à lui faire parvenir son deuxième rapport périodique dans un délai de six mois. L'État partie lui a soumis le rapport dans le délai prescrit. Le Comité a examiné le rapport à sa quatre-vingtième session (mars 2004) et a adopté ses observations finales.

89. À ses soixante-dix-neuvième et quatre-vingt-unième sessions (octobre 2003 et juillet 2004), le Comité a examiné la situation des droits civils et politiques en Guinée équatoriale et en République centrafricaine, respectivement, en l'absence de rapport et de délégation dans le premier cas et en l'absence de rapport mais en présence d'une délégation dans le deuxième cas. Des observations finales provisoires ont été transmises aux États parties concernés. À la fin de la quatre-vingt-unième session, le Comité a décidé de rendre définitives et publiques les observations finales sur la situation en Guinée équatoriale, l'État partie n'ayant pas soumis son rapport initial. À la quatre-vingt-quatorzième session (octobre 2008), le Comité a également décidé de déclarer que l'État partie ne respectait pas ses obligations au titre de l'article 40 du Pacte. Le 11 avril 2005, comme elle en avait donné l'assurance au Comité à la quatre-vingt-unième session, la République centrafricaine a soumis son deuxième rapport périodique. Le Comité a examiné le rapport à sa quatre-vingt-septième session (juillet 2006) et a adopté ses observations finales.

90. À sa quatre-vingtième session (mars 2004), le Comité a décidé d'examiner la situation des droits civils et politiques au Kenya à sa quatre-vingt-deuxième session (octobre 2004), l'État partie n'ayant pas soumis son deuxième rapport périodique attendu pour le 11 avril 1986. Le 27 septembre 2004, le Kenya a soumis son deuxième rapport périodique. Le Comité a examiné le rapport périodique du Kenya à sa quatre-vingt-troisième session (mars 2005) et a adopté ses observations finales.

91. À sa quatre-vingt-troisième session, le Comité a examiné la situation des droits civils et politiques à la Barbade, en l'absence de rapport mais en présence d'une délégation, qui s'est engagée à soumettre un rapport complet. Des observations finales provisoires ont été adressées à l'État partie. Le 18 juillet 2006, la Barbade a soumis son troisième rapport périodique. Le Comité a examiné le rapport à sa quatre-vingt-neuvième session (mars 2007) et a adopté ses observations finales. Le Nicaragua n'ayant pas soumis son troisième rapport périodique attendu pour le 11 juin 1997, le Comité a décidé, à sa quatre-vingt-troisième session, d'examiner la situation des droits civils et politiques dans ce pays à sa quatre-vingt-cinquième session (octobre 2005). Le 9 juin 2005, le Nicaragua a donné l'assurance qu'il soumettrait son rapport au plus tard le 31 décembre 2005. Puis, le 17 octobre 2005, il a fait savoir qu'il soumettrait son rapport avant le 30 septembre 2006. À sa quatre-vingt-cinquième session (octobre 2005), le Comité a demandé au Nicaragua de lui faire parvenir son rapport avant le 30 juin 2006. Suite à un rappel du Comité en date du 31 janvier 2007, le Nicaragua s'est à nouveau engagé, le 7 mars 2007, à soumettre son rapport le 9 juin 2007 au plus tard. Il a soumis son troisième rapport périodique le 20 juin 2007.

¹⁹ Art. 70 du Règlement intérieur.

92. À sa quatre-vingt-sixième session (mars 2006), le Comité a examiné la situation des droits civils et politiques à Saint-Vincent-et-les Grenadines en l'absence de rapport mais en présence d'une délégation. Des observations finales provisoires ont été adressées à l'État partie. Conformément aux observations finales provisoires, le Comité a invité l'État partie à soumettre son deuxième rapport périodique au plus tard le 1^{er} avril 2007. Le 12 avril 2007, le Comité a adressé un rappel aux autorités de Saint-Vincent-et-les Grenadines. Dans une lettre en date du 5 juillet 2007, Saint-Vincent-et-les Grenadines s'est engagée à soumettre son rapport dans un délai d'un mois. L'État partie n'ayant pas soumis son deuxième rapport périodique, le Comité a décidé de rendre définitives et publiques les observations finales provisoires sur la situation à Saint-Vincent-et-les Grenadines à la fin de sa quatre-vingt-douzième session (mars 2008).

93. Comme Saint-Marin n'avait pas fait parvenir son deuxième rapport périodique, attendu pour le 17 janvier 1992, le Comité a décidé, à sa quatre-vingt-sixième session, d'examiner la situation des droits civils et politiques à Saint-Marin à sa quatre-vingt-huitième session (octobre 2006). Le 25 mai 2006, Saint-Marin a donné au Comité l'assurance qu'il lui ferait parvenir son rapport avant le 30 septembre 2006. Respectueux de cet engagement, Saint-Marin a soumis son deuxième rapport périodique que le Comité a examiné à sa quatre-vingt-treizième session.

94. Le Rwanda n'ayant soumis ni son troisième rapport périodique ni un rapport spécial, attendus respectivement pour le 10 avril 1992 et le 31 janvier 1995, le Comité a décidé, à sa quatre-vingt-septième session, d'examiner la situation des droits civils et politiques dans ce pays à sa quatre-vingt-neuvième session (mars 2007). Le 23 février 2007, le Rwanda s'est engagé par écrit à soumettre son troisième rapport périodique avant la fin du mois d'avril 2007, rendant ainsi caduc l'examen prévu de la situation des droits civils et politiques en l'absence de rapport. Le Rwanda a soumis son rapport périodique le 23 juillet 2007 et le Comité l'a examiné à sa quatre-vingt-quinzième session.

95. À sa quatre-vingt-huitième session (octobre 2006), le Comité a décidé d'examiner la situation des droits civils et politiques à la Grenade à sa quatre-vingt-dixième session (juillet 2007), l'État partie n'ayant pas soumis son rapport initial attendu pour le 5 décembre 1992. À sa quatre-vingt-dixième session (juillet 2007), le Comité a procédé à l'examen en l'absence de rapport et de délégation, mais sur la base de réponses écrites de la Grenade. Des observations finales provisoires ont été adressées à l'État partie, qui a été prié de faire parvenir son rapport initial au plus tard le 31 décembre 2008. À la fin de sa quatre-vingt-seizième session (juillet 2009), le Comité a décidé de rendre ses observations définitives et publiques.

96. À sa quatre-vingt-dix-huitième session (octobre 2010), le Comité a décidé d'examiner la situation des droits civils et politiques aux Seychelles à sa 101^e session (mars 2011), l'État partie n'ayant pas soumis son rapport initial attendu pour le 4 août 1993. À la 101^e session, le Comité a procédé à cet examen en l'absence d'un rapport, d'une délégation et de réponses écrites à la liste des points à traiter. Des observations finales provisoires ont été adressées à l'État partie, qui a été prié de faire parvenir son rapport initial au plus tard le 1^{er} avril 2012 ainsi que ses commentaires sur les observations finales dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de ces dernières. Le 26 avril 2011, l'État partie a demandé que le délai imparti pour répondre aux observations finales soit prolongé jusqu'à fin mai 2011. Le 27 avril 2011, le Comité a accédé à sa demande. Le 13 mai 2011, l'État partie a fait part de ses commentaires sur les observations finales provisoires et a indiqué qu'il soumettrait un rapport avant avril 2012. En juillet 2011, à sa 102^e session, le Comité a décidé d'attendre le rapport de l'État partie avant de déterminer la suite.

97. À sa quatre-vingt-dix-neuvième session (juillet 2010), le Comité a décidé d'examiner la situation des droits civils et politiques à la Dominique à sa 102^e session (juillet 2011), l'État partie n'ayant pas soumis son rapport initial attendu pour le 16 septembre 1994. Le Comité avait prévu d'examiner la situation à la Dominique à sa 102^e session, en juillet 2011. Avant la session, l'État partie a demandé le report de l'examen, indiquant qu'il avait entrepris d'élaborer son rapport et l'aurait achevé d'ici au 30 janvier 2012. Le Comité a accédé à la demande et a décidé d'attendre le rapport avant de déterminer la suite.

98. À sa 102^e session (juillet 2011), le Comité a décidé d'examiner la situation des droits civils et politiques au Malawi à sa 103^e session (octobre 2011) en l'absence d'un rapport, l'État partie n'ayant pas soumis son rapport initial attendu pour le 21 mars 1995. À sa 103^e session, le Comité a procédé à l'examen en l'absence d'un rapport, mais sur la base de réponses écrites et en présence d'une délégation de l'État partie. Des observations finales provisoires ont été adressées à l'État partie, qui a été prié de faire parvenir son rapport initial au plus tard le 31 mars 2012. Le rapport initial de l'État partie a été reçu le 3 avril 2012.

99. À sa 103^e session (octobre 2011), le Comité a décidé d'examiner la situation des droits civils et politiques au Mozambique et au Cap-Vert à sa 104^e session (mars 2012) en l'absence de rapports, les États parties n'ayant pas soumis leur rapport initial, qu'ils auraient dû faire tenir respectivement pour le 20 octobre 1994 et le 5 novembre 1994. Avant la 104^e session, le Comité a accédé à une demande de report de l'examen du Mozambique, l'État partie s'étant engagé à soumettre son rapport au plus tard en février 2012. Le rapport a été soumis le 14 février 2012.

100. À sa 104^e session, le Comité a examiné la situation des droits civils et politiques au Cap-Vert en l'absence d'un rapport et en présence de l'Ambassadeur de l'État partie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Pour la première fois depuis que le Comité a modifié son règlement intérieur (art. 70), cet examen a eu lieu en séance publique et non privée et les observations finales ont été rendues publiques dès leur adoption.

101. À sa 106^e session, le Comité a prévu d'examiner la situation en Côte d'Ivoire en l'absence d'un rapport. Toutefois, l'État partie ayant demandé le report de cet examen et s'étant engagé à présenter son rapport dans un délai de six mois (soit le 20 mars 2013 au plus tard), le Comité a accepté de reporter cet examen. L'État partie a soumis son rapport le 19 mars 2013.

102. À sa 107^e session, le Comité a examiné la situation au Belize en l'absence d'un rapport et en l'absence de délégation, mais sur la base de réponses écrites à la liste des points à traiter. Conformément au Règlement intérieur révisé (art. 70), il a examiné le rapport en séance publique et a adopté des observations finales, qui ont été rendues publiques immédiatement.

103. La procédure établie à l'article 70 du Règlement intérieur, qui permet d'examiner la situation dans les États parties en l'absence d'un rapport, a été appliquée à ce jour dans 16 cas.

C. Périodicité concernant les rapports des États parties examinés au cours de la période considérée

104. Comme indiqué plus haut au paragraphe 78, le Comité a décidé à sa 104^e session d'allonger la périodicité fixée pour la soumission des rapports par les États parties, qui pourra aller jusqu'à six ans. Le Comité peut donc désormais demander aux États parties de soumettre leur rapport périodique suivant dans un délai de trois, quatre, cinq ou six ans.

105. La périodicité arrêtée pour les rapports examinés pendant la période considérée est indiquée dans le tableau ci-dessous.

<i>État partie</i>	<i>Date de l'examen</i>	<i>Date fixée pour la soumission du prochain rapport</i>
Islande	Juillet 2012	Juillet 2018
Allemagne	Octobre 2012	Octobre 2018
Portugal	Octobre 2012	Octobre 2018
Hong Kong (Chine)	Mars 2013	Mars 2018
Lituanie	Juillet 2012	Juillet 2017
Macao (Chine)	Mars 2013	Mars 2018
Pérou	Mars 2013	Mars 2018
Angola	Mars 2013	Mars 2017
Arménie	Juillet 2012	Juillet 2016
Bosnie-Herzégovine	Octobre 2012	Octobre 2016
Paraguay	Mars 2013	Mars 2017
Philippines	Octobre 2012	Octobre 2016
Turquie	Octobre 2012	Octobre 2016
Kenya	Juillet 2012	Juillet 2015
Maldives	Juillet 2012	Juillet 2015

IV. Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte et examen de la situation dans les États parties qui n'ont pas soumis de rapport conformément à l'article 70 du Règlement intérieur

106. On trouvera ci-après, présentées par pays dans l'ordre d'examen des rapports, les observations finales adoptées par le Comité à l'issue de l'examen des rapports des États parties à ses 105^e, 106^e et 107^e sessions. Le Comité invite instamment ces États parties à adopter des mesures correctrices dans les cas indiqués, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du Pacte, et à appliquer ces recommandations.

107. Arménie

1) Le Comité des droits de l'homme a examiné le deuxième rapport périodique de l'Arménie (CCPR/C/ARM/2) à ses 2903^e et 2904^e séances (CCPR/C/SR.2903 et 2904), les 16 et 17 juillet 2012. À sa 2917^e séance (CCPR/C/SR.2917), le 25 juillet 2012, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité accueille avec satisfaction le deuxième rapport périodique de l'Arménie, bien qu'il ait été soumis avec un certain retard, ainsi que les informations qu'il contient. Il se félicite de l'occasion offerte de renouer un dialogue constructif avec la délégation au sujet des mesures prises par l'État partie pendant la période considérée pour donner effet aux dispositions du Pacte. Le Comité remercie l'État partie de ses réponses écrites (CCPR/C/ARM/Q/2/Add.1) à la liste des points à traiter (CCPR/C/ARM/Q/2), qui ont été complétées par les réponses orales de la délégation et les renseignements supplémentaires communiqués par écrit.

B. Aspects positifs

- 3) Le Comité accueille avec satisfaction la ratification des instruments ci-après:
- a) Convention relative aux droits des personnes handicapées, en septembre 2010;
 - b) Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en septembre 2006;
 - c) Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, en janvier 2011;
 - d) Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en septembre 2006;
 - e) Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, en septembre 2005, et concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, en juin 2005.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

4) Le Comité constate avec préoccupation que les dispositions du Pacte et du Protocole facultatif sont mal connues du public, des autorités judiciaires et des avocats, ce qui se traduit par un nombre limité d'affaires dans lesquelles les dispositions du Pacte ont été invoquées et par l'absence de plainte émanant de particuliers contre l'État partie depuis la ratification du Protocole facultatif en 1993 (art. 2).

L'État partie devrait sensibiliser les juges, les avocats et les fonctionnaires de justice aux droits énoncés dans le Pacte, à leur applicabilité en droit interne et à l'existence de la procédure prévue par le Protocole facultatif.

5) Le Comité est préoccupé par les informations mettant en doute la vigilance de l'institution nationale des droits de l'homme pour ce qui est de surveiller, promouvoir et protéger les droits de l'homme conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) (art. 2).

L'État partie devrait créer les conditions nécessaires pour que le Bureau du Défenseur des droits de l'homme, qui a été désigné comme institution nationale des droits de l'homme, puisse s'acquitter pleinement de son mandat, en toute indépendance, conformément aux Principes de Paris.

6) Le Comité est préoccupé par l'absence de législation complète sur la discrimination. Il est également préoccupé par la violence à l'égard des minorités raciales et religieuses, y compris de la part des agents de l'État et des hauts représentants du pouvoir exécutif, et par l'inaction de la police et des autorités judiciaires pour ce qui est d'enquêter sur les crimes de haine et de poursuivre et sanctionner leurs auteurs (art. 2, 18, 20 et 26).

L'État partie devrait veiller à ce que sa définition de la discrimination couvre toutes les formes de discrimination visées dans le Pacte (fondées sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation). De plus, l'État partie devrait lutter contre la violence et l'incitation à la haine raciale et religieuse, assurer une protection adéquate aux minorités et faire en sorte que les actes de ce type donnent lieu à une enquête et à des poursuites. Le Comité encourage en outre l'État partie à intensifier ses efforts afin de garantir la mise en œuvre effective des lois adoptées pour lutter contre la discrimination raciale et parvenir à des résultats concrets dans ce domaine.

7) Le Comité demeure préoccupé par l'ampleur de la discrimination à l'égard des femmes, leur faible participation à la vie publique et politique et leur sous-représentation aux postes décisionnels dans les secteurs public et privé. Il constate avec regret la persistance des stéréotypes sexistes sur le rôle et les responsabilités des femmes et des hommes dans la famille et dans la société (art. 2, 3, 25 et 26).

L'État partie devrait adopter une législation spécifique sur l'égalité entre hommes et femmes, en reconnaissant ainsi officiellement la nature particulière de la discrimination à l'égard des femmes. Une étude devrait être réalisée pour évaluer l'efficacité du système de quotas pour les candidatures aux élections. L'État partie devrait également intensifier ses efforts pour faire disparaître les stéréotypes sexistes sur le rôle et les responsabilités des hommes et des femmes dans la famille et dans la société.

8) Le Comité est préoccupé par le niveau toujours élevé de violence à l'égard des femmes, en particulier dans la famille, et note avec regret que la violence au foyer ne constitue toujours pas une infraction spécifique en droit pénal. Le Comité est également préoccupé par le nombre insuffisant de lieux d'accueil pour les victimes de violence dans la famille (art. 2, 3 et 7).

L'État partie devrait adopter une législation criminalisant toutes les formes de violence dans la famille. Il devrait mener des campagnes ciblées visant à sensibiliser la population à ce problème dans tout le pays. Les autorités locales, les agents des forces de l'ordre et de la police, ainsi que les travailleurs sociaux et le personnel médical, devraient recevoir une formation montrant comment repérer et conseiller les victimes d'actes de violence dans la famille. L'État partie devrait également veiller à ce qu'un nombre suffisant de lieux d'accueil entièrement opérationnels soient à la disposition des victimes dans tout le pays.

9) Le Comité est préoccupé par le développement de la pratique des avortements sélectifs en fonction du sexe du fœtus, qui reflète une culture de l'inégalité entre les sexes (art. 2, 3 et 26).

L'État partie devrait adopter un texte législatif interdisant la sélection du fœtus en fonction du sexe et s'attaquer aux causes profondes de la sélection prénatale fondée sur le sexe en rassemblant des données fiables sur le phénomène, en mettant en place une formation obligatoire sur les questions de genre à l'intention des agents des services de planification familiale et en organisant des campagnes de sensibilisation du public.

10) Le Comité est préoccupé par la discrimination et la violence à l'égard des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) et condamne toute violation des droits fondamentaux de ces personnes fondée sur leur orientation sexuelle ou leur identité de genre (art. 3, 6, 7 et 26).

L'État partie devrait déclarer clairement et officiellement qu'il ne tolère aucune forme de stigmatisation sociale de l'homosexualité, la bisexualité ou la transsexualité, ou de harcèlement, de discrimination ou de violence à l'égard de personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Il devrait interdire la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre et offrir une protection efficace aux LGBT.

11) Le Comité constate avec préoccupation que les conditions dans lesquelles l'état d'urgence a été déclaré en mars 2008 n'étaient pas claires. Il note avec préoccupation que les règles qui régissent actuellement l'état d'urgence ne garantissent pas le plein respect des droits consacrés à l'article 4 du Pacte (art. 4).

L'État partie devrait veiller à ce que la législation et la réglementation applicables à l'état d'urgence dans le pays soient entièrement conformes à l'article 4 du Pacte.

12) Le Comité est préoccupé par l'impunité qui continue d'entourer l'utilisation excessive de la force par la police pendant les incidents du 1^{er} mars 2008, en dépit des efforts pour enquêter sur les cas de décès (art. 6, 7 et 14).

L'État partie devrait établir des procédures d'enquête efficaces afin que les agents des forces de l'ordre responsables de l'utilisation excessive de la force pendant les incidents du 1^{er} mars 2008, y compris ceux qui occupaient des postes de commandement, rendent compte de leurs actes et soient dûment sanctionnés. Il devrait également veiller à ce que les victimes de ces actes reçoivent une indemnisation appropriée et aient accès à des services de réadaptation médicale et psychologique appropriés.

13) Le Comité est préoccupé par le fait que les agents des forces de l'ordre n'aient pas à répondre de leurs actes en cas d'utilisation excessive de la force, et par l'absence de mécanisme indépendant chargé d'enquêter sur les violences commises par la police, en dépit de l'adoption du programme de réforme de la police pour 2010-2011 (art. 6 et 7).

L'État partie devrait mettre sur pied des mécanismes de sélection, de formation et de surveillance interne efficaces ainsi que des mécanismes de contrôle indépendants des services de police afin de garantir le plein respect des droits de l'homme. Il devrait faire en sorte que sa législation et ses dispositions réglementaires soient conformes aux exigences du respect du droit à la vie, en particulier telles qu'énoncées dans les Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois. De plus, l'État partie devrait veiller à ce que toutes les violations commises par les forces de l'ordre donnent lieu à une enquête et à des sanctions.

14) Le Comité est préoccupé par l'absence de mécanisme de plainte véritablement indépendant pour traiter les cas présumés de torture ou de mauvais traitements dans les lieux de privation de liberté, ainsi que par le faible nombre de poursuites dans ce contexte (art. 7 et 14).

L'État partie devrait établir un système indépendant chargé de recevoir et de traiter les plaintes dénonçant des tortures ou des mauvais traitements dans tous les lieux de privation de liberté et il devrait veiller à ce que tout acte de torture ou traitement cruel, inhumain ou dégradant donne lieu à des poursuites et à des sanctions proportionnelles à sa gravité.

15) Le Comité est préoccupé par les décès suspects survenus dans les forces armées arméniennes en dehors des combats et par les allégations relatives à la pratique du bizutage et à d'autres mauvais traitements infligés aux conscrits par les officiers et les autres soldats (art. 6 et 7).

L'État partie devrait faire le nécessaire pour éliminer le bizutage et toute forme analogue de mauvais traitements dans les forces armées. Il devrait faire en sorte que toutes les allégations de bizutage et de décès de soldats en dehors des combats donnent lieu à une enquête approfondie, que les responsables soient poursuivis et condamnés et que les victimes aient accès à une indemnisation et à des moyens de réadaptation, notamment sous la forme d'une aide médicale et psychologique adaptée.

16) Le Comité est préoccupé par l'absence de données statistiques et de renseignements sur la traite des êtres humains permettant de mesurer l'ampleur du phénomène et d'évaluer l'efficacité des programmes et stratégies actuellement mis en œuvre (art. 8).

L'État partie devrait créer une base de données officielle indiquant le nombre de cas de traite des êtres humains, les circonstances de chaque affaire, la suite donnée par les autorités judiciaires, les recours ouverts aux victimes et les mesures de réparation accordées. L'État partie devrait également mettre en place une procédure de suivi pour évaluer les résultats des mesures et stratégies adoptées pour prévenir et réprimer la traite des êtres humains.

17) Le Comité est préoccupé par la situation des demandeurs d'asile qui sont poursuivis et condamnés en vertu de l'article 329 du Code pénal au seul motif qu'ils sont entrés illégalement dans le pays, et bien qu'ils aient déclaré être des demandeurs d'asile (art. 9 et 13).

L'État partie devrait veiller à ce qu'aucun demandeur d'asile ne soit sanctionné au seul motif qu'il est entré illégalement dans le pays ou qu'il y a séjourné illégalement et sans qu'il soit tenu compte du fait qu'il a besoin d'une protection internationale.

18) Le Comité est préoccupé par la situation non résolue des réfugiés et leur famille qui ont fui l'Azerbaïdjan pour l'Arménie entre 1988 et 1992 en raison du conflit du Haut-Karabakh ainsi que par celle des personnes déplacées à l'intérieur du pays pendant cette période, qui vivent actuellement dans des centres d'hébergement collectif où les conditions sont extrêmement difficiles et préjudiciables à leur santé physique et mentale (art. 12 et 17).

L'État partie devrait mener des campagnes d'information sur les droits et prestations ouverts aux réfugiés arméniens en provenance d'Azerbaïdjan, en particulier sur la procédure simplifiée de naturalisation en vigueur, et intensifier ses efforts pour améliorer les conditions de vie des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du territoire, en particulier pour ce qui est du logement et des conditions de vie.

19) Le Comité est préoccupé par l'application fréquente de la détention avant jugement et par le fait que les détenus ne sont pas entièrement informés de leurs droits fondamentaux dès le début de la privation de liberté. Il regrette en outre que les détenus soient souvent privés du droit de s'entretenir sans délai avec un conseil et d'être examiné par un médecin, du droit de prévenir une personne de leur choix ainsi que du droit d'être présenté sans délai à un juge (art. 9).

En application de la loi de 2002 relative à la garde à vue et à la détention provisoire, l'État partie devrait faire en sorte que toutes les personnes privées de liberté soient informées dès le début de la privation de liberté, oralement et par écrit, de leurs droits fondamentaux, notamment du droit d'avoir immédiatement accès à un avocat et à un médecin et du droit de prévenir une personne de leur choix. L'État partie devrait également faire en sorte que toutes les personnes privées de liberté soient présentées sans délai à un juge, conformément aux dispositions du Pacte.

20) Le Comité note avec préoccupation la surpopulation carcérale et le manque de personnel pénitentiaire. Il regrette de plus que les mesures de substitution à l'emprisonnement soient peu appliquées par les tribunaux (art. 10).

L'État partie devrait poursuivre ses efforts pour améliorer les conditions de vie dans les lieux de détention et réduire la surpopulation carcérale, notamment par des mesures de substitution à l'emprisonnement.

21) Le Comité est préoccupé par le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire. En particulier il est préoccupé par le système de nomination des juges, qui expose ces derniers à des pressions politiques, ainsi que par l'absence de mécanisme disciplinaire indépendant (art. 14).

L'État partie devrait modifier la législation interne de manière à garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'égard du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif et envisager la création, en dehors du collège des juges, d'un organe indépendant chargé de la nomination et de la promotion des juges ainsi que de l'application des règles disciplinaires.

22) Le Comité est préoccupé par les allégations relatives à la corruption persistante au sein de toutes les institutions de l'État, en particulier dans la police et le système judiciaire, qui compromet l'état de droit. Il est préoccupé de plus par l'absence de résultats concluants dans la lutte contre la corruption à un niveau élevé et par le manque de confiance de la population à l'égard de l'administration de la justice qui en résulte (art. 14).

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour combattre la corruption dans toutes les branches du pouvoir en faisant en sorte que tous les cas supposés de corruption donnent lieu sans délai à des enquêtes approfondies et à la condamnation des responsables.

23) Le Comité est préoccupé par les moyens limités dont dispose le système de justice pour mineurs, en particulier par le petit nombre de juges spécialisés, et par l'absence de renseignements concernant les lois, procédures et salles d'audience spéciales pour les mineurs. Le Comité est également préoccupé par l'absence de structures pour la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale des mineurs délinquants (art. 14 et 24).

L'État partie devrait poursuivre ses efforts pour doter le système de justice pour mineurs des ressources matérielles et humaines nécessaires. Dans cette perspective, il devrait veiller à ce que tous les professionnels qui participent à l'administration de la justice pour mineurs reçoivent une formation sur les normes internationales applicables, notamment les Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels (résolution 2005/20 du Conseil économique et social). L'État partie devrait également mettre en place des structures spécialisées dans la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale des mineurs délinquants.

24) Le Comité est préoccupé par les limitations et restrictions appliquées à la liberté de religion et de conviction, en particulier par l'incrimination du prosélytisme (art. 18).

L'État partie devrait modifier sa législation pour la mettre en conformité avec les prescriptions de l'article 18 du Pacte, notamment en dépénalisant le prosélytisme.

25) Le Comité note avec préoccupation que la loi sur le service de remplacement, modifiée en 2004 et 2006, ne garantit toujours pas aux objecteurs de conscience un service de remplacement véritablement civil. Il est également préoccupé par le fait que des objecteurs de conscience, en très grande majorité des Témoins de Jéhovah, sont encore emprisonnés pour avoir refusé d'accomplir le service militaire et le service de remplacement existant (art. 18 et 26).

L'État partie devrait mettre en place un véritable service civil de remplacement, accessible à tous les objecteurs de conscience, qui ne soit ni punitif ni discriminatoire de par sa nature, son coût ou sa durée. L'État partie devrait également remettre en liberté tous les objecteurs de conscience emprisonnés pour avoir refusé d'accomplir le service militaire ou le service de remplacement existant.

26) Le Comité est préoccupé par les renseignements indiquant que les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme sont la cible de menaces et d'agressions (art. 19).

L'État partie devrait assurer la protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme contre les menaces et les agressions et faire le nécessaire pour que toutes les allégations dénonçant de tels actes donnent lieu sans délai à une enquête approfondie, que les auteurs soient poursuivis et condamnés et que les victimes puissent obtenir réparation.

27) L'État partie devrait diffuser largement le texte du Pacte, du deuxième rapport périodique, des réponses écrites à la liste des points à traiter établie par le Comité et des présentes observations finales auprès des autorités judiciaires, législatives et administratives, de la société civile et des organisations non gouvernementales présentes dans le pays, ainsi qu'auprès du grand public. Le Comité suggère que le rapport et les observations finales soient traduits dans les langues officielles de l'État partie. Le Comité demande également à l'État partie, lorsqu'il élaborera son quatrième rapport périodique, d'engager de larges consultations avec la société civile et les organisations non gouvernementales.

28) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait faire parvenir, dans un délai d'un an, des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant dans les paragraphes 12, 14 et 21 des présentes observations finales.

29) Le Comité demande à l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique, qui devra lui parvenir d'ici au 27 juillet 2016, des renseignements précis et à jour sur la suite qu'il aura donnée aux autres recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

108. **Islande**

1) Le Comité a examiné le cinquième rapport périodique de l'Islande (CCPR/C/ISL/5) à ses 2894^e et 2895^e séances (CCPR/C/SR.2894 et 2895), les 9 et 10 juillet 2012. À sa 2916^e séance (CCPR/C/SR.2916), le 24 juillet 2012, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité accueille avec satisfaction le cinquième rapport périodique soumis par l'Islande (CCPR/C/ISL/5), les informations qui y sont présentées et les réponses écrites à la liste des points (CCPR/C/ISL/Q/5/Add.1). Il se félicite du dialogue constructif qu'il a eu avec la délégation de l'État partie sur les mesures prises par celui-ci au cours de la période considérée pour mettre en œuvre les dispositions du Pacte.

B. Aspects positifs

3) Le Comité félicite l'État partie pour son bilan globalement positif concernant la mise en œuvre des dispositions du Pacte. Il salue en particulier:

- a) L'adoption de la loi n° 85/2011 relative aux ordonnances d'éloignement;
- b) L'adoption, le 17 mars 2009, du Plan national de lutte contre la traite des êtres humains;
- c) L'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2009, d'un nouveau Code de procédure pénale (n° 88/2008) qui, entre autres choses, améliore la situation juridique des personnes accusées;
- d) L'adoption de la loi n° 149/2009 portant modification du Code pénal général, en vue de la ratification la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de son Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants;
- e) L'entrée en vigueur, le 18 mars 2008, d'une nouvelle loi sur l'égalité des sexes, la loi n° 10/2008.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

4) Tout en notant que l'État partie s'est fixé pour objectif d'incorporer dans l'ordre juridique interne tous les instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels il est partie, le Comité regrette que le Pacte ne l'ait pas encore été. Il note également avec préoccupation que l'État partie n'a toujours pas retiré toutes ses réserves au Pacte (art. 2).

L'État partie devrait envisager d'incorporer le Pacte dans l'ordre juridique interne. Il est invité à réévaluer les raisons pour lesquelles il a émis des réserves aux paragraphes 2 b) et 3 de l'article 10, au paragraphe 7 de l'article 14 et au paragraphe 1 de l'article 20 du Pacte, en vue de les retirer.

5) Le Comité note que l'État partie n'a pas encore créé une institution nationale unique ayant compétence dans le domaine des droits de l'homme, conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) (art. 2).

L'État partie devrait prendre des dispositions pour créer une institution nationale des droits de l'homme disposant d'un large mandat dans le domaine des droits de l'homme et la doter de ressources financières et humaines suffisantes, conformément aux Principes de Paris.

6) Le Comité relève avec préoccupation que l'État partie n'a toujours pas adopté de législation globale de lutte contre la discrimination. Il note aussi avec préoccupation que la loi n° 38/2011 relative aux médias prévoit des sanctions contre les médias uniquement pour incitation à un comportement délictueux et non pour incitation à la haine (art. 2, 20 et 26).

L'État partie devrait prendre des mesures en vue d'adopter une législation globale de lutte contre la discrimination portant sur tous les aspects de la vie et offrant des voies de recours utiles dans les procédures judiciaires et administratives. Il devrait également adopter le projet de loi portant modification de la loi relative aux médias de façon à ce que les sanctions prévues s'appliquent également à l'incitation à la haine, et faire en sorte que ce projet de loi s'applique aussi aux réseaux sociaux.

7) Tout en saluant l'adoption de la loi relative à l'égalité des sexes et la création du Centre pour l'égalité des sexes, le Comité note avec préoccupation qu'il y a d'importantes inégalités salariales entre hommes et femmes et qu'elles s'aggravent. Il relève aussi que les femmes restent sous-représentées aux postes de décision, en particulier dans la diplomatie, l'appareil judiciaire et le milieu universitaire (art. 2 et 3).

L'État partie devrait continuer à prendre des mesures, en particulier par l'intermédiaire du Centre pour l'égalité entre les sexes et en adoptant rapidement des normes relatives à l'égalité salariale, pour continuer de lutter contre les disparités de salaire persistantes et importantes entre hommes et femmes, en garantissant un salaire égal pour un travail de valeur égale. L'État partie devrait également prendre des mesures pour accroître la représentation des femmes aux postes de décision, en particulier dans la diplomatie, l'appareil judiciaire et le milieu universitaire.

8) Le Comité constate avec inquiétude que la torture n'est pas expressément réprimée par la législation pénale nationale et que le fait que les actes de torture relèvent de diverses autres infractions dont les définitions se chevauchent ne garantit ni une punition appropriée de ces actes ni une réparation adéquate pour les victimes (art. 7).

L'État partie devrait ériger la torture en infraction spécifique dans son Code pénal, en veillant à ce que la définition qui en est donnée soit conforme à l'article 7 du Pacte et à ce que les peines prévues soient proportionnées à la gravité de l'infraction.

9) Le Comité salue les efforts faits par l'État partie pour combattre et éliminer la violence familiale, mais note avec préoccupation que les victimes comme les professionnels n'ont pas accès à des informations complètes sur le problème ni sur les droits des victimes et les recours disponibles (art. 7).

L'État partie devrait prendre des mesures pour faire prendre conscience du problème de la violence familiale, notamment au moyen d'une formation dispensée aux juges, aux procureurs, aux policiers et aux agents de santé, ainsi que de campagnes de sensibilisation visant à informer les Islandaises comme les immigrées de leurs droits et des voies de recours disponibles.

10) Le Comité note qu'un pourcentage très limité de demandeurs d'asile obtient le statut de réfugié. Il constate avec préoccupation que l'article 45 de la loi sur les étrangers prévoit des exceptions au principe de non-refoulement dans des cas où le renvoi contreviendrait aux articles 6 ou 7 du Pacte. Il relève également avec préoccupation que les permis de séjour accordés pour raisons humanitaires ne précisent pas la durée du séjour (art. 2, 7 et 13).

L'État partie devrait revoir sa législation sur les réfugiés pour faire en sorte qu'elle soit pleinement conforme au Pacte et aux normes internationales relatives aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. Il devrait également définir plus précisément la durée du séjour dans l'État partie pour les personnes qui ont obtenu un permis de séjour pour raisons humanitaires.

11) Le Comité constate avec inquiétude que le principe de la séparation des mineurs et des adultes dans les établissements de détention n'est pas garanti, comme en témoigne la réserve de l'État partie au paragraphe 2 b) de l'article 10 du Pacte. Il est également préoccupé de constater que l'État partie ne dispose pas de mécanisme indépendant chargé de surveiller les conditions de détention (art. 9 et 10).

L'État partie devrait veiller à ce que le principe de la séparation des mineurs et des adultes dans les établissements de détention soit garanti, notamment en revoyant sa réserve au paragraphe 2 b) de l'article 10 du Pacte. Il devrait aussi prendre des dispositions pour établir un système de surveillance régulière et indépendante des lieux de détention, y compris des établissements psychiatriques.

12) Le Comité s'inquiète de ce que l'article 198 du Code de procédure pénale restreint le droit des personnes reconnues coupables d'une infraction mineure de faire appel, sauf dans certaines circonstances et avec l'autorisation de la Cour suprême (art. 14).

L'État partie devrait réviser l'article 198 de son Code de procédure pénale pour permettre à toutes les personnes reconnues coupables d'une infraction mineure de faire appel devant une juridiction supérieure, sans exception, et sans avoir besoin d'obtenir l'autorisation préalable de la Cour suprême, conformément au paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte.

13) Le Comité note avec préoccupation que l'État partie prélève un impôt pour l'église auprès des citoyens, qu'ils soient ou non membres d'une organisation religieuse. Il relève également avec préoccupation que, contrairement à l'Église évangélique luthérienne, d'autres organisations religieuses ou philosophiques ne peuvent pas recevoir de fonds publics (art. 18).

L'État partie devrait prendre des mesures pour veiller à ce que l'impôt pour l'église ne soit pas prélevé inconsidérément. Il devrait également modifier la loi sur les organisations religieuses afin que toutes les organisations religieuses et philosophiques puissent bénéficier de fonds publics.

14) Tout en prenant acte de la modification des critères pour l'obtention du permis de séjour après mariage, le Comité note que la modification apportée en 2008 à la loi sur les étrangers prévoit une enquête sur tous les couples mariés dont l'un des membres a moins de 24 ans, ce qui pourrait porter atteinte à l'exercice du droit à la vie familiale, au mariage et au choix du conjoint (art. 2, 23 et 26).

Le Comité prie instamment l'État partie d'évaluer les effets de l'introduction des nouveaux critères pour l'obtention de permis de séjour de ce type sur l'exercice du droit à la vie familiale, au mariage et au choix du conjoint, en déterminant s'il faudrait modifier les critères afin de mieux respecter le droit à la vie familiale.

15) Le Comité constate avec préoccupation que très peu d'affaires de violences sexuelles à l'égard d'enfants qui sont signalées aux services de protection de l'enfance donnent lieu à des poursuites et qu'il y en a encore moins qui débouchent sur la condamnation de l'auteur (art. 2 et 24).

L'État partie devrait prendre d'urgence des mesures pour que toutes les affaires de violences sexuelles commises sur des enfants fassent l'objet, dans les meilleurs délais, d'une enquête efficace et que les auteurs en soient traduits en justice. Il devrait s'employer à mettre en place des mesures coordonnées pour prévenir les violences sexuelles visant des enfants. Il devrait également veiller à ce que les programmes d'enseignement des facultés qui forment les enseignants et d'autres professionnels travaillant auprès des enfants, ainsi que des facultés qui forment les professionnels de santé, les avocats et les policiers, comprennent des cours sur les violences sexuelles à l'égard d'enfants et les moyens de prévention.

16) L'État partie devrait diffuser largement le Pacte, les Protocoles facultatifs s'y rapportant, le texte du cinquième rapport périodique et les présentes observations finales afin de les faire connaître aux autorités judiciaires, législatives et administratives, à la société civile et aux organisations non gouvernementales présentes dans le pays ainsi qu'au grand public. Le Comité demande à l'État partie de consulter largement la société civile et les organisations non gouvernementales quand il établira le prochain rapport périodique.

17) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait faire parvenir dans un délai d'un an des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations formulées aux paragraphes 7 et 15.

18) Le Comité demande à l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique, qui devrait lui parvenir d'ici au 27 juillet 2018, des renseignements précis et à jour sur toutes ses recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

109. **Kenya**

1) Le Comité a examiné le troisième rapport périodique du Kenya (CCPR/C/KEN/3) à ses 2906^e et 2907^e séances (CCPR/C/SR.2906 et 2907), les 17 et 18 juillet 2012. À ses 2917^e et 2918^e séances (CCPR/C/SR.2917 et CCPR/C/SR.2918), le 25 juillet 2012, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité accueille avec satisfaction le troisième rapport périodique du Kenya et les renseignements qu'il contient. Il apprécie l'occasion qui lui a été offerte de renouer le dialogue ouvert et constructif avec la délégation de l'État partie au sujet des mesures prises pendant la période considérée pour mettre en œuvre les dispositions du Pacte. Le Comité remercie l'État partie des réponses écrites (CCPR/KEN/Q/3/Add.1) qu'il a apportées à la liste de points à traiter et qui ont été complétées oralement par la délégation.

B. Aspects positifs

3) Le Comité accueille avec satisfaction les mesures d'ordre législatif et institutionnel ci-après prises par l'État partie:

- a) L'adoption de la nouvelle Constitution en 2010;
- b) L'adoption de la loi portant modification de la loi de 2010 sur la protection des témoins et la création de l'organe de protection des témoins en 2011;
- c) L'adoption de la loi portant interdiction des mutilations génitales féminines (2011);
- d) L'adoption de la loi n° 2 (2011) relative à la nationalité et à l'immigration;
- e) La poursuite des réformes judiciaires, notamment la création de la Cour suprême du Kenya en 2010;
- f) L'adoption de la loi (2011) sur la vérification des antécédents des juges et des magistrats et la création d'un organe de contrôle des magistrats et des juges en 2011;
- g) La création de la Commission nationale du genre et de l'égalité en 2011;
- h) La création de l'Autorité indépendante de contrôle de la police en 2012.

4) Le Comité accueille avec satisfaction la ratification par l'État partie de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (2006) en 2008.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

5) Le Comité prend note des explications données par l'État partie au sujet du paragraphe 6 de l'article 2 de la nouvelle Constitution qui dispose que les instruments internationaux ratifiés par le Kenya font partie intégrante du droit kényan, mais il est préoccupé par le flou actuel de la jurisprudence des tribunaux nationaux quant à la place du Pacte dans l'ordre juridique interne (art. 2).

L'État partie devrait prendre toutes les mesures voulues pour que son droit interne soit clair quant au statut et à l'applicabilité du Pacte dans son système juridique. À ce sujet, le Comité demande instamment à l'État partie de veiller à ce que le projet de loi sur la ratification des instruments internationaux indique clairement quelle est la place du Pacte et des autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme dans l'ordre juridique interne.

6) Le Comité accueille avec satisfaction la création de la Commission nationale du genre et de l'égalité et l'intégration au paragraphe 8 de l'article 27 de la Constitution du principe selon lequel «pas plus des deux tiers des membres d'organes dont les postes sont

pourvus par élection ou par nomination ne doivent être du même sexe», mais il relève avec inquiétude que les femmes sont encore sous-représentées dans le secteur public et dans les organes dont les membres sont élus ou nommés. Il est préoccupé par l'absence de données sur la représentation des femmes dans le secteur privé (art. 2, 3 et 26).

L'État partie devrait intensifier ses efforts visant à accroître la représentation des femmes dans les secteurs public et privé, en adoptant au besoin les mesures temporaires spéciales voulues pour donner effet aux dispositions du Pacte. À cette fin, le Comité recommande à l'État partie de veiller à ce que la règle des deux tiers énoncée dans la nouvelle Constitution soit appliquée en priorité. En outre, le Comité invite instamment l'État partie à faire figurer dans son prochain rapport périodique des données statistiques ventilées concernant la représentation des femmes dans le secteur privé.

7) Le Comité rappelle ses précédentes observations finales (CCPR/CO/83/KEN, par. 10) et regrette que le projet de loi sur le mariage entérine le mariage polygame. Il regrette également que la loi sur le droit des successions soit discriminatoire à l'égard des veuves en ce qui concerne les droits de propriété. Il regrette en outre que l'État partie n'ait pas adopté le projet de loi sur les biens matrimoniaux (art. 2, 3, 23 et 26).

Le Comité réaffirme, comme il l'avait fait dans ses précédentes observations finales (CCPR/CO/83/KEN, par. 10), que l'autorisation de la polygamie restreint la portée des dispositions antidiscriminatoires et qu'elle est incompatible avec le Pacte. L'État partie devrait donc prendre des mesures concrètes pour interdire les mariages polygames. Il devrait également réviser la loi sur le droit des successions de façon à garantir l'égalité des hommes et des femmes en ce qui concerne la transmission des biens et la succession après le décès d'un conjoint. Il devrait également adopter une loi réformant son droit en matière de biens matrimoniaux.

8) Le Comité rappelle ses précédentes observations finales (CCPR/CO/83/KEN, par. 27) et regrette que le Code pénal continue de réprimer les relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe. Il regrette également les informations faisant état d'actes de violence, de harcèlement et autres atteintes à l'égard des lesbiennes, des homosexuels, des bisexuels, des transgenres et des intersexués fondés uniquement sur leur orientation sexuelle ou leur identité de genre (art. 2, 17 et 26).

Le Comité réitère ses précédentes observations finales (CCPR/CO/83/KEN, par. 27) et recommande à l'État partie de dépénaliser les relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe de façon à rendre sa législation conforme au Pacte. L'État partie devrait également prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître la stigmatisation sociale visant l'homosexualité et proclamer clairement qu'il ne tolérera aucune forme de harcèlement, de discrimination ou de violence fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

9) Le Comité rappelle ses observations finales précédentes (CCPR/CO/83/KEN, par. 15) et accueille avec satisfaction l'adoption de la loi de 2006 relative à la prévention et au contrôle du VIH/sida, et du Plan stratégique national de lutte contre le VIH/sida 2009-2010 et 2012-2013. Il regrette toutefois les taux élevés de décès dus au sida et l'inégalité d'accès aux traitements pour les personnes infectées par le VIH qui continuent d'être signalés. Le Comité regrette aussi que d'après les renseignements reçus le VIH/sida est prévalent chez les homosexuels en partie en raison de la répression des relations librement consenties entre personnes du même sexe et de la stigmatisation de ce groupe par la société, qui empêchent l'accès aux traitements et aux soins médicaux (art. 2, 6 et 26).

Le Comité réitère ses observations finales précédentes (CCPR/CO/83/KEN, par. 15) et recommande à l'État partie de prendre des mesures concrètes pour sensibiliser la population au problème du VIH/sida en vue de lutter contre les préjugés et les

stéréotypes négatifs dont sont l'objet les personnes qui vivent avec le VIH/sida, y compris les homosexuels. L'État partie devrait faire en sorte que les personnes vivant avec le VIH/sida, y compris les homosexuels, aient un accès égal aux soins et aux traitements médicaux.

10) Le Comité note qu'un moratoire sur les exécutions est appliqué de facto depuis 1987 et que, le 3 août 2009, le Président a commué 4 000 condamnations à mort en peines de réclusion à perpétuité, mais il regrette qu'au total 1 582 personnes soient encore condamnées à mort. Il regrette également que la peine de mort soit toujours prévue par la loi et qu'elle puisse être prononcée pour des infractions, comme le vol avec violence, qui ne sont pas parmi les «crimes les plus graves» au sens du paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte (art. 6 et 7).

Le Comité recommande à l'État partie, comme il l'avait fait dans ses précédentes observations finales (CCPR/CO/83/KEN, par. 13), d'envisager d'abolir la peine de mort et d'adhérer au deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte. Dans ce contexte, l'État partie devrait multiplier les campagnes de sensibilisation en vue de modifier l'opinion publique quant au maintien de la peine de mort dans sa législation.

11) Le Comité est préoccupé par la lenteur des enquêtes et des poursuites concernant les actes de torture et les exécutions extrajudiciaires dont la police et des groupes d'autodéfense seraient les auteurs. Il s'inquiète en particulier de ce que l'État partie n'a pas mené d'enquêtes concluantes sur les allégations d'usage d'une force excessive par la police durant l'opération Okoa Maisha dans la région du mont Elgon, l'opération Chunga Mpaka dans le district de Mandera et l'opération Mathare. Le Comité s'inquiète en outre de ce que le meurtre de Oscar Kamau King'ara et John Paul Oulu, qui avaient coopéré avec le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires lors de la visite de celui-ci dans l'État partie en 2009, n'ait pas fait l'objet d'enquêtes concluantes ni donné lieu à des poursuites pénales. Il est en outre préoccupé par les informations régulières selon lesquelles les forces de sécurité de l'État feraient un usage illicite et excessif de la force et se demande si des procédures adéquates de formation et de planification sont en place pour prévenir l'usage excessif de la force lors des opérations de sécurité (art. 2, 6 et 7).

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour faire en sorte que les fonctionnaires de police soupçonnés d'avoir commis des exécutions extrajudiciaires et d'autres infractions fassent l'objet d'enquêtes approfondies et soient traduits en justice et que les victimes soient dûment indemnisées. Il devrait aussi achever les enquêtes sur le meurtre d'Oscar Kamau King'ara et de John Paul Oulu et veiller à ce que ceux qui en sont accusés soient traduits en justice et, s'ils sont reconnus coupables, condamnés à une peine appropriée. L'État partie devrait mettre en place, à l'intention des agents de sécurité de l'État et des fonctionnaires de police, des programmes de formation insistant sur les moyens à utiliser autres que la force, notamment le règlement pacifique des litiges, la connaissance du comportement des foules et les méthodes de persuasion, de négociation et de médiation, en vue de limiter l'emploi de la force.

12) Le Comité apprécie les efforts que l'État partie déploie pour accueillir et protéger les demandeurs d'asile et les réfugiés, mais il est préoccupé par l'insécurité qui règne dans les camps de réfugiés, en particulier celui de Dadaab. Il est particulièrement préoccupé par les actes de violence physique et sexuelle commis par la police contre des réfugiés à la suite des attentats à la bombe qui ont coûté la vie à des policiers dans le camp de Dadaab (art. 2, 6 et 7).

L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour assurer correctement la sécurité dans les camps de réfugiés, en particulier celui de Dadaab. Il devrait mener des enquêtes approfondies sur tous les actes de violence, y compris ceux qui seraient commis par les forces de l'ordre, et traduire les responsables en justice. Il devrait également veiller à ce que les victimes des actes de violence reçoivent une indemnisation adéquate.

13) Le Comité note que l'État partie coopère avec la Cour pénale internationale aux fins des poursuites engagées contre les principaux responsables des violences postélectorales de 2007 et que la Commission pour la vérité, la justice et la réconciliation poursuit ses travaux, mais il regrette qu'il n'y ait pas eu d'enquêtes ni de poursuites engagées contre les autres catégories de responsables, ce qui exacerbe le climat d'impunité qui règne dans l'État partie (art. 2, 6 et 7).

L'État partie devrait d'urgence se pencher sur tous les actes de violences commis à la suite des élections de 2007 afin que toutes les allégations de violation des droits de l'homme fassent l'objet d'une enquête approfondie, que les auteurs de violations soient traduits en justice et que les victimes soient dûment indemnisées. À cette fin, l'État partie devrait faire en sorte que les recommandations de la Commission d'enquête sur les violences postélectorales (Commission d'enquête Waki) soient dûment appliquées.

14) Le Comité note qu'il y a eu une augmentation du nombre d'attentats terroristes dans l'État partie et qu'une unité antiterrorisme a été créée au sein de la police, mais il est préoccupé par l'absence de cadre juridique indiquant clairement les droits fondamentaux devant être respectés dans la lutte contre le terrorisme. Il est également préoccupé par les allégations faisant état de la participation de l'État partie à des «transferts illicites» et du renvoi de personnes soupçonnées d'actes de terrorisme vers des pays où elles risquent d'être torturées ou d'être victimes de graves violations des droits de l'homme (art. 2 et 7).

L'État partie devrait adopter une législation antiterroriste et veiller à ce qu'elle a) définisse les infractions terroristes en fonction de leur but et de leur nature avec suffisamment de précision et b) ne restreigne pas indûment l'exercice des droits énoncés dans le Pacte. Il devrait s'abstenir de tout transfert illicite et veiller à ce que le projet de loi de 2011 sur les réfugiés respecte l'interdiction absolue du refoulement énoncée à l'article 7 du Pacte, qui s'applique également aux personnes considérées comme menaçant la sécurité nationale.

15) Le Comité accueille avec satisfaction l'adoption de la loi de 2011 sur l'interdiction des mutilations génitales féminines et d'une Politique nationale pour l'abandon de la pratique des mutilations génitales féminines mais il demeure préoccupé par la prévalence de cette pratique et d'autres pratiques traditionnelles préjudiciables, comme la «transmission successorale des veuves» et la «purification rituelle» qui existent toujours dans plusieurs régions de l'État partie. Le Comité est également préoccupé par les informations persistantes faisant état de violences sexistes dans l'ensemble du pays (art. 3 et 7).

L'État partie devrait adopter une approche globale de la prévention des mutilations génitales féminines et de la violence sexiste sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, ainsi que de la lutte contre ces pratiques. À cette fin, l'État partie devrait améliorer ses méthodes de recherche et de collecte de données de façon à déterminer l'ampleur du problème, ses causes et ses conséquences pour les femmes. Il devrait appliquer énergiquement la loi de 2006 relative aux infractions sexuelles, achever le projet de directives relatives aux poursuites pénales dans les cas d'infractions sexuelles et de violences sexistes et adopter une législation contre la violence au foyer. L'État partie devrait veiller à ce que les cas de mutilations génitales féminines et de violence au foyer fassent l'objet d'une enquête approfondie et que les auteurs de tels actes soient traduits en justice et les victimes indemnisées adéquatement.

16) Le Comité note avec préoccupation qu'il continue de recevoir des renseignements dénonçant la surpopulation dans les établissements pénitentiaires et autres lieux de détention ainsi que les tortures et les mauvais traitements qui y seraient infligés par les personnels de sécurité. Il s'inquiète également de ce que le projet de loi relatif à la prévention de la torture n'ait pas encore été adopté (art. 7 et 10).

L'État partie devrait prendre d'urgence des mesures pour remédier à la surpopulation des centres de détention et des établissements pénitentiaires, notamment par un recours accru aux peines de substitution, comme la libération conditionnelle et les travaux d'intérêt général. Il devrait également veiller à ce que les allégations de torture et mauvais traitements fassent l'objet d'enquêtes effectives et que les auteurs de ces actes soient poursuivis et, s'ils sont reconnus coupables, condamnés à des peines appropriées, et à ce que les victimes reçoivent une indemnisation adéquate. À cette fin, l'État partie devrait faire en sorte que les membres des forces de l'ordre continuent de recevoir une formation sur la torture et les mauvais traitements en imposant l'étude du Manuel de 1999 pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Protocole d'Istanbul) dans le cadre de tous les programmes de formation à l'intention des membres des forces de l'ordre. L'État partie devrait veiller à ce que le projet de loi sur la prévention de la torture comporte une définition de la torture conforme à l'article premier de la Convention contre la torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

17) Tout en accueillant avec satisfaction l'adoption de la loi de 2010 sur la lutte contre la traite des êtres humains, le Comité note avec préoccupation que des cas de traite à des fins de travail forcé, d'exploitation sexuelle et de prélèvement d'organes, en particulier de personnes albinos, continuent d'être signalés (art. 6, 7 et 8).

L'État partie devrait continuer à intensifier ses efforts afin d'éradiquer la traite des êtres humains en sensibilisant la population et toutes les parties prenantes, en particulier dans le secteur de l'hôtellerie, au problème de la traite. De plus, il devrait poursuivre vigoureusement ses efforts afin que ceux qui se livrent à la traite soient poursuivis et, s'ils sont reconnus coupables, condamnés à des peines appropriées, et que les victimes reçoivent une indemnisation adéquate.

18) Le Comité se félicite des efforts que déploie l'État partie pour réformer les services de police, notamment de l'adoption de la loi de 2011 sur la Police nationale et de la loi de 2010 sur la Commission nationale des services de police ainsi que de la création en 2008 du Groupe de travail chargé de mettre en œuvre la réforme de la police, mais il relève avec préoccupation que ces réformes n'ont qu'un effet limité. Il est plus particulièrement préoccupé par les informations persistantes selon lesquelles la police procéderait régulièrement à des arrestations illégales ou arbitraires, notamment en vue d'extorquer des pots-de-vin, comme par le fait que toutes les personnes arrêtées ne sont pas déférées à un juge dans les vingt-quatre heures comme le prévoit la Constitution (art. 9).

Le Comité recommande à l'État partie:

a) D'intensifier ses efforts pour réformer la police et d'allouer les ressources nécessaires à cette fin;

b) De mettre en œuvre sans tarder la délocalisation prévue de certains tribunaux pour améliorer l'accès à la justice en milieu rural également;

c) De veiller, en donnant des instructions précises à la police, à ce que la règle constitutionnelle des vingt-quatre heures soit respectée dans tous les cas.

19) Le Comité accueille avec satisfaction l'introduction d'un programme national d'aide juridictionnelle (et d'information) et la mise en place du Comité directeur pour l'aide juridictionnelle (et l'information) en 2007, mais il regrette que l'accès à l'aide juridictionnelle et aux tribunaux soit indûment limité par l'insuffisance des crédits alloués au programme d'aide juridictionnelle et par des difficultés matérielles d'accessibilité. Le Comité note aussi avec préoccupation que le projet de loi sur l'aide juridictionnelle n'a pas encore été adopté. Le Comité note également avec préoccupation que, souvent, le droit des personnes arrêtées à l'assistance d'un conseil n'est pas respecté (art. 2, 9 et 14).

L'État partie devrait donner pleinement effet au droit des personnes arrêtées de communiquer avec un conseil avant et pendant leur interrogatoire et quand elles comparaissent devant le tribunal. De plus, l'État partie devrait prendre les mesures voulues pour garantir l'accès aux tribunaux et assurer le financement adéquat du programme d'aide juridictionnelle. L'État partie devrait également adopter d'urgence une législation complète sur l'aide juridictionnelle.

20) Si le Comité note avec satisfaction les efforts déployés par l'État partie pour apporter une aide humanitaire aux personnes déplacées à la suite des violences postélectorales de 2007, il n'en est pas moins préoccupé par la lenteur des mesures prises pour apporter une solution durable à la situation de toutes les personnes déplacées à l'intérieur du pays (art. 12).

L'État partie devrait accélérer la recherche de solutions durables pour les personnes qui ont été déplacées à la suite des violences postélectorales de 2007 en résolvant les problèmes qui retardent la réinstallation et ceux qui empêchent la reconnaissance de groupes d'auto-assistance. L'État partie devrait également, à titre prioritaire, adopter une politique en faveur des personnes déplacées et se doter d'une législation en la matière.

21) Le Comité rappelle ses observations finales précédentes (CCPR/CO/83/KEN, par. 22) et note avec regret qu'il continue de recevoir des informations faisant état d'expulsions forcées d'habitants d'établissements humains informels sans que les populations concernées aient été consultées ni même préalablement averties (art. 17).

Le Comité recommande de nouveau à l'État partie (CCPR/CO/83/KEN, par. 22) d'élaborer des lois, politiques et procédures transparentes concernant les expulsions et veiller à ce qu'il ne soit pas procédé à des expulsions sans que les intéressés aient été consultés et que des arrangements appropriés aient été prévus en vue de leur réinstallation. À cette fin, l'État partie devrait veiller à ce que ses organes cessent de procéder à des expulsions jusqu'à ce que les procédures et directives voulues aient été mises en place.

22) Le Comité rappelle ses observations finales précédentes (CCPR/CO/83/KEN, par. 24) et regrette que l'âge de la responsabilité pénale soit toujours fixé à 8 ans dans l'État partie. Il note également avec préoccupation que le système de justice pour mineurs y est insuffisamment développé et que dans bien des cas les mineurs sont détenus avec les adultes dans les centres de détention et les établissements pénitentiaires (art. 2, 10 et 24).

Le Comité demande de nouveau à l'État partie (CCPR/CO/83/KEN, par. 24) de relever l'âge minimum de la responsabilité pénale pour qu'il soit conforme aux normes internationales. L'État partie devrait également, à titre prioritaire, développer son système de justice des mineurs afin de l'étendre aux zones rurales. Il devrait de plus veiller à ce que dans tous les lieux de détention et établissements pénitentiaires les mineurs soient séparés des adultes.

23) Le Comité se félicite de l'évolution récente de la législation en ce qui concerne la nationalité sous l'empire de la nouvelle Constitution et de la loi de 2011 sur la nationalité et l'immigration, mais il est préoccupé par la lenteur de l'enregistrement des naissances dans l'État partie. Il relève en outre avec préoccupation que l'État partie n'a pas encore réglé la question des droits des enfants d'ascendance nubienne à la nationalité et à une carte nationale d'identité et note qu'il n'a pas appliqué la décision rendue par le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être des enfants dans l'affaire *IHRDA and Open Society Justice Initiative (OSJI) (au nom d'enfants d'ascendance nubienne au Kenya) c. Kenya* (art. 2 et 24).

L'État partie devrait adopter les programmes et mesures budgétaires voulus pour que tous les enfants nés sur son territoire soient enregistrés à l'état civil à la naissance ou peu après. Il devrait aussi veiller à ce que le droit à la nationalité et à une carte nationale d'identité de tous les enfants d'ascendance nubienne et des autres enfants dans une situation similaire soit pleinement respecté.

24) Le Comité est préoccupé par des informations indiquant que des communautés minoritaires, comme les Ogieks et les Endorois, qui sont tributaires de leurs terres ancestrales pour leur subsistance économique et la pratique de leur culture, ont été expulsées et dépossédées de ces terres par le Gouvernement, et ont fait l'objet d'autres formes d'ingérence. Le Comité est également préoccupé par les informations selon lesquelles les membres de la communauté ogiek continuent de faire l'objet d'ordonnances d'expulsion visant à les chasser de la forêt Mau. Il relève que l'État partie n'a pas donné effet à la décision rendue par la Commission africaine des droits et des peuples dans l'affaire *Centre for Minority Rights Development (Kenya) et Minority Rights Group International au nom de l'Endorois Welfare Council c. Kenya* (art. 12, 17, 26 et 27).

Le Comité recommande à l'État partie, quand il planifie ses projets de développement et projets de conservation des ressources naturelles, de respecter les droits des groupes minoritaires et autochtones sur leurs terres ancestrales et de veiller à ce que leurs moyens de subsistance traditionnels, qui sont indissociablement liés à ces terres, soient pleinement préservés. À cette fin, l'État partie devrait faire en sorte que l'inventaire entrepris par l'Agence intérimaire de coordination afin d'évaluer précisément la situation et les droits fonciers de la communauté ogiek soit un processus participatif et que les décisions reposent sur le consentement de cette communauté, donné librement et en connaissance de cause.

25) L'État partie devrait diffuser largement le texte du Pacte, du troisième rapport périodique, de ses réponses écrites à la liste des points à traiter établie par le Comité et des présentes observations finales auprès des autorités judiciaires, législatives et administratives, de la société civile et des organisations non gouvernementales présentes dans le pays, ainsi qu'auprès du grand public. Le Comité suggère que le rapport et les observations finales soient traduits dans les langues officielles écrites de l'État partie. Le Comité demande en outre à l'État partie, lorsqu'il élaborera son quatrième rapport périodique, de tenir de larges consultations avec la société civile et les organisations non gouvernementales.

26) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait faire parvenir, dans un délai d'un an, des informations sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant aux paragraphes 6, 13 et 16.

27) Le Comité prie l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique, qui devra lui parvenir d'ici au 27 juillet 2015, des renseignements précis et à jour sur la suite donnée à toutes ses recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

110. Lituanie

1) Le Comité a examiné le troisième rapport périodique de la Lituanie (CCPR/C/LTU/3) à ses 2896^e et 2897^e séances (CCPR/C/SR.2896 et CCPR/C/SR.2897), les 10 et 11 juillet 2012. À sa 2916^e séance (CCPR/C/SR.2916), le 24 juillet 2012, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité accueille avec satisfaction le troisième rapport périodique de la Lituanie et les informations qu'il contient. Il se félicite de l'occasion offerte de renouer un dialogue constructif avec la délégation de haut niveau au sujet des mesures prises par l'État partie pendant la période considérée pour mettre en œuvre les dispositions du Pacte. Le Comité se félicite également des réponses écrites (CCPR/C/LTU/Q/3/Add.1) données à la liste des points à traiter, qui ont été complétées oralement par la délégation, et des renseignements supplémentaires apportés par écrit.

B. Aspects positifs

3) Le Comité accueille avec satisfaction les mesures législatives et institutionnelles ci-après:

a) L'adoption de la loi sur l'égalité des chances, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005 et qui interdit toute discrimination directe ou indirecte fondée sur l'âge, l'orientation sexuelle, le handicap, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions;

b) La modification de la loi sur l'égalité des chances (2008), qui renforce les garanties procédurales en faveur des victimes de discrimination en renversant la charge de la preuve dans les cas de discrimination, sauf en matière pénale;

c) Les modifications apportées au Code pénal (2009), qui criminalisent certaines infractions jusque-là considérées comme de nature administrative et qui font expressément des motifs ou objectifs xénophobes, raciaux et discriminatoires une circonstance aggravante; et l'adoption de la nouvelle loi sur la probation, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2012.

4) Le Comité accueille avec satisfaction la ratification par l'État partie des instruments internationaux ci-après:

a) Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole s'y rapportant, le 27 mai 2010;

b) Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le 5 août 2004;

c) Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, le 5 août 2004.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

5) Le Comité note que l'État partie n'a pas encore mis en place une institution nationale des droits de l'homme centrale, ayant une compétence étendue dans le domaine des droits de l'homme, conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) (art. 2).

L'État partie devrait mettre en place une institution nationale des droits de l'homme dotée d'un mandat étendu dans le domaine des droits de l'homme et lui allouer des ressources humaines et financières suffisantes, conformément aux Principes de Paris.

6) Le Comité prend note de la promulgation récente de la loi sur la protection contre la violence familiale mais il reste préoccupé par le nombre élevé de cas de violence à l'égard des femmes, en particulier dans la famille, et par l'absence de mesures efficaces pour protéger les victimes de tels actes (art. 2).

L'État partie devrait allouer des ressources suffisantes à la mise en œuvre effective de la loi sur la protection contre la violence familiale et de la Stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes et veiller à ce que les victimes de ce type de violence aient accès à un nombre suffisant de refuges sûrs et disposant d'un financement adéquat ainsi qu'à une assistance juridique.

7) Le Comité prend note de la poursuite du Programme national pour l'intégration des Roms dans la société lituanienne (2012-2014) mais il relève avec préoccupation que les Roms continuent d'être touchés par la discrimination, la pauvreté, un faible niveau d'instruction et un chômage massif et de vivre dans des conditions inadéquates, notamment sur le plan du logement (art. 2 et 26).

L'État partie devrait évaluer la mise en œuvre des politiques et programmes existants afin de déterminer dans quelle mesure ceux-ci ont effectivement contribué à améliorer la situation sociale et économique des Roms.

8) Le Comité note avec préoccupation que l'application de certains instruments juridiques comme la loi sur la protection des mineurs contre les effets préjudiciables de l'information publique (art. 7) peut entraîner des restrictions injustifiées à la liberté d'expression garantie par le Pacte et avoir pour effet de justifier la discrimination à l'égard des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des personnes transgenres (LGBT). Il est également préoccupé par plusieurs projets de loi portant notamment modification du Code des infractions administratives, de la Constitution et du Code civil qui, s'ils étaient adoptés, auraient une incidence négative sur l'exercice par les LGBT de leurs droits fondamentaux. Le Comité est en outre préoccupé par la multiplication des attitudes négatives à l'égard de ces personnes et leur stigmatisation dans la société, qui se traduisent par des actes de violence et de discrimination, et par les informations faisant état d'une réticence des policiers et des procureurs à donner suite aux allégations de violation des droits de l'homme fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre (art. 2, 19 et 26).

L'État partie devrait prendre toutes les mesures voulues pour faire en sorte que sa législation ne soit pas interprétée et appliquée de manière discriminatoire sur la base de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Il devrait mener de vastes campagnes de sensibilisation et mettre sur pied des formations à l'intention des agents des forces de l'ordre afin de contrer les sentiments négatifs à l'égard des LGBT. Il devrait également envisager d'adopter un plan d'action national spécifique sur cette question. Enfin, le Comité rappelle à l'État partie son obligation de garantir le respect de tous les droits fondamentaux de ces personnes, y compris le droit à la liberté d'expression et le droit à la liberté de réunion.

9) Le Comité prend note des informations figurant dans le rapport d'enquête parlementaire de l'État partie sur les cas présumés de «transferts» et de détention secrète de personnes soupçonnées de terrorisme et note également que le Bureau du Procureur général a mis fin à l'enquête préliminaire mais il s'inquiète de ce que toutes les informations et preuves existantes n'ont pas été collectées et examinées pendant l'enquête.

L'État partie devrait veiller à ce que les allégations faisant état de sa complicité dans des violations des droits de l'homme résultant de mesures antiterroristes fassent l'objet d'une enquête véritable. Le Comité demande instamment à l'État partie de poursuivre les investigations sur cette question et de traduire les responsables en justice.

10) Le Comité prend note de l'adoption récente de la loi sur la protection contre la violence familiale ainsi que de l'intention de l'État partie de promulguer la législation nécessaire pour faire face à ce problème dans d'autres contextes mais il demeure préoccupé par le fait que les châtimements corporels ne sont pas expressément interdits par la loi dans les écoles, les institutions pénales et les structures de protection de remplacement (art. 7).

L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour mettre fin aux châtimements corporels dans tous les contextes institutionnels.

11) Le Comité prend note des différents programmes mis en œuvre par l'État partie pour lutter contre la traite des êtres humains, y compris par la coopération internationale, et pour offrir une assistance aux victimes de la traite mais il est préoccupé par la persistance de ce phénomène dans l'État partie, et plus particulièrement par les informations indiquant que les enfants de moins de 18 ans, en particulier les adolescentes vivant dans des internats, des centres d'éducation spécialisés et des foyers pour mineurs, publics ou privés, ainsi que dans des familles à risque, sont très souvent victimes de la traite (art. 8).

L'État partie devrait poursuivre ses efforts pour lutter contre la traite des êtres humains et établir un équilibre entre sa réponse pénale et des mesures de protection des victimes. Il devrait, à cet égard, accorder une attention particulière à la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants. L'État partie devrait, en outre, intensifier sa coopération avec d'autres États en vue de l'élimination de la traite transfrontière. Enfin, il devrait évaluer l'incidence des programmes existants afin de traiter les causes profondes du problème.

12) Le Comité est préoccupé par la longueur et l'utilisation courante de la détention administrative et de la détention provisoire dans la phase précédant le procès en matière pénale. Il prend note de l'entrée en vigueur récente de la loi sur la probation mais regrette l'utilisation insuffisante des mesures de substitution à l'emprisonnement dans l'État partie (art. 9).

Le Comité rappelle sa recommandation précédente (CCPR/CO/80/LTU, par. 13) tendant à ce que l'État partie supprime la détention pour infraction administrative de son système d'application des lois. L'État partie devrait faire le nécessaire pour appliquer des mesures de substitution à l'emprisonnement, comme la probation, la médiation, le travail d'intérêt général et les peines avec sursis.

13) Le Comité est préoccupé par le projet de modification de la loi sur le statut juridique des étrangers, qui pourrait autoriser l'expulsion des étrangers considérés comme représentant une menace pour la sécurité nationale ou l'ordre public avant l'examen d'un recours éventuel, même s'ils risquent d'être victimes d'une violation des droits consacrés à l'article 7 du Pacte dans le pays de renvoi. Dans ce contexte, le Comité est également préoccupé par les propositions de mesures tendant globalement à abaisser le seuil à partir duquel une personne est considérée comme représentant une menace pour la sécurité nationale ou l'ordre public (art. 9 et 13).

L'État partie devrait veiller à assurer, en droit et dans la pratique, à tous les individus sans exception une protection absolue contre le refoulement vers un pays où les droits garantis à l'article 7 risquent d'être violés.

14) Le Comité est préoccupé par le système de représentation en justice des personnes privées de leur capacité juridique. Il est préoccupé en particulier par l'absence de représentation dans les procédures où une personne peut être privée de la capacité juridique et par le fait que les personnes déclarées juridiquement incapables n'aient pas le droit d'engager de leur propre initiative une action en justice pour demander le réexamen de leur capacité. Enfin, le Comité est préoccupé par les conséquences négatives potentielles de la faculté qu'ont les tribunaux d'autoriser que des actes comme l'avortement ou la stérilisation soient pratiqués sur des femmes handicapées privées de leur capacité juridique (art. 14 et 17).

L'État partie devrait garantir une représentation en justice gratuite et efficace aux personnes faisant l'objet de procédures concernant leur capacité juridique, y compris aux fins du réexamen de leur capacité. Il devrait également prendre les mesures voulues pour permettre aux personnes handicapées de recevoir une assistance juridique dans tous les domaines en rapport avec leur santé physique et mentale.

15) Le Comité constate avec préoccupation que des incidents xénophobes, et plus particulièrement antisémites, continuent de se produire dans l'État partie en dépit des mesures législatives et institutionnelles prises par celui-ci. Il note également avec préoccupation que les manifestations de haine et d'intolérance à l'égard de membres des minorités nationales ou ethniques et des LGBT demeurent répandues, en particulier sur l'Internet (art. 2, 19, 20, 21, 22 et 27).

L'État partie devrait, conformément à l'Observation générale n° 34 (2011) du Comité sur l'article 19 (Liberté d'opinion et liberté d'expression), intensifier ses efforts pour prévenir les infractions à caractère raciste, discriminatoire ou xénophobe, pour traduire

en justice les auteurs de telles infractions et pour garantir l'accès des victimes à des recours utiles. Il devrait renforcer ses campagnes de sensibilisation du public et prendre des mesures visant à réduire les expressions de haine et d'intolérance dans les médias, y compris l'Internet. Il devrait en outre poursuivre ses programmes de formation dans ce domaine, notamment à l'intention des forces de l'ordre.

16) L'État partie devrait diffuser largement le texte du Pacte, des deux Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte, du troisième rapport périodique, des réponses écrites à la liste des points à traiter établie par le Comité et des présentes observations finales auprès des autorités judiciaires, législatives et administratives, de la société civile et des organisations non gouvernementales présentes dans le pays, ainsi qu'auprès du grand public. Le Comité suggère que le rapport et les observations finales soient traduits dans la langue officielle de l'État partie. Il demande en outre que le quatrième rapport périodique soit élaboré en consultation avec la société civile et les organisations non gouvernementales.

17) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait communiquer, dans un délai d'un an, les informations requises sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant aux paragraphes 8, 9 et 12 ci-dessus.

18) Le Comité prie l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique, qui devra lui être soumis d'ici au 27 juillet 2017, des renseignements à jour et précis sur la suite donnée à toutes ses recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

111. Maldives

1) Le Comité a examiné le rapport initial des Maldives (CCPR/C/MDV/1) à ses 2900^e, 2901^e et 2902^e séances (CCPR/C/SR.2900, 2901 et 2902), les 12 et 13 juillet 2012. À sa 2918^e séance (CCPR/C/SR.2918), le 25 juillet 2012, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité accueille avec satisfaction la soumission du rapport initial des Maldives (CCPR/C/MDV/1) et du document de base (HRI/CORE/MDV/2010), riche d'informations, ainsi que les réponses écrites à la liste des points à traiter établie par le Comité (CCPR/C/MDV/Q/1/Add.1) et les réponses apportées oralement par la délégation aux questions posées par les membres. Le Comité regrette que le rapport initial de l'État partie n'ait pas été établi conformément à ses directives concernant l'établissement des rapports et aux directives harmonisées concernant l'établissement des rapports destinés aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et engage l'État partie à se conformer à ces directives à l'avenir. Le Comité est satisfait du dialogue constructif tenu avec la délégation maldivienne au sujet des mesures que l'État partie a prises, depuis qu'il a ratifié le Pacte, pour appliquer celui-ci.

B. Aspects positifs

3) Le Comité accueille avec satisfaction les mesures législatives et institutionnelles suivantes:

- a) L'adoption en 2008 d'une Constitution contenant une Charte des droits;
- b) La suppression en 2008 par le Parlement (*Majlis*, ou Assemblée du peuple) de l'interdiction qui était faite aux femmes de se présenter aux élections présidentielles;
- c) La promulgation en avril 2012 de la loi contre la violence au foyer.

4) Le Comité accueille avec satisfaction la ratification par l'État partie des instruments internationaux suivants:

- a) Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le 19 septembre 2006;

- b) Le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le 19 septembre 2006;
- c) Le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le 13 mars 2006;
- d) La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le 20 avril 2004;
- e) Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, le 15 février 2006;
- f) Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, le 10 mai 2002;
- g) Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, le 29 décembre 2004;
- h) La Convention relative aux droits des personnes handicapées, le 5 avril 2010.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

5) Le Comité considère que la réserve formulée par l'État partie à l'article 18 du Pacte est incompatible avec l'objet et le but du Pacte (Observations générales n° 22 (1993) sur le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion et n° 24 (1994) sur les questions touchant les réserves formulées au moment de la ratification du Pacte ou des Protocoles facultatifs s'y rapportant ou de l'adhésion à ces instruments, ou en rapport avec des déclarations formulées au titre de l'article 41 du Pacte), du fait que: a) ladite réserve s'applique sans restriction à toutes les dispositions de l'article 18, y compris au droit d'avoir ou d'adopter une religion, lequel ne souffre aucune restriction; et b) en outre, la réserve n'est pas spécifique et n'énonce pas clairement les obligations en matière de droits de l'homme que l'État partie s'est ou non engagé à remplir (Observation générale n° 24 (1994), par. 19).

L'État partie devrait retirer sa réserve à l'article 18 du Pacte.

6) Tout en notant que l'État partie a adopté en 2008 une Constitution qui comprend un chapitre consacré aux droits de l'homme, le Comité s'inquiète de ce qu'aux termes de l'article 16 b) de ce texte «la restriction d'un droit ou d'une liberté énoncés au présent chapitre par une loi adoptée par le *Majlis* conformément à la Constitution et afin de protéger et de maintenir les principes de l'Islam, n'est pas contraire à l'alinéa a», ce qui a pour effet d'empêcher l'application du Pacte dans l'ordre juridique interne de l'État partie. Le Comité est également préoccupé par le nombre très faible d'affaires dans lesquelles les dispositions du Pacte ont été directement invoquées devant les tribunaux (art. 2).

L'État partie devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour que les dispositions du Pacte puissent être appliquées en totalité et sans obstacle dans l'ordre juridique interne et veiller à ce que les dispositions de l'article 16 b) de la Constitution ne soient pas invoquées pour justifier l'inexécution par l'État partie des obligations qui lui incombent au titre du Pacte. L'État partie devrait également faire en sorte, entre autres, que les juges, les magistrats, les procureurs et les avocats reçoivent une formation sur les dispositions du Pacte et que des campagnes d'information soient menées auprès de la population pour lui faire connaître les droits protégés par le Pacte.

7) Le Comité est préoccupé par la disposition législative qui exige que les membres de l'institution nationale des droits de l'homme – la Commission des droits de l'homme des Maldives – soient tous musulmans. Il est également préoccupé par la portée limitée du mandat de la Commission, qui empêche cette dernière de promouvoir l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales (art. 2).

L'État partie devrait supprimer la condition fixée par la loi qui empêche les non-musulmans d'être membres de la Commission nationale des droits de l'homme et envisager d'étendre le mandat de cet organe de façon à lui permettre de promouvoir l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans le strict respect des Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris).

8) Le Comité s'inquiète de ce que l'État partie ne respecte pas pleinement le droit d'être protégé de la discrimination et le droit au respect de la vie privée. En particulier, il est préoccupé par la discrimination que subissent certains groupes de personnes au motif de leur orientation sexuelle, ainsi que par la stigmatisation et l'exclusion sociale dont ces groupes sont l'objet. Le Comité respecte la diversité des cultures et des principes moraux de tous les pays, mais rappelle que ceux-ci demeurent toujours subordonnés aux principes de l'universalité des droits de l'homme et de la non-discrimination (Observation générale n° 34 (2011) relative à l'article 19: Liberté d'opinion et liberté d'expression, par. 32). Par conséquent, l'État partie a l'obligation de protéger la liberté et la vie privée de la personne, y compris en ce qui concerne les relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe (art. 2, 17 et 26).

L'État partie devrait dépénaliser les relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe. Il devrait également combattre la stigmatisation et la marginalisation des homosexuels au sein de la société. Il devrait en outre accélérer l'adoption de la loi contre la discrimination actuellement en lecture au Parlement et veiller à ce que ce texte interdise la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.

9) Le Comité note avec préoccupation qu'en vertu de l'article 9 d) de la Constitution un non-musulman ne peut pas acquérir la nationalité maldivienne (art. 2, 18 et 26).

L'État partie devrait réviser sa Constitution de sorte que la religion ne soit pas une condition d'octroi de la nationalité.

10) Le Comité salue les efforts faits par l'État partie pour favoriser la participation des femmes à la vie publique et politique, et notamment aux fonctions judiciaires, mais note avec préoccupation qu'en pratique les femmes sont toujours l'objet de discrimination et qu'entre autres conséquences de cette discrimination elles sont sous-représentées dans la conduite des affaires politiques et publiques et ne peuvent pas exercer pleinement leurs droits dans ces domaines (art. 2, 3 et 25).

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour favoriser la participation des femmes aux affaires publiques et politiques, notamment en prenant des mesures spéciales provisoires et en menant des campagnes d'information pour accroître leur participation dans ces domaines. Il devrait adopter des stratégies pour combattre les stéréotypes sur le rôle des femmes, et en particulier sensibiliser la population à la nécessité de permettre aux femmes d'exercer pleinement leurs droits.

11) Le Comité prend note de l'adoption en avril 2012 de la loi contre la violence au foyer, mais reste préoccupé par la persistance de cette forme de violence, en particulier à l'égard des femmes et des filles, dans l'État partie. Il est également préoccupé par le fait que les victimes soient très peu nombreuses à porter plainte, ainsi que par l'absence de dispositifs efficaces pour leur protection et leur réadaptation (art. 2, 3 et 7).

L'État partie devrait prendre les mesures nécessaires pour mettre pleinement en œuvre la loi contre la violence au foyer. Il devrait encourager les victimes à déposer plainte en les protégeant contre les représailles, l'intimidation ou l'exclusion de la communauté, ouvrir des enquêtes, poursuivre et condamner les auteurs à des peines appropriées et indemniser les victimes. L'État partie devrait en outre établir un dispositif de protection efficace, notamment en mettant en place des centres d'accueil et des services de réadaptation psychologique, et mener des campagnes d'information sur les effets néfastes de la violence au foyer.

12) Le Comité est préoccupé par la discrimination dont les femmes maldiviennes continuent d'être victimes en matière de succession (art. 2, 3, 23 et 26).

L'État partie devrait garantir l'égalité entre hommes et femmes pour ce qui concerne les questions relevant du droit de la famille, en particulier assurer aux femmes, dans la loi et dans la pratique, les mêmes droits qu'aux hommes en matière de succession.

13) Le Comité note que l'État partie a adopté un moratoire sur les exécutions capitales mais n'a pas encore aboli la peine de mort. Le Comité est préoccupé par un projet d'amendement à l'article 21 de la loi sur la clémence et la grâce, en lecture au Parlement, qui obligerait la Cour suprême à confirmer la condamnation à mort pour certains crimes et empêcherait le Président d'accorder la grâce comme le prévoit l'article 115 de la Constitution (art. 6).

L'État partie devrait envisager d'abolir la peine de mort et de ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il devrait abroger les dispositions législatives qui prévoient la peine capitale obligatoire.

14) Le Comité est préoccupé par les informations signalant que des actes de torture sont commis dans certains postes de police de l'État partie. Il est également préoccupé par les cas de torture et les mauvais traitements imputés à des membres de la police et de la Force de défense nationale avant 2008, qui n'ont pas tous fait l'objet d'une enquête. Le Comité est en outre préoccupé par les renseignements selon lesquels des violations des droits de l'homme, y compris des actes de torture, ont été commises par la police au cours de l'arrestation et de la détention de participants aux manifestations du 8 février 2012 à Malé et Addu (art. 7).

L'État partie devrait prendre des mesures pour combattre la pratique de la torture et des mauvais traitements sous toutes leurs formes et en établir l'interdiction dans sa législation. Il devrait envisager de créer une commission indépendante chargée d'enquêter sur toutes les violations des droits de l'homme, y compris les actes de torture, qui ont eu lieu sur son territoire avant 2008 et assurer l'indemnisation des victimes. Ladite commission devrait également poursuivre les enquêtes sur toutes les allégations de tortures commises pendant les manifestations du 8 février 2012 à Malé et Addu, traduire les responsables en justice et assurer une indemnisation et des moyens de réadaptation aux victimes. L'État partie devrait donner la suite voulue aux constatations de la commission d'enquête créée pour faire la lumière sur les événements qui se sont produits pendant la période de transition politique.

15) Le Comité est préoccupé par la composition de la Commission de l'intégrité de la police, car elle compromet l'indépendance de cet organe. Il est également préoccupé par le faible nombre d'affaires de torture et de mauvais traitements dont la Commission a été saisie ainsi que par le petit nombre de fonctionnaires de police sanctionnés (art. 7 et 14).

L'État partie devrait revoir la composition de la Commission de l'intégrité de la police de manière à garantir l'indépendance de cet organe. Il devrait également veiller à ce que les plaintes déposées pour des actes de torture ou des mauvais traitements fassent l'objet d'une enquête approfondie et impartiale et à ce que les responsables soient traduits en justice et condamnés à des peines appropriées.

16) Le Comité est préoccupé par les renseignements selon lesquels des châtiments corporels seraient infligés à des enfants dans les écoles. Il est également préoccupé par le fait que certaines infractions réprimées par la charia peuvent être punies d'une peine de flagellation (art. 7).

L'État partie devrait abolir la flagellation. Il devrait également interdire expressément les châtiments corporels dans tous les cadres institutionnels.

17) Le Comité relève avec préoccupation que des renseignements font état de traite de migrants originaires des pays voisins à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle. Il constate que, si la traite est interdite par l'article 25 a) de la Constitution, aucune législation n'a encore été promulguée pour prévenir cette pratique. Le Comité est également préoccupé par l'absence de données statistiques montrant le nombre de personnes victimes de la traite, les enquêtes menées, le nombre de poursuites engagées et de condamnations prononcées, et les mesures de protection mises en œuvre, ainsi que par l'absence de stratégie pour lutter contre cette pratique (art. 8).

L'État partie devrait:

- a) **Mener une étude sur les causes profondes de la traite et communiquer des données statistiques sur les victimes;**
- b) **Accélérer l'adoption du projet de loi interdisant et réprimant toute forme de traite des personnes et mettre en œuvre ses dispositions;**
- c) **Enquêter sur les affaires de traite et engager des poursuites contre les responsables;**
- d) **Prendre des mesures de protection, notamment en ouvrant des foyers d'accueil, ainsi que des mesures visant à assurer la réadaptation et l'indemnisation des victimes;**
- e) **Adopter un Plan national d'action contre la traite des personnes.**

18) Le Comité constate avec préoccupation que les suspects peuvent être maintenus en détention pendant plus de quarante-huit heures par les membres de la police ou de la Force de défense nationale, sans être informés des charges retenues contre eux et sans être déférés devant un juge. Il est également préoccupé par les informations selon lesquelles les suspects ne bénéficient pas toujours des services d'un avocat (art. 9).

L'État partie devrait accorder des garanties judiciaires aux suspects détenus par la police ou par la Force de défense nationale, en veillant à ce qu'ils soient déférés, sous quarante-huit heures, devant un juge pour que celui-ci statue sur la légalité de leur détention ou de sa prolongation. Lorsqu'il adoptera la loi sur l'aide judiciaire, l'État partie devrait veiller à ce qu'un avocat soit mis à disposition gratuitement dans tous les cas où l'intérêt de la justice l'exige.

19) Le Comité est préoccupé par les mauvaises conditions de détention, ainsi que par la forte surpopulation constatée dans certaines prisons. Il est également préoccupé par le fait qu'il n'existe pas de dispositif permettant aux détenus de dénoncer leurs conditions de détention ou les mauvais traitements subis (art. 10).

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour améliorer les conditions pénitentiaires, notamment en adoptant une stratégie nationale à cet effet. Il devrait en particulier réduire la surpopulation carcérale, actuellement très élevée, y compris en réduisant la durée de la détention provisoire et en appliquant des peines de substitution à la privation de liberté. Il devrait également mettre en place à l'intention des détenus un mécanisme de plainte concernant les conditions de détention.

20) Le Comité note avec préoccupation que la composition et le fonctionnement de la Commission des services judiciaires font gravement obstacle à la réalisation des mesures visant à garantir l'indépendance de la magistrature ainsi que son impartialité et son intégrité. Il relève aussi avec préoccupation que cette situation nuit à la protection judiciaire des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans l'État partie (art. 2 (par. 3) et 14).

L'État partie devrait prendre des mesures efficaces pour réformer la composition et le fonctionnement de la Commission des services judiciaires. Il devrait aussi garantir l'indépendance de la Commission et favoriser l'impartialité et l'intégrité de la magistrature, afin de protéger efficacement les droits de l'homme par la voie judiciaire.

21) Le Comité est préoccupé par l'absence de protection efficace propre à donner effet au principe du non-refoulement (art. 7 et 13).

L'État partie devrait adopter un texte législatif qui garantisse le respect du principe du non-refoulement, en particulier lorsque les intéressés risquent d'être soumis à la torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou à d'autres graves violations des droits de l'homme, dans le pays de renvoi.

22) Le Comité est préoccupé par les allégations selon lesquelles, dans l'État partie, les médias font souvent l'objet de tentatives de restriction et d'obstruction. Il est préoccupé en particulier par le fait que, selon certaines informations, les journalistes subiraient des actes d'intimidation et de harcèlement et certains d'entre eux auraient été placés en détention, frappés et soumis à d'autres formes de violence, y compris lors des manifestations de 2012 (art. 19).

À la lumière de l'Observation générale n° 34 (2011) du Comité, l'État partie devrait garantir sans réserve la liberté d'expression sous toutes ses formes. Il devrait également éviter toute forme d'immixtion illicite dans les médias, notamment en s'abstenant d'utiliser la force contre des journalistes. Il devrait en outre protéger les journalistes et les médias contre toute forme de violence et de censure. De plus, en cas d'attaque contre des journalistes et des médias, il devrait mener une enquête et traduire les responsables en justice.

23) Le Comité prend note de l'article 32 de la Constitution qui garantit le droit de réunion pacifique pour tous et sans autorisation préalable, mais est préoccupé par le règlement relatif aux rassemblements qui exige qu'au moins trois personnes représentant les organisateurs de réunions publiques soumettent un formulaire écrit quatorze jours au préalable. Il est particulièrement préoccupé par les informations selon lesquelles la police et la Force de défense nationale auraient fait un usage excessif de la force lors de manifestations, notamment celles qui ont eu lieu du 16 janvier au 6 février 2012 (art. 21).

L'État partie devrait garantir pleinement le droit à liberté de réunion conformément au Pacte et réviser sa législation en conséquence. Il devrait adopter des procédures et des règles conformes aux normes relatives aux droits de l'homme pour le contrôle par la police des grands rassemblements de manifestants. Il devrait enquêter sur les incidents survenus dans le pays pendant les manifestations de 2012, et poursuivre et traduire en justice les membres des forces de police et de défense responsables.

24) Le Comité est préoccupé par le fait que les non-musulmans ne peuvent pratiquer leur religion qu'en privé et ne disposent d'aucun lieu de culte. Il est également préoccupé par le fait que les citoyens maldiviens n'ont pas le droit d'embrasser une religion autre que l'islam (art. 2 et 18).

L'État partie devrait réviser sa législation de façon à autoriser les non-musulmans à pratiquer et à manifester leur religion, y compris dans des lieux de culte publics. Il devrait également supprimer de sa législation le crime d'apostasie et autoriser les Maldiviens à jouir sans réserve de leur liberté de religion.

25) Le Comité prend note du contexte juridique et politique qui a abouti à la démission de l'ancien Président des Maldives, le 7 février 2012, puis à la passation de pouvoir au nouveau Président (art. 2 (par. 1) et 25).

L'État partie devrait:

a) Veiller à ce que les droits énoncés à l'article 25 du Pacte, qui sont au cœur du régime démocratique fondé sur l'approbation du peuple (Observation générale n° 25 (1996) relative aux droits de participer aux affaires publiques, de voter et d'accéder dans des conditions d'égalité aux fonctions publiques), soient pleinement protégés;

b) Prendre des mesures de sorte que la Commission d'enquête créée pour examiner les circonstances ayant entouré la passation de pouvoir en février 2012 puisse s'acquitter de sa mission dans des conditions garantissant de sa part une indépendance et une impartialité totales.

26) Le Comité est préoccupé par les renseignements qu'il a reçus selon lesquels des personnes qui lui avaient adressé des informations aux fins de l'examen du rapport initial ont fait l'objet de menaces et d'actes d'intimidation.

L'État partie devrait d'urgence prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les personnes qui ont fourni des informations au Comité. Il devrait informer le Comité des mesures prises à cette fin.

27) L'État partie devrait diffuser largement le texte du Pacte, du Protocole facultatif s'y rapportant, du rapport initial et des présentes observations finales afin de les faire mieux connaître des autorités judiciaires, législatives et administratives, de la société civile et des organisations non gouvernementales présentes dans le pays ainsi que du grand public. Le Comité demande à l'État partie de consulter largement la société civile et les organisations non gouvernementales quand il établira son rapport périodique.

28) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait faire parvenir dans un délai d'un an des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant aux paragraphes 5, 20, 25 et 26.

29) Le Comité demande à l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique, qui devra lui parvenir d'ici au 27 juillet 2015, des renseignements spécifiques et à jour sur toutes ses recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

112. Bosnie-Herzégovine

1) Le Comité des droits de l'homme a examiné le deuxième rapport périodique de la Bosnie-Herzégovine (CCPR/C/BIH/2) à ses 2934^e et 2935^e séances (CCPR/C/SR.2934 et CCPR/C/SR.2935), les 22 et 23 octobre 2012. À sa 2945^e séance (CCPR/C/SR.2945), le 31 octobre 2012, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité accueille avec satisfaction la soumission du deuxième rapport périodique de la Bosnie-Herzégovine et les renseignements qu'il contient. Il apprécie l'occasion qui lui a été offerte de renouer le dialogue constructif avec la délégation de haut niveau au sujet des mesures prises par l'État partie pendant la période couverte par le rapport pour mettre en œuvre les dispositions du Pacte. Le Comité remercie l'État partie des réponses écrites qu'il a apportées à la liste des points à traiter (CCPR/C/BIH/Q/2/Add.1), qui ont été complétées oralement par la délégation.

B. Aspects positifs

3) Le Comité accueille avec satisfaction l'adoption par l'État partie des mesures d'ordre législatif et autre suivantes:

a) La promulgation de la loi d'interdiction de la discrimination, en 2009;

- b) L'adoption par l'Assemblée parlementaire d'une résolution relative à la lutte contre la violence au foyer (Journal officiel de la Bosnie-Herzégovine n° 15/08), en 2008;
 - c) L'adoption de la Stratégie nationale de poursuite des faits de crimes de guerre, en 2008;
 - d) L'adoption de la stratégie révisée de mise en œuvre de l'annexe 7 de l'Accord-cadre général sur le retour des réfugiés et des personnes déplacées, en 2010.
- 4) Le Comité accueille avec satisfaction la ratification par l'État partie des instruments internationaux ci-après:
- a) La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, le 30 mars 2012;
 - b) La Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Protocole facultatif s'y rapportant, le 12 mars 2010;
 - c) Le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le 18 janvier 2012;
 - d) Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le 24 octobre 2008.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

- 5) Le Comité note que le bureau du Médiateur a été doté du statut A par le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme et que l'État partie a l'intention d'en faire son mécanisme national de prévention contre la torture, conformément aux dispositions du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, mais il est préoccupé par le manque d'autonomie financière du bureau du Médiateur et par les coupes budgétaires opérées récemment, qui risquent de l'empêcher de s'acquitter intégralement de son mandat de promotion et de protection des droits de l'homme (art. 2).

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour que le bureau du Médiateur soit financièrement autonome et pour qu'il dispose de ressources financières et humaines suffisantes au regard des activités qui lui sont confiées.

- 6) Le Comité rappelle sa recommandation précédente (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 8) et regrette que la Constitution et la loi électorale de l'État partie continuent à exclure les personnes qui n'appartiennent pas à l'un des «peuples constitutifs» de l'État partie (Bosniens, Croates et Serbes) aux élections à la Chambre des peuples et à la présidence tripartite de la Bosnie-Herzégovine. Il regrette en particulier que, en dépit de ses recommandations précédentes et de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Dervo Sejdić et Jakob Finci*, requêtes n°s 27996/06 et 34836/06, rendu le 22 décembre 2009, les initiatives visant à modifier la Constitution sont dans l'impasse de sorte que la loi continue d'empêcher les citoyens de certains groupes de participer aux élections, ce qui a été le cas pour les élections organisées en octobre 2010 (art. 2, 25 et 26).

Le Comité recommande, comme il l'avait fait dans ses observations finales précédentes (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 8) que l'État partie adopte un système électoral qui garantisse à tous les citoyens, quelle que soit leur origine ethnique, l'égalité d'exercice des droits consacrés par l'article 25 du Pacte. À ce sujet, il recommande à l'État partie de modifier d'urgence sa Constitution et sa loi électorale de façon à supprimer les dispositions qui établissent une discrimination à l'égard de citoyens appartenant à certains groupes ethniques en les empêchant de participer aux élections.

7) Le Comité donne acte à l'État partie de ses initiatives visant à régler les affaires de crimes de guerre, comme la mise en œuvre de la Stratégie nationale de poursuite des faits de crimes de guerre, mais il est toujours préoccupé par la lenteur avec laquelle les dossiers progressent, en particulier les affaires de violences sexuelles, et par le fait que les victimes de tels crimes ne reçoivent aucun soutien. Le Comité note aussi avec préoccupation que rien n'est fait pour essayer d'harmoniser la jurisprudence dans les affaires de crimes de guerre entre les Entités et que les tribunaux des Entités appliquent le Code pénal, aujourd'hui archaïque, de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie lequel, entre autres choses, ne contient pas de dispositions relatives à la définition des crimes contre l'humanité, à la responsabilité des supérieurs hiérarchiques, à l'esclavage sexuel et aux grossesses forcées. Le Comité craint que cela ne nuise à la cohérence des jugements entre les Entités (art. 2 et 14).

L'État partie devrait accélérer les poursuites dans les affaires de crimes de guerre. Il devrait également continuer à assurer un soutien psychologique adéquat aux victimes de violences sexuelles, en particulier pendant le déroulement des procès. Il devrait de plus veiller à ce que les autorités judiciaires dans toutes les Entités s'efforcent activement d'harmoniser la jurisprudence dans les affaires de crimes de guerre et à ce que pour les inculpations de crimes de guerre, ce ne soit pas l'ancien Code pénal de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie qui s'applique étant donné que celui-ci ne reconnaît pas certaines infractions comme constitutives de crimes contre l'humanité.

8) Le Comité relève avec préoccupation que la Stratégie de justice de transition, qui vise à garantir l'accès à la justice et à des moyens de réparation à toutes les victimes civiles de la guerre, y compris aux survivants des violences sexuelles, n'a pas été adoptée. Il est également préoccupé par le fait qu'un projet de loi sur les droits des victimes de torture et des victimes civiles de la guerre, qui vise à garantir à toutes les victimes civiles de la guerre dans l'État partie un accès égal aux prestations sociales, n'a pas non plus été adopté. Le Comité rappelle en outre ses observations finales précédentes (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 15) et se déclare toujours préoccupé de constater que les pensions d'invalidité perçues par les victimes civiles de la guerre sont nettement inférieures à celles qui sont versées aux anciens combattants dans les Entités et les cantons (art. 2, 7 et 26).

L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour garantir l'accès à la justice et à des moyens de réparation aux survivants des violences sexuelles et de la torture. De plus, il renouvelle sa recommandation précédente (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 15) et engage instamment l'État partie à harmoniser les pensions d'invalidité entre les Entités et les cantons, de façon que les prestations perçues par les victimes civiles soient du même montant que celles qui sont versées aux anciens combattants.

9) Le Comité rappelle ses précédentes recommandations (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 14) et regrette la lenteur des progrès accomplis dans la recherche des personnes portées disparues pendant le conflit armé, entre 1992 et 1995. Il note également avec préoccupation les coupes opérées dans le budget de l'Institut des personnes disparues, qui l'empêchent d'accomplir dûment son mandat (art. 2, 6 et 7).

Le Comité rappelle ses observations finales précédentes (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 14) et recommande de nouveau à l'État partie d'enquêter avec diligence sur tous les cas de disparition non élucidés. De plus, l'État partie devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'Institut des personnes disparues ait un financement suffisant et soit en mesure de s'acquitter entièrement de son mandat en vue d'achever dès que possible le règlement de toutes les affaires. L'État partie devrait également continuer d'apporter aux familles de personnes disparues le soutien psychologique nécessaire pendant les exhumations.

10) Le Comité rappelle ses recommandations précédentes (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 11) et regrette que malgré l'introduction de quotas dans la loi électorale, en vertu de laquelle les partis politiques sont tenus de désigner au moins 30 % de femmes parmi leurs candidats, et malgré la mise en place de mesures incitatives pour le financement parlementaire des partis politiques qui ont des femmes députées à l'Assemblée parlementaire, les femmes soient toujours sous-représentées dans les organes législatifs et exécutifs, à tous les niveaux du Gouvernement (art. 2, 3 et 26).

Le Comité renouvelle ses observations finales précédentes (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 11) et recommande à l'État partie d'intensifier ses efforts pour accroître la participation des femmes dans le secteur public, en mettant en œuvre des mesures spéciales temporaires appropriées, de façon à donner effet aux dispositions du Pacte.

11) Le Comité donne acte à l'État partie des efforts engagés pour reconstruire et rénover les lieux de privation de liberté afin d'améliorer les conditions carcérales, mais il constate avec préoccupation que la surpopulation dans les centres de détention et dans les établissements pénitentiaires est toujours un problème. Il est également préoccupé par les informations signalant des cas de violence entre détenus dans les prisons (art. 6 et 10).

L'État partie devrait prendre d'urgence des mesures pour remédier à la surpopulation dans les centres de détention et les établissements pénitentiaires, notamment en utilisant davantage les formes de peine de substitution à l'incarcération, comme la surveillance électronique, la libération conditionnelle et les services d'intérêt général. Il devrait prendre des mesures concrètes pour empêcher la violence entre détenus. À ce sujet, l'État partie devrait continuer à garantir que tous les incidents de violence entre détenus, en particulier en cas de décès de la victime, fassent l'objet d'une enquête approfondie et que les responsables soient poursuivis et sanctionnés par des peines appropriées.

12) Le Comité est préoccupé par le fait que l'article 21 de la loi relative aux droits des défenseurs et des membres de leur famille, applicable dans la Fédération de Bosnie-Herzégovine, dispose que pour que les membres de la famille de personnes disparues puissent obtenir ou conserver une pension mensuelle, ils doivent engager, dans les deux ans après l'entrée en vigueur de la loi, une procédure tendant à déclarer décédée la personne disparue. De plus, le Comité note avec préoccupation que dans la République Srpska, les tribunaux municipaux exigent des membres de la famille qu'ils produisent la preuve, sous la forme d'un acte de décès, que leur parent a été soumis à une disparition forcée, quand ils examinent une demande de pension d'invalidité au titre de l'article 25 de la loi sur la protection des victimes civiles de la guerre et au titre de l'article 190 de la loi de procédure administrative. Le Comité note avec préoccupation que cette pratique soulève des questions au regard des articles 2, 6 et 7 du Pacte car les personnes disparues et toute personne soumise à une disparition forcée sont présumées mortes alors que des efforts sont engagés pour les retrouver (art. 2, 6 et 7).

L'État partie devrait supprimer l'obligation imposée dans les cas de disparition, qui subordonne le droit à indemnisation à la volonté de la famille de faire déclarer décédé leur proche. Il devrait veiller à ce que toute indemnisation ou autre forme de réparation reflète dûment la gravité de la violation commise et du préjudice subi.

13) Le Comité prend note des efforts engagés pour assurer la protection des témoins de crimes de guerre, comme la mise en place d'une unité de protection des témoins au sein du bureau du Procureur, mais il est préoccupé par la mise en œuvre déficiente du programme de protection des témoins dans les Entités où les affaires de crimes de guerre ont été transférées – qui par exemple n'assurent pas un soutien psychologique adéquat – et par le fait que des témoins ont été obligés d'être confrontés aux accusés, dans le prétoire et à l'extérieur. Le Comité s'inquiète de ce que cette pratique risque de décourager les témoins de déclarer aux procès (art. 6 et 14).

L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour accroître l'efficacité du programme de protection des témoins de façon à garantir à ceux-ci une protection totale. Il devrait également veiller à ce que les témoins continuent de recevoir un soutien psychologique adéquat dans les Entités dans lesquelles les affaires de crimes de guerre ont été renvoyées. L'État partie devrait veiller de plus à ce que les autorités procèdent à des enquêtes approfondies dans les cas où l'on soupçonne que les témoins ont subi des actes d'intimidation, de façon à faire cesser le climat de peur qui entrave les actions visant à poursuivre les auteurs de crimes de guerre au niveau de l'Entité.

14) S'il note avec appréciation les actions engagées par l'État partie pour protéger les individus contre le refoulement, le Comité note avec préoccupation que les personnes devant être expulsées pour des motifs de sécurité nationale sont placées en détention pour une durée indéterminée, uniquement sur le fondement de décisions discrétionnaires prises par les organes de sécurité de l'État. Le Comité est également préoccupé par le fait que les recours formés devant les tribunaux par les demandeurs d'asile qui sont l'objet d'un ordre de détention émanant d'une autorité administrative n'ont pas d'effet suspensif et que les renseignements sur les pays d'origine émanant des organisations et des institutions internationales compétentes ne sont pas toujours suffisamment pris en compte (art. 7, 9 et 10).

L'État partie devrait réviser la loi qui prévoit le placement en détention de personnes en attente d'expulsion pour des motifs de sécurité nationale, de façon à assurer la sécurité juridique totale et à garantir que les intéressés ne soient pas retenus indéfiniment. À ce propos, l'État partie devrait également envisager d'introduire des méthodes de surveillance autres que le placement en détention pour une durée indéterminée. L'État partie devrait également veiller à ce que dans tous les cas de renvoi, tous les recours formés devant les tribunaux aient un effet suspensif et à ce que tous les renseignements pertinents sur la situation dans le pays d'origine soient dûment pris en considération par les organes administratifs et judiciaires compétents.

15) Le Comité rappelle sa recommandation précédente (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 18) et constate avec préoccupation que l'article 132 d) du Code de procédure pénale, qui prévoit que les personnes soupçonnées d'infractions pénales passibles d'une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à dix ans peuvent être placées en détention avant jugement au seul motif que le juge estime qu'une telle détention est nécessaire pour préserver la sécurité publique ou la sécurité des biens, n'a pas été abrogé (art. 9).

Le Comité renouvelle ses précédentes observations finales (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 18) et recommande à l'État partie d'envisager de supprimer de son Code de procédure pénale la notion mal définie de sécurité publique ou sécurité des biens en tant que motif pouvant justifier le placement en détention avant jugement des personnes considérées comme des menaces pour la sécurité publique ou la propriété des biens.

16) Le Comité rappelle ses observations finales précédentes (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 20 et 21) et reste préoccupé par le nombre considérable de réfugiés, rapatriés et déplacés qui n'ont toujours pas été réinstallés et vivent encore dans des centres d'hébergement collectifs (art. 12).

Le Comité renouvelle ses précédentes observations finales (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 20 et 21) et recommande à l'État partie d'accélérer la mise en œuvre des mesures visant la réinstallation et le retour des réfugiés, rapatriés et déplacés, de manière à achever le processus de suppression progressive des centres d'hébergement collectifs. À cet effet, l'État partie devrait continuer à prendre des mesures concrètes pour apporter des solutions de relogement adaptées aux personnes vivant dans des centres collectifs et pour créer les conditions propices à un retour et une réinstallation durables.

17) Le Comité rappelle ses observations précédentes (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 22) et note avec préoccupation les difficultés rencontrées dans l'enregistrement des naissances et la délivrance des actes de naissance, en particulier pour les Roms, ce qui entrave leur accès à l'assurance maladie, à la sécurité sociale, à l'éducation et à d'autres droits fondamentaux (art. 16 et 24).

Le Comité renouvelle ses précédentes observations finales (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 22) et recommande à l'État partie d'accroître ses efforts pour améliorer l'enregistrement des naissances et la délivrance des actes de naissance, en particulier pour les Roms, au moyen d'interventions adaptées comme le lancement de programmes de sensibilisation visant à faire évoluer les mentalités au sujet de la nécessité d'enregistrer les naissances ou d'obtenir un acte de naissance.

18) Le Comité regrette d'apprendre – ce que l'État partie a confirmé – que l'Autorité de réglementation des communications, qui est notamment chargée d'enquêter sur les fautes commises par les médias et les affaires d'incitation à la haine, n'est pas indépendante car elle est soumise à des pressions économiques et politiques (art. 19).

Le Comité rappelle son Observation générale n° 34 (2011) sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression et demande instamment à l'État partie de veiller à ce que l'indépendance de l'Autorité de réglementation des communications soit pleinement respectée. L'État partie devrait par conséquent s'abstenir de tout acte visant à influencer l'action de l'Autorité de réglementation des communications afin de garantir que celle-ci s'acquitte de son mandat indépendamment de toute influence externe exercée par quelque individu ou organisme que ce soit.

19) Le Comité est préoccupé par les informations faisant état de restrictions à la liberté d'expression et à la liberté de réunion à Prijedor, ville dont le maire a interdit, le 9 mai 2012, les commémorations publiques du vingtième anniversaire des atrocités de masse, qui avaient été organisées par des organisations non gouvernementales locales. Il est préoccupé par les informations selon lesquelles il aurait été publiquement annoncé que toute violation de cette interdiction et l'utilisation du mot «génocide» pour désigner les crimes commis à Omarska entraîneraient des poursuites (art. 19 et 21).

L'État partie devrait veiller à ce que les restrictions à la liberté d'expression et à la liberté de réunion soient conformes aux strictes prescriptions des articles 19 et 21 du Pacte, respectivement. À ce propos, il devrait examiner la légalité de l'interdiction des commémorations dans la ville de Prijedor en mai 2012.

20) Le Comité note avec appréciation les efforts faits par l'État partie pour que l'incitation à la haine et les agressions racistes, en particulier contre les Roms, donnent lieu à des poursuites, mais il est préoccupé par les informations persistantes faisant état d'agressions racistes. Il est également préoccupé par l'absence de loi interdisant expressément la création d'associations qui appellent à la haine et font une propagande raciste (art. 2, 19, 20, 22 et 27).

L'État partie devrait accroître ses efforts pour lutter contre l'incitation à la haine et les agressions racistes, en particulier contre les Roms, au moyen notamment de campagnes de sensibilisation visant à promouvoir le respect des droits de l'homme et la tolérance à l'égard de la diversité. L'État partie devrait également intensifier ses efforts pour que de tels faits donnent lieu à des enquêtes approfondies et à des poursuites, pour que leurs auteurs soient condamnés à des peines appropriées et pour que les victimes reçoivent une réparation adéquate. En outre, il devrait adopter une loi interdisant la création de groupes visant la promotion et la diffusion, entre autres discours, de propos haineux et de propagande raciste.

21) Le Comité rappelle ses recommandations précédentes (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 24) et se dit une nouvelle fois préoccupé par la discrimination de facto dont les Roms sont victimes. Il note en particulier avec préoccupation que les enfants roms continuent d'être soumis au système ségrégationniste des écoles monoethniques et qu'ils n'ont pas la possibilité de recevoir un enseignement dans leur langue. Le Comité relève également avec préoccupation que les indicateurs relatifs aux Roms concernant notamment l'accès au logement, aux soins de santé et à l'emploi et la participation à la conduite des affaires publiques sont mauvais (art. 26 et 27).

Le Comité renouvelle ses observations finales précédentes (CCPR/C/BIH/CO/1, par. 24) et recommande à l'État partie de prendre les mesures nécessaires pour donner effet aux droits linguistiques des Roms et à leur droit à l'éducation, qui sont protégés en vertu de la loi relative à la protection des droits des personnes appartenant à des minorités nationales. L'État partie devrait accroître ses efforts pour que les enfants roms aient la possibilité de recevoir un enseignement dans leur langue maternelle. Il devrait également prendre des mesures concrètes pour améliorer l'exercice par les Roms des droits d'accès au logement, aux soins de santé et à l'emploi, ainsi que la participation à la conduite des affaires publiques.

22) L'État partie devrait diffuser largement le texte du Pacte, des deux Protocoles facultatifs s'y rapportant, du deuxième rapport périodique, des réponses écrites à la liste des points établie par le Comité et des présentes observations finales auprès des autorités judiciaires, législatives et administratives, de la société civile, des organisations non gouvernementales présentes dans le pays, ainsi qu'auprès du grand public. Le Comité suggère également que le rapport périodique et les observations finales soient traduits dans l'autre langue officielle de l'État partie. Il demande aussi à l'État partie, quand il élaborera son troisième rapport périodique, de consulter largement la société civile et les organisations non gouvernementales.

23) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait faire parvenir, dans un délai d'un an, des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant aux paragraphes 6, 7 et 12.

24) Le Comité prie l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique, qui devra lui parvenir au plus tard le 31 octobre 2016, des renseignements précis et actualisés sur la mise en œuvre de toutes ses recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

113. Allemagne

1) Le Comité des droits de l'homme a examiné le sixième rapport périodique de l'Allemagne (CCPR/C/DEU/6) à ses 2930^e et 2931^e séances (CCPR/C/SR.2930 et CCPR/C/SR.2931), les 18 et 19 octobre 2012. À ses 2944^e et 2945^e séances (CCPR/C/SR.2944 et CCPR/C/SR.2945), les 30 et 31 octobre 2012, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité accueille avec satisfaction la soumission du sixième rapport périodique de l'Allemagne qui a été établi conformément à ses nouvelles directives. Il se félicite du dialogue constructif mené avec la délégation au sujet des mesures prises par l'État partie pendant la période considérée pour appliquer les dispositions du Pacte. Il remercie l'État partie de ses réponses écrites à la liste de points à traiter (CCPR/DEU/Q/6/Add.1) qui ont été complétées par les réponses orales de la délégation et des informations complémentaires fournies par écrit.

B. Aspects positifs

3) Le Comité accueille avec satisfaction les mesures suivantes, d'ordre législatif et autre, que l'État partie a prises:

- a) L'adoption de la loi générale sur l'égalité de traitement, le 18 août 2006;
- b) Les nombreuses mesures législatives et pratiques visant à remédier aux problèmes rencontrés dans les établissements médicalisés;
- c) Les mesures prises en 2009 pour inclure dans les statistiques pénales des données sur les infractions pénales commises par des fonctionnaires de police.

4) Le Comité prend note avec satisfaction de la ratification par l'État partie des instruments internationaux suivants:

- a) Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, le 13 décembre 2004;
- b) Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le 4 décembre 2008;
- c) Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, le 15 juillet 2009;
- d) La Convention relative aux droits des personnes handicapées, le 24 février 2009;
- e) Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le 24 février 2009;
- f) La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, le 24 septembre 2009.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

5) Le Comité regrette que bien qu'ayant indiqué au paragraphe 114 de son sixième rapport périodique (CCPR/C/DEU/6) qu'il était disposé à étudier la possibilité de retirer sa réserve au paragraphe 1 de l'article 15 du Pacte, l'État partie n'a pas pris les mesures nécessaires pour le faire. Le Comité est en outre préoccupé par la réserve de l'État partie au paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte, qui restreint la compétence du Comité en ce qui a trait à l'article 26 du Pacte, que l'État partie a pourtant ratifié sans réserve (art. 2).

L'État partie devrait étudier de nouveau la possibilité de retirer ses réserves, en particulier celles au paragraphe 1 de l'article 15 et au paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

6) Le Comité accueille avec satisfaction l'adoption de la loi générale sur l'égalité de traitement en 2006, mais il relève avec préoccupation que le mandat de l'Agence fédérale de lutte contre la discrimination établi par cette loi est circonscrit aux relations publiques, aux activités de recherche et à la fourniture de conseils et d'une assistance aux victimes présumées d'actes discriminatoires et ne prévoit pas la possibilité d'examiner des plaintes, ce qui limite l'efficacité de cet organisme (art. 2 et 26).

L'État partie devrait donner à l'Agence fédérale de lutte contre la discrimination le pouvoir d'enquêter sur les plaintes portées à son attention et de saisir les tribunaux, de façon à lui permettre d'accroître son efficacité.

7) Le Comité prend note des explications données par l'État partie sur l'objet de la disposition relative au logement figurant au paragraphe 3 de l'article 19 de la loi générale de 2006 sur l'égalité de traitement, qui est de faciliter l'intégration des migrants en évitant dans la mesure du possible la création de zones résidentielles fermées et ethniquement homogènes, mais il craint que le libellé de cet article ne soit interprété comme autorisant une discrimination dans le domaine du logement de la part des propriétaires privés à l'égard des personnes issues de l'immigration (art. 2 et 26).

L'État partie devrait prendre les initiatives nécessaires pour préciser le libellé du paragraphe 3 de l'article 19 de la loi générale de 2006 sur l'égalité de traitement et faire en sorte qu'il ne soit pas utilisé abusivement par les propriétaires comme un moyen de discrimination fondée sur l'origine ethnique à l'égard des personnes issues de l'immigration lorsqu'elles souhaitent louer un logement.

8) Le Comité prend note des progrès accomplis par l'État partie dans la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, par exemple au Parlement et dans l'appareil judiciaire, mais il relève avec préoccupation que la représentation des femmes aux postes de responsabilité dans le secteur privé demeure faible. Il est également préoccupé par les écarts persistants entre les salaires des hommes et des femmes (art. 2, 3 et 26).

L'État partie devrait intensifier ses efforts visant à promouvoir l'accès des femmes aux postes de responsabilité dans le secteur privé, notamment en surveillant de près l'application par les sociétés du Code de gouvernance des entreprises de 2010. Il devrait prendre des mesures concrètes pour réduire les écarts persistants entre les salaires des hommes et des femmes et remédier à tous les facteurs qui font que cet écart se creuse. Il devrait promouvoir le développement des carrières des femmes, notamment grâce à une application stricte de la loi fédérale sur l'égalité des sexes et de la loi générale sur l'égalité de traitement.

9) Le Comité relève avec satisfaction les divers efforts faits par l'État partie aux niveaux législatif et politique pour combattre la violence à l'égard des femmes et des filles, tels que les initiatives et projets mis en œuvre dans le cadre du deuxième Plan de lutte contre la violence à l'égard des femmes de 2007, mais il est préoccupé par la persistance de cette violence dans l'État partie. Il est aussi préoccupé par la grande violence à laquelle sont en butte les femmes issues de l'immigration, en particulier celles qui sont d'origine turque ou russe, en dépit des différentes mesures prises par l'État partie pour prévenir et combattre ce phénomène (art. 3 et 7).

L'État partie devrait continuer d'intensifier ses efforts pour combattre la violence à l'égard des femmes et des filles et, en particulier, multiplier les mesures pour protéger les femmes d'origine turque ou russe. Il devrait aussi continuer à faciliter l'accès aux services de conseils et de soutien des femmes victimes de violence, qui sont particulièrement vulnérables et marginalisées, et à enquêter sur les plaintes pour violence, à poursuivre les responsables présumés et à les punir s'ils sont reconnus coupables. En outre, l'État partie devrait améliorer la coordination entre la Fédération et les Länder dans ce domaine et évaluer régulièrement l'efficacité de ses initiatives.

10) Le Comité est préoccupé par les allégations de mauvais traitements imputés à la police et au personnel des prisons. Il est également préoccupé par le fait que la plupart des plaintes pour mauvais traitements sont rejetées et que l'État partie ne s'est pas encore doté d'organes indépendants pour l'examen des plaintes dénonçant les actes répréhensibles commis par la police. Le Comité est en outre préoccupé par les disparités entre les Länder concernant les mesures prises pour que les fonctionnaires de police puissent être identifiés (art. 7 et 10).

L'État partie devrait veiller à ce que: a) toutes les allégations de mauvais traitements imputés à la police et au personnel des prisons soient examinées et fassent l'objet d'enquêtes rapides, approfondies et impartiales; b) les auteurs de ces actes soient dûment punis; et c) les victimes soient indemnisées. Il devrait également faire en sorte que les victimes de mauvais traitements imputés à la police et au personnel des prisons soient au courant de leurs droits et puissent porter plainte sans craindre de faire l'objet de représailles. Il devrait en outre mettre en place des organes indépendants d'examen de plaintes qui puissent traiter les griefs de mauvais traitements comme le Comité l'avait déjà recommandé. En outre, il devrait encourager les Länder à prendre des mesures pour faciliter l'identification des fonctionnaires de police dans l'exercice de leurs fonctions afin de garantir qu'ils rendent compte de leur comportement lorsqu'ils sont impliqués dans des mauvais traitements.

11) Le Comité note que les transferts vers la Grèce de demandeurs d'asile au titre du Règlement Dublin II ont été suspendus jusqu'en janvier 2013 en raison de conditions d'accueil difficiles, mais il relève avec préoccupation qu'en dépit des arrêts de la Cour constitutionnelle allemande, de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour européenne de justice, le paragraphe 2 de l'article 34a de la loi sur la procédure d'asile, qui exclut l'octroi d'une protection juridique provisoire en cas de transfert vers un État tiers sûr et un État membre de l'Union européenne et d'autres États européens parties au Règlement Dublin II, demeure en vigueur et continue d'être appliqué par certains tribunaux (art. 7 et 13).

L'État partie devrait réviser sa loi sur la procédure d'asile de façon à permettre que des ordonnances de suspension soient rendues en cas de transfert de demandeurs d'asile vers un État lié par le Règlement Dublin II. Il devrait également faire savoir au Comité s'il a l'intention de prolonger la suspension des transferts de demandeurs d'asile vers la Grèce au-delà de janvier 2013.

12) Le Comité prend note des informations données par l'État partie, mais il est aussi préoccupé par la pratique de celui-ci consistant à demander des assurances diplomatiques lorsqu'une extradition risque d'exposer des personnes à un risque de torture ou de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans l'État demandeur (art. 7).

L'État partie devrait garantir qu'aucun individu, même s'il est soupçonné de terrorisme, ne soit exposé à un risque de torture ou de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants quand il est extradé ou expulsé. Il devrait en outre reconnaître que plus la pratique de la torture est systématique et moins le risque d'un tel traitement ne pourra être évité par le recours à des assurances diplomatiques aussi contraignante que puisse être la procédure de suivi décidée. En outre, l'État partie devrait faire preuve de la plus extrême circonspection quand il utilise de telles assurances et arrêter des procédures claires et transparentes pour l'examen de chaque cas par des mécanismes judiciaires compétents avant une expulsion ou une extradition ainsi que se doter de moyens efficaces pour suivre le sort de l'intéressé après son expulsion ou extradition.

13) Le Comité prend note des différentes mesures prises par l'État partie pour combattre la traite des personnes, notamment à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé, mais il est préoccupé par le fait que ce phénomène existe toujours en Allemagne (art. 8).

L'État partie devrait enquêter systématiquement et énergiquement sur les allégations de traite des personnes, engager des poursuites contre les auteurs présumés et les punir s'ils sont reconnus coupables, et accorder une indemnisation aux victimes. Il devrait également renforcer le soutien qu'il apporte aux victimes et aux témoins et ses mesures de protection et de réadaptation en leur faveur au niveau fédéral et au niveau des Länder. Il devrait en outre permettre aux victimes de la traite d'accéder facilement à la justice sans crainte de représailles et évaluer régulièrement l'efficacité de toutes les mesures et initiatives prises pour lutter contre la traite des personnes.

14) Le Comité accueille avec satisfaction les mesures prises par l'État partie pour réviser sa législation et sa pratique concernant l'internement préventif après condamnation, conformément aux normes relatives aux droits de l'homme, et prend note des informations indiquant qu'un projet de loi sur la question est actuellement en lecture au Parlement, mais il est préoccupé par le nombre de personnes qui sont encore soumises à ce régime. Il est également préoccupé par la durée de cet internement dans certains cas et par le fait que les conditions de détention n'ont pas été jusqu'ici conformes aux prescriptions en matière de droits de l'homme (art. 9 et 10).

L'État partie devrait prendre les mesures nécessaires pour que l'internement préventif après condamnation soit une mesure de dernier ressort et pour instaurer dans le cadre de ce régime des conditions de détention distinctes de celles auxquelles sont soumis les condamnés et qui soient axées uniquement sur la réadaptation et la réinsertion dans la société. Il devrait prévoir dans le projet de loi en cours d'examen toutes les garanties juridiques permettant de préserver les droits des détenus, y compris une procédure d'évaluation périodique de leur situation sur le plan psychologique qui puisse déboucher sur leur remise en liberté ou sur la réduction de la durée de leur internement.

15) Le Comité est préoccupé par l'incidence signalée de l'application des mesures de contrainte physique, en particulier à des personnes souffrant de démence placées dans des établissements de retraite, qui peuvent être attachées à un lit ou enfermées, en violation des dispositions législatives qui restreignent le recours à de telles mesures (art. 7, 9 et 10).

L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour garantir l'application sans réserve des dispositions législatives concernant l'utilisation, conformément au Pacte, de mesures de contrainte physique dans les établissements de retraite, notamment en améliorant la formation du personnel, en procédant à des inspections régulières et à des enquêtes et en imposant les sanctions voulues à ceux qui commettent des abus.

16) Le Comité relève avec satisfaction les mesures prises par l'État partie pour assurer des moyens de recours contre les sociétés allemandes opérant à l'étranger qui ne respecteraient pas les normes pertinentes des droits de l'homme, mais il craint que cela ne soit pas suffisant dans tous les cas (art. 2, par. 2).

L'État partie est encouragé à énoncer clairement qu'il attend de toutes les entreprises commerciales domiciliées sur son territoire ou relevant de sa juridiction qu'elles respectent les normes des droits de l'homme, conformément au Pacte, dans toutes leurs opérations. Il est également encouragé à prendre des mesures appropriées pour renforcer les recours offerts pour protéger les personnes qui ont été victimes des activités d'entreprises commerciales opérant à l'étranger.

17) Le Comité prend note des différentes mesures prises par l'État partie pour combattre le racisme, mais il est préoccupé par la persistance d'actes à motivation raciale qui visent des membres des communautés juive, sinti et rom ainsi que des Allemands d'origine étrangère et des demandeurs d'asile. Il est également préoccupé par le fait que les membres des communautés sinti et rom continuent de subir une discrimination dans l'accès au logement, à l'éducation, à l'emploi et aux soins de santé (art. 2, 18, 20 et 26).

L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour accroître l'efficacité de sa législation et enquêter sur toutes les allégations faisant état d'actes à motivation raciale et poursuivre et punir les responsables. Il devrait également intensifier ses efforts pour intégrer les membres des communautés sinti et rom en Allemagne en favorisant activement leur accès à l'éducation, au logement, à l'emploi et aux soins de santé. Il devrait poursuivre ses campagnes de sensibilisation et promouvoir la tolérance entre les communautés.

18) Le Comité note avec préoccupation qu'il continue à recevoir des informations dénonçant des discours de haine et une propagande raciste sur l'Internet, notamment de la part d'extrémistes de droite, en dépit des efforts de sensibilisation et des mesures judiciaires prises en application des articles 86 et 130 du Code pénal (art. 2, 18 et 26).

L'État partie devrait prendre les mesures nécessaires pour interdire et empêcher effectivement les discours de haine et la propagande raciste en particulier sur l'Internet. Il devrait se montrer plus vigilant au niveau fédéral et au niveau des Länder à l'égard de la propagande et des discours racistes en particulier de la part d'associations ou de groupes d'extrême droite.

19) L'État partie devrait diffuser largement le Pacte, les deux Protocoles facultatifs s'y rapportant, le texte du sixième rapport périodique, des réponses écrites qu'il a apportées à la liste des points établie par le Comité et des présentes observations finales auprès des autorités judiciaires, législatives et administratives, de la société civile, des organisations non gouvernementales présentes dans le pays, ainsi qu'auprès du grand public. Le Comité suggère également que le rapport et les observations finales soient traduits dans la langue officielle de l'État partie. Il demande en outre à l'État partie, lorsqu'il élaborera son septième rapport périodique, d'engager de larges consultations avec la société civile et les organisations non gouvernementales.

20) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait faire parvenir, dans un délai d'un an, des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations du Comité figurant dans les paragraphes 11, 14 et 15.

21) Le Comité demande à l'État partie de faire figurer, dans son prochain rapport périodique, qui devra lui parvenir d'ici au 31 octobre 2018, des renseignements précis et à jour sur la suite qu'il aura donnée aux autres recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

114. Philippines

1) Le Comité des droits de l'homme a examiné le quatrième rapport périodique des Philippines (CCPR/C/PHL/4) à ses 2924^e et 2925^e séances, les 15 et 16 octobre 2012 (CCPR/C/SR.2924 et 2925). À sa 2944^e séance (CCPR/C/SR.2944), tenue le 30 octobre 2012, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité accueille avec satisfaction le quatrième rapport périodique des Philippines et les informations qu'il contient. Il apprécie l'occasion qui lui a été offerte de renouer un dialogue constructif avec la délégation de haut niveau au sujet des mesures prises par l'État partie pendant la période considérée pour mettre en œuvre les dispositions du Pacte. Il remercie l'État partie des réponses écrites (CCPR/C/PHL/Q/4/Add.1) qu'il a apportées à la liste de points à traiter (CCPR/C/PHL/Q/4), qui ont été complétées oralement par la délégation, et des renseignements supplémentaires communiqués par écrit. Il regrette toutefois que les réponses écrites aient été présentées tardivement, quelques jours seulement avant l'examen du rapport de l'État partie.

B. Aspects positifs

3) Le Comité accueille avec satisfaction l'adoption par l'État partie des mesures législatives et autres ci-après:

a) La signature d'un accord-cadre pour la paix entre le Gouvernement et le Front de libération islamique Moro, le 15 octobre 2012;

b) La promulgation de la loi républicaine n° 9346 portant abolition de la peine de mort, en juin 2006;

- c) La promulgation de la Charte des droits des travailleurs migrants à l'étranger (loi républicaine n° 10022), en mars 2010;
 - d) La promulgation d'une loi relative à la Charte des droits des femmes (loi républicaine n° 9710), en août 2009;
 - e) La promulgation de la loi relative à la justice pour mineurs et à la protection des mineurs (loi républicaine n° 9344), en avril 2006;
 - f) La promulgation de la loi relative à la lutte contre les disparitions forcées, le 16 octobre 2012;
 - g) La promulgation de la Règle sur l'ordonnance d'*amparo* pour les cas d'exécution extrajudiciaire et de disparition forcée, qui a pris effet en octobre 2007.
- 4) Le Comité accueille avec satisfaction la ratification par l'État partie des instruments internationaux ci-après:
- a) Le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, le 20 novembre 2007;
 - b) La Convention relative aux droits des personnes handicapées, le 15 avril 2008;
 - c) Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le 17 avril 2012;
 - d) La Convention (n° 189) de l'OIT concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques, de 2011, le 5 septembre 2012.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

5) Le Comité prend note de la section 2 de l'article II de la Constitution de 1987 et de la réponse de l'État partie qui a indiqué que les instruments internationaux ratifiés par l'État partie devenaient partie intégrante du droit interne, mais il est préoccupé par le manque de précision quant au statut du Pacte dans l'ordre juridique interne. Il est particulièrement préoccupé par le fait que, bien que les tribunaux aient à plusieurs occasions invoqué les dispositions du Pacte dans leurs décisions, les représentants de l'État partie ont fait valoir devant la Cour suprême que le Pacte ne pouvait être réputé faire partie du droit interne sans qu'il soit nécessaire que le législateur promulgue une loi à cet effet (art. 2).

L'État partie devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour que son droit interne soit clair quant au statut du Pacte dans l'ordre juridique interne. Il devrait aussi continuer à prendre les mesures voulues pour faire mieux connaître le Pacte parmi les juges, les avocats et les procureurs, afin que ses dispositions soient prises en considération par les tribunaux nationaux.

6) Le Comité rappelle ses précédentes observations finales (CCPR/CO/79/PHL, par. 6) et se dit une nouvelle fois préoccupé par l'absence de procédure ou mécanisme spécifique chargé d'examiner ses constatations au titre du Protocole facultatif se rapportant au Pacte et d'y donner effet, et par le fait que les recommandations formulées dans les constatations n'ont pas été mises en œuvre (art. 2).

L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre les constatations du Comité en cas de violation du Pacte. Il devrait également, en vue de mettre en œuvre ces constatations, établir un mécanisme chargé: a) d'examiner les conclusions adoptées par le Comité dans ses constatations; b) de suggérer à l'État partie les mesures à prendre pour donner effet aux constatations; et c) d'offrir aux victimes un recours utile en cas de violation de leurs droits.

7) Le Comité prend note de l'élargissement des attributions de la Commission nationale des droits de l'homme en vertu de différents textes de loi, mais il constate avec préoccupation que cet élargissement n'est pas allé de pair avec une augmentation des ressources et que la Commission ne jouit pas d'une pleine autonomie financière (art. 2).

L'État partie devrait doter la Commission nationale des droits de l'homme de ressources financières et humaines suffisantes, à la mesure des responsabilités supplémentaires qui lui ont été conférées. Il devrait faire en sorte que la Commission jouisse d'une pleine autonomie financière, comme le prévoit le Code administratif de 1987, Livre VI concernant le budget du Gouvernement national.

8) Le Comité reconnaît qu'il est nécessaire que l'État partie adopte des mesures de lutte contre le terrorisme, mais il est préoccupé par la nature de certaines infractions entrant dans le champ d'application de la loi de 2007 sur la sécurité de la personne. Il est également préoccupé par l'absence de données sur la mise en œuvre de cette législation et ses incidences sur l'exercice des droits énoncés dans le Pacte (art. 2).

L'État partie devrait réviser la loi de 2007 sur la sécurité de la personne et faire en sorte que cette loi définisse non seulement les infractions terroristes en fonction de leur objet mais aussi la nature de ces actes avec suffisamment de précision pour que les particuliers puissent régler leur conduite en conséquence. Il devrait rassembler des données sur la mise en œuvre des lois antiterroristes, en montrant comment l'exercice des droits consacrés par le Pacte s'en trouve touché, et les faire figurer dans son prochain rapport périodique.

9) Le Comité salue les efforts que déploie l'État partie pour réduire l'écart entre hommes et femmes dans les secteurs public et privé, mais il est préoccupé par certaines informations indiquant que les femmes constituent une grande proportion des personnes employées dans le secteur informel (art. 2, 3 et 26).

L'État partie devrait continuer à intensifier ses efforts pour accroître la représentation des femmes dans les secteurs public et privé, en adoptant au besoin des mesures temporaires spéciales appropriées.

10) Le Comité accueille avec satisfaction la décision rendue par la Cour suprême dans l'affaire *Ang Ladlad*, ainsi que la déclaration de la délégation annonçant que la Cour entendait jouer un rôle de premier plan dans la promotion des droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres mais il est préoccupé par le fait que ces personnes risquent d'être arrêtées et poursuivies pour «grave scandale» au titre de l'article 200 du Code pénal révisé. Il est également préoccupé par le fait que le projet de loi générale contre la discrimination qui interdit la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre n'a pas été adopté. Il est en outre préoccupé par l'existence de stéréotypes et de préjugés contre les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres dans l'armée, la police et la société en général (art. 2 et 26).

L'État partie devrait faire en sorte que les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres ne soient ni arrêtés ni poursuivis en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, y compris pour violation de la disposition relative au «grave scandale» qui figure dans le Code pénal révisé. Il devrait adopter une loi générale contre la discrimination qui interdise la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre et prendre des mesures, telles que le lancement de campagnes de sensibilisation, pour mettre fin à la stigmatisation sociale des homosexuels et à la violence à leur égard.

11) Le Comité est préoccupé par le fait que les dispositions du droit musulman des personnes, codifiées par le décret présidentiel n° 1083, établissent une forme de discrimination fondée sur la religion en ce qui concerne l'âge minimum du mariage pour les filles et autorisent également la polygamie entre musulmans, ce qui est contraire au principe de non-discrimination consacré par le Pacte (art. 2, 23, 24 et 26).

L'État partie devrait réviser le Code musulman des personnes de manière à interdire les mariages polygames et supprimer les dispositions qui établissent une discrimination fondée sur la religion au sujet de l'âge minimum du mariage pour les filles.

12) Le Comité est préoccupé par l'absence de législation prévoyant la dissolution du mariage, absence qui pourrait avoir pour effet de contraindre les victimes de violence sexuelle et sexiste à rester dans une relation violente (art. 2, 3, 7 et 23).

L'État partie devrait adopter une législation qui régitte la dissolution du mariage et faire en sorte que ces dispositions protègent les droits de l'enfant et les droits des époux eu égard à la garde des enfants et à l'égalité en matière de transmission des biens matrimoniaux.

13) Le Comité regrette que l'avortement soit strictement interdit, ce qui oblige les femmes enceintes à avorter clandestinement dans des conditions dangereuses et est à l'origine d'un nombre important de décès liés à la maternité. Il regrette également la publication du décret-loi n° 0030 qui interdit à la ville de Manille d'allouer des fonds à l'achat de matériel et de médicaments destinés au contrôle artificiel des naissances (art. 2, 3, 6 et 17).

L'État partie devrait modifier sa législation en vue de prévoir des exceptions à l'interdiction de l'avortement, telles que la protection de la vie ou de la santé de la mère, et les cas de grossesse consécutive à un viol ou à un inceste, pour éviter que les femmes soient contraintes d'avorter clandestinement dans des conditions dangereuses. Il devrait aussi veiller à ce que les services de santé génésique soient accessibles à toutes les femmes et toutes les adolescentes. À cet égard, il devrait abroger le décret-loi n° 0030 dans la mesure où celui-ci interdit à la ville de Manille d'allouer des fonds à l'achat de matériel et de médicaments destinés au contrôle artificiel des naissances. Il devrait en outre mettre en œuvre davantage de programmes d'éducation et de sensibilisation, aux niveaux institutionnel (établissements scolaires) et informel (médias), sur l'importance de l'usage des contraceptifs et sur les droits en matière de santé de la procréation.

14) Le Comité constate avec préoccupation que les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées persistent dans l'État partie. Il est plus particulièrement préoccupé par la prolifération des armées privées et des groupes d'autodéfense qui sont en partie responsables de ces crimes ainsi que par le grand nombre d'armes à feu illégales. Il est également préoccupé par l'armement et l'utilisation de «multiplicateurs de force» dans le cadre d'une stratégie anti-insurrectionnelle et à d'autres fins, en application du décret présidentiel n° 546 (art. 6, 7 et 9).

L'État partie devrait prendre les mesures nécessaires pour prévenir les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées, et s'assurer que les auteurs présumés de ces crimes fassent effectivement l'objet d'une enquête et, s'ils sont reconnus coupables, soient condamnés à des peines appropriées, et que les familles des victimes reçoivent une indemnisation adéquate. Il devrait établir un mécanisme chargé de dissoudre et désarmer toutes les armées privées, les groupes d'autodéfense et les «multiplicateurs de force», et intensifier également ses efforts pour réduire le nombre d'armes à feu illégales. Le Comité demande instamment à l'État partie d'abroger le décret-loi n° 546 et de profiter de l'accord-cadre pour la paix avec le Front de libération islamique Moro pour s'attaquer à la question des exécutions extrajudiciaires et des disparitions forcées. L'État partie devrait faire figurer dans son prochain rapport périodique des renseignements sur les mesures concrètes prises pour mettre en œuvre ces recommandations.

15) Le Comité est préoccupé par les informations indiquant que les défenseurs des droits de l'homme et les dissidents politiques font souvent l'objet de mesures de surveillance par les forces de l'ordre (art. 17).

L'État partie devrait prendre les mesures voulues pour protéger les droits des défenseurs des droits de l'homme et des dissidents politiques, et faire en sorte que tout programme de surveillance aux fins de la sécurité de l'État soit conforme aux dispositions de l'article 17 du Pacte.

16) Le Comité est préoccupé par les problèmes constatés dans la mise en œuvre du programme de protection des témoins, comme le fait que les témoins ne bénéficient pas d'une protection totale. Il regrette en particulier le meurtre de certaines des personnes appelées à témoigner dans l'affaire d'*Ampatuan*, dans laquelle des individus soupçonnés d'avoir tué 58 personnes à Maguindanao le 23 novembre 2009 sont poursuivis (art. 6 et 14).

L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour rendre le programme de protection des témoins plus efficace et assurer ainsi la protection totale des témoins. Il devrait veiller à ce que les autorités enquêtent de façon approfondie sur tous les cas d'homicide de témoins et d'actes présumés d'intimidation de façon à mettre fin au climat de peur qui plane sur les enquêtes et les poursuites ouvertes dans l'État partie.

17) Le Comité note avec préoccupation que des actes de torture continuent d'être dénoncés et qu'il n'existe pas de données relatives à l'incidence de la torture, montrant en particulier le nombre d'enquêtes, de poursuites, de condamnations et de peines prononcées contre les auteurs de torture (art. 7).

L'État partie devrait prendre les mesures voulues pour que les enquêtes sur les actes de torture et les mauvais traitements imputés à des membres des forces de l'ordre soient menées avec plus de diligence. Il devrait veiller à ce que toutes les plaintes pour torture et mauvais traitements fassent l'objet d'une enquête en bonne et due forme, conformément aux Principes relatifs aux moyens d'enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour établir la réalité des faits (résolution 55/89 de l'Assemblée générale), à ce que les responsables présumés soient poursuivis et, s'ils sont reconnus coupables, condamnés à des peines appropriées et à ce que les victimes reçoivent une indemnisation adéquate. L'État partie devrait mettre en place un système pour rassembler des données montrant le nombre d'enquêtes, de poursuites, de condamnations et de peines prononcées, ainsi que le nombre d'indemnisations accordées aux victimes de torture ou aux membres de leur famille, et faire figurer ces chiffres complets dans son prochain rapport.

18) Le Comité est préoccupé par les informations indiquant que des cas de traite de personnes, qui touchent principalement les femmes et les enfants, continuent de se produire (art. 3, 8 et 24).

L'État partie devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour que les victimes de la traite des personnes reçoivent une assistance médicale, psychologique, sociale et juridique. Une protection devrait être assurée à tous les témoins et toutes les victimes de traite, qui doivent être accueillis dans des lieux sûrs et avoir la possibilité de témoigner contre ceux qui sont tenus pour responsables. L'État partie devrait également continuer à renforcer la coopération internationale ainsi que les mesures visant à lutter contre la traite et contre la demande qui est à l'origine de la traite. Il devrait aussi dégager des ressources suffisantes pour les enquêtes sur les cas de traite et ainsi identifier les responsables, poursuivre ceux-ci en justice et prononcer des peines à la mesure de la gravité des actes commis.

19) Le Comité salue les actions entreprises par l'État partie pour améliorer les conditions de détention et d'incarcération, comme l'application de la libération anticipée, mais il regrette les niveaux élevés de surpopulation et les mauvaises conditions qui règnent dans les centres de détention et les établissements pénitentiaires, dont la capacité d'accueil est souvent dépassée (art. 2 et 10).

L'État partie devrait intensifier ses efforts en vue d'améliorer les conditions dans les centres de détention et les établissements pénitentiaires. Il devrait s'occuper à titre prioritaire des problèmes d'assainissement et d'hygiène et de la question de la surpopulation, y compris en renforçant l'application des peines de substitution.

20) Le Comité note avec préoccupation qu'il existe un arriéré judiciaire considérable, en partie imputable au manque de personnels devant être nommés par le Président à des postes judiciaires et à la capacité du pouvoir judiciaire et du barreau d'accélérer le processus de nomination (art. 14).

L'État partie devrait accroître la capacité du Conseil de la magistrature et du barreau, chargé de la nomination de candidats, de façon à pourvoir d'urgence les postes vacants dans l'administration judiciaire. De plus, il devrait continuer à renforcer l'appareil judiciaire pour permettre à celui-ci de réduire l'arriéré des affaires en souffrance et de diminuer le temps nécessaire pour juger des affaires.

21) Le Comité relève que la Cour suprême a adopté une politique selon laquelle les personnes reconnues coupables de diffamation ne devraient être condamnées qu'à une amende seulement et que le projet de loi n° 2344 du Sénat vise à dépenaliser la diffamation, mais il regrette que la loi de 2012 sur la prévention de la cybercriminalité, qui a été suspendue par la Cour suprême, maintienne la pénalisation de la diffamation sur l'Internet (art. 2 et 19).

Le Comité rappelle son Observation générale n° 34 (2011) relative à la liberté d'opinion et d'expression et engage instamment l'État partie à envisager de dépenaliser la diffamation. Conformément à la position exprimée dans l'Observation générale il réaffirme que, s'agissant de la diffamation, l'application de la loi pénale devrait être circonscrite aux cas les plus graves et que l'emprisonnement ne constitue jamais une peine appropriée.

22) Le Comité regrette que l'État partie interdise aux travailleurs étrangers de fonder des syndicats ou de s'affilier à un syndicat à moins qu'il n'ait conclu avec les pays d'origine des étrangers un accord de réciprocité sur la question (art. 22).

L'État partie devrait revoir son Code du travail de façon à garantir aux travailleurs étrangers le droit de fonder des syndicats et de s'affilier à un syndicat.

23) Le Comité est préoccupé par l'incidence élevée du travail des enfants, qui continue d'augmenter, et par le fait que les enfants sont toujours employés à des travaux dangereux et même à des tâches qui relèvent des pires formes du travail des enfants, ainsi que dans le commerce du sexe, le trafic de drogues, la pornographie, les tâches d'auxiliaires pour les combattants et autres activités illicites (art. 24).

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour mettre en œuvre les politiques et les lois existantes qui visent à éradiquer le travail des enfants, notamment par des campagnes d'information et d'éducation consacrées à la protection des droits de l'enfant, et en renforçant la capacité des inspecteurs du travail et leur rayon d'action. Il devrait également faire en sorte que les actes d'exploitation du travail des enfants soient poursuivis et réprimés et tenir des statistiques fiables de façon à lutter efficacement contre le travail des enfants.

24) L'État partie devrait diffuser largement le Pacte, les deux Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte, le texte du quatrième rapport périodique, ses réponses écrites à la liste des points à traiter établie par le Comité et les présentes observations finales afin de les faire connaître auprès des autorités judiciaires, législatives et administratives, de la société civile et des organisations non gouvernementales présentes dans le pays ainsi que du grand public. Le Comité suggère aussi que le rapport et les observations finales soient traduits dans l'autre langue officielle de l'État partie. Il demande à celui-ci de consulter largement la société civile et les organisations non gouvernementales quand il établira son cinquième rapport périodique.

25) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait faire parvenir, dans un délai d'un an, des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant dans les paragraphes 7, 16 et 20.

26) Le Comité demande à l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique, qui devra lui parvenir d'ici au 31 octobre 2016, des renseignements précis et à jour sur la suite qu'il aura donnée aux autres recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

115. Portugal

1) Le Comité des droits de l'homme a examiné le quatrième rapport périodique du Portugal (CCPR/C/PRT/4) à ses 2936^e et 2937^e séances (CCPR/C/SR.2936 et CCPR/C/SR.2937), les 23 et 24 octobre 2012. À sa 2945^e séance (CCPR/C/SR.2945), le 31 octobre 2012, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité accueille avec satisfaction la soumission du quatrième rapport périodique du Portugal et les informations qu'il contient. Il se félicite du dialogue constructif qu'il a eu avec la délégation au sujet des mesures prises par l'État partie pendant la période considérée pour appliquer les dispositions du Pacte. Il remercie l'État partie de ses réponses écrites à la liste des points à traiter (CCPR/C/PRT/Q/4/Add.1), qui ont été complétées par les réponses orales de la délégation, et des informations supplémentaires fournies par écrit.

B. Aspects positifs

3) Le Comité accueille avec satisfaction les mesures suivantes:

a) L'adoption du deuxième Plan national contre la traite des êtres humains (2012-2013);

b) L'adoption, en 2011, du quatrième Plan national pour l'égalité – citoyenneté et femmes;

c) La modification, en 2007, du Code pénal portant incrimination de toutes les formes de châtements corporels infligés aux enfants et faisant de la violence familiale une infraction pénale distincte;

d) La mise en place, en 2005, d'un réseau national de centres de lutte contre la violence familiale;

e) La création, en 2007, du Bureau d'appui aux communautés roms et l'élaboration d'un projet pilote pour les médiateurs municipaux qui s'occupent des Roms.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

4) Le Comité est préoccupé par la sous-représentation des femmes aux postes de décision dans le secteur public, notamment dans le corps diplomatique, ainsi que dans les assemblées législatives des régions autonomes des Açores et de Madère. Il est également préoccupé par l'écart important et croissant entre les salaires des hommes et ceux des femmes (art. 2, 3, 25 et 26).

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour augmenter la représentation des femmes aux postes de décision dans le secteur public, notamment dans le corps diplomatique, ainsi que dans les assemblées législatives des régions autonomes des Açores et de Madère, si nécessaire en appliquant des mesures spéciales temporaires. Il devrait continuer de prendre des mesures pour garantir aux femmes un salaire égal pour un travail de valeur égale, conformément au Code du travail de 2009. Il devrait également prendre des mesures pour régler les problèmes structurels rencontrés dans la mise en œuvre des politiques relatives à l'égalité entre les sexes, notamment l'insuffisance des ressources humaines et financières, l'interprétation limitée de la notion d'égalité dans l'opinion publique et l'absence de volonté politique, mentionnés au paragraphe 47 du quatrième rapport.

5) Le Comité note avec préoccupation que malgré les efforts considérables faits par l'État partie, les immigrants, les étrangers et les membres des minorités ethniques, notamment la minorité rom, continuent d'être victimes de discrimination dans l'accès au logement, à l'emploi, à l'éducation, aux soins de santé et aux services publics ainsi qu'en ce qui concerne l'égalité de salaire et la participation à la vie publique. Le Comité est également préoccupé par les informations faisant état de comportements racistes et discriminatoires de la part d'agents de la force publique (art. 2, 25 et 26).

L'État partie devrait renforcer les mesures prises pour que les immigrants, les étrangers et les membres des minorités ethniques, notamment la minorité rom, ne soient pas victimes de discrimination dans l'accès au logement, à l'emploi, à l'éducation, aux soins de santé et aux services publics ainsi qu'en ce qui concerne l'égalité de salaire et la participation à la vie publique. Il devrait en outre prendre des mesures, notamment en intensifiant les actions de sensibilisation, pour que les agents de la force publique s'abstiennent de tout comportement raciste et discriminatoire.

6) Le Comité note avec préoccupation qu'en application du paragraphe 4 de l'article 143 du Code de procédure pénale, des personnes placées en détention pour des affaires de terrorisme ou de criminalité violente ou hautement organisée sont empêchées de communiquer avec d'autres personnes tant qu'elles n'ont pas été déférées devant un tribunal (art. 7, 9 et 10).

L'État partie devrait prendre des mesures pour garantir une réglementation stricte de la détention ordonnée par le parquet en application du paragraphe 4 de l'article 143 du Code de procédure pénale dans les affaires de terrorisme ou de criminalité violente ou hautement organisée, et veiller à ce que les personnes détenues en application de cette disposition soient placées sous surveillance judiciaire et que les restrictions imposées aux communications avec d'autres personnes soient examinées très rigoureusement par un organe judiciaire.

7) Le Comité note avec préoccupation que le temps passé en garde à vue à des fins d'identification, qui devient ensuite une détention pour soupçon d'infraction pénale, n'est pas décompté du délai de quarante-huit heures dans lequel la personne gardée à vue doit être présentée à un juge, et que des personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction pénale ne bénéficient pas pendant cette période des garanties auxquelles ont droit les suspects (art. 7, 9 et 10).

L'État partie devrait prendre des mesures pour que le temps passé en garde à vue à des fins d'identification, qui devient ensuite une détention pour soupçon d'infraction pénale, soit décompté du délai de quarante-huit heures dans lequel une personne doit être présentée à un juge, et que cette période de détention ne soit pas utilisée à mauvais escient pour ne pas garantir les droits des personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction pénale.

8) Le Comité note avec préoccupation que les agents de la force publique n'informent pas toujours les détenus de leur droit d'être assisté par un conseil dès leur arrestation et que certaines personnes détenues dans le cadre d'affaires pénales ordinaires n'ont pas été autorisées à prendre contact avec un tiers pendant leur garde à vue (art. 7, 9 et 10).

L'État partie devrait veiller à ce que le droit d'accès à un conseil soit effectivement garanti dès le moment du placement en garde à vue et à ce que les agents de la force publique s'acquittent de l'obligation qui leur est faite dans la loi d'informer de ses droits toute personne privée de liberté. Il devrait aussi prendre des mesures pour garantir aux personnes placées en garde à vue, y compris à celles qui sont détenues par la police judiciaire, le droit d'informer un tiers de leur détention, auquel il ne peut être dérogé que dans des situations clairement définies et pendant une période limitée pour les besoins légitimes de l'enquête de police.

9) Le Comité note avec préoccupation que la durée moyenne de la détention avant jugement est excessivement longue, puisque pour près de 20 % des détenus elle est supérieure à une année. Il constate aussi avec préoccupation que les prévenus ne sont pas séparés des condamnés (art. 9 et 10).

L'État partie devrait prendre des mesures supplémentaires pour faire diminuer le nombre de personnes en détention avant jugement ainsi que la durée de cette détention, notamment des mesures visant à réduire la durée des enquêtes et des procédures judiciaires, à améliorer l'efficacité de ces procédures et à remédier au manque de personnel. Il devrait également veiller à ce que les prévenus soient séparés des condamnés.

10) Le Comité demeure préoccupé par les informations faisant état d'un usage excessif de la force et de mauvais traitements imputés à des agents de la force publique et à des membres des forces de sécurité et par l'autorisation de l'emploi de pistolets à impulsion électrique («Tasers») dans certaines circonstances (art. 7, 9 et 10).

L'État partie devrait continuer de prendre des mesures d'ordre législatif ou autre pour empêcher que les agents de la force publique et les membres des forces de sécurité ne fassent un usage excessif de la force et n'infligent des mauvais traitements. Il devrait faire figurer dans son prochain rapport périodique des informations sur le nombre de plaintes déposées depuis 2011, sur les enquêtes menées par l'Inspection générale des départements de l'administration interne et des enquêtes internes des services de police locaux et sur les peines prononcées dans chaque cas. Le rapport devrait également contenir des renseignements plus complets sur la réglementation et l'utilisation d'appareils qui envoient des décharges électriques, comme les «Tasers».

11) Le Comité est préoccupé par la situation dans certaines prisons, caractérisée par la surpopulation, l'insuffisance des équipements et les mauvaises conditions sanitaires. Il note avec préoccupation que des détenus font usage de drogues et que le pourcentage de ceux qui ont le VIH/sida ou l'hépatite C est élevé. Il est également préoccupé par certaines informations faisant état de mauvais traitements physiques et d'autres formes de brutalités imputés à des gardiens dans la prison de haute sécurité de Monsanto et dans les prisons centrales de Coimbra et de Porto (art. 7 et 10).

L'État partie devrait accélérer les efforts qu'il fait pour régler le problème de la surpopulation carcérale, notamment dans la prison régionale d'Angra do Heroísmo (Açores), et celui de l'insuffisance des équipements, de la circulation des drogues et de la toxicomanie et du pourcentage élevé de détenus ayant le VIH/sida ou l'hépatite C dans les établissements pénitentiaires. Il devrait également prendre des mesures d'ordre législatif ou autre pour prévenir les mauvais traitements physiques et d'autres formes de brutalités, y compris la pratique excessive des fouilles à nu, par les gardiens de prison.

12) Le Comité constate avec préoccupation que la violence familiale est toujours répandue et qu'à cause d'attitudes sociales traditionnelles les victimes s'abstiennent souvent de dénoncer ce qu'elles subissent (art. 7 et 9).

L'État partie devrait continuer de prendre des mesures, en particulier dans le cadre du quatrième Plan d'action contre la violence familiale (2011-2013), pour combattre et prévenir cette violence et pour que les victimes aient accès dans la pratique à des dispositifs de plainte. Il devrait également veiller à ce que les victimes aient accès à des moyens de protection, en s'assurant notamment qu'il y a suffisamment de foyers pour les accueillir. Il devrait en outre garantir que les actes de violence familiale fassent l'objet d'enquêtes diligentes et que les auteurs soient traduits en justice et punis.

13) Le Comité est préoccupé par le fait que l'État partie continue d'être un lieu de destination, de transit et d'origine pour les femmes, les hommes et les enfants victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé. Il note avec préoccupation que l'article 160 du Code pénal donne une définition trop générale de la traite incluant des infractions de moindre gravité, ce qui rend difficile l'évaluation des poursuites engagées contre les trafiquants et des condamnations et des peines prononcées (art. 8).

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour combattre la traite des personnes et devrait modifier ses méthodes de collecte et de communication des données en vue de donner une description plus utile des mesures prises par les autorités judiciaires. Il devrait en outre faire figurer dans son prochain rapport périodique des informations pour chaque année à compter de 2011 sur le nombre de victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et autre, notamment aux fins de travail forcé, ainsi que sur le nombre de cas dans lesquels il y a eu des poursuites et une condamnation.

14) Le Comité note avec préoccupation que les particuliers n'ont pas le droit d'assurer eux-mêmes leur défense dans une procédure pénale, puisque le ministère d'un avocat est obligatoire, en violation du paragraphe 3 d) de l'article 14 du Pacte (voir communication n° 1123/2002, *Correia de Matas c. Portugal*, constatations adoptées le 28 mars 2006) (art. 14).

L'État partie devrait faire en sorte que les personnes puissent exercer leur droit de se défendre elles-mêmes, conformément au paragraphe 3 d) de l'article 14 du Pacte et que toute restriction de ce droit serve un but objectif et suffisamment important et n'aille pas au-delà de ce qui est nécessaire pour protéger les intérêts de la justice. Dans cette optique, il devrait donner suite à la recommandation faite par le Comité dans ses constatations concernant la communication n° 1123/2002 et rendre la règle en vigueur moins rigide, et étudier la possibilité d'assurer de façon obligatoire le service d'un conseil auxiliaire pour les personnes qui assurent elles-mêmes leur défense.

15) L'État partie devrait diffuser largement le texte du Pacte, de son quatrième rapport périodique, de ses réponses écrites à la liste des points à traiter établie par le Comité et des présentes observations finales auprès des autorités judiciaires, législatives et administratives, de la société civile et des organisations non gouvernementales présentes dans le pays ainsi que du grand public. Le Comité suggère également que le rapport et les observations finales soient traduits dans la langue officielle de l'État partie. Il demande en outre à l'État partie de consulter largement la société civile et les organisations non gouvernementales, quand il établira son cinquième rapport périodique.

16) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait faire parvenir, dans un délai d'un an, des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant dans les paragraphes 9, 11 et 12.

17) Le Comité demande à l'État partie de faire figurer, dans son prochain rapport périodique, qui devra lui parvenir d'ici au 31 octobre 2018, des renseignements précis et à jour sur la suite qu'il aura donnée aux autres recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

116. **Turquie**

1) Le Comité des droits de l'homme a examiné le rapport initial de la Turquie (CCPR/C/TUR/1) à ses 2927^e, 2928^e et 2929^e séances (CCPR/C/SR.2927, 2928 et 2929), les 17 et 18 octobre 2012. À sa 2944^e séance (CCPR/C/SR.2944), le 30 octobre 2012, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité accueille avec satisfaction le rapport initial de la Turquie et les renseignements qui y figurent, tout en regrettant que ce document ait été soumis en retard. Il remercie l'État partie de ses réponses écrites à la liste des points à traiter (CCPR/C/TUR/Q/1/Add.1), qui ont été complétées oralement par la délégation, ainsi que des informations supplémentaires qui lui ont été fournies par écrit.

B. Aspects positifs

3) Le Comité accueille avec satisfaction les mesures législatives et institutionnelles suivantes que l'État partie a prises:

- a) La réforme constitutionnelle de 2010;
 - b) L'abolition de la peine de mort en 2002 et l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances en 2004;
 - c) La nouvelle loi n° 4857 sur le travail, adoptée en 2003, qui a introduit des améliorations en ce qui concerne les inégalités entre les hommes et les femmes dans le domaine du travail.
- 4) Le Comité prend note avec satisfaction de la ratification par l'État partie des instruments suivants:
- a) Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, en 2004;
 - b) Les deux Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en 2006;
 - c) La Convention relative aux droits des personnes handicapées et la signature du Protocole facultatif s'y rapportant, en 2009;
 - d) Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en 2011.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

5) Le Comité s'inquiète de ce que l'État partie maintienne les déclarations et réserves qu'il a faites lors de la ratification du Pacte et du Protocole facultatif. En particulier, il note avec préoccupation que l'une de ces déclarations semble être en réalité une réserve limitant l'application du Pacte au territoire national, ce qui peut se traduire par une totale non-applicabilité de ses dispositions aux personnes relevant de la compétence de l'État partie dans certaines situations, par exemple lorsque son armée ou ses forces de police opèrent à l'étranger.

L'État partie devrait envisager de retirer ses réserves et déclarations. Conformément à l'Observation générale n° 31 (2004) du Comité sur la nature de l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte, il devrait garantir que toutes les personnes relevant de sa compétence ou se trouvant sous son contrôle effectif jouissent sans réserve des droits consacrés dans le Pacte.

6) Le Comité constate avec préoccupation que les dispositions du Pacte sont manifestement peu connues du corps judiciaire, des juristes et du grand public, et qu'en conséquence rares sont les affaires dans lesquelles elles sont invoquées ou appliquées par les tribunaux nationaux (art. 2).

L'État partie devrait prendre des mesures pour sensibiliser les juges, les juristes et le grand public aux droits énoncés dans le Pacte et à leur applicabilité en droit interne. Dans son prochain rapport périodique, il devrait donner des informations détaillées sur l'application du Pacte par les tribunaux nationaux.

7) Le Comité s'inquiète de ce que, selon la loi portant création de l'institution nationale des droits de l'homme, adoptée par le Parlement en juin 2012, les membres de cet organe seront nommés par le Cabinet du Premier Ministre, ce qui compromet leur indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif, en violation des Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) (art. 2).

L'État partie devrait modifier la loi de 2012 portant création de l'institution nationale des droits de l'homme, de façon à garantir l'indépendance organisationnelle et financière de cet organe, en pleine conformité avec les Principes de Paris.

8) Le Comité constate avec préoccupation que, dans sa forme actuelle, la législation de l'État partie visant à réprimer la discrimination n'est pas exhaustive et qu'en conséquence elle ne protège pas contre la totalité des motifs de discrimination prévus dans le Pacte. En particulier, il s'inquiète de ce que cette loi n'interdise pas spécifiquement la discrimination fondée sur l'identité et l'orientation sexuelles (art. 2, par. 1).

L'État partie devrait adopter une loi en faveur de la non-discrimination et de l'égalité, en veillant à y faire figurer une interdiction totale de la discrimination pour chacun des motifs énoncés dans le Pacte, y compris l'interdiction de la discrimination fondée sur l'identité de genre et l'orientation sexuelle. Il devrait également s'assurer que des données fiables sur les affaires de discrimination et sur la suite donnée à celles-ci par les autorités judiciaires concernées sont systématiquement collectées et rendues publiques.

9) Le Comité est préoccupé par la discrimination et les restrictions qui visent les membres de minorités, tels que les Kurdes et les Roms, et qui compromettent leur droit d'avoir leur propre vie culturelle et d'employer leur propre langue (art. 2 et 27).

L'État partie devrait veiller à ce que toutes les personnes appartenant à des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques soient efficacement protégées de toute forme de discrimination et puissent jouir pleinement de leurs droits. À cet égard, il devrait envisager de retirer sa réserve à l'article 27 du Pacte.

10) Le Comité est préoccupé par la discrimination et les actes de violence dont feraient l'objet certaines personnes en raison de leur identité de genre ou de leur orientation sexuelle, et par l'exclusion et la stigmatisation sociales que subissent les membres de la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) s'agissant de l'accès aux services de santé et d'éducation, par leur situation au regard de la réglementation sur le service militaire obligatoire et par le traitement qui leur est réservé lorsqu'ils servent dans l'armée (art. 2 et 26).

Tout en reconnaissant la diversité des cultures et des valeurs morales dans le monde, le Comité rappelle que toutes les cultures sont toujours subordonnées aux principes de l'universalité des droits de l'homme et de la non-discrimination (Observation générale n° 34, par. 32). L'État partie devrait donc faire savoir clairement et officiellement qu'il ne tolère aucune forme de stigmatisation sociale de l'homosexualité, de la bisexualité ou de la transsexualité, ni aucun acte de harcèlement, de discrimination ou de violence qui viserait une personne en raison de son identité de genre ou de son orientation sexuelle. Il devrait veiller à ce que tout acte de discrimination ou de violence motivé par l'orientation sexuelle ou l'identité sexuelle de la victime fasse l'objet d'une enquête, puis de poursuites et de sanctions contre les responsables.

11) Le Comité constate avec préoccupation que les familles de personnes qui ont été victimes de disparition forcée dans les années 1980 et 1990 ne savent toujours pas ce que sont devenus leurs proches, et qu'aucune approche globale n'a été adoptée en ce qui concerne les disparitions forcées et les exhumations, y compris les cas cités par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Chypre c. Turquie* et de nombreuses autres affaires, et ceux recensés par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (art. 6 et 14).

L'État partie devrait faire en sorte qu'une enquête efficace, transparente et indépendante soit conduite sur tous les cas non élucidés de disparition présumée. Dans chaque cas, l'État partie devrait poursuivre et punir les responsables et accorder une réparation effective, notamment sous la forme d'une indemnisation appropriée, aux victimes ou à leur famille. En outre, il devrait veiller à ce que des recherches approfondies soient menées sur tous les charniers.

12) Le Comité accueille avec satisfaction l'adoption de la loi n° 6284 relative à la protection des femmes et des membres de la famille contre la violence, qui est entrée en vigueur le 20 mars 2012. Il constate cependant avec préoccupation que les institutions chargées de mettre cette loi en application n'ont pas encore été dotées des ressources financières et humaines nécessaires à leur bon fonctionnement (art. 6 et 7).

L'État partie devrait adopter un calendrier rigoureux pour la protection des femmes et des membres de la famille contre la violence, en prévoyant des formations périodiques et obligatoires pour les professionnels concernés et des programmes de sensibilisation pour informer la population de ses droits et des procédures à sa disposition.

13) Tout en prenant note de l'abolition de la réduction de peine dont bénéficiaient de facto les personnes reconnues coupables de «crimes d'honneur», le Comité relève avec préoccupation que ces crimes restent fréquents (art. 6 et 7).

L'État partie ne devrait tolérer en aucune circonstance les «crimes d'honneur». À cette fin, il devrait faire en sorte que ce type de crime entre dans le champ d'application de l'article 82 du Code pénal, de façon à le considérer comme un homicide qualifié. Il devrait aussi poursuivre ses efforts pour garantir que tous les «crimes d'honneur» présumés soient efficacement instruits et punis, et diffuser largement des informations sur la gravité de ces actes.

14) Le Comité note avec préoccupation que, même si des progrès ont été faits, le nombre d'actes de torture ou autres traitements inhumains ou dégradants imputés à des agents de la force publique reste élevé. Il est également préoccupé par l'absence de mécanisme véritablement indépendant qui soit à même de traiter les plaintes pour actes de torture ou mauvais traitements commis par des fonctionnaires, ainsi que par le faible nombre de poursuites engagées à la suite des plaintes de ce genre. En outre, il constate que l'État partie n'a donné aucune information sur les recours auxquels ont eu accès les victimes de tels actes (art. 7, 9 et 14).

L'État partie devrait faire en sorte qu'aucune forme de torture ou de traitement inhumain ou dégradant ne puisse être pratiquée par les agents de la force publique, notamment en menant sans délai des enquêtes indépendantes sur les actes commis, en déférant les responsables à la justice et en prenant des dispositions pour assurer protection et recours efficaces aux victimes. Il devrait établir et mettre en service un mécanisme de contrôle indépendant chargé de veiller à ce que les policiers accusés d'actes criminels soient poursuivis et condamnés. Il devrait également s'assurer que tous les cas de torture ou d'autres formes de traitement inhumain ou dégradant donnent lieu à l'ouverture d'une enquête et de poursuites, et qu'une réparation adéquate soit accordée aux victimes.

15) Le Comité prend note de l'adoption du deuxième Plan d'action national contre la traite des êtres humains mais s'inquiète du nombre de cas de traite et du fait que seuls quelques-uns d'entre eux ont donné lieu à des enquêtes, des poursuites et des condamnations. Il constate également avec inquiétude que les victimes de la traite ne sont pas protégées contre le risque d'être poursuivies, arrêtées ou punies à cause de l'irrégularité de leur entrée ou de leur séjour sur le territoire ou des activités auxquelles elles se livrent en conséquence directe de leur situation de personne objet de trafic (art. 7 et 8).

L'État partie devrait poursuivre ses efforts pour prévenir, éliminer et réprimer la traite des personnes, y compris à l'échelon régional et en coopération avec les pays voisins, et en organisant une formation à l'intention des policiers, gardes frontière, juges, avocats et autres personnels concernés afin de faire mieux connaître le phénomène de la traite et les droits des victimes. Il devrait prendre des mesures pour protéger les victimes de la traite contre le risque d'être poursuivies, arrêtées ou punies en raison des activités auxquelles elles se livrent en conséquence directe de leur situation de personne objet de trafic. Il devrait veiller à ce que les dispositifs d'assistance et de protection destinés aux victimes de la traite ne soient pas mis en œuvre de manière sélective.

16) Le Comité s'inquiète de ce que plusieurs dispositions de la loi antiterroriste de 1991 (loi n° 3713) sont incompatibles avec les droits consacrés par le Pacte. Il est particulièrement préoccupé par: a) le flou de la définition d'un acte terroriste; b) la portée considérable des restrictions au droit à une procédure régulière; c) le grand nombre de cas de défenseurs des droits de l'homme, d'avocats, de journalistes, voire d'enfants, inculpés en vertu de la loi antiterroriste pour avoir librement exprimé leurs opinions et leurs idées, en particulier dans le contexte de discussions non violentes sur la question kurde (art. 2, 14 et 19).

L'État partie devrait veiller à ce que sa législation et ses pratiques en matière de lutte contre le terrorisme soient pleinement conformes aux dispositions du Pacte. Il devrait remédier au flou de la définition d'un acte terroriste donnée dans la loi antiterroriste de 1991 afin de s'assurer que l'application de cette loi vise uniquement les infractions ayant incontestablement un caractère terroriste. Dans ce contexte, il devrait garantir que les poursuites engagées à la suite d'actes terroristes soient exercées dans le plein respect de toutes les garanties juridiques énoncées à l'article 14 du Pacte, et veiller à l'application cohérente des dispositions législatives transitoires, même dans le cas d'infractions qui auraient été commises par des journalistes avant novembre 2011.

17) Le Comité est préoccupé par le recours généralisé à la détention avant jugement pendant de longues périodes pouvant aller jusqu'à dix ans pour les infractions liées au terrorisme et cinq ans pour les autres infractions, avec la possibilité de prolonger la détention trois fois pour une durée d'un an, pratique qui contribue largement à aggraver la surpopulation carcérale. Il note en outre avec préoccupation que les détenus n'ont pas accès à un mécanisme efficace qui leur permette de contester la légalité de la détention avant jugement et ne peuvent pas toujours, dans la pratique, communiquer rapidement avec un avocat (art. 9).

L'État partie devrait réduire la durée légale de la détention avant jugement conformément à l'article 9 du Pacte, et s'assurer que cette mesure n'est appliquée qu'à titre exceptionnel. Il devrait garantir l'accès des détenus aux services d'un avocat et à un mécanisme efficace et indépendant qui leur permette de contester la légalité de leur détention avant jugement. Il devrait en outre utiliser davantage les mesures de substitution telles que la surveillance électronique et la libération conditionnelle.

18) Le Comité est préoccupé par la surpopulation dans les prisons et par les conditions de détention. Il est également préoccupé par le fait que les détenus n'ont souvent pas accès à des services de santé adéquats en temps voulu (art. 10).

L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour améliorer le traitement des détenus et les conditions dans les prisons et les centres de détention conformément au Pacte et à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, notamment pour ce qui est de l'accès en temps voulu à des services de santé adéquats. À cet égard, il devrait envisager non seulement de construire de nouveaux établissements pénitentiaires mais aussi de développer les peines de substitution non privatives de liberté, comme la surveillance électronique, la libération conditionnelle et les services d'intérêt général.

19) Le Comité constate avec préoccupation que la définition des «organisations illégales» est imprécise et manque de clarté, ce qui a pour effet de limiter le droit à la liberté d'association consacré par l'article 22 du Pacte (art. 22).

L'État partie devrait limiter strictement la portée de la notion d'«organisations illégales» afin qu'elle soit pleinement conforme à l'article 22 du Pacte.

20) Le Comité constate avec satisfaction que l'État partie fournit une aide importante aux réfugiés syriens en appliquant systématiquement le régime de protection temporaire et que la délégation turque a assuré qu'il continuerait de le faire. Il prend note du processus de réforme législative en cours, mais relève avec préoccupation que la loi actuelle ne protège pas suffisamment les réfugiés, en particulier à cause de la restriction géographique imposée par la Turquie à l'application de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés (art. 7, 9 et 13).

L'État partie devrait veiller à ce que toutes les personnes qui demandent une protection internationale aient accès à une procédure de détermination du statut de réfugié efficace et équitable, quelle que soit leur région d'origine, et reçoivent, à tous les stades, un traitement approprié et équitable, conformément aux normes relatives aux droits de l'homme. Dans cette perspective, l'État partie devrait en outre promulguer rapidement une législation conforme au Pacte et à la Convention de 1951.

21) Le Comité reconnaît le caractère laïc de l'État turc et salue les modifications apportées en 2011 à la loi n° 5737 relative aux fondations, qui ont pour effet de permettre aux communautés religieuses non musulmanes de faire enregistrer leurs biens, mais s'inquiète des restrictions imposées aux communautés musulmanes, ainsi qu'aux communautés religieuses non musulmanes, qui ne sont pas couvertes par la loi de 1935 relative aux fondations (art. 18 et 26).

L'État partie devrait garantir le droit de toutes les personnes de manifester leur religion ou leurs convictions collectivement, en reconnaissant leur droit de s'organiser sous forme d'associations ou de fondations, comme le prévoit par exemple le Code civil turc.

22) Le Comité est préoccupé par les informations faisant état de crimes inspirés par la haine visant des communautés religieuses non musulmanes et d'autres minorités, et par la persistance de discours haineux qui ne donnent lieu à aucune sanction dans les médias, notamment dans les séries télévisées et les films (art. 18, 20 et 27).

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour interdire efficacement les discours haineux contraires à l'article 20 du Pacte, et veiller à ce que les dispositions de la loi pénale et les directives politiques pertinentes soient effectivement appliquées.

23) Le Comité constate avec préoccupation que l'objection de conscience au service militaire n'a pas été reconnue par l'État partie. Il regrette que les objecteurs de conscience et les personnes favorables à l'objection de conscience courent encore le risque d'être condamnés à l'emprisonnement et, lorsqu'ils persistent dans leur refus d'effectuer le service militaire, soient pratiquement privés de certains de leurs droits civils et politiques comme la liberté de circulation et le droit de vote (art. 12, 18 et 25).

L'État partie devrait adopter une législation qui reconnaisse et réglemente l'objection de conscience au service militaire et qui prévoit la possibilité d'opter pour un service de remplacement sans qu'un tel choix n'ait des effets punitifs ou discriminatoires et, dans l'intervalle, suspendre toutes les procédures engagées contre des objecteurs de conscience ainsi que l'exécution de toutes les peines déjà prononcées.

24) Le Comité constate avec préoccupation que les défenseurs des droits de l'homme et les professionnels des médias demeurent exposés au risque d'être condamnés pour avoir exercé leur métier, en particulier à cause de l'incrimination de la diffamation à l'article 125 du Code pénal et de l'application excessive des articles 214, 215, 216 et 220 (protection de l'ordre public), ou 226 (publication et diffusion de matériel obscène), 285 (confidentialité des enquêtes), 228 (pouvoir judiciaire), 314 (appartenance à une organisation armée) et 318 (interdiction de critiquer l'armée), ce qui décourage la formulation de commentaires critiques ainsi que tout regard critique de la part des médias sur des questions d'intérêt public légitime, et a un effet préjudiciable sur la liberté d'expression dans l'État partie. Par ailleurs, le Comité accueille avec satisfaction les informations fournies par l'État partie à propos de l'amnistie partielle à l'égard de journalistes qui auraient commis certaines infractions avant novembre 2011, mais relève avec inquiétude que les dispositions législatives transitoires ne sont pas appliquées de manière systématique et que des poursuites continuent d'être exercées contre d'autres journalistes qui ne bénéficient pas de l'amnistie politique (art. 9, 14 et 19).

L'État partie devrait veiller à ce que les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes puissent exercer leur métier sans crainte d'être traduits en justice et poursuivis en diffamation, compte tenu de l'Observation générale n° 34 (2011) du Comité sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression. À cette fin, il devrait:

a) **Envisager de dépénaliser la diffamation et, dans tous les cas, limiter l'application de la loi pénale aux affaires les plus graves, en tenant compte du fait que l'emprisonnement n'est jamais une peine appropriée;**

b) **Accorder réparation aux journalistes et aux défenseurs des droits de l'homme qui ont fait l'objet de poursuites pénales et ont été emprisonnés en violation des articles 9 et 19 du Pacte;**

c) **Rendre les dispositions pertinentes du Code pénal conformes à l'article 19 du Pacte et subordonner toute restriction au strict respect de cette disposition.**

25) L'État partie devrait diffuser largement le texte du Pacte, des deux Protocoles facultatifs s'y rapportant, du rapport initial, des réponses écrites à la liste des points à traiter établie par le Comité et des présentes observations finales auprès des autorités judiciaires, législatives et administratives, de la société civile et des organisations non gouvernementales présentes dans le pays, ainsi qu'auprès du grand public. Le Comité suggère également que le rapport et les observations finales soient traduits dans la langue officielle de l'État partie. Il demande en outre à l'État partie, lorsqu'il établira son deuxième rapport périodique, de tenir de vastes consultations avec la société civile et les organisations non gouvernementales.

26) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait faire parvenir, dans un délai d'un an, des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant dans les paragraphes 10, 13 et 23.

27) Le Comité demande à l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique, qui devra lui parvenir d'ici au 31 octobre 2016, des renseignements précis et à jour sur la suite qu'il aura donnée aux autres recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

117. **Angola**

1) Le Comité a examiné le rapport initial de l'Angola (CCPR/C/AGO/1) à ses 2957^e, 2958^e et 2959^e séances (CCPR/C/SR.2957, 2958 et 2959), les 14 et 15 mars 2013. À sa 2975^e séance (CCPR/C/SR.2975), le 27 mars 2013, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité accueille avec satisfaction le rapport initial de l'Angola et les renseignements qui y sont présentés. Il se félicite de l'occasion qui lui a été offerte de nouer un dialogue constructif avec la délégation de haut niveau de l'État partie au sujet des mesures prises pendant la période considérée pour mettre en œuvre les dispositions du Pacte. Il remercie l'État partie des réponses écrites (CCPR/C/AGO/Add.1) qu'il a apportées à la liste de points à traiter, qui ont été complétées oralement par la délégation, et des renseignements supplémentaires fournis par écrit.

B. Aspects positifs

3) Le Comité accueille avec satisfaction l'adoption par l'État partie, en février 2010, de la nouvelle Constitution, qui comporte des dispositions relatives aux droits de l'homme et abolit la peine de mort.

4) Le Comité prend note avec satisfaction de la ratification par l'État partie des instruments internationaux suivants:

a) Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, le 24 mars 2005;

b) Le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le 1^{er} novembre 2007;

c) Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, le 11 octobre 2007.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

5) Le Comité relève que le Pacte prime les lois nationales mais constate avec préoccupation qu'il n'a été invoqué et appliqué par les tribunaux nationaux que dans quelques affaires (art. 2).

L'État partie devrait prendre des mesures pour faire mieux connaître le Pacte et le premier Protocole facultatif s'y rapportant auprès des juges, des avocats et des procureurs afin de garantir que ses dispositions soient prises en compte par les tribunaux nationaux.

6) Le Comité constate avec satisfaction que l'État partie a adhéré au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et s'est engagé à mettre en œuvre les constatations adoptées par le Comité au titre de cet instrument, mais regrette le manque d'informations sur les mesures prises pour donner suite à ses constatations concernant des plaintes visant l'État partie (art. 2).

Le Comité engage l'État partie à coopérer avec lui dans le cadre du suivi de ses constatations, à mettre en œuvre ces constatations et à lui fournir des renseignements sur les mesures prises à cet égard.

7) Le Comité regrette que la loi relative au Bureau du Médiateur n'apporte pas les garanties nécessaires pour assurer l'indépendance du Bureau et que celui-ci ne soit pas doté du mandat voulu pour examiner des questions relatives aux droits de l'homme (art. 2).

L'État partie devrait réviser la loi relative au Bureau du Médiateur pour la rendre conforme aux Principes de Paris (résolution 48/134 de l'Assemblée générale, annexe) ou mettre en place une nouvelle institution nationale des droits de l'homme dotée d'un mandat étendu dans le domaine des droits de l'homme, conformément à ces mêmes principes.

8) Le Comité constate avec préoccupation que bien que l'article 23 de la Constitution garantisse le principe d'égalité, l'État partie n'a pas adopté de loi générale sur l'égalité et la non-discrimination. Il est préoccupé par la discrimination dont les personnes handicapées font l'objet dans l'État partie et s'inquiète en particulier de l'article 12 de la loi électorale, qui empêche les personnes handicapées d'exercer pleinement leurs droits électoraux (art. 2, 16 et 25).

L'État partie devrait envisager d'adopter une loi générale sur l'égalité et la non-discrimination afin de protéger effectivement contre la discrimination l'ensemble des citoyens et des personnes vivant sur son territoire. Il devrait prendre des mesures adaptées pour protéger les personnes handicapées contre la discrimination, y compris dans l'exercice de leurs droits électoraux. Il devrait également sensibiliser la population aux droits des personnes handicapées.

9) Le Comité relève avec préoccupation que les femmes restent sous-représentées dans la vie publique et la vie politique, en particulier au Gouvernement et dans l'appareil judiciaire. Il regrette le manque d'informations sur la représentation des femmes dans le secteur privé (art. 2 et 3).

L'État partie devrait redoubler d'efforts en vue d'accroître la participation des femmes à la vie politique et à la vie publique, ainsi que leur présence dans le secteur privé, en adoptant, si nécessaire, des mesures spéciales temporaires pour donner effet aux dispositions du Pacte. Le Comité le prie instamment de faire figurer dans son prochain rapport périodique des données statistiques ventilées sur la représentation des femmes dans le secteur privé.

10) Le Comité prend note de l'adoption de la loi n° 25/11 (14 juillet 2011) réprimant la violence familiale, mais il est préoccupé par la persistance de la violence sexiste dans l'État partie, qui, dans certains cas, entraîne la mort de la victime. Il est également préoccupé par le manque de données statistiques sur les victimes de violence sexiste, par le peu d'enquêtes menées, de poursuites engagées et de peines prononcées, ainsi que par le faible nombre de centres d'accueil des victimes et l'insuffisance des services de réadaptation fournis à celles-ci (art. 3, 6 et 7).

L'État partie devrait adopter une stratégie nationale visant à prévenir la violence sexiste sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et à y remédier. Dans cette optique, il devrait recueillir des données en vue de déterminer l'ampleur du problème, ses causes et ses conséquences pour les femmes. Il devrait également adopter des mesures visant à garantir l'application effective de la loi n° 25/11 (14 juillet 2011) réprimant la violence familiale par les tribunaux nationaux et les fonctionnaires chargés de faire appliquer les lois. Il devrait en outre veiller à ce que les cas de violence familiale fassent l'objet d'une enquête approfondie, à ce que les auteurs de tels faits soient traduits en justice et, s'ils sont reconnus coupables, condamnés à une peine appropriée, et à ce que les victimes reçoivent une indemnisation suffisante. Il devrait également renforcer ses mesures de protection et de prévention, en particulier accroître le nombre de centres d'accueil des victimes et assurer la réadaptation de celles-ci, et poursuivre ses campagnes de sensibilisation de la population au problème de la violence familiale et à ses conséquences néfastes pour les femmes et les filles.

11) Le Comité s'inquiète de ce que la polygamie perdure dans l'État partie et regrette le manque de données statistiques sur cette pratique et ses conséquences pour les femmes. Il constate également avec préoccupation que, bien que l'âge minimum du mariage soit fixé à 18 ans, une proportion importante d'enfants angolais âgés de 12 à 14 ans sont en mariés de fait, en particulier dans les provinces de Lunda Sul, Moxico, Huambo, Bié et Malanje et dans d'autres régions rurales. Il regrette le manque d'informations sur les résultats concrets obtenus dans le cadre des initiatives prises par l'État partie pour lutter contre ces mariages précoces (art. 2, 3, 24 et 26).

L'État partie devrait prendre des mesures appropriées pour que sa législation interdise effectivement la polygamie et soit appliquée dans les faits, et mener des campagnes de sensibilisation de la population à l'interdiction de la polygamie et aux conséquences néfastes de cette pratique, en particulier à l'intention des femmes et dans les régions rurales. Il devrait également prendre des mesures concrètes pour garantir l'application de sa législation interdisant le mariage précoce et veiller à ce que tous les mariages soient enregistrés. Il devrait en outre renforcer les mesures visant à lutter contre le mariage précoce et, à cette fin, renforcer les mécanismes déjà en place dans les provinces et mettre en œuvre des stratégies de sensibilisation de la communauté axées sur les conséquences des mariages précoces. Il devrait également recueillir des données sur la polygamie et le mariage précoce et les faire figurer dans le prochain rapport périodique qu'il soumettra au Comité.

12) Le Comité prend note des renseignements fournis sur les mesures prises par l'État partie contre la prolifération des armes légères mais s'inquiète de ce que celui-ci ne soit pas encore parvenu à collecter l'ensemble des armes légères illégalement détenues encore en circulation depuis la fin de la guerre civile. Il regrette que l'État partie n'ait pas fourni de données statistiques sur le nombre de crimes commis à l'aide d'armes légères et sur les enquêtes menées, les poursuites engagées, les sanctions imposées aux responsables et les mesures prises pour protéger la population face à l'insécurité causée par les armes légères. Il est également préoccupé par le fait que le territoire de l'État partie recèle encore des mines antipersonnel, qui continuent de tuer et de blesser des personnes (art. 6).

L'État partie devrait renforcer les mesures visant à collecter les armes légères détenues par la population et à réduire l'insécurité sur son territoire. Il devrait en outre envisager de renforcer sa législation en vue de lutter contre la détention et l'utilisation illégales des armes légères. Il devrait également poursuivre et intensifier ses efforts de déminage.

13) Le Comité est préoccupé par l'article 358 du Code pénal de l'État partie, qui incrimine l'avortement, sauf dans un nombre limité de situations, notamment quand la vie de la mère est en danger, ce qui oblige les femmes enceintes à faire appel à des services d'avortement clandestins qui mettent en péril leur vie et leur santé (art. 3 et 6).

Le Comité recommande à l'État partie de réviser sa législation relative à l'avortement de façon à prévoir des exceptions à l'interdiction générale de l'avortement lorsque l'avortement est pratiqué pour motif médical ou lorsque la grossesse résulte d'un viol ou d'un inceste. L'État partie devrait en outre veiller à ce que toutes les femmes et adolescentes aient accès à des services de santé génésique. De même, il devrait mettre en œuvre davantage de programmes d'éducation et de sensibilisation, aux niveaux institutionnel (établissements scolaires) et informel (médias), sur l'importance de l'usage des contraceptifs et sur le droit à la santé en matière de procréation.

14) Le Comité est préoccupé par les informations faisant état d'exécutions arbitraires et extrajudiciaires commises par les forces de sécurité de l'État partie, en particulier dans la province de Huambo, en 2010, et dans le cadre de la lutte anti-insurrectionnelle menée contre le Front de libération de l'enclave du Cabinda, en 2010. Il note aussi avec

préoccupation que des manifestants auraient disparu à Luanda en 2011 et 2012. Il est en outre préoccupé par le manque d'informations concrètes et détaillées sur les enquêtes, les poursuites, les condamnations et les sanctions dont les responsables de tels actes ont fait l'objet et par l'impunité dont bénéficieraient les membres des forces de sécurité impliqués dans de telles violations des droits de l'homme (art. 6).

L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour mettre un terme à l'impunité dont bénéficient les membres des forces de sécurité responsables d'exécutions arbitraires et extrajudiciaires et de disparitions survenues sur son territoire et prendre les mesures voulues pour prévenir de tels faits. Il devrait mener systématiquement des enquêtes approfondies sur ces actes, poursuivre les responsables présumés en justice et, s'ils sont reconnus coupables, les punir, accorder une indemnisation appropriée aux victimes et à leur famille, et informer le Comité en conséquence. Il devrait développer et étoffer les programmes d'enseignement des droits de l'homme, et en particulier des dispositions du Pacte, destinés aux membres des forces de sécurité.

15) Le Comité note avec inquiétude que l'infraction de torture n'est pas définie dans le Code pénal et risque de ce fait de n'être pas suffisamment réprimée. Il est également préoccupé par les allégations de torture et de mauvais traitements ou d'usage excessif de la force par des membres de la police ou des forces de sécurité lors d'arrestations ou d'interrogatoires dans des commissariats et d'autres lieux de détention. Il s'inquiète en outre qu'aucune autorité indépendante ne soit habilitée à examiner ces plaintes qui, à l'heure actuelle, sont confiées à un enquêteur de police (art. 7 et 10).

L'État partie devrait adopter une définition de la torture et interdire expressément la torture dans le Code pénal. Il devrait en outre veiller à ce que toute enquête sur des actes répréhensibles imputés à des membres de la police ou des forces de sécurité soit menée par une autorité indépendante. Il devrait également s'assurer que les membres des forces de l'ordre sont formés à prévenir la torture et les mauvais traitements et à enquêter sur ces infractions en veillant à ce que le Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Protocole d'Istanbul) soit intégré dans tous les programmes de formation qui leur sont destinés. Il devrait en outre veiller à ce que les allégations de torture et de mauvais traitements donnent lieu à des enquêtes approfondies, à ce que les auteurs présumés soient traduits en justice et, s'ils sont reconnus coupables, condamnés à des peines proportionnées à la gravité de leurs actes, et à ce que les victimes reçoivent une indemnisation adéquate.

16) Le Comité est préoccupé par les informations faisant état d'actes de torture, de mauvais traitements et de violations des droits de l'homme, y compris d'actes de violence sexuelle, commis par des membres de la police et des forces de sécurité sur la personne de migrants congolais sans papiers au cours de leur expulsion de l'État partie. Il est également préoccupé par les informations indiquant que ces violations des droits de l'homme n'auraient pas fait l'objet d'enquêtes approfondies, que les responsables n'auraient pas été punis et que les victimes n'auraient pas été indemnisées. Il s'inquiète en outre des informations indiquant que les migrants sans papiers peuvent être placés en détention sans avoir la possibilité de demander à un tribunal de se prononcer sur la légalité de cette mesure. De plus, il relève avec inquiétude que l'État partie a suspendu sa procédure d'enregistrement des demandeurs d'asile, qui sont donc exposés au risque de refoulement (art. 7, 9 et 13).

L'État partie devrait prendre toutes les mesures appropriées pour garantir que les migrants sans papiers ne soient pas victimes de mauvais traitements ou de violations des droits de l'homme imputables à des membres des forces de police ou de sécurité, y compris au cours de leur expulsion. Dans le cas des migrants congolais expulsés de

L'État partie entre 2003 et 2011, l'État partie devrait enquêter de manière approfondie sur tous les cas de violations des droits de l'homme, y compris sur les cas de violence sexuelle, traduire en justice les auteurs présumés et, si ceux-ci sont reconnus coupables, leur infliger des sanctions appropriées et accorder aux victimes une indemnisation adéquate. Il devrait en outre veiller à ce que les migrants sans papiers soient protégés contre le refoulement et, s'ils sont placés en détention, à ce qu'ils puissent introduire un recours devant un tribunal qui se prononcera sur la légalité de cette mesure. Il devrait enfin rétablir ses procédures d'asile et poursuivre l'enregistrement des requérants.

17) Le Comité note avec préoccupation que l'État partie demeure un pays d'origine, de transit et de destination de la traite des personnes, en particulier des femmes et des jeunes filles, à des fins d'exploitation sexuelle. Il constate aussi avec préoccupation qu'il n'existe pas de législation spécifique interdisant la traite des personnes et que l'on ne dispose d'aucunes données statistiques relatives à la traite dans l'État partie. Il s'inquiète en outre de ce que les initiatives prises par l'État partie pour lutter contre la traite, telles que la création des Réseaux de protection de l'enfance, n'ont pas donné de résultats concrets (art. 8 et 24).

L'État partie devrait redoubler d'efforts pour combattre efficacement la traite des personnes, en particulier des femmes et des filles. Dans le contexte de la réforme législative, il devrait interdire la traite, l'ériger en infraction distincte dans son droit interne et assurer la formation de tous les professionnels de la justice ainsi que des travailleurs sociaux. Il devrait également enquêter sur les cas de traite, traduire en justice les auteurs présumés et, si ceux-ci sont reconnus coupables, les condamner et accorder aux victimes une indemnisation et une protection. Il devrait en outre renforcer sa coopération avec les pays voisins et envisager l'adoption d'un plan national d'action contre la traite des personnes.

18) Le Comité est préoccupé par les informations qui lui ont été communiquées, notamment par l'État partie, faisant état d'arrestations et de détentions arbitraires ainsi que de détention au secret par les forces de police ou de sécurité et de détention par des militaires, en particulier de sympathisants du Front de libération du Cabinda dans l'enclave du Cabinda et de militants des droits de l'homme accusés d'atteintes à la sûreté de l'État. Il est également inquiet d'apprendre que des personnes auraient été détenues pendant de longues périodes sans bénéficier des garanties légales, telles que la présentation à un juge, la possibilité de s'entretenir avec un avocat et d'être examiné par un médecin et le droit d'informer sa famille. Il est préoccupé en outre par le manque de clarté de la législation en ce qui concerne la durée de la détention provisoire, qui pourrait ne pas être en conformité avec le Pacte (art. 9 et 14).

L'État partie devrait prendre les mesures voulues pour qu'aucune personne relevant de sa juridiction ne fasse l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire ni d'une détention au secret, conformément aux dispositions pertinentes du Pacte. Il devrait enquêter sur les cas de détention arbitraire mentionnés ci-dessus, en particulier ceux qui concernent des sympathisants du Front de libération du Cabinda et des militants des droits de l'homme. Il devrait également prendre toutes les mesures nécessaires, y compris concernant son Code de procédure pénale qui est actuellement en cours de révision, afin de s'assurer que les détenus bénéficient de toutes les garanties légales, conformément aux articles 9 et 14 du Pacte.

19) Le Comité prend note des efforts mis en œuvre par l'État partie pour réduire la surpopulation carcérale et améliorer les conditions de détention, mais demeure préoccupé par ces dernières et par l'utilisation insuffisante des mesures de substitution à la détention, telles que la libération sous caution ou la libération conditionnelle. Il relève en outre avec inquiétude que dans certaines prisons, la séparation entre mineurs et adultes n'est pas toujours garantie. Il regrette enfin le manque d'informations sur les mécanismes mis en place dans les établissements pénitentiaires pour recevoir et traiter les plaintes déposées par les détenus (art. 10).

L'État partie devrait continuer à redoubler d'efforts pour améliorer les conditions de détention. En particulier, il devrait prendre des dispositions pour réduire le taux élevé de surpopulation carcérale, et notamment utiliser des mesures de substitution à la détention. Il devrait également veiller au respect du principe de la séparation entre mineurs et adultes dans les lieux de détention. Il devrait enfin faciliter le dépôt de plaintes par les détenus au sujet des conditions de détention ou d'éventuels mauvais traitements et prendre des mesures appropriées pour que des enquêtes soient menées et que les responsables soient sanctionnés.

20) Le Comité prend note avec préoccupation des informations qui font état de la corruption et du manque d'indépendance de l'appareil judiciaire, ainsi que du nombre insuffisant de juges, d'avocats, de cours et de tribunaux, autant d'éléments susceptibles d'entraver l'accès à la justice. Il est aussi préoccupé par le montant prohibitif des frais de justice, qui peut empêcher certaines personnes, en particulier celles qui sont défavorisées ou vivent dans les zones rurales, d'avoir accès à la justice (art. 14).

L'État partie devrait renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et lutter efficacement contre la corruption. Il devrait également accroître le nombre de juges et d'avocats bien formés. Le Comité l'encourage aussi à mettre en œuvre son plan destiné à augmenter le nombre de cours et tribunaux (à l'échelon municipal et provincial) afin que la justice soit accessible à tous, en particulier aux personnes défavorisées ou vivant dans les zones rurales. L'État partie devrait veiller en outre à ce qu'une aide juridique soit fournie dans tous les cas où l'intérêt de la justice l'exige.

21) Le Comité relève avec préoccupation que certaines des infractions prévues par la législation de l'État partie peuvent constituer des obstacles à l'exercice de la liberté d'expression, y compris la liberté de la presse. Il est particulièrement préoccupé par le fait qu'au cours de rassemblements politiques ou de manifestations à Luanda, des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et des manifestants sont menacés, intimidés ou harcelés par des membres des forces de sécurité ou de police (art. 19 et 21).

Conformément aux recommandations formulées dans l'Observation générale n° 34 (2011) du Comité sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression, l'État partie devrait modifier sa législation afin de protéger la liberté d'expression, notamment la liberté de la presse. Il devrait également prendre les mesures nécessaires pour que toute restriction à la liberté d'expression soit pleinement conforme aux exigences strictes de l'article 19, paragraphe 3, du Pacte, précisées dans l'Observation générale n° 34. Il devrait garantir la jouissance par tous de la liberté de réunion pacifique, protéger les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme et les manifestants contre le harcèlement, l'intimidation et la violence, et enquêter sur les cas de violation et poursuivre les responsables.

22) Le Comité est préoccupé par les restrictions légales à la liberté d'association, qui entravent l'enregistrement des organisations non gouvernementales. Il est également préoccupé par les informations faisant état d'actes d'intimidation et de harcèlement contre certaines de ces organisations, qui les empêcheraient d'exercer effectivement leurs activités (art. 22).

L'État partie devrait modifier sa législation afin de supprimer les restrictions à la création et à l'enregistrement des associations et prendre des mesures pour encourager les activités des associations et collaborer avec elles. Il devrait prendre des mesures concrètes pour protéger les organisations non gouvernementales et assurer la protection de leurs membres contre les représailles.

23) Le Comité prend note des explications fournies par l'État partie, mais s'inquiète des informations indiquant que seulement 31 % des enfants de moins de 5 ans sont enregistrés et que le nombre d'enfants de 0 à 4 ans non enregistrés est estimé à plus de deux millions.

Il est également préoccupé par les informations indiquant que moins de 1 % des parents connaissent les procédures à suivre pour faire enregistrer correctement leurs enfants. Il relève en outre avec inquiétude que selon l'État partie, un grand nombre d'adultes ne sont pas enregistrés en raison des guerres successives qu'a connues le pays (art. 24).

L'État partie devrait accélérer l'adoption du nouveau décret sur l'enregistrement gratuit de tous les enfants et adultes et améliorer son système officiel d'enregistrement des naissances. Il devrait également mener au sein des communautés, en particulier dans les zones rurales, des actions de sensibilisation concernant les procédures d'enregistrement des naissances.

24) Le Comité est préoccupé par la pratique consistant à accuser des enfants de sorcellerie et par les mauvais traitements dont ces enfants sont victimes (art. 7 et 24).

L'État partie devrait prendre des mesures efficaces pour protéger les enfants qui sont accusés de sorcellerie contre les mauvais traitements et les violences et mener, en particulier dans les zones rurales, des actions de sensibilisation aux conséquences néfastes de ces accusations.

25) L'État partie devrait diffuser largement le texte du Pacte, des deux Protocoles facultatifs, du premier rapport périodique, des réponses écrites à la liste de points à traiter établie par le Comité et des présentes observations finales, dans sa langue officielle, auprès des autorités judiciaires, législatives et administratives, de la société civile et des organisations non gouvernementales présentes dans le pays, ainsi qu'auprès du grand public. Le Comité demande également à l'État partie, lorsqu'il élaborera son deuxième rapport périodique, d'engager de larges consultations avec la société civile et les organisations non gouvernementales.

26) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait faire parvenir, dans un délai d'un an, des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant dans les paragraphes 7, 10 et 23.

27) Le Comité demande à l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique, qui devra lui parvenir d'ici au 28 mars 2017, des renseignements précis et à jour sur la suite qu'il aura donnée aux autres recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

118. Macao (Chine)

1) Le Comité a examiné le rapport initial de la Région administrative spéciale de Macao de la République populaire de Chine (Macao, Chine) (CCPR/C/CHN-MAC/1) à ses 2962^e et 2963^e séances (CCPR/C/SR.2962 et 2963), les 18 et 19 mars 2013. Il s'agit du premier rapport concernant Macao soumis par la République populaire de Chine depuis le retour de Macao sous souveraineté chinoise, le 20 décembre 1999. À sa 2975^e séance (CCPR/C/SR.2975), le 27 mars 2013, le Comité a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité prend acte avec satisfaction du rapport initial de Macao (Chine) mais regrette qu'il ait été soumis tardivement. Il se félicite de l'occasion qui lui a été offerte de nouer un dialogue constructif avec une délégation de haut niveau sur les mesures prises par Macao (Chine) pour mettre en œuvre les dispositions du Pacte depuis le transfert de souveraineté sur Macao du Portugal à la République populaire de Chine, le 20 décembre 1999. Le Comité se félicite du dialogue constructif qu'il a eu avec la délégation de Macao (Chine). Il a pris connaissance avec intérêt des réponses écrites détaillées à sa liste de points à traiter (CCPR/C/CHN-MAC/Q/1/Add.1), qui ont été complétées par les réponses apportées oralement par la délégation pendant le dialogue, ainsi que des renseignements supplémentaires fournis par écrit.

B. Aspects positifs

3) Le Comité prend acte avec satisfaction de la ratification des instruments internationaux suivants:

a) Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (3 décembre 2002);

b) Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (20 février 2008);

c) Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (8 février 2010);

d) Convention relative aux droits des personnes handicapées (1^{er} août 2008).

4) Le Comité prend note avec satisfaction des mesures législatives et autres prises par Macao (Chine) depuis l'examen du quatrième rapport périodique du Portugal concernant Macao (CCPR/C/POR/99/4), à savoir:

a) L'adoption de la loi n° 1/2004, qui fixe le cadre juridique de la reconnaissance et de la perte du statut de réfugié et prévoit la création d'une commission des réfugiés, chargée d'examiner les demandes d'asile en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR);

b) L'adoption de la loi n° 2/2007 sur le système de justice pour mineurs, qui pose des principes de justice réparatrice;

c) L'adoption de la loi n° 6/2008 sur la lutte contre la traite des personnes, qui définit et incrimine la traite conformément aux normes internationales.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

5) Le Comité note que le Pacte fait partie de l'ordre juridique interne de Macao (Chine), qu'il prime les lois nationales et que ses dispositions peuvent être directement invoquées devant les tribunaux. Cependant, il est préoccupé par ce qui semble être une méconnaissance des dispositions du Pacte de la part des membres de l'appareil judiciaire, des professionnels du droit et de la société en général, d'où le nombre restreint d'affaires dans lesquelles ces dispositions ont été invoquées ou appliquées par les tribunaux de Macao (Chine) (art. 2).

Macao (Chine) devrait poursuivre ses efforts de sensibilisation des juges, des professionnels du droit et du public aux droits énoncés dans le Pacte et à leur applicabilité en droit interne. Il devrait faire figurer dans son prochain rapport périodique des renseignements détaillés sur l'application du Pacte par ses tribunaux et sur les voies de recours ouvertes aux personnes qui estiment être victimes d'une violation des droits consacrés par le Pacte.

6) Le Comité constate avec préoccupation qu'en vertu de l'article 143 de la Loi fondamentale, le pouvoir d'interprétation de ladite Loi fondamentale est dévolu au Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, ce qui pourrait affaiblir et compromettre l'état de droit et l'indépendance de l'appareil judiciaire (art. 2 et 14).

Macao (Chine) devrait assurer le bon fonctionnement des structures judiciaires conformément au Pacte et aux principes régissant l'état de droit. Il devrait aussi veiller à ce que les interprétations de la Loi fondamentale soient pleinement conformes au Pacte.

7) Le Comité prend note des modifications apportées en 2012 par Macao (Chine) aux modalités de sélection du chef de l'exécutif (annexe I de la Loi fondamentale), qui portent à 400 le nombre de membres du Comité électoral chargé d'élire le chef de l'exécutif, contre 300 auparavant. Il rappelle que l'article 25 du Pacte reconnaît et protège le droit de tout citoyen de prendre part à la direction des affaires publiques, de voter et d'être élu, et le droit d'accéder aux fonctions publiques. En outre, l'article 25 appuie le régime démocratique fondé sur l'approbation du peuple et en conformité avec les principes du Pacte (Observation générale n° 25 du Comité, par. 1). Le Comité prend note de la réserve à l'alinéa *b* de l'article 25 du Pacte mais regrette que Macao (Chine) n'ait pas exprimé l'intention d'instituer le suffrage universel pour garantir à tous le droit de voter lors d'élections honnêtes et de se présenter à une élection sans restrictions déraisonnables, et n'ait pas donné de calendrier pour l'introduction d'un tel système électoral. Il note également avec préoccupation que Macao (Chine) entend maintenir sa réserve à l'alinéa *b* de l'article 25 du Pacte (art. 2, 25 et 26).

Macao (Chine) devrait envisager de prendre toutes les mesures préparatoires nécessaires pour, à titre prioritaire, introduire progressivement le suffrage universel et égal conformément au Pacte. Il devrait définir un plan d'action clair et détaillé ainsi qu'un calendrier pour la transition vers un système électoral fondé sur le suffrage universel et égal qui permette à tous les citoyens de jouir du droit de vote et de se porter candidat à une élection, conformément à l'article 25 du Pacte, compte dûment tenu de l'Observation générale n° 25 (1996) du Comité. Le Comité recommande à Macao (Chine) de songer à adopter des mesures en vue de retirer sa réserve à l'alinéa *b* de l'article 25 du Pacte.

8) Le Comité prend note du double mandat dont est dotée la Commission de lutte contre la corruption, à savoir combattre la corruption et exercer les fonctions de médiateur, mais regrette de ne pas avoir d'informations concrètes sur la manière dont cette institution exerce effectivement son mandat de médiateur et sur les pouvoirs dont elle est investie pour enquêter sur des plaintes émanant de particuliers et prendre des mesures pour remédier aux violations constatées. Il est également préoccupé par le fait que le Commissaire est nommé par le chef de l'exécutif, ce qui pourrait compromettre l'indépendance de cette institution vis-à-vis du pouvoir exécutif (art. 2).

Macao (Chine) devrait veiller à ce que le mandat de médiateur de la Commission de lutte contre la corruption soit exercé de façon indépendante et en pleine conformité avec les Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) (résolution 48/134 de l'Assemblée générale, annexe). Une autre possibilité serait d'instaurer une nouvelle institution des droits de l'homme indépendante, de droit public, investie d'un large mandat dans le domaine des droits de l'homme, et de la doter de ressources financières et humaines suffisantes, conformément aux Principes de Paris. Macao (Chine) devrait également sensibiliser le public au mandat du médiateur afin que quiconque puisse soumettre une plainte en vue d'obtenir réparation pour une violation d'un droit protégé par le Pacte.

9) Le Comité prend acte avec satisfaction des mesures prises pour éliminer les inégalités salariales entre les hommes et les femmes mais reste préoccupé par l'écart persistant entre les salaires des hommes et ceux des femmes à Macao (Chine), en particulier dans le secteur privé (art. 2, 3 et 26).

Eu égard aux précédentes recommandations du Comité (CCPR/C/79/Add.115, par. 10), Macao (Chine) devrait poursuivre et renforcer les mesures visant à réduire l'écart persistant entre les salaires des hommes et ceux des femmes et donner pleinement effet au principe d'un salaire égal pour un travail de valeur égale. Il devrait également s'employer à remédier à l'ensemble des facteurs qui font que cet écart se creuse.

10) Le Comité se félicite des efforts déployés par Macao (Chine) pour combattre et éliminer la violence dans la famille mais constate avec préoccupation que, bien que le nombre d'affaires ayant donné lieu à une enquête ait diminué, l'ampleur du phénomène reste mal connue. Il regrette également qu'il n'y ait pas de législation spécifique interdisant le harcèlement sexuel dans tous les contextes, y compris au travail (art. 7 et 14).

Macao (Chine) devrait poursuivre ses efforts pour éliminer la violence dans la famille, adopter la loi relative à la prévention de cette violence, renforcer les services destinés aux victimes et les voies de recours qui leur sont ouvertes et réaliser des études sur l'ampleur et les causes profondes du phénomène sur son territoire. Il devrait aussi adopter une législation spécifique qui interdise le harcèlement sexuel dans tous les contextes, y compris au travail, procéder à des enquêtes approfondies sur les cas de harcèlement sexuel, punir les auteurs de tels faits, accorder des réparations suffisantes aux victimes et prendre des mesures pour faire mieux connaître le phénomène du harcèlement sexuel.

11) Le Comité se félicite des décisions de justice qui ont empêché le transfert d'un auteur d'infraction en Chine continentale (affaire n° 12/2007, décision de la Cour d'appel en dernier ressort de Macao) mais note avec préoccupation qu'en dépit de sa précédente recommandation (CCPR/C/79/Add.115, par. 14), Macao (Chine) n'a pas adopté de réglementation spécifique régissant le transfert d'auteurs d'infraction de son territoire vers la Chine continentale en vue de les protéger contre le risque d'être condamnés à la peine de mort ou soumis à des mauvais traitements après leur retour. Le Comité note dûment que Macao (Chine) a affirmé que des négociations sont en cours avec la Chine continentale sur cette question (art. 6, 7, 9, 10 et 14).

Le Comité renouvelle sa précédente recommandation et engage Macao (Chine) à poursuivre les négociations avec la Chine continentale en vue de conclure dans les meilleurs délais un accord ferme sur le transfert des auteurs d'infraction de Macao vers le continent. Macao (Chine) devrait veiller à ce que cet accord soit conforme aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 6 et 7 du Pacte.

12) Le Comité félicite Macao (Chine) pour l'adoption de la loi sur la justice pour mineurs mais note avec préoccupation que les mineurs peuvent être placés à l'isolement de nuit pour une durée excessive. Il note également que Macao (Chine) s'est engagé à revoir cette pratique (art. 7, 10 et 24).

Macao (Chine) devrait revoir la durée globale du placement à l'isolement de nuit pour les mineurs, conformément aux articles 7 et 10 du Pacte.

13) Le Comité prend note avec satisfaction des efforts faits par Macao (Chine) pour combattre et réprimer la traite des êtres humains mais il est préoccupé par la persistance de ce phénomène sur le territoire, par le faible nombre d'affaires de traite portées à l'attention des autorités et par le nombre limité de condamnations. Il regrette également de ne pas disposer d'informations sur l'éventuelle existence de solutions juridiques autres que le renvoi des victimes vers des pays où elles risquent de se heurter à des difficultés et de subir des représailles (art. 8).

Macao (Chine) devrait redoubler d'efforts pour lutter contre la traite des personnes, diligenter systématiquement des enquêtes approfondies et poursuivre les contrevenants et veiller à ce que, lorsqu'ils sont condamnés, ils se voient infliger des peines appropriées. Il devrait aussi garantir aux victimes une protection, une réparation et une indemnisation appropriées, y compris en ce qui concerne la réadaptation. Il devrait également veiller à ce que des solutions juridiques soient proposées aux victimes qui risquent de se heurter à des difficultés et de subir des représailles si elles sont expulsées.

14) Le Comité prend note des efforts faits par Macao (Chine) pour former et recruter davantage de magistrats, mais reste préoccupé par l'insuffisance des effectifs dans le système judiciaire, l'important arriéré judiciaire, la lenteur des procédures et les difficultés que rencontreraient les non-lusophones en raison de l'insuffisance des services d'interprétation pendant les procès (art. 14).

Compte tenu de la précédente recommandation du Comité (CCPR/C/79/Add.115, par. 9), Macao (Chine) devrait renforcer de toute urgence le personnel qualifié et bénéficiant d'une formation professionnelle au sein du système judiciaire, poursuivre ses efforts pour réduire l'arriéré judiciaire et réduire les retards dans les procédures. Il devrait aussi veiller à ce que des indemnités soient accordées en cas de retard dans les procédures. Il devrait en outre veiller à ce que l'administration de la justice soit réellement bilingue.

15) Le Comité est préoccupé par les mesures prises contre des journalistes et des militants appartenant à des groupes sociaux, mesures qui créent un climat décourageant l'expression de positions critiques ou le traitement critique par la presse de questions d'intérêt public et qui portent atteinte à la liberté d'expression à Macao (Chine). En particulier, il est préoccupé par les informations indiquant que la presse s'autocensurerait, par l'utilisation qui est faite de la loi sur la sécurité intérieure pour interdire l'immigration de journalistes et de militants originaires de Hong Kong au motif qu'ils représentent «une menace pour la stabilité de la sécurité intérieure», par l'utilisation par la police des contrôles d'identité pour justifier le placement en détention de militants des droits sociaux et de journalistes pour des durées allant jusqu'à six heures, ainsi que par les informations indiquant que les journalistes sont exposés aux arrestations arbitraires et à la confiscation de leur matériel. Le Comité regrette également de ne pas avoir obtenu d'éclaircissements sur l'infraction d'abus de la liberté de la presse et sur l'incrimination de la diffamation (art. 9, 14 et 19).

Macao (Chine) devrait veiller à ce que les journalistes, les militants appartenant à des groupes sociaux et les particuliers puissent exercer librement leur droit à la liberté d'expression conformément à l'article 19 du Pacte et à l'Observation générale n° 34 (2011) du Comité sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression. Il devrait éviter de considérer les journalistes étrangers comme une menace à la sécurité intérieure et s'abstenir d'utiliser sa loi sur la sécurité intérieure pour leur interdire l'entrée sur le territoire. Il devrait aussi s'abstenir de prendre des mesures visant à dissuader ou à décourager les journalistes et les particuliers d'exprimer librement leur opinion. Toute restriction à l'exercice de la liberté d'expression devrait être strictement conforme aux prescriptions du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte. Macao (Chine) devrait songer à dépénaliser la diffamation et, en tout état de cause, devrait limiter l'application de la loi pénale aux affaires les plus graves.

16) En ce qui concerne le droit à la liberté de réunion, le Comité note avec une préoccupation particulière que l'article du Code pénal incriminant «l'incitation, lors de réunions publiques ou par tout moyen de communication, à désobéir collectivement à l'ordre public ou à la loi, avec l'intention de détruire, de modifier ou de renverser l'ordre politique, économique ou social établi» et la diffusion «d'informations fausses ou démagogiques qui risquent d'effrayer ou de troubler les résidents» est utilisé contre les personnes qui exercent leur droit à la liberté de réunion et à la liberté d'expression. Il est également préoccupé par les informations indiquant que la police filme et photographie systématiquement les manifestations et que d'autres méthodes encore sont utilisées pour dissuader les particuliers de participer à des actions publiques quelles qu'elles soient (art. 21).

Macao (Chine) devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour que les personnes jouissent pleinement de leurs droits en vertu de l'article 21 du Pacte et pour que le droit à la liberté de réunion soit protégé dans la pratique. Il devrait s'abstenir de toute ingérence injustifiée dans l'exercice de ce droit et veiller à ce que toute restriction imposée soit strictement conforme aux dispositions de l'article 21 du Pacte.

17) Le Comité prend acte avec satisfaction du cadre juridique qui a été mis en place pour protéger les droits des travailleurs migrants mais note avec préoccupation que certains travailleurs migrants n'ont pas de contrats officiels, que les agences de recrutement leur demandent parfois des frais excessifs et qu'ils perçoivent des salaires inférieurs à ceux des travailleurs locaux, autant de facteurs qui les rendent vulnérables et les exposent aux abus et à l'exploitation. Le Comité note également avec préoccupation qu'il n'existe pas de recours effectif contre les licenciements abusifs et le non-paiement des salaires (art. 2, 8 et 26).

Macao (Chine) devrait renforcer la protection des droits des travailleurs migrants contre les abus et l'exploitation et mettre en place des mécanismes efficaces et d'un coût abordable, permettant de demander des comptes aux employeurs ou aux agences de recrutement qui commettent des abus.

18) Macao (Chine) devrait diffuser largement le Pacte, le texte du rapport initial et de ses réponses écrites à la liste de points établie par le Comité ainsi que les présentes observations finales afin de sensibiliser les autorités judiciaires, législatives et administratives, la société civile et les organisations non gouvernementales actives dans la région, ainsi que le grand public. Le Comité prie également Macao (Chine) d'engager, au moment de l'élaboration de son deuxième rapport périodique, de larges consultations avec la société civile et les organisations non gouvernementales.

19) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait faire parvenir, dans un délai d'un an, des informations pertinentes sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant dans les paragraphes 7, 11 et 17.

20) Le Comité prie l'État partie de faire figurer dans son deuxième rapport périodique, attendu d'ici au 30 mars 2018, des renseignements précis et à jour sur la suite qu'il aura donnée aux autres recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

119. Hong Kong (Chine)

1) Le Comité des droits de l'homme a examiné le troisième rapport périodique de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine (Hong Kong (Chine)) (CCPR/C/CHN-HKG/3) à ses 2954^e et 2955^e séances (CCPR/C/SR.2954 et 2955), les 12 et 13 mars 2013. Il s'agit du troisième rapport soumis par la République populaire de Chine depuis le retour de Hong Kong sous souveraineté chinoise, le 1^{er} juillet 1997. À sa 2974^e séance (CCPR/C/SR.2974), le 26 mars 2013, le Comité a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité accueille avec satisfaction le troisième rapport périodique de Hong Kong (Chine) et se félicite du dialogue constructif qu'il a eu avec la délégation du Gouvernement de Hong Kong (Chine). Il prend note avec intérêt des réponses écrites (CCPR/C/CHN-HKG/Q/3/Add.1) à sa liste de points à traiter mais regrette qu'elles n'aient été fournies que quelques jours avant la 107^e session. Le Comité remercie la délégation des renseignements complémentaires détaillés qu'elle a apportés oralement pendant l'examen du rapport.

B. Aspects positifs

3) Le Comité accueille avec satisfaction la ratification des instruments internationaux suivants:

a) Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, le 20 février 2008;

b) La Convention relative aux droits des personnes handicapées, le 1^{er} août 2008.

4) Le Comité prend note avec satisfaction de l'adoption des mesures législatives et des autres mesures ci-après, prises depuis l'examen du deuxième rapport périodique de Hong Kong (Chine):

a) L'adoption de l'ordonnance portant modification de l'ordonnance relative à l'immigration (2012);

b) Les modifications apportées à l'ordonnance relative à la protection des données personnelles (2012);

c) Les modifications apportées à l'ordonnance relative à la violence dans la famille (cap. 189) (2009).

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

5) Le Comité prend note du point de vue de Hong Kong (Chine) selon lequel le pouvoir d'interprétation de la Loi fondamentale dont est investi le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire est «général et sans restriction» et que ce principe est pleinement reconnu et respecté par les tribunaux de Hong Kong (Chine) (CCPR/C/CHN-HKG/3, par. 322). Cependant, il craint qu'un mécanisme permettant à un organe non judiciaire de donner une interprétation contraignante de la Constitution n'affaiblisse et ne compromette l'état de droit et l'indépendance de l'appareil judiciaire (art. 2 et 14).

Hong Kong (Chine) devrait assurer le bon fonctionnement des structures judiciaires conformément au Pacte et aux principes régissant l'état de droit. Comme le Comité l'a déjà recommandé (CCPR/C/HKG/CO/2, par. 18), elle devrait également garantir que toutes les interprétations de la Loi fondamentale, y compris en ce qui concerne les questions touchant aux élections et aux affaires publiques, soient pleinement conformes au Pacte.

6) Le Comité prend note de l'information fournie par Hong Kong (Chine) selon laquelle les élections du chef de l'exécutif de 2017 et les élections au Conseil législatif de 2020 pourraient avoir lieu au suffrage universel et égal. Il note avec préoccupation qu'il n'existe pas de plan précis pour l'instauration du suffrage universel et pour garantir le droit de chacun de voter et de se présenter aux élections sans restriction excessive, et que Hong Kong (Chine) maintient sa réserve à l'article 25 b) du Pacte (art. 2, 25 et 26).

Hong Kong (Chine) devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour instaurer dans les meilleurs délais le suffrage universel et égal pour toutes les élections à venir, conformément au Pacte. Elle devrait concevoir des plans précis et détaillés indiquant les modalités selon lesquelles le suffrage universel et égal pourrait être instauré et garantir à tous ses citoyens, dans le cadre du nouveau système électoral, le droit de voter et de se présenter aux élections conformément à l'article 25 du Pacte, en tenant dûment compte de l'Observation générale n° 25 du Comité (1996) sur le droit de prendre part à la direction des affaires publiques, de voter et d'être élu et d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques. Le Comité recommande à Hong Kong (Chine) d'envisager de prendre des mesures en vue de retirer sa réserve à l'article 25 b) du Pacte.

7) Le Comité regrette qu'il n'y ait aucun organe indépendant de droit public chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme garantis par le Pacte et d'en assurer la surveillance de manière globale. En outre, il craint que la multiplication des organes s'occupant de droits catégoriels ne fasse obstacle à une mise en œuvre plus efficace par Hong Kong (Chine) des obligations qui lui incombent en vertu du Pacte et à une meilleure lisibilité de sa politique générale en matière de droits de l'homme (art. 2).

Le Comité recommande à Hong Kong (Chine) de renforcer le mandat et l'indépendance des institutions existantes, notamment le Médiateur et la Commission de l'égalité des chances. Il lui recommande également de remédier à la multiplicité des organes existants, dont le mandat ne leur permet pas d'assurer une protection efficace de tous les droits visés par le Pacte. Le Comité renouvelle en outre sa recommandation précédente (CCPR/C/HKG/CO/2, par. 8) tendant à ce que Hong Kong (Chine) envisage de créer une institution des droits de l'homme, conforme aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris), qui soit dotée de ressources financières et humaines suffisantes et investie d'un large mandat couvrant toutes les normes internationales relatives aux droits de l'homme acceptées par Hong Kong (Chine), et qui ait compétence pour examiner les plaintes de particuliers relatives aux violations des droits de l'homme commises par les autorités publiques, pour prendre des mesures à cet égard et pour faire respecter l'ordonnance relative à la Charte des droits.

8) Le Comité note que Hong Kong (Chine) estime que la définition de l'infraction de torture énoncée dans l'ordonnance relative aux infractions (torture) est conforme aux normes internationales mais partage les préoccupations exprimées en 2008 par le Comité contre la torture, qui a jugé que les termes utilisés au paragraphe 1 de l'article 2 et au paragraphe 4 de l'article 3 de cette ordonnance pouvaient créer dans la pratique des lacunes susceptibles d'empêcher la poursuite effective des actes de torture et permettre d'invoquer un moyen de défense pour les actes de torture (art. 7).

Hong Kong (Chine) devrait mettre sa législation en conformité avec les normes internationales; elle devrait, en particulier, reconnaître que l'interdiction de la torture n'est pas susceptible de dérogation et, partant, supprimer tout moyen de défense possible pour l'infraction de torture, conformément à l'article 7 du Pacte.

9) Le Comité prend note avec satisfaction de la collaboration entretenue par Hong Kong (Chine) avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en vue d'assurer la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile, mais regrette que Hong Kong (Chine) persiste à ne pas chercher à étendre à son territoire l'application de la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés et le Protocole de 1967 y relatif, et que les personnes qui font l'objet d'une procédure d'expulsion ne bénéficient pas toujours des garanties prévues par le Pacte. Le Comité note avec préoccupation que, selon certaines allégations, les opérations d'expulsion ne feraient pas l'objet d'un contrôle suffisant de la part des organes de surveillance compétents (art. 2, 6, 7 et 13).

Eu égard aux précédentes recommandations du Comité (CCPR/C/HKG/CO/2, par. 10), Hong Kong (Chine) devrait faire en sorte que toutes les personnes qui ont besoin d'une protection internationale fassent l'objet d'un traitement approprié et équitable à tous les stades, conformément au Pacte. Les autorités de Hong Kong (Chine) devraient reconnaître le caractère absolu de l'interdiction de renvoyer une personne vers un lieu où elle court un risque réel d'être soumise à la torture ou à un traitement cruel, inhumain ou dégradant, comme cela a été souligné dans la décision rendue par la Cour d'appel en dernier ressort dans l'affaire *Ubamaka v. Secretary for Security and Anor* (FACV 15/2011, 21 décembre 2012). Le Comité engage instamment Hong Kong (Chine) à ne pas fixer des critères trop exigeants pour l'évaluation du risque réel d'être soumis à la torture après le retour.

10) Le Comité est préoccupé par a) l'application pratique de certaines notions contenues dans l'ordonnance relative à l'ordre public, notamment celles de «trouble de l'ordre public» ou d'«attroupement illicite», qui peuvent favoriser l'imposition de restrictions excessives aux droits visés par le Pacte, b) le nombre croissant d'arrestations de manifestants et de poursuites engagées contre eux, et c) l'utilisation par la police d'appareils photo et de caméras pendant les manifestations (art. 17 et 21).

Hong Kong (Chine) devrait veiller à ce que l'application de l'ordonnance relative à l'ordre public soit conforme au Pacte. Elle devrait également élaborer des directives claires à l'intention de la police et touchant l'utilisation d'appareils d'enregistrement vidéo et rendre ces directives accessibles au public.

11) Le Comité est préoccupé par les informations faisant état de l'utilisation par des policiers d'une force excessive, incompatible avec les Principes de base des Nations Unies relatifs au recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, en particulier de l'utilisation abusive de gaz poivré pour disperser des manifestations et rétablir l'ordre, notamment pendant les manifestations qui ont eu lieu le 1^{er} juillet 2011, à l'occasion de la marche annuelle de Hong Kong, en août 2011, lors de la visite du Vice-Premier Ministre, et en juillet 2012, lors de la visite du Président chinois, (art. 7, 19 et 21).

Hong Kong (Chine) devrait redoubler d'efforts pour dispenser aux policiers une formation sur le principe de proportionnalité dans l'usage de la force, en tenant dûment compte des Principes de base des Nations Unies relatifs au recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois.

12) Le Comité relève que le cadre législatif a renforcé le rôle du Conseil indépendant des plaintes contre la police mais demeure préoccupé par le fait que les enquêtes sur les actes répréhensibles commis par la police sont toujours menées par la police elle-même, par l'intermédiaire du Bureau des plaintes contre la police, que le Conseil indépendant des plaintes contre la police n'a qu'un rôle de conseil et de supervision consistant à suivre et examiner les activités du Bureau des plaintes contre la police et que ses membres sont nommés par le chef de l'exécutif (art. 2 et 7).

Hong Kong (Chine) devrait prendre les mesures nécessaires pour instaurer un mécanisme pleinement indépendant qui aurait pour mandat de mener des enquêtes indépendantes, adéquates et efficaces sur les plaintes déposées contre la police pour usage inapproprié de la force et d'autres abus de pouvoirs, et serait habilité à rendre des décisions contraignantes concernant les enquêtes menées sur de tels faits et les conclusions auxquelles elles aboutissent.

13) Le Comité est préoccupé par les informations indiquant à Hong Kong (Chine) une détérioration de la liberté de la presse et de la liberté universitaire, qui se traduirait notamment par des arrestations, des agressions et le harcèlement de journalistes et d'universitaires (art. 19 et 25).

Hong Kong (Chine) devrait, conformément à l'Observation générale n° 34 (2011) du Comité sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression, prendre des mesures énergiques pour supprimer toute restriction déraisonnable, directe ou indirecte, à la liberté d'expression, en particulier à l'encontre des médias et des milieux universitaires, adopter des mesures concrètes, notamment la réalisation d'enquêtes sur les agressions visant des journalistes, et faire respecter le droit d'accès à des informations détenues par des organismes publics.

14) Le Comité prend note de l'intention de Hong Kong (Chine) de traiter les infractions de trahison et de sédition dans le contexte de la nouvelle législation mettant en œuvre l'article 23 de la Loi fondamentale. Il reste toutefois préoccupé par le caractère général de la définition des infractions de trahison et de sédition qui figure dans l'ordonnance relative aux infractions (art. 19, 21 et 22).

Hong Kong (Chine) devrait modifier sa législation relative aux infractions de trahison et de sédition pour la mettre en totale conformité avec le Pacte et veiller à ce que la nouvelle législation prévue en vertu de l'article 23 de la Loi fondamentale soit pleinement alignée sur les dispositions du Pacte.

15) Le Comité relève que, selon les informations données par Hong Kong (Chine), le Directeur de l'immigration peut user de son pouvoir discrétionnaire pour autoriser, au cas par cas, l'entrée sur le territoire de demandeurs originaires de Chine continentale en tant que personnes à charge, dans les cas où il existe des raisons humanitaires exceptionnelles. Cela étant, le Comité constate avec préoccupation que de nombreuses familles composées de parents et de leurs enfants, dont le nombre s'élèverait à près de 100 000, restent séparées entre la Chine continentale et Hong Kong du fait des politiques relatives au droit de séjour (art. 23 et 24).

Le Comité renouvelle sa précédente recommandation (CCPR/C/HKG/CO/2, par. 15) tendant à ce que Hong Kong (Chine) revoie ses politiques et pratiques concernant le droit de séjour eu égard à ses obligations relatives au droit des familles et des enfants à une protection, conformément aux articles 23 et 24 du Pacte.

16) Le Comité prend note des efforts faits pour éviter que les parents n'infligent des châtiments corporels à leurs enfants mais il note avec préoccupation que ces châtiments restent utilisés à la maison (art. 7).

Hong Kong (Chine) devrait prendre des mesures pratiques pour mettre un terme à l'utilisation des châtiments corporels dans tous les contextes, encourager l'adoption de formes non violentes de discipline en lieu et place des châtiments corporels et mener des campagnes d'information pour sensibiliser la population aux effets préjudiciables de cette pratique. Hong Kong (Chine) devrait adopter des mesures pour engager un grand débat public sur l'utilisation des châtiments corporels par les parents.

17) Le Comité relève que le Falun Gong est une organisation légalement enregistrée à Hong Kong mais regrette que ses adeptes fassent l'objet de restrictions, notamment en ce qui concerne la liberté de circulation (art. 12, 18 et 19).

Hong Kong (Chine) devrait veiller à ce que ses politiques et pratiques relatives aux adeptes du Falun Gong soient pleinement conformes aux dispositions du Pacte.

18) Le Comité prend note avec satisfaction de l'adoption de plusieurs mesures et programmes destinés à lutter contre la violence intrafamiliale mais reste préoccupé par l'incidence élevée de ce type de violence, notamment à l'égard des femmes et des filles handicapées (art. 3, 7 et 26).

Hong Kong (Chine) devrait redoubler d'efforts pour combattre la violence intrafamiliale, notamment en veillant à ce que l'ordonnance relative à la violence dans la famille et dans les situations de cohabitation soit effectivement appliquée. À cet égard, Hong Kong (Chine) devrait veiller à ce que les victimes reçoivent assistance et protection, à ce que les auteurs de tels faits soient pénalement poursuivis et à ce que la société dans son ensemble soit sensibilisée à la question.

19) Le Comité constate avec préoccupation que, contrairement aux autres ordonnances relatives à la discrimination, l'ordonnance relative à la discrimination raciale ne s'applique pas expressément aux autorités dans l'exercice de leurs fonctions publiques, telles que les activités des forces de police et de l'administration pénitentiaire (art. 26).

Le Comité recommande à Hong Kong (Chine) de combler une grave lacune de l'ordonnance relative à la discrimination raciale, en consultation étroite avec la Commission de l'égalité des chances, afin de mettre ce texte en totale conformité avec l'article 26 du Pacte. Hong Kong (Chine) devrait également envisager d'adopter des lois globales visant à lutter contre la discrimination, conformément au Pacte. Ces lois devraient imposer aux autorités l'obligation de promouvoir l'égalité et d'éliminer la discrimination.

20) Le Comité est préoccupé par la persistance de la traite des êtres humains à Hong Kong (Chine) et par les informations indiquant que Hong Kong (Chine) serait un lieu d'origine, de destination et de transit pour les hommes, les femmes et les adolescentes originaires de Hong Kong, de la Chine continentale et plus généralement de l'Asie du Sud-Est qui sont victimes de traite et soumis au travail forcé. Le Comité note avec préoccupation que Hong Kong (Chine) répugne à prendre des mesures qui pourraient conduire à étendre à son territoire l'application du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (Protocole de Palerme) (art. 8).

Hong Kong (Chine) devrait redoubler d'efforts pour repérer les victimes de la traite, collecter systématiquement des données sur les flux de traite pour lesquels la région est une destination ou un point de transit, revoir sa politique de fixation des peines pour les auteurs d'infractions liées à la traite, soutenir les centres d'accueil privés qui offrent une protection aux victimes, renforcer l'assistance aux victimes en leur proposant des services d'interprétation, des soins médicaux, des services de conseil, une aide juridique pour l'obtention des salaires non perçus et d'une indemnisation et un appui à long terme en vue de leur réadaptation, et en garantissant un statut juridique stable à toutes les victimes. Le Comité recommande à Hong Kong (Chine) de faire figurer certaines pratiques relatives aux employés de maison étrangers dans la définition de l'infraction de traite des êtres humains. Hong Kong (Chine) devait envisager de prendre des mesures qui pourraient conduire à étendre l'application du Protocole de Palerme à son territoire, afin de renforcer son engagement dans la lutte contre la traite des personnes dans la région.

21) Le Comité est préoccupé par la discrimination et l'exploitation dont sont victimes un grand nombre d'immigrés employés comme domestiques et par l'insuffisance de la protection qui leur est accordée et des voies de recours dont ils disposent (art. 2 et 26).

Hong Kong (Chine) devrait adopter des mesures pour permettre à tous les travailleurs de jouir de leurs droits fondamentaux, quelle que soit leur situation au regard de la législation relative à l'immigration, et mettre en place des mécanismes effectifs, d'un coût abordable, pour que les employeurs qui commettent des abus aient à répondre de leurs actes. Le Comité lui recommande également d'envisager d'abroger la règle dite des deux semaines (qui impose aux immigrés qui sont employés comme domestiques de quitter Hong Kong dans un délai de deux semaines après l'expiration de leur contrat) tout comme l'obligation de vivre chez l'employeur.

22) Le Comité relève avec préoccupation que les minorités ethniques sont sous-représentées dans l'enseignement supérieur et qu'aucune politique officielle n'a été adoptée concernant l'enseignement du chinois comme langue étrangère aux élèves non sinophones issus de familles immigrées. Il prend note également avec préoccupation du rapport de la Commission de l'égalité des chances, qui indique que les immigrés non sinophones sont victimes de préjugés et de discrimination sur le marché du travail en raison de l'obligation qui est faite aux candidats à un emploi de maîtriser la langue chinoise à l'écrit, même pour les métiers manuels (art. 26).

Compte tenu de la recommandation formulée par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD/C/CHN/CO/10-13, par. 31), Hong Kong (Chine) devrait intensifier ses efforts pour améliorer l'enseignement du chinois à l'intention des minorités ethniques et des élèves non sinophones issus de familles immigrées, en collaboration avec la Commission de l'égalité des chances et d'autres groupes concernés. Hong Kong (Chine) devrait intensifier ses efforts pour encourager l'intégration des élèves appartenant à des minorités ethniques dans l'enseignement public.

23) Le Comité relève avec préoccupation qu'aucune loi n'interdit expressément la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et que, selon les informations dont il dispose, les lesbiennes, les gays, les bisexuels et les transgenres seraient victimes de discrimination dans le secteur privé (art. 2 et 26).

Hong Kong (Chine) devrait envisager de promulguer une loi interdisant expressément la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, prendre les mesures nécessaires pour éliminer les préjugés et la stigmatisation sociale de l'homosexualité et faire clairement savoir qu'elle ne tolérera aucune forme de harcèlement, de discrimination ni de violence motivée par l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. En outre, Hong Kong (Chine) devrait veiller à ce que les avantages accordés aux personnes de sexe opposé qui vivent en couple sans être mariées soient également accordés aux personnes de même sexe qui se trouvent dans la même situation, conformément à l'article 26 du Pacte.

24) Le Comité constate avec préoccupation que toutes les personnes qui, en raison d'un handicap mental, intellectuel ou psychosocial, sont jugées incapables de gérer et d'administrer leurs biens et leurs affaires en vertu du paragraphe 1 de l'article 31 de l'ordonnance relative au Conseil législatif et de l'article 30 de l'ordonnance relative aux conseils de district sont privées du droit de vote (art. 2, 25 et 26).

Hong Kong (Chine) devrait revoir sa législation afin d'éviter toute discrimination à l'égard des personnes souffrant d'un handicap mental, intellectuel ou psychosocial qui les priverait du droit de vote pour des raisons disproportionnées ou n'ayant pas de rapport raisonnable et objectif avec leur aptitude à voter, compte tenu de l'article 25 du Pacte et de l'article 29 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

25) Hong Kong (Chine) devrait diffuser largement le texte du Pacte, du troisième rapport périodique, des réponses écrites à la liste des points à traiter établie par le Comité et des présentes observations finales afin de sensibiliser les autorités judiciaires, législatives et administratives, la société civile et les organisations non gouvernementales actives dans la région, ainsi que le grand public. Le Comité demande également à Hong Kong (Chine), lorsqu'elle élaborera son quatrième rapport périodique, de tenir de larges consultations avec la société civile et les organisations non gouvernementales.

26) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, Hong Kong (Chine) devrait présenter dans un délai d'un an des renseignements sur la suite qu'elle aura donnée aux recommandations du Comité figurant aux paragraphes 6, 21 et 22.

27) Le Comité demande à Hong Kong (Chine) de faire figurer dans son prochain rapport périodique, qui devra lui parvenir d'ici au 30 mars 2018, des renseignements précis et à jour sur la suite qu'elle aura donnée à toutes ses recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

120. Paraguay

1) Le Comité des droits de l'homme a examiné le troisième rapport périodique du Paraguay (CCPR/C/PRY/3) à ses 2952^e et 2953^e séances (CCPR/C/SR.2952 et 2953), les 11 et 12 mars 2013. À sa 2974^e séance (CCPR/C/SR.2974), le 26 mars 2013, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité accueille avec satisfaction le troisième rapport périodique du Paraguay et les renseignements qu'il contient. Il apprécie l'occasion qui lui a été offerte de renouer un dialogue constructif avec la délégation de l'État partie au sujet des mesures prises pendant la période considérée pour mettre en œuvre les dispositions du Pacte. Le Comité remercie l'État partie des réponses écrites (CCPR/C/PRY/Q/3/Add.1) qu'il a apportées à la liste de points à traiter (CCPR/C/PRY/Q/3).

B. Aspects positifs

3) Le Comité accueille avec satisfaction la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, en septembre 2008, et de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, en août 2010.

4) Le Comité salue également:

a) L'adoption de la loi n° 4288/2011 intitulée «Mécanisme national de prévention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants» et sa mise en œuvre;

b) La création, par la loi n° 4720/12, du Secrétariat national pour les droits de l'homme des personnes handicapées;

c) L'élaboration d'indicateurs relatifs aux droits de l'homme qui permettront de suivre l'évolution de la situation des droits, les progrès accomplis et les résultats des politiques publiques menées dans ce domaine.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

5) Le Comité se réjouit de la mise en place et du bon fonctionnement du Réseau des droits de l'homme du pouvoir exécutif, espace fondamental de coordination interinstitutionnelle pour l'élaboration de politiques publiques des droits de l'homme et le suivi des recommandations formulées à l'échelon international. Il salue également la décision de l'État partie d'étendre la compétence de la Commission exécutive interinstitutions chargée de l'application des décisions des instances internationales (CICSI) au suivi et à la mise en œuvre des recommandations formulées par les mécanismes des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies. Il espère que les deux dispositifs en question seront renforcés et attend avec intérêt la mise en œuvre effective de la décision susmentionnée. Le Comité s'inquiète par ailleurs du faible nombre de cas dans lesquels les dispositions du Pacte ont été invoquées ou appliquées par les autorités judiciaires (art. 2).

L'État partie devrait assurer le renforcement du Réseau des droits de l'homme du pouvoir exécutif pour garantir l'élaboration de politiques publiques axées sur les droits, ainsi que la mise en œuvre rapide et effective de sa décision d'étendre la compétence de la CICSI aux recommandations des organes des droits de l'homme de l'ONU. Il devrait également veiller à ce que tous les juges et autres membres de l'appareil judiciaire reçoivent une formation concernant les droits consacrés dans le Pacte et leur applicabilité en droit interne. L'État partie devrait faire figurer dans son prochain rapport périodique des renseignements détaillés sur l'application du Pacte par les juridictions nationales.

6) Le Comité prend note de l'adoption, par la voie du décret n° 10747, du Plan national des droits de l'homme (PNDH). Il regrette toutefois que le plan adopté ne reflète pas pleinement les accords et consensus issus du processus participatif d'élaboration du projet de plan auquel ont contribué les institutions de l'État et la société civile. À ce propos, il juge regrettable que le plan adopté ne tienne pas compte de toutes les préoccupations qui avaient été recensées et n'intègre pas les lignes d'action stratégiques initialement proposées aux fins de sa mise en œuvre effective.

L'État partie devrait garantir le respect des processus participatif d'élaboration du Plan national des droits de l'homme. À ce propos, il devrait revoir les modifications qui ont été apportées, sans consultation, au projet de plan et prévoir un budget suffisant pour assurer la mise en œuvre effective du Plan ainsi que des mécanismes de suivi et de reddition de comptes, en y associant la société civile et en utilisant les indicateurs relatifs aux droits de l'homme.

7) Le Comité relève avec préoccupation que les procédures en vigueur n'ont pas permis de désigner un nouveau médiateur (*defensor del pueblo*) depuis 2008, et s'inquiète de l'absence de critères clairs qui permettraient de garantir la pleine indépendance et l'efficacité de cette institution, conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) (art. 2).

L'État partie devrait veiller dans les plus brefs délais à ce qu'un médiateur à la compétence incontestable soit élu de manière transparente et participative. Il devrait également créer les conditions législatives et réglementaires et prévoir les ressources humaines et matérielles nécessaires pour que le Bureau du Médiateur puisse s'acquitter de son mandat avec efficacité et en toute indépendance, conformément aux Principes de Paris.

8) Le Comité constate avec inquiétude que les enquêtes judiciaires sur de nombreux cas de violations du droit à la vie, y compris de disparition, de torture, d'exécution extrajudiciaire ou de détention illégale survenus sous la dictature d'Alfred Stroessner (1954-1989) et au cours de la période de transition jusqu'en 2003 ne sont pas encore terminées. Il est préoccupé par les pratiques inéquitables qui ont été identifiées et signalées en ce qui concerne l'octroi d'une réparation et d'une indemnisation aux victimes de ces violations. Le Comité regrette enfin que l'État partie ne dispose pas des ressources humaines et matérielles nécessaires à l'identification des restes humains qui ont été découverts dans le cadre d'enquêtes sur des cas de disparition forcée (art. 2 et 6 du Pacte).

L'État partie devrait veiller à ce que tous les cas de violations graves des droits de l'homme rapportés par la Commission vérité et justice donnent lieu à une enquête en bonne et due forme et que les auteurs soient poursuivis et, s'il y a lieu, sanctionnés. Il devrait également garantir à toutes les victimes ou à leur famille un accès rapide et équitable à une réparation et une indemnisation, notamment dans les cas – comme ceux de torture psychologique – où il n'y a pas de séquelles physiques pouvant être constatées. L'État partie devrait enfin prévoir de toute urgence les crédits budgétaires nécessaires pour poursuivre les travaux de recherche et d'identification de restes humains dans le cadre des enquêtes sur les cas de disparition forcée.

9) Le Comité regrette que l'État partie n'ait pas encore adopté le projet de loi contre toutes les formes de discrimination, présenté au Sénat en mai 2007, alors que persistent les stéréotypes, la discrimination et la marginalisation, en particulier au détriment des femmes, des personnes handicapées, des autochtones, des personnes d'ascendance africaine ainsi que des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) (art. 2, 26 et 27).

L'État partie devrait adopter une législation exhaustive de lutte contre la discrimination, qui permette notamment d'assurer une protection contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, faire une priorité de la mise en œuvre de programmes visant à éliminer les stéréotypes et la discrimination, et veiller à la tolérance et au respect de la diversité. Il devrait également prendre des mesures pour promouvoir l'égalité des chances et l'accès à tous les services, sans entrave ni discrimination, des femmes, des personnes handicapées, des autochtones, des personnes d'ascendance africaine et des LGBT.

10) Le Comité est préoccupé par la faible représentation des femmes au Congrès et aux postes de décision dans les secteurs public et privé, et par la persistance des stéréotypes relatifs au rôle des femmes dans la famille et la société (art. 3, 25 et 26).

L'État partie devrait redoubler d'efforts pour éliminer les stéréotypes sexistes relatifs aux rôles et responsabilités des hommes et des femmes dans la famille et la société, et mener des campagnes de sensibilisation à cet effet. Il devrait aussi adopter les mesures temporaires spéciales nécessaires pour accroître la participation des femmes à la vie politique et publique et dans le secteur privé.

11) Le Comité relève avec satisfaction que la délégation a reconnu la nécessité de réformer le Code électoral dans le strict respect des principes de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, mais il est préoccupé par les restrictions disproportionnées imposées au droit de vote des personnes privées de liberté et des personnes handicapées en application des articles 91 et 149 du Code électoral. Le Comité est également préoccupé par l'absence de mesures concrètes qui amélioreraient l'accessibilité des salles de vote ou permettraient de disposer de bulletins de vote en braille (art. 2, 25 et 26).

L'État partie devrait modifier les articles 91 et 149 du Code électoral pour a) éliminer les restrictions disproportionnées imposées au droit de vote des personnes privées de liberté, et b) garantir l'élimination de la discrimination exercée à l'égard des personnes atteintes d'un handicap mental ou de troubles psychosociaux et des personnes sourdes et muettes du fait de la négation de leur droit de vote, fondée sur des motifs hors de proportion, ou sans lien raisonnable ou objectif, avec leur capacité à voter, compte tenu de l'article 25 du Pacte et de l'article 29 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. L'État partie devrait également veiller à l'application dans tout le pays de mesures pratiques qui permettent aux personnes handicapées d'avoir accès aux salles de vote et d'utiliser des bulletins de vote.

12) Le Comité prend note des mesures prises par l'État partie pour protéger les femmes contre la violence familiale. Il est toutefois préoccupé par la persistance de niveaux élevés de violence contre les femmes et par l'absence de loi efficace qui permettrait de prévenir, punir et éradiquer cette violence. Le Comité s'inquiète également du nombre limité de refuges ou centres d'accueil destinés aux femmes victimes de violence familiale, structures qui constituent l'unique soutien des victimes. Le Comité regrette enfin l'absence d'antécédents de réparation accordée aux victimes de violence familiale (art. 6, 7, 14 et 26).

L'État partie devrait poursuivre ses efforts pour prévenir, sanctionner et éradiquer la violence sexuelle et sexiste et encourager les victimes à signaler les incidents, y compris par l'adoption d'une loi spécifique sur le sujet qui assure la participation de la société civile. Il devrait veiller à ce que les plaintes pour violence sexuelle et sexiste donnent lieu à une enquête approfondie, que les auteurs soient poursuivis et dûment sanctionnés, et que les victimes reçoivent une indemnisation adéquate et puissent avoir accès à des centres d'accueil ou des refuges dans tout le pays. L'État partie devrait également inscrire dans les programmes éducatifs les questions liées à la protection des femmes contre la violence.

13) Le Comité se déclare préoccupé par le fait que l'avortement soit érigé en infraction pénale, même dans les cas où la grossesse est le résultat d'un viol ou d'un inceste, ce qui oblige les femmes enceintes à recourir à des services d'avortement clandestins qui mettent en péril leur vie et leur santé. Le Comité constate également avec inquiétude que le nombre de grossesses chez les adolescentes et le taux de mortalité maternelle demeurent élevés (art. 3 et 6).

Le Comité recommande à l'État partie de revoir sa législation relative à l'avortement en prévoyant d'autres exceptions à l'interdiction de l'avortement, notamment les cas où la grossesse est la conséquence d'un viol ou d'un inceste. L'État partie devrait garantir l'accès des femmes et des adolescentes à des services de santé génésique dans toutes les régions du pays. Il devrait également renforcer les programmes d'éducation et de sensibilisation mettant l'accent sur l'importance de la contraception et des droits à la santé sexuelle et génésique, formels (dans les écoles et collèges publics et privés) et informels (dans les médias), en veillant à la mise en œuvre effective de ces programmes.

14) Le Comité est préoccupé par les informations selon lesquelles les comités de sécurité locaux créés dans les départements de Caaguazú, Canindeyú et San Pedro seraient impliqués dans des cas de détention illégale, de menaces de mort, de raids sur des maisons, d'assassinat et de tentative d'assassinat, de torture et de mauvais traitements, ainsi que dans

des opérations visant à protéger des trafiquants de drogues et contrebandiers de tabac. Le Comité relève également avec inquiétude que l'enquête sur l'assassinat en 2006 de Luis Martínez, chef paysan de la communauté Kamba Rember qui avait critiqué les comités, n'a pas progressé (art. 6, 7, 9 et 14).

L'État partie devrait examiner et modifier le fonctionnement des comités de sécurité locaux, enquêter sur tous les actes criminels imputés à leurs membres, poursuivre et sanctionner les auteurs, et accorder aux victimes une indemnisation adéquate.

15) Le Comité est préoccupé par le nombre élevé de cas d'agression, de violence et d'homicide dont sont victimes des défenseurs des droits de l'homme, en particulier des paysans et des autochtones. À cet égard, il est particulièrement préoccupé par les récents meurtres de Vidal Vega, chef paysan et témoin dans l'affaire *Curuguaty*, et de Benjamín Lezcano, Secrétaire général de l'organisation paysanne «Dr. Gaspar Rodríguez de Francia» (art. 6, 7, 9 et 14).

L'État partie devrait prendre des mesures immédiates pour assurer une protection efficace aux défenseurs dont la sécurité est menacée en raison de leurs activités professionnelles. Il devrait également veiller à ce que les auteurs de menaces et d'agressions contre des défenseurs des droits de l'homme soient punis à l'issue d'une enquête prompte, impartiale et complète, en particulier et à titre prioritaire dans le cas des meurtres de Vidal Vega et Benjamín Lezcano.

16) Le Comité salue la création du mécanisme national pour la prévention de la torture et l'adoption de la loi n° 4614/2012, laquelle met en conformité avec les normes internationales la qualification en droit interne des faits de torture et de disparition forcée. Il regrette toutefois que seul un nombre limité d'enquêtes sur des cas de torture ouvertes par l'Unité spéciale des droits de l'homme du ministère public aient véritablement progressé et abouti, le cas échéant, à la condamnation des auteurs et l'octroi d'une réparation aux victimes. Le Comité constate avec préoccupation qu'il n'existe pas de mécanisme véritablement indépendant qui serait chargé d'examiner les cas présumés de torture ou de mauvais traitements dans les lieux de détention, et que seuls quelques-uns de ces cas ont donné lieu à des poursuites (art. 7 et 14).

L'État partie devrait veiller à ce que tous les actes de torture ou traitements cruels, inhumains ou dégradants donnent lieu à une enquête conformément au Protocole d'Istanbul, et que leurs auteurs soient traduits en justice et reçoivent des peines proportionnées à la gravité de leurs actes. À cette fin, il devrait renforcer les capacités de l'Unité spéciale des droits de l'homme du ministère public en matière d'enquête sur les cas de torture ou traitements cruels, inhumains et dégradants. L'État partie devrait également accroître les capacités des médecins légistes du ministère public et de l'appareil judiciaire en matière de détection et de diagnostic des cas de torture et de mauvais traitements et établir un mécanisme indépendant qui serait chargé de recevoir et de traiter les plaintes pour torture ou mauvais traitements dans tous les lieux de privation de liberté. Il devrait en outre prévoir les ressources nécessaires au bon fonctionnement du mécanisme national pour la prévention de la torture et veiller à ce que tout cas présumé de torture ou de traitement cruel, inhumain ou dégradant soit dûment enregistré.

17) Le Comité est conscient des efforts consentis par l'État partie pour prévenir et punir la traite des êtres humains, mais s'inquiète du nombre important d'enfants et de femmes qui continuent d'être victimes de la traite ainsi que de l'impunité qui prévaut en pareil cas (art. 7, 8 et 14).

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour mettre fin à la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, aux fins d'exploitation sexuelle et de travail des enfants. Il devrait poursuivre tous les auteurs présumés de ces faits et,

si leur responsabilité est confirmée, les punir. Il devrait continuer à former les membres des forces de l'ordre et des services de l'immigration, et assurer la protection et la réadaptation des victimes. L'État partie devrait également renforcer les mécanismes de coopération avec les pays voisins et mener des campagnes de sensibilisation du public aux incidences néfastes de la traite des êtres humains.

18) Le Comité est préoccupé par les conditions de travail des domestiques et l'absence de protection de leurs droits (art. 3, 8 et 26).

L'État partie devrait garantir aux domestiques le respect de leurs droits fondamentaux, conformément aux principes énoncés à l'article 8 du Pacte, et les protéger contre toute forme d'esclavage domestique. L'État partie devrait également établir des mécanismes de surveillance efficaces afin de garantir le respect de ces droits par les employeurs, l'accès des domestiques à la justice pour qu'ils puissent faire valoir leurs droits, ainsi que l'ouverture d'enquêtes et l'application de sanctions en cas de violation.

19) Le Comité est préoccupé par la prévalence de la pratique du «*criadazgo*», qui consiste à placer des enfants dans des familles où ils effectuent des tâches domestiques sans avoir accès, dans la plupart des cas, à l'éducation ni aux droits fondamentaux du travail (art. 8 et 24).

L'État partie devrait adopter des normes et des stratégies en vue d'éliminer la pratique du «*criadazgo*», notamment en donnant aux familles d'origine les capacités de jouer pleinement leur rôle de prise en charge des enfants et en organisant des campagnes de sensibilisation pour réduire la tolérance de l'ensemble de la société vis-à-vis du travail des enfants. L'État partie devrait s'efforcer de mettre en œuvre dans tout le pays des programmes de formation destinés aux enfants et aux jeunes issus de familles vulnérables.

20) Le Comité constate avec inquiétude qu'à l'heure actuelle, près de 70 % des détenus n'ont été ni jugés ni condamnés. Il est également inquiet des informations indiquant qu'un grand nombre de personnes placées en garde à vue n'ont pas été informées des raisons de leur arrestation. Le Comité est enfin préoccupé par la durée de la détention provisoire et par la difficulté qu'ont les détenus à consulter un avocat dès les premiers jours de leur détention (art. 9 et 14).

L'État partie devrait réduire le nombre de personnes en détention provisoire, limiter strictement la durée de celle-ci conformément au paragraphe 3 c) de l'article 14 du Pacte et veiller au plein respect des dispositions de l'article 9. Il devrait également promouvoir le recours à d'autres solutions que la détention, comme la libération sous caution ou le port du bracelet électronique. L'État partie devrait enfin garantir que toute personne arrêtée soit immédiatement informée des raisons de sa détention et de ses droits et puisse véritablement consulter un avocat et communiquer avec un membre de sa famille ou une personne de confiance dès le début de sa détention.

21) Le Comité est préoccupé par les taux très élevés de surpopulation carcérale et les mauvaises conditions de détention, y compris dans les lieux où des jeunes sont privés de liberté et qui sont qualifiés de centres éducatifs. Il est également inquiet de l'absence de règlements relatifs à l'exécution des peines qui permettraient de surveiller les conditions de l'exécution des peines d'emprisonnement et de promouvoir le recours aux peines non privatives de liberté (art. 10).

L'État partie devrait améliorer les conditions dans les prisons et autres lieux de détention, conformément aux dispositions du Pacte et de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus. En particulier, il devrait mettre les centres où des jeunes sont privés de liberté en conformité avec les normes internationales,

notamment en ce qui concerne l'éducation, les équipements sanitaires, les possibilités de loisirs ainsi que l'accès à l'eau et à des installations d'assainissement de base appropriées. L'État partie devrait également adopter des règlements relatifs à l'exécution des peines et envisager d'accroître le recours aux peines non privatives de liberté comme la surveillance électronique, la libération conditionnelle et les services d'intérêt général.

22) Le Comité constate avec préoccupation que les allégations faisant état d'un degré élevé de corruption dans le système judiciaire ne donnent pas lieu aux enquêtes et sanctions nécessaires, ce qui met directement en cause l'indépendance et la légitimité de la magistrature. Il est également préoccupé, compte tenu du taux de rotation anormalement élevé des magistrats, par les incidences des pressions supposément exercées par les pouvoirs exécutif et législatif sur les autorités judiciaires et par le fait que les juges ne bénéficient pas de l'inamovibilité (art. 2 et 14).

L'État partie devrait préserver, dans la loi et dans les faits, l'indépendance de la justice et garantir la compétence, l'indépendance et l'inamovibilité des juges. Il devrait éliminer toutes les formes d'ingérence des autres branches du pouvoir dans le système judiciaire. À cette fin, l'État partie devrait veiller à ce qu'une enquête approfondie, indépendante et impartiale soit menée sans délai sur toute allégation d'ingérence, voire de corruption, et que les responsables, y compris les juges dont la complicité serait avérée, soient jugés et condamnés.

23) Le Comité est préoccupé par les allégations faisant état de graves irrégularités dans le comportement de membres du ministère public, de la magistrature et des forces de sécurité lors de l'opération d'expulsion menée à Curuguaty en juin 2012. En particulier, le Comité est préoccupé par les informations signalant un manque d'impartialité et d'indépendance dans les procédures d'enquête mises en œuvre (art. 6, 7 et 14).

L'État partie devrait veiller à l'ouverture immédiate d'une enquête indépendante et impartiale sur l'opération d'expulsion menée à Curuguaty le 15 juin 2012, qui a fait 17 morts, et sur tous les faits pertinents qui ont été signalés par les victimes, notamment les actes de torture, les détentions arbitraires, les exécutions extrajudiciaires et de possibles atteintes aux garanties d'une procédure régulière, en particulier dans le cas de l'adolescent condamné et des deux femmes à un stade avancé de leur grossesse qui se trouvent en détention provisoire.

24) Le Comité est préoccupé par les modalités de la destitution de l'ancien Président Fernando Lugo en juin 2012, en application de l'article 225 de la Constitution, en particulier les délais dans lesquels la défense a dû être préparée et assurée. Tout cela représente une sérieuse remise en question des principes énoncés aux articles 14 et 25 du Pacte (art. 14 et 25).

L'État partie devrait, y compris au moyen d'un règlement relatif à l'article 225 de la Constitution, garantir que toute procédure de destitution se déroule dans le plein respect des principes d'une procédure régulière et des principes énoncés à l'article 25 du Pacte, lesquels garantissent le bon fonctionnement d'une société démocratique.

25) Le Comité est préoccupé par la criminalisation de la diffamation, qui dissuade les médias de publier des informations critiques sur des questions d'intérêt public et qui constitue une menace pour la liberté d'expression et l'accès à une information plurielle (art. 19).

L'État partie devrait garantir la liberté d'expression et la liberté de la presse consacrées à l'article 19 du Pacte et développées en détail dans l'Observation générale n° 34 (2011) du Comité sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression. À cet égard, il devrait protéger le pluralisme des médias. L'État partie devrait

également envisager de dépénaliser la diffamation et, en tout état de cause, limiter l'application de la loi pénale aux cas les plus graves, en tenant compte du fait que la privation de liberté n'est jamais une sanction appropriée dans de tels cas.

26) Le Comité prend note des efforts de l'État partie pour enregistrer toutes les naissances, mais regrette la persistance d'un taux élevé de non-enregistrement, en particulier dans les communautés rurales et autochtones (art. 16, 24 et 27).

L'État partie devrait poursuivre ses efforts pour faire en sorte que tous les enfants nés sur son territoire soient enregistrés et reçoivent un certificat de naissance officiel. Il devrait ainsi procéder aux modifications législatives nécessaires pour que les mères adolescentes puissent inscrire leurs enfants sans décision judiciaire. L'État partie devrait également organiser des campagnes d'inscription des adultes qui n'ont pas encore été enregistrés.

27) Le Comité regrette d'apprendre que l'Institut paraguayen des affaires autochtones (INDI) aurait facilité la vente de terres ancestrales autochtones à des entreprises privées, en violation du droit des peuples autochtones d'être consultés par l'État partie lors de l'adoption de décisions qui affectent leurs droits (art. 2, 26 et 27).

L'État partie devrait renforcer l'INDI, en veillant à ce que celui-ci garantisse la pleine protection et la promotion des droits des communautés autochtones, y compris le droit au consentement préalable et éclairé. Parallèlement, l'État partie devrait reconnaître légalement le droit au consentement préalable et éclairé, et tenir dûment compte des décisions adoptées par les autochtones lors des consultations.

28) L'État partie devrait diffuser largement le texte du Pacte, du troisième rapport périodique, des réponses écrites à la liste des points à traiter établie par le Comité et des présentes observations finales auprès des autorités judiciaires, législatives et administratives, de la société civile et des organisations non gouvernementales présentes dans le pays, ainsi qu'auprès du grand public. Le Comité suggère également que le rapport et les observations finales soient traduits dans les langues officielles de l'État partie. Il demande également à l'État partie, lorsqu'il élaborera son quatrième rapport périodique, d'engager de larges consultations avec la société civile et les organisations non gouvernementales.

29) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait faire parvenir, dans un délai d'un an, des renseignements pertinents sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant dans les paragraphes 8, 14 et 23.

30) Le Comité demande à l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique, qui devra lui parvenir d'ici au 30 mars 2017, des renseignements précis et à jour sur la suite qu'il aura donnée aux autres recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

121. Pérou

1) Le Comité des droits de l'homme a examiné le cinquième rapport périodique du Pérou (CCPR/C/PER/5) à ses 2964^e et 2965^e séances (CCPR/C/SR.2964 et 2965), les 19 et 20 mars 2013. À sa 2975^e séance (CCPR/C/SR.2975), le 27 mars 2013, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2) Le Comité accueille avec satisfaction le cinquième rapport périodique du Pérou et les renseignements qu'il contient. Il apprécie l'occasion qui lui a été offerte d'établir un dialogue constructif avec la délégation de haut niveau au sujet des mesures prises par l'État partie pendant la période considérée pour mettre en œuvre les dispositions du Pacte. Le Comité remercie l'État partie des réponses écrites (CCPR/C/PER/Q/5/Add.1) qu'il a apportées à la liste de points à traiter (CCPR/C/PER/Q/5) et qui ont été complétées oralement par la délégation, ainsi que des renseignements supplémentaires apportés par écrit.

B. Aspects positifs

3) Le Comité accueille avec satisfaction la ratification par l'État partie des instruments internationaux suivants ou son adhésion auxdits instruments:

a) La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, le 26 septembre 2012;

b) La Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Protocole facultatif s'y rapportant, le 30 janvier 2008;

c) Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le 14 septembre 2006;

d) La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le 14 septembre 2005.

4) Le Comité accueille également avec satisfaction les mesures législatives et autres prises par l'État partie et énumérées ci-après:

a) L'adoption de la loi générale n° 29973 relative aux personnes handicapées, le 13 décembre 2012;

b) L'adoption de la loi n° 28983 relative à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, le 12 mars 2007;

c) L'adoption du Plan intégral de réparation (loi n° 28592), le 20 juillet 2005;

d) La création d'un vice-ministère des droits de l'homme et de l'accès à la justice relevant du Ministère de la justice et des droits de l'homme, par la loi n° 29809 du 5 décembre 2011.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

5) Le Comité prend acte des améliorations que l'État partie a apportées au cadre prévu pour le suivi des constatations adoptées à l'issue de l'examen des communications émanant de particuliers ainsi que des mesures qu'il a prises à la suite de ces constatations, mais note avec préoccupation que lesdites constatations n'ont toujours pas été mises en œuvre de manière appropriée (art. 2).

Le Comité invite l'État partie à redoubler d'efforts pour donner pleinement effet à toutes les recommandations figurant dans les constatations adoptées au titre du Protocole facultatif dans lesquelles le Comité a conclu à des violations du Pacte par l'État partie. Il encourage également l'État partie à poursuivre sa collaboration avec le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations.

6) Le Comité prend acte des informations communiquées par la délégation de l'État partie au sujet du projet de plan national relatif aux droits de l'homme, mais regrette que ce plan soit encore à l'examen (art. 2).

L'État partie devrait accélérer l'adoption d'un plan national complet relatif aux droits de l'homme et veiller à ce que ce plan réponde de manière adéquate et efficace aux problèmes soulevés par la société civile, le Comité lui-même et d'autres mécanismes relatifs aux droits de l'homme. L'État partie devrait également veiller à ce que, une fois adopté, le plan soit mis en œuvre efficacement, notamment en allouant des ressources humaines et matérielles suffisantes à cette fin et en mettant en place des mécanismes de suivi et de reddition de comptes, avec la participation des représentants de tous les secteurs de la société civile.

7) Le Comité prend note des mesures adoptées par l'État partie pour lutter contre la discrimination raciale, mais relève avec préoccupation que les peuples autochtones et les Afro-Péruviens continuent d'être victimes de discrimination (art. 2, 26 et 27).

L'État partie devrait redoubler d'efforts pour prévenir et éliminer la discrimination à l'égard des peuples autochtones et des Afro-Péruviens, notamment au moyen de campagnes d'éducation et de sensibilisation de grande envergure visant à promouvoir la tolérance et le respect de la diversité. L'État partie devrait également veiller à la pleine application des dispositions législatives dans lesquelles sont énoncées les obligations que lui impose le Pacte au regard du principe de la non-discrimination. Il devrait en outre prendre des mesures appropriées pour faire en sorte que tout acte de discrimination donne lieu à une enquête et que les victimes reçoivent réparation.

8) Le Comité est préoccupé par les informations relatives à la discrimination et aux actes de violence dont les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres sont l'objet en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre (art. 2, 3, 6, 7 et 26).

L'État partie devrait faire savoir clairement et officiellement qu'il ne tolère aucune forme de stigmatisation sociale de l'homosexualité, de la bisexualité ou de la transsexualité, ni aucun acte de discrimination ou de violence fondé sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Il devrait également modifier sa législation de façon à interdire la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. L'État partie devrait offrir une protection efficace aux lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres et veiller à ce que tout acte de violence motivé par l'orientation sexuelle ou l'identité de genre donne lieu à une enquête et que les auteurs soient traduits en justice et condamnés.

9) Le Comité prend acte des mesures prises par l'État partie pour promouvoir l'égalité des sexes ainsi que des progrès accomplis dans ce domaine, mais il relève avec préoccupation que les femmes sont sous-représentées aux postes de décision dans le secteur public (art. 2, 3, 25 et 26).

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour garantir l'égalité effective des hommes et des femmes dans toutes les régions du pays, en adoptant au besoin des mesures temporaires spéciales. Il devrait en particulier prendre des mesures concrètes pour accroître la représentation des femmes aux postes de décision dans le secteur public. L'État partie devrait également élaborer des stratégies pour combattre les stéréotypes relatifs au rôle des femmes, notamment en sensibilisant la population à la nécessité de permettre aux femmes d'exercer pleinement leurs droits.

10) Le Comité prend note des mesures prises pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes, mais demeure préoccupé par la persistance de ce phénomène (art. 3, 6 et 7 du Pacte).

L'État partie devrait redoubler d'efforts pour prévenir et combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes, notamment en veillant à l'application effective des lois et politiques pertinentes en vigueur. Il devrait adopter une loi qui érige en infraction toutes les formes de violence dans la famille. L'État partie devrait également faciliter le dépôt de plaintes par les victimes; veiller à ce que tous les cas de violence signalés donnent lieu à une enquête et à ce que les responsables soient traduits en justice; et faire en sorte que les victimes aient accès à des moyens effectifs de protection, notamment en mettant à leur disposition un nombre suffisant de centres d'accueil à travers le pays.

11) Le Comité reconnaît les efforts que fait l'État partie pour enquêter sur les violations des droits de l'homme commises pendant le conflit armé, entre 1980 et 2000, ainsi que les obstacles qu'il rencontre dans ce domaine, mais il est préoccupé par:

- a) Le faible nombre de condamnations et le nombre élevé d'acquittements;

b) Les difficultés auxquelles se heurtent les femmes victimes de violences sexuelles pendant le conflit qui veulent porter plainte, ainsi que le faible nombre d'enquêtes ouvertes et de condamnations prononcées dans ce type d'affaires;

c) La lenteur des opérations d'exhumation, d'identification et de restitution des dépouilles aux familles des victimes;

d) L'obligation établie par la Chambre pénale nationale selon laquelle, dans les affaires de violations des droits de l'homme, les preuves doivent être directes et dûment étayées, ce qui exclut les témoignages des victimes et de leurs proches;

e) Les informations selon lesquelles le Ministère de la défense et des forces armées ne coopère pas pleinement;

f) Les informations données par la délégation selon lesquelles, pendant le conflit, les unités des forces de sécurité qui participaient à des opérations armées n'étaient pas tenues de faire rapport sur la manière dont elles avaient conduit ces opérations, mesure dont le Comité craint qu'elle n'ait été prise dans le but de garantir l'impunité pour les violations des droits de l'homme (art. 2, 6 et 7).

L'État partie devrait redoubler d'efforts pour faire en sorte que les graves violations des droits de l'homme commises pendant le conflit armé, entre 1980 et 2000, y compris les actes de violence sexuelle, ne demeurent pas impunies. L'État partie devrait prendre les mesures voulues pour accélérer les enquêtes judiciaires et les opérations d'exhumation, d'identification et de restitution des dépouilles aux proches des victimes. Le Comité invite également l'État partie à réexaminer les critères de la preuve applicables dans les affaires de violations et demande instamment à l'État partie de veiller à ce que le Ministère de la défense et des forces armées collabore pleinement aux enquêtes et communique sans délai aux autorités requérantes toutes les informations dont il dispose. L'État partie devrait également faire en sorte que les responsabilités soient établies en ce qui concerne la pratique consistant à ne pas faire rapport sur les opérations à l'époque du conflit.

12) Le Comité salue les efforts déployés par l'État partie pour accorder réparation aux victimes de violations commises pendant le conflit armé entre 1980 et 2000, en particulier le Plan intégral de réparation. Toutefois, le Comité est préoccupé par le retard pris dans la mise en œuvre du Plan et par le fait que toutes les victimes d'actes de torture ou de violences sexuelles ne sont pas admises au bénéfice du Programme de réparations financières. Le Comité constate également avec préoccupation qu'il a été mis fin au processus de recensement et d'identification des bénéficiaires du Programme de réparations financières le 31 décembre 2011, en application du décret suprême n° 051-2011-PCM (art. 2).

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour faire en sorte que toutes les victimes de violations commises pendant le conflit armé entre 1980 et 2000, y compris les victimes d'actes de torture et de violences sexuelles, obtiennent réparation. L'État partie devrait également veiller à ce que les indemnisations accordées soient adéquates et que le processus de recensement et d'identification des bénéficiaires du Programme de réparations financières soit rouvert de sorte que toutes les victimes du conflit puissent être indemnisées.

13) Le Comité accueille avec satisfaction la réouverture en 2012 des enquêtes concernant plus de 2 000 femmes stérilisées de force entre 1996 et 2000, mais il est préoccupé par le fait que, malgré les nombreuses années écoulées depuis les faits, les victimes n'ont toujours pas obtenu réparation et les responsables n'ont toujours pas été condamnés (art. 2, 3 et 7).

Le Comité demande instamment à l'État partie d'accélérer l'enquête, d'allouer des ressources financières, humaines et techniques suffisantes aux autorités qui en sont chargées; et de faire en sorte que les responsables soient traduits en justice et condamnés à des peines appropriées et que toutes les victimes obtiennent sans plus tarder une réparation adéquate.

14) Rappelant ses précédentes observations finales (CCPR/CO/70/PER, par. 20), le Comité se dit préoccupé par le taux élevé de décès maternels liés à l'avortement; par le fait que l'avortement continue d'être réprimé pénalement, même dans les cas où la grossesse résulte d'un viol ou d'un inceste; et par l'absence de protocole national régissant la pratique de l'avortement pour raison médicale. Le Comité est également préoccupé par les taux élevés de mortalité maternelle dans les zones rurales et de grossesses chez les adolescentes. En outre, le Comité regrette la décision par laquelle la Cour constitutionnelle a interdit la distribution gratuite de pilules contraceptives d'urgence (art. 2, 3, 6, 17 et 26).

Le Comité recommande à l'État partie:

a) **De réviser sa législation sur l'avortement et de prévoir d'autres exceptions à l'interdiction de l'avortement pour couvrir les cas où la grossesse résulte d'un viol ou d'un inceste;**

b) **D'adopter rapidement un protocole national régissant la pratique de l'avortement pour raison médicale;**

c) **De redoubler d'efforts pour réduire le nombre de grossesses chez les adolescentes et le taux de mortalité maternelle, en particulier dans les zones rurales, et de veiller à ce que des services de santé génésique et sexuelle, notamment la distribution de pilules contraceptives d'urgence, soient accessibles dans toutes les régions du pays;**

d) **D'étendre les programmes d'éducation et de sensibilisation aux niveaux formel (établissements d'enseignement primaire et secondaire) et informel (médias) sur l'importance de l'utilisation d'une contraception et sur les droits à la santé génésique et sexuelle, et de veiller à leur mise en œuvre effective.**

15) Le Comité relève avec préoccupation la fréquence à laquelle l'État partie a déclaré l'état d'urgence et dérogé aux droits consacrés par le Pacte, notamment en réaction à de simples manifestations, alors que ces droits ne sont susceptibles de dérogation que dans des situations véritablement exceptionnelles. Il prend note également avec inquiétude des graves violations des droits de l'homme qui auraient été commises pendant les périodes d'état d'urgence, notamment des cas de détention arbitraire, de meurtre et de torture. À ce sujet, il regrette que l'État partie n'ait pas donné d'informations concrètes concernant les mesures prises en application des dérogations susmentionnées (art. 4, 6, 7 et 9).

L'État partie devrait limiter le recours à l'état d'urgence et garantir le strict respect des droits de l'homme consacrés par le Pacte ainsi que l'application systématique de toutes les conditions définies à l'article 4 du Pacte. Il devrait également veiller à ce que les informations faisant état de violations graves des droits de l'homme commises pendant les périodes d'état d'urgence donnent lieu sans délai à une enquête approfondie, et à ce que les responsables soient traduits en justice.

16) Le Comité est préoccupé par les informations selon lesquelles des membres des forces de l'ordre et des forces de sécurité ont fait un usage excessif et disproportionné de la force, y compris d'armes meurtrières, lors de manifestations, causant dans certains cas la mort de plusieurs personnes (art. 6 et 7).

L'État partie devrait continuer à prendre des mesures pour prévenir efficacement l'usage excessif de la force par les forces de l'ordre et les forces de sécurité et le faire cesser définitivement, notamment en faisant en sorte que le personnel concerné reçoive une formation régulière et approfondie dans le domaine des droits de l'homme qui mette l'accent sur les moyens d'éviter l'usage de la force et des armes à feu. L'État partie devrait en outre faire en sorte que toutes les allégations d'usage excessif de la force donnent lieu sans délai à une enquête impartiale et approfondie, et que les responsables soient traduits en justice.

17) Le Comité note avec satisfaction que selon ce qu'a indiqué l'État partie les enquêtes sur les violations des droits de l'homme, les crimes contre l'humanité et autres crimes internationaux sont systématiquement du ressort des tribunaux civils, mais il est préoccupé par les informations selon lesquelles le décret législatif n° 1095 pourrait avoir pour effet d'étendre la compétence des tribunaux militaires qui pourraient alors connaître des affaires d'usage excessif de la force ou de violations des droits de l'homme. Il constate également avec préoccupation que la définition du terme «groupe hostile» donnée dans les décrets législatifs n°s 1094 et 1095 est si générale qu'elle pourrait être interprétée de façon à viser les personnes ayant pris part à des manifestations ou à des mouvements sociaux, ce qui pourrait porter atteinte aux droits de l'homme consacrés par les articles 19 et 21 du Pacte et dissuader les individus de les exercer (art. 2, 6, 7, 19 et 21).

Le Comité recommande à l'État partie de réexaminer ses décrets législatifs n°s 1094 et 1095 afin de les mettre en conformité avec les obligations relatives aux droits de l'homme qui lui incombent en vertu du Pacte, et de veiller à ce que, ainsi qu'il l'a lui-même expliqué, les violations des droits de l'homme demeurent hors de la compétence des tribunaux militaires.

18) Le Comité est préoccupé par le fait qu'il n'existe pas de cadre législatif pour la protection des migrants qui ne répondent pas à la définition internationale du «réfugié» mais qui courent un risque réel d'être tués ou torturés, ou encore d'être victimes de mauvais traitements s'ils sont expulsés du territoire de l'État partie (art. 6 et 7).

L'État partie devrait adopter des lois garantissant le respect du principe de non-refoulement et veiller à leur application effective dans les cas où les intéressés ne répondent pas à la définition du «réfugié» mais risquent d'être tués ou torturés ou de subir des mauvais traitements, et devrait faire en sorte que le personnel chargé de contrôler les migrations, en particulier le long de la frontière nord, reçoive une formation appropriée dans ce domaine.

19) Le Comité constate avec inquiétude que des cas de torture et de mauvais traitements imputés à des agents de l'État sont encore signalés et que les faits de torture sont parfois considérés par les enquêteurs comme des infractions du type «coups et blessures». Il prend note des projets de lois conférant au Service du Défenseur du peuple les fonctions de mécanisme national de prévention aux fins du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, mais regrette que ce mécanisme n'ait pas encore été mis en place (art. 7).

L'État partie devrait redoubler d'efforts pour prévenir et éliminer la torture et les mauvais traitements, notamment en renforçant la formation dispensée aux membres des forces de l'ordre et des forces de sécurité dans le domaine des droits de l'homme. Il devrait également faire en sorte que tous les cas présumés de torture et de mauvais traitements donnent lieu sans délai à des enquêtes approfondies et indépendantes, que les responsables soient traduits en justice et que les victimes obtiennent une réparation adéquate, comprenant des services de santé et de réadaptation. L'État partie devrait veiller en outre à ce que les juges, les procureurs et les autres professionnels, notamment du secteur de la santé, qui participent aux enquêtes sur les cas de torture et de mauvais traitements reçoivent une formation suffisante sur le Protocole

d'Istanbul et les normes internationales relatives à la torture et aux mauvais traitements, qui leur apprenne en particulier comment distinguer les cas de torture. Il devrait également prendre sans tarder les mesures législatives nécessaires à la mise en place d'un mécanisme national de prévention indépendant, comme le prévoit le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, et veiller à ce que des ressources humaines et financières suffisantes soient allouées à ce mécanisme afin qu'il puisse fonctionner efficacement.

20) Le Comité prend note des mesures que l'État partie a prises pour lutter contre la traite des êtres humains, le travail forcé et la servitude domestique ainsi que de son intention, selon ce qu'a indiqué la délégation, de donner suite aux recommandations formulées par la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences (A/HRC/18/30/Add.2), mais il est préoccupé par le fait que ces pratiques subsistent dans l'État partie (art. 8).

L'État partie devrait redoubler d'efforts pour prévenir et éliminer la traite des êtres humains, le travail forcé et la servitude domestique, notamment en assurant l'application effective des politiques et des textes de loi pertinents en vigueur. Il devrait également prendre des mesures législatives propres à interdire et réprimer le travail forcé et la servitude domestique, conformément à l'article 8 du Pacte. Le Comité recommande en outre à l'État partie de faire en sorte que les allégations relatives à ce type de pratiques donnent lieu à des enquêtes approfondies, que les responsables soient traduits en justice et que les victimes reçoivent des soins appropriés, bénéficient de l'aide juridictionnelle, et obtiennent réparation, notamment sous la forme de mesures de réadaptation.

21) Le Comité constate avec préoccupation qu'en dépit des mesures prises ou annoncées pour remédier à ce problème, le taux de surpopulation dans les lieux de détention reste très élevé et les conditions carcérales, en particulier les conditions de sécurité et l'accès aux soins médicaux, laissent encore beaucoup à désirer. Rappelant ses précédentes observations finales (CCPR/CO/70/PER, par. 14), le Comité relève que les conditions carcérales dans les prisons de Yanamayo et, plus encore, de Challapalca demeurent particulièrement préoccupantes (art. 10).

L'État partie devrait redoubler d'efforts pour réduire la surpopulation dans les lieux de détention, notamment en recourant à des mesures de substitution à l'emprisonnement, et pour améliorer les conditions de détention, en particulier les conditions de sécurité et l'accès aux soins médicaux, conformément au Pacte et à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus. Rappelant ses précédentes observations finales, le Comité recommande à l'État partie de fermer les prisons de Yanamayo et Challapalca.

22) Le Comité est préoccupé par les informations faisant état d'actes de violence contre des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes. Il est également préoccupé par le fait que la diffamation demeure une infraction au regard du droit interne, ce qui constitue une menace pour l'exercice de la liberté d'expression et l'accès à une information plurielle (art. 9, 14 et 19).

Rappelant son Observation générale n° 34 (2011) sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression, ainsi que ses précédentes observations finales (CCPR/CO/70/PER, par. 16), le Comité recommande à l'État partie de garantir pleinement le droit à la liberté d'opinion et d'expression sous toutes ses formes. Il lui recommande également de faire en sorte que des enquêtes efficaces soient menées sur les plaintes dénonçant des agressions ou d'autres actes de violence commis contre des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes et que les responsables soient traduits en justice. Il prie instamment l'État partie d'envisager d'adopter le projet de loi visant à dépénaliser la diffamation, actuellement examiné par le Parlement.

23) Le Comité est préoccupé par le fait que le pourcentage d'enfants qui travaillent demeure élevé (art. 8 et 24).

L'État partie devrait redoubler d'efforts pour assurer l'application effective, dans toutes les régions du pays, des politiques et des lois en vigueur visant à interdire le travail des enfants. Il devrait en outre faire en sorte que les violations de ces lois donnent lieu à des enquêtes efficaces et que les responsables soient poursuivis et condamnés, et tenir des statistiques fiables sur ce phénomène.

24) Le Comité accueille avec satisfaction l'adoption de la loi n° 29785 relative au droit à la consultation préalable des peuples autochtones. Il n'est toutefois pas certain de comprendre quelles sont les communautés autochtones qui pourront se prévaloir de ce droit. Il note que la loi n° 29785 exige l'obtention préalable du consentement des peuples autochtones avant qu'ils ne soient transférés hors de leurs terres sur lesquelles des opérations d'entreposage et de manutention de matières dangereuses vont être menées, mais il est préoccupé par le fait que la législation en vigueur n'oblige pas à rechercher le consentement libre et éclairé des communautés autochtones avant d'exécuter toutes mesures qui menacent ou entravent sérieusement les activités économiques importantes pour leur culture (art. 27).

L'État partie devrait veiller au respect des dispositions législatives en vigueur qui prévoient la consultation préalable des communautés autochtones en vue d'obtenir leur consentement éclairé aux décisions concernant des projets qui ont une incidence sur leurs droits, conformément à l'article 27 du Pacte, et notamment faire en sorte que toutes les communautés autochtones concernées participent au processus de consultation et que leurs opinions soient dûment prises en compte. Il devrait aussi veiller à ce que le consentement libre et éclairé des communautés autochtones soit obtenu avant l'adoption de mesures qui menacent ou entravent sérieusement les activités économiques importantes pour leur culture.

25) L'État partie devrait diffuser largement le texte du Pacte, du Protocole facultatif se rapportant au Pacte, du cinquième rapport périodique, des réponses écrites à la liste des points à traiter établie par le Comité et des présentes observations finales afin de sensibiliser davantage les autorités judiciaires, législatives et administratives, la société civile et les organisations non gouvernementales actives dans le pays, ainsi que le grand public. Le Comité suggère également que le rapport et les observations finales soient traduits dans toutes les langues officielles de l'État partie. En outre, il demande à l'État partie, lorsqu'il élaborera son sixième rapport périodique, d'engager de larges consultations avec la société civile et les organisations non gouvernementales.

26) Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait faire parvenir, dans un délai d'un an, des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant dans les paragraphes 11, 16 et 20.

27) Le Comité demande à l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique, qui devra lui parvenir d'ici au 28 mars 2018, des renseignements précis et à jour sur la suite qu'il aura donnée aux autres recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble.

122. Belize

1) En l'absence de rapport de l'État partie, le Comité des droits de l'homme a examiné la situation des droits civils et politiques au Belize au regard du Pacte international relatif aux droits civils et politiques à sa 2960^e séance (CCPR/C/SR.2960), qui était publique, le 15 mars 2013. Conformément au paragraphe 1 de l'article 70 du Règlement intérieur du Comité, si un État partie n'a pas soumis de rapport en vertu de l'article 40 du Pacte, le Comité peut examiner en séance publique les mesures prises par l'État partie pour donner effet aux droits reconnus dans le Pacte, et adopter des observations finales.

2) À sa 2974^e séance (CCPR/C/SR.2974), le 26 mars 2013, le Comité a adopté les observations finales ci-après, en attendant de recevoir le rapport initial de l'État partie et de l'examiner.

A. Introduction

3) Le Pacte est entré en vigueur pour le Belize le 9 septembre 1996. L'État partie était tenu de soumettre son rapport initial en vertu du paragraphe 1 a) de l'article 40 du Pacte au plus tard le 9 octobre 1997. Le Comité regrette que l'État partie ait manqué à ses obligations découlant de l'article 40 du Pacte et que, malgré de nombreux rappels, il n'ait pas soumis son rapport initial. Cela constitue une violation de l'obligation fondamentale qui incombe à l'État partie au titre de l'article 40 du Pacte.

4) Le Comité regrette que l'État partie n'ait pas envoyé de délégation, ce qui l'a empêché d'engager avec lui un dialogue constructif. Il lui sait gré toutefois de ses réponses à la liste des points à traiter, qui ont permis d'apporter quelques éclaircissements sur plusieurs questions, encore qu'elles ne répondent que de manière très partielle aux questions soulevées par le Comité.

B. Aspects positifs

5) Le Comité accueille avec satisfaction la ratification par l'État partie des instruments suivants:

- a) Convention relative aux droits des personnes handicapées (2 juin 2011);
- b) Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (14 novembre 2001);
- c) Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (14 novembre 2001);
- d) Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (1^{er} décembre 2003);
- e) Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (1^{er} décembre 2003); et
- f) Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (9 décembre 2002).

C. Principaux sujets de préoccupation et observations

6) Le Comité relève que l'État partie maintient sa réserve au paragraphe 2 de l'article 12 au motif que les intérêts nationaux justifient les dispositions réglementaires qui exigent des personnes souhaitant se rendre à l'étranger qu'elles fournissent des certificats d'acquittement de l'impôt (art. 2 et 12).

L'État partie devrait songer à retirer sa réserve au paragraphe 2 de l'article 12.

7) Le Comité regrette que l'État partie maintienne sa réserve à l'alinéa *d* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte car cela l'empêche de garantir pleinement la réalisation du droit de bénéficier d'une aide juridictionnelle gratuite. Il craint que l'absence d'une telle aide ne nuise à l'administration de la justice, en particulier dans le système de justice pour mineurs (art. 2, 14 et 24).

Le Comité rappelle son Observation générale n° 32 (2007) concernant le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable et réaffirme que «l'alinéa *d* du paragraphe 3 de l'article 14 garantit à l'accusé le droit d'avoir l'assistance d'un défenseur chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige».

Il souligne qu'une réserve générale à l'alinéa d du paragraphe 3 de l'article 14 a pour conséquence de priver les accusés des garanties minimales prévues par cette disposition dans les cas où l'intérêt de la justice exige qu'ils soient assistés par un défenseur. L'État partie devrait donc songer à retirer sa réserve. En attendant, il devrait prendre d'urgence des mesures pour accorder la priorité à la représentation en justice des mineurs qui risquent l'emprisonnement, conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 24 du Pacte.

8) Le Comité regrette que, bien qu'il déclare accepter le principe de l'indemnisation en cas d'emprisonnement abusif, énoncé au paragraphe 6 de l'article 14 du Pacte, l'État partie maintienne sa réserve à cet article au motif que les problèmes posés par la mise en œuvre de ce droit l'obligent à ne pas appliquer ce principe (art. 2).

Le Comité rappelle son Observation générale n° 32 (2007) et réaffirme qu'«il est nécessaire que les États parties légifèrent afin de garantir que l'indemnisation prescrite par cette disposition [par. 6 de l'article 14] puisse effectivement être payée, et ce dans un délai raisonnable». L'État partie devrait songer à retirer sa réserve au paragraphe 6 de l'article 14.

9) Tout en saluant la nomination d'un médiateur en décembre 2012, le Comité est préoccupé par les informations indiquant que le Bureau du Médiateur ne dispose pas de ressources humaines et financières suffisantes. Il est également préoccupé par le fait que l'État partie n'a pas encore créé d'institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes relatifs au statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) (art. 2).

L'État partie devrait allouer des ressources financières et humaines suffisantes au Bureau du Médiateur. Il devrait en outre rendre compte des initiatives qu'il a prises, depuis l'examen dont il a fait l'objet dans le cadre de la procédure d'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, en vue de créer une institution nationale des droits de l'homme conformément aux Principes de Paris.

10) Le Comité note que, selon les réponses de l'État partie à la liste des points à traiter, les dispositions du Pacte peuvent être invoquées devant les tribunaux; il regrette cependant que l'État partie n'ait pas donné d'exemples de cas dans lesquels ces dispositions ont effectivement été invoquées ou mentionnées. Il constate que l'État partie n'a pas encore adopté de loi pour donner effet aux dispositions du Pacte, et que les juges, les avocats et les membres des forces de l'ordre ne reçoivent pas de formation spécifique au sujet du Pacte (art. 2).

L'État partie devrait donner, dans son rapport initial, des exemples de cas dans lesquels les tribunaux se sont référés aux dispositions du Pacte, en précisant quand et de quelle manière. Il devrait également mettre en œuvre des programmes spécifiques de formation et de sensibilisation au Pacte à l'intention des juges, des avocats et des procureurs, afin que les dispositions de cet instrument soient prises en considération, selon qu'il convient, par les tribunaux nationaux.

11) Le Comité regrette qu'il ne soit pas indiqué dans quelle mesure la législation de l'État partie interdit la discrimination fondée sur la langue, la religion, l'opinion, l'origine sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation, comme le requiert l'article 2 du Pacte (art. 2 et 26).

L'État partie devrait fournir des informations à ce sujet et, le cas échéant, mettre sa législation en conformité avec les articles 2 et 26 du Pacte.

12) Le Comité constate avec regret la persistance d'écarts de salaire entre les hommes et les femmes. Il regrette également l'absence de renseignements sur la question de savoir si des mesures temporaires spéciales visant à accroître la participation des femmes à la vie politique

vont être prises en dépit de la recommandation tendant à ne pas appuyer l'adoption de mesures temporaires spéciales telles que la fixation de quotas faite par la Commission pour les réformes politiques en 2000. Le Comité constate également avec préoccupation l'absence d'informations sur les mesures visant à promouvoir la représentation de femmes aux postes de décision, dans les secteurs privé et public (art. 3 et 26).

Le Comité invite instamment l'État partie à adopter une approche globale et intégrée dans ses politiques de façon à garantir que la question du genre soit prise en considération à tous les niveaux. À ce sujet, l'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour réduire l'écart des salaires entre hommes et femmes. Il devrait améliorer encore la participation des femmes à la vie politique et à la vie publique, ainsi que leur représentation aux postes de décision dans tous les domaines, en prenant par exemple des mesures temporaires spéciales.

13) Le Comité relève que des particuliers ont intenté une action pour contester la constitutionnalité de l'article 53 du Code pénal, qui interdit les relations entre personnes de même sexe, et de l'article 5, paragraphe 1 e), de la loi sur l'immigration, qui inclut les homosexuels sur la liste des personnes interdites d'immigration. Le Comité relève aussi que la question est encore examinée par la justice. Il s'inquiète toutefois de l'absence dans la Constitution ou la législation nationale de dispositions qui interdisent expressément la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Il est également préoccupé par des informations faisant état de violences contre les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) (art. 2, 12 et 26).

L'État partie devrait revoir sa Constitution et sa législation de façon à interdire expressément la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. En outre, le Comité invite instamment l'État partie à faire figurer dans son rapport initial des renseignements sur l'issue de l'action en inconstitutionnalité concernant l'article 53 du Code pénal et l'article 5, paragraphe 1 e), de la loi sur l'immigration. L'État partie devrait également veiller à ce que les cas de violence contre les LGBT fassent l'objet d'enquêtes approfondies et que les auteurs soient poursuivis et, s'ils sont reconnus coupables, condamnés à des peines appropriées, et à ce que les victimes reçoivent une indemnisation adéquate.

14) Le Comité note que dans ses réponses écrites à la liste des points à traiter l'État partie explique que, les dispositions relatives au droit à la vie, à l'interdiction de la torture et à la liberté de pensée, de conscience et de religion n'étant pas mentionnées au paragraphe 10 de l'article 18 de la Constitution, qui énonce les droits auxquels il peut être dérogé pendant l'état d'urgence, ces droits ne sont pas susceptibles de dérogation pendant l'état d'urgence. Il est néanmoins préoccupé par l'absence de disposition claire dans la Constitution et la législation propre à dissiper tout doute concernant d'autres droits non susceptibles de dérogation en vertu du Pacte, à savoir ceux que consacrent l'article 8 (par. 1 et 2), l'article 11, l'article 15 et l'article 16 (art. 2 et 4). Le Comité, rappelant son Observation générale n° 29 (2001), note avec préoccupation que le paragraphe 10 de l'article 18 de la Constitution exige seulement qu'une dérogation soit raisonnablement justifiable dans les circonstances de l'état d'urgence.

Le Comité rappelle son Observation générale n° 29 (2001) et exhorte l'État partie à garantir que les dispositions de sa Constitution et de sa législation relatives à l'état d'urgence soient explicites de façon que tous les droits protégés par l'article 4 du Pacte ne soient pas susceptibles de dérogation pendant un état d'urgence et que les conditions nécessaires à une dérogation soient conformes au Pacte. À cet égard, l'État partie devrait veiller à ce que la législation prévoie que des dispositions dérogeant aux obligations qui lui incombent en vertu du Pacte ne puissent être prises que dans la stricte mesure où la situation l'exige, sous réserve qu'elles ne soient pas incompatibles avec les autres obligations que lui impose le droit international et qu'elles n'entraînent pas de discrimination fondée uniquement sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'origine sociale.

15) Tout en notant les efforts de l'État partie pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, y compris la violence au foyer, tels que l'adoption de la loi sur la violence au foyer entrée en vigueur en 2007 et la mise en place d'une cellule chargée de la violence dans la famille, le Comité constate avec regret que des violences à l'égard des femmes continuent d'être signalées. Il regrette également l'absence d'informations et de données statistiques sur tous les types de violence à l'égard des femmes et sur ce qui est fait pour évaluer l'efficacité des mesures prises pour lutter contre cette violence, y compris au foyer (art. 3 et 7).

L'État partie devrait adopter une approche globale pour prévenir et combattre la violence sexiste sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. À cette fin, il devrait continuer à améliorer ses méthodes et systèmes de recherche et de collecte de données, comme le système de surveillance de la violence sexiste, afin de déterminer l'ampleur du problème, ses causes et ses conséquences pour les femmes. Il devrait veiller à ce que les cas de violence au foyer et de viol conjugal fassent l'objet d'enquêtes approfondies, à ce que les auteurs soient poursuivis et, s'ils sont reconnus coupables, condamnés à des peines appropriées, et à ce que les victimes reçoivent une indemnisation adéquate.

16) Le Comité a appris avec préoccupation que la Commission de l'éligibilité, qui était chargée de déterminer le statut de réfugié, n'est pas opérationnelle et que la dernière opération de détermination de ce statut remontait à 1997. Il s'inquiète du fait qu'en l'absence d'un système d'examen des demandes d'asile et en raison de la réticence des autorités de l'État partie à examiner les demandes de protection, des personnes qui courent un danger réel de subir des traitements contraires aux articles 6 et 7 du Pacte risquent d'être renvoyées (art. 6, 7 et 13).

L'État partie devrait mettre à nouveau en place un mécanisme de détermination du statut de réfugié. Il devrait s'acquitter de son obligation de respecter le principe de non-refoulement.

17) Tout en accueillant avec satisfaction l'adoption, en 2013, de la loi sur l'interdiction de la traite des personnes, qui a abrogé la loi de 2009 sur l'interdiction de la traite des personnes et institué des peines plus sévères pour la traite des personnes et les infractions connexes, le Comité est préoccupé par le nombre de cas de traite et par le fait que l'État partie continue d'être à la fois un pays de destination et un pays de transit. Il est également préoccupé par l'absence de données ventilées concernant les progrès réalisés dans la lutte contre la traite, et de renseignements sur les programmes de formation concernant la traite des personnes destinés au personnel judiciaire et aux membres des forces de l'ordre mis en œuvre depuis l'entrée en vigueur du Pacte pour l'État partie (art. 8).

L'État partie devrait fournir des données sur l'ampleur du problème de la traite des personnes qui devraient être ventilées par âge, sexe et origine ethnique ainsi que sur les flux de traite à partir et à destination de son territoire et transitant par celui-ci. Il devrait dispenser aux fonctionnaires de police, aux gardes frontière, aux juges, aux avocats et à toutes les autres catégories de personnel concernées une formation qui les sensibilise au phénomène de la traite et aux droits des victimes. De plus, il devrait veiller à ce que tous les auteurs d'actes de traite fassent l'objet d'une enquête, soient poursuivis et, s'ils sont reconnus coupables, punis comme il convient, et garantir que les victimes bénéficient d'une protection, d'une réparation et d'une indemnisation adéquates.

18) Le Comité accueille avec satisfaction l'adoption de la loi de 2010 sur l'éducation et la formation qui interdit les châtiments corporels à l'école; il demeure cependant préoccupé par le fait que ces châtiments sont toujours licites au regard du Code pénal. Il prend note avec regret de l'information fournie dans les réponses de l'État partie à la liste des points à traiter, selon laquelle il n'y a jamais eu d'initiative pour abroger la disposition du Code pénal qui autorise les châtiments corporels (art. 7 et 24).

L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour mettre fin à la pratique des châtiments corporels dans tous les contextes. À cette fin, il devrait abroger les dispositions du Code pénal qui autorisent les châtiments corporels. L'État partie devrait prendre des mesures énergiques pour empêcher le recours, en application du Code pénal, aux châtiments corporels en guise de sanction pénale, en attendant que les dispositions du Code pénal en cause soient abrogées.

19) Le Comité est préoccupé par les informations selon lesquelles l'usage excessif de la force par la police est généralisé dans l'État partie. Il relève l'existence d'une unité des normes professionnelles chargée, en vertu de l'article 24 i) de la loi sur la police, d'enquêter sur les plaintes de citoyens contre des actes illicites et des violations présumées de la part de membres des forces de l'ordre. Il note toutefois avec préoccupation les informations selon lesquelles cette unité n'a pas de ressources suffisantes et refuse d'enquêter sur les affaires portées à son attention si la victime n'a pas officiellement déposé plainte. Le Comité est également préoccupé par les informations indiquant que la Commission indépendante des plaintes n'est pas opérationnelle. Il relève en outre avec préoccupation l'absence d'informations sur les allégations de torture ou de mauvais traitements dans les lieux de privation de liberté, en particulier dans les centres de détention pour mineurs (art. 2, 7 et 9).

L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour empêcher l'usage excessif de la force par les fonctionnaires de police, en veillant à ce que ces derniers respectent les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois (1990). Il devrait aussi prendre les mesures voulues pour que la Commission indépendante des plaintes soit opérationnelle et que l'unité des normes professionnelles dispose des ressources suffisantes pour pouvoir enquêter de manière effective sur les plaintes contre les actes illicites de fonctionnaires de police. Dans ce contexte, l'État partie devrait veiller à ce que les membres des forces de l'ordre continuent de recevoir une formation à la prévention de la torture et des mauvais traitements en intégrant le Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de 1990 (Protocole d'Istanbul) dans tous les programmes de formation à l'intention des membres des forces de l'ordre. Il devrait également veiller à ce que toute plainte pour torture et mauvais traitements fasse l'objet d'une enquête effective et à ce que les auteurs présumés soient poursuivis et, s'ils sont reconnus coupables, condamnés à des peines appropriées, et à ce que les victimes reçoivent une indemnisation adéquate. L'État partie devrait également donner des renseignements sur les allégations de torture ou de mauvais traitements commis dans les lieux de privation de liberté, notamment dans les centres de détention pour mineurs.

20) Le Comité est préoccupé par des informations faisant état de retards excessifs dans l'administration de la justice et par le fait que, comme l'administration judiciaire de l'État partie le reconnaît elle-même, ces retards sont imputables à un manque de ressources (art. 14).

L'État partie devrait doter l'appareil judiciaire des ressources suffisantes pour assurer une administration diligente de la justice. En outre, il devrait faire figurer dans son rapport initial des renseignements sur l'efficacité des mesures qu'il prend pour remédier aux retards dans l'administration de la justice, en particulier en ce qui concerne le traitement des affaires, et assurer l'efficacité du travail des greffes des tribunaux.

21) Tout en notant que le paragraphe 1 de l'article 12 de la Constitution de l'État partie protège la liberté d'expression, le Comité regrette l'absence de renseignements au sujet de l'incidence de la législation relative à la diffamation sur la liberté d'expression (art. 19).

L'État partie devrait donner, dans son rapport initial, des renseignements concernant l'incidence de sa législation relative à la diffamation sur la liberté d'expression.

22) Le Comité note les efforts consentis par l'État partie pour améliorer l'enregistrement des naissances, par exemple la mise en place de bureaux d'enregistrement dans les principaux hôpitaux; il demeure toutefois préoccupé par les informations indiquant que le système d'enregistrement est tellement défaillant et les démarches à effectuer tellement lourdes que la plupart des enfants n'ont pas d'acte de naissance. Le Comité est préoccupé par le manque de renseignements sur les conséquences que le non-enregistrement et la non-possession d'un certificat de naissance ont pour toute personne qui demande la nationalité ou des prestations sociales (art. 24).

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour faire en sorte que toutes les naissances soient enregistrées et qu'un acte de naissance soit délivré à tous les enfants, en particulier dans les zones rurales, au moyen d'initiatives appropriées, telles que des programmes de sensibilisation à la nécessité de faire enregistrer les naissances et la simplification des procédures d'enregistrement à l'état civil. L'État partie devrait donner dans son rapport initial des informations au sujet de l'incidence de la non-possession d'un acte de naissance sur les personnes qui demandent la nationalité ou des prestations sociales.

23) Le Comité est préoccupé par le taux élevé d'abandon scolaire chez les adolescentes enceintes et par le faible taux de retour à l'école après l'accouchement. Il note aussi avec préoccupation l'absence de données sur les actions menées par l'État partie pour améliorer la situation (art. 24).

L'État partie devrait redoubler d'efforts pour sensibiliser la population à l'importance de l'éducation des femmes et des filles. À cette fin, il devrait prendre des mesures spécifiques pour réduire le taux d'abandon scolaire des adolescentes enceintes et encourager les jeunes filles à reprendre leur scolarité après l'accouchement. L'État partie devrait également faire figurer dans son rapport initial des statistiques sur ce sujet, en mettant l'accent sur les actions menées pour améliorer la situation dans l'enseignement primaire et secondaire.

24) Le Comité relève avec préoccupation que les personnes dont il est établi qu'elles souffrent d'un handicap mental, en vertu d'une loi en vigueur quelle qu'elle soit, ne sont pas habilitées à voter ni à s'inscrire sur les listes électorales (art. 25 et 26).

L'État partie devrait revoir sa législation de façon à garantir qu'elle n'entraîne pas une discrimination à l'égard des personnes présentant un handicap mental, intellectuel ou psychosocial en leur refusant le droit de voter ou de s'inscrire sur les listes électorales, pour des motifs disproportionnés ou sans lien raisonnable et objectif avec leur capacité de voter, compte tenu de l'article 25 du Pacte et de l'article 29 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

25) Le Comité est préoccupé par des informations indiquant que l'État partie refuse de se conformer aux décisions des tribunaux, depuis la décision de la Commission interaméricaine des droits de l'homme en date du 12 octobre 2004 et les arrêts de la Cour suprême du Belize en date du 18 octobre 2007 et du 28 juin 2010 lui enjoignant de ne pas délivrer de licences d'exploitation de ressources ou céder à bail à des sociétés privées des parcelles situées sur des terres mayas. Le Comité regrette les informations selon lesquelles l'État partie continue d'accorder des licences à des sociétés pour des projets d'exploitation forestière, de prospection pétrolière, d'études sismiques et d'infrastructures routières sur des terres mayas, ce qui porte atteinte au droit des Mayas de pratiquer leur culture sur leurs terres ancestrales (art. 14 et 27).

L'État partie devrait fournir des informations au sujet des allégations de non-respect des décisions de la Cour suprême concernant les terres mayas. Il devrait s'abstenir de délivrer de nouvelles concessions pour des projets d'exploitation forestière, de cession à bail de parcelles à des sociétés privées, de prospection pétrolière, d'études sismiques et d'infrastructures routières sur des terres mayas sans le consentement préalable libre et éclairé de la communauté maya.

26) Le Comité rappelle à l'État partie qu'il peut demander aux organes et institutions compétents des Nations Unies une assistance technique pour pouvoir s'acquitter de son obligation de faire rapport en vertu du Pacte.

27) L'État partie devrait diffuser largement le texte du Pacte et des présentes observations finales afin de sensibiliser davantage les autorités judiciaires, législatives et administratives, la société civile et les organisations non gouvernementales actives dans le pays ainsi que le grand public. Il demande en outre à l'État partie d'engager, lors de l'élaboration de son rapport initial, de vastes consultations avec la société civile et les organisations non gouvernementales.

28) Le Comité demande à l'État partie de soumettre son rapport initial au plus tard le 28 mars 2015.

V. Examen des communications présentées en vertu du Protocole facultatif

123. Les particuliers qui estiment être victimes d'une violation par un État partie de l'un quelconque des droits qui leur sont reconnus par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et qui ont épuisé tous les recours internes disponibles peuvent adresser des communications écrites au Comité des droits de l'homme pour qu'il les examine, conformément au Protocole facultatif. Les communications ne peuvent être examinées que si elles concernent un État partie au Pacte qui a accepté la compétence du Comité en devenant partie au Protocole facultatif. Sur les 167 États qui ont ratifié le Pacte, qui y ont adhéré ou qui y sont devenus parties par voie de succession, 114 ont accepté la compétence du Comité pour examiner des plaintes émanant de particuliers, en adhérant au Protocole facultatif (voir annexe I, sect. B).

124. L'examen des communications prévu dans le Protocole facultatif revêt un caractère confidentiel et s'effectue à huis clos (par. 3 de l'article 5 du Protocole facultatif). Conformément à l'article 102 du Règlement intérieur du Comité, tous les documents de travail destinés au Comité sont confidentiels, sauf si le Comité en décide autrement. Toutefois, l'auteur d'une communication et l'État partie intéressé ont le droit de rendre publiques toutes déclarations, observations ou informations ayant trait à la procédure, à moins que le Comité n'ait prié les parties d'en respecter le caractère confidentiel. Les décisions finales du Comité (constatations, décisions d'irrecevabilité et décisions de cesser l'examen d'une communication) sont rendues publiques; les noms des auteurs sont divulgués, à moins que le Comité n'en décide autrement à la demande des auteurs.

125. Les obligations des États parties en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques sont analysées dans l'Observation générale n° 33 du Comité (2008)²⁰.

A. État des travaux

126. Le Comité exerce les compétences que lui attribue le Protocole facultatif depuis sa deuxième session, en 1977. Depuis lors, 2 239 communications concernant 88 États parties ont été enregistrées aux fins d'examen, dont 95 pendant la période visée par le présent rapport. L'état des 2 239 communications enregistrées aux fins d'examen par le Comité est à ce jour le suivant:

- a) Examen terminé par l'adoption de constatations conformément au paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif: 964, dont 809 pour lesquelles il a été conclu à des violations du Pacte;
- b) Communications déclarées irrecevables: 608;
- c) Communications classées ou retirées: 317;
- d) Communications dont l'examen n'est pas terminé: 329.

127. Chaque année un grand nombre de communications sont reçues, dont les auteurs sont avertis qu'elles ne pourront être enregistrées aux fins d'examen que s'ils apportent des renseignements complémentaires ou que leur cas ne sera pas soumis au Comité, par exemple parce que manifestement leur communication n'entre pas dans le champ d'application du Pacte ou du Protocole facultatif. Le secrétariat du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme garde trace de cette correspondance.

²⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatrième session, Supplément n° 40, vol. I (A/64/40 (Vol. I)), annexe V.

128. À ses 105^e, 106^e et 107^e sessions, le Comité a adopté des constatations concernant 48 communications. Le texte de ces constatations est reproduit à l'annexe IX (vol. II).

129. Le Comité a également achevé l'examen de 26 communications qu'il a déclarées irrecevables. Le texte de ces décisions est reproduit à l'annexe X (vol. II).

130. En vertu de son règlement intérieur, le Comité se prononce en principe en même temps sur la recevabilité et sur le fond d'une communication. Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles que le Comité statue séparément sur la recevabilité. Un État partie auquel a été adressée une demande d'informations sur la recevabilité et le fond d'une communication peut, dans les deux mois qui suivent, contester la recevabilité et demander que la communication fasse l'objet d'un examen concernant la seule question de la recevabilité. Une telle requête ne dispense cependant pas l'État partie de l'obligation de soumettre des renseignements sur le fond dans les six mois de la demande, à moins que le Comité, son groupe de travail des communications ou le rapporteur spécial qui aura été désigné ne décide de reporter la date limite pour la présentation des renseignements sur le fond jusqu'à ce que le Comité se soit prononcé sur la question de la recevabilité.

131. Le Comité a décidé de cesser l'examen de 18 affaires, soit parce que l'auteur avait retiré sa communication, soit parce que l'auteur ou son conseil n'avait pas répondu malgré plusieurs rappels, soit parce que les auteurs, qui étaient sous le coup d'un arrêté d'expulsion, avaient reçu l'autorisation de rester dans le pays.

B. Nombre d'affaires soumises au Comité en vertu du Protocole facultatif

132. Le tableau ci-après rend compte du travail accompli par le Comité en ce qui concerne les communications au cours des cinq dernières années, jusqu'au 31 décembre 2012.

Communications traitées de 2008 à 2012

<i>Année</i>	<i>Nouvelles affaires enregistrées</i>	<i>Affaires terminées^a</i>	<i>Affaires en cours au 31 décembre</i>
2012	102	99	355
2011	106	188	352
2010	96	94	434
2009	68	84	432
2008	112	87	448

^a Nombre total des affaires qui ont fait l'objet d'une décision (constatations, décisions d'irrecevabilité et décisions de classement).

133. À la date de l'adoption du présent rapport, 174 communications étaient en attente d'une décision du Comité sur la recevabilité et/ou sur le fond. Le Comité craint de ne pas être en mesure d'examiner ces communications rapidement en raison des ressources limitées dont dispose le secrétariat.

C. Méthodes d'examen des communications présentées en vertu du Protocole facultatif

1. Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications

134. À sa trente-cinquième session, en mars 1989, le Comité a décidé de désigner un rapporteur spécial autorisé à traiter les nouvelles communications et les demandes de mesures provisoires au fur et à mesure de leur réception, c'est-à-dire entre les sessions du

Comité. À la 107^e session, en mars 2013, le Comité a désigné M. Walter Kälin comme Rapporteur spécial. Pendant la période couverte par le présent rapport, le Rapporteur spécial a transmis, conformément à l'article 97 du Règlement intérieur du Comité, 93 nouvelles communications aux États parties intéressés en leur demandant de soumettre des renseignements ou des observations sur la question de la recevabilité et sur le fond. Dans 11 affaires, le Rapporteur spécial a demandé des mesures provisoires de protection en application de l'article 92 du Règlement intérieur du Comité.

2. Compétence du Groupe de travail des communications

135. À sa trente-sixième session, en juillet 1989, le Comité a décidé d'autoriser le Groupe de travail des communications à adopter des décisions visant à déclarer des communications recevables lorsque tous ses membres y étaient favorables. En l'absence d'accord, le Groupe de travail renvoie la question au Comité. Il en réfère également au Comité s'il estime préférable que ce dernier prenne lui-même la décision concernant la recevabilité. Pendant la période considérée, deux communications ont été déclarées recevables par le Groupe de travail. Le Groupe de travail peut également adopter des décisions visant à déclarer des communications irrecevables lorsque tous ses membres y sont favorables. La décision sera toutefois transmise au Comité en plénière, qui pourra la confirmer sans autre discussion ou l'examiner à la demande de l'un quelconque des membres.

3. Moyens d'accélérer l'examen des communications

136. À sa 104^e session, le Comité a examiné des moyens de résorber l'arriéré de communications en attente d'une décision sur la recevabilité et/ou sur le fond. Il a exprimé sa volonté d'établir deux groupes de travail afin de pouvoir examiner un plus grand nombre de communications par session. Cependant, cela ne serait possible que si les ressources du secrétariat étaient accrues. Il est fait référence, à cet égard, à la demande faite à l'Assemblée générale, reproduite à l'annexe VI du présent rapport.

D. Opinions individuelles

137. Dans ses travaux au titre du Protocole facultatif, le Comité s'efforce d'adopter ses décisions par consensus. Toutefois, conformément à l'article 104 du Règlement intérieur, les membres peuvent joindre aux constatations du Comité une opinion individuelle (concordante ou dissidente). Conformément à cet article, les membres peuvent aussi joindre leur opinion individuelle à la décision du Comité déclarant une communication recevable ou irrecevable.

138. Pendant la période considérée, des opinions individuelles ont été jointes aux constatations du Comité concernant les communications n° 1226/2003 (*Korneenko c. Bélarus*), n° 1753/2008 (*Guezout et consorts c. Algérie*), n° 1779/2008 (*Mezine c. Algérie*), n° 1785/2008 (*Olechkevitch c. Bélarus*), n° 1786/2008 (*Kim et consorts c. République de Corée*), n° 1787/2008 (*Kovsh c. Bélarus*), n° 1791/2008 (*Boudjemai c. Algérie*), n° 1804/2008 (*Il Khwildy c. Libye*), n° 1805/2008 (*Benali c. Libye*), n° 1806/2008 (*Saadoun c. Algérie*), n° 1807/2008 (*Mechani c. Algérie*), n° 1857/2008 (*A. P. c. Fédération de Russie*), n° 1912/2009 (*Thuraisamy c. Canada*), n° 1945/2010 (*Achabal c. Espagne*) et n° 1917/2009, 1918/2009, 1925/2009 et 1953/2010 (*Prutina et consorts c. Bosnie-Herzégovine*).

E. Coopération des États parties dans le cadre de l'examen des communications

139. Dans plusieurs affaires sur lesquelles il a statué pendant la période considérée, le Comité a relevé que l'État partie n'avait pas apporté son concours à la procédure car il n'avait soumis d'observations ni sur l'admissibilité ni sur le fond des allégations des

auteurs. Les États parties concernés sont la Libye (pour trois communications) et le Bélarus (pour sept des communications examinées concernant ce pays). Le Comité a déploré cette situation et rappelé qu'il découlait implicitement du Protocole facultatif que les États parties devaient communiquer au Comité toute information en leur possession. En l'absence de réponse, il fallait accorder le crédit voulu aux allégations de l'auteur, dès lors qu'elles étaient convenablement étayées.

140. Dans l'affaire n° 1753/2008 (*Guezout c. Algérie*), le Comité a relevé que l'État partie n'avait pas répondu aux allégations des auteurs sur le fond. Il a insisté sur le fait que la charge de la preuve ne devait pas incomber uniquement à l'auteur d'une communication, d'autant plus que l'auteur et l'État partie n'avaient pas toujours un accès égal aux éléments de preuve et que souvent seul l'État partie disposait des renseignements nécessaires. Il ressort implicitement du paragraphe 2 de l'article 4 du Protocole facultatif que l'État partie est tenu d'enquêter de bonne foi sur toutes les allégations de violations du Pacte portées contre lui et ses représentants et de transmettre au Comité les renseignements qu'il détient. Le Comité a fait une déclaration similaire dans l'affaire n° 1779/2008 (*Mezine c. Algérie*).

141. Dans l'affaire n° 1226/2003 (*Korneenko c. Bélarus*), le Comité a pris note des observations de l'État partie indiquant qu'il n'existait pas de motif juridique d'examiner la communication présentée par l'auteur, étant donné qu'elle avait été enregistrée en violation des dispositions du Protocole facultatif; que l'État partie n'était pas tenu de reconnaître le Règlement intérieur du Comité et l'interprétation faite par le Comité des dispositions du Protocole facultatif, qui ne pouvait être efficace que lorsqu'elle était faite conformément à la Convention de Vienne sur le droit des traités; que les références à la pratique traditionnelle du Comité, à ses méthodes de travail et à sa jurisprudence ne relevaient pas du Protocole facultatif; et que toute communication enregistrée en violation des dispositions du Protocole facultatif serait considérée par l'État partie comme incompatible avec le Protocole et serait rejetée sans commentaire sur la recevabilité ou sur le fond. En conséquence, les décisions prises par le Comité concernant de telles communications seraient considérées par les autorités de l'État partie comme «non valides».

142. Le Comité a répondu à ces observations en rappelant que l'article 39 (par. 2) du Pacte l'autorisait à établir son propre règlement intérieur, que les États parties avaient accepté de reconnaître. Le Comité a en outre relevé que tout État partie au Pacte qui adhère au Protocole facultatif reconnaît que le Comité avait compétence pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers qui se déclaraient victimes de violation de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte (préambule et art. 1^{er}). En adhérant au Protocole facultatif, les États parties s'engagent implicitement à coopérer de bonne foi avec le Comité pour lui permettre et lui donner les moyens d'examiner les communications qui lui sont soumises et, après l'examen, de faire part de ses constatations à l'État partie et aux particuliers (art. 5 (par. 1 et 4)). Pour un État partie, l'adoption d'une mesure, quelle qu'elle soit, qui empêche le Comité de prendre connaissance d'une communication, d'en mener l'examen à bonne fin et de faire part de ses constatations, est incompatible avec ses obligations. C'est au Comité qu'il appartient de déterminer si une communication doit être enregistrée. En n'acceptant pas la décision du Comité concernant l'opportunité d'enregistrer une communication et en déclarant à l'avance qu'il n'acceptera pas la décision du Comité concernant la recevabilité et le fond des communications, l'État partie viole les obligations qui lui incombent au titre de l'article premier du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

143. L'État a fait des observations analogues, auxquelles le Comité a répondu de façon semblable, dans les affaires n°s 1867/2009, 1936/2010, 1975/2010, 1977/2010, 1978/2010, 1979/2010, 1980/2010, 1981/2010 et 2010/2010 (*Levinov c. Bélarus*) et n° 2120/2011 (*Kovaleva et consorts c. Bélarus*).

F. Questions examinées par le Comité

144. Pour un aperçu des travaux que le Comité a accomplis en vertu du Protocole facultatif de sa deuxième session, en 1977, à sa 104^e session, en mars 2012, on se reportera aux rapports annuels du Comité pour les années 1984 à 2012, qui contiennent notamment des résumés des questions de procédure et de fond examinées et des décisions prises à ce sujet. Le texte intégral des constatations et des décisions d'irrecevabilité adoptées par le Comité en vertu du Protocole facultatif est reproduit dans les annexes aux rapports annuels du Comité à l'Assemblée générale. Le texte des constatations et des décisions est également disponible dans la base de données relative aux organes conventionnels du site Internet du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (www.ohchr.org).

145. Neuf volumes de la *Sélection de décisions prises par le Comité des droits de l'homme en vertu du Protocole facultatif*, de la deuxième à la seizième session (1977-1982), de la dix-septième à la trente-deuxième session (1982-1988), de la trente-troisième à la trente-neuvième session (1988-1990), de la quarantième à la quarante-sixième session (1990-1992), de la quarante-septième à la cinquante-cinquième session (mars 1996-avril 1999), de la soixante-sixième à la soixante-quatorzième session (juillet 1999-mars 2002), de la soixante-quinzième à la quatre-vingt-quatrième session (juillet 2002-juillet 2005) et de la quatre-vingt-cinquième à la quatre-vingt-onzième session (octobre 2005-octobre 2007) ont été publiés. Certains volumes sont disponibles en anglais, en espagnol, en français et en russe tandis que d'autres ne sont pour le moment disponibles que dans une ou deux langues, ce qui est très regrettable. Comme les juridictions internes des États appliquent de plus en plus les normes énoncées dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, il est impératif que les décisions du Comité puissent être consultées partout dans le monde, dans un recueil convenablement compilé et indexé, et disponible dans toutes les langues officielles des Nations Unies.

146. On trouvera ci-après un résumé des faits nouveaux concernant les questions examinées pendant la période couverte par le présent rapport.

1. Questions de procédure

a) *Irrecevabilité pour absence de qualité pour agir (art. 1^{er} du Protocole facultatif)*

147. Dans l'affaire n° 2120/2011 (*Kovaleva et consorts c. Bélarus*), l'État partie a fait valoir que la communication était irrecevable parce qu'elle avait été soumise au Comité par des tiers et non par la victime présumée elle-même. Le Comité a rappelé que, selon l'article 96 b) de son règlement intérieur, une communication devait normalement être présentée par le particulier lui-même ou par son représentant, mais qu'une communication présentée au nom d'une victime présumée pouvait toutefois être acceptée lorsque celle-ci était manifestement dans l'incapacité de présenter elle-même la communication. Dans le cas présent, la victime présumée se trouvait détenue dans le quartier des condamnés à mort au moment où la communication avait été soumise. Bien qu'elle eut établi et signé une procuration autorisant sa mère à agir en son nom, l'administration du SIZO n'avait pas authentifié la procuration en dépit de plusieurs plaintes déposées auprès des autorités nationales compétentes. Dans ces circonstances, le défaut de présentation d'une procuration ne pouvait pas être attribuable à la victime présumée ou à sa famille. Lorsque la victime est dans l'impossibilité d'autoriser la présentation de la communication, le Comité a estimé qu'un lien de parenté étroit était suffisant pour que l'auteur de la communication soit fondé à agir au nom d'une victime présumée. Dans le cas présent, la communication avait été soumise au nom de la victime présumée par sa mère et sa sœur, qui avaient présenté une procuration dûment signée autorisant l'avocat à les représenter devant le Comité. Le Comité a donc estimé que les auteurs étaient en droit, du fait de leur lien de parenté étroit avec lui, d'agir au nom de M. Kovalev. En conséquence, il n'était pas empêché par l'article premier du Protocole facultatif d'examiner la communication.

b) *Irrecevabilité ratione temporis (art. 1^{er} du Protocole facultatif)*

148. Dans l'affaire n° 2027/2011 (*Kusherbaev c. Kazakhstan*), un journaliste déclaré coupable de diffamation et condamné à payer une indemnité importante se plaignait de violations du paragraphe 1 de l'article 14 et de l'article 19 du Pacte. Le Comité a fait observer que la publication de l'article de l'auteur, l'ouverture à l'égard de celui-ci d'une action civile en diffamation et la décision du tribunal lui ordonnant de verser des dommages-intérêts à la partie lésée s'étaient produites avant l'entrée en vigueur du Protocole facultatif pour l'État partie. Le Comité a estimé que le simple fait que l'auteur continue de verser des dommages-intérêts pour diffamation après l'entrée en vigueur du Protocole facultatif pour l'État partie et continue de pâtir financièrement après cette date ne constituait pas la reconnaissance d'une violation antérieure ni n'équivalait en soi à des effets persistants constituant eux-mêmes une violation de l'un quelconque des droits de l'auteur au titre du Pacte. Il a donc considéré que le jugement initial n'avait pas d'effets persistants constituant eux-mêmes une violation des droits reconnus à l'auteur par le Pacte, et a déclaré la communication irrecevable *ratione temporis* en vertu de l'article premier du Protocole facultatif.

c) *Griefs non étayés (art. 2 du Protocole facultatif)*

149. Dans l'affaire n° 1827/2008 (*S. V. c. Canada*), l'auteur, citoyen roumain et moldove, a affirmé que son expulsion du Canada vers la Roumanie l'exposerait ainsi que sa famille à une réexpulsion vers la République de Moldova, où il avait précédemment été persécuté et torturé du fait de ses activités anticomunistes et de défense des droits de l'homme. L'auteur soutenait à cet égard que l'article 24 de la loi roumaine n° 302/2004 sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale autorisait la Roumanie à expulser des personnes ayant une double nationalité vers le pays de leur résidence permanente en cas de demande d'extradition émanant de ce pays. Le Comité a pris note des observations du Canada qui objectait que les éléments présentés par l'auteur ne venaient pas étayer ses allégations selon lesquelles la conséquence inévitable et prévisible de l'expulsion vers la Roumanie serait que l'auteur et sa famille seraient expulsés de la Roumanie vers la République de Moldova où ils seraient persécutés. Le Comité a constaté que l'auteur n'avait présenté aucun élément indiquant qu'il était recherché ou pourrait faire l'objet d'une accusation pénale en République de Moldova. Il a donc conclu que l'auteur n'avait pas étayé son allégation concernant le risque d'expulsion de Roumanie vers le Moldova et a déclaré la communication irrecevable parce qu'insuffisamment étayée.

150. Dans l'affaire n° 1834/2008 (*A. P. c. Ukraine*), l'auteur a affirmé que la cour avait fondé sa condamnation sur ses aveux, obtenus par la torture. Toutefois, le Comité a noté que la cour avait établi la culpabilité de l'auteur sur la base, non seulement de son propre témoignage, mais aussi de la confrontation avec son coaccusé, des déclarations de ce dernier, des dépositions des témoins, du procès-verbal de reconstitution des crimes, des conclusions des examens médico-légaux, ainsi que d'autres éléments de preuve. Dès lors, il a considéré que le grief de l'auteur était insuffisamment étayé et irrecevable en vertu de l'article 2.

151. Dans l'affaire n° 1857/2008 (*A. P. c. Fédération de Russie*), le Comité a pris note des griefs de violation des paragraphes a) et b) de l'article 25 du Pacte, à savoir que l'auteur n'avait pas pu prendre part à la direction des affaires publiques ou être élu au cours d'élections périodiques honnêtes, parce que le système électoral fédéral de l'État partie ne permettait à l'époque de se présenter en tant que candidat indépendant aux élections de la Douma qu'en étant inscrit sur la liste d'un parti politique enregistré pour les élections en question. L'auteur faisait valoir qu'il ne voulait pas que son nom soit associé à l'un des partis existants car il n'adhérait à l'idéologie d'aucun d'entre eux, mais il ne fournissait toutefois aucun détail supplémentaire à ce sujet. L'État partie a expliqué qu'il était possible,

pour les candidats indépendants, d'être inscrits pour les élections fédérales sur la liste de l'un des partis enregistrés pour les élections en question; et que si l'un des partis enregistrés refusait d'inscrire un candidat indépendant sur sa liste, l'intéressé pouvait déposer une plainte auprès d'un tribunal. Toutefois, l'auteur ne pouvait pas saisir un tribunal car il n'avait fait aucune tentative de quelque nature que ce soit pour obtenir l'inscription de son nom sur la liste de l'un des partis existants en tant que candidat indépendant. Le Comité a étudié ces arguments et estimé que les informations dont il disposait ne lui permettaient pas de vérifier si les restrictions imposées à l'auteur, en tant que candidat indépendant à des élections législatives fédérales, par les exigences du système électoral alors en vigueur, étaient conformes aux dispositions de l'article 25 du Pacte. Il a rappelé que les auteurs devaient fournir des informations suffisamment détaillées pour permettre au Comité de rendre une décision éclairée sur le fond de la plainte. Par conséquent, il a considéré la communication irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

152. Dans l'affaire n° 1891/2009 (*J. A. B. G. c. Espagne*), l'auteur a affirmé avoir été privé des droits d'interjeter appel et de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation prononcées à son encontre vu que, n'ayant pu que se former en cassation devant le Tribunal suprême, il avait dans la pratique été privé de son droit d'interjeter appel de la condamnation prononcée par l'*Audiencia Nacional*. Le Comité a relevé que le Tribunal suprême avait procédé à un examen approfondi des motifs de cassation avancés par l'auteur, sans se limiter aux éléments de forme du jugement rendu en première instance. L'infliction d'une peine plus lourde par le Tribunal suprême s'expliquait par une erreur de calcul de la part de l'*Audiencia Nacional* et ne modifiait pas substantiellement la qualification du délit, mais reflétait simplement le fait que l'appréciation par le Tribunal de la gravité des circonstances du délit justifiait d'infliger une peine plus lourde. Par conséquent, le Comité a estimé que les griefs soulevés au titre du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte n'avaient pas été suffisamment étayés aux fins de la recevabilité et a conclu qu'ils étaient irrecevables en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif. Le Comité est parvenu à une conclusion similaire dans l'affaire n° 1892/2009 (*J. J. U. B. c. Espagne*).

153. Des griefs ont été déclarés irrecevables faute d'être suffisamment étayés dans les communications n° 1303/2004 (*Chiti c. Zambie*), n° 1500/2006 (*M. N. et consorts c. Tadjikistan*), n° 1787/2008 (*Kovsh c. Bélarus*), n° 1788/2008 (*B. W. M. Z. c. Pays-Bas*), n° 1835 et 1837/2008 (*Yasinovich et Shevchenko c. Bélarus*), n° 1861/2009 (*Bakurov c. Fédération de Russie*), n° 1886/2009 (*X. c. Pays-Bas*), n° 1904/2009 (*D. T. T. c. Colombie*), n° 1911/2009 (*T. J. c. Lituanie*), n° 1912/2009 (*Thuraisamy c. Canada*), n° 1867/2009, 1936/2010, 1975/2010, 1977/2010, 1978/2010, 1979/2010, 1980/2010, 1981/2010 et 2010/2010 (*Levinov c. Bélarus*), n° 1940/2010 (*Cedeño c. République bolivarienne du Venezuela*), n° 1957/2010 (*Lin c. Australie*), n° 2073/2011 (*Naidenova et consorts c. Bulgarie*), n° 2120/2011 (*Kovaleva et consorts c. Bélarus*) et n° 2169/2012 (*S. K. c. Bélarus*).

d) *Compétence du Comité pour ce qui est de l'appréciation des faits et des éléments de preuve (art. 2 du Protocole facultatif)*

154. Les affaires dans lesquelles l'auteur de la communication invite le Comité à examiner des points de fait et des éléments de preuve qui ont déjà été appréciés par les juridictions nationales représentent un cas particulier de griefs non étayés. Le Comité a rappelé à plusieurs reprises sa jurisprudence et réaffirmé qu'il ne lui appartenait pas de substituer son évaluation au jugement des juridictions internes en ce qui concerne l'appréciation des faits et des éléments de preuve dans une affaire, sauf si cette appréciation avait été manifestement arbitraire ou avait représenté un déni de justice. Si une certaine conclusion sur un élément de fait s'impose raisonnablement au juge ou au jury à la lumière des éléments dont il dispose, on ne peut pas avancer que la décision a été manifestement arbitraire ou a représenté un déni

de justice. Les griefs qui supposaient une réévaluation des faits et des preuves ont donc été déclarés irrecevables en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif. Il en a été ainsi dans le cas des communications n° 1628/2007 (*Pavlyuchenkov c. Fédération de Russie*), n° 1821/2008 (*Weiss c. Autriche*), n° 1834/2008 (*A. P. c. Ukraine*), n° 1904/2009 (*D. T. T. c. Colombie*) et n° 1943/2010 (*H. P. N. c. Espagne*).

e) *Irrecevabilité pour abus du droit de présenter une communication*
(art. 3 du Protocole facultatif)

155. Conformément à l'article 3 du Protocole facultatif, le Comité peut déclarer irrecevable toute communication qu'il considère être un abus du droit de présenter une communication. Pendant la période couverte par le rapport, la question de l'abus du droit de plainte a été soulevée dans un certain nombre d'affaires où plusieurs années s'étaient écoulées entre l'épuisement des recours internes et la présentation de la communication. Le Comité a rappelé que le Protocole facultatif ne fixait aucun délai pour la présentation des communications, et que le laps de temps écoulé avant la présentation d'une communication ne constituait pas en soi, hormis dans des cas exceptionnels, un abus du droit de présenter une communication.

156. À sa 100^e session, le Comité a décidé de modifier l'article 96 de son règlement intérieur, où sont énoncés les critères de recevabilité, de façon à définir les situations dans lesquelles le retard pouvait constituer un abus du droit de plainte. L'article 96 c), qui indiquait simplement que le Comité devait s'assurer «[q]ue la communication ne constitue pas un abus du droit de présenter une communication», a été complété par les dispositions suivantes:

En principe, un abus du droit de présenter une communication ne peut pas être invoqué pour fonder une décision d'irrecevabilité *ratione temporis* au motif de la présentation tardive de la plainte. Toutefois, il peut y avoir abus du droit de plainte si la communication est soumise cinq ans après l'épuisement des recours internes par son auteur ou, selon le cas, trois ans après l'achèvement d'une autre procédure internationale d'enquête ou de règlement, sauf s'il existe des raisons justifiant le retard compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire (CCPR/C/3/Rev.10).

157. Cette disposition, sous sa forme modifiée, s'applique aux communications reçues par le Comité à partir du 1^{er} janvier 2012.

158. Dans l'affaire n° 1844/2008 (*B. K. c. République tchèque*), le Comité a considéré que l'auteur n'avait pas fourni d'explication valable pour justifier le retard dans la présentation de sa communication, intervenue presque neuf ans après la décision de la juridiction nationale. Par conséquent, il a déclaré la communication irrecevable en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif. Le Comité est parvenu à une conclusion analogue dans les affaires n° 1848/2008 (*D. V. et H. V. c. République tchèque*) et n° 1849/2008 (*M. B. c. République tchèque*), dans lesquelles les auteurs avaient approché le Comité presque onze ans après que la loi qu'ils contestaient ait cessé d'être appliquée.

f) *Irrecevabilité résultant du fait que la même question est en cours d'examen ou a déjà été examinée par une autre instance internationale d'enquête ou de règlement* (art. 5, par. 2 a), du Protocole facultatif)

159. Dans l'affaire n° 1526/2006 (*V. A. c. Fédération de Russie*), soumise le 3 mars 2006, le Comité a noté que l'auteur avait présenté une plainte pour les mêmes faits à la Cour européenne des droits de l'homme, qui l'avait déclarée irrecevable le 20 février 2004. Il a également relevé que lorsqu'il avait adhéré au Protocole facultatif, l'État partie avait fait une déclaration qui n'interdisait cependant pas au Comité d'examiner les communications portant sur une affaire ayant fait l'objet d'une autre procédure internationale. En conséquence, le Comité a considéré que le paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif ne l'empêchait pas d'examiner la communication.

160. Dans les affaires n° 1806/2008 (*Saadoun c. Algérie*) et n° 1807/2008 (*Mechani c. Algérie*), le Comité a noté que la disparition des victimes avait été signalée au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires en 2003. Il a toutefois rappelé que les procédures ou mécanismes extraconventionnels mis en place par la Commission des droits de l'homme ou le Conseil des droits de l'homme, et dont les mandats consistent à examiner et à faire rapport publiquement sur la situation des droits de l'homme dans tel ou tel pays ou territoire ou sur des phénomènes de grande ampleur de violation des droits de l'homme dans le monde, ne relèvent généralement pas d'une procédure internationale d'enquête ou de règlement au sens du paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif.

161. Dans l'affaire n° 1940/2010 (*Cedeño c. République bolivarienne du Venezuela*), le Comité a noté qu'en 2009, le Groupe de travail sur la détention arbitraire avait rendu l'avis n° 10/2009, dans lequel il concluait au caractère arbitraire de la détention de l'auteur. Il a rappelé sa jurisprudence selon laquelle le paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif s'appliquait uniquement lorsque la même question que celle qui lui était soumise était en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement. Le Groupe de travail ayant achevé l'examen de l'affaire avant que la présente communication ne soit soumise au Comité, celui-ci ne s'était pas interrogé sur le point de savoir si l'examen d'un cas par le Groupe de travail sur la détention arbitraire constituait une procédure devant «une autre instance internationale d'enquête ou de règlement» au sens du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif. En conséquence, le Comité a considéré qu'il n'y avait pas d'obstacle à la recevabilité de la communication au titre de cette disposition.

162. Dans l'affaire n° 1945/2010 (*Achabal c. Espagne*), le Comité a observé que l'auteur avait présenté une requête portant sur les mêmes faits à la Cour européenne des droits de l'homme, suite à quoi elle avait été informée par la Cour qu'un comité de trois juges avait décidé de déclarer la requête irrecevable au motif qu'aucun des droits et libertés garantis par la Convention ou ses Protocoles ne semblait avoir été violé. Le Comité a rappelé qu'en ratifiant le Protocole facultatif, l'Espagne avait émis une réserve excluant la compétence du Comité pour examiner des questions qui avaient été examinées ou qui étaient en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement. Le Comité a renvoyé à sa jurisprudence relative au paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif et rappelé que, lorsque la Cour européenne déclarait une requête irrecevable, non seulement pour vice de forme, mais aussi pour des motifs reposant, dans une certaine mesure, sur un examen au fond, il était considéré que la question avait déjà été examinée au sens des réserves au paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif. En outre, il convient de considérer que la Cour européenne est allée au-delà d'un simple examen des critères de recevabilité purement formels lorsqu'elle déclare une requête irrecevable au motif qu'elle «ne fait apparaître aucune violation des droits et libertés consacrés dans la Convention ou ses Protocoles». Compte tenu des circonstances particulières de l'espèce, le raisonnement succinct exposé dans la lettre adressée par la Cour à l'auteur ne permettait pas au Comité de conclure que l'examen ait inclus une analyse suffisante des éléments de fond eu égard aux informations qui lui avaient été fournies tant par l'auteur que par l'État partie. Par conséquent, le Comité a considéré qu'il lui était loisible d'examiner la communication conformément au paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif.

g) *Règle de l'épuisement des recours internes (art. 5, par. 2 b), du Protocole facultatif)*

163. En vertu du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif, le Comité ne doit examiner aucune communication sans s'être assuré que son auteur a épuisé tous les recours internes disponibles. Toutefois, selon la jurisprudence constante du Comité, la règle de l'épuisement des recours internes n'est applicable que dans la mesure où lesdits recours sont utiles et disponibles. L'État partie est tenu de donner des renseignements détaillés sur les recours dont, selon lui, l'auteur aurait pu se prévaloir en l'espèce, et de prouver qu'il y avait raisonnablement lieu de s'attendre à ce que ces recours soient efficaces. En outre, le Comité a estimé que les auteurs devaient faire preuve de diligence pour exercer les recours disponibles. De simples doutes ou supputations quant à l'utilité d'un recours ne dispensent pas l'auteur d'une communication de l'épuiser.

164. Dans l'affaire n° 1303/2004 (*Chiti c. Zambie*), portant notamment sur des allégations de torture, le Comité a relevé que l'affaire était en instance devant les tribunaux nationaux depuis près de seize ans et que l'État partie s'était limité à proposer à l'auteur une somme d'argent à titre de règlement amiable. De plus, concernant les griefs tenant à d'autres faits que la torture, l'État partie n'avait pas indiqué quels recours judiciaires étaient de facto ouverts à l'auteur. Par conséquent, le Comité a considéré que les procédures de recours avaient excédé des délais raisonnables au sens du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif.

165. Dans l'affaire n° 1526/2006 (*V. A. c. Fédération de Russie*), le Comité a pris note de l'argument de l'État partie selon lequel l'auteur n'avait pas déposé dans les délais légaux un recours en annulation contre la décision du tribunal régional concernant le refus des autorités administratives d'accorder la citoyenneté russe à son fils. L'auteur n'ayant pas expliqué pourquoi il n'avait pas usé de ce recours, le Comité a conclu que les recours internes n'avaient pas été épuisés.

166. Dans l'affaire n° 1779/2008 (*Mezine c. Algérie*), le Comité a rappelé que l'État partie avait non seulement le devoir de mener des enquêtes approfondies sur les violations supposées des droits de l'homme portées à l'attention de ses autorités, en particulier lorsqu'il s'agissait de disparitions forcées et d'atteintes au droit à la vie, mais aussi de poursuivre quiconque était présumé responsable de ces violations, de procéder au jugement et de prononcer une peine. Bien que la famille de la victime ait alerté à plusieurs reprises les autorités compétentes de la disparition de celle-ci, l'État partie n'avait procédé à aucune enquête approfondie et rigoureuse, en dépit du fait qu'il s'agissait d'allégations graves de disparition forcée. En outre, l'État partie n'avait pas apporté les éléments permettant de conclure qu'un recours efficace et disponible était de facto ouvert, alors que l'ordonnance n° 06-01 du 27 février 2006 continuait d'être appliquée en dépit des recommandations du Comité visant à sa mise en conformité avec le Pacte. Rappelant sa jurisprudence, le Comité a estimé que la constitution de partie civile pour des infractions aussi graves que celles alléguées en l'espèce ne saurait remplacer des poursuites qui devaient être engagées par le Procureur de la République lui-même. En outre, étant donné le caractère imprécis du texte des articles 45 et 46 de l'ordonnance, et en l'absence d'informations concluantes de l'État partie concernant leur interprétation et leur application dans la pratique, les craintes exprimées par l'auteur quant aux conséquences de l'introduction d'une plainte étaient raisonnables. Le Comité a donc conclu que le paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif ne faisait pas obstacle à la recevabilité de la communication. Le Comité est parvenu à une conclusion similaire dans les affaires n° 1753/2008 (*Guezout c. Algérie*), n° 1791/2008 (*Boudjemai c. Algérie*), n° 1806/2008 (*Saadoun c. Algérie*) et n° 1807/2008 (*Mechani c. Algérie*).

167. Dans les communications n°s 1822-1826/2008 (*J. B. R. et consorts c. Colombie*), le Comité a rappelé qu'en outre les recours judiciaires et administratifs ordinaires, tout auteur de communication devait aussi faire usage de tous les autres recours juridictionnels dans la mesure où de tels recours semblaient être utiles en l'espèce et étaient de facto ouverts à l'auteur. Les auteurs n'ayant pas démontré que, dans leur cas, le recours en *amparo* ou la requête en protection n'étaient ni disponibles ni effectifs, le Comité a conclu que les recours internes n'avaient pas été épuisés.

168. Dans l'affaire n° 1834/2008 (*A. P. c. Ukraine*), le Comité a pris note des griefs de l'auteur qui indiquait qu'il n'avait pas été autorisé à engager un avocat de son choix, que l'avocat ne l'avait pas défendu correctement et avait agi contrairement à ses intérêts en aidant l'accusation à fabriquer des moyens de preuve à charge, et qu'il n'avait pas été autorisé à prendre connaissance du dossier mais avait signé un document indiquant le contraire, sous la menace de tortures. Le Comité a noté, à partir des documents dont il était saisi, que l'auteur ne semblait avoir soulevé aucun de ces griefs à un stade quelconque de la procédure interne. Le Comité a donc déclaré les griefs de l'auteur irrecevables faute d'épuisement des recours internes.

169. Dans l'affaire n° 1840/2008 (*X. J. c. Pays-Bas*), qui portait sur la demande d'asile d'une mineure non accompagnée, le Comité a noté que l'auteur avait invoqué ses droits dans l'appel qu'elle avait formé après le refus du permis de séjour pour mineur non accompagné. Toutefois, elle ne s'était pas prévalu de la possibilité d'introduire une demande de permis de séjour ordinaire motivée par des circonstances personnelles exceptionnelles. L'auteur avait un représentant légal nommé par une institution néerlandaise de protection de la jeunesse et un avocat qui la représentait dans les procédures engagées au titre de la loi relative aux étrangers. Par conséquent, elle pouvait être bien conseillée sur les recours qu'elle devait utiliser pour faire valoir ses droits au titre du Pacte, dont la demande de permis de séjour pour des raisons personnelles exceptionnelles. Le Comité a donc considéré que la communication était irrecevable pour non-épuisement des recours internes.

170. Dans l'affaire n° 1226/2003 (*Korneenko c. Bélarus*), le Comité a rappelé sa jurisprudence selon laquelle la procédure de contrôle d'une décision de justice exécutoire constitue une voie de recours extraordinaire dont l'exercice est laissé à la discrétion du juge ou du procureur et qui est limitée à des points de droit. Dans ces conditions, le Comité a estimé, en dépit de l'argument de l'État partie selon lequel l'auteur n'avait pas demandé de contrôle juridictionnel, que les dispositions du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif ne l'empêchaient pas d'examiner la communication. Il est parvenu à une conclusion similaire dans les affaires n° 1784/2008 (*Schumilin c. Bélarus*), n° 1785/2008 (*Olechkevitch c. Bélarus*), n° 1790/2008 (*Govsha et consorts c. Bélarus*), n° 1830/2008 (*Pivonos c. Bélarus*), n° 1836/2008 (*Katsora c. Bélarus*) et n° 1932/2010 (*Fedotova c. Fédération de Russie*).

171. Le Comité a appliqué la même jurisprudence dans les affaires n°s 1835 et 1837/2008 (*Yasinovich et Shevchenko c. Bélarus*), dans lesquelles il a en outre noté que les auteurs avaient adressé au Président de la Cour suprême une demande de contrôle des jugements du tribunal municipal de Novopolotsk et des décisions du tribunal régional de Vitebsk et avaient été déboutés. Le Comité a considéré que les dispositions du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif ne l'empêchaient pas d'examiner les communications.

172. Dans l'affaire n° 2120/2011 (*Kovaleva et consorts c. Bélarus*), le Comité a estimé que la procédure de contrôle était une procédure discrétionnaire et les grâces présidentielles un recours extraordinaire. De ce fait, ni l'un ni l'autre ne constituaient un recours utile au sens du paragraphe 2 b) de l'article 5.

173. Dans l'affaire n° 1921/2009 (*K. S. c. Australie*), dans laquelle l'auteur faisait valoir qu'il n'avait pas demandé l'autorisation de former recours auprès de la Cour suprême pour des considérations financières, le Comité a rappelé sa jurisprudence et réaffirmé que des considérations financières ne dispensaient pas, d'une manière générale, l'auteur d'une communication d'épuiser les voies de recours internes. L'affaire a donc été déclarée irrecevable en vertu du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif.

174. D'autres communications ou griefs précis ont été déclarés irrecevables pour non-épuisement des recours internes, dont les affaires n° 1628/2007 (*Pavlyuchenkov c. Fédération de Russie*), n° 1744/2007 (*Narrain et consorts c. Maurice*), n° 1788/2008 (*B. W. M. Z. c. Pays-Bas*), n° 1852/2008 (*Singh c. France*), n° 1861/2009 (*Bakurov c. Fédération de Russie*), n° 1911/2009 (*T. J. c. Lituanie*), n° 1938/2010 (*Q. H. L. c. Australie*), n° 1943/2010 (*H. P. N. c. Espagne*) et n° 1962/2010 (*S. N. A. c. Cameroun*).

h) Mesures provisoires prévues par l'article 92 du Règlement intérieur du Comité

175. Conformément à l'article 92 de son règlement intérieur, après avoir reçu une communication et avant d'adopter ses constatations, le Comité peut demander à l'État partie de prendre des mesures provisoires pour éviter qu'un préjudice irréparable ne soit

causé à la victime des violations alléguées. Le Comité continue à appliquer cette règle quand il le faut, essentiellement dans le cas de communications soumises par des personnes ou au nom de personnes qui ont été condamnées à mort et sont en attente d'exécution et affirment n'avoir pas bénéficié d'un procès équitable. Vu le caractère urgent de ces situations, le Comité prie les États parties intéressés de ne pas appliquer la peine capitale tant qu'il est saisi de ces communications. Des sursis à exécution ont été spécialement accordés dans ces cas. L'article 92 a aussi été appliqué dans d'autres situations, par exemple dans le cas d'une expulsion ou d'une extradition imminente pouvant comporter un risque réel de violation des droits protégés par le Pacte ou exposer l'auteur à un tel risque.

176. Pendant la période considérée, tel a été le cas dans les affaires n° 1791/2008 (*Boudjemai c. Algérie*), n° 1805/2008 (*Benali c. Libye*), n° 1912/2009 (*Thuraisamy c. Canada*), n° 1957/2010 (*Lin c. Australie*), n° 2120/2011 (*Kovaleva et consorts c. Bélarus*) et n° 2073/2011 (*Naidenova et consorts c. Bulgarie*).

177. Au moment de la transmission à l'État partie de la communication n° 2120/2011 (*Kovaleva et consorts c. Bélarus*), la victime présumée, M. Kovalev, se trouvait détenue dans le quartier des condamnés à mort. Le 15 décembre 2011, le Comité a adressé à l'État partie une demande le priant de ne pas procéder à l'exécution de M. Kovalev tant que son cas était à l'examen. Cette demande de mesures provisoires a été renouvelée à plusieurs reprises. Le 19 mars 2012, les auteurs ont informé le Comité que M. Kovalev avait été exécuté, et elles lui ont ultérieurement communiqué une copie du certificat de décès indiquant le 15 mars 2012 comme date du décès, mais n'en précisant pas la cause. Le Comité a fait observer qu'il était incontestable que l'exécution en question avait eu lieu bien qu'une demande de mesures provisoires de protection en bonne et due forme ait été adressée à l'État partie et ait été renouvelée plusieurs fois.

178. Indépendamment de toute violation du Pacte qui lui est imputée dans une communication, l'État partie contrevient gravement aux obligations qui lui incombent en vertu du Protocole facultatif s'il prend une mesure qui empêche le Comité de mener à bonne fin l'examen d'une communication faisant état d'une violation du Pacte ou qui rend l'action du Comité sans objet et l'expression de ses constatations sans valeur et de nul effet. En l'espèce, ayant été avisé de la communication et de la demande de mesures provisoires formulée par le Comité, l'État partie a contrevenu à ses obligations en vertu du Protocole facultatif en exécutant la victime présumée avant que le Comité ait mené l'examen de la communication à bonne fin. L'adoption de mesures provisoires en application de l'article 92 de son règlement intérieur, adopté conformément à l'article 39 du Pacte, est essentielle au rôle qui a été confié au Comité en vertu du Protocole facultatif. Le non-respect de cet article, en particulier par une action irréparable comme en l'espèce, compromet la protection des droits consacrés dans le Pacte assurée par le Protocole facultatif.

2. Questions de fond

a) Droit à un recours utile (art. 2, par. 3, du Pacte)

179. Dans l'affaire n° 1548/2007 (*Kholodova c. Fédération de Russie*), l'auteur a affirmé que les autorités de l'État partie n'avaient pas mené d'enquête efficace et diligente sur les circonstances exactes de la mort de son fils ni traduit les responsables en justice. Son fils était journaliste et avait été tué dans l'explosion d'un attaché-case dans les locaux du journal pour lequel il travaillait. Le Comité a considéré que dans un État démocratique où l'état de droit devait prévaloir, les juridictions pénales militaires devaient avoir une compétence restreinte et exceptionnelle. À ce sujet, le Comité a renvoyé au principe 9 du projet de principes sur l'administration de la justice par les tribunaux militaires, aux termes duquel «en toutes circonstances, la compétence des juridictions militaires doit être écartée

au profit de celle des juridictions ordinaires pour mener à bien les enquêtes sur les violations graves des droits de l'homme, telles que les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, la torture, et poursuivre et juger les auteurs de ces crimes». Dans la présente affaire, cinq des six personnes jugées par le Tribunal militaire régional de Moscou faisaient effectivement partie du personnel militaire mais elles n'avaient manifestement et incontestablement pas agi dans le cadre de leurs fonctions officielles. L'État partie n'a rien fait pour expliquer autrement que par une simple citation de sa propre législation pourquoi la justice militaire était la juridiction appropriée pour juger les militaires accusés de ce crime grave. Il en résulte que le droit de l'auteur à une réparation pour elle-même et au nom de son fils a été sérieusement compromis. En conséquence, le Comité a conclu qu'il y avait eu violation des droits de l'auteur en vertu du paragraphe 3 a) de l'article 2, lu conjointement avec le paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte.

180. Dans les affaires (jointes) n^{os} 1917/2009, 1918/2009, 1925/2009 et 1953/2010 (*Prutina et consorts c. Bosnie-Herzégovine*), les auteurs ont affirmé que leurs proches avaient été victimes de disparition forcée depuis leur arrestation illégale le 16 juin 1992 et que, malgré leurs nombreux efforts, aucune enquête diligente, impartiale, approfondie et indépendante n'avait été menée pour élucider le sort des victimes et l'endroit où elles pourraient se trouver ni pour traduire les responsables en justice. À ce propos, le Comité a rappelé son Observation générale n^o 31 (2004) relative à la nature de l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte, dans laquelle le Comité indique que le fait pour un État partie de ne pas mener d'enquêtes sur des violations présumées et de ne pas traduire en justice les auteurs de certaines violations (notamment les tortures et les traitements cruels, inhumains ou dégradants, les exécutions sommaires et arbitraires et les disparitions forcées) pourrait en soi donner lieu à une violation distincte du Pacte. Le Comité a considéré que l'obligation d'enquêter sur les allégations de disparition forcée et de traduire les auteurs en justice n'était pas une obligation de résultat mais une obligation de moyens et qu'elle devait être interprétée d'une manière qui ne fasse peser sur les autorités aucune charge impossible à supporter ou disproportionnée. Ainsi, même si l'on reconnaissait la gravité des disparitions et la souffrance des auteurs due au fait que le sort de leurs proches disparus ou l'endroit où ils pourraient se trouver ne leur étaient toujours pas connus et que les coupables n'avaient pas encore été traduits en justice, cela n'entraînait pas en soi violation du paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte dans les circonstances particulières de l'espèce. Cela étant, les auteurs affirmaient aussi qu'ils n'avaient appris que pendant la procédure engagée devant le Comité que les autorités avaient pris des mesures importantes concernant leur affaire, notamment le fait qu'il y avait eu une identification ciblée de dépouilles dans des lieux situés dans Vogošća et dans les communes voisines. À cet égard, le Comité a estimé que les familles devaient être rapidement informées des enquêtes sur les cas de disparition forcée. Il a noté en outre que les allocations étaient versées aux auteurs à condition qu'ils aient accepté de reconnaître le décès de leurs proches disparus. À ce sujet, le Comité a estimé qu'obliger les familles de personnes disparues à faire déclarer le décès de leur parent pour pouvoir bénéficier d'une indemnisation alors que l'enquête était en cours constituait une violation du paragraphe 3 de l'article 2, lu conjointement avec les articles 6, 7 et 9, en ce que cette contrainte subordonnait la possibilité d'une indemnisation à la volonté de la famille de faire déclarer le décès du parent. Par tous ces motifs, le Comité a conclu à une violation du paragraphe 3 de l'article 2, lu conjointement avec les articles 6, 7 et 9 du Pacte, à l'égard des auteurs et de leurs proches disparus.

181. Le Comité a également conclu à des violations du paragraphe 3 de l'article 2, lu conjointement avec d'autres dispositions du Pacte, dans les affaires de disparitions forcées n^o 1753/2008 (*Guezout c. Algérie*), n^o 1779/2008 (*Mezine c. Algérie*), n^o 1791/2008 (*Boudjemai c. Algérie*), n^o 1804/2008 (*Il Khwildy c. Libye*), n^o 1805/2008 (*Benali c. Libye*), n^o 1806/2008 (*Saadoun c. Algérie*), n^o 1807/2008 (*Mechani c. Algérie*) et n^o 1913/2009 (*Abushaala c. Libye*).

b) *Droit à la vie (art. 6 du Pacte)*

182. Dans l'affaire n° 1303/2004 (*Chiti c. Zambie*), l'auteur a affirmé que son époux avait été torturé au quartier général de la police de Lusaka pendant neuf jours, à la suite de son arrestation le 28 octobre 1997; qu'à la suite des tortures subies, il avait été transféré vers un hôpital militaire, où une perforation du tympan avait été diagnostiquée; qu'un cancer de la prostate avait été diagnostiqué alors que son mari était en prison mais que celui-ci n'avait pas les moyens d'acheter les médicaments prescrits; que la prison ne les lui avait pas fournis et qu'il n'avait pas non plus bénéficié du régime riche en protéines recommandé pour ralentir la progression du cancer; qu'en dépit de sa séropositivité, il avait été détenu dans des conditions inhumaines, privé d'une alimentation appropriée et d'un environnement propre, ce qui avait entraîné son décès prématuré. Le Comité a noté qu'étant donné le cancer et la séropositivité de M. Chiti, le fait qu'on ne lui avait pas fourni les médicaments nécessaires, et les tortures et les conditions de détention inhumaines auxquelles il avait été soumis, cette affirmation semblait plausible. Il a également relevé que l'État partie se limitait à nier le lien de cause à effet que l'auteur établissait entre les conditions de détention de son mari et le décès de celui-ci, sans apporter d'autre explication. En l'absence de contestation de la part de l'État partie, le Comité a conclu que celui-ci n'avait pas protégé la vie de M. Chiti, en violation de l'article 6 du Pacte.

183. Dans l'affaire n° 1753/2008 (*Guezout c. Algérie*), le Comité a noté que selon les auteurs, la victime avait été arrêtée le 6 mai 1996 et avait été vue pour la dernière fois par sa femme et la sœur de celle-ci à l'École des officiers de police de Châteauneuf trente-cinq jours après son arrestation, et que le procureur près le tribunal de Boudouaou avait reconnu que la victime avait été arrêtée par des membres des services de sécurité et emmenée au commissariat d'Alger. Malgré les demandes répétées de la famille, les autorités algériennes n'avaient jamais fourni d'information sur le sort de la victime. L'État partie a reconnu son implication dans l'arrestation de la victime sans être en mesure de fournir une explication sur le sort de celle-ci depuis son arrestation. Le Comité a rappelé qu'en matière de disparition forcée, la privation de liberté, suivie du déni de reconnaissance de celle-ci ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou bien du lieu où elle se trouve, soustrait cette personne à la protection de la loi et l'expose régulièrement à un risque sérieux sur la vie dont l'État doit rendre compte. En l'espèce, le Comité a constaté que l'État partie n'avait fourni aucun élément permettant de conclure qu'il s'était acquitté de son obligation de protéger la vie de la victime. En conséquence, le Comité a conclu que l'État partie avait failli à son obligation de protéger la vie de la victime, en violation du paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte. Le Comité est parvenu à une conclusion similaire dans les affaires n° 1791/2008 (*Boudjemai c. Algérie*) et n° 1779/2008 (*Mezine c. Algérie*).

184. Dans l'affaire n° 1804/2008 (*Il Khwildy c. Libye*), le Comité a relevé que le frère de l'auteur avait été détenu par les autorités de l'État partie à deux reprises pendant de longues périodes, dans un lieu inconnu de sa famille et sans possibilité de communication avec le monde extérieur. Il a rappelé que dans les cas de disparition forcée, la privation de liberté suivie du refus de reconnaître ce fait ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve a pour effet de soustraire cette personne à la protection de la loi et de mettre gravement et constamment en danger sa vie, ce dont l'État est responsable. En l'espèce, l'État partie n'a fourni aucun élément démontrant qu'il s'était acquitté de son obligation de protéger la vie de la victime. En outre, le Comité savait que dans des affaires dont il avait été saisi précédemment, d'autres personnes détenues dans des circonstances semblables avaient en fait été tuées ou n'étaient jamais réapparues. Il a donc conclu que l'État partie avait manqué à son devoir de protéger la vie de la victime, en violation du paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte. Le Comité est parvenu à une conclusion similaire dans les affaires n° 1805/2008 (*Benali c. Libye*) et n° 1913/2009 (*Abushaala c. Libye*).

185. Dans l'affaire n° 2120/2011 (*Kovaleva et consorts c. Bélarus*), le Comité a rappelé sa jurisprudence, réaffirmant que le fait de prononcer une condamnation à la peine capitale à l'issue d'un procès au cours duquel les dispositions de l'article 14 du Pacte n'ont pas été respectées constituait une violation de l'article 6 du Pacte. Étant donné qu'il avait établi une violation des paragraphes 1, 2, 3 b), 3 g) et 5 de l'article 14 du Pacte, le Comité a conclu que la sentence de mort définitive contre M. Kovalev avait été prononcée sans que les prescriptions de l'article 14 aient été respectées, et qu'il en était résulté une violation de l'article 6 du Pacte.

c) *Droit de ne pas être soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (art. 7 du Pacte)*

186. Dans l'affaire n° 1303/2004 (*Chiti c. Zambie*), le Comité a conclu que les tortures infligées au mari de l'auteur, les mauvaises conditions dans lesquelles il était resté détenu, sans recevoir les soins nécessités par son état de santé, l'angoisse dans laquelle il avait vécu pendant sept ans avant que la condamnation à mort ne soit annulée, ainsi que l'absence d'enquête impartiale, rapide et approfondie sur ces faits constituaient une violation de l'article 7, seul et lu conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte. En outre, l'angoisse et la détresse causées par l'arrestation du mari de l'auteur, ses mauvaises conditions de détention, les allégations de torture et l'expulsion de leur domicile constituaient une violation de l'article 7 du Pacte à l'égard de l'auteur et de sa famille.

187. Dans l'affaire n° 1558/2007 (*Katsaris c. Grèce*), dans laquelle l'auteur, d'origine rom, affirmait avoir été victime de violences policières, le Comité a conclu que l'État partie ne s'était pas acquitté de son obligation de mener, dans les plus brefs délais, une enquête approfondie et impartiale sur les griefs de l'auteur, et a constaté une violation du paragraphe 3 de l'article 2 lu conjointement avec l'article 7, ainsi que du paragraphe 1 de l'article 2 et de l'article 26 du Pacte. Le Comité a statué ainsi compte tenu des lacunes nombreuses, graves et inexplicables des enquêtes préliminaires, notamment: a) le fait que la procureure de première instance ait ignoré la plainte déposée par l'auteur; b) l'absence d'examen médico-légal; c) les incohérences au sujet de l'identité des policiers ayant procédé à l'arrestation, qui font douter du sérieux et de l'impartialité des enquêtes; d) les allégations d'utilisation par les autorités d'un langage discriminatoire pour désigner l'auteur ou son mode de vie; et e) la durée des enquêtes préliminaires.

188. Dans l'affaire n° 1821/2008 (*Weiss c. Autriche*), l'auteur affirmait que son extradition d'Autriche vers les États-Unis, où il courait un risque réel de réclusion à perpétuité incompressible pour une infraction d'atteinte à la propriété, constituait un traitement inhumain et dégradant contraire à l'article 7 du Pacte. Le Comité a noté que la cour d'appel régionale autrichienne avait considéré, dans son arrêt du 8 mai 2002, que même si la Cour européenne des droits de l'homme avait, dans sa jurisprudence, reconnu que l'extradition d'une personne vers un pays où elle risquait d'être condamnée à une peine de réclusion à perpétuité pouvait soulever des questions au regard de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, elle n'était cependant jamais parvenue à la conclusion que la réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle constituait en soi une violation de l'article 3 de la Convention européenne, article qui est semblable à l'article 7 du Pacte. Le Comité a noté en outre que, dans le cas de l'auteur, la cour autrichienne avait fondé sa décision – que l'extradition de l'auteur vers les États-Unis ne constituerait pas un traitement cruel, inhumain ou dégradant – sur l'interprétation des assurances reçues du Ministère de la justice des États-Unis, qui avait indiqué que l'auteur avait plusieurs possibilités de faire appel de sa peine. Tout en reconnaissant que le fait d'expulser une personne vers un pays où elle exécuterait ce qui, en tout état de cause, était une peine de réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle, comme celle qui avait été infligée à l'auteur, pouvait soulever des questions au regard de l'article 7 du Pacte compte tenu des buts de la peine énoncés au paragraphe 3 de l'article 10 du Pacte, le Comité considérait que la décision qu'avait prise l'État partie

d'extrader l'auteur vers les États-Unis devait être évaluée à la lumière de l'état du droit au moment où la violation présumée s'était produite. À cet égard, les informations fournies au Comité par les deux parties semblaient indiquer que l'État partie avait fondé sa décision d'extrader l'auteur sur l'examen attentif de la plainte de l'auteur auquel avait procédé la cour d'appel régionale autrichienne à la lumière des faits de la cause et de la loi applicable à l'époque. En conséquence, le Comité a considéré qu'en extradant l'auteur, l'État partie n'avait pas violé les droits consacrés à l'article 7 du Pacte.

189. Dans l'affaire n° 1912/2009 (*Thuraisamy c. Canada*), l'auteur, un Tamoul du nord de Sri Lanka qui s'était vu refuser l'asile au Canada, affirmait avoir plusieurs fois été détenu et torturé par l'armée sri-lankaise, comme en témoignaient les cicatrices qu'il gardait à la poitrine, et risquer, en cas de renvoi, de subir un traitement contraire à l'article 7 du Pacte. Le Comité a rappelé son Observation générale n° 31 dans laquelle il se réfère à l'obligation des États parties de ne pas extrader, déplacer, expulser quelqu'un ou le transférer par d'autres moyens de leur territoire s'il existe des motifs sérieux de croire qu'il y a un risque de préjudice irréparable. Il a rappelé aussi qu'il appartenait généralement aux instances des États parties au Pacte d'apprécier les faits et les éléments de preuve afin de déterminer l'existence d'un tel risque. Toutefois, dans les circonstances de l'espèce, le Comité a estimé qu'une attention insuffisante avait été prêtée aux allégations de l'auteur qui affirmait qu'il courrait un risque réel d'être torturé s'il était expulsé vers son pays d'origine, compte tenu du fait que la torture était largement pratiquée à Sri Lanka. Contrairement à ce qu'affirmait l'État partie, pour qui l'auteur n'avait pas prouvé que, comme il le prétendait, il avait été torturé par l'armée après 1989, l'auteur a indiqué que les cicatrices qu'il portait à la poitrine attestaient d'actes de torture subis récemment. Cet élément matériel aurait dû conduire les autorités de l'État partie à demander une expertise indépendante pour établir les causes possibles des cicatrices en question et l'époque à laquelle les blessures avaient été infligées. L'État partie n'a pas sollicité l'avis d'un expert sur l'origine des cicatrices constatées sur la poitrine de l'auteur et l'époque à laquelle les blessures avaient été infligées, et a fondé sa décision de rejeter la demande d'asile déposée par l'auteur sur de simples contradictions qui n'étaient pas d'une importance décisive au regard de l'allégation générale relative au risque encouru par l'auteur en tant que Tamoul originaire du nord de Sri Lanka. Par conséquent, les éléments dont le Comité était saisi montraient qu'une attention insuffisante avait été prêtée aux allégations de torture de l'auteur et au risque réel que celui-ci encourrait s'il était expulsé, compte tenu des informations attestant que la torture était largement pratiquée à Sri Lanka. Malgré tout le respect dû aux autorités d'immigration en ce qui concerne l'appréciation des éléments de preuve dont elles sont saisies, le Comité a considéré que cette affaire aurait mérité un examen plus approfondi. Il a donc conclu que l'arrêté d'expulsion pris contre l'auteur constituerait une violation de l'article 7 du Pacte s'il était exécuté.

190. Dans l'affaire n° 1957/2010 (*Lin c. Australie*), qui portait sur l'expulsion de l'auteur, un adepte du Falun Gong, vers la Chine, le Comité a pris note des informations indiquant que les personnes identifiées comme adeptes du Falun Gong en Chine étaient victimes de graves violations des droits de l'homme, mais il a estimé que les informations dont il disposait ne montraient pas que l'auteur courrait un risque réel de subir un traitement contraire à l'article 7 du Pacte s'il était renvoyé en Chine.

191. Dans l'affaire n° 2120/2011 (*Kovaleva et consorts c. Bélarus*), le Comité a pris note du grief des auteurs qui affirmaient qu'elles étaient victimes d'une violation de l'article 7 du Pacte en raison des profondes souffrances morales et de l'angoisse que leur avaient causées le refus des autorités de leur donner la moindre précision sur le sort de leur fils et frère, M. Kovalev, et sur l'endroit où il se trouvait entre le 13 mars 2012 (date du rejet de son recours en grâce) et le 17 mars 2012 (date à laquelle elles avaient été informées que la peine de mort avait été exécutée), ainsi que du fait que les autorités ne les avaient pas informées au préalable de la date, du moment et du lieu de l'exécution, ne leur avaient pas remis le corps de M. Kovalev aux fins d'inhumation et ne leur avaient pas indiqué l'endroit

où il avait été enterré. Ces allégations n'ont pas été réfutées par l'État partie. Le Comité a noté que selon la loi en vigueur, la famille d'un condamné à mort n'était pas informée à l'avance de la date de son exécution, le corps ne lui était pas remis et l'emplacement de sa tombe n'était pas divulgué. Le Comité comprenait l'angoisse et la pression psychologique dont les auteurs, mère et sœur d'un prisonnier condamné à mort, avaient souffert et souffraient encore parce qu'elles ne savaient toujours pas dans quelles circonstances avait été exécuté le condamné ni où il était enterré. Le secret absolu entourant la date de l'exécution et le lieu de l'ensevelissement, ainsi que le refus de remettre le corps pour qu'il soit inhumé conformément aux convictions et aux pratiques religieuses de la famille du condamné avaient pour effet d'intimider ou de punir les familles en les laissant délibérément dans un état d'incertitude et de souffrance morale. Le Comité a donc conclu que l'ensemble de ces éléments et le fait que l'État partie ait ensuite persisté à ne pas les informer de l'emplacement de la tombe de M. Kovalev constituaient à l'égard des auteurs un traitement inhumain contraire à l'article 7 du Pacte.

192. Dans l'affaire n° 1945/2010 (*Achabal c. Espagne*), l'auteur affirmait avoir été torturée alors qu'elle était détenue au secret, du 7 au 9 juin 1996, et que pendant cette période, elle n'avait eu le droit ni d'être assistée par l'avocat de son choix ni de communiquer avec sa famille. Le Comité a pris note de la description détaillée et cohérente que faisait l'auteur des circonstances ayant entouré son arrestation et sa détention ainsi que des rapports médicaux présentés par l'auteur, en particulier ceux des psychiatres qui s'étaient occupés d'elle et qui avaient diagnostiqué un syndrome de stress post-traumatique chronique. Le Comité a estimé que, vu le classement de l'affaire en phase d'instruction, qui avait empêché la tenue du procès (*juicio oral*), il n'avait pas été satisfait aux exigences d'examen approfondi auquel devait donner lieu toute plainte pour torture, et que les seuls actes d'instruction effectués n'avaient pas été suffisants pour que les faits soient examinés de manière approfondie, comme l'exigeaient la maladie de l'auteur et les rapports des médecins qui l'avaient examinée et avaient posé le diagnostic. Compte tenu de la difficulté qu'il y a à prouver l'existence de tortures et de mauvais traitements lorsque ceux-ci ne laissent pas de traces physiques, comme dans le cas d'espèce, les enquêtes sur de tels faits doivent être exhaustives. En outre, tout préjudice physique ou psychique causé à une personne en détention, qui plus est au secret, suscite une importante présomption de fait, et il convient dès lors de considérer que la charge de la preuve ne doit pas peser sur la victime présumée. Dans ces circonstances, le Comité a considéré que l'enquête conduite par les juridictions internes n'avait pas été suffisante pour garantir à l'auteur son droit à un recours utile, et que les faits dont il était saisi faisaient apparaître une violation de l'article 7, lu seul et conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte.

193. Le Comité a également conclu à des violations de l'article 7 dans les affaires n° 1753/2008 (*Guezout c. Algérie*), n° 1779/2008 (*Mezine c. Algérie*), n° 1791/2008 (*Boudjemai c. Algérie*), n° 1804/2008 (*Il Khwildy c. Libye*), n° 1805/2008 (*Benali c. Libye*), n° 1806/2008 (*Saadoun c. Algérie*), n° 1807/2008 (*Mechani c. Algérie*), n° 1913/2009 (*Abushaala c. Libye*) et n° 1863/2009 (*Maharjan c. Népal*).

d) *Liberté et sécurité de la personne (art. 9 du Pacte)*

194. Dans l'affaire n° 2120/2011 (*Kovaleva et consorts c. Bélarus*), le Comité a rappelé que s'il y avait lieu de déterminer au cas par cas le sens des mots «dans le plus court délai» utilisés au paragraphe 3 de l'article 9, son Observation générale n° 8 (1982) sur le droit à la liberté et à la sécurité de la personne ainsi que sa jurisprudence prévoyaient que ce délai ne devait pas excéder quelques jours. Le Comité a donc estimé que le délai de cinq mois qui s'était écoulé avant que la victime soit présentée à un juge, était incompatible avec l'exigence de célérité énoncée au paragraphe 3 de l'article 9.

195. Dans l'affaire n° 1940/2010 (*Cedeño c. République bolivarienne du Venezuela*), le Comité a rappelé que la détention avant jugement devait être exceptionnelle et aussi brève que possible. En outre, elle devait être non seulement légale, mais également raisonnable et nécessaire à tous égards, par exemple pour éviter que l'intéressé ne prenne la fuite, ne soustraie ou modifie des preuves ou ne commette une nouvelle infraction. Au vu des informations reçues, le Comité a estimé que l'État partie n'avait pas donné de raisons suffisantes autres que la simple présomption de fuite pour justifier le placement initial de l'auteur en détention provisoire et la prolongation ultérieure de cette mesure, ou pour expliquer pourquoi il ne pouvait prendre d'autres mesures pour empêcher une éventuelle fuite, ou pourquoi la prolongation de la détention n'avait été ordonnée que plusieurs mois après l'expiration de la période légale maximale de deux ans de la détention avant jugement. S'il était vrai que l'auteur avait fini par quitter le pays en dépit d'un nouveau mandat d'arrêt délivré par le tribunal n° 31, le Comité constatait que cette fuite avait été motivée par les irrégularités du procès. Il a donc conclu que la détention provisoire de l'auteur était contraire aux dispositions de l'article 9 du Pacte.

196. Dans l'affaire n° 1804/2008 (*Il Khwildy c. Libye*), la victime avait été arrêtée à deux reprises sans mandat par des agents de l'État et été détenue au secret à chaque fois, d'abord pendant cinq ans, puis pendant vingt mois, sans avoir accès à un défenseur, sans être informée des motifs de son arrestation et sans être traduite devant une autorité judiciaire. Durant ces périodes, la victime n'avait pas pu contester la légalité de sa détention ni dénoncer le caractère arbitraire de celle-ci. En l'absence de toute explication de la part de l'État partie, le Comité a conclu que ces faits constituaient une violation de l'article 9 du Pacte.

197. Le Comité a également conclu à des violations de l'article 9 dans les affaires de disparition forcée n° 1753/2008 (*Guezout c. Algérie*), n° 1779/2008 (*Mezine c. Algérie*), n° 1791/2008 (*Boudjemai c. Algérie*), n° 1805/2008 (*Benali c. Libye*), n° 1806/2008 (*Saadoun c. Algérie*), n° 1807/2008 (*Mechani c. Algérie*), n° 1863/2009 (*Maharjan c. Népal*) et n° 1913/2009 (*Abushaala c. Libye*).

e) *Droit d'être traduit dans le plus court délai devant un juge (art. 9, par. 3, du Pacte)*

198. Dans l'affaire n° 1787/2008 (*Kovsh c. Bélarus*), le Comité a rappelé que la détention avant jugement devait être exceptionnelle et aussi brève que possible. Pour garantir le respect de cette limitation, l'article 9 impose que la mesure fasse l'objet sans délai d'un contrôle juridictionnel. L'ouverture rapide d'un contrôle juridictionnel constitue également une garantie importante contre le risque de mauvais traitements pour la personne détenue. Ce contrôle juridictionnel doit être automatique et ne peut pas être subordonné à une demande préalable du détenu. Pour évaluer le degré de promptitude il faut prendre en compte le moment de l'arrestation et non le moment où l'intéressé arrive dans le lieu de détention. Si le sens de l'expression «dans le plus court délai» au paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte doit être déterminé au cas par cas, le délai ne doit pas dépasser quelques jours. Le Comité a recommandé à plusieurs occasions, dans le contexte de l'examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 40 du Pacte, que la durée pendant laquelle une personne est gardée à vue avant d'être déférée devant un juge ne devait pas dépasser quarante-huit heures. Toute durée supérieure devait être justifiée par des circonstances spéciales pour être compatible avec le paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte. Dans la présente affaire, le Comité a noté que l'État partie n'avait donné aucune explication pour justifier la nécessité de garder l'auteur retenue dans un centre de détention temporaire de la Direction des affaires intérieures pendant soixante et une heures et pendant soixante-douze heures sans la déférer devant un juge, et avait seulement fait valoir qu'elle n'avait pas formé de plainte. Le défaut d'action d'une personne en détention ne constitue pas une raison valable pour retarder sa présentation à un juge. Dans les circonstances de l'espèce, le Comité a considéré que les deux détentions de l'auteur étaient contraires au paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte.

f) *Traitement pendant la détention (art. 10 du Pacte)*

199. Dans l'affaire n° 1628/2007 (*Pavlyuchenkov c. Fédération de Russie*), le Comité a pris note des informations reçues de l'auteur au sujet des conditions de détention dans le centre où il avait été détenu, en particulier du fait qu'il n'y avait pas de système de ventilation en état de marche, ni suffisamment de nourriture et d'hygiène; qu'il était resté dans sa cellule en permanence, sans possibilité de sortir pour faire de l'exercice; et qu'il avait dû prendre ses repas et utiliser les toilettes dans la même pièce exigüe. Le Comité a noté également que l'État partie se limitait à mentionner la conformité avec les normes nationales, sans plus de précisions sur les conditions de la détention de l'auteur, ni sur les mesures prises pour enquêter sur les conditions de détention et offrir les recours nécessaires. En conséquence, le Comité a estimé que la détention de l'auteur dans les conditions décrites par celui-ci avait entraîné une violation de ses droits au titre du paragraphe 1 de l'article 10 du Pacte. Il a également conclu à une violation de l'article 10 dans l'affaire n° 1863/2009 (*Maharjan c. Népal*).

200. Dans l'affaire n° 1753/2008 (*Guezout c. Algérie*), le Comité a réaffirmé que les personnes privées de liberté ne devaient pas subir de privations ou de contraintes autres que celles qui étaient inhérentes à la privation de liberté, et qu'elles devaient être traitées avec humanité et dans le respect de leur dignité. Compte tenu de la détention au secret de la victime et en l'absence d'informations fournies par l'État partie à cet égard, le Comité a constaté une violation du paragraphe 1 de l'article 10 du Pacte. Il est parvenu à une conclusion similaire dans les affaires de disparition forcée n° 1779/2008 (*Mezine c. Algérie*), n° 1791/2008 (*Boudjemai c. Algérie*), n° 1807/2008 (*Mechani c. Algérie*) et n° 1913/2009 (*Abushaala c. Libye*).

g) *Droit à un procès équitable (art. 14 du Pacte)*

201. Dans l'affaire n° 1940/2010 (*Cedeño c. République bolivarienne du Venezuela*), le Comité a rappelé que les États devaient prendre des mesures garantissant expressément l'indépendance du pouvoir judiciaire et protégeant les juges de toute forme d'ingérence politique dans leurs décisions, en fixant des procédures claires et des critères objectifs en ce qui concerne la nomination, la rémunération, la durée du mandat, l'avancement, la suspension et la révocation des magistrats, ainsi que les mesures disciplinaires dont ils pouvaient faire l'objet. Une situation dans laquelle les fonctions et les attributions du pouvoir judiciaire et du pouvoir exécutif ne peuvent pas être clairement distinguées et dans laquelle le second est en mesure de contrôler ou de diriger le premier est incompatible avec le principe de tribunal indépendant. En l'espèce, le Comité a conclu que l'arrestation de la juge du tribunal n° 31 immédiatement après qu'elle ait ordonné la remise en liberté de l'auteur, ainsi que le statut provisoire des autorités judiciaires impliquées dans la procédure, avaient porté atteinte à l'indépendance des tribunaux, en violation du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte.

202. Dans l'affaire n° 1804/2008 (*Il Khwildy c. Libye*), le Comité a noté que près de vingt-deux mois après sa seconde arrestation, la victime avait été condamnée à une peine de deux ans d'emprisonnement par un tribunal spécial. Un avocat lui avait été commis d'office par le juge mais elle n'avait pas pu le rencontrer hors de la salle d'audience. Toutes les audiences avaient eu lieu à huis clos et même les proches parents n'avaient pas pu y assister. En l'absence d'informations de la part de l'État partie, le Comité a conclu que le procès et la condamnation de la victime, dans les conditions qui avaient été décrites, faisaient apparaître une violation des paragraphes 1 et 3 b) et 3 c) de l'article 14 du Pacte.

203. Dans l'affaire n° 1807/2008 (*Mechani c. Algérie*), le Comité a noté que la victime avait été jugée et condamnée par contumace par la Cour spéciale de Bab-el-Oued à l'issue d'un procès inéquitable, tenu en l'absence de sa famille et sans que son avocate ait pu plaider en sa faveur car elle n'avait jamais pu la voir. Le Comité a rappelé son Observation générale n° 32 concernant l'article 14 du Pacte, dans laquelle il fait observer que les procédures des tribunaux spéciaux composés de «juges sans visages» sont souvent

irrégulières, non seulement du fait que l'identité et le statut des juges ne sont pas connus de l'accusé, mais souvent aussi à cause d'irrégularités dans la procédure. Dans le cas d'espèce, la victime avait été condamnée par contumace à la réclusion à perpétuité à l'issue d'un procès à huis clos, par une juridiction d'exception composée de magistrats anonymes, et sans jamais être entendue, puisqu'elle était victime d'une disparition forcée depuis son arrestation un an auparavant, et sans qu'aucune enquête n'ait été menée pour savoir ce qu'elle était devenue. Dans ces conditions, et en l'absence d'informations de la part de l'État partie, le Comité a conclu que le procès et la condamnation de la victime étaient intrinsèquement inéquitables et faisaient apparaître une violation du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte.

h) Droit à la présomption d'innocence (art. 14, par. 2, du Pacte)

204. Dans l'affaire n° 1940/2010 (*Cedeño c. République bolivarienne du Venezuela*), le Comité a noté qu'après la remise en liberté de l'auteur le Président de la République, au cours d'une émission diffusée par la radio et la télévision nationales, avait parlé de l'auteur en le qualifiant d'«escroc», insinuant que sa libération avait été illégalement orchestrée par ses avocats et la juge du tribunal n° 31. L'État partie n'avait pas réfuté ni expliqué ces déclarations du Président devant le Comité. Le Comité a rappelé que les autorités publiques avaient le devoir de s'abstenir de préjuger de l'issue d'un procès, par exemple de s'abstenir de faire des déclarations publiques affirmant la culpabilité de l'accusé. Par conséquent, étant donné qu'aucun tribunal n'avait statué sur la responsabilité pénale de l'auteur, le Comité a estimé que l'évocation directe de l'affaire par le Président de la République, ainsi que la manière dont il en avait parlé, avait porté atteinte au principe de la présomption d'innocence.

205. Dans l'affaire n° 2120/2011 (*Kovaleva et consorts c. Bélarus*), le Comité a pris note des allégations des auteurs indiquant que plusieurs agents de l'État avaient évoqué publiquement la culpabilité de M. Kovalev avant sa condamnation par le tribunal et que les médias avaient divulgué publiquement des éléments de l'enquête préliminaire avant l'examen de l'affaire par le tribunal. M. Kovalev avait en outre été maintenu dans une cage métallique tout au long du procès et des photos de lui derrière les barreaux dans la salle d'audience avaient paru dans la presse locale. Le Comité a rappelé sa jurisprudence telle que consignée dans son Observation générale n° 32 et a conclu, en l'absence de toute autre explication pertinente de la part de l'État partie, que la présomption d'innocence de M. Kovalev, garantie au paragraphe 2 de l'article 14 du Pacte, avait été bafouée.

i) Droit de communiquer avec un conseil (art. 14, par. 3 b), du Pacte)

206. Dans l'affaire n° 2120/2011 (*Kovaleva et consorts c. Bélarus*), les auteurs affirmaient que la victime n'avait reçu la visite de son avocat qu'une fois pendant l'enquête préliminaire, que le caractère confidentiel de leurs rencontres n'avait pas été respecté, qu'ils n'avaient pas eu suffisamment de temps pour préparer la défense et qu'il avait été interdit à plusieurs reprises à l'avocat de voir son client. En l'absence de la moindre explication à ce sujet de la part de l'État partie et de tout autre élément dans le dossier, le Comité a estimé que les faits dont il était saisi révélaient une violation des droits garantis à la victime en vertu du paragraphe 3 b) de l'article 14 du Pacte.

j) Droit d'être jugé sans retard excessif (art. 14, par. 3 c), du Pacte)

207. Dans l'affaire n° 1940/2010 (*Cedeño c. République bolivarienne du Venezuela*), le Comité a rappelé que le caractère raisonnable de la durée d'une procédure judiciaire devait être évalué au cas par cas, compte tenu de la complexité de l'affaire, du comportement de l'accusé et de la manière dont les autorités administratives et judiciaires avaient traité l'affaire. Dans les circonstances de l'espèce, il a estimé que l'État partie, dans

ses observations, n'avait pas expliqué de manière satisfaisante en quoi la lenteur de la procédure serait imputable au comportement de l'auteur ou à la complexité de l'affaire. Par conséquent, le Comité a conclu que la procédure engagée contre l'auteur avait subi un retard excessif.

k) *Droit de ne pas être forcé de témoigner contre soi-même ou de s'avouer coupable (art. 14, par. 3 g), du Pacte)*

208. Dans l'affaire n° 1303/2004 (*Chiti c. Zambie*), l'auteur a affirmé que son mari avait été conduit au poste de police, torturé pendant neuf jours et contraint de faire une déclaration écrite mettant en cause certains hommes politiques dans un coup d'État. L'État partie n'avait pas réfuté ce grief. Le Comité a rappelé son Observation générale n° 32 sur l'article 14, dans laquelle il affirme, entre autres, que la législation interne doit veiller à ce que les déclarations ou aveux obtenus en violation de l'article 7 du Pacte ne constituent pas des éléments de preuve, si ce n'est lorsque ces informations servent à établir qu'il a été fait usage de la torture ou d'autres traitements interdits par cette disposition et à ce qu'en pareil cas il incombe à l'État de prouver que l'accusé a fait ces déclarations de son plein gré. À la lumière des informations dont il était saisi, le Comité a conclu à une violation du paragraphe 3 g) de l'article 14 du Pacte.

209. Dans l'affaire n° 2120/2011 (*Kovaleva et consorts c. Bélarus*), le Comité a pris note des griefs des auteurs au titre des articles 7 et 14 (par. 3 g) du Pacte, à savoir que M. Kovalev avait été soumis à des pressions physiques et psychologiques aux fins de lui faire avouer sa culpabilité et que, bien qu'il soit revenu sur son auto-accusation pendant le procès, ses aveux avaient été retenus contre lui. La Cour suprême avait considéré que M. Kovalev avait modifié ses déclarations afin d'alléger sa peine, et déclaré que les aveux de l'accusé et d'autres éléments avaient été obtenus dans le strict respect des normes de la procédure pénale et étaient donc recevables en tant que preuves. Cependant, l'État partie n'avait pas présenté d'informations prouvant qu'il avait ouvert la moindre enquête sur ces allégations. Dans ces circonstances, il convenait d'accorder le crédit voulu aux allégations des auteurs et le Comité a conclu que les faits dont il était saisi faisaient apparaître une violation des droits que M. Kovalev tenait de l'article 7 et du paragraphe 3 g) de l'article 14 du Pacte.

l) *Droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation (art. 14, par. 5, du Pacte)*

210. Dans l'affaire n° 2120/2011 (*Kovaleva et consorts c. Bélarus*), les auteurs soutenaient que le droit de M. Kovalev à ce que sa condamnation et sa sentence soient réexaminées par une juridiction supérieure avait été violé puisqu'il avait été condamné à mort en première instance par la Cour suprême et que la décision n'était pas susceptible d'appel. M. Kovalev s'était prévalu d'une procédure de contrôle, mais le Comité a relevé qu'un tel contrôle ne visait que les décisions déjà exécutoires et constituait donc un moyen de recours extraordinaire dont l'exercice était laissé à la discrétion d'un juge ou d'un procureur. Lorsqu'un tel contrôle était effectué, il ne portait que sur des points de droit et ne permettait nullement d'apprécier les faits et les éléments de preuve. Il ne pouvait donc pas être considéré comme un «recours» aux fins du paragraphe 5 de l'article 14. Le Comité a rappelé à cet égard que le droit d'interjeter appel découlant du paragraphe 5 de l'article 14 imposait à l'État partie l'obligation de faire examiner quant au fond la déclaration de culpabilité et la condamnation, en vérifiant si les éléments de preuve étaient suffisants et à la lumière des dispositions législatives applicables. Faute d'explication de la part de l'État partie, le Comité a conclu que l'absence de possibilité de faire appel devant une juridiction supérieure du jugement rendu par la Cour suprême en première instance ne satisfaisait pas aux prescriptions énoncées au paragraphe 5 de l'article 14.

m) *Droit à la reconnaissance de sa personnalité juridique (art. 16 du Pacte)*

211. Dans l'affaire n° 1753/2008 (*Guezout c. Algérie*), le Comité a réitéré sa jurisprudence constante selon laquelle soustraire intentionnellement une personne à la protection de la loi pour une période prolongée peut constituer un déni de reconnaissance de la personnalité juridique si la victime était entre les mains des autorités de l'État quand elle a été vue pour la dernière fois et si les efforts de ses proches pour avoir accès à des recours potentiellement utiles, y compris devant les tribunaux, sont systématiquement entravés. Dans le cas d'espèce, le Comité a noté que l'État partie n'avait pas fourni d'explications satisfaisantes concernant les allégations des auteurs, qui affirmaient être sans nouvelles de la victime. Le Comité a conclu que la disparition forcée de la victime depuis seize ans l'avait soustraite à la protection de la loi et l'avait privée de son droit à la reconnaissance de sa personnalité juridique, en violation de l'article 16 du Pacte. Le Comité est parvenu à une conclusion similaire dans les affaires de disparition forcée n° 1779/2008 (*Mezine c. Algérie*), n° 1791/2008 (*Boudjemai c. Algérie*), n° 1804/2008 (*Il Khwildy c. Libye*), n° 1806/2008 (*Saadoun c. Algérie*), n° 1807/2008 (*Mechani c. Algérie*) et n° 1913/2009 (*Abushaala c. Libye*).

212. Dans l'affaire n° 1805/2008 (*Benali c. Libye*), le Comité a pris note de l'allégation de l'auteur, qui n'a pas été contestée, selon laquelle la victime avait été détenue au secret en un lieu dont l'emplacement n'avait pas été révélé durant deux périodes distinctes: depuis sa première arrestation en août 1995 jusqu'en septembre 2000, et depuis sa deuxième arrestation en février 2005 jusqu'en mai 2006. Durant ces périodes, il avait été maintenu à l'isolement et privé de tout contact avec sa famille ou un avocat, et il avait été torturé. Sa famille n'avait aucun moyen de le protéger et craignait de faire l'objet de représailles si elle contestait l'autorité de ses geôliers. De septembre 2000 à sa libération en octobre 2002, puis de mai 2006 jusqu'en octobre 2006, les autorités avaient informé la famille de l'endroit où se trouvait M. Benali et l'avaient autorisé à lui rendre visite de temps à autre. D'octobre 2006 à mars 2007, il a de nouveau été détenu au secret, apparemment à la prison d'Abou Slim, de laquelle il aurait disparu en mars 2007; sa famille avait finalement été informée du lieu où il se trouvait et autorisée à lui rendre visite en avril 2009. Ainsi, de grandes parties des années passées par M. Benali en détention avaient le caractère d'une disparition forcée. Le Comité a estimé que la disparition forcée et la détention au secret de la victime l'avaient soustraite à la protection de la loi pendant ces périodes, en violation de l'article 16 du Pacte.

n) *Droit de ne pas faire l'objet d'immixtions dans sa vie privée, sa famille et son domicile (art. 17 du Pacte)*

213. Dans l'affaire n° 1803/2008 (*Bulgakov c. Ukraine*), l'auteur affirmait que l'orthographe ukrainienne de son prénom et de son patronyme imposée dans ses documents d'identité, ridicule aux oreilles des russophones, l'exposait à de fréquentes moqueries et suscitait en lui un sentiment de privation et d'arbitraire. Le Comité a rappelé que la notion de vie privée renvoyait au domaine de la vie de l'individu où celui-ci pouvait librement exprimer son identité, que ce soit dans ses relations avec les autres ou seul. Il a rappelé également que le nom d'une personne constituait un élément important de son identité et que la protection contre les immixtions arbitraires ou illégales dans la vie privée comprenait la protection contre les immixtions arbitraires ou illégales dans l'exercice du droit de choisir son nom et d'en changer. Le Comité a relevé l'explication de l'État partie selon laquelle en Ukraine les prénoms et patronymes, lorsqu'ils étaient traduits d'une langue à une autre, n'étaient pas transcrits mais étaient «remplacés par l'équivalent historiquement établi» et le nom de l'auteur avait été modifié selon la tradition ukrainienne.

214. Le Comité a noté en outre que le fondement juridique de la modification du prénom et du patronyme de l'auteur n'était pas clair et que l'État partie n'avait pas contesté l'argument de l'auteur qui faisait valoir que cette modification était contraire aux lois nationales. Il a donc estimé que l'immixtion en question était illégale. Le Comité s'est fondé sur sa jurisprudence, par laquelle il a établi que la protection offerte par l'article 17

englobait le droit de choisir et de changer son propre nom et a considéré que cette protection protégeait a fortiori contre le fait de se voir imposer un changement de nom par l'État partie. En l'espèce, l'État partie ne s'était pas contenté de transcrire le prénom et le patronyme de l'auteur mais les avait bel et bien modifiés en appliquant les règles énoncées dans un ouvrage de grammaire ukrainien. Le Comité a donc estimé que la modification unilatérale du nom de l'auteur par l'État partie sur les documents officiels n'était pas raisonnable, et constituait une immixtion illégale et arbitraire dans sa vie privée, en violation de l'article 17 du Pacte.

215. L'affaire n° 2073/2011 (*Naidenova et consorts c. Bulgarie*) portait sur l'expulsion des auteurs de leurs maisons situées dans la communauté de Dobri Jeliaskov, qui existait avec l'assentiment des autorités de l'État partie depuis plus de soixante-dix ans, bien que les auteurs ne soient pas les propriétaires légitimes du terrain sur lequel les maisons avaient été construites. Étant donné que les auteurs vivaient en toute tranquillité sur le site depuis de nombreuses années, le Comité a considéré que, en ne prêtant pas suffisamment attention aux conséquences de leur expulsion, tel le risque qu'ils se retrouvent sans abri, dans une situation où aucun logement de remplacement adéquat ne serait immédiatement disponible, l'État partie commettrait une immixtion arbitraire dans le domicile des auteurs et, partant, violerait les droits des auteurs au titre de l'article 17 du Pacte.

216. Le Comité a conclu à une violation de l'article 17 et du paragraphe 1 de l'article 23, lus seuls et conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2, dans l'affaire n° 1303/2004 (*Chiti c. Zambie*). Il a également conclu à une violation de l'article 17 dans les affaires de disparition forcée n° 1779/2008 (*Mezine c. Algérie*) et n° 1791/2008 (*Boudjemai c. Algérie*).

o) Liberté de pensée, de conscience et de religion (art. 18 du Pacte)

217. Dans l'affaire n° 1786/2008 (*Kim et consorts c. République de Corée*), les auteurs, 388 Témoins de Jéhovah condamnés chacun à dix-huit mois d'emprisonnement pour avoir refusé d'effectuer leur service militaire en raison de leurs convictions religieuses, affirmaient que l'absence, dans l'État partie, d'un service de remplacement au service militaire constituait une violation des droits qu'ils tenaient du paragraphe 1 de l'article 18 du Pacte. Le Comité a rappelé son Observation générale n° 22 (1993), dans laquelle il affirme que le caractère fondamental des libertés consacrées par le paragraphe 1 de l'article 18 du Pacte est reflété dans le fait qu'aux termes du paragraphe 2 de l'article 4 du Pacte, il ne peut pas être dérogé à l'article 18, même en cas de danger public exceptionnel. Bien que le Pacte ne fasse pas référence explicitement à un droit à l'objection de conscience, le Comité a réaffirmé que ce droit se déduisait de l'article 18, dans la mesure où l'obligation d'employer la force meurtrière pouvait être gravement en conflit avec la liberté de conscience. Le Comité a noté en outre que la liberté de pensée, de conscience et de religion comprenait le droit de ne pas déclarer ses convictions aussi bien que le droit de les déclarer. Le service militaire obligatoire sans possibilité de service civil de remplacement implique qu'un individu peut se retrouver dans une situation où il est privé du droit de choisir de déclarer ou non ses convictions du fait qu'il est tenu par une obligation légale le conduisant soit à enfreindre la loi soit à aller à l'encontre de ses convictions dans un contexte où il peut être nécessaire d'ôter la vie à un autre être humain.

218. Le Comité a donc réaffirmé que le droit à l'objection de conscience au service militaire était inhérent au droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit permet à tout individu d'être exempté du service militaire obligatoire si un tel service ne peut pas être concilié avec sa religion ou ses convictions. L'exercice de ce droit ne doit pas être entravé par des mesures coercitives. Un État partie peut, s'il le souhaite, obliger l'objecteur de conscience à effectuer un service civil de remplacement, en dehors de l'armée et non soumis au commandement militaire. Le service de remplacement ne doit pas avoir un caractère punitif. Il doit présenter un véritable intérêt pour la collectivité et être

compatible avec le respect des droits de l'homme. Dans la présente affaire, le Comité a estimé que le refus des auteurs d'être enrôlés aux fins du service militaire obligatoire découlait de leurs convictions religieuses, dont il n'avait pas été contesté qu'elles étaient professées sincèrement, et que les poursuites et condamnations dont les auteurs avaient ensuite fait l'objet constituaient une atteinte à leur liberté de conscience, en violation du paragraphe 1 de l'article 18 du Pacte. Réprimer le refus d'effectuer le service militaire obligatoire dans le cas de personnes dont la conscience ou la religion interdisait l'usage des armes était incompatible avec le paragraphe 1 de l'article 18 du Pacte.

219. Dans l'affaire n° 1852/2008 (*Singh c. France*), l'auteur, âgé de 17 ans au moment des faits, affirmait que son expulsion de l'école publique secondaire pour avoir porté le *keski* constituait une atteinte à son droit à la liberté de religion, et plus particulièrement son droit de manifester sa religion, en vertu de l'article 18 du Pacte. L'expulsion avait été décidée en application de la loi n° 2004-228, qui interdit le port, dans les écoles et collèges, de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse.

220. Le Comité, se référant à son Observation générale n° 22 sur l'article 18 du Pacte, a rappelé que la liberté de manifester sa religion englobait le port de vêtements ou de couvre-chefs distinctifs. Il considérait que le port du turban ou du *keski* était un acte motivé par la religion et que, par conséquent, l'interdiction du port du *keski*, instaurée par la loi n° 2004-228, constituait une restriction de l'exercice du droit à la liberté de religion. Le Comité a réaffirmé que l'État pouvait limiter la liberté de manifester une religion si l'exercice de cette liberté nuisait à l'objectif de protection de la sécurité, de l'ordre, de la santé et de la morale publics, ou aux droits fondamentaux et aux libertés d'autrui. Il a reconnu que le principe de laïcité était en soi un moyen par lequel un État partie pouvait s'efforcer de protéger la liberté religieuse de l'ensemble de la population et que la loi n° 2004-228 avait été adoptée en réaction à des affaires réelles dans lesquelles il y avait eu ingérence dans la liberté religieuse des élèves et même, dans certains cas, des menaces contre leur sécurité physique. Le Comité a donc considéré que la loi n° 2004-228 servait les objectifs de protection des droits et libertés d'autrui, de l'ordre public et de la sécurité publique.

221. Le Comité a pris note de l'explication de l'État partie qui indiquait que l'interdiction du port de signes religieux concernait uniquement les signes et tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse, qu'elle ne s'appliquait pas aux signes religieux discrets et que le Conseil d'État rendait des décisions à ce sujet au cas par cas. Cependant, le Comité a estimé que l'État partie n'avait pas donné de preuves convaincantes qu'en portant son *keski*, l'auteur aurait présenté une menace pour les droits et libertés des autres élèves ou pour l'ordre au sein de l'établissement scolaire. Il était également d'avis que l'exclusion définitive de l'auteur d'un établissement scolaire public était disproportionnée et avait eu des conséquences graves pour l'instruction à laquelle l'auteur, comme toute personne de son âge, avait droit dans l'État partie. Le Comité n'était pas convaincu que l'exclusion était nécessaire et que le dialogue entre les autorités scolaires et l'auteur avait vraiment pris en considération la situation et les intérêts particuliers de ce dernier. De plus, l'État partie avait appliqué cette sanction préjudiciable à l'auteur, non parce que sa conduite personnelle créait un risque concret, mais simplement parce qu'il avait été considéré comme appartenant à une large catégorie de personnes définies par leur conduite motivée par des raisons religieuses. À cet égard, le Comité a pris note de l'argument de l'État selon lequel cette large extension de la catégorie de personnes à qui il était interdit de respecter les préceptes de leur religion simplifiait l'administration de la politique restrictive mise en place. Cependant, il a estimé que l'État partie n'avait pas démontré que le sacrifice des droits de ces personnes était nécessaire ou proportionné aux buts visés. Pour toutes ces raisons, le Comité a conclu que l'exclusion de l'auteur de son lycée n'était pas nécessaire au titre du paragraphe 3 de l'article 18, qu'elle avait porté atteinte à son droit de manifester sa religion et qu'elle constituait une violation de l'article 18 du Pacte.

p) *Liberté d'opinion et d'expression (art. 19 du Pacte)*

222. Dans l'affaire n° 1784/2008 (*Schumilin c. Bélarus*), le Comité devait déterminer si l'amende infligée à l'auteur pour avoir distribué des tracts à la population de Gomel concernant deux réunions avec un opposant politique dont la tenue n'avait pas été autorisée constituait une violation des droits que l'auteur tenait du paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte. Le Comité a pris note de l'explication donnée par l'État partie qui indiquait qu'en vertu de la loi sur les manifestations de masse, aucune information sur une réunion prévue ne pouvait être diffusée tant que les autorités compétentes n'avaient pas donné l'autorisation officielle d'organiser la réunion, et que l'action de l'auteur constituait une infraction administrative. L'État partie avait également reconnu que le droit à la liberté d'expression ne pouvait être limité que conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 19, sans toutefois expliquer comment dans ce cas précis les actes de l'auteur avaient porté atteinte aux droits ou à la réputation d'autrui, ou constitué une menace pour la sécurité nationale, l'ordre public ou la santé ou la moralité publiques. Le Comité a rappelé qu'il incombait à l'État partie de montrer que les restrictions imposées au droit garanti par l'article 19 étaient nécessaires en l'espèce, et que même si un État partie avait la faculté de mettre en place un système visant à réaliser un équilibre entre la liberté des individus de répandre des informations et l'intérêt général consistant à maintenir l'ordre public dans une certaine zone, le fonctionnement de ce système ne devait pas être incompatible avec l'article 19 du Pacte. Étant donné que le tribunal régional de Gomel avait refusé d'examiner la question de savoir si la restriction du droit de l'auteur de répandre des informations était nécessaire, et en l'absence d'autres renseignements utiles dans le dossier pour justifier les décisions des autorités à la lumière du paragraphe 3 de l'article 19, le Comité a considéré que les restrictions aux droits de l'auteur dans la présente affaire étaient incompatibles avec les obligations fixées dans cette disposition du Pacte. Il a donc conclu qu'il y avait eu violation des droits que l'auteur tenait du paragraphe 2 de l'article 19. Le Comité est parvenu à une conclusion similaire dans l'affaire n° 1785/2008 (*Olechkevitch c. Bélarus*), qui portait sur les mêmes événements.

223. Dans l'affaire n° 1790/2008 (*Govsha et consorts c. Bélarus*), les auteurs affirmaient qu'il y avait eu violation de leur droit à la liberté d'expression garanti à l'article 19 du Pacte et de leur droit à la liberté de réunion consacré à l'article 21, puisque l'autorisation d'organiser une réunion pacifique en vue d'échanger des vues et des informations sur le développement du Bélarus et de sa société leur avait été refusée. Le Comité a noté que l'article 19 du Pacte était applicable parce que les restrictions imposées aux droits des auteurs à la liberté de réunion étaient étroitement liées au thème de la réunion pour la tenue de laquelle ils avaient demandé une autorisation. Il a également pris note de l'affirmation de l'État partie selon laquelle ces restrictions étaient conformes à la loi sur les manifestations de masse et à la décision du Comité exécutif de la ville de Baranovitchi n° 4. Bien qu'elle se réfère à l'article 19 du Pacte, l'Observation générale n° 34 contenait également des indications relatives à certains éléments de l'article 21. Le Comité a relevé que bien qu'il ait eu l'occasion de le faire, l'État partie n'avait pas démontré en quoi les restrictions imposées à la liberté d'expression et de réunion des auteurs, certes fondées sur une loi et une décision municipale, étaient nécessaires aux fins d'un des objectifs légitimes du paragraphe 3 de l'article 19 et de la deuxième phrase de l'article 21 du Pacte. En conséquence, le Comité a conclu que les faits dont il était saisi faisaient apparaître une violation, par l'État partie, du droit que les auteurs tenaient des articles 19 et 21 du Pacte.

224. Dans les affaires n°s 1835/2008 et 1837/2008 (*Yasinovich et Shevchenko c. Bélarus*), les auteurs affirmaient que les amendes administratives auxquelles ils avaient été condamnés pour avoir recueilli des signatures pour une pétition contenant le texte suivant: «Nous protestons contre la suppression des prestations et nous appuyons la destitution des députés élus pour représenter Novopolotsk qui ont voté pour cette loi contre le peuple», et la transmission ultérieure de cette pétition à l'administration présidentielle, constituaient une restriction injustifiée de leur droit à la liberté d'expression. Le Comité a considéré que, même

si la collecte de signatures par les auteurs relevait de la procédure établie par les articles 130 à 137 du Code électoral, l'État partie n'avait avancé aucun argument pour expliquer en quoi la sanction administrative prise à leur égard était nécessaire pour l'un des buts légitimes énoncés au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte, ni quel danger il y aurait eu à ce que les auteurs recueillent l'avis de leurs concitoyens et expriment leur propre opinion au sujet de la suppression des prestations sociales par le Parlement et des députés ayant voté pour les modifications législatives visées. Le Comité a conclu qu'en l'absence de toute explication pertinente de l'État partie, la restriction de l'exercice du droit des auteurs à la liberté d'expression ne pouvait pas être considérée comme fixée par la loi et nécessaire à la protection de la sécurité nationale ou de l'ordre public, ni au respect des droits ou de la réputation d'autrui. Il a donc conclu qu'il y avait eu violation des droits garantis aux auteurs par le paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte.

225. Dans l'affaire n° 1836/2008 (*Katsora c. Bélarus*), le Comité a estimé que l'imposition de sanctions à l'auteur pour avoir distribué, avec d'autres personnes, des tracts informant la population d'une manifestation collective qui n'était pas encore autorisée, sans indication de la date ni du lieu et annonçant la tenue d'un débat avec un ancien candidat à la présidence, ne pouvait être considérée comme une restriction à l'exercice de la liberté de l'auteur de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées pouvant être nécessaires à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public ou au respect des droits ou de la réputation d'autrui. En conséquence, le Comité a conclu que dans les circonstances de l'espèce, les droits que l'auteur tenait du paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte avaient été violés.

226. Dans l'affaire n° 1932/2010 (*Fedotova c. Fédération de Russie*), l'auteur avait été condamnée à une amende pour avoir exposé des affiches portant le slogan «L'homosexualité est normale» «Je suis fière d'être homosexuelle» près d'un établissement d'enseignement secondaire de Riazan, en vertu de l'article 3.10 de la loi de la Région de Riazan relative aux infractions administratives. Cette disposition prévoyait que toute action publique de propagande en faveur de l'homosexualité auprès des mineurs serait punie. L'auteur affirmait que le but de son action était de promouvoir la tolérance à l'égard des gays et des lesbiennes en Fédération de Russie et que l'amende était contraire à l'article 19 du Pacte. Bien que reconnaissant le rôle qui était celui des autorités de l'État partie dans la protection des mineurs, le Comité a constaté que l'État partie n'avait pas montré pourquoi, dans le cas d'espèce, il était nécessaire aux fins de l'un des buts légitimes énoncés au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte de restreindre le droit à la liberté d'expression de l'auteur en application de l'article 3.10 de la loi de la Région de Riazan. Par conséquent, le Comité a conclu que la condamnation de l'auteur en application des dispositions ambiguës et discriminatoires de l'article 3.10 de la loi de la Région de Riazan, constituait une violation des droits que l'auteur tenait du paragraphe 2 de l'article 19, lu conjointement avec l'article 26 du Pacte.

227. Le Comité a également conclu à des violations de l'article 19 dans l'affaire n° 1830/2008 (*Pivonos c. Bélarus*) et dans les affaires (jointes) n°s 1867/2009, 1936/2010, 1975/2010, 1977/2010, 1978/2010, 1979/2010, 1980/2010, 1981/2010 et 2010/2010 (*Levinov c. Bélarus*).

q) *Droit de s'associer librement (art. 22 du Pacte)*

228. Dans l'affaire n° 1226/2003 (*Korneenko c. Bélarus*), le Comité devait déterminer si la condamnation de l'auteur à une amende pour l'utilisation par Initiatives civiles, l'association qu'il présidait, de matériel informatique reçu au titre d'une aide étrangère non liée aux fins de la préparation et de l'observation des élections, ainsi que la confiscation du matériel en question constituaient une restriction du droit de l'auteur de s'associer librement. Selon l'auteur, le matériel informatique saisi était un élément essentiel du processus d'observation des élections entrepris par Initiatives civiles et les éléments de preuve obtenus à partir des données sauvegardées sur le matériel saisi avaient motivé par la suite la dissolution d'Initiatives civiles par décision de justice. À ce propos, le Comité a fait observer que le droit

de s'associer librement ne comprenait pas uniquement le droit de créer une association mais garantissait aussi le droit des membres de cette association de mener librement les activités statutaires de l'organisation. La protection conférée par l'article 22 du Pacte s'étendait à toutes les activités d'une association et toute restriction de l'exercice de ce droit devait satisfaire aux critères énoncés au paragraphe 2 de cette disposition. Vu que la saisie du matériel informatique et l'imposition d'une amende à l'auteur avaient eu pour effet de mettre un terme à l'observation des élections par Initiatives civiles, le Comité a estimé que les faits constituaient une restriction du droit de l'auteur à la liberté d'association. En outre, le Comité a relevé que l'État partie n'avait en rien démontré, bien qu'il lui ait été donné l'occasion de le faire, en quoi il était nécessaire, aux fins du paragraphe 2 de l'article 22, d'interdire et de sanctionner l'utilisation d'un tel matériel informatique, et de confisquer le matériel en question. Il a donc conclu que les faits faisaient apparaître une violation des droits que l'auteur tenait du paragraphe 1 de l'article 22, lu conjointement avec le paragraphe 2 de l'article 19 et avec le paragraphe a) de l'article 25 du Pacte.

r) *Droit de se porter candidat à une élection (art. 25 b) du Pacte)*

229. Dans l'affaire n° 1744/2007 (*Narrain et consorts c. Maurice*), les auteurs affirmaient que la législation nationale, dans la mesure où elle invalidait la nomination d'un candidat à une élection générale qui ne déclarait pas à quelle communauté – hindoue, musulmane, sino-mauricienne ou population générale – il était censé appartenir, violait l'article 25 du Pacte. Ils soutenaient également que le critère relatif au «mode de vie» d'une personne donnée, sur lequel reposait la classification de la population de l'État partie en quatre catégories, était non seulement vague et indéterminé mais était aussi totalement inacceptable dans un régime démocratique. Le Comité a pris note, entre autres, de l'explication de l'État partie selon laquelle la complexité du système électoral était due à la nécessité de garantir la représentation de toutes les communautés ethniques. Il a relevé que le droit de se porter candidat à une élection était régi par la Constitution et par l'annexe 1 à la Constitution, et que l'annexe 1 faisait référence au recensement de 1972 s'agissant du nombre de membres de chacune des quatre communautés.

230. En ce qui concerne la violation présumée du droit des auteurs de se porter candidat, le Comité a rappelé sa jurisprudence et son Observation générale, en soulignant que toutes les conditions s'appliquant à l'exercice des droits protégés par l'article 25 devaient être fondées sur des critères objectifs et raisonnables. Les personnes qui à tous autres égards seraient éligibles ne devaient pas se voir priver de la possibilité d'être élues par des conditions déraisonnables ou discriminatoires, par exemple le niveau d'instruction, le lieu de résidence ou l'ascendance, ou encore l'affiliation politique. Le Comité a pris note de l'argument de l'État partie selon lequel la catégorie «population générale» était une catégorie résiduelle qui regroupait ceux qui ne sont ni hindous, ni musulmans, ni sino-mauriciens. D'après l'annexe 1 à la Constitution, les huit sièges relevant du «système du meilleur perdant» étaient attribués en fonction de la «communauté appropriée», en se basant sur les chiffres du recensement de 1972. Cependant, le Comité a noté que l'appartenance à une communauté n'avait pas fait l'objet d'un recensement depuis 1972. L'État partie n'ayant fourni aucune explication satisfaisante à ce sujet, le Comité a donc estimé, sans exprimer d'opinion sur la forme du système électoral de l'État partie ou de tout autre système électoral, que le maintien du classement en catégories des candidats aux élections générales, alors que les chiffres relatifs à l'appartenance communautaire de la population en général n'avaient pas été mis à jour, semblait arbitraire et constituait donc une violation du paragraphe b) de l'article 25 du Pacte.

s) *Droit à l'égalité devant la loi et interdiction de la discrimination (art. 26 du Pacte)*

231. Dans l'affaire n° 1861/2009 (*Bakurov c. Fédération de Russie*), l'auteur s'affirmait victime d'une violation des droits consacrés par l'article 26 du Pacte en ce qu'il n'avait pas été jugé dans le cadre d'un procès avec jury alors que ce type de procès était disponible pour d'autres accusés jugés par des tribunaux dans d'autres régions de la Fédération de

Russie. Le Comité a rappelé sa jurisprudence et réaffirmé que le Pacte ne prévoyait certes aucune disposition garantissant le droit d'être jugé au pénal par un tribunal avec jury, mais que si la législation interne de l'État partie garantissait ce droit et que celui-ci était accordé à certaines personnes accusées d'une infraction pénale, il devait être accordé dans des conditions d'égalité aux autres personnes dans la même situation. Toute distinction devait être fondée sur des motifs objectifs et raisonnables. Le Comité a relevé qu'il n'existait pas de loi fédérale sur la question de savoir si l'accusé pouvait être jugé par un tribunal avec jury. Le fait qu'un État partie ayant une structure fédérale autorise des différences entre les divers éléments de la fédération en matière de procès avec jury ne constituait pas en soi une violation de l'article 26 du Pacte. L'auteur n'ayant fourni aucune information permettant d'établir que des procès avec jury avaient été tenus dans des affaires portant sur des infractions passibles de la peine de mort dans la région de Krasnoyarsk et qu'il avait été victime d'un traitement discriminatoire, le Comité ne pouvait pas conclure à une violation de ses droits consacrés à l'article 26 du Pacte.

G. Réparations demandées par le Comité dans ses constatations

232. Lorsque le Comité constate, au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif, une violation d'une disposition du Pacte, il demande à l'État partie de prendre les mesures appropriées pour y remédier. Souvent, il rappelle aussi à l'État partie qu'il est tenu d'empêcher que des violations analogues ne se reproduisent à l'avenir. Lorsqu'il recommande un recours, le Comité déclare ce qui suit:

«Étant donné qu'en adhérant au Protocole facultatif l'État partie a reconnu que le Comité avait compétence pour déterminer s'il y avait eu ou non violation du Pacte et que, conformément à l'article 2 du Pacte, il s'est engagé à garantir à tous les individus se trouvant sur son territoire et relevant de sa juridiction les droits reconnus dans le Pacte, et à assurer un recours utile et exécutoire lorsqu'une violation a été établie, le Comité souhaite recevoir de l'État partie, dans un délai de cent quatre-vingts jours, des renseignements sur les mesures prises pour donner effet à ses constatations. L'État partie est également invité à rendre publiques les présentes constatations du Comité.».

233. Au cours de la période couverte par le rapport, le Comité a pris les décisions suivantes concernant les réparations.

234. Dans l'affaire n° 1558/2007 (*Katsaris c. Grèce*), dans laquelle il a conclu notamment à des violations du paragraphe 3 de l'article 2, lu conjointement avec l'article 7, en raison des lacunes de l'enquête sur les allégations de mauvais traitements, le Comité a demandé à l'État partie d'assurer à l'auteur un recours utile, notamment sous la forme d'une indemnisation appropriée.

235. Dans l'affaire n° 1548/2007 (*Kholodova c. Fédération de Russie*), dans laquelle il a conclu à une violation du paragraphe 3 a) de l'article 2, lu conjointement avec le paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte²¹, le Comité a demandé à l'État partie d'assurer à l'auteur un recours utile et de prendre toutes les mesures possibles pour veiller à ce que les responsables de la mort de son fils soient traduits en justice.

236. Dans les affaires (jointes) n°s 1917/2009, 1918/2009, 1925/2009 et 1953/2010 (*Prutina et consorts c. Bosnie-Herzégovine*), concernant l'absence de recours utile face à la disparition forcée de leurs proches, le Comité a demandé à l'État partie d'assurer aux auteurs un recours utile, consistant notamment à: i) poursuivre ses démarches visant à faire la lumière sur le sort des proches des auteurs et l'endroit où ils pourraient se trouver, comme l'exigeait la loi de 2004 relative aux personnes disparues; ii) poursuivre ses actions

²¹ Voir par. 179 ci-dessus.

visant à traduire en justice les responsables de leur disparition, et le faire avant la fin de 2015 comme l'exigeait la Stratégie nationale sur les crimes de guerre; iii) supprimer l'obligation faite aux membres de la famille de déclarer le décès des disparus pour pouvoir bénéficier d'allocations ou d'une autre forme d'indemnisation; et iv) assurer une indemnisation adéquate. L'État partie est en outre tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir et doit garantir en particulier que les familles des disparus aient accès aux enquêtes sur les allégations de disparition forcée.

237. Dans l'affaire n° 2120/2011 (*Kovaleva et consorts c. Bélarus*), le Comité a estimé que la sentence de mort contre le fils et frère des auteurs avait été prononcée sans que les prescriptions de l'article 14 aient été respectées, et qu'il en était résulté une violation de l'article 6 du Pacte. Le Comité a également conclu à des violations des articles 7 et 9 (par. 3) à l'égard de la victime principale, ainsi que de l'article 7 à l'égard des auteurs en raison des profondes souffrances morales et de l'angoisse qui leur avaient été causées. En conséquence, le Comité a considéré que l'État partie était tenu d'assurer aux auteurs un recours utile, notamment à les indemniser correctement de l'angoisse qu'elles avaient vécue et à les informer du lieu où leur fils et frère était inhumé. L'État partie était en outre tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir, notamment en modifiant le paragraphe 5 de l'article 175 du Code de l'application des peines (selon lequel la famille n'est pas informée à l'avance de la date de l'exécution, le corps de la personne exécutée ne lui est pas remis et le lieu où elle est enterrée ne lui est pas communiqué) de façon à le rendre conforme aux obligations qui incombent à l'État partie en vertu de l'article 7 du Pacte.

238. Dans les affaires n° 1753/2008 (*Guezout c. Algérie*) et n° 1779/2008 (*Mezine c. Algérie*), le Comité a conclu que la disparition forcée des victimes principales faisait apparaître des violations par l'État partie de l'article 6, paragraphe 1; de l'article 7; de l'article 9; de l'article 10, paragraphe 1; de l'article 16; et de l'article 2, paragraphe 3, lu conjointement avec les articles 6, paragraphe 1; 7; 9; 10, paragraphe 1; et 16 du Pacte à l'égard de la victime principale. Il a aussi conclu que la souffrance des auteurs, en tant que membres de la famille, constituait une violation de l'article 7, lu seul et conjointement avec l'article 2, paragraphe 3, du Pacte. En conséquence, le Comité a considéré que l'État partie était tenu d'assurer aux auteurs un recours utile, consistant notamment à: a) mener une enquête approfondie et rigoureuse sur la disparition; b) fournir aux auteurs des informations détaillées quant aux résultats de l'enquête; c) libérer immédiatement la victime si elle était toujours détenue au secret; d) dans l'éventualité où la victime était décédée, restituer sa dépouille à sa famille; e) poursuivre, juger et punir les responsables des violations commises; et f) indemniser de manière appropriée les auteurs pour les violations subies, ainsi que la victime si elle était en vie. Le Comité a également indiqué que nonobstant l'ordonnance n° 06-01, l'État devait également veiller à ne pas entraver le droit à un recours effectif pour les victimes de crimes tels que la torture, les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées. Le Comité a formulé des demandes analogues à celles figurant en a) et f) dans les affaires n° 1791/2008 (*Boudjemai c. Algérie*), n° 1805/2008 (*Benali c. Libye*), n° 1806/2008 (*Saadoun c. Algérie*), n° 1807/2008 (*Mechani c. Algérie*) et n° 1913/2009 (*Abushaala c. Libye*).

239. Dans l'affaire n° 1804/2008 (*Il Khwildy c. Libye*), le Comité a conclu que la victime principale ayant fait l'objet à deux reprises d'une disparition forcée pour une longue période, il y avait eu à son égard des violations de l'article 6; de l'article 7; de l'article 9, paragraphes 1 à 4; de l'article 10, paragraphe 1; de l'article 14, paragraphes 1 et 3 b) et 3 c); de l'article 16; et de l'article 2, paragraphe 3, lu conjointement avec les articles précités. Le Comité a également considéré que l'État partie avait agi en violation de l'article 7, lu seul et conjointement avec l'article 2, paragraphe 3 du Pacte à l'égard de l'auteur, en raison des souffrances causées par la disparition de son frère. En conséquence, le Comité a considéré que l'État partie était tenu d'assurer à l'auteur un recours utile, consistant

notamment à: a) mener une enquête approfondie et diligente sur la disparition du frère de l'auteur et sur tout mauvais traitement qu'il avait subi en détention; b) fournir à l'auteur et à son frère des informations détaillées sur les résultats de l'enquête; c) poursuivre, juger et condamner les responsables de la disparition et des autres mauvais traitements; et d) indemniser de manière appropriée l'auteur et son frère pour les violations subies.

240. Dans l'affaire n° 1303/2004 (*Chiti c. Zambie*), dans laquelle le Comité a conclu à des violations de l'article 6; de l'article 7, lu seul et conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2; du paragraphe 3 g) de l'article 14; et de l'article 17 et du paragraphe 1 de l'article 23, seuls et lus conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte, le Comité a considéré que l'État partie était tenu de fournir à l'auteur un recours utile consistant à: a) mener une enquête approfondie et diligente sur les tortures infligées à son mari en détention; b) fournir à l'auteur des informations détaillées sur les résultats de l'enquête; c) engager des poursuites pénales contre les responsables des tortures, les juger et les condamner; et d) assurer à l'auteur une réparation appropriée pour toutes les violations des droits de l'auteur ainsi que des droits de son mari.

241. Dans l'affaire n° 1912/2009 (*Thuraisamy c. Canada*), le Comité a conclu que l'arrêt d'expulsion pris contre l'auteur constituerait une violation de l'article 7 du Pacte s'il était exécuté. En conséquence, il a demandé à l'État partie d'assurer à l'auteur un recours utile consistant notamment en un réexamen complet du grief de l'auteur relatif au risque de traitement contraire à l'article 7 auquel il serait exposé s'il était renvoyé à Sri Lanka.

242. Dans l'affaire n° 1945/2010 (*Achabal c. Espagne*), le Comité a conclu que le traitement auquel avait été soumis l'auteur alors qu'il était détenu au secret et l'enquête menée par la suite faisaient apparaître des violations de l'article 7, lu seul et conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte. En conséquence, le Comité a demandé à l'État partie d'assurer à l'auteur un recours utile consistant notamment en: a) une enquête impartiale, efficace et approfondie sur les faits, et le jugement et la condamnation des responsables; b) l'octroi d'une réparation intégrale, y compris une indemnisation adéquate; et c) des mesures d'assistance médicale spécialisée et gratuite. L'État partie était également tenu de faire en sorte que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir. À cet égard, le Comité a rappelé la recommandation qui avait été adressée à l'Espagne à l'occasion de l'examen de son cinquième rapport périodique, tendant à ce qu'elle adopte les mesures nécessaires, y compris législatives, pour mettre un terme définitif au régime de la détention au secret, et à ce que soit reconnu à tous les détenus le droit de choisir librement un avocat qu'ils puissent consulter de manière totalement confidentielle et qui soit présent lors des interrogatoires.

243. Dans l'affaire n° 1863/2009 (*Maharjan c. Népal*), le Comité a estimé que l'arrestation arbitraire, la détention au secret et les actes de torture sur la personne d'un ancien enseignant constituaient, à l'égard de l'auteur, une violation des articles 7 et 9 et du paragraphe 1 de l'article 10, seuls et lus conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte, ainsi qu'une violation de l'article 7 lu conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte à l'égard de la femme et des parents de l'auteur. Le Comité a demandé à l'État partie d'assurer à l'auteur et à sa famille un recours utile, en: a) veillant à ce qu'une enquête approfondie et diligente soit menée sur les actes de torture et les mauvais traitements infligés à l'auteur; b) poursuivant et punissant les responsables de ces actes; c) indemnisant de façon appropriée l'auteur et sa famille pour les violations subies; et d) modifiant sa législation de façon à la rendre conforme au Pacte, c'est-à-dire en modifiant et allongeant le délai de trente-cinq jours à compter des faits de torture ou de la date de la libération fixé pour déposer une plainte en vertu de la loi sur l'indemnisation en cas de torture, en promulguant un texte législatif qui définisse et incrimine la torture et en abrogeant toutes les lois qui accordent l'immunité aux responsables des actes de torture et de disparition forcée. L'État partie devait veiller, à cet égard, à ce que l'auteur et sa famille soient protégés contre les représailles ou les actes d'intimidation.

244. Dans l'affaire n° 1787/2008 (*Kovsh c. Bélarus*), dans laquelle il a conclu que les détentions de l'auteur étaient incompatibles avec le paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte, le Comité a demandé à l'État partie d'assurer à l'auteur un recours utile, consistant notamment à rembourser tous frais de justice qu'elle avait engagés et à lui accorder une indemnisation appropriée. L'État partie était également tenu de prendre des mesures pour empêcher que des violations analogues ne se reproduisent à l'avenir. À cette fin, l'État partie devait revoir sa législation, en particulier son Code de procédure pénale, de façon à garantir sa conformité avec les prescriptions du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte.

245. Dans l'affaire n° 1940/2010 (*Cedeño c. République bolivarienne du Venezuela*), dans laquelle il a estimé que la détention et le jugement de l'auteur constituaient des violations de l'article 9 et des paragraphes 1, 2 et 3 c) de l'article 14, le Comité a demandé à l'État partie d'assurer à l'auteur un recours utile, et en particulier: a) au cas où l'auteur serait jugé, de garantir que le procès soit assorti de toutes les garanties judiciaires prévues à l'article 14 du Pacte; b) de garantir qu'il ne serait pas détenu arbitrairement pendant la durée de la procédure; et c) de lui accorder une réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation appropriée.

246. Dans l'affaire n° 1628/2007 (*Pavlyuchenkov c. Fédération de Russie*), dans laquelle il a estimé que les conditions de détention de l'auteur avaient constitué une violation de l'article 10, le Comité a demandé à l'État partie d'assurer à l'auteur un recours utile, notamment une indemnisation appropriée. L'État partie était en outre tenu de prendre des mesures appropriées et suffisantes pour empêcher que des violations analogues ne se reproduisent à l'avenir, en veillant à ce que les conditions dans ses prisons soient conformes aux obligations prévues par le Pacte, en tenant compte de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus et autres normes internationales pertinentes.

247. Dans l'affaire n° 1803/2008 (*Bulgakov c. Ukraine*), le Comité a estimé que la modification unilatérale du nom et du patronyme de l'auteur par l'État partie sur les documents officiels constituait une violation de l'article 17 du Pacte. Il a demandé à l'État partie d'assurer à l'auteur un recours utile, sous la forme notamment du rétablissement de la forme phonétique originale de son nom sur ses documents d'identité.

248. Dans l'affaire n° 2073/2011 (*Naidenova et consorts c. Bulgarie*), le Comité a estimé que l'État partie violerait les droits de l'auteur au titre de l'article 17 s'il mettait à exécution l'arrêté d'expulsion pris à son encontre. En conséquence, il a demandé à l'État partie de garantir aux auteurs un recours utile, y compris de s'abstenir de les expulser tant que des logements de remplacement adéquats ne seraient pas disponibles.

249. Dans l'affaire n° 1786/2008 (*Kim et consorts c. République de Corée*), le Comité a estimé que réprimer le refus d'effectuer le service militaire obligatoire dans le cas de personnes dont la conscience ou la religion interdisait l'usage des armes était incompatible avec le paragraphe 1 de l'article 18 du Pacte. En conséquence, il a demandé à l'État partie d'assurer aux auteurs un recours utile, consistant à effacer leurs casiers judiciaires et à leur offrir une indemnisation adéquate. Le Comité a également indiqué que l'État partie était tenu de veiller à ce que des violations analogues du Pacte ne se reproduisent pas à l'avenir, ce qui impliquait l'adoption de mesures législatives garantissant le droit à l'objection de conscience.

250. Dans l'affaire n° 1852/2008 (*Singh c. France*), dans laquelle il a conclu que l'expulsion de l'auteur de son école avait porté atteinte à son droit de manifester sa religion et constituait une violation de l'article 18, le Comité a demandé à l'État partie de garantir à l'auteur un recours utile, notamment une indemnisation appropriée. L'État partie était aussi tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas et devait revoir la loi n° 2004-228 à la lumière de ses obligations au titre du Pacte, en particulier de l'article 18.

251. Dans les affaires n° 1784/2008 (*Schumilin c. Bélarus*), n° 1785/2008 (*Olechkevitch c. Bélarus*) et n° 1835/2008 et 1837/2008 (*Yasinovich et Shevchenko c. Bélarus*), où il a constaté des violations du droit à la liberté d'expression, le Comité a demandé à l'État partie d'assurer aux auteurs un recours utile, notamment sous la forme du remboursement de la valeur actuelle de l'amende et des frais de justice engagés par eux, ainsi que d'une indemnisation. L'État partie était en outre tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir. À cet effet, l'État partie devait revoir sa législation, en particulier la loi sur les manifestations de masse et son application, de façon à les rendre conformes aux dispositions de l'article 19 du Pacte. Le Comité a fait des demandes analogues dans les affaires n° 1836/2008 (*Katsora c. Bélarus*), n° 1867/2009, 1936/2010, 1975/2010, 1977 à 1981/2010 et 2010/2010 (*Levinov c. Bélarus*); et dans l'affaire n° 1790/2008 (*Govsha et consorts c. Bélarus*), où le Comité a conclu à des violations des articles 19 et 21.

252. Dans l'affaire n° 1932/2010 (*Fedotova c. Fédération de Russie*), le Comité a conclu à une violation du paragraphe 2 de l'article 19 lu conjointement à l'article 26 découlant de la condamnation administrative de l'auteur pour «propagande en faveur de l'homosexualité auprès de mineurs». En conséquence, il a demandé à l'État partie d'assurer à l'auteur un recours utile, sous la forme notamment du remboursement de la valeur de l'amende et des frais de justice encourus par l'auteur, ainsi que d'une indemnisation. L'État partie était en outre tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir et devait faire en sorte que les dispositions en cause de la législation interne soient modifiées de façon à être compatibles avec les articles 19 et 26 du Pacte.

253. Dans l'affaire n° 1226/2003 (*Korneenko c. Bélarus*), le Comité a conclu à des violations du paragraphe 1 de l'article 22 lu conjointement avec le paragraphe 2 et de l'article 19 et l'alinéa a de l'article 25 découlant de la condamnation de l'auteur à une amende et de la confiscation du matériel informatique appartenant à une association. Il a demandé à l'État partie d'assurer à l'auteur un recours utile, sous la forme notamment du remboursement de la valeur actuelle de l'amende et des frais de justice encourus, de la restitution du matériel informatique confisqué ou du remboursement de sa valeur actuelle ainsi que d'une indemnisation. L'État partie était en outre tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir et devait faire en sorte que les dispositions contestées du décret présidentiel concernant la procédure régissant l'acceptation et l'utilisation d'une aide étrangère non liée soient mises en conformité avec le Pacte.

254. Dans l'affaire n° 1744/2007 (*Narrain et consorts c. Maurice*), le Comité a conclu à une violation du paragraphe b) de l'article 25 liée au classement en catégories des candidats aux élections générales alors que les chiffres relatifs à l'appartenance communautaire de la population n'étaient pas mis à jour. En conséquence, il a demandé à l'État partie d'assurer aux auteurs un recours utile, y compris une indemnisation sous la forme du remboursement des frais de justice engagés, et de mettre à jour les chiffres issus du recensement de 1972 en ce qui concerne l'appartenance à une communauté et de réexaminer la question pour déterminer s'il était toujours nécessaire de maintenir un système électoral fondé sur l'appartenance à une communauté.

VI. Suivi des constatations au titre du Protocole facultatif

255. En juillet 1990, le Comité a adopté une procédure pour assurer le suivi des constatations qu'il adopte au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif et a créé à cet effet la fonction de rapporteur spécial chargé du suivi des constatations. M. Krister Thelin a assumé cette fonction jusqu'à la fin 2012 et M. Yuji Iwasawa a été désigné pour lui succéder à la 107^e session du Comité.

256. Comme il est indiqué dans l'Observation générale n° 33 du Comité concernant les obligations des États parties en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques²², le Rapporteur spécial, au moyen de communications écrites, et souvent aussi en rencontrant personnellement les représentants de l'État partie concerné, exhorte l'État partie à se conformer aux constatations du Comité et examine avec lui les éléments qui pourraient faire obstacle à leur application.

257. Il convient de noter, comme il est indiqué également dans l'Observation générale n° 33 (par. 17), que le fait qu'un État partie ne donne pas suite aux constatations dans une affaire donnée est connu de tous par la publication des décisions du Comité, notamment dans les rapports annuels qu'il présente à l'Assemblée générale. Certains États parties auxquels avaient été adressées des constatations relatives à des communications les concernant n'ont pas accepté ces constatations, en totalité ou en partie, ou ont cherché à faire réexaminer l'affaire en présentant de nouvelles informations. En pareils cas, le Comité rappelle qu'en vertu du paragraphe 2 de l'article 4 du Protocole facultatif, lorsqu'ils reçoivent une nouvelle communication enregistrée par le Comité aux fins de son examen au titre du Protocole facultatif, les États parties sont tenus de coopérer en soumettant par écrit au Comité des explications ou déclarations éclaircissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qu'ils pourraient avoir prises pour remédier à la situation.

258. Dans de nombreux cas, le Comité considère que le dialogue avec l'État partie se poursuit en vue de la mise en œuvre. Dans certains cas, il décide d'arrêter le dialogue et de conclure à une mise en œuvre insatisfaisante de ses recommandations. Lorsque l'État partie a pleinement mis en œuvre les recommandations du Comité, celui-ci décide de clore l'examen et de conclure à une mise en œuvre pleinement satisfaisante de ses recommandations. Si l'État partie n'a que partiellement appliqué les recommandations du Comité, celui-ci décide soit de poursuivre le dialogue pour essayer d'obtenir une mise en œuvre pleinement satisfaisante, soit de clore le dialogue et de conclure à une mise en œuvre partiellement satisfaisante de ses recommandations. Le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations entretient ce dialogue et rend compte régulièrement au Comité de l'évolution de la situation.

259. Dans 809 des 964 constatations adoptées depuis 1979, le Comité a conclu à une violation du Pacte. Un tableau récapitulant toutes les constatations concluant à l'existence d'une violation, regroupées par État, figure à l'annexe VII (Vol. II) du présent rapport annuel.

260. Le présent chapitre contient tous les renseignements communiqués par les États parties et les auteurs ou leur conseil/représentant depuis la publication du rapport annuel précédent²³. Un tableau figurant à l'annexe VII du Volume II du présent rapport annuel récapitule, par pays, toutes les réponses reçues des États parties jusqu'à la 107^e session (11-28 mars 2013) au sujet des communications pour lesquelles le Comité a conclu à une violation du Pacte.

²² Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatrième session, Supplément n° 40, vol. I (A/64/40 (Vol. I)), annexe V, par. 16.

²³ Ibid., soixante-septième session, Supplément n° 40, vol. I (A/67/40 (Vol. I)), chap. VI.

A. Renseignements reçus dans le cadre de la procédure de suivi depuis la publication du rapport annuel précédent

État partie:	Algérie²⁴
Affaire:	<i>Aouabdia, 1780/2008</i>
Constatations adoptées le:	22 mars 2011
Violations:	Article 6, lu conjointement avec l'article 2 (par. 3), article 7, article 9, article 10 (par. 1) et article 16, en ce qui concerne Brahim Aouabdia. Article 7 seul et lu conjointement avec l'article 2 (par. 3), en ce qui concerne l'auteur (l'épouse de la victime) et leurs six enfants

Réparation: Assurer un recours utile, consistant notamment à: i) mener une enquête approfondie et rigoureuse sur la disparition de Brahim Aouabdia; ii) fournir à sa famille des informations détaillées quant aux résultats de l'enquête; iii) le libérer immédiatement s'il est toujours détenu au secret; iv) dans l'éventualité où Brahim Aouabdia serait décédé, restituer sa dépouille à sa famille; v) poursuivre, juger et punir les responsables des violations commises; et vi) indemniser de manière appropriée l'auteur et ses enfants pour les violations subies ainsi que Brahim Aouabdia s'il est en vie. L'État partie est en outre tenu de prendre des mesures pour empêcher que des violations analogues ne se reproduisent à l'avenir.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Le 1^{er} octobre 2012, le conseil de l'auteur a signalé que plus de seize mois après que les constatations du Comité lui aient été signifiées, l'État partie n'avait toujours pas enquêté sur l'acte ayant conduit à la disparition forcée de Brahim Aouabdia depuis le 30 mai 1994. Le conseil ajoute que bien que les personnes responsables des actes de torture infligés à la victime soient facilement identifiables, elles n'ont encore fait l'objet d'aucune poursuite. Le conseil informe en outre le Comité qu'il a écrit au Procureur général près la cour de Constantine pour lui demander de donner suite aux constatations du Comité, notamment en diligentant une enquête approfondie, indépendante et impartiale sur l'affaire.

Les commentaires du conseil ont été transmis à l'État partie le 17 décembre 2012, en même temps qu'un rappel lui demandant de faire part de ses observations (dans un délai d'un mois).

Le 26 février 2013, la Mission permanente de l'État partie a renvoyé le Comité au mémoire sur la recevabilité et au mémorandum relatif à la mise en œuvre de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale qu'il avait soumis en réponse à la communication.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

²⁴ Le 26 février 2013, contact a été pris avec la Mission permanente de l'État partie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève en vue d'organiser, pendant la 107^e session du Comité, une réunion avec le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations à propos du suivi de cette affaire et d'autres questions.

État partie:	Algérie
Affaire:	<i>Ouaghliissi, 1905/2009</i>
Constatations adoptées le:	26 mars 2012
Violations:	La disparition de l'auteur constitue une violation de l'article 6 (par. 1), de l'article 7, de l'article 9, de l'article 10 (par. 1), de l'article 16 et de l'article 2 (par. 3), lu conjointement avec l'article 6 (par. 1), l'article 7, l'article 9, l'article 10 (par. 1) et l'article 16, à l'égard de Maamar Ouaghliissi, et de l'article 7, lu seul et conjointement avec l'article 2 (par. 3), à l'égard de l'auteur et de ses filles.
Réparation:	Assurer un recours utile, consistant notamment à: i) mener une enquête approfondie et rigoureuse sur la disparition de Maamar Ouaghliissi; ii) fournir à l'auteur des informations détaillées quant aux résultats de l'enquête; iii) le libérer immédiatement s'il est toujours détenu au secret; iv) dans l'éventualité où Maamar Ouaghliissi serait décédé, restituer sa dépouille à sa famille; v) poursuivre, juger et punir les responsables des violations commises; et vi) indemniser de manière appropriée l'auteur et ses filles pour les violations subies ainsi que Maamar Ouaghliissi s'il est en vie.
Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi	
Le 16 octobre 2012, le conseil de l'auteur a signalé que plus de six mois après que le Comité ait adopté ses constatations dans cette affaire de disparition forcée, l'État partie n'y avait donné aucune suite et ne les avait pas rendues publiques. Le conseil prie le Comité de rappeler à l'État partie ses obligations au titre du Protocole facultatif, notamment de donner effet aux constatations adoptées par le Comité le 26 mars 2012.	
Les commentaires du conseil ont été transmis à l'État partie le 29 octobre 2012 pour observations (dans un délai d'un mois).	
Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.	

État partie:	Argentine
Affaire:	<i>L. N. P., 1610/2007</i>
Constatations adoptées le:	18 juillet 2011
Violations:	Articles 3, 7, 14 (par. 1), 17, 24 et 26, et article 2 (par. 3), conjointement avec tous les autres articles
Réparation:	Application, dans leur intégralité, des mesures de réparation arrêtées dans le cadre du règlement amiable conclu entre l'auteur et l'État partie.
Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi	
Le 30 janvier 2012, l'État partie a demandé un report du délai fixé pour la soumission de ses observations; la date limite a été repoussée au 2 juillet 2012.	
Le 2 juillet 2012, l'État partie a fait une nouvelle demande de report et une nouvelle date limite a été fixée au 6 août 2012.	

Le 7 août 2012, l'État partie a informé le Comité que le Gouverneur de la province du Chaco avait organisé une cérémonie de réparation à titre symbolique le 19 avril 2009. L'auteur avait également reçu 53 000 dollars É.-U. à titre d'indemnisation et bénéficiait, depuis le 24 juin 2010, d'une pension mensuelle à vie.

L'État partie a aussi signalé que la province du Chaco avait offert un terrain à l'auteur et y avait fait construire une maison pour elle et sa famille. Elle avait aussi reçu une bourse d'études.

En outre, le médecin qui officiait au dispensaire rural «A» d'El Espinillo avait été sanctionné. L'État partie a également fait savoir que des mesures d'ordre général étaient prises, notamment qu'il menait des actions de sensibilisation aux questions de l'égalité hommes-femmes et de la violence et avait entrepris de modifier sa législation afin de mieux protéger les femmes.

Les observations de l'État partie ont été transmises au conseil de l'auteur le 9 août 2012 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le 20 mars 2013, un rappel a été adressé au conseil de l'auteur pour qu'il fasse part de ses commentaires (dans un délai d'un mois).

Le Comité accueille avec satisfaction les informations fournies par l'État partie au sujet des réparations offertes à l'auteur mais il attendra d'avoir reçu d'autres renseignements de la part de l'auteur pour prendre une décision finale. Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.

État partie: **Australie²⁵**

Affaire: ***Fardon, 1629/2007***

Constatations adoptées le: 18 mars 2010

Violations: Article 9 (par. 1)

Réparation: Assurer un recours utile, consistant notamment à mettre un terme à la détention de l'auteur au titre de la loi du Queensland sur les prisonniers dangereux (délinquants sexuels) de 2003.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40

Le 4 juillet 2012, le conseil de l'auteur a jugé inexactes et a rejeté les observations de l'État partie en date du 6 septembre 2011, selon lesquelles «aucune mesure moins restrictive que la détention» ne permettait d'atteindre le double objectif d'assurer la réadaptation de l'auteur et de protéger la communauté. Le conseil a fait observer que si les programmes d'aide et de réadaptation auxquels l'auteur était tenu de se soumettre n'existaient qu'en milieu carcéral, c'était parce que l'État du Queensland ne proposait pas de services de réinsertion et de réadaptation en milieu ouvert. Si l'État partie avait investi dans la mise en place de tels services au sein de la communauté, il aurait disposé d'une mesure moins restrictive que la réincarcération. Le conseil a réaffirmé qu'en réincarcérant des personnes qui avaient déjà purgé leur peine, sous l'apparence d'une détention provisoire, l'État partie contrevenait à ses obligations en matière de droits de l'homme. L'État partie devrait l'admettre et faire le nécessaire pour proposer des services de réinsertion et de réadaptation en milieu communautaire et mettre en place des moyens de surveillance qui aient véritablement pour objet d'assurer la réadaptation des délinquants.

²⁵ Ainsi que le Comité l'avait demandé à sa 105^e session, une réunion s'est tenue le 31 octobre 2012 entre le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations et la Mission permanente de l'État partie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, dont le Rapporteur spécial a rendu compte à la 106^e session du Comité, lors de l'examen des questions de suivi.

Les commentaires du conseil ont été transmis à l'État partie le 27 juillet 2012 pour observations (dans un délai d'un mois).

Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: **Australie**

Affaire: ***Nystrom et consorts, 1557/2007***

Constatations adoptées le: 18 juillet 2011

Violations: L'expulsion de l'auteur vers la Suède a constitué une violation des droits que l'auteur tenait des articles 12 (par. 4), 17 et 23 (par. 1).

Réparation: Assurer à l'auteur un recours utile, notamment en l'autorisant à retourner en Australie et en lui apportant des moyens matériels pour faciliter son retour dans le pays.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Dans une note verbale datée du 13 avril 2012, l'État partie a expliqué qu'il avait examiné avec soin les constatations du Comité. Se référant aux conclusions du Comité dans les affaires *Stewart c. Canada* (communication n° 538/1993), *Canepa c. Canada* (communication n° 558/1993) et *Madafferi c. Canada* (communication n° 1011/2001), l'État partie conteste la violation de l'article 12 du Pacte constatée par le Comité dans la présente affaire. En particulier, l'État partie appuie l'opinion individuelle – dissidente – formulée par MM. Iwasawa et Neuman, et souligne que sa loi de 1958 sur les migrations prévoit la possibilité d'expulser des personnes ayant des antécédents judiciaires importants et qui n'ont pas la nationalité australienne, et que cette possibilité n'est pas contraire aux dispositions, buts et objectifs du Pacte.

L'État partie réfute également les violations des articles 17 et 23 auxquelles le Comité a conclu dans cette affaire. Il souligne que dans l'opinion dissidente émise par MM. Neuman et Iwasawa, il est dit que ni les constatations antérieures du Comité ni la jurisprudence des organes régionaux des droits de l'homme ne corroborent la conclusion que l'expulsion d'un adulte se trouvant dans une situation familiale semblable et dont le casier judiciaire est aussi chargé constitue une immixtion disproportionnée dans la vie de famille et que jusqu'à présent le Comité a accordé plus d'importance qu'il ne le fait dans cette affaire à l'intérêt qu'ont les États à prévenir le crime.

L'État partie relève que dans ses constatations concernant les affaires *Stewart c. Canada* et *Canepa c. Canada*, le Comité a estimé que l'expulsion d'un non-national en raison de son casier judiciaire ne constituait pas une immixtion arbitraire dans la famille, en dépit de l'existence de liens familiaux dans le pays d'immigration.

L'État partie ajoute que lorsqu'elle a décidé d'annuler le visa de M. Nystrom, la Ministre de l'immigration a tenu compte des obligations de l'Australie découlant des articles 17 et 23 du Pacte et pris en considération le fait que les liens familiaux seraient rompus. La décision a été prise dans l'intérêt légitime de l'État, dans le but de protéger la population australienne contre d'éventuelles violations du droit fondamental à la vie, à la liberté et à la sécurité des individus, et n'était pas arbitraire.

Concernant la recommandation du Comité d'autoriser M. Nystrom à retourner en Australie et de faciliter son retour, l'État partie dit qu'il n'est pas en mesure d'y consentir, pour les raisons qu'il a déjà données.

Sur la question de la non-répétition de violations analogues, l'État partie indique que bien qu'il ne considère pas que la décision concernant M. Nystrom ait été prise en violation du Pacte, il a décidé d'appliquer des mesures visant à améliorer la prise en compte d'éléments pertinents dans les décisions concernant d'autres individus se trouvant dans une situation semblable à celle de l'auteur. Une nouvelle instruction, n° 41, relative aux refus et annulations de visas, est parue le 3 juin 2009, qui vient remplacer l'instruction n° 21 qui s'appliquait lors de l'examen du dossier de M. Nystrom. La décision d'annuler un visa en vertu de l'article 501 doit être prise en considération d'un large éventail d'éléments, y compris le fait de savoir si l'intéressé a commencé à vivre en Australie lorsqu'il était mineur et la durée de la résidence en Australie. Dans certains cas, la société pourra accepter le risque si elle considère que l'intéressé fait partie intégrante de la communauté parce qu'il a passé en Australie la majeure partie de sa vie ou des années décisives pour le développement de sa personnalité. Une plus grande importance est désormais accordée à la durée de la résidence en Australie dans les décisions d'annulation de visas.

Le conseil de l'auteur a commenté les observations de l'État partie le 23 mai 2012. Elle explique que le refus de l'État partie d'autoriser le retour de M. Nystrom en Australie a d'importantes conséquences négatives sur l'auteur. Après son expulsion en 2006, la santé de M. Nystrom s'est détériorée et, en Suède, il a été sans abri et a fait des séjours en détention et en institution psychiatrique. L'auteur souhaite rendre visite à sa famille en Australie mais il ne peut pas prétendre à un visa et a l'interdiction d'entrer dans le pays. D'après son conseil, la violation des droits que M. Nystrom tient des articles 12 et 17 du Pacte se poursuivra jusqu'à ce que les autorités autorisent son retour.

Pour ce qui est d'empêcher que des violations analogues se reproduisent à l'avenir, le conseil explique que les décisions prises en vertu de l'instruction n° 41 peuvent être annulées par la Ministre de l'immigration et n'empêcheront pas que des personnes dans la même situation soient expulsées. Selon le conseil, l'instruction n° 41 n'offre pas de recours utile aux personnes qui ont été expulsées ou risquent d'être expulsées en violation des droits qu'elles tiennent du Pacte.

Le conseil souligne en outre que dans le passé, l'État partie a déjà contesté l'interprétation du Pacte par le Comité et refusé d'appliquer les recommandations de ce dernier. Sur 26 affaires dans lesquelles le Comité a conclu à une violation, les autorités de l'État partie n'ont appliqué les recommandations du Comité de façon satisfaisante que dans deux cas, voire trois. Se référant aux observations finales rendues en 2009 par le Comité au sujet de l'Australie (CCPR/C/AUS/CO/5), le conseil note que l'État partie n'a pas donné effet à la recommandation que le Comité lui faisait de «revoir sa position quant aux constatations adoptées par le Comité au titre du premier Protocole facultatif et [d']instituer les procédures pertinentes pour leur donner suite, afin de se conformer aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte garantissant un recours utile et une réparation en cas de violation du Pacte». Se référant à l'Observation générale du Comité relative aux obligations incombant aux États parties au Protocole facultatif, le conseil conclut que l'attitude de l'État partie dans cette affaire est incompatible avec les obligations qui lui incombent en vertu du Pacte et du Protocole facultatif.

Le 3 juillet 2012, l'État partie répond en revoyant à ses précédentes observations et en assurant le Comité qu'il a examiné très soigneusement ses constatations, de bonne foi, avant de tirer ses conclusions. Il souligne qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction qui affirment être victimes de violations de droits reconnus dans le Pacte et le Protocole facultatif, et qu'il coopère activement avec le Comité dans le cadre de l'examen des communications. L'État partie assure le Comité de son engagement à poursuivre sa coopération.

L'État partie conclut qu'il estime que la poursuite de l'examen de l'affaire ne serait ni fructueuse ni constructive.

Le 3 juillet 2012, l'État partie, se référant aux commentaires de l'auteur en date du 23 mai 2012, dit avoir clairement exposé son point de vue juridique sur les constatations du Comité dans sa note verbale du 13 avril 2012. Il ajoute qu'avant de définir sa position, il a examiné les constatations du Comité avec le plus grand soin et de bonne foi, mais il maintient qu'il ne peut pas, pour les raisons qu'il a énoncées dans sa réponse, adhérer d'un point de vue juridique aux conclusions auxquelles est parvenue la majorité des membres du Comité. Il assure à nouveau le Comité de son engagement à poursuivre sa coopération mais souligne que la poursuite de l'examen de l'affaire ne serait ni fructueuse ni constructive.

Le 31 octobre 2012, au cours de sa 106^e session, le Comité a décidé d'arrêter le dialogue sur cette affaire et de conclure à une mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation.

État partie: **Australie**

Affaire: ***Tillman, 1635/2007***

Constatations adoptées le: 18 mars 2010

Violations: Article 9 (par. 1)

Réparation: Assurer à l'auteur un recours utile, y compris en mettant fin à sa détention au titre de la loi sur les infractions pénales (Auteurs d'infractions sexuelles graves) de 2006 (Nouvelle-Galles du Sud).

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40

Le 15 juin 2012, le conseil de l'auteur a répondu aux observations de l'État partie en date du 6 septembre 2011 (A/67/40) en rejetant l'affirmation de l'État partie selon laquelle aucune mesure moins restrictive ne permettait d'atteindre le double objectif d'assurer la réadaptation de l'auteur et de protéger la société. Selon le conseil de l'auteur, l'État de Nouvelle-Galles du Sud n'avait pas à renvoyer l'auteur en prison pour achever sa réadaptation. Si un nouveau programme de réadaptation était jugé nécessaire, il aurait pu être suivi dans un établissement spécialisé. Le conseil de l'auteur rappelle que le Comité a estimé que la pratique consistant à réincarcérer des individus qui avaient déjà purgé leur peine, sous le couvert de la détention provisoire, constituait une violation par l'État partie de ses obligations au titre du Pacte. Le conseil de l'auteur considère que l'État partie devrait faire le nécessaire pour proposer des services de réinsertion en milieu communautaire et mettre en place des moyens de surveillance qui aient véritablement pour objectif d'assurer la réadaptation des délinquants.

Les commentaires du conseil de l'auteur ont été transmis à l'État partie le 26 juin 2012 pour observations (dans un délai d'un mois).

Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:	Azerbaïdjan
Affaire:	<i>Avadanov, 1633/2007</i>
Constatations adoptées le:	25 octobre 2010
Violations:	Article 7, lu conjointement avec l'article 2 (par. 3)
Réparation: Assurer un recours utile sous la forme, notamment, d'une enquête impartiale sur le grief de l'auteur au titre de l'article 7, de la mise en cause des responsables et d'une indemnisation appropriée. L'État partie est également tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir.	
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/66/40	
L'auteur a fait part de ses commentaires les 19 juin et 27 novembre 2012, indiquant n'avoir reçu aucune information sur les mesures prises par le Comité pour que l'État partie assure effectivement le recours recommandé.	
Les commentaires de l'auteur ont été transmis à l'État partie respectivement le 21 juin 2012 et le 5 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois).	
Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.	
À sa 105 ^e session, le Comité a décidé de considérer que le dialogue restait ouvert mais a noté que jusqu'alors l'État partie n'avait pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.	

État partie:	Bélarus
Affaire:	<i>Gryb, 1316/2004</i>
Constatations adoptées le:	26 octobre 2011
Violations:	Articles 19 (par. 2) et 21
Réparation: Assurer un recours utile, qui devrait consister notamment à délivrer de nouveau à l'auteur la licence d'avocat et à lui accorder une réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation appropriée. L'État partie devrait en outre veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir.	
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40	
Le 14 novembre 2012, l'auteur a signalé que l'État partie ne tenait aucun compte des constatations du Comité. Au cours de l'année écoulée, l'auteur s'était adressé au Ministère des affaires étrangères (responsable de l'application des traités internationaux), au Ministère de la justice et au Premier Ministre dans l'espoir d'obtenir l'application de la réparation recommandée par le Comité. L'auteur fait observer que l'État partie ne conteste pas qu'il y ait eu violation de ses droits au titre du Pacte, mais il n'a rien entrepris pour donner effet aux constatations du Comité.	
Les commentaires de l'auteur ont été transmis à l'État partie le 19 décembre 2012 pour observations (dans un délai d'un mois).	
Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.	
Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.	

État partie: **Bélarus**

Affaire: ***Krasovskaya, 1820/2008***

Constatations adoptées le: 26 mars 2012

Violations: Article 2 (par. 3), lu conjointement avec les articles 6 et 7

Réparation: Assurer un recours utile, consistant notamment à mener une enquête approfondie et diligente sur les faits, à engager des poursuites et à prendre des sanctions contre les responsables, à communiquer les informations utiles sur les résultats des enquêtes et à verser une indemnité adéquate aux auteurs. L'État partie devrait aussi prendre des mesures pour que de telles violations ne se reproduisent pas à l'avenir.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi (pas de réponse de l'État partie)

Le 25 mai 2012, le conseil de l'auteur s'est déclaré préoccupé par la non-application des constatations du Comité, compte tenu que l'État partie était coutumier du fait, et a demandé au Comité de prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de ses constatations.

Le 20 novembre 2012, le conseil a réitéré ces mêmes préoccupations. D'après lui, l'inaction de l'État partie montrait que celui-ci n'avait pas l'intention d'assurer un recours utile à l'auteur. Le conseil a de nouveau demandé au Comité de prendre toutes mesures nécessaires pour obtenir de l'État partie qu'il donne effet à ses constatations.

Ces commentaires ont été transmis à l'État partie le 5 février 2013 pour observations (dans un délai d'un mois).

Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: **Cameroun²⁶**

Affaire: ***Engo, 1397/2005***

Constatations adoptées le: 22 juillet 2009

Violations: Article 9 (par. 2 et 3), article 10 (par. 1) et article 14 (par. 2 et 3 a) à d))

Réparation: Assurer un recours utile aboutissant à la remise en liberté immédiate de l'auteur, et traitement ophtalmologique approprié.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40

Le 13 août 2012, l'État partie a rappelé que l'auteur avait été condamné le 19 mars 2012, au terme de son procès, à une peine de vingt-cinq années d'emprisonnement sans possibilité de libération. Concernant la réparation demandée par le Comité, l'État partie a signalé que cinq autres procédures pénales étaient encore pendantes contre l'auteur (pour émission de chèques sans provision, appropriation illégale de fonds, favoritisme et corruption; tentative d'appropriation illégale de fonds, destruction et fabrication de preuves, faux et usage de faux, propagation de fausses nouvelles et diffamation par voie de presse).

²⁶ Le 26 février 2013, contact a été pris avec la Mission permanente de l'État partie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève en vue d'organiser, pendant la 107^e session du Comité, une réunion entre le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations et les représentants de l'État partie.

L'État partie réaffirme son attachement à la promotion et à la protection de tous les droits de l'homme pour tous, notamment le droit à un procès équitable et le droit d'être jugé conformément à la loi. Il explique que le retard que peuvent prendre les procédures judiciaires est à imputer au manque de ressources matérielles et humaines dont souffre le secteur de la justice, ainsi qu'aux inévitables délais inhérents à toute procédure judiciaire. L'État partie joint à ses observations un certificat médical daté du 8 août 2012 attestant que lors de sa dernière visite médicale, le 30 janvier 2012, l'auteur était en bonne santé.

L'État partie se déclare disposé à donner suite aux constatations du Comité, dans le respect des principes de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance des juges, consacrés dans la législation nationale et le droit international.

Le 27 août 2012, l'État partie a ajouté que, d'après les renseignements communiqués par le Ministère de la justice, il n'avait pas encore été décidé des mesures à prendre pour donner effet aux constatations du Comité dans cette affaire, et qu'il serait par conséquent inapproprié de formuler de nouvelles observations.

Le 20 septembre 2012, le conseil de l'auteur a commenté les observations de l'État partie en date du 13 août 2012 et relevé que l'État partie n'avait pas assuré à l'auteur un recours utile et exécutoire, comme le lui avait demandé le Comité. L'auteur était toujours incarcéré, et de multiples procédures à son encontre, concernant les mêmes faits, étaient pendantes, ce que le Comité avait considéré comme une violation du Pacte. Le conseil a ajouté que l'État partie continuait de refuser d'assurer à l'auteur les soins médicaux spécialisés dont il avait besoin, et a demandé au Comité de sanctionner cette violation continue en ordonnant la remise en liberté immédiate de l'auteur. Au sujet du certificat médical pénitentiaire soumis par l'État partie, le conseil fait valoir qu'il ne tient pas compte des problèmes ophtalmologiques de l'auteur.

Le conseil informe le Comité qu'il s'est adressé au Président de l'État partie et au Président de la Haute Cour de l'État partie afin d'obtenir l'exécution des constatations du Comité.

Le conseil réaffirme que l'État partie n'a tenu aucun compte des constatations du Comité et qu'au contraire, il a rejugé et emprisonné l'auteur sur la base des mêmes allégations, trois ans après la décision du Comité, afin de justifier le maintien de l'auteur en détention prolongée. Le conseil demande instamment au Comité de constater une violation continue de ses obligations par l'État partie et d'ordonner la remise en liberté immédiate de l'auteur et son indemnisation.

Les commentaires du conseil ont été adressés à l'État partie le 16 octobre 2012 pour observations (dans un délai d'un mois).

Le 1^{er} octobre 2012, l'auteur a communiqué de nouveaux renseignements et fait valoir qu'après l'adoption des constatations du Comité, les violations de ses droits s'étaient aggravées puisqu'il s'était vu refuser une audience et la prise en compte de ses griefs, y compris sa demande de récusation d'un juge, et qu'il avait été condamné à vingt ans d'emprisonnement, sur la base d'allégations au sujet desquelles le Comité avait constaté de multiples violations du Pacte. L'auteur attire en outre l'attention du Comité sur la gravité de son état de santé, demandant que l'État partie prenne d'urgence des mesures spéciales à cet égard.

Le 10 octobre 2012, l'auteur a ajouté qu'il lui avait été notifié, le 26 septembre 2012, qu'il allait faire l'objet d'un nouveau procès devant le tribunal pénal spécial, une nouvelle juridiction d'exception qui venait d'être créée pour connaître de ce genre d'affaires.

Le 12 novembre 2012, l'auteur a réitéré ses précédents commentaires.

Les derniers commentaires de l'auteur ont été adressés à l'État partie respectivement le 15 janvier et le 5 février 2013 pour observations (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Cameroun

Affaire: *Akwanga, 1813/2008*

Constatations adoptées le: 22 mars 2011

Violations: Articles 7, 10 (par. 1 et 2), 9 (par. 2, 3 et 4) et 14

Réparation: Assurer un recours utile, comprenant le réexamen de la condamnation de l'auteur à la lumière des garanties prévues dans le Pacte, une enquête sur les faits allégués de torture/mauvais traitements et la poursuite des personnes responsables, ainsi qu'une réparation appropriée, notamment une indemnisation.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40

Le 15 mars 2012, le conseil a commenté les observations de l'État partie, soulignant que l'État partie y traitait des voies de recours internes existantes mais ne donnait pas de renseignements sur les mesures prises spécialement pour donner effet aux constatations du Comité.

Le conseil relève que l'État partie n'a pas fait réexaminer la condamnation de M. Akwanga et qu'il n'a pas non plus expliqué pourquoi l'auteur avait été jugé par un tribunal militaire. Il rejette comme incorrect l'argument de l'État partie selon lequel M. Akwanga doit d'abord rentrer au Cameroun et être arrêté pour que sa condamnation puisse être réexaminée. Le conseil rappelle que le mandat d'arrêt concernant son client a été délivré dans le cadre d'une procédure pénale au sujet de laquelle le Comité a conclu qu'elle n'apportait pas les garanties d'une procédure régulière. Le conseil estime que l'examen de la condamnation ne devrait pas être subordonné à la présence de l'auteur.

Se référant à la jurisprudence du Comité et à son Observation générale n° 20 (1992) ainsi qu'à d'autres textes comme le Protocole d'Istanbul (Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants), concernant la prétendue nécessité que M. Akwanga soit présent au Cameroun pour prendre part à l'enquête sur les allégations de torture, le conseil note qu'une telle enquête devrait être menée d'office et rapidement. Si des informations particulières sont nécessaires, le conseil se tient prêt à le faire savoir à l'auteur pour qu'il les fournisse, si cela ne retarde pas l'enquête.

Selon le conseil, les autorités de l'État partie devraient enquêter rapidement, de manière impartiale et efficace sur les griefs de torture pour identifier les responsables et les poursuivre en justice.

En ce qui concerne le droit de M. Akwanga à une réparation appropriée, notamment à une indemnisation, et les recours civils auxquels l'État partie fait référence, le conseil fait valoir qu'en l'absence d'une véritable enquête criminelle, de tels recours sont clairement illusoires et ne peuvent pas être considérés comme utiles.

Le conseil estime que les autorités devraient offrir d'indemniser M. Akwanga et faire savoir également de quelles autres formes de réparation, notamment de réadaptation, de satisfaction et de garanties de non-répétition, elles prévoient de faire bénéficier l'auteur afin de satisfaire à leurs obligations en vertu du paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte. Elles pourraient notamment procéder à des changements législatifs visant à faire en sorte que les tribunaux militaires n'aient pas compétence pour juger des civils. L'État partie pourrait aussi adopter une loi qui garantirait la mise en œuvre des constatations du Comité et permettrait aussi d'indemniser les victimes d'actes de torture indépendamment de l'issue de la procédure pénale.

Les commentaires du conseil ont été adressés à l'État partie en mars 2012 pour observations.

L'État partie a présenté ses observations dans une note verbale datée du 12 juin 2012. Il rappelle qu'il estime que la communication aurait dû être déclarée irrecevable (pour litispendance et non-épuisement des recours internes) et qu'elle était sans fondement car il n'y avait pas eu violation du Pacte.

Au sujet de la recommandation du Comité de réexaminer la condamnation de l'auteur à la lumière des garanties consacrées dans le Pacte, l'État partie fait valoir que la condamnation de l'auteur a déjà été réexaminée par la Cour d'appel en l'absence de l'auteur, le 15 décembre 2005. En l'état actuel des choses, l'auteur peut faire opposition au jugement, en vertu de l'article 427 du Code de procédure pénale, en arguant du fait que la peine prononcée à son égard ne lui a jamais été notifiée personnellement. Cependant, la Cour d'appel ayant, en 2005, ordonné le placement de l'auteur en détention, le mandat d'arrêt doit être exécuté avant que l'auteur puisse faire opposition. Pour garantir les droits des personnes qui font opposition à un jugement, les tribunaux disposent de sept jours pour enregistrer la demande. Si celle-ci n'est pas enregistrée dans ce délai, la personne qui fait opposition est remise en liberté (elle peut être assignée à résidence, le nombre de ses visites peut être limité, une caution ou d'autres garanties peuvent lui être demandées, etc.). Dans le cas d'espèce, en cas d'opposition, c'est la Cour d'appel, qui est une juridiction ordinaire et non un tribunal militaire, qui statuerait à nouveau.

En ce qui concerne l'enquête sur les allégations de torture et la poursuite des responsables, l'État partie déclare que les griefs relèvent des articles 116 et suivants du Code de procédure pénale. La procédure d'instruction étant contradictoire et exigeant souvent de procéder à des confrontations, la présence du plaignant est nécessaire; en outre, il s'agit en l'espèce de violences physiques.

Pour ce qui est de la dernière recommandation du Comité, consistant à assurer à l'auteur une réparation appropriée, y compris une indemnisation, l'État partie fait observer que des indemnités ne peuvent être versées aux parties lésées que si les auteurs présumés des violations alléguées ont été reconnus coupables et condamnés à l'issue d'un procès pénal.

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur en juin 2012 pour commentaires.

Le 23 juillet 2012, le conseil de l'auteur a estimé que les observations formulées par l'État partie dans sa note verbale du 12 juin 2012 n'ajoutaient rien aux observations déjà soumises et n'appelaient donc aucun nouveau commentaire de sa part.

Le 5 décembre 2012, le conseil a ajouté que l'État partie n'avait communiqué aucun renseignement sur les mesures prises pour donner suite aux constatations du Comité, et ce plus d'un an après l'expiration du délai fixé à cet effet. En particulier, l'État partie n'avait rien fait pour régler la question de l'indemnisation. Le conseil a expliqué qu'il avait adressé une lettre à l'État partie le 30 novembre 2012 au sujet du montant de l'indemnité, dans laquelle il réclamait le versement à l'auteur d'une indemnité de 3 445 904 dollars É.-U. Le conseil signale que le montant réclamé a été calculé en tenant compte de l'ensemble des circonstances de l'affaire, y compris tous les éléments de preuve soumis au Comité, les constatations elles-mêmes, les faits nouveaux survenus par la suite et toutes autres circonstances pertinentes. Le montant couvre l'indemnisation des souffrances, les pertes de gains présentes et futures, les frais médicaux présents et futurs et autres frais, c'est-à-dire à la fois le dommage patrimonial et le préjudice non patrimonial. En attendant la réponse de l'État partie, le conseil demande au Comité d'aborder spécialement la question de l'indemnisation avec l'État partie.

Le 19 février 2013, le conseil, faisant référence à ses précédents commentaires en date du 5 décembre 2012 et au courrier qu'il avait adressé aux autorités au sujet de l'indemnisation de l'auteur, a informé le Comité qu'il n'avait pas reçu de réponse à sa lettre. Il a ajouté que dans une lettre datée du 17 septembre 2012 adressée au Secrétaire général à la présidence, le Ministre de la justice de l'État partie avait écrit que dans le cas d'espèce, «les recommandations n'avaient pas été appliquées en raison de ... l'absence d'interlocuteurs». Le conseil se dit surpris de cette affirmation, étant donné qu'il a toujours représenté l'auteur devant le Comité. Il demande au Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations d'aborder la question directement avec le représentant de l'État partie.

Les commentaires de l'auteur ont été transmis à l'État partie le 22 février 2013 pour observations (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:	Canada
Affaire:	<i>Dumont, 1467/2006</i>
Constatations adoptées le:	16 mars 2010
Violations:	Article 2 (par. 3), lu conjointement avec l'article 14 (par. 6)
Réparation:	Un recours utile, sous la forme d'une indemnisation appropriée. Il est aussi demandé à l'État partie de s'assurer que des violations similaires ne se reproduisent pas à l'avenir.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40	
<p>Le 25 février 2013, l'État partie a informé le Comité de l'évolution de l'action civile engagée par l'auteur, qui affirmait être victime d'une erreur judiciaire et réclamait une indemnisation pour le préjudice subi, notamment la privation de liberté.</p> <p>Se référant à ses précédentes observations (A/66/40, A/67/40), l'État partie indique que la Cour d'appel du Québec a statué sur l'appel formé par l'auteur contre la décision de la Cour supérieure du Québec (qui avait rejeté l'action en responsabilité civile engagée contre les Gouvernements du Québec et du Canada) le 16 novembre 2012. La Cour a rejeté l'appel formé par l'auteur parce qu'elle a conclu que ni le Gouvernement du Québec ni le Gouvernement canadien n'avaient commis de faute de nature à engager leur responsabilité civile. Le 14 janvier 2013, l'auteur a sollicité l'autorisation de former un recours devant la Cour suprême du Canada; celle-ci devrait rendre sa décision dans les prochains mois.</p> <p>L'État partie note que dans son jugement (dont le texte est annexé aux observations de l'État partie), la Cour d'appel du Québec a indiqué que les assureurs de la ville de Boisbriand (qui avaient été poursuivis conjointement et solidairement avec les Procureurs généraux du Québec et du Canada pour un montant global) avaient versé «une indemnité substantielle» à l'auteur et à son épouse. Cette indemnité avait été fournie au titre d'un accord extrajudiciaire conclu entre l'auteur et la ville de Boisbriand et ses assureurs, en compensation du préjudice que l'auteur affirmait avoir subi du fait de sa condamnation et de son emprisonnement. À la demande de la Cour d'appel du Québec, l'auteur a dévoilé le montant qu'il avait perçu.</p>	

L'État partie rappelle que, dans les commentaires qu'il a adressés au Comité le 27 octobre 2011 (A/67/40), l'auteur a réaffirmé qu'il ne divulguerait pas au Comité le montant de l'indemnisation qu'il avait reçue, bien que la ville de Boisbriand et ses assureurs aient accepté que ce montant soit communiqué au Comité de façon confidentielle.

L'État partie réaffirme que la compensation financière reçue par l'auteur constitue une réparation appropriée de la violation du Pacte à laquelle le Comité a conclu. Face au refus de l'auteur de lui communiquer le montant de l'indemnité reçue, le Comité devrait décider de clore la procédure de suivi, puisqu'un «recours utile sous la forme d'une indemnisation appropriée» a effectivement été assuré à l'auteur.

Les observations de l'État partie ont été transmises à l'auteur le 26 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité prend note des efforts engagés par l'État partie pour mettre en œuvre sa recommandation de manière satisfaisante, mais il attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.

État partie:	Canada
Affaire:	<i>Pillai et consorts, 1763/2008</i>
Constatations adoptées le:	25 mars 2011
Violations:	Le renvoi des auteurs à Sri Lanka, s'il était exécuté, constituerait une violation de l'article 7 du Pacte.
Réparation:	Assurer aux auteurs un recours utile, y compris en procédant à un réexamen complet de leur grief relatif au risque de torture encouru en cas de renvoi à Sri Lanka.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40	
Le 6 juin 2012, le Comité a été informé par le conseil des auteurs que ceux-ci avaient obtenu le statut de résident permanent pour motif humanitaire en mai 2012. Les auteurs sont donc satisfaits de la réparation accordée par l'État partie.	
À sa 105 ^e session, le Comité a décidé de clore l'examen et de conclure à une mise en œuvre satisfaisante de la recommandation.	

État partie:	Colombie
Affaire:	<i>Suárez de Guerrero, 45/1979</i>
Constatations adoptées le:	31 mars 1982
Violations:	Article 6 (par. 1)
Réparation:	L'État partie devrait prendre les mesures nécessaires pour indemniser l'époux de la victime et pour veiller à ce que le droit à la vie soit dûment protégé en modifiant la loi.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/52/40	
Le 29 mai 2012, l'État partie a rappelé que le paragraphe 1 de l'article 2 de la loi n° 288/1996 prévoyait la possibilité d'accorder une compensation financière (y compris à titre de règlement amiable) aux personnes reconnues victimes de violations des droits de l'homme par décision d'une instance internationale comme le Comité des droits de l'homme. Dans le cas d'espèce, le Conseil des ministres a recommandé que l'auteur soit indemnisé. Toutefois, depuis 2009, les démarches entreprises par la police pour localiser l'auteur sont restées vaines; l'État partie poursuit ses efforts pour le retrouver.	

Les observations ont été transmises à l'auteur le 13 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité salue les efforts que déploie l'État partie en vue de verser une indemnité à l'auteur, mais il attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Colombie
Affaire: *Salgar de Montejo, 64/1979*

Constatations adoptées le: 24 mars 1982

Violations: Article 14 (par. 5)

Réparation: Assurer un recours adéquat pour la violation subie par la victime. L'État partie devrait modifier sa législation de manière à donner effet au droit énoncé au paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/52/40

Le 29 mai 2012, l'État partie, se référant au paragraphe 1 de l'article 2 de la loi n° 288/1996, a indiqué qu'en vertu de sa décision n° 09 de 1996, le Comité des ministres avait rejeté la demande d'indemnisation de l'auteur.

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur le 13 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Colombie
Affaire: *Herrera Rubio, 161/1983*

Constatations adoptées le: 2 novembre 1987

Violations: Article 6, article 7 et article 10 (par. 1)

Réparation: Prendre des mesures efficaces pour remédier aux violations subies et pour enquêter sur lesdites violations; prendre à ce sujet les mesures qui s'imposent et veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/52/40

Le 29 mai 2012, l'État partie, se référant au paragraphe 1 de l'article 2 de la loi n° 288/1996, a indiqué qu'en vertu de sa décision n° 09 de 1996, le Comité des ministres avait recommandé que l'auteur soit indemnisé. Toutefois, malgré les démarches entreprises depuis novembre 2009, les autorités de l'État partie ne sont pas parvenues à localiser l'auteur.

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur le 13 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité salue les efforts que l'État partie déploie en vue de verser une indemnité à l'auteur, mais il attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.

État partie: Colombie
Affaire: *Arévalo Pérez, 181/1984*
Constatations adoptées le: 3 novembre 1989
Violations: Articles 6 et 9

Réparation: Le Comité a indiqué qu'il souhaitait recevoir des renseignements sur toutes mesures prises par l'État partie en rapport avec les constatations du Comité et a invité l'État partie à l'informer des faits nouveaux qui apparaîtraient au cours de l'enquête menée sur la disparition des victimes.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/52/40

Le 29 mai 2012, l'État partie, se référant au paragraphe 1 de l'article 2 de la loi n° 288/1996, a indiqué qu'en 1996, le Comité des ministres avait rejeté la demande d'indemnisation de l'auteur (parce que le Comité n'avait pas indiqué de forme de réparation spécifique).

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur le 13 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Colombie
Affaire: *Delgado Pérez, 195/1985*
Constatations adoptées le: 12 juillet 1990
Violations: Article 9 (par. 1) et article 25 c)

Réparation: Prendre des mesures efficaces pour remédier aux violations dont l'auteur a été victime, et en particulier lui accorder une indemnisation appropriée.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/52/40

Le 29 mai 2012, l'État partie, se référant au paragraphe 1 de l'article 2 de la loi n° 288/1996, a indiqué qu'en 1996, le Comité des ministres avait décidé d'accorder une compensation financière à l'auteur et renvoyé l'affaire à la médiation. Cependant, deux tentatives de conciliation menées en 2008 et 2009 respectivement n'avaient pas abouti et l'affaire avait été renvoyée au Conseil d'État.

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur le 13 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:	Colombie
Affaire:	<i>Fei, 514/1992</i>
Constatations adoptées le:	4 avril 1995
Violations:	Articles 14 (par. 1) et 23 (par. 4), conjointement avec l'article 17 (par. 1)
Réparation:	Un recours utile. De l'avis du Comité, l'État partie doit garantir à l'auteur la possibilité de voir régulièrement ses filles et assurer le respect des termes du jugement qui lui sont favorables.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/52/40	
<p>Le 29 mai 2012, l'État partie, se référant au paragraphe 1 de l'article 2 de la loi n° 288/1996 (voir ci-dessus), a indiqué qu'en 1996, le Comité des ministres avait décidé de ne pas accorder de compensation financière à l'auteur, le Comité des droits de l'homme n'ayant pas, dans ses constatations, recommandé expressément le versement d'une indemnité.</p> <p>Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur le 13 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.</p> <p>Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.</p>	

État partie:	Colombie
Affaire:	<i>Arhuacos, 612/1995</i>
Constatations adoptées le:	29 juillet 1997
Violations:	Articles 7 et 9 pour l'affaire concernant les frères Villafañe et articles 6, 7 et 9 pour l'affaire concernant les trois dirigeants Luis Napoleón Torres Crespo, Angel María Torres Arroyo et Antonio Hugues Chaparro Torres
Réparation:	Assurer à MM. José Vicente et Amado Villafañe et aux familles des dirigeants autochtones assassinés une réparation effective, y compris sous la forme d'une indemnisation pour perte et blessures. Le Comité [...] exhorte l'État partie à accélérer la procédure pénale afin de poursuivre et juger dans les meilleurs délais les responsables de l'enlèvement de MM. Luis Napoleón Torres Crespo, Angel María Torres Arroyo et Antonio Hugues Chaparro Torres, des sévices qui leur ont été infligés et de leur mort, ainsi que les responsables de l'enlèvement des frères Villafañe et des sévices qu'ils ont subis.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/52/40	
<p>Le 29 mai 2012, l'État partie, se référant au paragraphe 1 de l'article 2 de la loi n° 288/1996, a indiqué qu'en 1997, le Comité des ministres avait décidé d'accorder une compensation financière à MM. José Vicente et Armando Villafañe Chaparro. Le 8 avril 2010, le groupe du Ministère de la défense chargé des différends a fait savoir qu'une procédure de règlement amiable était conduite par le Procureur n° 47 (<i>Procuraduría</i>) de Valledupar. Le Comité des ministres a décidé de ne pas accorder d'indemnité à l'égard de MM. Luis Napoleón Torres Crespo, Angel María Torres Arroyo et Antonio Hugues Chaparro Torres.</p>	

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur le 13 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois).

Le Comité salue la décision du Comité des ministres d'accorder une indemnisation à MM. José Vicente et Armando Villafañe Chaparro, mais il attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.

État partie: Colombie
Affaire: *Rojas García, 687/1996*

Constatations adoptées le: 3 avril 2001

Violations: Article 7 et article 17 (par. 1)

Réparation: Un recours utile, notamment sous la forme d'une indemnisation.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/59/40

Le 29 mai 2012, l'État partie, se référant au paragraphe 1 de l'article 2 de la loi n° 288/1996, a indiqué qu'en 2002, le Comité des ministres avait décidé d'accorder une compensation financière à la victime et à sa famille. Le représentant de l'auteur avait réclamé un certain montant, et la question était en cours d'examen par le Conseil d'État, qui statuerait en deuxième instance.

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur le 13 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois).

Le Comité salue la décision du Comité des ministres d'accorder une compensation financière à l'auteur, mais il attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.

État partie: Colombie
Affaire: *Coronel et consorts, 778/1997*

Constatations adoptées le: 24 octobre 2002

Violations: Article 6 (par. 1), article 7 en ce qui concerne Gustavo Coronel Navarro, Nahún Elías Sánchez Vega, Luis Ernesto Ascanio et Luis Honorio Quintero Roper, article 9 et article 17

Réparation: Assurer aux familles des victimes un recours utile, y compris une indemnisation. Le Comité a également prié l'État partie de mener à leur terme sans attendre les enquêtes sur la violation des articles 6 et 7 et de diligenter les poursuites pénales contre les responsables de ces violations devant les tribunaux pénaux ordinaires.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/59/40

Le 29 mai 2012, l'État partie, se référant au paragraphe 1 de l'article 2 de la loi n° 288/1996, a indiqué que le Comité des ministres, en se basant sur les procédures menées devant les tribunaux administratifs compétents entre 1998 et 2011, avait décidé d'accorder une compensation à M. Jesús Aurelio Quintero Sánchez (pour le décès de Ramón Emilio Quintero et Luis Onorio Quintero Roper), ainsi qu'aux parents et frères et sœurs de MM. Luis Ernesto Ascanio et Ramón Antinio Villegas Tellez.

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur le 13 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois).

Le Comité salue la décision du Comité des ministres d'accorder une compensation financière à certains proches des victimes, mais il attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.

État partie: Colombie
Affaire: *Rodríguez Orejuela, 848/1999*
Constatations adoptées le: 23 juillet 2002
Violations: Article 14
Réparation: Un recours utile.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/59/40

Le 29 mai 2012, l'État partie a fait savoir au Comité qu'en 2005, l'auteur avait été extradé vers les États-Unis d'Amérique, sur autorisation de la Cour suprême de Colombie, pour répondre d'accusations de trafic de stupéfiants.

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur le 13 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Colombie
Affaire: *Jiménez Vaca, 859/1999*
Constatations adoptées le: 25 mars 2002
Violations: Article 6 (par. 1), article 9 (par. 1), article 12 (par. 1 et 4)

Réparation: Assurer à l'auteur un recours utile, y compris une indemnisation, et adopter des mesures appropriées pour protéger sa sécurité et sa vie d'une manière qui lui permette de retourner dans le pays. Le Comité a aussi engagé l'État partie à mener à bien une enquête indépendante pour faire la lumière sur l'attentat et à faire diligenter une action pénale contre les responsables.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/61/40

Le 29 mai 2012, l'État partie, se référant au paragraphe 1 de l'article 2 de la loi n° 288/1996, a indiqué qu'en 2002, le Comité des ministres avait décidé de ne pas accorder d'indemnité à l'auteur. D'après des informations reçues en 2006 par le Ministère de la défense, l'appel formé par l'auteur contre la décision du Comité des ministres était pendant devant le tribunal administratif d'Antioquia.

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur le 13 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Colombie
Affaire: *Becerra Barney, 1298/2004*

Constatations adoptées le: 11 juillet 2006

Violations: Article 14

Réparation: Un recours utile et une réparation appropriée.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/62/40

Le 29 mai 2012, l'État partie, se référant au paragraphe 1 de l'article 2 de la loi n° 288/1996 (voir ci-dessus), a informé le Comité qu'en 2006 et 2007, le Comité des ministres avait décidé de ne pas accorder d'indemnité à l'auteur. Celui-ci a ensuite déposé une requête auprès d'un tribunal administratif de la circonscription judiciaire de Santiago de Cali, requête qui a été rejetée en première instance. D'après des renseignements fournis le 21 janvier 2010 par le Bureau du Procureur, l'appel formé devant le tribunal administratif de Valle del Cauca demeure pendant.

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur le 13 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Colombie
Affaire: *Casadiegos, 1361/2005*

Constatations adoptées le: 30 mars 2007

Violations: Article 26

Réparation: Un recours utile, notamment le réexamen de sa demande de pension sans discrimination fondée sur le sexe ou l'orientation sexuelle.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/63/40

Le 29 mai 2012, l'État partie, se référant au paragraphe 1 de l'article 2 de la loi n° 288/1996, a informé le Comité que le 20 juin 2007, le Comité des ministres avait décidé de ne pas accorder d'indemnité à l'auteur, le Comité des droits de l'homme n'ayant pas recommandé cette forme de réparation.

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur le 13 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:**Colombie****Affaire:*****Bonilla Lerma, 1611/2007*****Constatations**

26 juillet 2011

adoptées le:**Violations:**

Article 14 (par. 1)

Réparation: Un recours utile, notamment sous la forme d'une indemnisation appropriée.**Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi**

Le 21 février 2012, l'État partie a informé le Comité qu'en vertu du décret n° 4100 de 2011, une rencontre serait proposée à l'auteur afin de discuter des modalités de mise en œuvre des constatations du Comité.

Le 22 février 2012, l'État partie a ajouté qu'il avait l'intention de réunir la Commission intersectorielle des droits de l'homme et du droit international humanitaire afin de porter les constatations du Comité à la connaissance de toutes les institutions concernées et d'en assurer la mise en œuvre conformément à la loi n° 288 de 1996, qui établit un dispositif d'indemnisation des victimes de violations des droits de l'homme.

Le 17 juillet 2012, l'auteur a signalé que l'État partie n'avait pas appliqué la recommandation du Comité puisque les autorités ne s'étaient pas mises en contact avec lui. Selon l'auteur, la procédure d'indemnisation de l'État partie est arbitraire et inefficace. L'auteur ajoute qu'il a également présenté une requête en réparation devant la Cour suprême, qui l'a rejetée.

Les commentaires de l'auteur ont été adressés à l'État partie le 22 février 2013 pour observations (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:**Colombie****Affaire:*****Calderón Bruges, 1641/2007*****Constatations**

23 mars 2012

adoptées le:**Violations:**

Article 14 (par. 5)

Réparation: Un recours utile, notamment sous la forme du réexamen de sa déclaration de culpabilité et d'une indemnisation appropriée.**Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi**

Le 11 octobre 2012, l'État partie a réitéré ses observations sur le fond de l'affaire, affirmant que le jugement en cassation rendu par la Cour suprême le 21 juillet 2004 était conforme à la loi et ne pouvait pas être considéré comme arbitraire. De même, la procédure pénale engagée contre l'auteur avait respecté toutes les garanties judiciaires. Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement avait décidé de ne pas transmettre les constatations du Comité à la Commission interministérielle chargée de l'indemnisation des victimes de violations des droits de l'homme.

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur le 29 octobre 2012 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: République démocratique du Congo

Affaire: *Gedumbe*, 641/1995

Constatations adoptées le: 9 juillet 2002

Violations: Article 25 c) conjointement avec l'article 2

Réparation: Un recours utile qui doit prendre la forme: a) d'une réintégration effective dans la fonction publique et à son poste, avec toutes les conséquences que cela implique, ou le cas échéant à un poste similaire; et b) d'une indemnisation calculée sur la base d'une somme équivalant au paiement des arriérés de traitement et de la rémunération qu'il aurait perçue depuis la période où il n'a pas été réintégré dans ses fonctions, considérée à partir de septembre 1989.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/61/40

Le 20 septembre 2012, l'auteur a demandé au Comité des informations sur les suites données à ses constatations.

Le 22 octobre 2012, l'auteur a de nouveau signalé que l'État partie n'avait pris aucune mesure pour donner effet aux constatations du Comité. Il a expliqué qu'en 2005, il avait écrit au Président de l'État partie, et en 2008 au Premier Ministre, et que ses lettres étaient restées sans réponse. D'après l'auteur, dix ans s'étant écoulés sans qu'aucune réparation ne lui ait été accordée, le refus de l'État partie de collaborer était patent.

Les commentaires de l'auteur ont été adressés à l'État partie le 14 janvier 2013 pour observations (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: France²⁷

Affaire: *Singh*, 1876/2009

Constatations adoptées le: 22 juillet 2011

Violations: Article 18 (par. 1)

Réparation: Un recours utile, incluant un réexamen de sa demande de renouvellement de sa carte de résident et la révision du cadre normatif pertinent et de son application dans la pratique en prenant compte des obligations incombant à l'État partie en vertu du Pacte. L'État partie est également tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir.

²⁷ Une réunion s'est tenue le 18 juillet 2012 entre le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations et un représentant de la Mission permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève pour discuter des suites données aux constatations du Comité.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Dans une note verbale datée du 27 mars 2012, l'État partie explique que le Code de l'entrée et du séjour des étrangers prévoit que l'étranger qui sollicite le renouvellement de ses documents d'identité doit présenter une photographie le représentant tête nue. La même exigence figure dans les décrets de 1955 et 2005 pour la délivrance d'un passeport ou d'une carte d'identité, et vaut aussi pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis de conduire (circulaire ministérielle du 6 décembre 2006).

L'État partie fait observer que cette exigence est conforme au droit européen et au droit international, et que les États disposent d'une certaine marge d'appréciation en ce qui concerne les photographies d'identité. Le Règlement (CE) n° 2252/2004 du 13 décembre 2004 établissant des normes pour les éléments de sécurité et les éléments biométriques intégrés dans les passeports et les documents de voyage délivrés par les États membres, adopté par le Conseil de l'Union européenne, fait référence aux spécifications de l'Organisation de l'aviation civile internationale, dans lesquelles il est indiqué que «la mise au point du visage pris de face doit fournir une image nette, du sommet de la tête (haut des cheveux) jusqu'au menton et du nez jusqu'aux oreilles». Le port d'un couvre-chef est en principe interdit, sauf pour des motifs religieux, médicaux ou culturels, dont les États parties sont libres de tenir compte ou non. Ceci explique, selon l'État partie, l'absence d'uniformité entre les législations des États européens à ce sujet.

L'obligation de poser tête nue qu'impose la réglementation française a pour but de permettre une meilleure identification et de rendre plus difficile la falsification ou l'usage frauduleux de documents. En outre, le port d'un couvre-chef peut être comparé au port de lunettes à montures épaisses dissimulant les yeux. Cette obligation, en excluant le port de tout couvre-chef pour quel que motif que ce soit, y compris un motif religieux, permet aussi de traiter tous les citoyens de la même manière, indépendamment de leur religion.

En outre, la contrainte imposée à l'auteur était ponctuelle et minime puisque limitée à la prise d'une photographie.

L'État partie affirme avoir dûment pris note des constatations du Comité. Il rappelle que tant le Conseil d'État français que la Cour européenne des droits de l'homme ont estimé que les règles qu'il imposait en matière de photographies d'identité n'enfreignaient pas la liberté de religion ni le principe de non-discrimination²⁸. Le Conseil d'État, dans son arrêt du 15 décembre 2006 concernant l'affaire *United Sikhs Association et Mann Singh*, a estimé que les dispositions de la circulaire de 2006 précitée étaient légitimes et conformes aux articles 9 et 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (concernant la liberté de conscience et de religion et la non-discrimination). Il a considéré que les restrictions imposées à la liberté de religion par l'obligation de produire une photographie tête nue étaient justifiées puisqu'elles avaient pour buts de limiter les risques de fraude et de falsification et de permettre l'identification de l'individu. Les restrictions n'étaient ni inadaptées ni disproportionnées par rapport à ces buts, compte tenu du caractère ponctuel de la mesure. La mesure n'a pas non plus été jugée discriminatoire puisqu'elle n'impliquait pas que les personnes de confession sikhe soient traitées différemment des autres.

Dans sa décision d'irrecevabilité concernant la requête n° 24479/07, (*Mann Singh c. France*), de novembre 2008 relative à l'arrêt du Conseil d'État susmentionné, la Cour européenne des droits de l'homme a conclu que la législation française était conforme à la Convention, et que l'ingérence dans la liberté de religion du requérant était justifiée car nécessaire à la sécurité publique au sens du paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention. La Cour a aussi rappelé que les États disposaient d'une marge d'appréciation en la matière, et a décidé que la mesure de restriction n'était pas disproportionnée par rapport à l'objectif visé.

²⁸ L'État partie fait référence à l'arrêt rendu par le Conseil d'État le 15 décembre 2006 dans l'affaire *United Sikhs Association et Mann Singh*, ainsi qu'à la décision de la Cour européenne des droits de l'homme sur la recevabilité de la requête n° 24479/07, *Mann Singh c. France* (novembre 2008).

L'État partie souligne également que ce jugement cadre avec le raisonnement suivi dans l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme le 11 janvier 2005 dans l'affaire *Phull c. France*, concluant à l'obligation pour le requérant, sikh pratiquant, de retirer son turban pour se soumettre aux contrôles de sécurité aéroportuaires. Dans cet arrêt, la Cour européenne des droits de l'homme avait conclu que les contrôles de sécurité entraient dans la marge d'appréciation accordée aux États parties. Plus tôt, la Commission européenne des droits de l'homme avait estimé, dans sa décision du 3 mai 1995 dans l'affaire *Karaduman c. Turquie*, que l'obligation faite à une étudiante de produire des photographies d'identité la représentant tête nue pour obtenir son diplôme ne constituait pas une infraction à sa liberté de religion.

Dans ces circonstances, et compte tenu des impératifs de sécurité et de lutte contre la fraude ainsi que de la validation de la réglementation française par la Cour européenne des droits de l'homme, l'État partie déclare qu'il ne modifiera pas ses dispositions législatives relatives aux photographies d'identité.

Le 4 mai 2012, le conseil de l'auteur note que l'État partie a «recyclé» les arguments non convaincants et contrefactuels déjà rejetés par le Comité dans ses constatations.

En ce qui concerne l'argument de l'État partie selon lequel un turban obscurcit des parties du visage de la personne qui le porte et empêche son identification, le conseil relève que l'État partie n'a pas expliqué de manière crédible, ainsi que l'a souligné le Comité, i) pourquoi «le port d'un turban sikh couvrant la partie supérieure de la tête et une partie du front et laissant le reste du visage clairement visible rendrait l'identification de l'auteur moins aisée que s'il apparaissait tête nue» ou ii) «comment une photographie d'identité tête nue aiderait à combattre les risques de falsification et de fraude aux titres de séjour».

Pour ce qui est du parallèle que l'État partie établit avec les personnes portant des lunettes épaisses, le conseil note qu'un turban sikh n'obscurcit pas les yeux, et se porte pour couvrir les cheveux; en outre, les lunettes ne sont pas un symbole d'identité religieuse, et le fait de les retirer en public ne constitue ni une humiliation ni une marque de reniement de la foi.

Le conseil note en outre que l'État partie n'a pas réagi à l'argument du Comité faisant valoir que, l'auteur portant son turban à tout moment lorsqu'il est en public, il sera plutôt plus difficile de l'identifier sur une photographie tête nue. De plus, l'État partie n'a pas non plus répondu à l'argument selon lequel il a dans le passé délivré des documents sur lesquels l'auteur apparaissait coiffé d'un turban, ni au fait que l'auteur a utilisé sa carte d'identité pendant dix ans sans jamais rencontrer de problème d'identification. D'après le conseil, l'État partie n'essaie pas de justifier le maintien de sa politique car il ne le peut pas, étant donné qu'un turban sikh n'obscurcit pas les traits du visage et n'empêche donc pas l'identification.

Le conseil maintient également que l'État partie refuse de reconnaître que pour l'auteur, une photographie d'identité sans turban serait un rappel permanent de son humiliation, et non pas une restriction ponctuelle et minime se limitant à la prise d'un cliché. Le conseil ajoute que l'État partie ne réagit pas à la conclusion du Comité selon laquelle l'obligation d'apparaître tête nue sur une photographie constitue une victimisation permanente des sikhs comme l'auteur, puisqu'ils apparaîtront toujours sans leur couvre-chef religieux sur leur photographie d'identité et qu'ils pourront être forcés d'ôter leur turban lors des contrôles d'identification.

Le conseil ajoute que le refus de l'État partie de donner effet aux constatations du Comité et de modifier, dans sa législation, des dispositions qui sont sources de discrimination cause un préjudice permanent supplémentaire à l'auteur, qui, du fait de l'impossibilité de faire renouveler sa carte de résident, a perdu l'accès à des prestations sociales aussi importantes que les soins de santé. Selon le conseil, le refus de l'État partie de délivrer une carte de résident à l'auteur, qui est âgé de 76 ans et souffre de nombreux problèmes de santé, non seulement constitue une atteinte à sa liberté de religion mais compromet également sa santé et son bien-être.

Le conseil fait observer en outre que dans l'affaire *Phull c. France*, la Cour européenne des droits de l'homme (la Cour) a estimé qu'un sikh était tenu de retirer son turban lors des contrôles de sécurité aéroportuaires, en raison de la nécessité d'assurer la sécurité physique des passagers. La règle avait en l'occurrence pour objet de permettre la détection et la prévention de menaces directes à la sécurité; elle ne conditionnait pas la délivrance de cartes d'identité servant à leurs détenteurs à prouver leur lieu de résidence et à accéder à des prestations sociales. Dans l'affaire *Karaduman c. Turquie*, la Cour a rejeté la requête d'une étudiante musulmane qui souhaitait apparaître portant le foulard sur la photographie de son diplôme; il était là question de la laïcité de la Turquie et du refus de la sécularisation, ce qui n'était pas le cas dans l'affaire de l'auteur. En outre, le foulard en question dissimulait des parties du visage différentes de celles que masquait le turban sikh. Le Conseil ajoute que dans *Mann Singh c. France* comme dans *Karaduman c. Turquie*, la Cour a appliqué un cadre normatif différent de celui utilisé par le Comité dans l'affaire de l'auteur, et n'a pas examiné pleinement le fond de la requête ni les arguments clefs du requérant.

D'après le conseil, aucune des affaires invoquées ne peut servir à justifier la violation des droits de l'auteur par l'État partie. En outre, le Comité n'est pas lié par les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, en particulier lorsque celle-ci a appliqué un cadre normatif différent et quand pour des raisons de procédure, elle n'a pas examiné le fond de la requête.

Le Conseil explique ensuite que l'État partie prétend que sa législation est conforme aux normes internationales et européennes, alors que l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suède autorisent d'une manière ou d'une autre le port d'un couvre-chef à caractère religieux sur les photographies des permis de conduire, passeports, etc. En dehors de l'Europe, l'Australie, le Canada, les États-Unis d'Amérique et la Nouvelle-Zélande ne sont que quelques exemples de pays qui offrent aussi cette possibilité. Le conseil souligne que le refus de l'État partie de consentir le moindre effort sur cette question l'éloigne de plus en plus de la norme appliquée par ses pairs.

À l'argument de l'État partie qui affirme que sa réglementation n'est pas discriminatoire, le conseil répond qu'il élude la question de la discrimination indirecte. Le conseil rappelle que dans l'affaire *Althammer c. Allemagne*, le Comité a indiqué qu'une violation de l'article 26 pouvait résulter de l'effet discriminatoire d'une règle ou d'une mesure apparemment neutre ou dénuée de toute intention discriminatoire lorsque les effets préjudiciables d'une règle ou décision affectaient exclusivement ou de manière disproportionnée des personnes particulières en raison de leur race, couleur, sexe, langue, religion, etc. D'après le conseil, en l'espèce, la mesure prise par l'État partie a affecté de manière disproportionnée les sikhs, à qui la religion fait obligation de se couvrir les cheveux, par rapport aux autres résidents, qui n'ont pas une telle obligation religieuse.

Les commentaires du conseil ont été adressés à l'État partie en avril 2012 pour observations. Un délai de réponse supplémentaire a été accordé à l'État partie, à sa demande, la nouvelle date limite de soumission des observations étant fixée au 23 juillet 2012.

Le 23 juillet 2012, l'État partie a rejeté le point de vue de l'auteur, en particulier au sujet de la portée des jugements de la Cour européenne des droits de l'homme. Il a néanmoins réaffirmé sa volonté d'entretenir des échanges réguliers et transparents avec la communauté sikhe, ainsi qu'avec les représentants des autres religions. L'État partie a également signalé que des membres du Ministère des affaires étrangères et du Bureau central des cultes du Ministère de l'intérieur avaient reçu, à leur demande, des représentants des associations françaises et européennes de la communauté sikhe, afin d'expliquer les grands principes de la législation française et leur raison d'être. La possibilité d'organiser des réunions techniques avec des experts de la police sur la question des photographies d'identité a également été évoquée. L'État partie tiendra le Comité informé de tout nouveau développement à ce sujet.

Les observations de l'État partie ont été transmises au conseil le 27 juillet 2012 pour commentaires.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: France

Affaire: *Cochet, 1760/2008*

Constatations adoptées le: 21 octobre 2010

Violations: Article 15

Réparation: L'État partie est tenu d'assurer à l'auteur un recours utile, y compris une indemnisation appropriée.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/66/40

Le 16 mars 2012, le conseil de l'auteur a informé le Comité qu'il avait reçu les conclusions de l'agent judiciaire du Trésor public. D'après celui-ci, le Trésor public ne devait aucune indemnité à l'auteur (le conseil soumet une copie des conclusions). Les conclusions ont été rédigées à la demande du Tribunal de grande instance de Paris.

L'affaire a été évoquée au cours d'une réunion entre le Rapporteur spécial chargé de suivi des constatations et un membre de la Mission permanente de l'État partie auprès de l'Office des Nations unies à Genève, en juillet 2012. Le représentant de l'État partie a assuré le Comité que les autorités soumettraient leur réponse et a également insisté sur leur volonté de poursuivre le dialogue afin de trouver une issue satisfaisante à cette affaire.

Malgré ces assurances, aucune réponse n'a été reçue de l'État partie expliquant les suites données aux constatations du Comité.

Le 11 juillet 2012, un deuxième rappel a été envoyé à l'État partie pour lui demander de soumettre ses observations avant le 13 août 2012.

Le 7 février 2013, le conseil de l'auteur a communiqué la copie d'un jugement du Tribunal de grande instance de Paris daté du 6 février 2013. L'auteur a déposé une requête pour demander à l'État partie, entre autres, d'appliquer les constatations du Comité et de lui accorder une indemnité. Le Tribunal a rejeté la requête en soulignant que si les États parties prenaient acte des constatations du Comité, celles-ci émanaient d'un organe non-juridictionnel et ne revêtaient pas de caractère contraignant à l'égard des États parties au Pacte, ainsi que le Conseil d'État l'avait affirmé à plusieurs occasions. La décision précise également que la responsabilité de l'État ne peut être engagée que lorsque l'auteur prouve l'existence d'une violation patente des principes du Pacte, présentant un caractère grave et manifeste, ce que le tribunal n'a pas constaté en l'espèce.

Les commentaires de l'auteur ont été transmis à l'État partie le 18 février 2013 pour observations (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:	Grèce
Affaire:	<i>Katsaris, 1558/2007</i>
Constatations adoptées le:	18 juillet 2012
Violations:	Article 2 (par. 3) lu conjointement avec l'article 7, et articles 2 (par. 1) et 26

Réparation: Un recours utile, sous la forme d'une indemnisation appropriée.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Dans une lettre datée du 3 janvier 2013, l'État partie informe le Comité des mesures qu'il a prises pour donner effet à ses constatations.

L'État partie fait référence à un document émanant du Ministère de la justice et daté du 13 décembre 2012, dans lequel il est fait mention de lacunes dans l'enquête conduite par le Procureur du tribunal de première instance et d'incohérences jetant le doute sur le caractère approfondi et impartial de l'enquête pénale menée dans cette affaire, ainsi que de l'absence d'examen médico-légal et de la durée de l'enquête préliminaire. D'après l'État partie, le Ministère de la justice a transmis les constatations du Comité (traduites en grec) au Procureur près la Cour de cassation, en demandant qu'elles soient diffusées à toutes les autorités de poursuite à titre de mesure générale destinée à donner effet aux conclusions du Comité. L'État partie souligne que les obligations découlant des constatations du Comité sont de nature procédurale et non des obligations visant un résultat spécifique. D'après l'État partie, la diffusion des constatations du Comité auprès des autorités de poursuite peut être considérée comme un nouvel élément contre les trois policiers mis en cause, en vertu du paragraphe 5 de l'article 43 du Code de procédure pénale, ce qui autoriserait le Procureur du tribunal de première instance à ordonner une nouvelle enquête, dans le but de réexaminer l'affaire.

L'État partie attire en outre l'attention du Comité sur un recours interne, prévu à l'article 105 de la loi d'introduction du Code civil, permettant de faire reconnaître la responsabilité civile de l'État en cas de dommages résultant d'actes illégaux ou d'omissions commis par un agent de l'État. L'État partie suggère par conséquent que l'auteur dispose d'un recours judiciaire dont il peut user pour demander réparation auprès des tribunaux administratifs grecs du préjudice (financier ou moral) résultant du fait que l'État partie n'a pas enquêté rapidement et de manière approfondie et impartiale sur les allégations de mauvais traitements et de discrimination raciale. L'État partie renvoie à une affaire dans laquelle la Cour européenne des droits de l'homme a conclu à une violation de l'article 3 de la Convention et où une indemnité substantielle (117 108 euros) a été accordée par les juridictions administratives grecques.

L'État partie ajoute que les constatations du Comité, traduites en grec, seront rendues publiques via Internet, et qu'elles ont déjà été transmises à l'ensemble des personnels de police ainsi qu'aux gardes spéciales afin que des violations similaires ne se reproduisent pas à l'avenir.

Les observations de l'État partie ont été transmises au conseil de l'auteur le 8 janvier 2013 pour commentaires.

Le 28 février 2013, le conseil a fait valoir que l'État partie n'avait pas accordé réparation à l'auteur, de même que dans les deux autres affaires dont le Comité avait été saisi (*Kalamiotis* et *Georgopoulos*), dans lesquelles l'État n'avait pas assuré aux auteurs un recours utile et rapide et une indemnisation. En réponse aux observations de l'État partie, le conseil souligne qu'il n'a pas été demandé au Procureur de la Cour suprême de prendre des mesures spécifiques visant, par exemple, à faire réexaminer le classement sans suite des

deux enquêtes criminelles et/ou à soumettre à une enquête criminelle et/ou disciplinaire les procureurs responsables des lacunes de l'enquête. L'État n'a fourni aucune information sur les mesures prises par le Procureur de la Cour suprême. Au sujet de l'affirmation de l'État partie selon laquelle le Procureur de première instance peut engager des poursuites contre les policiers mis en cause à condition qu'il n'y ait pas prescription, le conseil indique que les actes illicites de mauvais traitements et de discrimination raciale commis sont des délits dont le délai de prescription est de cinq ans; par conséquent, les dossiers criminels ne peuvent pas être rouverts. Les procureurs n'ont pas retenu le chef d'inculpation d'abus d'autorité, qui peut constituer un crime dont le délai de prescription est de quinze ans (en vertu de l'article 239 du Code pénal).

Concernant l'argument de l'État partie selon lequel les auteurs peuvent demander réparation auprès des juridictions nationales en engageant une action civile en vertu de l'article 105 de la loi d'introduction du Code civil, le conseil fait valoir l'extrême lenteur des tribunaux nationaux à statuer sur ce genre d'affaires (qui a valu à l'État partie plusieurs arrêts dans lesquels la Cour européenne des droits de l'homme a conclu à une violation du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme). Le conseil ajoute qu'en tout état de cause, la procédure que suggère l'État partie n'est pas la plus appropriée, car les tribunaux administratifs ne peuvent traiter les demandes d'indemnisation que dans les affaires où il faut d'abord établir la responsabilité de l'État, puis déterminer le montant de l'indemnisation. Une fois que l'État a accepté sa responsabilité de manière irrévocable, le Conseil d'État peut approuver l'indemnisation, laquelle fait généralement l'objet d'un accord entre l'administration publique responsable et le plaignant. L'auteur pensait qu'en l'espèce l'État partie aurait adopté cette procédure. Le conseil souligne que dans sa réponse aux constatations du Comité dans l'affaire *Kalamiotis* (A/64/40), l'État a admis que les constatations avaient la même valeur que les jugements de la Cour européenne des droits de l'homme et avaient l'autorité de la chose jugée, et que le seul point appelant une décision était le montant de l'indemnité. Le conseil estime que le montant des indemnités accordées dans des affaires similaires de mauvais traitements et de discrimination raciale à l'égard de Roms par la Cour européenne des droits de l'homme pourrait donc servir de base pour évaluer le montant de l'indemnité, via une décision similaire du Conseil d'État et du Ministre de l'économie et/ou du Ministre de l'ordre public.

De plus, il fait observer qu'en principe, la réparation doit replacer l'auteur dans une situation aussi proche que possible de la situation qui était la sienne avant la violation de ses droits, et conteste l'argument selon lequel après avoir obtenu un jugement en sa faveur, un requérant doit engager une nouvelle procédure devant les juridictions internes pour obtenir réparation. Enfin, le conseil signale qu'il n'existe aucune procédure interne qui permette de demander réparation pour la longueur excessive de la procédure pénale, qui constitue l'une des violations constatées par le Comité dans cette affaire. Il prie le Comité d'engager l'État partie à veiller à ce qu'une enquête criminelle soit menée sur les manquements des procureurs ayant entraîné les violations du Pacte, et à ce qu'une indemnisation appropriée soit assurée à l'auteur.

Enfin, le conseil de l'auteur prend note avec satisfaction de la publication rapide des constatations traduites en grec.

Les commentaires du conseil ont été adressés à l'État partie le 5 mars 2013 pour observations (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:	Grèce
Affaire:	<i>Georgopoulos et consorts, 1799/2008</i>
Constatations adoptées le:	29 juillet 2010
Violations:	Articles 17, 23 et 27, seul et lu conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2
Réparation:	Un recours utile et une réparation, y compris sous la forme d'une indemnisation.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40	
<p>Le 27 juin 2012, le conseil de l'auteur a fait savoir au Comité que depuis que des modifications avaient été apportées fin 2011 au site Web du Conseil d'État de l'État partie, la traduction officielle des constatations du Comité, qui jusque-là pouvait être consultée sur ce site, était indisponible. Les auteurs avaient à deux reprises demandé des explications à ce sujet, mais n'avaient jamais obtenu de réponse.</p> <p>Le conseil de l'auteur fait valoir que dans ses observations datées du 9 mars 2011, l'État partie a prétendu que, l'enquête ayant été menée, puis close par les ordonnances 44/2009 et 56/2009 du Procureur de deuxième instance de Patras rejetant les allégations d'expulsion forcée illégale (des auteurs et d'autres Roms), il s'était acquitté de son obligation d'assurer un recours utile. D'après le conseil, l'État partie a considéré son obligation comme une obligation de moyen et non de résultat, et en a déduit que le fait que l'enquête ordonnée n'ait pas abouti à la même conclusion que les constatations du Comité ne l'obligeaient pas à rouvrir une enquête criminelle.</p> <p>Le conseil de l'auteur ajoute que le 26 avril 2011, les auteurs ont déposé une requête auprès du Procureur de la Cour suprême pour demander le réexamen du dossier criminel. La requête a été acceptée et l'affaire a été renvoyée en 2006 devant le tribunal afin que le maire de Patras et ses deux adjoints soient jugés. Les dates des audiences ont été fixées respectivement aux 10 octobre 2011, 27 juin et 19 novembre 2012. Le Comité sera informé de l'issue des procès.</p> <p>Le 27 juillet 2011, les auteurs ont présenté une requête au Procureur de la Cour suprême pour demander l'ouverture d'une enquête sur l'éventuelle responsabilité pénale pour manquement à une obligation et abus d'autorité du Procureur adjoint de première instance et du Procureur adjoint de deuxième instance de Patras, qui avaient initialement classé la plainte sans suite en 2006. Le Procureur de la Cour suprême a fait droit à la requête et une enquête préliminaire est en cours. Le 25 juin 2012, cependant, le Procureur adjoint de première instance de Patras qui faisait l'objet de l'enquête a été promu procureur, ce qui, d'après le conseil, doit être pris comme un signe que l'enquête ne sera pas impartiale, mais qu'elle constitue un exercice de pure forme à l'issue duquel les responsables bénéficieront de l'impunité.</p> <p>D'après le conseil de l'auteur, dans sa réponse en date du 14 juillet 2011, l'État partie a suggéré que les auteurs présentent une requête au Conseil d'État pour demander réparation. Le conseil confirme que les auteurs ont présenté cette requête le 20 octobre 2011.</p> <p>Dans le cadre de l'examen des cinquième et sixième rapports périodiques de l'État partie par le Comité contre la torture (CAT/C/GRC/5-6), les auteurs ont informé ce Comité des faits nouveaux mentionnés ci-dessus. Le conseil de l'auteur renvoie aux observations finales adoptées par le Comité contre la torture au sujet des réparations demandées, qui incluaient une indemnisation et des mesures de réadaptation. Enfin, le conseil demande au Comité des droits de l'homme d'aborder la question en général, ainsi que la procédure de suivi, lors d'une réunion avec l'État partie.</p>	

Le 5 juillet 2012, le conseil de l'auteur a ajouté que le 8 mai 2012, les auteurs avaient reçu la décision du Conseil d'État, qui rejetait leur demande d'indemnisation au motif qu'il n'était pas compétent pour recevoir ces demandes. Le conseil renvoie à ses précédents commentaires en date du 27 juin 2012, dans lesquels il indiquait au Comité que l'État partie avait suggéré que l'auteur demande réparation auprès du Conseil d'État. Le conseil conclut que l'État partie a donné aux auteurs des informations erronées sur la disponibilité de ce recours.

Dans ses constatations, le Comité avait conclu à des violations de plusieurs dispositions du Pacte *par l'État partie*, et non par la municipalité de Patras. L'État partie était tenu d'assurer une réparation aux auteurs, notamment sous la forme d'une indemnisation. Les violations n'étaient pas toutes liées aux actions de la municipalité; elles avaient aussi à voir avec les actions du Bureau du Procureur et la durée de l'enquête. Par conséquent, la responsabilité de l'État partie n'était pas engagée en premier lieu du fait des expulsions elles-mêmes, mais plutôt du fait que les autorités n'avaient pas accordé aux auteurs une réparation appropriée à la suite des expulsions. L'État a l'obligation de fournir une réparation, contrairement à ses agents. Pour ce qui est de la nature de la réparation, le principe *restitutio ad integrum* veut qu'en principe, les auteurs soient replacés dans une situation la plus proche possible de celle dans laquelle ils se trouvaient avant la violation de leurs droits. D'après le conseil de l'auteur, les observations soumises par l'État partie ainsi que la dernière décision en date du Conseil d'État montrent à l'évidence que l'État partie n'a pas l'intention d'indemniser les auteurs. En outre, l'action civile en dommages-intérêts à laquelle il est fait référence dans la décision du Conseil d'État ne peut être engagée que dans les cas où la responsabilité de l'État doit d'abord être établie, pour ensuite déterminer le montant de l'indemnité. En l'espèce, la responsabilité de l'État a été établie par le Comité dans ses constatations et par conséquent une procédure extrajudiciaire suffirait. En outre, il n'existe pas dans l'ordre juridique de l'État partie de procédure juridique permettant de demander réparation de la durée excessive de la procédure pénale, qui est l'une des violations constatées par le Comité.

Le conseil de l'auteur demande au Comité d'engager l'État partie à indemniser les auteurs sans tarder et à ne pas éluder la question en invoquant diverses procédures qui ne sont pas pertinentes ni reporter la charge sur les auteurs.

Dans une note verbale datée du 17 août 2012, l'État partie affirme s'être acquitté de son obligation de prendre toutes les mesures voulues pour donner effet aux constatations du Comité. Répondant aux commentaires du conseil en date du 5 juillet 2012, l'État partie réaffirme que le Conseil d'État n'a pas rejeté les demandes d'indemnisation mais s'est déclaré incompétent pour les recevoir. Les auteurs ont donc deux options: déposer une plainte pénale en tant que partie civile auprès du tribunal correctionnel de Patras (composé de trois juges) contre les défendeurs (qui seraient des agents municipaux) pour manquement à leur devoir; ou tenter une action en dommages-intérêts auprès des tribunaux administratifs compétents pour violation du Pacte. La loi n° 4055/2012 (art. 59, par. 3) impose que ces requêtes soient entendues dans les six mois suivant leur soumission. Il est donc faux de prétendre que l'État partie n'a pas l'intention d'indemniser les auteurs ou qu'il les empêche d'accéder à un recours utile.

En réponse aux commentaires du conseil en date du 27 juin 2012, l'État partie explique que la traduction officielle des constatations du Comité en grec a été affichée sur le site Web du Conseil d'État en 2011. Elle est actuellement inaccessible en raison de problèmes techniques, mais sera prochainement réaffichée sur le site.

Le 9 février 2013, le conseil de l'auteur a réitéré ses précédents commentaires, affirmant que les auteurs n'avaient toujours pas obtenu la réparation recommandée par le Comité, réparation que l'État partie ne semblait pas disposé à leur accorder.

Les commentaires du conseil ont été transmis à l'État partie le 27 février 2013 pour observations (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Kirghizistan²⁹

Affaire: *Kaldarov, 1338/2005*

Constatations adoptées le: 18 mars 2010

Violations: Article 9 (par. 3)

Réparation: Assurer à l'auteur un recours utile, sous la forme d'une indemnisation appropriée, et procéder aux modifications de la loi nécessaires pour faire en sorte que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

L'État partie a fait part de ses observations le 26 avril 2012. Il explique que son Code de procédure pénale a été modifié en juin 2007 et qu'en vertu de l'article 110 de ce Code révisé, le placement en détention exige à présent une décision de justice. La législation de l'État partie est donc conforme à l'article 9 du Pacte, et des violations analogues ne se reproduiront plus.

Étant donné que les recommandations du Comité ont été en partie satisfaites, l'État partie invite le Comité à clore le dialogue sur le suivi des constatations dans cette affaire.

Les observations de l'État partie ont été adressées au conseil en avril 2012 pour commentaires.

Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision.

À sa 105^e session, le Comité a décidé de considérer que le dialogue restait ouvert tout en notant que jusqu'alors l'État partie n'avait pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Kirghizistan

Affaire: *Kulov, 1369/2005*

Constatations adoptées le: 26 juillet 2010

Violations: Articles 7, 9 (par. 1, 3 et 4), 14 (par. 1, 2, 3 b) à e)) et 5

Réparation: Un recours utile, notamment sous la forme d'une indemnisation adéquate et de l'engagement de poursuites pénales afin d'établir les responsabilités en ce qui concerne les mauvais traitements infligés à l'auteur en violation de l'article 7 du Pacte.

²⁹ Une réunion s'est tenue à Genève le 19 juillet 2012 entre le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations et le Représentant permanent de l'État partie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Le Rapporteur spécial a pris note des mesures que l'État partie avait prises jusqu'alors pour donner effet aux recommandations du Comité, mais a constaté qu'aucune indemnité n'avait été versée aux victimes dans la plupart des affaires; il a invité l'État partie à réétudier la question.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/66/40

Le 18 avril 2012, l'État partie a signalé au Comité que:

a) Son Code de procédure pénale avait été réformé (par une loi du 25 juin 2005); il était désormais conforme à l'article 9 du Pacte puisqu'il prévoyait que toute personne arrêtée ou détenue du chef d'une infraction pénale devait être présentée sans délai à un juge et jugée dans un délai raisonnable, et des violations analogues ne pourraient donc plus se reproduire à l'avenir;

b) La loi de procédure pénale avait été réformée afin d'être mise en conformité avec les dispositions des articles 2 et 5 du Pacte;

c) S'agissant d'assurer à l'auteur un recours utile, y compris une indemnisation, conformément au paragraphe 2 de l'article 316 de son Code de procédure pénale, l'État partie avait «reconnu l'innocence de l'auteur, assumé l'entière responsabilité des mauvais traitements qui lui avaient été infligés, et reconnu son droit à demander réparation».

Compte tenu de ce qui précède, l'État partie estime que les recommandations formulées par le Comité ont été partiellement satisfaites, et invite le Comité à clore le dialogue sur le suivi de cette affaire.

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur en avril 2012 pour commentaires.

Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision.

À sa 105^e session, le Comité a décidé de considérer que le dialogue restait ouvert tout en notant que jusqu'alors l'État partie n'avait pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Kirghizistan

Affaire: *Torobekov, 1547/2007*

Constatations adoptées le: 27 octobre 2011

Violations: Article 9 (par. 3)

Réparation: Un recours utile, sous la forme d'une indemnisation appropriée. L'État partie est également tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que des violations analogues se reproduisent à l'avenir.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Le 19 avril 2012, l'État partie a signalé qu'il avait réformé son Code de procédure pénale en juin 2007 et que celui-ci prévoyait désormais que toute personne arrêtée ou détenue du chef d'une infraction pénale devait être présentée à un juge rapidement et être jugée dans un délai raisonnable. Ayant partiellement satisfait les recommandations du Comité, l'État partie invite celui-ci à mettre fin au dialogue sur le suivi de cette affaire.

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur en avril 2012 pour commentaires. Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

À sa 105^e session, le Comité a décidé de considérer que le dialogue restait ouvert tout en notant que jusqu'alors l'État partie n'avait pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:	Kirghizistan
Affaire:	<i>Moidunov et Zhumabaeva, 1756/2008</i>
Constatations adoptées le:	19 juillet 2011
Violations:	Article 6 (par. 1) et article 7, en ce qui concerne le fils de l'auteur, et article 2 (par. 3), lu conjointement avec le paragraphe 1 de l'article 6 et l'article 7, en ce qui concerne l'auteur
<p>Réparation: Un recours utile, qui devrait comprendre une enquête impartiale, efficace et approfondie sur les circonstances du décès du fils de l'auteur, des poursuites à l'encontre des responsables et une entière réparation, sous la forme notamment d'une indemnisation appropriée.</p>	
<p>Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40</p> <p>Le 14 mars 2012, l'État partie a réitéré toutes ses observations sur le fond de la communication, et en partie les nouvelles observations qu'il avait formulées par la suite, affirmant que les circonstances du décès du fils de l'auteur avaient été dûment examinées à plusieurs reprises par différentes autorités compétentes, qui avaient pris des décisions fondées. En outre, sur la question d'un éventuel nouveau procès de M. M. – le fonctionnaire de service qui avait été accusé d'être responsable du décès et avait par la suite été acquitté –, l'État partie explique qu'une décision d'acquittement ne peut être réexaminée que dans l'année suivant son exécution (art. 376 (par. 2) du Code de procédure pénale). Ainsi, d'après l'État partie, il n'y a aucun motif de modifier les décisions prises par le tribunal. L'État partie ajoute qu'aucun nouvel élément de preuve ne justifie de rouvrir l'affaire (art. 384 du Code de procédure pénale).</p> <p>Le 13 avril 2012, le conseil de l'auteur a réitéré ses précédents commentaires et a relevé que les dernières observations de l'État partie étaient en grande partie hors sujet puisqu'elles portaient non pas sur la mise en œuvre des constatations du Comité mais sur la période précédant leur adoption. Concernant la réouverture du dossier sur la base de nouveaux éléments, le conseil fait valoir que l'État partie n'a pas expliqué quelles mesures spécifiques il avait prises pour vérifier s'il existait de nouveaux éléments de preuve, mais se sert de cet argument pour justifier son refus de mener une enquête en bonne et due forme. Le conseil note à cet égard qu'un État ne saurait invoquer les dispositions de sa législation nationale pour justifier le non-respect de ses obligations internationales.</p> <p>Le conseil de l'auteur considère qu'une nouvelle enquête devrait être menée par une commission d'enquête indépendante. Il souligne également que les observations de l'État partie montrent que celui-ci ne respecte pas son obligation constitutionnelle d'appliquer les décisions des organes de surveillance de l'application des traités (partie 2 de la Constitution, art. 41).</p> <p>En conclusion, le conseil de l'auteur prie le Comité de constater qu'il n'a pas été donné suite à ses constatations et de poursuivre le dialogue et d'inviter l'État partie à assurer un recours aux auteurs, y compris: a) confier une enquête impartiale, efficace et approfondie sur les circonstances du décès de M. Moidunov à un organe indépendant, et punir les responsables; b) assurer une réparation complète, et fournir une indemnisation appropriée. L'État partie devrait aussi être tenu de faire en sorte que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir: a) en mettant en place un dispositif efficace de surveillance des postes de police et des autres lieux de détention provisoire, comprenant notamment un mécanisme national de prévention; b) en améliorant la formation et l'évaluation du comportement des fonctionnaires concernés; et c) en veillant à ce que les examens médicaux et médico-légaux soient indépendants. Enfin, le conseil estime qu'il devrait être demandé à l'État partie de publier les constatations du Comité et d'en assurer une large diffusion.</p>	

Les commentaires du conseil de l'auteur ont été adressés à l'État partie en avril 2012 pour observations.

L'État partie a soumis de nouvelles observations dans une note verbale datée du 3 juillet 2012. Il rappelle que les circonstances du décès du fils des auteurs ont fait l'objet d'investigations menées par le Bureau du Procureur. Un inspecteur principal (nom fourni) du Département des affaires intérieures du district de Bazar-Korgan a été accusé d'être responsable de ce décès. Il a par la suite été reconnu coupable de négligence, avant d'être relaxé en vertu de l'article 66 du Code pénal (à la suite d'un accord de règlement amiable conclu avec la partie lésée).

Une enquête interne du Ministère de l'intérieur a conclu le 25 février 2010 que la réglementation en vigueur à l'époque des faits ne permettait pas de licencier l'inspecteur pour négligence. À présent, un officier peut être licencié dès lors qu'il est reconnu coupable d'un crime, mais la nouvelle réglementation n'a pas d'effet rétroactif.

Les observations de l'État partie ont été adressées aux auteurs en juillet 2012 pour commentaires.

Le 3 juillet 2012, l'État partie a de nouveau fait valoir que, dans l'affaire du décès du fils des auteurs, une procédure pénale avait été ouverte et des poursuites engagées contre un inspecteur principal (E. M.). Le 27 décembre 2006, M. E. M. avait été reconnu coupable de négligence en vertu de l'article 316 du Code pénal; cependant, il avait ensuite été déchargé de sa responsabilité pénale en vertu de l'article 66 du Code pénal. En outre, une enquête interne avait été menée au sujet des agissements de M. E. M., qui avait conclu le 25 février 2010 à l'absence de motif de licenciement. Enfin, l'État partie a informé le Comité que conformément à la législation en vigueur, un policier pouvait être licencié «dès lors qu'il était reconnu coupable d'un crime par une décision définitive».

Le 24 septembre 2012, le conseil des auteurs, répondant aux dernières observations en date de l'État partie, a réaffirmé que l'enquête et les poursuites qui avaient été menées dans l'affaire de l'auteur étaient inadéquates et que les autorités de l'État partie n'avaient pas conduit d'enquête indépendante et efficace sur les tortures infligées à M. Moidunov et sur sa mort. En outre, l'avocat kirghize qui représentait la famille de la victime avait réclamé une indemnisation aux autorités en se basant sur les constatations du Comité, et le conseil avait engagé un expert indépendant spécialiste des dommages moraux pour assister l'État dans le calcul du montant de l'indemnisation. Le 17 août 2012, l'expert avait achevé son évaluation, qui avait servi de base à l'avocat de la famille pour présenter, le 5 septembre 2012, une nouvelle demande d'indemnisation (100 000 euros pour dommage moral). L'État partie n'a répondu à aucune de ces deux demandes.

Enfin, le conseil a signalé au Comité que Turdukan Zhumbaeva, la mère de la victime (M. Moidunov), était décédée le 21 juin 2012 sans avoir reçu aucune forme de réparation ou d'indemnisation de la part des autorités dans le cadre de cette affaire. C'est à présent sa fille (la sœur de la victime), Kaydahan Zhumbaeva, qui représentera la famille dans les démarches visant à obtenir la mise en œuvre des constatations du Comité. Compte tenu des manquements persistants de l'État partie, le conseil invite le Comité à considérer que ses constatations n'ont pas encore été mises en œuvre et à poursuivre le dialogue avec l'État partie, en vue d'obtenir leur pleine application.

Les commentaires du conseil ont été transmis à l'État partie le 12 octobre 2012, pour observations.

L'État partie y a répondu le 21 janvier 2013; il réexpose essentiellement ses arguments et donne des détails sur les procédures qui ont été menées.

L'État partie explique également qu'en dépit de l'accord amiable conclu le 19 juillet 2006, le frère de la victime souhaitait rouvrir la procédure. Le tribunal de première instance a fait savoir aux plaignants qu'ils pouvaient engager une action civile pour demander réparation du préjudice subi.

Le 12 mars 2013, le conseil de l'auteur a attiré l'attention du Comité sur le fait que les dernières observations en date de l'État partie ne contenaient aucune information sur de quelconques mesures prises pour donner effet aux constatations du Comité. Au lieu de cela, l'État partie y redétaillait les étapes de la procédure menée au niveau national, que le Comité avait déjà jugée inefficace. L'État partie concluait ses observations en déclarant qu'il n'existait aucun motif de rouvrir une enquête criminelle, comme le Comité le demandait dans ses constatations. Le conseil de l'auteur considère que le Comité devrait poursuivre le dialogue avec l'État partie en vue d'obtenir la pleine mise en œuvre de ses constatations, y compris des mesures de réparation demandées par le conseil dans ses commentaires datés du 13 avril 2012.

Les commentaires du conseil de l'auteur ont été transmis à l'État partie le 19 mars 2013 pour observations (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue se poursuit mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière pleinement satisfaisante.

État partie:

Lettonie

Affaire:

Raihman, 1621/2007

**Constatations
adoptées le:**

28 octobre 2010

Violations:

Article 17

Réparation: Un recours utile; l'État partie doit prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir, y compris en modifiant la législation pertinente.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Le 4 avril 2012, l'État partie a fait part de ses observations. Il juge très générale et radicale la conclusion à laquelle est parvenu le Comité, qui affirme que le droit de choisir son nom, notamment sa représentation graphique dans les documents officiels, est absolu par nature et qu'un État partie n'a pas le droit de modifier le nom d'une personne de manière unilatérale pour des raisons officielles ni d'influencer sa décision à cet égard.

L'État partie regrette que le Comité fasse valoir que le nom de l'auteur tel qu'il était inscrit sur les registres de l'U.R.S.S. est porté ainsi depuis des décennies, et qu'il ne tienne pas compte des campagnes de soviétisation et de russification menées après 1940 contre les noms lettons, qui visaient à exterminer la langue et la culture lettones et à priver la Lettonie de sa souveraineté.

Une fois redevenu indépendant, l'État partie a adopté diverses mesures destinées en particulier à rétablir et développer les éléments constitutifs de l'État, comme la langue nationale.

D'après l'État partie, les constatations du Comité vont à l'encontre de la jurisprudence constante et obligatoire des instances nationales et internationales compétentes et indépendantes, selon laquelle les dispositions législatives qui prévoient la transcription, sur les documents officiels, des noms d'origine (nationale ou ethnique) différente selon les particularités grammaticales de la langue officielle de l'État sont conformes à la Constitution lettone, à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et à la législation de l'Union européenne.

L'État partie ajoute qu'en Lettonie, les noms personnels ont la particularité d'avoir une terminaison, qui indique le sexe de la personne et précise si le nom est utilisé au singulier ou au pluriel. Ainsi, sur les documents officiels, tous les noms, quelle qu'en soit leur origine, sont orthographiés selon les règles de la grammaire lettone. Selon l'État partie, procéder autrement désorganiserait la langue lettone.

L'État partie fait valoir que le fonctionnement de ses règles grammaticales et juridiques en ce qui concerne la reproduction des noms personnels dans les documents officiels sont singulières mais que de nombreux États dont la langue officielle utilise des terminaisons pour indiquer le genre du nom appliquent des règles similaires. L'État partie regrette également que le Comité n'ait pas prêté attention au fait que, selon le Règlement ministériel n° 775 (13 novembre 2007) relatif aux passeports, la page 2 des passeports contient des informations personnelles (art. 4), et la page 3 la forme originale ou historique du nom patronymique et du prénom de la personne (art. 8.1 et 8.1.2), et que selon l'article 145 du Règlement ministériel n° 114 (2 mars 2004) concernant l'orthographe et l'usage des noms personnels dans la langue lettone ainsi que leur identification, les deux formes du nom ont la même valeur légale. En conséquence, l'État partie estime que la «mesure» susmentionnée devrait être considérée comme suffisant à garantir la conformité de la politique nationale concernant la reproduction des noms personnels dans les documents officiels avec les obligations de l'État partie découlant des articles 17 et 2 du Pacte.

L'État partie ne voit donc pas de nécessité immédiate à modifier les règles en vigueur en ce qui concerne la reproduction des noms personnels dans les documents officiels.

Enfin, l'État partie indique que les constatations du Comité ont été diffusées dans les médias lettons.

Le 28 avril 2012, le conseil de l'auteur dit que l'État partie interprète de façon incorrecte les constatations du Comité ainsi que les affirmations de l'auteur. L'auteur porte son nom d'origine depuis des décennies; il n'a jamais suggéré que les règles de l'U.R.S.S. s'imposaient à la Lettonie. Les dispositions du Pacte, en revanche, lient l'ensemble des États parties. Le conseil estime que le passé ne doit pas servir d'excuse à l'État partie pour ne pas s'acquitter de ses obligations en vertu du Pacte. De surcroît, l'État partie n'a pas formulé de réserve à l'article 17 du Pacte. Dans son évaluation de la situation, le Comité a pris note des difficultés auxquelles la langue lettone a été exposée sous le régime soviétique et a considéré que l'objectif de l'État partie était légitime. Toutefois, il a conclu que l'immixtion qui en résultait pour l'auteur présentait des inconvénients majeurs qui n'étaient pas raisonnables car ils n'étaient pas proportionnés au but recherché.

En ce qui concerne l'argument de l'État partie qui affirme que les constatations vont à l'encontre de la jurisprudence constante et obligatoire des juridictions internationales, c'est-à-dire de la Cour européenne des droits de l'homme, le conseil fait observer que ladite jurisprudence reconnaît qu'il y a immixtion dans la vie privée d'une personne lorsque son nom est soumis à des modifications. Cependant, une telle immixtion est généralement justifiée par le principe de proportionnalité, qui n'est pas employé en tant que tel par le Comité de façon constante et régulière. En outre, la Cour européenne s'appuie sur la doctrine de la marge d'appréciation, que le Comité n'utilise pas.

Le conseil reconnaît que dans son arrêt dans l'affaire C-391/09 (*Runevic-Vardyn et Wardyn*), la Cour de justice de l'Union européenne a conclu que le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ne s'oppose pas à ce que les autorités compétentes d'un État membre modifient le nom de famille commun à un couple marié de citoyens de l'Union européenne sous une forme qui respecte les règles de graphie de ce dernier État. Le conseil maintient toutefois que ce jugement ne peut pas être perçu comme une reconnaissance générale de la compatibilité des règles orthographiques avec la législation de l'Union européenne, car la proportionnalité doit de toute façon être évaluée.

De plus, le conseil fait observer que l'État partie a omis de mentionner d'autres règles du droit international, qui obligent les États à reconnaître les noms des minorités. Par exemple, l'article 11 (par. 1) de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales stipule que les Parties s'engagent à reconnaître à toute personne appartenant à une minorité nationale le droit d'utiliser son nom et ses prénoms dans la langue minoritaire ainsi que le droit à leur reconnaissance officielle, selon les modalités prévues par leur système juridique.

En outre, en ce qui concerne l'argument de l'État partie selon lequel d'autres États appliquent des règles analogues de modification des noms patronymiques, le conseil estime que ce n'est pas en soi une raison pour passer outre les obligations découlant du Pacte. L'État partie n'ayant pas cité d'États en particulier, il est difficile de faire des commentaires sur la conformité de telles règles avec l'article 17 du Pacte.

Le conseil note aussi l'argument de l'État partie selon lequel la législation nationale prévoit que les données personnelles sont inscrites en page 2 des passeports mais que les nom et prénom dans leur forme originale ou historique peuvent être ajoutés en page 3. Il fait observer que cela ne garantit pas que les autorités lettones traitent la forme historique ou originale du nom personnel sur un pied d'égalité avec la forme officielle. À cet égard, le conseil estime que pour prévenir de nouvelles violations de l'article 17 du Pacte, il faudrait que la forme originale et historique du nom soit inscrite sur la page principale du document officiel concerné (peut-être côte à côte avec le nom dans sa graphie lettone).

Enfin, après que le Comité ait adopté ses constatations dans cette affaire, l'auteur avait fait appel auprès de la Cour constitutionnelle, mais sa requête avait été rejetée au motif qu'elle devait d'abord être soumise à l'administration. La demande est actuellement devant le Centre de la défense de la langue de l'État.

Les commentaires du conseil ont été adressés à l'État partie en mai 2012 pour observations. Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

À sa 105^e session, le Comité a décidé de considérer que le dialogue restait ouvert tout en notant que jusqu'alors l'État partie n'avait pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:**Libye****Affaire:*****El Ghar, 1107/2002*****Constatations**

2 novembre 2004

adoptées le:**Violations:**

Article 12 (par. 2)

Réparation: Un recours utile donnant lieu à une indemnisation.**Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi:** A/62/40

Le 29 octobre 2012, l'auteur a fait savoir au Comité que bien qu'elle ait obtenu un passeport en juillet 2006 (d'une validité de deux ans seulement, alors que celle-ci est habituellement de cinq ans), depuis 2007, l'accès à l'ambassade et aux consulats libyens au Maroc lui était refusé; de même, les certificats des autorités libyennes nécessaires à l'enregistrement de son mariage lui avaient été refusés, ce qui avait entraîné l'annulation du mariage. L'auteur fait également état de plusieurs incidents survenus dans les représentations diplomatiques de l'État partie, au cours desquels elle a été agressée verbalement et menacée. Elle affirme que les représentations diplomatiques actuelles de l'État partie considèrent son passeport comme un document falsifié. L'auteur ajoute

qu'après les événements de 2011, elle a cherché à s'inscrire sur les listes électorales auprès du consulat de l'État partie à Casablanca, afin d'exercer son droit de vote, mais qu'elle s'est vue refuser le droit de s'inscrire. L'auteur fait valoir qu'il n'existe pas de tribunal administratif qui puisse examiner ses griefs et qu'elle ne dispose donc d'aucun recours contre les actes de l'État partie. Celui-ci ne reconnaît pas la validité de ses documents d'identité. Son permis de résidence au Maroc expire le 17 décembre 2012 et elle craint de ne pas pouvoir le faire renouveler si elle n'obtient pas les pièces consulaires nécessaires auprès de la représentation de l'État partie, qui refuse de reconnaître sa citoyenneté libyenne.

Les commentaires de l'auteur ont été adressés à l'État partie le 5 février 2013 pour observations (dans un délai d'un mois).

Le 26 février 2013, l'auteur a réitéré ses commentaires.

Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Maurice

Affaire: *Narrain et consorts, 1744/2007*

Constatations adoptées le: 27 juillet 2012

Violations: Article 25 b)

Réparation: Un recours utile, y compris une indemnisation sous la forme du remboursement des frais de justice engagés, la mise à jour des chiffres issus du recensement de 1972 en ce qui concerne l'appartenance à une communauté, et le réexamen de la question pour déterminer s'il est toujours nécessaire de maintenir un système électoral fondé sur l'appartenance à une communauté. L'État partie est en outre tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Le 27 février 2013, l'État partie a fait savoir, au sujet de la réforme du système électoral et notamment du réexamen du «système du meilleur perdant», qu'il tenait de nombreuses consultations avec les parties prenantes et des spécialistes du droit constitutionnel. L'État partie avait l'intention de publier dans le courant de l'année un document d'information présentant les différentes options possibles pour la réforme, ainsi que les éléments clefs d'une telle réforme, et d'inviter le public à faire part de ses réactions. L'État partie compte que le débat engendré par le document d'information débouchera sur un large consensus autour des principaux ingrédients d'un nouveau système électoral qui permette d'obtenir la majorité requise à l'Assemblée nationale pour pouvoir apporter les modifications nécessaires à la Constitution.

L'État partie est d'avis qu'il ne serait pas judicieux d'apporter des amendements au coup par coup à la Constitution en attendant la réforme globale du système électoral, pour supprimer la référence au recensement de 1972 dans l'annexe 1 à la Constitution. Il considère également qu'il est probable que recommencer à collecter des données ethniques ne permettrait pas de dégager le consensus général nécessaire et serait perçu comme une mesure contraire à l'objectif de fonder une véritable nation mauricienne.

L'État partie fait également savoir qu'il s'est mis en contact avec les représentants des auteurs au sujet du remboursement des frais de justice liés à la procédure engagée devant le Comité, et que ceux-ci lui ont indiqué que les auteurs ne formulaient pas de demande de remboursement de frais de justice liés à la présentation de cette communication. À ce sujet, l'État partie informe le Comité qu'il n'a pas demandé le remboursement des frais de justice à la suite du jugement rendu en sa faveur par la section judiciaire du Conseil privé en décembre 2011 dans l'affaire connexe citée dans les constatations du Comité.

L'État partie fait également savoir au Comité que ses constatations ont été largement diffusées dans la presse et qu'elles sont accessibles en anglais et en français sur le site Web du Cabinet du Premier Ministre.

Les observations de l'État partie ont été transmises à l'auteur le 6 mars 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.

État partie:	Népal³⁰
Affaire:	<i>Sobhraj, 1870/2009</i>
Constatations adoptées le:	27 juillet 2010
Violations:	Article 10 (par. 1), article 14 (par. 2 et 3 a) à f), 5 et 7) et article 15 (par. 1)
Réparation:	Un recours utile, consistant notamment à achever sans délai le procès et à assurer une indemnisation. L'État partie est également tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40	
L'État partie soumet de nouvelles observations dans une note verbale datée du 27 mars 2012. Il y rappelle que la Cour suprême du Népal a adopté des décisions définitives dans les affaires de meurtre et de falsification de passeports mettant en cause l'auteur; les jugements sont définitifs et non susceptibles d'appel. La Cour suprême ne peut revoir ses propres jugements que dans des circonstances exceptionnelles. Les demandes de révision doivent être rédigées en langue népalaise, ce qui n'a pas été fait dans le cas présent et qui explique qu'elles aient été retournées à l'auteur.	
Au sujet de l'argument du conseil selon lequel les juges de la Cour suprême maîtrisent la langue anglaise, l'État partie souligne que la Cour suprême ne peut pas enregistrer les demandes qui ne sont pas soumises dans la langue officielle.	
L'État partie fait également observer que la loi prévoit que toute personne arrêtée a le droit de consulter un avocat de son choix. L'accusé peut bénéficier gratuitement de l'assistance d'un interprète s'il ne comprend pas le népalais. L'auteur était assisté, pendant les audiences, d'avocats privés de son choix qui ont, en son nom, fait appel des jugements du tribunal de district et de la cour d'appel. Il a également reçu l'aide d'un interprète, et les allégations du conseil qui prétend qu'il n'a pas eu accès aux copies des pièces de son dossier sont infondées.	

³⁰ La Mission permanente du Népal a décliné la demande du Rapporteur spécial d'organiser une réunion durant la 106^e session du Comité, aux motifs que l'Ambassadeur n'était pas disponible et qu'une réunion avait eu lieu récemment, mais elle a réaffirmé son attachement à poursuivre le dialogue avec le Comité au sujet de la mise en œuvre de ses constatations.

L'État partie explique qu'il appartient à la personne qui souhaite présenter une requête au tribunal de préparer cette requête et que l'État partie n'est pas tenu de lui fournir une assistance juridique ou les services d'un interprète. En outre, l'auteur n'a jamais demandé à être assisté d'un avocat ou d'un interprète pour préparer sa demande de révision.

L'État partie maintient qu'en refusant d'enregistrer la requête en révision de l'auteur, la Cour suprême n'a commis aucune violation. Ce refus ne permet pas en soi d'établir que la personne a été privée de l'exercice des droits protégés par le Pacte ou que l'État partie a manqué à ses obligations en vertu du Pacte.

Au sujet du prétendu retard injustifié dans la procédure judiciaire concernant l'auteur, l'État partie maintient que la Cour suprême examine les dossiers rapidement, conformément aux prescriptions de la Constitution et d'autres instruments pertinents. Les tribunaux ne peuvent pas sacrifier les garanties d'une procédure régulière prévues par la loi à la nécessité de statuer rapidement. Par conséquent, il n'y a pas lieu de prétendre, dans la présente affaire, que la procédure a souffert de retards déraisonnables et de tracasseries parce que les tribunaux ont consacré un temps inutilement long à l'examen de l'affaire avant de statuer. L'État partie souligne en outre que compte tenu de la nature et du caractère sensible des questions soulevées, les affaires de l'auteur ont été traitées en priorité. De plus, les commentaires du conseil sont contradictoires, puisqu'elle estime, d'un côté, que la longueur excessive de la procédure devant la Cour suprême et les nombreux ajournements de séance témoignent du manque d'efficacité de la justice, tout en affirmant de l'autre que la Cour suprême a rendu son jugement «de manière assez soudaine et rapide».

L'État partie affirme en outre que la détention de l'auteur n'était pas arbitraire. Aucune torture ni aucun traitement cruel, inhumain ou dégradant, physique ou psychologique, n'a été infligé à l'auteur pendant l'enquête préliminaire ni pendant son procès. L'État partie souligne également que les tribunaux népalais sont indépendants et que leur indépendance et leur compétence sont garanties par la Constitution et par la loi.

Le 27 avril 2012, le conseil a commenté les observations de l'État partie.

Il souligne que le Comité considère que ses constatations ont un caractère contraignant et ne sont pas de simples recommandations, et il note que l'État partie persiste à ne tenir aucun compte des constatations du Comité dans la présente affaire, en violation de l'article 2 du Pacte. Le conseil note aussi qu'à ce stade, la question de savoir si les droits que M. Sobhraj tenait du Pacte ont été violés est entendue, et il n'y a pas lieu de réexaminer l'affaire. La question est de savoir quelle réparation doit être assurée à la victime.

Le conseil rappelle qu'il a demandé au Président et au Premier Ministre du Népal de se pencher sur l'affaire de l'auteur et d'indemniser celui-ci pour les violations subies, mais que ses demandes ont été ignorées. De plus, l'auteur lui-même a présenté deux requêtes en révision auprès de la Cour suprême, qui les a rejetées sans les examiner au motif qu'elles étaient rédigées en anglais; or l'auteur ne parle pas le népalais et ne peut pas rédiger de demandes dans cette langue. À ce sujet, le conseil note que dans ses observations, l'État partie reconnaît qu'aucun service d'aide juridique ni de traduction n'a été mis gratuitement à la disposition de l'auteur pour l'aider à préparer ses requêtes en révision. Par conséquent, selon le conseil, l'État partie continuait à persécuter l'auteur, puisque les violations qu'il avait subies n'étaient pas réparées.

Le conseil note en outre que l'obligation de «donner pleinement effet» aux constatations du Comité présuppose que la réparation recommandée soit assurée par l'État partie de sa propre initiative et non dans le cadre de la procédure de requête en révision. Par conséquent, les arguments de l'État partie concernant la langue dans laquelle les requêtes en révision sont rédigées ne sont pas pertinents.

Enfin, le conseil prie le Comité:

- D'informer l'État partie que selon la jurisprudence du Comité, ses constatations sont juridiquement contraignantes;
- De recommander à l'État partie d'accorder à l'auteur un examen judiciaire qui donne effet aux constatations adoptées dans la présente affaire, soit par la Cour suprême de sa propre initiative, soit à l'initiative de l'auteur en l'autorisant à soumettre la requête en révision en anglais ou en népalais (dans ce dernier cas des services de traduction devront lui être proposés); et de recommander la remise en liberté de l'auteur;
- De recommander à l'État partie de verser à l'auteur une indemnisation;
- D'exprimer sa profonde préoccupation face à l'absence, dans l'État partie, de dispositif chargé d'assurer la mise en œuvre de ses constatations;
- De retirer au Népal la possibilité de désigner des candidats et d'élire les membres du Comité des droits de l'homme.

Le 11 juillet 2012, le conseil s'est enquis de l'état d'avancement de l'affaire et a réitéré ses précédents commentaires.

Le 15 octobre 2012, le conseil a fourni de nouvelles informations sur la situation de l'auteur en prison au Népal et a signalé que l'auteur avait été attaqué et sa vie menacée par un codétenu, alors qu'il était enfermé dans sa cellule, à une heure tardive.

Le 24 janvier 2013, l'État partie a répondu aux derniers commentaires de l'auteur. Dès qu'ils avaient appris que l'auteur avait été menacé par un codétenu, les responsables de la prison avaient enquêté, et constaté qu'un échange de mots sans gravité s'était produit entre les deux détenus. L'auteur ayant également signalé dans ses observations qu'il ne se sentait pas en sécurité, l'administration pénitentiaire avait déployé dans l'établissement des policiers en civil, présents vingt-quatre heures sur vingt-quatre, afin de prévenir de nouvelles altercations. De plus, le responsable en chef de l'administration interne était relevé régulièrement.

Les observations de l'État partie ont été transmises à l'auteur le 12 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:	Népal
Affaire:	Sharma, 1469/2006
Constatations adoptées le:	28 octobre 2008
Violations:	Articles 7, 9 et 10 et article 2 (par. 3), lu conjointement avec les articles 7, 9 et 10, en ce qui concerne le mari de l'auteur, et article 7, seul et lu conjointement avec l'article 2 (par. 3) en ce qui concerne l'auteur elle-même
Réparation:	Un recours utile, consistant notamment à mener une enquête approfondie et diligente sur la disparition et le sort du mari de l'auteur, à le remettre immédiatement en liberté s'il est encore en vie, à donner les informations requises sur le résultat de l'enquête menée et à assurer à l'auteur et à sa famille une indemnisation adéquate pour les violations subies par le mari de l'auteur et par l'auteur elle-même et sa famille.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40

Le 20 juillet 2012, le conseil de l'auteur, évoquant la réunion tenue avec le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations durant la 105^e session du Comité, rappelle l'exposé qu'elle a fait au Rapporteur de la situation politique dans l'État partie, et rappelle également que l'État partie, alors qu'il s'est engagé à enquêter sur les violations constatées par le Comité, n'a pas encore mis en place les organes de justice de transition auxquels ces investigations devaient être confiées.

D'après le conseil de l'auteur, le mécanisme de justice de transition ne fournira pas aux victimes un recours utile, et l'enquête et les poursuites sur les crimes commis doivent être confiées au système de justice pénale ordinaire.

Compte tenu de l'évolution récente de la situation politique dans l'État partie, il est de plus en plus improbable qu'un mécanisme de justice de transition soit mis en place dans un avenir immédiat. Après plusieurs prolongations du délai prévu par la Constitution provisoire pour l'adoption d'une nouvelle constitution par le Parlement, la date limite avait été fixée au 28 mai 2012. Le délai ayant été dépassé, l'Assemblée constituante a été dissoute, laissant le Népal sans pouvoir législatif. Bien que des élections législatives soient prévues pour novembre 2012, il est peu probable qu'elles aient lieu, et les chances qu'un mécanisme de transition soit mis en place sont très minces. De surcroît, ce mécanisme, qui serait établi par ordonnance, sans que la société civile soit consultée et sans processus d'amendements, ne permettrait pas de rendre justice aux victimes (parce que la commission n'aurait pas le poids nécessaire ou ne recevrait pas l'assentiment du Parlement). Aucun mécanisme de justice de transition n'étant en vue, le conseil des auteurs est d'avis que l'État partie doit confier l'enquête sur les violations au système de justice pénale existant.

Le conseil de l'auteur confirme que l'auteur a reçu une somme totale de 400 000 roupies (soit environ 4 520 dollars É.-U.), en trois versements, à titre d'«aide provisoire». Elle ajoute que toutes les autres familles des victimes de disparition et d'exécution extrajudiciaire ont désormais reçu jusqu'à 300 000 roupies à titre d'aide provisoire. M^{me} Sharma a donc reçu 100 000 roupies de plus que les autres victimes, que l'administrateur en chef du district de Baglung lui a par la suite demandé de restituer aux autorités. Elle a contesté cette demande, mais cela a été source de stress supplémentaire pour elle-même et ses représentants. En dehors de l'«aide provisoire» versée, laquelle ne constitue pas une indemnisation suffisante, l'État partie n'a pris aucune mesure pour donner réellement effet aux constatations du Comité.

Le 29 août 2012, l'État partie a réitéré ses observations précédentes au sujet du mécanisme de justice de transition et a expliqué que des élections devaient avoir lieu le 22 novembre 2012 et permettre d'élire une nouvelle assemblée constituante, qui ferait office de parlement et mettrait en place ce mécanisme. L'État partie réaffirme que le système de justice pénale actuel ne lui permet pas de rendre pleinement justice aux victimes des violations commises durant le conflit.

L'État partie explique qu'il a donné effet aux constatations du Comité en fournissant une aide provisoire à l'auteur, et qu'il ne ménage pas ses efforts pour mettre en place un mécanisme de justice de transition. Par conséquent, il estime que rien ne justifie une quelconque action du Comité dans cette affaire.

Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur le 15 janvier 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:	Pays-Bas
Affaire:	X. H. L., 1564/2007
Constatations adoptées le:	22 juillet 2011
Violations:	La décision de l'État partie de renvoyer l'auteur en Chine constitue une violation de ses droits au titre de l'article 24, lu conjointement à l'article 7.

Réparation: Fournir à l'auteur un recours utile en réexaminant sa plainte compte tenu de l'évolution des circonstances de la cause, notamment en lui donnant la possibilité d'obtenir un permis de séjour.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

L'État partie a fait part de ses observations dans une note verbale en date du 24 février 2012. Il y affirme que comme le Comité il considère que les étrangers non accompagnés de moins de 18 ans sont particulièrement vulnérables et doivent faire l'objet d'une attention spéciale. L'État partie applique donc une politique spéciale à l'égard des mineurs non accompagnés, qui vise à préserver leurs intérêts. Il existe également une «politique spéciale applicable aux étrangers qui ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine pour des raisons indépendantes de leur volonté», en vertu de laquelle un étranger qui, en dépit de ses propres efforts et de l'aide de l'État, ne peut pas retourner dans son pays d'origine, se voit accorder un permis de résidence. Les conditions applicables aux enfants sont particulièrement favorables.

L'État partie expose brièvement sa politique relative aux mineurs non accompagnés, qui veut que les décisions d'octroi d'un permis de séjour ou de renvoi soient prises et communiquées rapidement aux intéressés. L'objectif est d'accélérer le retour des mineurs non accompagnés qui ne peuvent pas prétendre à une protection en tant que demandeurs d'asile. L'État partie explique qu'il a l'intention d'assouplir sa politique à l'égard des mineurs non accompagnés qui ne peuvent pas retourner dans leur pays et y bénéficier d'une prise en charge appropriée, pour des raisons indépendantes de leur volonté. Même si à l'issue d'une procédure ordinaire de demande d'asile, il est décidé qu'un mineur ne peut pas prétendre à un permis de séjour au titre de l'asile, il ne sera expulsé qu'une fois qu'il aura été établi qu'il peut bénéficier de conditions appropriées de prise en charge dans le pays destinataire. La «prise en charge appropriée» désigne non seulement la prise en charge par les parents ou d'autres membres de la famille de l'enfant mais aussi l'accompagnement qui peut être assuré par exemple par d'autres résidents du village d'origine de l'enfant qui auraient déjà pris soin de lui dans le passé, ou par des institutions (gouvernementales ou non gouvernementales) dispensant des soins adaptés.

L'État partie déclare que cependant, et compte tenu du fait que les constatations du Comité ne sont pas juridiquement contraignantes, il ne prendra pas de mesures pour leur donner effet, pour les raisons suivantes. Premièrement, la décision du Comité est en contradiction avec les décisions que celui-ci a prises dans des affaires similaires. Dans sa décision dans la présente affaire, le Comité, sans en expliquer les raisons, s'est départi de sa pratique habituelle consistant à évaluer la situation *ex nunc*, et a pris comme point de référence le moment de la décision du Gouvernement. En l'espèce, cela fait une différence fondamentale, puisque l'auteur est aujourd'hui adulte (il est âgé de 20 ans) et qu'il n'y a pas lieu de supposer qu'il soit incapable de subvenir lui-même à ses besoins; une prise en charge appropriée n'est donc plus nécessaire.

À cet égard, l'État partie relève que dans sa décision du 26 juillet 2010 concernant l'affaire *C. Z. Y. c. Pays-Bas* (communication n° 1609/2007), le Comité a déclaré la communication, qui était similaire à celle de l'auteur, irrecevable au motif qu'elle était incompatible avec les dispositions du Pacte dans la mesure où l'auteur n'était plus mineur et que son éventuelle expulsion ne porterait pas atteinte aux droits de l'enfant. L'État partie explique qu'il ne parvient pas à comprendre pour quelles raisons deux communications aussi semblables ont été traitées de manière différente et ont débouché sur des conclusions opposées.

En outre, l'État partie estime que le Comité a très peu étayé ses conclusions, et qu'il n'a pas analysé les arguments et les informations qu'il lui avait soumis au sujet de l'enregistrement de l'auteur en Chine, de l'existence dans ce pays d'institutions de soins appropriées, ou de la politique appliquée par les Pays-Bas aux mineurs étrangers non accompagnés qui ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine pour des raisons indépendantes de leur volonté.

D'après l'État partie, le Comité s'est limité à dire que l'État partie n'avait identifié aucun des membres de la famille de l'auteur en Chine. L'État partie avait fait mention des institutions citées dans le rapport établi par le Ministère néerlandais des affaires étrangères au sujet de la Chine – qui concluait que les institutions chinoises dispensaient des soins appropriés aux enfants –, mais le Comité n'avait pas abordé la question.

L'État partie rappelle ses observations sur le fond de l'affaire et souligne qu'il a expliqué qu'il définissait les conditions appropriées de prise en charge comme ne différant pas fondamentalement des conditions accordées aux demandeurs d'asile qui se trouvent dans une situation comparable. D'après les rapports successifs établis par le Ministère néerlandais des affaires étrangères au sujet de la Chine, la responsabilité de la protection des mineurs, en Chine, incombe au Ministère des affaires civiles. Sur la base de ces rapports, il est estimé que le pays offre aux mineurs non accompagnés une protection appropriée. D'après l'État partie, l'auteur n'a pas démontré qu'il n'aurait pas accès à une prise en charge appropriée en Chine.

L'État partie ajoute que le Comité a accepté les affirmations non vérifiées de l'auteur selon lesquelles il n'avait pas de livret de résidence (*hukou*) en Chine et n'aurait donc pas accès aux services sociaux et serait contraint de mendier pour survivre. L'État partie fait également valoir que le Comité a ignoré tous ses arguments fondés sur des informations de nature publique ainsi que les déclarations de l'auteur lui-même, selon lesquelles il est en fait enregistré en Chine. L'État partie rappelle que l'auteur était enregistré sur le *hukou* de sa mère, et que son nom apparaît donc dans le registre de la population. De plus, l'auteur a indiqué qu'il avait été scolarisé en Chine et avait eu accès aux services de santé, ce qui confirme également qu'il était bien enregistré. L'auteur n'a produit aucun document pour étayer ses affirmations et n'a pas cherché à se procurer des informations à ce sujet auprès de l'ambassade de Chine aux Pays-Bas.

L'État partie estime que le Comité n'a, à tort, pas fait de distinction entre les demandeurs d'asile dont la procédure est en cours et ceux pour qui il a déjà été établi, à l'issue d'une procédure d'asile en bonne et due forme, qu'ils ne pouvaient pas prétendre à une protection. On peut raisonnablement attendre des personnes se trouvant dans cette dernière situation qu'elles se mettent en contact avec les autorités de leur pays d'origine pour obtenir des documents ou – comme dans le cas présent – des renseignements au sujet de leur enregistrement. Le commentaire du Comité sur ce point est d'autant plus surprenant que, selon les dires de l'auteur lui-même, il avait des raisons économiques de quitter la Chine.

D'après l'État partie, le Comité n'a pas tenu compte de la politique mise en place à l'égard des mineurs non accompagnés qui ne peuvent retourner dans leur pays d'origine pour des raisons indépendantes de leur volonté et dont la demande d'asile a été rejetée. L'État partie a instauré cette politique parce qu'il considère les enfants comme un groupe vulnérable et attache une grande importance à la préservation de leurs intérêts. De l'avis de l'État partie, le Comité n'a pas tenu compte du fait que l'auteur – pour des raisons qui lui appartiennent – avait omis de soumettre une demande à ce titre.

L'État partie note en outre que son opinion est renforcée par les opinions «radicalement divergentes» des membres du Comité. Deux membres du Comité ont formulé une opinion individuelle dissidente dans laquelle ils considèrent que la décision prise dans cette affaire est «sans précédent, injustifiée et arbitraire». L'État partie relève également que, comme il est souligné dans l'une des opinions dissidentes, quelque autre approche que pourrait choisir l'État partie encouragerait le placement de mineurs dans les mains de passeurs dans le but d'obtenir des permis de séjour aux Pays-Bas, avec tous les dangers que cela implique, y compris le risque d'exploitation. Cela encouragerait également les demandeurs d'asile à ne pas présenter de documents et ceux pour qui il a été décidé qu'ils ne pouvaient pas prétendre à la protection à ne pas coopérer, voire même à faire obstacle à leur renvoi dans leur pays d'origine.

Compte tenu de tous ces éléments, l'État partie réitère qu'il ne peut pas accepter les constatations du Comité dans la présente affaire.

Le 6 avril 2012, le conseil a répondu aux observations de l'État partie. Il fait valoir qu'une politique générale à l'égard des mineurs non accompagnés et un rapport général sur les droits de l'homme en Chine ne suffisent pas à dispenser l'État partie de son obligation de s'assurer, dans chaque cas, que l'enfant pourra bénéficier d'une prise en charge appropriée, en particulier en cas d'absence de documents d'identité. Le conseil ajoute que l'on ne peut pas appliquer de politiques générales aux affaires concernant des mineurs, et que l'on ne peut pas faire peser la charge de la preuve sur les mineurs.

Le conseil affirme que l'État partie ne tient pas compte du fait que lorsque les autorités ont refusé de lui accorder un permis de séjour en tant que mineur non accompagné, M. L. X. H. était un enfant, et qu'elles ont donc commis une violation des droits de l'enfant. Ainsi, d'après le conseil, l'affirmation de l'État partie selon laquelle sa politique à l'égard des mineurs non accompagnés suffit à satisfaire à ses obligations en matière de droits de l'homme, notamment de droits de l'enfant, est incorrecte.

Le conseil ajoute que le Médiateur néerlandais pour les droits de l'enfant approuve les conclusions du Comité dans la présente affaire et considère également que la politique de l'État partie n'est pas conforme aux articles 20 et 22 de la Convention relative aux droits de l'enfant; que la charge de la preuve ne devrait pas reposer sur le mineur; et qu'une enquête approfondie doit impérativement être menée avant de décider d'expulser un mineur. Le Médiateur a adressé une lettre à ce sujet au Ministre des affaires étrangères le 2 avril 2011. De plus, le conseil soumet la copie d'une lettre rédigée par le Bureau du Médiateur, dans laquelle est exposé le point de vue de l'organisation *Defence for Children International – Pays-Bas* sur les suites données par l'État partie aux constatations, où l'organisation rejoint elle aussi les conclusions du Comité.

Le conseil ajoute que dans cette affaire, il faut garder à l'esprit que concrètement l'enfant ne pouvait pas être renvoyé, car il n'avait pas de documents d'identité et qu'aucun laissez-passer n'aurait été délivré, et que «même si la question du renvoi n'est pas posée, un permis de séjour n'a pas non plus été délivré». L'enfant serait resté dans un centre de protection de l'enfance jusqu'à ses 18 ans, puis aurait été mis à la rue. M. L. X. H. était âgé de 12 ans lorsqu'il était arrivé dans l'État partie. Quelques jours après son arrivée, on lui avait signifié que sa demande d'asile avait été rejetée, mais qu'il n'était pas expulsable et resterait dans un centre d'hébergement jusqu'à ses 18 ans. Le conseil fait valoir que pour un enfant, ne pas pouvoir envisager d'avenir est particulièrement difficile. En 2009, M. L. X. H. a été prié de quitter le centre de protection de l'enfance; il vit depuis chez des amis et change souvent d'adresse.

D'après le conseil, bien que M. L. X. H. ait atteint l'âge de 18 ans, la violation de ses droits perdure, et les actions des autorités commencent à lui causer des dommages irréparables. Les conclusions du Comité ne peuvent pas être *ex nunc*, parce qu'un tel raisonnement, d'après le conseil, empêcherait d'assurer une protection à de nombreux enfants se trouvant dans une situation analogue, étant donné que les procédures sont longues et que nombre de ces enfants atteindraient l'âge de 18 ans avant que le Comité prenne une décision finale concernant leur affaire.

Les commentaires du conseil ont été adressés à l'État partie en avril 2012 pour observations.

Dans une note verbale datée du 1^{er} mars 2012 (reçue le 27 juillet 2012), l'État partie a réitéré ses observations précédentes.

Le 6 septembre 2012, le conseil a fait part de nouveaux commentaires, dans lesquels il regrette l'approche formaliste des autorités de l'État partie et rappelle que l'auteur a grandi dans l'État partie, et qu'il y a été privé d'un certain nombre de droits, alors qu'il avait malgré tout réussi à s'intégrer dans la société néerlandaise. D'après le conseil, l'État partie n'a pas contesté que les droits de l'auteur avaient été violés pendant son enfance, mais il rejette l'avis du Comité selon lequel les droits de l'auteur ont été violés. Le conseil a rappelé l'importance des années d'enfance et d'adolescence que l'auteur avait passées dans l'État partie, au cours desquelles il avait tissé un réseau social. Selon le conseil, la présente affaire ne peut pas être comparée à l'affaire *Chen, Zhi Yang c. Pays-Bas* (1609/2007), dont elle diffère à de nombreux égards, notamment par l'âge d'arrivée et la durée du séjour dans l'État partie, ainsi que par d'autres éléments.

Le conseil attire l'attention sur le fait que la politique de l'État partie en ce qui concerne les renvois vers la Chine est fluctuante. La Cour d'appel (*Raad van State*) elle-même a changé d'avis à deux reprises aux cours des trois dernières années sur la question de savoir si des citoyens chinois sans papiers d'identité en règle pouvaient ou non être renvoyés en Chine. Le point de vue officiel de la Chine n'a pourtant pas changé: il n'y a pas de retour possible sans documents d'identité. L'auteur voyageait avec sa mère, avant d'être séparée d'elle et de se retrouver sans papiers. Le conseil rejette l'argument de l'État partie qui affirme que l'enregistrement dans le système du *hukou* est permanent et que les données peuvent être retrouvées. Il souligne que dans les zones rurales, où la tenue du système du *hukou* est essentiellement manuelle, les registres sont mis à jour régulièrement et les données devenues obsolètes, y compris celles concernant les personnes qui ont quitté le pays, sont simplement supprimées. Le système du *hukou* vise à tenir registre des personnes qui vivent effectivement dans une région donnée, et non à garder la trace des personnes une fois qu'elles y sont enregistrées.

Le conseil rejette en outre la nouvelle politique introduite par l'État partie en 2001, qui fait peser sur le mineur l'obligation de prouver qu'il ne bénéficierait pas d'une prise en charge appropriée dans le pays de destination.

Enfin, le conseil demande à ce que les constatations du Comité soient publiées non seulement au Journal officiel de l'État partie mais aussi dans les neuf plus grands quotidiens du pays, afin que le public néerlandais puisse prendre connaissance de l'affaire.

Le 28 janvier 2013, l'État partie a dit avoir déjà fait part de ses observations et a ajouté que les constatations du Comité avaient été publiées dans l'édition du Journal officiel du 4 mai 2012. L'État partie explique que les commentaires de l'auteur n'appellent pas de nouvelles observations de sa part, sauf pour informer le Comité que depuis l'adoption des constatations, l'auteur ne s'est jamais présenté au Service de l'immigration et de la naturalisation. Il ajoute encore qu'en septembre 2011, la police des étrangers a fait savoir que les anciens colocataires de l'auteur avaient confirmé que celui-ci avait quitté son domicile trois ans auparavant et qu'il était possible qu'il réside à l'étranger.

Le 22 février 2013, au sujet du lieu de résidence de l'auteur, le conseil a expliqué qu'à l'âge de 18 ans, l'auteur avait été informé par la police qu'il avait obligation de quitter les Pays-Bas, faute de quoi il risquait d'être arrêté. Il avait choisi de s'enfuir et de se cacher, et vivait depuis dans la clandestinité. Il résidait à présent chez des amis et changeait régulièrement d'adresse.

Les derniers commentaires du conseil ont été adressés à l'État partie le 27 février 2013 pour observations (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:	Paraguay
Affaire:	<i>Asensi, 1407/2005</i>
Constatations adoptées le:	27 mars 2009
Violations:	Articles 23 et 24 (par. 1)
Réparation:	Un recours utile, consistant notamment à faciliter les contacts entre l'auteur et ses filles.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/66/40	
<p>Le 28 avril 2012, l'auteur a informé le Comité qu'il était prévu que ses filles lui rendent visite en Espagne mais que, bien que leur mère ait donné son accord, un tribunal des enfants leur avait refusé l'autorisation de quitter le pays. Le 16 juin 2012, l'auteur a ajouté que le tribunal n'avait pas dûment examiné sa demande, qui était à présent pendante devant la Cour suprême.</p> <p>Le 21 août 2012, l'État partie a fait savoir au Comité que selon les informations fournies par le tribunal de l'enfance et de l'adolescence de Zaldivar, territorialement compétent pour connaître l'affaire, il n'y avait pas de procédure en cours concernant l'autorisation de sortie du territoire des filles de l'auteur. Le même tribunal a levé l'interdiction de quitter le pays imposée aux enfants.</p> <p>L'État partie ajoute que le représentant des filles de l'auteur a omis de faire le nécessaire pour informer le Ministère de l'intérieur et la police de la levée de l'interdiction. Il invite l'auteur à soumettre davantage de renseignements au sujet du tribunal qui a examiné l'affaire. L'État partie réaffirme également sa volonté de donner effet aux recommandations du Comité.</p> <p>Les observations de l'État partie ont été transmises à l'auteur le 15 octobre 2012 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.</p> <p>Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.</p>	

État partie:	Paraguay
Affaire:	<i>Olmedo, 1828/2008</i>
Constatations adoptées le:	22 mars 2012
Violations:	Article 6 (par. 1), et article 2 (par. 3) lu conjointement avec l'article 6 (par.1)
Réparation:	Un recours utile, comprenant une enquête efficace et complète sur les faits, le jugement et la condamnation des responsables ainsi qu'une réparation complète, notamment sous la forme d'une indemnisation appropriée.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Le 11 octobre 2012, l'État partie a fait savoir au Comité que ses autorités avaient entamé des négociations avec l'auteur au sujet des mesures de réparation, qui comprendraient la reconnaissance de la responsabilité de l'État pour la violation commise, des excuses publiques et une indemnisation. Des discussions sont en cours entre le Bureau du Procureur général, la Cour suprême et le Ministère de l'intérieur en vue de poursuivre l'enquête visant à identifier les agents responsables de l'exécution. En outre, compte tenu de la situation économique difficile dans laquelle se trouvent l'auteur et sa fille, les autorités envisagent de faire le nécessaire pour qu'elles aient accès à des services médicaux de base et à une aide alimentaire. Les constatations du Comité ont été publiées au Journal officiel et sont affichées sur la page Web du Ministère des affaires étrangères.

Les observations de l'État partie ont été transmises à l'auteur le 19 mars 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité accueille avec satisfaction les renseignements fournis par l'État partie au sujet des mesures prises pour accorder une réparation à l'auteur, mais il attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.

État partie:**Paraguay****Affaire:*****Benítez Gamarra, 1829/2008*****Constatations
adoptées le:**

22 mars 2012

Violations:

Article 7, et article 2 (par. 3) lu conjointement avec l'article 7

Réparation: Un recours utile, qui devrait, contrairement aux mesures prises jusqu'à présent, consister en une enquête impartiale, efficace et approfondie sur les faits, le jugement et la condamnation des responsables et l'octroi d'une réparation intégrale, y compris une indemnisation adéquate.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Le 11 octobre 2012, l'État partie a fait savoir au Comité que ses autorités avaient entamé des négociations avec l'auteur au sujet des mesures de réparation, qui comprendraient la reconnaissance de la responsabilité de l'État pour la violation commise, des excuses publiques et une indemnisation. Le ministère public mène une enquête interne sur le comportement des procureurs qui ont participé à l'enquête sur les faits dénoncés par l'auteur. Les constatations du Comité ont été publiées au Journal officiel et sont affichées sur les sites Web du Ministère des affaires étrangères et du Ministère de l'intérieur.

Les observations de l'État partie ont été transmises à l'auteur le 19 mars 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Pérou

Affaire: *Ato del Avellanal, 202/1986*

Constatations adoptées le: 28 octobre 1988

Violations: Article 26

Réparation: Un recours utile, comprenant notamment le réexamen de la demande de pension de l'auteur, sans discrimination fondée sur le sexe ou l'orientation sexuelle.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/63/40

Le 5 octobre 2011, l'auteur a informé le Comité que le Président de la Cour suprême avait déclaré qu'il était impossible de rouvrir le dossier et de réexaminer le jugement qui était à l'origine de la violation constatée par le Comité étant donné que ce jugement avait l'autorité de la chose jugée et que les constatations du Comité n'avaient pas de caractère contraignant.

Le 30 avril 2012, l'auteur a réitéré ses précédents commentaires. Le 27 octobre 2012, il a confirmé que le Président de la Cour suprême avait déclaré qu'il était impossible de rouvrir le dossier et de réexaminer le jugement à l'origine de la violation dont était saisi le Comité parce que ce jugement avait l'autorité de la chose jugée et que les constatations du Comité n'avaient pas de caractère contraignant. L'auteur conteste l'affirmation de l'État partie selon laquelle la procédure judiciaire s'est achevée en 1985, ainsi que l'a déclaré le Président de la Cour suprême. En dépit des nombreuses requêtes en révision présentées par l'auteur aux autorités, l'État partie n'a pas réexaminé la décision de justice de 1985. Par conséquent, selon l'auteur, l'État partie ne s'est pas acquitté de ses obligations et n'a pas donné effet aux constatations du Comité.

Les 18 décembre 2012, 31 décembre 2012 et 14 janvier 2013, l'auteur a réitéré ses précédents commentaires, qui ont été transmis à l'État partie le 6 février 2013 pour observations (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Pérou

Affaire: *Muñoz Hermosa, 203/1986*

Constatations adoptées le: 4 novembre 1988

Violations: Article 14 (par. 1)

Réparation: L'État partie a l'obligation de prendre des mesures effectives pour réparer les violations subies par les victimes, et en particulier de leur accorder une indemnisation appropriée pour la perte subie.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/59/40

Le 3 juin 2011, l'État partie a fait savoir que le 31 mai 1989, la Cour suprême avait examiné le recours en *amparo* de l'auteur et ordonné que celui-ci soit réintégré au sein de la police, dans le service actif, et avait reconnu que lui étaient dus tous les traitements non perçus depuis qu'il avait été démis de ses fonctions. Le 17 avril 1998, statuant sur un deuxième recours en *amparo* contre le Directeur général de la police, introduit en 1990, le Tribunal constitutionnel avait ordonné le versement à l'auteur de la pension et des prestations de retraite que lui refusait l'administration de la police.

Le 7 juin 2009, la Cour d'appel de Cuzco a confirmé la décision du tribunal civil n° 5 acceptant le montant demandé par l'auteur au titre des prestations de retraite non versées (208 531,44 nuevos soles péruviens, équivalant à l'époque à environ 70 000 dollars É.-U.). Le 14 octobre 2010, le Tribunal constitutionnel et du contentieux administratif de Cuzco a condamné le Directeur du service économique de la police nationale à une amende pour non-versement des sommes dues à l'auteur.

Le 14 décembre 2010, la direction de la police nationale chargée des pensions de retraite a décidé de verser des prestations de retraite à l'auteur.

Le 20 avril 2011, à la demande de l'auteur, le Tribunal constitutionnel et du contentieux administratif de Cuzco a communiqué au Ministère de l'intérieur l'ordonnance qu'il avait rendue ainsi que la décision de l'administration de la police nationale de verser un montant de 208 531,44 soles péruviens (soit environ 83 400 dollars É.-U.) à M. Muñoz au titre des prestations de retraite non perçues.

Le 15 août 2011, l'auteur a commenté les observations de l'État partie, notant qu'aucune des huit décisions de justice rendues en sa faveur n'avait été appliquée. De plus, la Direction économique et financière de la police nationale n'avait reconnu les prestations dues que jusqu'au 8 octobre 1988. L'auteur avait déposé une requête auprès du tribunal constitutionnel et du contentieux administratif de Cuzco dans laquelle il demandait que soit ordonné le versement en sa faveur de prestations pour la période allant du 8 octobre 1988 à avril 2011 (représentant un montant de 373 043,06 nuevos soles péruviens, équivalant à l'époque à environ 149 000 dollars É.-U.).

Dans une note verbale datée du 12 décembre 2011, l'État partie a ajouté qu'une nouvelle demande de renseignements avait été adressée à la fois au Ministère de l'intérieur et à la police nationale.

En juillet 2012, l'État partie a été prié de soumettre des informations actualisées.

Le 9 août 2012, l'État partie a fait savoir au Comité que ses constatations avaient été affichées sur le site Web du système d'information juridique du Pérou.

Le 5 octobre 2012, l'auteur a signalé qu'en dépit de ses efforts, les recommandations du Comité n'avaient toujours pas été mises en œuvre par l'État partie. L'article 40 de la loi n° 23 506 prévoyait que les décisions adoptées par une instance internationale dont l'État avait reconnu le caractère contraignant ne nécessitaient pas d'être réexaminées par les instances nationales pour être appliquées par la Cour suprême. En réalité, selon l'auteur, l'État partie ne reconnaît pas le caractère contraignant des constatations du Comité. L'auteur fait également valoir qu'il n'a pas eu accès à un recours utile.

L'auteur a en outre signalé au Comité qu'il avait, le 17 septembre 2012, présenté une requête auprès du Ministère de l'intérieur et de la Chambre constitutionnelle et sociale de Cuzco.

Le 17 décembre 2012, l'auteur a réaffirmé que malgré ses efforts, les recommandations du Comité n'avaient toujours pas été mises en œuvre par l'État partie. L'auteur avait déposé des requêtes auprès de la police nationale et de la Chambre constitutionnelle et sociale de Cuzco contre les autorités, qui selon lui avaient fait obstruction à l'exécution des décisions de justice rendues en sa faveur. Il a fait valoir qu'il n'avait pas reçu une indemnisation complète. L'auteur prie le Comité de demander à l'État partie de lui accorder une indemnisation, de poursuivre en justice les autorités qui l'ont privé de ses droits et de les condamner à payer ses frais de justice.

Dans une note verbale datée du 6 décembre 2012, l'État partie a signalé que le recours en *amparo* contre le Directeur de la Police nationale péruvienne, introduit par l'auteur en 1990, était pendant devant la Chambre constitutionnelle et sociale de la Cour supérieure de justice de Cuzco.

L'État partie a aussi signalé que le 17 avril 1998, le Tribunal constitutionnel avait ordonné le versement à l'auteur de la pension et des prestations de retraite que la police nationale lui avait refusées. Le 7 juin 2009, la Cour d'appel de Cuzco avait confirmé la décision du tribunal civil n° 5 approuvant le montant demandé par l'auteur au titre des prestations de retraite non versées (208 531,44 nuevos soles péruviens). Le 14 octobre 2010, le Directeur du service économique de la police nationale avait été condamné à une amende pour non-versement des sommes dues à l'auteur. Le 14 décembre 2010, la caisse des pensions de retraite de la police nationale avait ordonné le versement à l'auteur de prestations d'un montant de 208 531,44 nuevos soles péruviens.

Le 26 décembre 2011, l'auteur a déposé une nouvelle requête, dans laquelle il demandait à être promu au grade de «sous-officier supérieur» de la police nationale et à ce que soit approuvée une indemnisation complémentaire, de 360 000 et 290 429,84 nuevos soles péruviens. Le 23 avril 2012, le Tribunal constitutionnel et du contentieux administratif de Cuzco a rejeté la requête de l'auteur. Cette décision a été confirmée par la Chambre constitutionnelle et sociale de la Cour supérieure de justice de Cuzco le 13 juillet 2012.

Les observations de l'État partie ont été transmises à l'auteur le 6 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:	Pérou
Affaire:	<i>Celis Laureano, 540/1993</i>
Constatations adoptées le:	25 mars 1996
Violations:	Articles 6 (par. 1), 7 et 9 (par. 1), lus conjointement à l'article 2 (par. 1), et article 24 (par. 1)
Réparation:	Un recours utile; le Comité a prié instamment l'État partie d'ouvrir une enquête en bonne et due forme sur la disparition de la victime et le sort qui lui avait été réservé, de verser une indemnité appropriée à la victime et à sa famille et de traduire en justice les responsables de sa disparition, nonobstant toute loi d'amnistie interne qui en disposerait autrement.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi:	A/59/40
<p>Le 24 mai 2011, l'État partie a réitéré ses observations précédentes et a ajouté que de nouveaux renseignements seraient soumis au Comité une fois que le Bureau du Procureur aurait préparé une réponse. Les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur en juillet 2011, mais le courrier a été retourné, l'auteur ayant déménagé sans communiquer sa nouvelle adresse.</p> <p>Au vu de la teneur de ses observations datées du 24 mai 2011, l'État partie a été prié, le 2 juillet 2012, de soumettre des informations actualisées.</p> <p>Le 9 août 2012, l'État partie a fait savoir au Comité que ses constatations avaient été affichées sur le site Web du système d'information légale du Pérou.</p> <p>Les observations de l'État partie ont été transmises à l'auteur le 16 août 2012 pour commentaires, mais la lettre a de nouveau été retournée. Des démarches seront entreprises pour trouver la nouvelle adresse de l'auteur. Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.</p> <p>Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.</p>	

État partie:	Pérou
Affaire:	<i>Gutiérrez Vivanco, 678/1996</i>
Constatations adoptées le:	26 mars 2002
Violations:	Article 14 (par. 1 et 3 c))
Réparation:	Une réparation effective, y compris une indemnisation.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/64/40	
<p>Le 24 mai 2011, l'État partie a réitéré ses observations précédentes et a souligné qu'actuellement, son ordre juridique national était conforme aux normes internationales.</p> <p>Les observations de l'État partie ont été transmises à l'auteur en septembre 2011 pour commentaires, mais aucune réponse n'a été reçue. Le 2 juillet 2012, un rappel a été envoyé à l'auteur.</p> <p>Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.</p> <p>À sa 105^e session, le Comité a décidé de considérer que le dialogue restait ouvert tout en notant que jusqu'alors l'État partie n'avait pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.</p>	

État partie:	Pérou
Affaire:	<i>Arredondo, 688/1996</i>
Constatations adoptées le:	27 juillet 2000
Violations:	Article 10 (par. 1) en ce qui concerne les conditions de détention de M ^{me} Arredondo; article 9 en ce qui concerne les modalités de son arrestation; article 14 (par. 1) pour ce qui est de son procès devant un tribunal composé de «juges sans visage»; article 14 (par. 3 c)) pour le retard mis à faire aboutir la procédure engagée en 1985
Réparation:	Un recours utile. M ^{me} Arredondo devrait être remise en liberté et recevoir une indemnisation appropriée.
Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi	
<p>Le 26 mai 2011, l'État partie a informé le Comité qu'à la demande de sa Cour constitutionnelle et de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, sa législation antiterroriste avait été modifiée afin de garantir le respect des obligations en matière de procès équitable dans les procédures liées au terrorisme. L'auteur a été remis en liberté le 31 mai 2002 après avoir purgé sa peine de douze années d'emprisonnement.</p> <p>Les observations de l'État partie ont été transmises à l'auteur le 28 septembre 2011 pour commentaires. Aucune réponse n'a été reçue. Le 7 février 2013, un rappel a été envoyé à l'auteur afin qu'elle soumette ses commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.</p> <p>Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.</p>	

État partie:	Pérou
Affaire:	<i>Gómez Casafranca, 981/2001</i>
Constatations adoptées le:	22 juillet 2003
Violations:	Articles 7, 9 (par. 1 et 3), 14 et 15
Réparation:	Remettre M. Gómez Casafranca en liberté et lui assurer une indemnisation appropriée.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/59/40	
<p>Le 21 juin 2011, l'État partie a informé le Comité que sa législation avait été modifiée et que le 16 avril 2012, la Cour suprême s'était saisie d'office de l'affaire et avait statué en faveur de l'auteur. Il a également affirmé que l'auteur avait bénéficié d'un procès équitable, que l'affaire avait été jugée et que l'auteur avait donc bénéficié d'un recours utile.</p> <p>Le 29 juin 2011, l'auteur a été prié de commenter les observations de l'État partie, mais aucune réponse n'a été reçue. Le 7 février 2013, un rappel a été envoyé à l'auteur pour qu'il commente les observations de l'État partie (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.</p> <p>Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.</p>	

État partie:	Pérou
Affaire:	<i>Quispe, 1125/2002</i>
Constatations adoptées le:	21 octobre 2005
Violations:	Articles 9 et 14
Réparation:	Un recours utile et une indemnisation appropriée. Étant donné que l'auteur a déjà passé de longues années en détention et vu la nature des faits dont il est accusé, l'État partie devrait envisager la possibilité de mettre fin à sa privation de liberté, en attendant l'issue du procès en cours. Ce procès doit être conduit dans le respect de toutes les garanties prescrites par le Pacte.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/61/40	
<p>Le 26 mai 2011, l'État partie a informé le Comité qu'à la demande de sa Cour constitutionnelle et de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, il avait modifié sa législation antiterroriste afin de la mettre en conformité avec ses obligations internationales. Tous les procès respectaient à présent les garanties judiciaires. L'auteur, qui avait été jugé par des juges sans visage dans les années 1990, avait bénéficié d'un nouveau procès en vertu de la nouvelle législation. Le 9 juin 2006, la Chambre pénale nationale l'avait condamné à quinze années d'emprisonnement. Il avait été remis en liberté le 20 juin 2007 après avoir purgé cette peine.</p> <p>Le 27 octobre 2011, l'auteur a informé le Comité qu'il avait purgé sa peine d'emprisonnement jusqu'en juin 2007, suite à sa condamnation pour terrorisme, puis avait été remis en liberté. Il affirme que la procédure judiciaire n'a pas été menée dans le respect de ses droits à des garanties judiciaires et qu'il a saisi le Comité dans le but de prouver son innocence. Bien qu'il ait été remis en liberté, son emprisonnement l'avait gravement affecté et il souffrait toujours de séquelles physiques et psychologiques.</p>	

Les commentaires de l'auteur ont été transmis à l'État partie le 10 novembre 2011 pour observations, mais aucune réponse n'a été reçue. Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.

État partie: Philippines

Affaire: *Rouse, 1089/2002*

Constatations adoptées le: 25 juillet 2005

Violations: Articles 14 (par. 1 et 3 c) et e)), 7, et 9 (par. 1)

Réparation: Un recours utile, sous la forme d'une indemnisation adéquate, entre autres, pour la période que l'auteur a passée en détention.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40

Le 9 mai 2012, l'État partie a expliqué que les recours en grâce absolue et inconditionnelle présentés par l'auteur ont été dûment examinés par la Commission des grâces et des libérations conditionnelles des Philippines, mais ont été rejetés pour défaut de fondement.

En mai 2012, la communication de l'État partie a été adressée à l'auteur pour commentaires. Le Comité voudra peut-être attendre d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision sur cette affaire.

À sa 105^e session, le Comité a décidé de considérer que le dialogue restait ouvert, mais a noté qu'à cette date l'État partie n'avait pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Philippines

Affaire: *Larrañaga, 1421/2005*

Constatations adoptées le: 24 juillet 2006

Violations: Articles 6 (par. 1), 7 et 14 (par. 1, 2, 3 b), c) à e) et 5)

Réparation: Un recours utile, sous la forme notamment de la commutation de la condamnation à la peine de mort assortie de la possibilité de demander une libération conditionnelle anticipée.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40

L'État partie a fait parvenir des observations supplémentaires dans une note verbale du 9 mai 2012.

L'État partie note que le grief de violation de l'article 6 du Pacte est devenu sans objet avec la promulgation de la loi n° 9346 de la République interdisant l'imposition de la peine de mort. Conformément aux dispositions de cette loi, les personnes condamnées à mort voyaient leur peine commuée en «réclusion à perpétuité» (Code pénal révisé), ou également, en «emprisonnement à vie», pour les actes définis dans l'ancien Code pénal.

En ce qui concerne les violations des paragraphes 1, 2, 3 b), c), d) et e) et 5 de l'article 14 du Pacte, l'État partie explique que les arguments invoqués par l'auteur dans sa communication ont été suffisamment examinés et directement pris en compte par la Cour suprême des Philippines dans l'arrêt qu'elle a rendu dans l'affaire *People vs Larrañaga* (421 SCRA 530) et dans sa résolution (463 SCRA 652), concernant la même affaire (des copies ont été jointes). Selon l'État partie, la décision de la Cour suprême montre à l'évidence que l'auteur a bénéficié d'un procès équitable et que ses droits en tant qu'accusé ont été dûment garantis. L'État partie fait observer que l'auteur a lui-même contribué à l'allongement de la procédure et «s'est moqué» de la procédure judiciaire, ce dont il est fait mention dans l'arrêt de la Cour.

Au sujet de la question de commutation de la peine de mort et de la possibilité d'une libération conditionnelle anticipée, l'État partie note que l'auteur a été reconnu coupable de crimes particulièrement graves, notamment d'enlèvement et de séquestration accompagnée d'homicide et de viol. À l'origine, l'auteur a été condamné à mort et à la *réclusion à perpétuité*. En 2007, sa condamnation à mort a été commuée en *réclusion à perpétuité*, à la suite de l'adoption de la loi n° 9346.

Le 3 septembre 2009, le Département de la justice a examiné la demande de M. Larrañaga d'être transféré en Espagne et l'a approuvée. Le 5 octobre 2009, l'auteur a été remis aux autorités espagnoles. À la date du 10 novembre 2010, la durée maximale de la peine que doit purger l'auteur va jusqu'au 3 février 2027.

L'État partie cite également un rapport de l'*Audiencia Nacional* (Haute Cour) d'Espagne, concernant le transfèrement de l'auteur, selon lequel:

«En ce qui concerne les renseignements demandés par les autorités judiciaires de la République des Philippines au sujet de la peine que doit exécuter le ressortissant espagnol Francisco Larrañaga Gonzales, il est précisé que doivent être respectées les dispositions de l'article 10 du traité établissant que, pour l'exécution d'une peine, l'État dans lequel cette peine doit être exécutée est lié par sa durée. Aucun motif ne saurait justifier la révision de la décision rendue par les autorités judiciaires des Philippines.».

L'État partie ajoute que les Philippines et l'Espagne, en qualité de parties à l'Accord sur le transfèrement des personnes condamnées, sont tenues de respecter et de mettre en œuvre, de bonne foi, les dispositions du traité.

Pour ce qui est de la libération conditionnelle anticipée, l'État partie note que, conformément à l'article 10 de l'Accord sur le transfèrement, dès que le transfèrement a eu lieu, l'exécution de la peine doit être régie par le droit de l'État d'exécution. Comme il l'a confirmé dans sa lettre de décembre 2011, l'auteur n'a pas encore atteint le troisième degré du statut de prisonnier qui ouvre le droit à bénéficier d'une libération conditionnelle en Espagne.

Selon les dispositions de la loi sur les peines de durée indéterminée (loi n° 4103), l'auteur ne remplit pas non plus les conditions pour bénéficier d'une libération conditionnelle aux Philippines, étant donné qu'il a été condamné à la prison à vie.

En conséquence, le maintien de l'auteur en détention en Espagne est conforme aux articles 11 à 13 de l'Accord sur les transfèrements, et il est clair que l'Espagne ne saurait procéder à une conversion de la peine étant donné qu'elle est liée par le jugement rendu aux Philippines.

L'État partie conclut que l'allégation de l'auteur affirmant qu'il serait victime d'un déni de justice flagrant est dénuée de fondement.

Le conseil a présenté ses commentaires sur les observations de l'État partie le 15 juin 2012. Il qualifie les observations en question d'inadéquates et note que l'État partie refait l'argumentation concernant cette affaire, sans expliquer les mesures qu'il envisage de prendre pour donner effet à la recommandation du Comité concernant la possibilité d'une libération conditionnelle anticipée de l'auteur.

En ce qui concerne ses commentaires de décembre 2011 et les conclusions formulées par le Comité dans ses constatations, le conseil conteste plusieurs des arguments de l'État partie, et affirme que la position adoptée par les autorités est «calculée en vue d'empêcher la victime d'obtenir une libération conditionnelle et susceptible d'aboutir à ce résultat». Le conseil note en outre qu'en Espagne, l'auteur est censé purger une peine jusqu'en 2034, alors qu'aux Philippines, la peine de prison maximale à exécuter aurait pu s'achever en 2027.

Le conseil invoque en outre plusieurs dispositions particulières du traité relatif au transfert, et affirme que rien n'empêche l'auteur d'exécuter sa peine en Espagne sous le régime de la libération conditionnelle.

Le conseil confirme que l'auteur n'a toujours pas atteint le statut de troisième degré (classification juridique des détenus), car il faut pour cela avoir accompli la moitié de la peine. Une fois ce statut obtenu, les prisonniers peuvent passer les week-ends chez eux, mais doivent rentrer en prison pour la nuit pendant la semaine, et ils sont autorisés à travailler à l'extérieur de la prison pendant la journée. Le conseil note que, de ce fait, le statut de troisième degré ne correspond pas totalement à la libération conditionnelle.

Le conseil note que l'auteur a passé quatorze ans en prison depuis septembre 1997, année de ses 19 ans (il est actuellement âgé de 34 ans), pour un crime qu'il n'a pas commis. L'auteur est encore en prison, cinq ans après l'adoption des constatations du Comité en 2006, date à laquelle a été présentée la demande de «possibilité de libération conditionnelle anticipée» de l'auteur. Par conséquent, selon le conseil, l'auteur devrait bénéficier d'une grâce présidentielle en vertu du droit philippin.

En juin 2012, les tout derniers commentaires du conseil ont été envoyés à l'État partie pour observations. Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision.

À sa 105^e session, le Comité a décidé de considérer que le dialogue restait ouvert, mais a noté qu'à cette date l'État partie n'avait pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Portugal

Affaire: *Correia de Matos, 1123/2002*

Constatations adoptées le: 28 mars 2006

Violations: Article 14 (par. 3 d))

Réparation: Un recours utile; l'État partie devrait modifier sa législation pour la rendre conforme au paragraphe 3 d) de l'article 14 du Pacte.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40

Le 4 avril 2012, l'État partie a réitéré ses observations du 6 janvier 2012, et a rappelé que la même affaire avait été déclarée irrecevable par la Cour européenne des droits de l'homme en septembre 2000, la Cour ayant conclu que la question de l'obligation d'être représenté par un avocat à certains stades de la procédure relevait de l'appréciation des États. Par conséquent, l'État partie se trouve face à deux conclusions opposées – celle du Comité et celle de la Cour européenne des droits de l'homme.

Le 17 mai 2012, l'auteur a réitéré ses commentaires précédents et a noté que l'État partie refusait de donner suite aux constatations du Comité en se référant aux conclusions de la Cour européenne des droits de l'homme. À ce propos, l'auteur cite le paragraphe 1 g) de l'article 449 du Code de procédure pénale portugais, selon lequel une affaire peut faire l'objet d'une révision si une instance internationale a adopté une décision qui s'impose à l'État portugais et qui est incompatible avec le jugement prononcé ou soulève de sérieux doutes quant à son équité. En outre, le fait de respecter les constatations du Comité ne représenterait pas, de la part de l'État partie, un non-respect de la décision d'irrecevabilité rendue par la Cour européenne des droits de l'homme.

En conclusion, après avoir pris note du refus de l'État partie de permettre aux individus relevant de sa juridiction d'assurer eux-mêmes leur défense, ce qui constitue, aux yeux du Comité, un élément fondamental de la justice, l'auteur se demande s'il ne conviendrait pas de demander à l'État partie d'expliquer les raisons pour lesquelles il ne dénonce pas le Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

Les derniers commentaires de l'auteur ont été adressés à l'État partie en mai 2012, pour observations. Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

À sa 105^e session, le Comité a décidé de considérer que le dialogue restait ouvert mais a noté qu'à cette date l'État partie n'avait pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: République de Corée

Affaires: *Min-Kyu Jeong et consorts, 1642 à 1741/2007*

Constatations adoptées le: 24 mars 2011

Violations: Article 18 (par. 1), lu conjointement avec l'article 2 (par. 3)

Réparation: Un recours utile consistant notamment à effacer les casiers judiciaires des auteurs et à leur offrir une indemnisation appropriée.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Le 19 octobre 2012, le conseil des auteurs a fait savoir au Comité que l'État partie n'avait pas donné effet aux constatations du Comité. Selon l'auteur, il y a en règle générale plus de 650 jeunes gens, objecteurs de conscience, qui se trouvent en détention.

Après l'adoption des constatations du Comité, les auteurs ont demandé au Président de l'État partie d'effacer leurs casiers judiciaires. Le 20 juin 2011, le Bureau du Secrétaire du Président a informé les auteurs que leur demande avait été rejetée. Le 28 février 2012, les auteurs ont présenté une demande d'amnistie au Ministre de la justice, afin que leurs casiers judiciaires soient effacés et qu'ils soient rétablis dans leurs droits civils, qui avaient été restreints en raison de leurs casiers judiciaires. Le 15 mars 2012, le Ministère a répondu que leur demande avait été enregistrée et que l'amnistie était accordée à la discrétion du Président, mais que le moment n'était pas opportun pour décider de l'octroi d'une amnistie.

Le conseil ajoute que, le 16 mars 2012, un jeune homme qui était employé par une entreprise publique s'est vu notifié son licenciement en raison de son casier judiciaire. En réalité, était mentionné dans son casier judiciaire le fait qu'il avait été condamné et emprisonné neuf ans plus tôt en tant qu'objecteur de conscience. Cette personne a déposé une plainte auprès de la Commission nationale des droits de l'homme de Corée,

en invoquant une violation des droits de l'homme qui lui sont garantis par la Constitution. L'affaire est pendante devant la Commission. Selon le conseil, cet exemple montre que l'État partie n'est pas disposé à donner suite aux constatations du Comité, en particulier à la demande dans laquelle le Comité le prie d'éviter que des violations analogues ne se reproduisent à l'avenir.

Le conseil a en outre informé le Comité que, le 30 mars 2012, le Ministère de la justice avait annoncé un plan d'action national sur les droits de l'homme pour les années 2012-2016, qui dispose que le service civil de remplacement pour les objecteurs de conscience ne serait adopté que si l'on parvenait à un consensus national à ce sujet.

Le 5 février 2013, les observations des auteurs ont été communiquées à l'État partie pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Fédération de Russie

Affaire: *Zheikov, 889/1999*

Constatations adoptées le: 17 mars 2006

Violations: Article 7, lu conjointement avec l'article 2

Réparation: Un recours utile, notamment le droit à ce que l'enquête sur les mauvais traitements subis par l'auteur soit menée à bien, et à une indemnisation.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/62/40

Le 14 mars 2012, l'auteur a affirmé que le Premier Ministre de la Fédération de Russie, ainsi que certains ministres et d'autres hauts fonctionnaires, étaient responsables du mauvais traitement subi en 1999 et de l'incendie qui a éclaté en 2005. Il demande à être indemnisé.

En mars 2012, les observations de l'auteur ont été envoyées à l'État partie pour observations, mais aucune réponse n'a été reçue.

À sa 105^e session, le Comité a décidé de considérer que le dialogue restait ouvert, mais a noté qu'à cette date l'État partie n'avait pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Fédération de Russie

Affaire: *Zyuskin, 1605/2007*

Constatations adoptées le: 19 juillet 2011

Violations: Article 7, lu conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2

Réparation: Un recours utile, consistant en une enquête impartiale, en bonne et due forme et approfondie concernant les griefs de violation de l'article 7, l'ouverture de poursuites contre les responsables et une indemnisation adéquate à titre de réparation. L'État partie est également dans l'obligation de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Le 21 août 2012, l'auteur a fait savoir au Comité qu'aucune mesure n'avait été prise par l'État partie pour donner effet à ses constatations. Le 30 décembre 2011, l'auteur a été informé par une lettre émanant du Département d'investigation du Comité d'enquêtes de la région (Oblast) de Léninegrad qu'il avait été procédé à une vérification des éléments de l'affaire. Ce fait a également été confirmé dans une lettre datée du 23 février 2012, émanant du Bureau du Procureur de la région de Léninegrad, qui indiquait que celui-ci serait tenu informé ultérieurement des résultats de la vérification en cours par la Commission d'investigation. L'auteur ajoute qu'il a demandé au Bureau du Procureur général, le 21 février 2012, d'engager des poursuites pénales concernant les tortures subies par l'auteur et de faire annuler pour vice de forme toutes les décisions judiciaires rendues à l'issue de la procédure pénale le concernant, en vain.

Le 16 janvier 2013, les commentaires de l'auteur ont été adressés à l'État partie pour observations (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert, mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière suffisante.

État partie: Fédération de Russie

Affaire: *Khoroshenko, 1304/2004*

Constatations adoptées le: 29 mars 2011

Violations: Article 6, lu conjointement avec les articles 14, 7, 9 (par. 1 à 4); 14 (par. 1 et 3 a), b), d) et g))

Réparation: Un recours utile consistant à: mener une enquête approfondie et exhaustive sur les allégations de torture et de mauvais traitements et engager des poursuites pénales contre les responsables du traitement infligé à l'auteur, juger à nouveau l'auteur en respectant toutes les garanties prévues par le Pacte, et fournir à l'auteur une réparation adéquate, sous la forme d'une indemnisation.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40

Le 18 novembre 2012, l'auteur a envoyé des commentaires, et a noté que, compte tenu des réparations demandées par le Comité dans la présente affaire, sa situation n'avait pas changé et qu'il ignorait si l'État partie avait pris une mesure quelconque afin de donner effet aux constatations du Comité.

Le 6 février 2013, les commentaires de l'auteur ont été transmis à l'État partie pour observations (dans un délai d'un mois).

Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:	Serbie
Affaire:	Novaković, 1556/2007
Constatations adoptées le:	21 octobre 2010
Violations:	Article 2 (par. 3), lu conjointement avec l'article 6
Réparation:	Un recours utile. L'État partie est tenu de prendre les mesures voulues pour: a) que l'action pénale engagée contre les personnes responsables du décès de la victime soit achevée rapidement et que ces personnes, si elles sont reconnues coupables, soient condamnées; et b) que les auteurs reçoivent une indemnisation appropriée.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40	
<p>Le 9 juillet 2012, l'État partie a fait savoir au Comité que des poursuites pénales ont été engagées devant le tribunal de première instance de Belgrade, pour atteinte grave à la santé des personnes, en vertu de l'article 259 4) et de l'article 251 3) du Code pénal, lus conjointement avec le paragraphe 1 du Code. La date du procès principal a été fixée aux 12 et 13 juillet 2012. L'État partie déclare qu'afin que les mesures nécessaires et appropriées soient prises pour mener à bien la procédure pénale dans l'affaire K. n° 5046/10 dans les meilleurs délais, le juge chargé de l'affaire a reçu pour ordre de prendre toutes les mesures prescrites par la loi afin que la procédure s'achève dans un délai raisonnable. Cet ordre a été pris en vertu des articles 6 et 9 du Règlement relatif aux tribunaux et conformément au calendrier annuel du tribunal de première instance de Belgrade.</p> <p>En ce qui concerne l'enquête pénale K. n° 2594/10, qui porte dorénavant le numéro K. n° 1078/12, concernant l'atteinte grave à la santé des personnes telle qu'elle est définie à l'article 259 4) et à l'article 251 3) lus conjointement avec le paragraphe 1 du Code pénal, et concernant l'infraction d'abus de pouvoir telle qu'elle est définie à l'article 359 4), lu conjointement avec le paragraphe 1 du Code pénal, l'État partie précise que l'affaire est confiée au tribunal de première instance depuis le 19 juin 2012 (en vertu de l'article 24 6) du Code de procédure pénale). Le 9 mars 2012, le tribunal a décidé de mettre un terme aux poursuites pénales, et les victimes ont fait appel de cette décision le 27 mars 2012.</p> <p>L'État partie fait en outre savoir au Comité que les constatations ont été publiées le 10 février 2012 dans le Journal officiel de la République de Serbie n° 10/2012.</p> <p>Le 17 août 2012, les auteurs expliquent que deux procédures différentes sont engagées contre des médecins devant le tribunal de première instance de Belgrade au sujet du décès de M. Novackovic. La première affaire, dossier K. n° 5046/10, concerne cinq médecins. La prochaine audience devant se tenir à ce sujet était fixée au 28 septembre 2012. La seconde affaire, dossier K. n° 1078/12, concerne deux professeurs de médecine. La première session du tribunal devrait se tenir au cours des mois à suivre. À ce sujet, les auteurs invitent le Comité à demander à l'État partie de préciser le sens de la formule «dans un délai raisonnable», qui a été utilisée dans les observations de l'État partie du 9 juillet 2012.</p> <p>Les auteurs font valoir que la procédure a été excessivement longue et, rappelant les mesures prises par les autorités dans l'affaire n° 1180/2003, <i>Bodrozic c. Serbie-et-Monténégro</i>, dans laquelle l'auteur a reçu une indemnisation en vertu d'un accord conclu avec le Ministère de la justice (voir le rapport du Comité A/63/40), ils notent que l'État partie a un mécanisme pour verser des indemnités lorsqu'il y est tenu par le Comité. Par conséquent, selon les auteurs, soit l'État partie ne comprend pas les obligations qui lui incombent en vertu du Pacte, soit il ne les prend pas suffisamment au sérieux en l'espèce.</p>	

Les auteurs déclarent en outre que les constatations ont été publiées au Journal officiel en février 2012, mais expliquent qu'ils ne savent pas pourquoi cette publication a pris plus de quinze mois.

Le 20 janvier 2013 (commentaires communiqués le 4 février 2013), l'État partie a présenté des commentaires sur les observations de l'auteur. Il déclare que le dossier K. n° 1178/12 (anciennement K. n° 2594/09) est une affaire pénale relevant de l'article 259, paragraphe 4 du Code pénal (atteinte grave à la santé des personnes), lu conjointement avec l'article 251, paragraphes 1 et 3 (négligence dans le traitement médical) et avec l'article 359, paragraphe 4, du Code pénal (abus de pouvoir). Le Président du tribunal a requis un supplément d'enquête dans cette affaire, et les témoins proposés allaient être cités à comparaître pour être entendus sous peu.

La procédure parallèle K. n° 5046/10, engagée devant le tribunal de première instance de Belgrade, concerne cinq prévenus qui sont poursuivis, chacun, pour atteinte grave à la santé des personnes, conformément à l'article 259 (par. 4), lu conjointement avec l'article 251 (par. 3) et au paragraphe 1 du Code pénal. Le 12 octobre 2012, l'audience principale a pris fin et la rédaction de la décision finale est en cours.

Dans l'affaire P. n° 7354/11, une action en dommages-intérêts a été engagée par les auteurs contre la faculté de médecine dentaire – Clinique de chirurgie maxillo-faciale. La production des éléments de preuve et l'audition des témoins sont en cours, et la dernière audience s'est tenue le 3 octobre 2012; la prochaine est prévue pour janvier 2013.

L'État partie ajoute que les auteurs ont été reçus récemment, à plusieurs reprises, par le Ministère de la justice et l'administration d'État, et ont été informés des procédures en cours.

Le 12 février 2013, les observations de l'État partie ont été communiquées aux auteurs pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité note avec satisfaction que les procédures pénales sont en cours en ce qui concerne plusieurs suspects, dans l'affaire des auteurs, mais il attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.

État partie:	Espagne³¹
Affaire:	Hill, 526/1993
Constatations adoptées le:	2 avril 1997
Violations:	Articles 9 (par. 3), 10 et 14 (par. 3 c) et 5), en ce qui concerne à la fois Michael et Brian Hill et violation de l'article 14 (par. 3 d)) en ce qui concerne Michael Hill
Réparation:	Un recours utile, consistant notamment en une indemnisation.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/64/40	
Le 22 avril 2011, l'État partie a réaffirmé que les auteurs ont été rejugés, conformément aux constatations du Comité, ce qui n'impliquait nullement que ces derniers devaient être acquittés. En juin 2011, les observations de l'État partie ont été adressées aux auteurs pour commentaires.	

³¹ Une réunion a eu lieu en juillet 2012 entre le Rapporteur spécial sur le suivi des constatations et des représentants de l'État partie afin d'examiner les mesures prises pour donner suite aux constatations du Comité concernant l'Espagne.

Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale. Un rappel a été envoyé aux auteurs en juillet 2012 pour qu'ils communiquent leurs commentaires.

À sa 105^e session, le Comité a considéré que le dialogue restait ouvert, mais a noté qu'à cette date l'État partie n'avait pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Espagne

Affaire: *Alba Cabriada, 1101/2002*

Constatations adoptées le: 1^{er} novembre 2004

Violations: Article 14 (par. 5)

Réparation: Un recours utile; la déclaration de culpabilité de l'auteur doit être réexaminée conformément au paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte. L'État partie est tenu de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/65/40

Le 2 novembre 2010, l'État partie a fait savoir au Comité que, même si la Constitution espagnole n'établit pas le droit de faire réexaminer des jugements rendus dans des affaires pénales, le Tribunal constitutionnel avait interprété les règles relatives au pourvoi en cassation dans un sens large afin de se conformer aux exigences du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte. Il a également souligné que, depuis la présentation de la communication, une nouvelle loi judiciaire (loi organique n° 19/2003) a été adoptée qui répond aux exigences du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte.

En novembre 2011, les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur pour commentaires, mais aucune réponse n'a été reçue. Un rappel a été envoyé à l'auteur en juillet 2012. Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

À sa 105^e session, le Comité a considéré que le dialogue restait ouvert, mais a noté qu'à cette date l'État partie n'avait pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Espagne

Affaire: *Martínez Fernández, 1104/2002*

Constatations adoptées le: 29 mars 2005

Violations: Article 14 (par. 5)

Réparation: Un recours utile; la déclaration de culpabilité de l'auteur doit être réexaminée conformément au paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: Aucune réponse de l'État partie

Le 2 juin 2010, l'auteur a fait valoir qu'il avait épuisé tous les recours internes pour se conformer aux exigences du Comité concernant les cas de violation du paragraphe 5 de l'article 14. L'auteur souhaitait par conséquent présenter une nouvelle communication

contre l'État partie pour violation du paragraphe 5 de l'article 14, étant donné que ce dernier n'avait pas donné suite aux constatations du Comité. Le 19 octobre 2011, l'auteur a informé le Comité qu'il n'existait pas dans l'État partie de base légale pour mettre en œuvre les constatations du Comité ni pour demander un réexamen juridictionnel des jugements prononcés, ce qui constituait des violations du Pacte. Il est par conséquent privé de tout recours utile.

Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert, mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Espagne
Affaire: *Gayoso, 1363/2005*
Constatations adoptées le: 19 octobre 2009
Violations: Article 14 (par. 5)

Réparation: Un recours utile qui permette le réexamen par une juridiction supérieure de la déclaration de culpabilité et de la condamnation de l'auteur. L'État partie est également tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir et de prendre des mesures pour s'acquitter pleinement des obligations imposées par le paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/66/40

Le 30 mars 2011, le conseil de l'auteur a informé le Comité que, le 2 mars 2011, le Tribunal constitutionnel a déclaré irrecevable un recours en *amparo* déposé par l'auteur qui demandait la mise en œuvre des constatations du Comité. Le conseil ajoute que l'État partie n'a pas donné suite aux constatations du Comité et que l'auteur avait épuisé tous les recours internes et tous les moyens disponibles pour demander leur mise en œuvre. Il demande au Comité de déclarer recevable une nouvelle communication présentée en raison du refus de l'État partie de se conformer aux constatations du Comité; il fait valoir que l'auteur n'a pas eu accès à un recours utile et que l'État partie avait violé l'article 2 du Pacte, entre autres obligations internationales.

Le 28 juin 2011, l'État partie a réitéré ses observations précédentes et a expliqué que sa législation nationale serait modifiée afin de garantir le respect des principes consacrés à l'article 14 du Pacte ainsi que d'autres obligations conventionnelles. Un protocole donnant effet aux constatations du Comité était également en cours d'adoption dans le cadre du Plan national des droits de l'homme.

Le 15 juillet 2011, l'auteur fait observer que l'État partie a mentionné seulement des mesures générales et a reconnu qu'il n'existe pas de législation permettant de donner effet aux constatations du Comité. Il a réaffirmé que le refus de l'État partie de se conformer aux constatations du Comité constitue une nouvelle violation du Pacte liée à l'absence d'accès à un recours utile, droit établi à l'article 2 du Pacte.

Le 31 octobre 2011, rappelant ses observations de juin 2011, l'État partie a informé le Comité qu'il n'enverrait pas d'autres observations.

Le 17 avril 2012, l'auteur a informé le Comité qu'il souhaitait présenter une nouvelle communication fondée sur la non-mise en œuvre par l'État partie des constatations du Comité, en se fondant sur l'article 2 du Protocole facultatif. Il explique avoir épuisé tous les recours judiciaires disponibles à ce sujet, et s'être même adressé à la Cour constitutionnelle, sans succès. En juin 2012, la lettre de l'auteur a été communiquée à l'État partie pour observations.

L'État partie a présenté des renseignements supplémentaires dans une note verbale du 5 juillet 2012. Il a réagi au grief de violation de l'article 2 du Protocole facultatif formulé par l'auteur, soulignant que ce grief n'entraîne pas dans le cadre de la procédure de suivi et devait faire l'objet d'une communication séparée.

L'État partie a réitéré ses observations antérieures, à savoir qu'une nouvelle législation est en cours d'élaboration, dans un sens conforme aux exigences du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte.

Enfin, l'État partie a souligné que l'on ne saurait conclure des constatations du Comité que l'affaire de l'auteur doit faire l'objet d'une «procédure pénale» devant une nouvelle instance au sens où le demande l'auteur. En juillet 2012, les observations de l'État partie ont été communiquées à l'auteur pour observations.

Le 27 janvier 2012, l'auteur a informé le Comité que l'État partie n'a pas donné suite à ses recommandations, et qu'il a lui-même épuisé tous les recours internes. Il fait en outre valoir qu'en refusant de mettre en œuvre les constatations du Comité l'État a violé le droit reconnu à l'auteur au paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte, et il souhaite par conséquent présenter une nouvelle communication (dans le cadre du suivi).

Le 30 juillet 2012, l'auteur a réitéré ses observations précédentes, y compris son intention de présenter une nouvelle communication au Comité.

Le 2 août 2012, l'auteur a réitéré ses précédentes observations.

Le 17 janvier 2013, l'État partie a réitéré ses observations précédentes et a fait savoir que sa législation nationale serait modifiée de manière à garantir le respect des principes consacrés au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte ainsi que d'autres obligations conventionnelles. Par conséquent, la nouvelle *Ley de Enjuiciamiento Criminal* (loi de procédure pénale) respectera les garanties énoncées à l'article 14 du Pacte.

Le 12 février 2013, les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur pour commentaires.

Le 8 mars 2013, l'auteur a réitéré ses observations précédentes.

À sa 107^e session, le Comité a décidé d'adresser une lettre à l'auteur pour l'informer qu'il n'est pas possible de présenter une communication dans le cadre de la procédure de suivi (voir la décision d'irrecevabilité du Comité concernant la communication n° 1634/2007, *Korneenko c. Bélarus*). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Parallèlement, il considère que le dialogue reste ouvert, mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:	Espagne
Affaire:	<i>Carpintero, 1364/2005</i>
Constatations adoptées le:	22 juillet 2009
Violations:	Article 14 (par. 5)
Réparation:	Un recours utile, qui permette un réexamen de la déclaration de culpabilité et de la condamnation par une juridiction supérieure.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Le 2 décembre 2010, l'auteur a fait savoir au Comité que l'État partie n'a pas donné effet à la recommandation du Comité. Il a également souligné que, le 12 avril 2010, sa demande de libération a été rejetée par l'*Audiencia Provincial* de Barcelone. Par la suite, il a présenté une requête en réexamen devant une *Audiencia Provincial*, requête qui est encore en attente.

Le 13 octobre 2011, l'État partie a informé le Comité que ses constatations ont été diffusées auprès de la magistrature et du Bureau du Procureur. Il a ajouté que la procédure pénale établie dans sa législation, telle qu'elle est interprétée par le Tribunal constitutionnel, répondait aux exigences du Pacte. Néanmoins, l'État partie envisageait de prendre des mesures législatives pour assurer l'accès à une juridiction de deuxième instance. Deux projets de loi étaient en cours d'élaboration, la loi organique de développement des droits fondamentaux relatifs aux procédures pénales ainsi qu'une nouvelle loi de procédure pénale. Selon l'État partie, les deux lois respectent les exigences du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte. Enfin, l'État partie rappelle que, depuis 2004, le Tribunal suprême, suivant de précédentes recommandations du Comité, a converti le pourvoi «en cassation» en pourvoi en appel, par le biais de l'interprétation des dispositions légales actuelles.

En décembre 2011, les observations de l'État partie ont été adressées à l'auteur pour commentaires, mais aucune réponse n'a été reçue. Un rappel a été adressé à l'auteur en juillet 2012.

Le 25 janvier 2012, l'auteur a informé le Comité que l'État partie n'avait pris aucune mesure pour donner suite aux recommandations du Comité. Il n'avait pas accès à une juridiction de deuxième instance pour faire réexaminer le premier jugement. En août, son recours en *amparo* et sa demande d'indemnisation ont été rejetés par le Tribunal constitutionnel. L'auteur fait valoir, par conséquent, qu'il se trouve dans la même situation qu'au moment où il a présenté sa communication au Comité.

Le 14 février 2012, les observations de l'auteur ont été communiquées à l'État partie pour commentaires.

Le 9 mars 2012, l'État partie a fourni d'autres renseignements. Il réitère ses arguments précédents et déclare que les constatations du Comité ne mentionnent pas l'obligation pour l'État partie d'indemniser l'auteur.

En ce qui concerne le pourvoi en cassation, l'État partie réaffirme que, depuis l'interprétation de la législation actuelle faite par le Tribunal suprême en 2004, à la suite de précédentes recommandations du Comité, le pourvoi en cassation a été converti en appel, conformément aux exigences du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte. L'État partie rappelle les initiatives qu'il a prises pour incorporer expressément l'accès à une juridiction de deuxième instance pour tous les jugements, au moyen de la loi organique sur le développement des droits fondamentaux relatifs aux procédures pénales et d'une nouvelle loi de procédure pénale. Il ajoute que l'une des priorités du nouveau gouvernement constitué après les élections de 2011 est la réforme de la loi de procédure pénale.

Le 14 mars 2012, les observations de l'État partie ont été communiquées à l'auteur pour commentaires (dans un délai d'un mois).

À sa 105^e session, le Comité a décidé de considérer que le dialogue restait ouvert, mais a noté qu'à cette date l'État partie n'avait pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:	Espagne
Affaire:	<i>Morales Tornel, 1473/2006</i>
Constatations adoptées le:	20 mars 2009
Violations:	Article 17 (par. 1)
Réparation:	Un recours utile, notamment sous la forme d'une indemnisation pour la violation qui s'est produite.
Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/66/40	
<p>Le 28 juin 2010, les auteurs ont informé le Comité que, le 21 mai 2010, le Ministère de l'intérieur a rejeté leur demande d'indemnisation. Il était noté dans la décision que, selon une jurisprudence bien établie des juridictions nationales, les constatations du Comité n'avaient pas un caractère contraignant et qu'en outre il n'y avait pas de lien entre le décès du fils et frère des auteurs et le service assuré en prison. Il était indiqué dans la décision que celle-ci était susceptible d'appel devant une instance administrative et judiciaire.</p> <p>Le 26 septembre 2011, les auteurs ont fait savoir au Comité que l'affirmation de l'État partie concernant les conséquences juridiques des constatations du Comité dans son ordre juridique interne ne correspondait pas aux déclarations faites par le Procureur général pendant la procédure devant le Tribunal administratif. Dans le cadre de cette procédure, l'État partie a fait valoir que les constatations n'avaient pas de caractère contraignant selon la jurisprudence du Tribunal constitutionnel et du Tribunal suprême. Selon les auteurs, il s'agit d'une violation du paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte, étant donné que l'État n'a pas fourni à l'auteur un recours utile.</p> <p>Le 20 octobre 2011, l'État partie a fait savoir au Comité que, selon la jurisprudence du Tribunal constitutionnel, les constatations du Comité n'avaient pas un caractère contraignant, au sens où elles ne pouvaient pas être directement mises en œuvre. Néanmoins, le Tribunal a également noté que cela ne signifiait pas que les constatations étaient totalement dénuées d'effet dans l'ordre interne de l'État partie. Il a en outre noté que les droits fondamentaux reconnus dans la Constitution espagnole devaient être interprétés à la lumière des obligations internationales de l'État partie. L'État partie a en outre noté que la requête des auteurs est en cours d'examen devant l'<i>Audiencia Nacional</i>.</p> <p>Le 9 janvier 2013, les auteurs ont indiqué que l'État partie ne leur avait pas fourni de recours utile, et qu'il n'avait pas modifié sa législation de manière à leur garantir une procédure en deuxième instance, comme il est établi dans le Plan des droits de l'homme de l'État partie.</p> <p>Le 19 février 2013, les auteurs ont fait savoir au Comité que l'<i>Audiencia Nacional</i> avait rejeté leur demande et que, par conséquent, l'État partie ne leur avait pas accordé l'indemnisation appropriée.</p> <p>Le 22 février 2013, les observations des auteurs ont été transmises à l'État partie pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.</p> <p>Le Comité considère que le dialogue reste ouvert, mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.</p>	

État partie: Sri Lanka³²
Affaire: *Bandaranayake, 1376/2005*
Constatations adoptées le: 24 juillet 2008
Violations: Article 25 c), lu conjointement avec l'article 14 (par. 1)
Réparation: Un recours utile, consistant notamment en une indemnisation appropriée.
Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Le 21 septembre 2012, l'auteur a fait savoir au Comité que, quatre ans après l'adoption des constatations du Comité, les recommandations n'avaient toujours pas été mises en œuvre par l'État partie, qui avait intentionnellement ignoré la décision du Comité, et n'avait pris aucune mesure concrète pour accorder la réparation recommandée. L'État partie s'est également abstenu délibérément de prendre acte de plusieurs recours écrits adressés au Président et au Ministre chargé des droits de l'homme tant par le conseil de l'auteur que par l'auteur lui-même. En conséquence, l'auteur affirme qu'il se trouve sans aucun recours, et sans emploi depuis près de quatorze ans. L'auteur a demandé que le Comité revienne sur cette affaire avec l'État partie. La lettre de l'auteur a été adressée à l'État partie pour observations, mais aucune réponse n'a été reçue.

Le 21 septembre 2012, un premier rappel a été adressé à l'État partie pour qu'il fasse des observations sur les mesures prises afin de donner effet aux constatations du Comité (dans un délai d'un mois).

Le 17 février 2013, l'auteur a renouvelé sa requête au Comité, lui demandant de l'informer de tout élément nouveau concernant la mise en œuvre des constatations adoptées touchant son cas.

Le 11 mars 2013, un second rappel a été envoyé à l'État partie lui demandant de communiquer des renseignements et des observations sur les mesures prises pour donner effet aux constatations du Comité (dans un délai d'un mois).

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert, mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

³² Le 18 mars 2013, pendant la 107^e session du Comité, une réunion a eu lieu entre le Président et des représentants de l'État partie, dont le Procureur général adjoint (Département du Procureur général), afin d'examiner le suivi des constatations. Au cours de cette réunion, l'État partie a réaffirmé sa position officielle concernant la mise en œuvre des recommandations du Comité, et l'absence de caractère contraignant du Protocole facultatif dans son ordre juridique interne, faute de législation d'application (il est fait référence aux observations de l'État partie datées du 2 février 2005 concernant la communication n° 1033/2001, *Singarasa*, mentionnées dans le document A/64/40). L'État partie a néanmoins fourni au Comité, à titre officieux, une mise à jour factuelle concernant un certain nombre d'affaires dans lesquelles le dialogue reste ouvert dans le cadre de la procédure de suivi.

État partie: Sri Lanka

Affaire: Weeawanza, 1406/2005

Constatations adoptées le: 17 mars 2009

Violations: Article 9 et éventuellement articles 6 et 7

Réparation: Recours utile et approprié, notamment sous la forme de la commutation de la peine de mort et d'une indemnisation. Aussi longtemps que l'auteur demeurera en prison, il devra être traité avec humanité et dans le respect de la dignité inhérente à l'être humain. L'État partie est tenu de prendre des mesures pour que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Le 21 janvier 2013, l'auteur a fait savoir que malgré la décision du Comité et la réparation demandée à l'État partie et malgré le changement de présidence, le régime actuel avait ignoré la gravité de l'affaire; l'auteur était toujours en détention souffrant d'une grave dépression, confiné dans une petite cellule dépourvue des services les plus essentiels pour l'être humain.

Les observations de l'auteur ont été adressées à l'État partie le 12 février 2013 pour commentaires (dans un délai d'un mois).

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: Suède

Affaire: X., 1833/2008

Constatations adoptées le: 1^{er} novembre 2011

Violations: Articles 6 et 7

Réparation: Recours utile, notamment par l'adoption de toutes les mesures appropriées pour faciliter le retour de l'auteur en Suède, s'il le souhaite.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

L'État partie a fait connaître ses observations par une note verbale du 30 mai 2012. Il explique tout d'abord que les constatations du Comité ont été officiellement notifiées au Conseil suédois des migrations le 6 décembre 2011. Conformément à l'article 4, chapitre 5, de la loi relative aux étrangers, si un organe international compétent pour examiner des plaintes émanant de particuliers conclut que le refus d'entrée sur le territoire ou l'arrêté d'expulsion dans une affaire déterminée contrevient aux obligations qui incombent à la Suède en vertu d'un instrument, un permis de séjour sera accordé à la personne visée, à moins qu'il n'existe des motifs exceptionnels justifiant le refus du permis de séjour. Cette disposition s'applique que l'intéressé se trouve ou non toujours en Suède au moment considéré. En principe, à moins qu'il n'existe des circonstances exceptionnelles, le Conseil des migrations ordonne le sursis à exécution de l'expulsion en attendant l'achèvement du réexamen de l'affaire.

L'État partie explique que le traitement de l'affaire ne suit pas le déroulement habituel décrit. Quand il a présenté sa communication au Comité, le 26 novembre 2008, l'auteur a demandé des mesures provisoires de protection car il devait être expulsé le lendemain. L'État partie ignorait que l'auteur avait présenté cette demande et il a donc procédé à l'expulsion. Le 12 décembre 2008, soit deux semaines après l'expulsion, l'État partie a été informé que la communication avait été enregistrée et que le Comité avait décidé de ne pas faire droit à la demande de mesures provisoires de protection.

L'État partie souligne que l'étranger qui souhaite rester en Suède doit demander un permis auprès du Conseil des migrations ou du moins le faire savoir à celui-ci qu'il souhaite rester. En excipant des constatations du Comité, l'auteur peut demander un permis de séjour au Conseil des migrations ou déposer auprès de l'ambassade de Suède à Kaboul une requête qui sera transmise au Conseil des migrations. L'État partie estime que ces dispositions de la loi relative aux étrangers doivent être considérées comme propres à assurer un recours utile dans cette affaire.

L'État partie fait remarquer que le Conseil des migrations ne peut pas accorder de permis de séjour à moins d'avoir l'assurance que l'auteur souhaite retourner en Suède et s'y installer. Il ajoute qu'il a fallu près de trois ans pour que le Comité rende sa décision et que de plus en mai 2011 l'avocate qui représente l'auteur a fait savoir au Comité qu'elle n'avait plus de contact avec l'auteur depuis mars 2010.

L'État partie réaffirme que le Conseil des migrations ne connaît pas l'adresse de l'auteur en Afghanistan et que celui-ci n'a pas demandé de permis de séjour après l'exécution de l'arrêté d'expulsion. Le Conseil des migrations a versé les constatations du Comité au dossier de l'auteur et il tiendrait donc compte de ces constatations si l'auteur sollicitait un permis de séjour.

Pour ce qui est des mesures générales prises, l'État partie explique que le directeur des affaires juridiques du Conseil des migrations avait émis deux notes d'orientation juridiques (RCI 04/2009 et RCI 03/2012), qui peuvent être consultées sur le site Web du Conseil, concernant la façon de traiter les demandes et d'évaluer les risques quand un demandeur d'asile invoque son orientation sexuelle comme motif de sa demande d'asile. Les deux documents soulignent qu'il importe d'examiner la question de l'orientation sexuelle d'un demandeur d'asile à la lumière du pays d'origine et du risque qui existe dans ce pays, même si le requérant n'a pas invoqué ce motif au début de la procédure. Par conséquent, d'après l'État partie, avec ces notes juridiques, des mesures concrètes ont été prises pour empêcher que des violations analogues ne se reproduisent à l'avenir.

L'État partie ajoute que le 2 janvier 2012 le Conseil des migrations a rendu publiques les constatations du Comité en les affichant sur un site Internet aisément accessible pour les membres de la fonction publique, les avocats et le public en général. Les constatations sont accompagnées d'un résumé et d'un commentaire en suédois. Ainsi les constatations ont été largement diffusées.

Enfin, l'État partie fait savoir qu'une nouvelle version du site Web du Gouvernement consacré aux droits de l'homme allait être lancée le 14 juin 2012. Il explique également qu'il a l'intention de faire figurer sur ce site Web toutes les décisions rendues à compter du 1^{er} janvier 2011 par les organes conventionnels des Nations Unies dans des affaires de plaintes individuelles mettant la Suède en cause.

À la lumière de tous ces éléments, l'État partie affirme qu'il a pris les mesures appropriées pour donner effet à la recommandation du Comité.

Les observations de l'État partie ont été adressées en juin 2012 au conseil de l'auteur, pour commentaires.

Le 6 septembre 2012, l'avocate a informé le Comité qu'elle était en relation avec l'auteur, lequel avait déposé une demande de permis de séjour auprès de l'ambassade de Suède à Kaboul; la procédure suivait son cours.

L'avocate conteste l'affirmation de l'État partie qui affirme avoir cherché à retrouver l'auteur, et elle note en particulier que les autorités n'ont pas pris contact avec elle et n'ont fait aucune démarche pour retrouver l'auteur en Afghanistan par l'intermédiaire de l'ambassade de Suède.

Contrairement à ce que l'État partie affirme, l'auteur s'est bien rendu à l'ambassade de Suède à Kaboul plusieurs fois depuis son expulsion et avant la publication des constatations du Comité et a fait savoir qu'il souhaitait retourner en Suède. Toutefois, on lui a dit qu'il n'avait pas la possibilité de retourner en Suède, faute de moyens juridiques pour ce faire. Pour cette raison l'auteur n'a pas demandé de permis de séjour avant que l'avocate ne prenne contact avec lui, après l'adoption des constatations du Comité.

En ce qui concerne les deux notes mentionnées par l'État partie (RCI 04/2009 et RCI 03/2012), qui concernaient l'invocation par l'auteur d'un risque dû à son orientation sexuelle, l'avocate doute qu'elles puissent être considérées comme constituant des mesures efficaces pour prévenir à l'avenir des violations analogues à celles que le Comité a constatées dans l'affaire. Elle souligne que, en application du paragraphe 19 de l'article 12 de la loi relative aux étrangers, l'auteur était tenu d'expliquer par une «excuse valable» pourquoi il avait dévoilé à un stade tardif de la procédure son orientation sexuelle. Cette disposition n'a pas été modifiée depuis l'expulsion de l'auteur, malgré une étude mandatée par le Gouvernement qui recommandait la suppression de l'obligation de présenter une «excuse valable». Par conséquent, le risque demeure que des personnes qui invoquent des circonstances nouvelles montrant qu'elles risquent de subir un traitement contraire aux articles 6 et 7 du Pacte se voient dénier un examen approfondi de leur demande d'asile par le Conseil des migrations ou les tribunaux simplement parce qu'elles ne peuvent pas présenter d'«excuse valable» pour n'avoir pas invoqué plus tôt ces circonstances. Donc des individus dans cette situation risquent d'être expulsés sans que leurs griefs aient fait l'objet d'une évaluation sur les faits alors qu'elles risquent d'être soumises à la torture ou à un autre traitement cruel, inhumain ou dégradant après leur renvoi.

L'avocate ajoute que s'il faut saluer l'adoption de la note juridique RCI 04/2009, les dispositions de ce texte ne sont pas obligatoires pour le Conseil des migrations. De plus après la parution de ce document de politique générale des décisions et des jugements ont été rendus dans lesquels il n'a pas été considéré que le requérant avait apporté une «excuse valable» pour expliquer qu'il avait dévoilé tardivement son orientation sexuelle.

D'après l'avocate, le Conseil des migrations a fait sa propre interprétation de la façon dont les notes juridiques concernant les demandes d'asile fondées sur l'orientation sexuelle ont été suivies. Toutefois, il n'est pas possible de discerner dans son rapport du 3 janvier 2012 (ref. n° 111-2012-7147) comment les chercheurs de l'organisme ont examiné l'application de la note juridique RCI 04/2009 en ce qui concerne la présentation tardive de griefs fondés sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, et avec quels résultats. En outre cette note ne crée en aucune circonstance des obligations pour le Tribunal chargé des questions de migration ni pour la Cour d'appel chargée des questions de migration.

L'avocate souligne en outre que la Cour d'appel n'a pas eu jusqu'ici à rendre de jugement dans des affaires de demande d'asile fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, et encore moins dans une affaire d'application du paragraphe 19 de l'article 12 de la loi relative aux étrangers qui porte sur l'interprétation d'une «excuse valable». En revanche elle a rendu des décisions sur l'interprétation d'une «excuse valable» pour d'autres motifs, par exemple dans des demandes d'asile fondées sur la discrimination sexiste, demandes qui ont été rejetées parce qu'il n'y avait pas d'«excuse valable». L'avocate demande au Comité de recommander à l'État partie de proposer au Parlement une modification du paragraphe 19 de l'article 12 de façon à supprimer l'obligation de présenter une «excuse valable», ce qui permettrait de prévenir des violations analogues.

L'avocate dit qu'elle est satisfaite de la note juridique RCI 03/2011 malgré quelques faiblesses, comme le fait qu'il n'y soit pas fait mention des Lignes directrices du HCR sur les persécutions liées au genre et de la note du HCR sur les demandes d'asile pour des motifs tenant à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre. Elle réaffirme que la note juridique ne s'impose pas aux employés du Conseil des migrations ni aux juges mais que ce n'est qu'un document d'orientation.

L'avocate relève aussi que cette note juridique ne peut pas permettre de prévenir efficacement les risques de violation dans le cas de demandes d'asile fondées sur l'orientation sexuelle. Les demandeurs d'asile comme l'auteur n'obtiennent pas systématiquement la protection internationale dans l'État partie alors qu'ils risquent de subir un traitement contraire aux articles 6 et 7 du Pacte. L'État partie n'a pas indiqué clairement qu'il fallait qu'il change ses critères pour l'octroi de l'asile. Il devrait prendre des mesures à différents niveaux pour garantir que les demandeurs d'asile LGBT obtiennent une protection internationale quand ils risquent d'être soumis à des traitements contraires au Pacte.

Enfin, l'avocate rappelle que dans l'affaire le Comité a considéré que quand d'autres recours internes leur étaient ouverts les demandeurs d'asile qui risquaient d'être expulsés devaient disposer d'un délai raisonnable pour exercer les recours avant que l'arrêté d'expulsion ne soit exécuté; dans le cas contraire, les recours devenaient matériellement inaccessibles, inefficaces et vains. Dans ce contexte, l'avocate souligne que les demandeurs d'asile qui déposent ultérieurement une demande ou qui présentent de nouveaux éléments ne sont protégés contre l'expulsion que pendant que le Conseil des migrations examine la demande mais n'ont pas la possibilité de faire appel (auprès du Conseil et auprès de la Cour d'appel chargée des questions de migration) avec effet suspensif.

L'avocate demande au Comité d'engager instamment l'État partie à introduire des mesures efficaces pour empêcher qu'à l'avenir des violations analogues à celles qu'il a constatées dans l'affaire de l'auteur ne se reproduisent, de proposer de modifier la disposition du paragraphe 19 de l'article 12 de la loi relative aux étrangers qui impose l'«excuse valable» et d'introduire une disposition permettant un recours avec effet suspensif en ce qui concerne les demandes ultérieures.

Les commentaires du conseil ont été adressés le 17 décembre 2012 à l'État partie, pour observations.

Par une note verbale du 25 octobre 2012, l'État partie a expliqué que le 15 octobre 2012 le Conseil des migrations avait informé ses autorités que l'auteur avait déposé une demande d'asile et de permis de séjour à l'ambassade de Suède à Kaboul en juin 2012. Selon la procédure ordinaire la demande avait été transmise à l'ambassade de Suède à Islamabad, qui s'occupe des questions de migration et de visa. Le Conseil des migrations a également signalé que l'ambassade à Islamabad avait fixé à l'auteur un rendez-vous pour le 27 juillet 2012 mais que l'auteur avait appelé l'ambassade avant cette date pour dire qu'il ne jugeait pas nécessaire de participer à l'entretien. L'auteur n'avait pas été en relation avec les ambassades de Suède à Kaboul ou à Islamabad après son coup de téléphone. Le 23 octobre 2012, le Conseil des migrations a informé les autorités suédoises qu'il avait été décidé de transférer l'auteur en Suède, dans le cadre du quota de réfugiés. Le Conseil des migrations avait également informé l'État partie que dès que le contact serait rétabli avec l'auteur, celui-ci recevrait des documents de voyage et une attestation de permis de séjour. Avec l'assistance de l'Organisation internationale pour les migrations l'auteur sera transféré en Suède.

Compte tenu de ces renseignements, l'État partie maintient que des mesures appropriées ont été prises pour donner suite aux constatations du Comité.

Les observations de l'État partie avaient été adressées au conseil de l'auteur le 18 décembre 2012 pour commentaires, mais aucune réponse n'a été reçue.

Le Comité accueille avec satisfaction les renseignements donnés par l'État partie qui explique qu'il a l'intention d'accorder à l'auteur un visa et un permis de séjour mais il attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.

État partie: Turquie

Affaire: *Atasoy et Sarkut, 1853 et 1854/2008*

Constatations adoptées le: 29 mars 2012

Violations: Article 18 (par. 1)

Réparation: Recours utile, notamment en vue de l'expurgation des casiers judiciaires des auteurs et de l'obtention d'une indemnisation adéquate. L'État partie est tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Par une note verbale du 6 décembre 2012 l'État partie a informé le Comité que des consultations sur ses constatations étaient en cours.

En date du 5 février 2013, l'État partie a expliqué que, tout en respectant les constatations du Comité, il restait sur sa position et maintenait que l'article 18 du Pacte n'était pas applicable en l'espèce. Il ajoute que les constatations du Comité ont été diffusées auprès des autorités compétentes, c'est-à-dire le Ministère de la justice, le Ministère de la défense et le Ministère de l'intérieur et l'état-major de l'armée turque et qu'elles ont été traduites et distribuées aux autorités compétentes.

La loi n° 6217 du 31 mars 2011 portant modification de certains textes en vue d'accélérer le fonctionnement de la justice a modifié les articles 47, 86 et 89 de la loi n° 1111 (loi militaire) et de l'article 63 du Code pénal militaire. Les modifications prévoient que les personnes ayant commis les infractions définies dans ces articles en temps de paix seront condamnées à des amendes administratives et pourront faire appel en vertu des dispositions de la loi sur les infractions mineures (loi n° 5326). À ce sujet l'État partie explique que l'infraction consistant à se soustraire à l'incorporation au service militaire (art. 63 du Code pénal militaire) commise par un civil en temps de paix relève de la compétence des juridictions civiles. Les juridictions civiles tiennent compte des dispositions du Pacte et de la Convention européenne des droits de l'homme quand elles jugent des hommes qui se soustraient à leurs obligations militaires.

En ce qui concerne la situation des auteurs, l'État partie indique que le deuxième tribunal pénal de Beyoglu a acquitté M. Atasoy le 24 septembre 2009 considérant qu'il s'était soustrait à ses obligations militaires en raison de ses convictions religieuses et qu'il n'avait pas eu d'intention criminelle, suivant ainsi les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme et les constatations du Comité. M. Atasoy a également été acquitté par le troisième tribunal pénal de Beyoglu le 21 juillet 2010 et par le neuvième tribunal pénal le 29 septembre 2011, qui tous ont conclu qu'il n'y avait pas d'intention criminelle et donc qu'il n'y avait pas d'infraction.

Après l'entrée en vigueur de la loi n° 6217, le huitième tribunal pénal d'Istanbul a réexaminé les jugements rendus par le premier tribunal pénal de Beyoglu le 2 avril 2009 (n°s 2008/1144 et 2009/577), le 19 mars 2009 (n°s 2009/418 et 2009/467) et le 30 mars 2010 (n°s 2009/1303 et 2010/579), respectivement le 3 octobre 2013, le 25 mai 2012 et le 3 octobre 2012. Le tribunal a décidé, conformément aux modifications législatives, d'annuler les jugements précédents avec toutes leurs conséquences et a condamné M. Atasoy à une amende administrative de 250 livres turques dans chacune des trois affaires.

Dans le cas de M. Sarkut, l'État partie fait savoir que le neuvième tribunal pénal d'Istanbul a décidé le 7 septembre 2011 de ne pas condamner l'auteur à une amende, considérant qu'il s'était soustrait à ses obligations militaires en raison de ses convictions religieuses et qu'il n'avait pas eu d'intention criminelle, suivant ainsi les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme et les constatations du Comité.

Enfin, l'État partie souligne qu'actuellement il n'y a pas d'enquête en cours contre les auteurs pour leur refus de faire leur service militaire.

En date du 6 mars 2013, les auteurs ont fait parvenir une réponse aux observations de l'État partie. Ils font savoir que leur situation est précaire, malgré l'adoption des constatations du Comité. En ce qui concerne l'affirmation de l'État partie qui assure qu'ils ne font l'objet d'aucune enquête relative à leur refus de faire leur service militaire, les auteurs objectent que cela ne garantit en aucune manière que l'État partie ne va pas de nouveau lancer des poursuites contre eux, vu que l'ouverture de poursuites est entièrement à la discrétion du parquet.

Les auteurs ont joint deux lettres, l'une du Ministère de la défense en date du 7 décembre 2012 et l'autre du Département du recrutement militaire en date du 18 décembre, qui montrent qu'ils sont toujours attendus pour se présenter aux autorités militaires en vue de leur incorporation tous les quatre mois – avril, août et décembre, faute de quoi ils seront poursuivis, et ils ont confirmé que M. Atasoy était convoqué pour la préparation au service militaire pour avril 2013.

D'après les auteurs, l'État partie reconnaît dans sa réponse qu'ils ont été sommés de payer des amendes élevées même après l'adoption par le Comité de ces constatations. Il n'y a aucune raison de penser que le paiement d'une amende ne continuera pas d'être ordonné chaque fois que l'État partie décidera d'engager des poursuites après les convocations futures.

Les auteurs ajoutent que le 15 janvier 2013 le dixième tribunal pénal de première instance d'Istanbul a confirmé l'amende de 250 livres turques ordonnée contre M. Sarkut par le huitième tribunal de première instance d'Istanbul dans sa décision du 4 octobre 2012.

La réponse des auteurs a été transmise à l'État partie le 8 mars 2013, pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité accueille avec satisfaction les renseignements de l'État partie qui a annoncé que le jugement condamnant M. Atasoy avait été annulé mais il attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.

État partie:	Ukraine ³³
Affaire:	<i>Butovenko</i>, 1412/2005
Constatations adoptées le:	19 juillet 2011
Violations:	Articles 7, 9, 10 14 et 2
Réparation:	Recours utile, devant comporter un réexamen de la condamnation qui soit conforme aux garanties d'un procès équitable énoncées à l'article 14 du Pacte, une enquête impartiale, diligente et approfondie sur les griefs de violation de l'article 7, des poursuites contre les responsables et une réparation complète, sous la forme d'une indemnisation appropriée.

³³ Une réunion a eu lieu le 30 octobre 2012 entre des représentants de la Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations, réunion pendant laquelle la question de la suite donnée a été soulevée.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

La réponse de l'État partie, attendue en mai 2012 n'a toujours pas été reçue.

Le 5 mars 2012, le conseil de l'auteur a fait savoir au Comité qu'il essayait d'obtenir la révision du jugement par la Cour suprême, conformément à l'article 400-12 du Code de procédure pénale qui prévoit un réexamen des affaires pénales à la suite d'une décision d'un organe juridictionnel international.

Le 26 décembre 2011, la Cour supérieure spécialisée dans l'examen des affaires civiles et pénales a rejeté sa requête, considérant que les constatations du Comité des droits de l'homme ne constituaient pas des décisions d'un «organe juridictionnel international» au sens de l'article 400 du Code de procédure pénale ukrainien.

Le 3 juillet 2012, le conseil a fait parvenir une réponse reprenant ce qu'il avait déjà indiqué et notant que l'État partie n'avait pas donné effet aux constatations du Comité.

La réponse du conseil a été adressée à l'État partie en mars 2012 puis de nouveau en juillet 2012, accompagnée d'une note lui rappelant de faire parvenir des informations et des observations sur les mesures qu'il avait prises pour donner effet aux constatations du Comité.

Le 3 juillet 2012, le conseil a signalé que l'État partie ne tenait pas compte des constatations du Comité. En octobre 2011, l'auteur a déposé auprès de la Cour suprême une demande de réexamen de l'affaire, à la lumière des constatations du Comité et aussi sur le fondement de l'article 400-12 (par. 1, sous-paragraphe 2)) du Code de procédure pénale d'Ukraine, qui prévoit le réexamen d'une affaire pénale quand la procédure a été qualifiée par un tribunal international d'incompatible avec les obligations internationales de l'État partie.

Le 26 décembre 2011, la Cour suprême spécialisée a rejeté la requête de l'auteur, en arguant que le Comité des droits de l'homme ne peut pas être considéré comme un «tribunal international». L'auteur fait valoir qu'il n'a donc aucune possibilité d'obtenir la mise en œuvre des constatations du Comité.

Les observations de l'auteur ont été adressées à l'État partie le 13 juillet 2012, pour commentaires (dans un délai d'un mois). Aucune réponse n'est parvenue. Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note qu'à ce jour l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie:	Uruguay
Affaire:	<i>Canessa Albareda et consorts</i>, 1637/2007, 1757/2008, et 1765/2008
Constatations adoptées le:	24 octobre 2011
Violations:	Article 26, lu conjointement avec l'article 2
Réparation:	L'État partie doit reconnaître que les auteurs ont droit à une réparation (sept auteurs en tout pour les trois communications), notamment sous la forme d'une indemnisation à la mesure des préjudices subis.

Aucun renseignement reçu dans le cadre de la procédure de suivi

Le 4 mai 2012, l'État partie a fait savoir au Comité qu'en vertu de la loi n° 18719 du 27 décembre 2010 et de l'article 20 de la loi n° 14206 du 6 juin 1974 relative au Service extérieur du Ministère des affaires étrangères, tous les fonctionnaires du Service qui avaient la classe R avaient été réintégrés à la classe M.

Le 20 juin 2012, l'État partie a informé le Comité que conformément aux nouvelles dispositions (art. 20 de la loi n° 14206 modifiée par la loi n° 18719) la limite d'âge pour exercer des fonctions à la classe M est 70 ans. Par conséquent, M. Torres Rodríguez ne peut pas réintégrer le Service extérieur mais il va percevoir toutes les prestations de retraite. En revanche tous les autres auteurs qui n'avaient pas atteint la limite d'âge ont été réintégrés dans leur poste au Service extérieur.

Le 4 juin 2012, M. Torres Rodríguez a fait savoir que les modifications à la loi apportées après l'adoption par le Comité de ses constatations profitaient dans la pratique au seul M. Canessa. Le Ministère des finances l'avait informé qu'il ne ferait aucun versement et n'accorderait pas davantage une indemnité financière, à moins qu'il n'en reçoive l'ordre d'un tribunal.

Les observations de M. Torres Rodríguez ont été transmises à l'État partie le 7 juin 2012, pour commentaires. Aucune réponse n'a été reçue.

Le 21 juin 2012, M. Torres Rodríguez a envoyé une lettre reprenant ses observations précédentes.

Le Comité relève avec satisfaction que l'un des auteurs a été réintégré dans ses fonctions mais il attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.

État partie:**Uruguay****Affaire:*****Peirano Basso, 1887/2009*****Constatations adoptées le:**

19 octobre 2010

Violations:

Article 14 (par. 3 c))

Réparation: Recours utile. L'État partie devrait également prendre des mesures en vue d'accélérer la procédure dont l'auteur est l'objet.

Aucun renseignement reçu dans le cadre de la procédure de suivi

Par une note verbale du 18 avril 2011, l'État partie a fait savoir que l'auteur avait demandé sa libération mais que sa requête avait été rejetée; la détention administrative dont il fait l'objet n'a pas de rapport avec la violation du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte qui a été constatée. Elle a été ordonnée dans le cadre de la procédure judiciaire ouverte contre lui devant la Cour d'appel.

Le 27 avril, puis le 7 et le 9 juin 2011, le conseil a répondu en objectant que la détention administrative dont l'auteur fait l'objet est strictement liée à la violation constatée par le Comité dans l'affaire et a souligné que l'État partie n'avait pas donné effet aux constatations. Le conseil a également informé le Comité qu'une demande de remise en liberté avait été rejetée par la Cour d'appel (à une date non précisée).

En date du 28 juillet 2011, l'État partie a réitéré ses observations précédentes et a souligné que les procédures judiciaires en place garantissaient un procès sans retard excessif et que la détention administrative était une mesure légitime prise dans le respect de la loi.

En date du 1^{er} août 2011, le conseil a affirmé de nouveau que l'État partie n'avait pas donné effet aux constatations du Comité.

Par une note verbale du 9 septembre 2011, l'État partie a informé le Comité que l'auteur avait été remis en liberté le 31 août 2011, en raison du laps de temps excessif qui s'était écoulé et de la durée de la détention administrative ainsi que de l'état d'avancement de la procédure. Le 27 septembre 2011, la réponse de l'État partie a été adressée à l'auteur, pour commentaires, mais aucune réponse n'a été reçue. Un rappel a été adressé au conseil en juillet 2012.

Entre-temps, le 19 octobre 2011, pendant la 103^e session du Comité, le conseil a rencontré le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations et a souligné entre autres choses que l'État partie n'avait pas donné effet aux constatations.

Le 6 juillet 2012, l'auteur a informé le Comité qu'il avait été remis en liberté sur ordre de la Cour suprême. Toutefois, l'administration judiciaire n'avait pas pris de mesures en vue d'accélérer le procès. Il faisait également valoir que toutes les garanties judiciaires n'avaient pas été observées et qu'une décision en première instance ne serait pas rendue avant environ trois ou quatre ans.

La réponse de l'auteur a été adressée à l'État partie le 26 juillet 2012, pour observations.

Le 27 août 2012, l'État partie a fait savoir que la procédure judiciaire s'était déroulée conformément à sa législation et dans le respect de toutes les garanties judiciaires. Tout retard qui avait pu se produire devait être imputé aux parties, y compris à l'auteur. Par exemple, l'auteur avait demandé d'autres preuves, dont 31 rapports que la Banque centrale devait fournir. De plus, la justice avait dû récupérer des documents qui se trouvaient sous la garde de plusieurs pays, ce qui avait entraîné des retards dans la procédure.

La réponse de l'État partie a été adressée à l'auteur le 19 mars 2013, pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert.

État partie:	Ouzbékistan
Affaire:	<i>Musaev, 1914, 1915 et 1916/2009</i>
Constatations adoptées le:	21 mars 2012
Violations:	Articles 7, 9, 14 (par. 3 b), g) et 5)
Réparation:	Recours utile consistant à mener une enquête impartiale, efficace et approfondie sur les allégations de torture et de mauvais traitements et à engager des poursuites pénales contre les responsables; soit à juger à nouveau M. Musaev avec toutes les garanties prévues dans le Pacte soit à le libérer; à lui accorder une réparation complète, sous la forme d'une indemnisation appropriée. L'État partie est en outre tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas.

Aucun renseignement reçu dans le cadre de la procédure de suivi

L'État partie a présenté ses observations par une note verbale du 30 août 2012. Il affirme que les autorités compétentes ont accordé toute l'attention voulue aux constatations du Comité et ont conclu que les allégations de l'auteur étaient dénuées de fondement et que la communication dans son ensemble était un tissu d'assertions fausses. D'après l'État partie le Comité n'a pas pris suffisamment en considération la réponse qu'il avait faite sur la recevabilité et sur le fond, qui était objective, précise et vérifiée. L'État partie objecte également qu'une telle sélectivité et un tel manquement au Code de déontologie font douter de l'objectivité et de l'impartialité du Comité dans cette affaire.

L'État partie affirme que l'auteur, par ses allégations dénuées de fondement selon lesquelles son fils aurait été soumis à la torture et à des pressions physiques et morales pendant les enquêtes préliminaires du premier et du deuxième procès au point qu'il aurait fait des aveux, en l'absence d'un avocat, et qu'il aurait été frappé pendant la troisième enquête, ont induit le Comité en erreur. L'auteur n'a apporté aucune preuve à l'appui de ses allégations dénonçant des méthodes illégales d'enquête qui auraient été appliquées dans le cas de son fils. Tous les griefs de l'auteur sont dénués de fondement et ne sont que des allégations non vérifiées ou de simples suppositions. L'État partie affirme que les autorités compétentes ont procédé à un examen approfondi des plaintes dénonçant l'utilisation de méthodes illégales d'enquête et l'utilisation de torture pendant l'enquête préliminaire et pendant le procès. Donc les plaintes de l'auteur à ce sujet n'ont jamais été ignorées.

Les enquêtes menées par les autorités ont permis d'établir que toutes les plaintes pour utilisation de torture ou d'autres méthodes illégales d'enquête dont M. Musaev aurait fait l'objet afin de le contraindre aux aveux n'avaient pas été confirmées. Ainsi le Comité a fait à tort crédit aux allégations de l'auteur quand il a constaté une violation des droits que tenait le fils de l'auteur des articles 7 et 14 (par. 3 g)) du Pacte.

À ce propos, l'État partie souligne qu'en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif le Comité déclare irrecevable toute communication qui sur le fond constitue un abus du droit de présenter des communications ou est incompatible avec les dispositions du Pacte. L'État partie demande au Comité de revenir sur sa décision de déclarer que les droits garantis à l'article 7 et au paragraphe 3 g) de l'article 14 ont été violés dans le cas de M. Musaev.

Pour ce qui est de la violation de l'article 9, l'État partie explique qu'il est normal que l'arrestation et le placement en garde à vue n'aient pas été avalisés par le tribunal puisque, en vertu de la législation en vigueur à l'époque, ces décisions étaient prises par un procureur, en tant qu'officier autorisé par la loi à exercer des fonctions juridictionnelles. L'institution de l'*habeas corpus* n'a été mise en place qu'en 2008 et depuis lors les tribunaux ont compétence pour traiter de ces questions. Donc les allégations de l'auteur qui affirme que son fils n'a jamais été traduit devant un tribunal ou une autre autorité habilitée à exercer des pouvoirs judiciaires sont incorrectes du point de vue de la pratique juridique la plus élémentaire.

De plus, le droit d'être jugé sans délai, garanti au paragraphe 3 de l'article 9, a été pleinement respecté dans le cas du fils de l'auteur et le procès a eu lieu en mai-juin 2006. Les personnes dans la situation de M. Musaev n'étaient pas obligatoirement placées en détention avant jugement mais M. Musaev pas plus que son avocat n'ont donné au tribunal chargé de se prononcer sur cette mesure de contrainte (c'est-à-dire de déterminer s'il y avait lieu de le placer en détention avant jugement) d'éléments suffisants pour garantir qu'il ne se soustrairait pas à la justice.

Dans ces circonstances, l'État partie souligne que conformément à l'article 3 du Protocole facultatif, le Comité aurait dû déclarer la communication irrecevable car elle constitue un abus du droit de plainte et elle est incompatible avec les dispositions du Pacte. L'État partie demande au Comité de revenir sur sa décision de constater une violation de l'article 9.

Pour ce qui est de la violation du paragraphe 3 b) de l'article 14 du Pacte, l'État partie affirme que le Comité a été induit en erreur par l'allégation, dénuée de fondement, de l'auteur qui a affirmé qu'après son arrestation le 31 janvier 2006 son fils était resté à l'isolement dans les locaux du Service de la sécurité nationale et avait été contraint de passer aux aveux, en l'absence d'un avocat, et de surcroît que pendant toute l'enquête préliminaire il n'avait eu que peu de contacts avec son avocat.

En application de l'article 49 du Code de procédure pénale, un avocat a été commis à M. Musaev dès le moment de la restriction concrète de sa liberté de déplacement, c'est-à-dire dès son arrestation. Aucune restriction n'a été imposée à ses contacts avec son avocat pendant toute la durée de l'enquête préliminaire. C'est le même avocat qui a représenté M. Musaev pendant l'enquête préliminaire et au procès. Le dossier pénal contient des pièces attestant la présence de l'avocat.

Les allégations de l'auteur concernant l'absence d'avocat pendant l'enquête préliminaire dans la deuxième procédure pénale sont, d'après l'État partie, également dénuées de fondement et réfutées par les pièces versées au dossier qui attestent la présence d'un avocat. L'avocat représentant les intérêts de M. Musaev pendant l'enquête a assuré sa défense également au procès, comme le montrent les pièces du dossier.

L'État partie rejette également comme étant fausse l'allégation de l'auteur qui a affirmé que dans le cadre de la troisième procédure pénale, le 2 mars 2007, son fils avait été placé dans le centre de détention temporaire du Service de la sécurité nationale et interrogé en l'absence d'un avocat, jusqu'au 5 juin 2007. M. Musaev était représenté par le même avocat pendant toute l'enquête préliminaire et au procès, comme le montrent les pièces versées au dossier.

L'État partie rejette également comme étant dénué de fondement le grief de violation des droits garantis par le paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte. Il explique que l'auteur a induit le Comité en erreur en affirmant que son fils n'avait pas reçu de copie du jugement du Tribunal militaire en date du 21 septembre 2007, ce qui l'avait empêché de former recours. M. Musaev a obtenu sous forme écrite la décision dûment motivée et rédigée du Tribunal militaire en date du 21 septembre 2007. Il a eu la possibilité de faire appel de cette décision. Le 11 octobre 2007, la chambre d'appel du Tribunal militaire a confirmé le jugement prononcé le 21 septembre 2007. Ainsi, l'État partie considère que la décision du Comité d'accorder le crédit voulu aux allégations de l'auteur sur ce point est erronée. Conformément à l'article 3 du Protocole facultatif, le Comité doit déclarer irrecevable une communication qui constitue un abus du droit de plainte et qui est incompatible avec les dispositions du Pacte. L'État partie demande au Comité de revenir sur sa décision de constater une violation des droits garantis au paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte.

À la lumière de ce qui précède, l'État partie conclut qu'il a assuré à M. Musaev un recours utile consistant à mener une enquête impartiale, effective et approfondie sur les allégations de torture (il n'y a pas eu d'ouverture de poursuites pénales puisque ni les allégations d'utilisation de méthodes illégales d'enquête ni aucune violation du Code de procédure pénale n'ont été confirmées); étant donné que la Cour suprême d'Ouzbékistan a reconnu que les décisions de justice rendues dans la présente affaire étaient légales et motivées, il n'a pas été ordonné de nouveau procès et M. Musaev n'a pas été remis en liberté ni réhabilité ni indemnisé.

Enfin, en ce qui concerne l'opinion individuelle émise par deux membres du Comité concernant le fait que deux des affaires pénales avaient été jugées par un tribunal militaire, l'État partie note que rien dans le Pacte n'interdit les juridictions militaires en tant que telles et qu'il n'y est fait aucune mention des tribunaux militaires. En droit ouzbek, les juridictions militaires sont compétentes pour examiner des affaires de secret d'État et d'autres affaires, précisées dans la loi. Ainsi, qu'une juridiction militaire ait examiné l'affaire de M. Musaev était parfaitement légal et n'était pas contraire aux dispositions du Pacte.

La réponse de l'État partie a été transmise à l'auteur le 15 janvier 2013, pour commentaires.

L'auteur a adressé ses commentaires le 9 février 2013 et a contesté la façon dont l'État partie a rendu compte de la procédure judiciaire suivie dans cette affaire. Elle réaffirme que les droits garantis à son fils par les paragraphes 3 b), g) et 5 de l'article 14 du Pacte ont été violés et demande que la réparation demandée dans les constatations soit exécutée.

La réponse de l'auteur a été transmise à l'État partie le 22 février 2013, pour observations (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Il sera demandé d'organiser une réunion avec des représentants de l'État partie au sujet de la suite donnée aux constatations (pendant la 108^e session du Comité).

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note que, à ce jour, l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

État partie: **Zambie**

Affaire: **Chongwe, 821/1998**

Constatations adoptées le: 25 octobre 2000

Violations: Articles 6 (par. 1) et 9 (par. 1)

Réparation: Prendre les mesures qui s'imposent pour protéger l'auteur des menaces qui pèsent sur la sécurité de sa personne et sur sa vie. Le Comité a prié instamment l'État partie d'ordonner des enquêtes indépendantes sur la fusillade, et d'accélérer les procédures pénales intentées contre les responsables. S'il était établi à l'issue des procédures pénales que des dépositaires de l'autorité publique agissant *ès qualités* étaient responsables de la fusillade et des blessures infligées à l'auteur, ce recours devrait comprendre l'octroi de dommages-intérêts à M. Chongwe.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi: A/67/40

Le 29 juin et le 6 novembre 2012, l'auteur a informé le Comité qu'il avait parlé à un certain nombre de fonctionnaires du Gouvernement au sujet du règlement conclu en 2009 mais qu'aucune de ses démarches n'avait abouti au versement de la moindre indemnité.

Les observations de l'auteur ont été transmises à l'État partie le 17 décembre 2012, pour commentaires (dans un délai d'un mois). Le Comité attendra d'avoir reçu d'autres renseignements pour prendre une décision finale.

Le Comité considère que le dialogue reste ouvert mais note que, à ce jour, l'État partie n'a pas mis en œuvre la recommandation de manière satisfaisante.

B. Entretiens du Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations avec des représentants d'États parties

261. Pendant les 105^e, 106^e et 107^e sessions du Comité, le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations et le Président du Comité se sont entretenus avec des représentants de l'Australie, de l'Espagne, de la France, du Kirghizistan, de Sri Lanka et de l'Ukraine. Pendant la 107^e session, le Comité a cherché sans succès à ménager des réunions avec des représentants de l'Algérie et du Cameroun.

VII. Suite donnée aux observations finales

262. Au chapitre VII de son rapport annuel de 2003³⁴, le Comité a décrit le cadre qu'il avait élaboré pour améliorer l'efficacité du suivi des observations finales adoptées à l'issue de l'examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte. Le chapitre VII de son dernier rapport annuel³⁵ contenait un bilan des activités réalisées dans ce domaine pendant l'année précédente. Le présent chapitre contient une nouvelle mise à jour au 30 mars 2012.

263. Pendant la période couverte par le présent rapport annuel, les fonctions de rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales ont été exercées par M^{me} Christine Chanet. Aux 105^e, 106^e et 107^e sessions du Comité, la Rapporteuse spéciale a présenté un rapport intérimaire pour rendre compte des faits survenus depuis la session précédente et a formulé des recommandations qui ont conduit le Comité à prendre pour chaque État les décisions appropriées.

264. Pour chacun des rapports d'États parties qu'il a examinés au titre de l'article 40 du Pacte pendant l'année écoulée, le Comité a recensé, conformément à sa nouvelle pratique, un petit nombre de sujets de préoccupation prioritaires pour lesquels il a demandé à l'État partie concerné de lui donner, dans un délai d'un an, des renseignements sur les mesures prises pour donner effet à ses recommandations. Le Comité se félicite du caractère étendu et approfondi de la coopération que cette procédure a permis d'instaurer avec les États parties, comme il ressort clairement du tableau ci-après. Au cours de la période couverte par le présent rapport, 19 États parties (Azerbaïdjan, Belgique, Bulgarie, Cameroun, Colombie, Hongrie, Israël, Jamaïque, Kazakhstan, Koweït (deux fois), Mexique, Mongolie, Norvège, Ouzbékistan (deux fois), Pologne, République-Unie de Tanzanie, Slovaquie, Togo (deux fois) et Turkménistan) ainsi que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) ont fait parvenir au Comité des renseignements dans le cadre de la procédure de suivi et sept États parties (El Salvador, Éthiopie, Guatemala, Iran (République islamique d'), Nicaragua, République dominicaine et Yémen) n'ont fourni aucun renseignement concernant le suivi des observations finales. Huit États parties (Argentine, Équateur, Estonie, Jordanie, Pays-Bas, République de Moldova, Rwanda et Tunisie) n'ont pas fourni les renseignements supplémentaires demandés par le Comité pour clarifier leurs réponses de suivi. Le Comité réaffirme que la nouvelle procédure constitue selon lui un mécanisme constructif qui permet de poursuivre le dialogue engagé à l'occasion de l'examen d'un rapport et de simplifier le processus d'établissement du rapport périodique suivant par l'État partie.

265. Les rapports ci-après ont été adoptés par le Comité à ses 105^e, 106^e et 107^e sessions et tiennent compte des décisions prises concernant le rapport de suivi ou les renseignements complémentaires communiqués par les États parties au cours de la période à l'examen. Le tableau ci-dessous (annexe V) indique le stade de la procédure de suivi pour tous les États parties dont le rapport a été examiné depuis la quatre-vingt-sixième session (mars 2006).

³⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément n° 40, vol. I (A/58/40 (Vol. I)).

³⁵ Ibid., soixante-sixième session, Supplément n° 40, vol. I (A/66/40 (Vol. I)).

A. Rapport sur la suite donnée aux observations finales adopté par le Comité à sa 105^e session

266. Les renseignements ci-après figuraient dans le rapport de la Rapporteuse spéciale chargée du suivi des observations finales, adopté par le Comité des droits de l'homme à sa 105^e session.

267. Le Comité des droits de l'homme présente habituellement chaque année trois rapports de suivi, dans lesquels sont analysées les réponses envoyées par les États parties entre deux sessions. Compte tenu de la brièveté de l'intervalle entre les sessions de mars, juillet et octobre et des difficultés liées aux délais de soumission des documents aux services de traduction, la Rapporteuse spéciale a décidé de ne présenter que deux rapports de suivi complets par an, aux sessions de mars et d'octobre. Cette nouvelle procédure devrait permettre à toutes les parties concernées de travailler de façon plus approfondie à chaque étape de la procédure de suivi.

268. Afin d'éviter que le nouveau calendrier de soumission des rapports ne retarde l'examen d'une situation urgente (pour des raisons procédurales ou en raison de la gravité d'une situation dans un État partie), la Rapporteuse spéciale présentera néanmoins un rapport partiel sur les affaires pour lesquelles elle estime qu'une décision doit être prise d'urgence. Des informations complètes sur les mesures de suivi prises par le Comité depuis sa quatre-vingt-septième session (juillet 2006) sont présentées dans le tableau de suivi qui figurera en annexe au prochain rapport intérimaire de la Rapporteuse spéciale chargée du suivi des observations finales.

Critères d'évaluation

Réponse ou mesure satisfaisantes

A Réponse satisfaisante dans l'ensemble

Réponse ou mesure partiellement satisfaisantes

B1 Des mesures concrètes ont été prises, mais des renseignements supplémentaires sont nécessaires

B2 Des mesures initiales ont été prises, mais des renseignements supplémentaires sont nécessaires

Réponse ou mesure insatisfaisantes

C1 Une réponse a été reçue, mais les mesures prises ne permettent pas de mettre en œuvre la recommandation

C2 Une réponse a été reçue, mais elle est sans rapport avec les recommandations

Absence de coopération avec le Comité

D1 Aucune réponse n'a été reçue dans les délais, ou aucune réponse à une question précise ne figure dans le rapport

D2 Aucune réponse reçue après un ou plusieurs rappels

Quatre-vingt-dix-neuvième session (juillet 2010)

État partie: Israël

Observations finales: CCPR/C/ISR/CO/3

Paragraphes objets du suivi: 8, 11, 22, 24

Première réponse: Attendue le: 29 juillet 2011; reçue le: 31 octobre 2011

Informations d'ONG:

Six rapports reçus en août 2011: Adalah – Centre juridique pour la minorité arabe en Israël; Adalah, Centre Al Mezan pour les droits de l'homme; Physicians for Human Rights – Israel (PHR-Israel); BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights; Défense des enfants International – section Palestine (DCI-P); Negev Coexistence Forum for Civil Equality; Commission publique contre la torture en Israël (PCATI).

Paragraphe 8:

L'État partie devrait lever le blocus militaire de la bande de Gaza, dans la mesure où celui-ci a des conséquences préjudiciables pour la population civile. Il devrait inviter une mission internationale, indépendante, d'établissement des faits pour enquêter sur les circonstances de l'arraisonnement de la flottille, notamment au regard de la compatibilité avec le Pacte.

Résumé de la réponse:

Le Bureau de liaison et de coordination du poste frontière d'Erez s'occupe de toutes les questions relatives aux habitants de la bande de Gaza qui ont besoin de se rendre en Israël ou ailleurs pour recevoir des soins médicaux. Ces personnes n'ont pas «un droit» d'entrer en Israël. Les véritables victimes de l'exploitation terroriste de cette voie humanitaire sont les résidents palestiniens dont le passage de la frontière est retardé. Dans de nombreux cas, il y a également des «déficiences dans le transfert des demandes par l'Autorité palestinienne, puisque c'est à elle qu'incombe en définitive la responsabilité de financer les coûts encourus dans les hôpitaux israéliens».

Autres mesures prises par l'État partie:

- Autorisation et coordination du transfert de matériel médical et de médicaments;
- Offre d'une aide à l'Autorité palestinienne pour renforcer les compétences au sein de l'infrastructure médicale dans la bande de Gaza.

L'ensemble des systèmes d'alimentation en eau et d'assainissement de Gaza est sous contrôle palestinien depuis 2005. Il a été convenu qu'Israël acheminerait et vendrait à Gaza 5 millions de mètres cubes d'eau supplémentaires par an pendant la période de validité de l'accord sur la Cisjordanie et la bande de Gaza (1995). La conduite d'alimentation a été installée à la frontière de la bande de Gaza et l'on attend le feu vert de l'Autorité palestinienne.

L'État partie a proposé aux Palestiniens d'acheter l'eau destinée à la bande de Gaza directement auprès de l'usine de dessalement d'Ashkelon. L'État partie n'empêche pas l'écoulement des eaux superficielles ni celui des eaux souterraines dans l'aquifère de Gaza.

Il existe des programmes de traitement des eaux usées, mais les Palestiniens ne font pas avancer leur mise en œuvre. Le nombre de puits a doublé.

La «Commission Turkel» nommée en juin 2010 pour examiner la conformité des mesures prises lors de l'incident de la flottille avec les normes et obligations du droit international était composée d'experts israéliens indépendants, de deux observateurs internationaux et de deux spécialistes du droit international. Elle a pris les mesures suivantes: recueil de témoignages auprès du gouvernement central et de sources non gouvernementales, examen de toutes les preuves écrites et contributions versées au dossier.

Conclusion de la Commission (rapport intérimaire): l'instauration et la mise en œuvre du blocus maritime et des contrôles des voies d'accès terrestre sont conformes au droit international compte tenu de la situation sur le plan de la sécurité et des efforts déployés par Israël pour s'acquitter de ses obligations humanitaires. Des personnes ont perdu la vie ou ont été blessées à la suite des mesures prises par Israël lors de l'incident de la flottille. Hormis le petit nombre de cas de recours à la force au sujet desquels aucune conclusion n'a été établie, les mesures ont été déclarées conformes au droit international. La Commission élabore actuellement la seconde partie de son rapport. La Commission d'enquête du Secrétaire général chargée de faire la lumière sur l'incident de la flottille du 31 mai 2010 a publié son rapport en septembre 2011, dans lequel elle confirme la position d'Israël concernant la légalité et la proportionnalité du blocus maritime et des mesures prises lors de l'incident.

Informations d'ONG:

Adalah: La Commission Turkel a été créée par le Gouvernement israélien; elle n'est ni indépendante, ni impartiale, ni transparente.

Adalah, Al Mezan et PHR-Israel: En raison du maintien du blocus militaire, le taux de chômage à Gaza atteint 37 %, l'insécurité alimentaire touche 52 % de la population et il manque 41 200 logements. Entre janvier et juin 2011, PHR-Israel a recensé 226 affaires dans lesquelles des patients de Gaza se sont vu refuser des permis ou dont l'accès à des soins médicaux a été retardé et qui ont fait recours. Depuis janvier 2007, dans le cadre du blocus:

- Les restrictions visant l'accès des pêcheurs à la mer ont été durcies et les pêcheurs sont souvent victimes de harcèlement;
- Les familles vivant à Gaza ne sont pas autorisées à rendre visite à leurs proches dans les prisons israéliennes.

BADIL: Israël n'a pas levé le blocus de Gaza et n'a en rien amélioré la situation humanitaire de la population civile. Gaza continue de subir les effets désastreux du blocus (la population ne peut pas satisfaire ses besoins élémentaires; elle est privée de marchandises, de nourriture, de médicaments, d'équipements pour les infrastructures et de l'accès à l'éducation). Israël a également refusé de coopérer avec la communauté internationale pour permettre la réalisation d'une enquête impartiale, internationale et indépendante sur l'incident de la flottille.

Évaluation du Comité:

[C1] L'État partie ne mentionne aucune mesure visant à lever le blocus militaire de la bande de Gaza. Les mesures prises ne permettent pas de mettre en œuvre la recommandation.

[B2] La Commission Turkel, qui est un organisme national composé uniquement d'observateurs nationaux, ne satisfait pas la recommandation relative à l'invitation d'une mission internationale. La Commission d'enquête, bien qu'internationale, n'est pas une mission d'établissement des faits dans la mesure où elle ne peut obtenir des informations que par les voies diplomatiques.

Paragraphe 11:

L'État partie devrait incorporer dans sa législation l'infraction de torture telle qu'elle est définie à l'article premier de la Convention contre la torture et conformément à l'article 7 du Pacte. Le Comité, comme il l'avait déjà fait dans ses précédentes observations finales (CCPR/CO/78/ISR, par. 18), recommande à l'État partie de faire en sorte que l'argument de la «nécessité» ne puisse plus être invoqué comme une justification possible de l'infraction de torture. L'État partie devrait également examiner toutes les plaintes pour torture et traitements cruels, inhumains ou dégradants en suivant le Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Protocole d'Istanbul).

Résumé de la réponse:

Tous les actes de torture constituent des infractions pénales au regard de la législation israélienne. Dans l'arrêt H. C. J. 5100/94 concernant l'affaire *Commission publique contre la torture en Israël c. État d'Israël*, la Cour suprême est convenue que «l'état de nécessité» pouvait être invoqué en cas d'«attentats imminents» mais qu'il ne constituait pas une source de droit autorisant le recours à des pressions physiques. Elle a conclu que toutes directives futures régissant l'utilisation de telles méthodes au cours d'interrogatoires devaient être fondées sur des dispositions législatives qui les autorisent expressément et non sur des motifs d'exonération de la responsabilité pénale. À ce jour, aucune directive de ce type n'a été adoptée.

Les dispositions du Code pénal sont conformes au droit international. L'Agence israélienne de sécurité (AIS) mène les interrogatoires conformément aux directives et règlements applicables, lesquels font l'objet d'une surveillance régulière. L'AIS a élaboré des directives internes qui prévoient que les officiers de rang supérieur doivent être consultés lorsque les circonstances d'un interrogatoire justifient l'application du critère de nécessité.

La participation de médecins et de personnel médical à des activités illégales est très exceptionnelle. Les médecins de l'Administration pénitentiaire israélienne (API) n'ont pas à approuver l'interrogatoire ou la sanction d'un détenu ni à y participer.

Le Contrôleur chargé des plaintes mettant en cause des interrogatoires de l'AIS agit de manière indépendante sous la supervision du Ministère de la justice. Les décisions délicates sont également examinées par le Procureur général et le Procureur de l'État. Toute plainte pour mauvais traitement est examinée par le Contrôleur. Le Procureur général a annoncé en novembre 2010 que le Contrôleur serait rattaché au Ministère de la justice. Des statistiques concernant le nombre de plaintes examinées par le Contrôleur sont jointes. Aucune des plaintes examinées entre 2006 et 2011 n'a donné lieu à des poursuites pénales, ce qui signifie que tous les interrogatoires ont été menés dans le respect de la loi et qu'aucun acte de torture ni aucun mauvais traitement n'a été commis. Les procédures et les techniques d'interrogatoire ont néanmoins été modifiées à la suite de l'examen de certaines plaintes.

Informations d'ONG:

Adalah, Al Mezan et PHR-Israel: La mise à l'isolement est une mesure largement utilisée dans les prisons israéliennes et l'API n'a pas publié de directives suffisantes pour en réglementer l'application. Israël n'a pas supprimé la possibilité d'invoquer l'«état de nécessité» comme motif d'exonération de la responsabilité pénale dans les cas de torture et de traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le rattachement du Contrôleur au Ministère de la justice n'a pas encore été effectué. En juillet 2011, le Ministère de la santé a rendu compte de la création d'un comité chargé de recueillir les dénonciations, par le personnel médical, de mauvais traitements infligés à des détenus pendant les interrogatoires, qui sera compétent pour recevoir les plaintes des membres du personnel médical qui soupçonnent que des actes de torture ou des traitements cruels, inhumains ou dégradants ont été commis.

PCATI: Aucune mesure n'a été prise en vue d'adopter une législation qui définisse de manière appropriée l'infraction de torture ou qui établisse que l'«état de nécessité» ne peut pas être invoqué par les auteurs d'actes de torture ou d'autres mauvais traitements. Le rattachement du Contrôleur au Ministère de la justice n'a pas encore été effectué et les modalités de fonctionnement du nouveau mécanisme sont tenues secrètes.

Évaluation du Comité:

[C1] L'État partie ne donne pas d'information sur les nouvelles mesures prises pour incorporer l'infraction de torture dans la législation nationale ni sur la suppression de la «nécessité» comme motif pouvant justifier la torture. Il ne décrit aucune mesure concrète visant à faire en sorte que les allégations de torture soient examinées conformément au Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Protocole d'Istanbul), hormis le rattachement projeté du Contrôleur au Ministère de la justice, lequel n'a pas encore été effectué.

Paragraphe 22:

L'État partie devrait:

- a) **Veiller à ce que les enfants ne soient pas jugés comme des adultes;**
- b) **S'abstenir d'engager des poursuites pénales contre des enfants devant des juridictions militaires, veiller à ce que la détention des enfants soit une mesure utilisée uniquement en dernier recours et pour la plus courte durée possible, garantir l'enregistrement audio ou vidéo des procédures impliquant des enfants et faire en sorte que les procès soient conduits avec diligence et impartialité, conformément aux règles d'une procédure équitable;**
- c) **Informar les parents ou des proches lorsqu'un enfant est placé en détention et garantir à l'enfant la possibilité de bénéficier sans délai et gratuitement de l'assistance indépendante du conseil de son choix;**
- d) **Faire en sorte qu'une enquête soit conduite sans retard par un organe indépendant dans tous les cas signalés de torture ou de traitement cruel, inhumain ou dégradant infligé à des enfants détenus.**

Résumé de la réponse:

L'obligation d'enregistrer les interrogatoires de suspects a été progressivement mise en œuvre. Depuis janvier 2010, elle s'applique dans le cas de personnes soupçonnées d'infractions punies d'au moins dix ans d'emprisonnement, à l'exclusion des atteintes à la sécurité.

Un tribunal militaire pour mineurs a été créé en 2009 en Cisjordanie en vertu d'un décret (provisoire) relatif aux directives de sécurité, qui garantit que les détenus mineurs sont jugés séparément des adultes. En application de la modification du décret relatif aux directives de sécurité, l'âge de la majorité a été relevé de 16 à 18 ans en Judée et Samarie. Le tribunal militaire pour mineurs est autorisé à attribuer un avocat au mineur. Dans 99,9 % des cas, l'accusé est représenté par un avocat. Les détenus sont autorisés à s'entretenir avec leur avocat derrière une séparation, sauf dans des cas exceptionnels. Le tribunal militaire pour mineurs peut ordonner la présence des parents du mineur à chaque audience. Les parents ont le droit d'agir au nom du mineur pour présenter des requêtes et interroger des témoins et peuvent plaider aux côtés ou à la place du mineur. Le tribunal militaire pour mineurs peut également ordonner l'établissement d'un rapport par l'agent de probation.

Les parents du mineur devraient être informés sans délai. S'il se révèle impossible de joindre les parents après que des efforts raisonnables ont été faits dans ce sens, un autre membre de la famille ou un adulte de la connaissance du mineur peut être contacté, à moins que le mineur ne s'y oppose expressément pour des motifs raisonnables. Un mineur peut

être cité à comparaître pour être interrogé en vertu d'une «décision écrite motivée» sans que ses parents en soient avisés: i) lorsque le fait que ses parents soient informés risquerait de porter préjudice au bien-être physique ou mental du mineur ou d'un tiers; ii) lorsqu'il y a des motifs raisonnables de soupçonner que les parents ou un membre de la famille du mineur ont joué un rôle dans l'infraction commise; iii) lorsque le mineur est soupçonné d'avoir porté atteinte à la sécurité de l'État.

Après un délai de huit heures, ou si le motif pour lequel les parents n'ont pas été informés n'est plus valable, ceux-ci doivent être informés sans délai.

Le décret exige que le mineur soit informé, dans une langue qu'il comprend et en des termes à sa portée compte tenu de son âge et de son degré de maturité, de son droit de s'entretenir avec un avocat en privé.

Toutes les plaintes pour torture ou traitement cruel, inhumain ou dégradant émanant de détenus, qu'ils soient adultes ou mineurs, donnent lieu sans délai à une enquête. La loi n° 5762-2002 sur l'Agence de sécurité prévoit des mécanismes de surveillance et de contrôle. Les policiers font l'objet d'une surveillance continue de la part du Département des enquêtes sur le personnel de police du Ministère de la justice ainsi que des tribunaux.

Informations d'ONG:

Adalah, Al Mezan et PHR-Israel: Des mineurs palestiniens continuent d'être détenus et interrogés avec des adultes dans les locaux de l'AIS en Israël et en Cisjordanie. Les conditions dans lesquelles ils sont détenus constituent un traitement cruel, inhumain et dégradant; leur détention avec des adultes est un moyen de faire pression sur eux.

DCI-P: Chaque année, environ 700 enfants palestiniens sont poursuivis devant des tribunaux militaires israéliens. Dans plus de 90 % des cas, la libération sous caution leur est refusée et plus de 80 % d'entre eux sont condamnés à des peines privatives de liberté (contre 6,5 % dans le système de justice ordinaire des mineurs). Des enfants d'à peine 12 ans sont condamnés à des peines privatives de liberté. Le tribunal militaire pour mineurs siège dans le même bâtiment et emploie le même personnel judiciaire que le tribunal militaire qui juge les adultes et les enfants sont conduits devant le tribunal par groupe de deux ou trois, chaînes aux pieds et vêtus du même uniforme marron que les prisonniers adultes. Il arrive qu'adultes et enfants soient conduits devant le tribunal ensemble. Il n'existe toujours pas de disposition dans les décrets militaires qui garantissent l'enregistrement audiovisuel des interrogatoires d'enfants. Les aveux constituent la principale preuve à charge contre les enfants devant les tribunaux militaires; il s'agit soit des aveux de l'enfant accusé soit de ceux d'un autre enfant interrogé. Étant donné que la plupart des enfants ne peuvent pas être libérés sous caution, le moyen le plus rapide de sortir du système est de plaider coupable dans tous les cas. Il n'y a pas de mécanisme officiel pour informer les parents du lieu où est détenu leur enfant. Dans l'immense majorité des cas, les enfants voient un avocat pour la première fois après avoir été interrogés et fait des aveux. Entre 2001 et 2010, 645 plaintes ont été déposées contre des enquêteurs de l'AIS. Aucune enquête pénale n'a été ouverte.

PCATI: Il n'existe pas de mécanisme d'examen indépendant.

Évaluation du Comité:

[B2] En dehors du fait que les audiences des adultes et celles des mineurs ont été séparées à la suite de la création d'un tribunal militaire pour mineurs, aucune autre mesure visant à faire en sorte que les mineurs ne soient pas jugés comme des adultes n'est mentionnée dans les informations fournies. La séparation est remise en question par les rapports d'ONG (DCI-P).

Questions à poser:

- Quelles mesures ont été prises pour faire en sorte que les enfants ne soient pas jugés comme des adultes par le tribunal militaire pour mineurs?
- Comment sera-t-il fait en sorte qu'un tribunal distinct pour mineurs continue d'exister lorsque le décret modifié sur les dispositions de sécurité arrivera à expiration, le 29 septembre 2012?

a) [C1] Aucune information n'est donnée au sujet des dispositions qui régissent le jugement de mineurs par des juridictions militaires, ni des garanties en place pour faire en sorte que les mineurs ne soient placés en détention qu'en dernier recours et pour la plus courte durée possible. Aucune information n'est donnée concernant la manière dont est garanti l'enregistrement audiovisuel des procédures visant des enfants poursuivis pour des infractions punies d'au moins dix ans d'emprisonnement qui ne constituent pas une atteinte à la sécurité. Aucune information n'est donnée sur les mesures spécifiques visant à faire en sorte que les procès soient conduits avec diligence et impartialité et conformément aux autres règles d'une procédure équitable.

b) [B2] Des informations sont données au sujet des dispositions législatives en vigueur relatives à l'information des parents, mais ces dispositions sont assorties d'exceptions d'application très large, et rien n'est dit de leur mise en œuvre. Il faudrait demander à l'État partie s'il a l'intention de revoir sa législation afin de garantir que les accusés puissent systématiquement voir leurs avocats dès le début de la procédure.

Questions à poser:

Quels changements sont envisagés après le 29 septembre 2012 afin de poursuivre les réformes en cours et de faire en sorte que les parents ou les proches du mineur soient dans tous les cas informés sans délai de l'arrestation et que le mineur bénéficie sans délai et gratuitement de l'assistance indépendante du conseil de son choix?

c) [C1] Aucune information n'est donnée sur les nouvelles mesures prises pour faire en sorte qu'une enquête soit conduite sans retard par un organe indépendant dans tous les cas signalés de torture ou de traitement cruel, inhumain ou dégradant infligé à des enfants détenus.

Paragraphe 24:

Dans ses activités d'aménagement dans la région du Néguev, l'État partie devrait respecter le droit de la population bédouine à ses terres ancestrales et à son mode de vie traditionnel fondé sur l'agriculture. L'État partie devrait en outre garantir l'accès de la population bédouine aux structures de santé, à l'éducation, à l'eau et à l'électricité, quel que soit le lieu où elle se trouve.

Résumé de la réponse:

En 2007, la Commission consultative chargée de la politique à l'égard des villages bédouins (Commission Goldberg) a été créée. Le plan relatif au statut des communautés bédouines et le plan en faveur du développement économique de la population bédouine du Néguev ont été présentés au Gouvernement en mai 2011 et approuvés en septembre.

Ces plans visent à améliorer l'accès de la population bédouine du Néguev et d'Abu-Basma à l'éducation. Des services de conseil et de soutien psychologique sont proposés dans le système éducatif et de nouveaux programmes d'enseignement ont été mis en place, ainsi que des allocations de scolarité et des bourses d'études. Dans les villages bédouins non autorisés, trois établissements d'enseignement secondaire ont été construits et 14 postes d'inspecteurs scolaires ont été créés dans des localités bédouines depuis 2004.

Des difficultés se posent dans les villages bédouins non autorisés, en particulier pour ce qui est de l'approvisionnement en eau. Nul ne remet en cause l'obligation de leur assurer des services tels que l'accès à l'eau, mais c'est techniquement impossible d'y parvenir. Aux yeux de la Cour suprême, les villages non reconnus ont droit à un «accès minimum à l'eau».

En ce qui concerne la santé:

- En mai 2010, 51 cliniques et médecins indépendants, dont quatre dans les villages non autorisés, dispensaient des soins à la population bédouine. Les Bédouins ont accès à un service de santé particulier ainsi qu'à plusieurs services médicaux spécialisés;
- Un cours universitaire a été ouvert au personnel infirmier issu de la communauté bédouine, mais le nombre d'infirmiers qualifiés reste très insuffisant;
- La couverture vaccinale au sein de la population bédouine a augmenté au cours des dix dernières années. Deux équipes de vaccination mobiles se rendent auprès des nourrissons en dehors des villes établies;
- 27 des 46 centres de soins maternels et infantiles du district sud desservent la population bédouine. Les villages non autorisés sont desservis par les centres de soins de santé des villes bédouines et des localités juives ainsi que par une unité de soins mobile.

Une tentative a été faite pour proroger la loi n° 5756-1996 sur la distribution d'électricité (décret temporaire), adoptée pour permettre le raccordement au réseau d'électricité des citoyens arabes et druzes dont les maisons avaient été construites sans permis de construire et arrivée à expiration en mai 2007. La Compagnie d'électricité israélienne a commencé à raccorder au réseau les écoles des villages non autorisés à la suite d'une requête adressée par Adalah à la Haute Cour de justice en juillet 2009.

Informations d'ONG:

Adalah: Aucun Bédouin n'a participé à l'élaboration du plan du Gouvernement lancé en mai 2011 en application duquel plus de 30 000 Bédouins devront quitter leur terre ancestrale. En dépit d'une hausse du taux de mortalité infantile, une clinique a été fermée dans les villages non reconnus, et deux n'ont été que partiellement rouvertes après que la Cour suprême a été saisie. En 2007, l'État s'est engagé devant la Cour suprême à ouvrir le premier établissement d'enseignement secondaire dans un village non reconnu avant 2009, mais il refuse à présent de le faire au motif que le plan d'aménagement du village n'est pas terminé. Le taux d'abandon scolaire parmi les élèves bédouins tourne autour de 70 %. La Régie des eaux n'a pris aucune mesure dans le sens de la mise en œuvre de l'arrêt de la Cour suprême établissant le droit des villages non reconnus à un «accès minimum à l'eau».

NCF: Le nombre de démolitions d'habitations a considérablement augmenté depuis juin 2010. Le village d'Al Araqueeb a été entièrement détruit à 25 reprises (et a, chaque fois, été reconstruit) et en juillet 2011 l'État a intenté une action contre les résidents en vue d'obtenir le remboursement des coûts de la démolition. Le Plan Prawer est contraire aux conclusions et recommandations de la Commission Goldberg car il reconnaît moins d'un tiers des terres revendiquées par les Bédouins et préconise la réinstallation forcée de ces populations dans les villes aménagées à cette fin par le Gouvernement où celles-ci ont jusqu'ici refusé de s'établir. La plupart des citoyens touchés n'ont aucun moyen de participer au réexamen du plan. Vingt-cinq villages sont toujours privés de cliniques, d'écoles ou d'autres infrastructures essentielles car ils ne sont pas mentionnés dans le plan régional sur les structures temporaires de services de première nécessité. L'État a récemment annoncé une baisse du taux de mortalité infantile, mais celui-ci a en réalité augmenté.

Les enfants bédouins sont moins nombreux à être vaccinés que les enfants de parents juifs. En mars 2010, l'État a annoncé un nouveau programme de promotion de la vaccination chez les Bédouins qui prévoit des mesures d'incitation visant à encourager les infirmières à travailler dans les cliniques qui desservent la population bédouine. Dans l'arrêt qu'elle a rendu en juin 2011, la Cour suprême ne définit pas «l'accès raisonnable» à l'eau qui selon elle doit être assuré à la population bédouine. L'État a totalement ignoré la recommandation relative à l'accès à l'électricité et les Bédouins ont dû installer leurs propres systèmes électriques.

BADIL: Aucun effort n'a été fait pour protéger le mode de vie des Bédouins fondé sur l'agriculture. Les autorités israéliennes ont répandu des herbicides sur les terres agricoles des Bédouins et ont détruit les cultures. L'État délègue la mise en œuvre de sa politique discriminatoire en matière d'aménagement du territoire et de développement à des organisations telles que le Fonds national juif afin d'échapper à toute surveillance et de ne pas avoir à rendre de comptes. Le rapport contient des informations semblables à celles qui figurent dans le rapport de NCF.

Évaluation du Comité:

[C1] Hormis la participation de Bédouins dans la Commission Goldberg, les informations communiquées ne décrivent aucune mesure de nature à garantir le respect du droit de la population bédouine à ses terres ancestrales et à son mode de vie traditionnel fondé sur l'agriculture ou à prendre en considération ses intérêts d'une autre manière. Les mesures prises ne garantissent pas l'accès de la population bédouine à des structures de soins ni à l'éducation, à l'eau et à l'électricité.

Mesure recommandée:

Lettre reflétant l'analyse du Comité. Le Comité devrait faire figurer ses questions complémentaires dans la liste de points à traiter établie avant la soumission du rapport et prier l'État partie de fournir les informations complémentaires requises dans sa réponse à cette liste.

Prochain rapport périodique:

Liste de points à traiter établie avant la soumission du rapport à adopter par le Comité en juillet 2012.

101^e session (mars 2011)

État partie: Togo

Observations finales: CCPR/C/TGO/CO/4

Paragraphes objets du suivi: 10, 15 et 16

Première réponse: Attendue le: 28 mars 2012; reçue le: 17 avril 2012

Paragraphe 10:

Dans l'objectif de lutter contre l'impunité qui persiste au Togo, l'État partie devrait poursuivre ses efforts pour aboutir à la conclusion prochaine des travaux de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation. Des enquêtes indépendantes et impartiales doivent par ailleurs être diligentées pour faire la lumière sur les violations des droits de l'homme commises en 2005 et poursuivre les responsables. Le Comité souligne, à ce titre, que la mise en place d'un système de justice transitionnelle ne saurait dispenser de poursuivre pénalement les violations graves des droits de l'homme.

Résumé de la réponse:

La lutte contre l'impunité est une préoccupation majeure du Gouvernement. La Commission Vérité, Justice et Réconciliation a reçu 22 415 dépositions. Les recommandations adressées au Gouvernement lui permettront de prendre des dispositions en vue de la réparation des préjudices causés.

Informations d'ONG:

Le mandat de la CVJR a été prolongé à deux reprises en 2011 et la Commission s'est engagée à rendre son rapport pour le 31 mars 2012. (Note du secrétariat du Comité des droits de l'homme: un rapport en trois parties a été rendu par la Commission le 3 avril 2012.) Aucune instruction n'a été initiée dans les affaires dépendant des juridictions de Lomé et d'Amlamé. L'instruction dans les affaires d'Atakpame a été interrompue, sans motif.

Évaluation du Comité:

[B2] La Commission Vérité a terminé de rédiger son rapport. Des mesures doivent maintenant être prises pour assurer la mise en œuvre de ses recommandations.

[C1] Aucune information n'est fournie sur les enquêtes diligentées pour faire la lumière sur les violations des droits de l'homme commises en 2005. La recommandation n'a dès lors pas été mise en œuvre.

Paragraphe 15:

L'État partie devrait adopter une disposition pénale définissant la torture conformément aux normes internationales, ainsi que des dispositions punissant les actes de torture de peines proportionnées à leur gravité. L'État partie devrait s'assurer que tout acte de torture ou traitement cruel, inhumain ou dégradant soit poursuivi et sanctionné proportionnellement à sa gravité.

Résumé de la réponse:

L'avant-projet de code pénal réprimant la torture conformément aux normes internationales sera validé en avril 2012 en vue de sa transmission au Gouvernement pour adoption en Conseil des ministres.

Informations d'ONG:

Le projet de révision du Code pénal et du Code de procédure pénale est en cours depuis 2007. Peu de progrès ont été réalisés pour des raisons budgétaires. Un calendrier visant l'adoption du Code pénal et du Code de procédure pénale fin 2012 ou début 2013 est avancé par le Ministère de la justice. Aucun cas de torture ou de traitement inhumain ou dégradant n'a donné lieu à des poursuites.

Évaluation du Comité:

[C1] Des informations actualisées devraient être demandées à l'État partie sur:

- Les progrès réalisés en vue de l'adoption des projets de révision du Code pénal et du Code de procédure pénale, et le contenu des dispositions relatives à la torture;
- Les mesures adoptées pour garantir que les auteurs d'actes de torture ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants soient poursuivis et condamnés à une peine appropriée.

Paragraphe 16:

L'État partie devrait prendre des mesures afin d'enquêter sur toutes les allégations de torture et de mauvais traitements, ainsi que sur tout décès survenu en détention. Ces enquêtes doivent être diligemment menées afin que les auteurs soient traduits en justice et que les victimes obtiennent réparation.

Résumé de la réponse:

Le Gouvernement a mandaté la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) pour réaliser une enquête sur les allégations de torture mettant en cause l'Agence nationale de renseignements (ANR). La CNDH a transmis son rapport au Gouvernement le 27 février 2012, qui l'a adopté en Conseil des ministres. Quinze mesures ont été adoptées pour mettre en œuvre les recommandations.

Informations d'ONG:

Le rapport de la CNDH a été rendu public en février 2012 après une tentative de manipulation du document visant à exonérer l'État de sa responsabilité. La CNDH confirme que des cas de torture se sont produits à l'ANR et recommande que les auteurs soient poursuivis. Le Gouvernement a adopté 15 mesures pour donner suite au rapport de la CNDH. Aucune enquête n'avait été ouverte au moment du rapport.

Évaluation du Comité:

[B2] Le rapport de la CNDH et son adoption par le Gouvernement constituent des actions initiales positives. Des actions supplémentaires pour mettre en œuvre les recommandations du rapport restent nécessaires (voir les mesures annoncées dans le rapport de suivi de l'État partie), ainsi que des informations sur les mesures prises à cet effet.

Mesure recommandée:

Lettre reflétant l'analyse du Comité. Compte tenu du scandale provoqué par le rapport falsifié sur la torture et l'exil de son auteur, une rencontre devrait par ailleurs être organisée entre la Rapporteuse spéciale et le chef de la Mission au cours de la session d'octobre.

Prochain rapport périodique: 1^{er} avril 2015

B. Rapport sur la suite donnée aux observations finales adopté par le Comité à sa 106^e session

269. Le rapport ci-après présente les informations reçues par la Rapporteuse spéciale chargée du suivi des observations finales du Comité des droits de l'homme entre les 105^e et 106^e sessions conformément au Règlement intérieur du Comité, et les analyses et décisions adoptées par le Comité au cours de sa 106^e session. L'intégralité des informations sur la procédure de suivi engagée par le Comité depuis la quatre-vingt-septième session (juillet 2006) est présentée dans le tableau figurant en annexe au présent rapport.

Critères d'évaluation

Réponse ou mesure satisfaisante

A Réponse satisfaisante dans l'ensemble

Réponse ou mesure partiellement satisfaisante

B1 Des mesures concrètes ont été prises, mais des renseignements supplémentaires sont nécessaires

B2 Des mesures initiales ont été prises, mais des renseignements supplémentaires sont nécessaires

Réponse ou mesure insatisfaisante

C1 Une réponse a été reçue, mais les mesures prises ne permettent pas de mettre en œuvre la recommandation

C2 Une réponse a été reçue, mais elle est sans rapport avec la recommandation

Absence de coopération avec le Comité

D1 Aucune réponse n'a été reçue dans les délais, ou aucune réponse à une question précise ne figure dans le rapport

D2 Aucune réponse reçue après un ou plusieurs rappels

Quatre-vingt-septième session (juillet 2006)

Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK)

Observations finales: CCPR/C/UNK/CO/1, adoptées le 27 juillet 2006

Paragraphes objets du suivi: 12, 13, 18

Historique de la procédure de suivi:

Avril-septembre 2007: Trois rappels ont été envoyés.

10 décembre 2007: Demande de rencontre du Rapporteur spécial avec le Représentant spécial du Secrétaire général, ou un représentant désigné par celui-ci.

11 mars 2008: Première réponse de suivi de la MINUK. Incomplète en ce qui concerne les paragraphes 13 et 18.

11 juin 2008: Demande de rencontre du Rapporteur spécial avec un représentant de la MINUK.

22 juillet 2008: Réunion avec M. Roque Raymundo.

7 novembre 2008: Deuxième réponse de suivi: incomplète. Demande d'informations supplémentaires sur les paragraphes 13 et 18.

12 novembre 2009: Troisième réponse de suivi: incomplète.

28 septembre 2010: Lettre du Comité demandant des informations supplémentaires.

10 mai 2011: Demande de réunion du Rapporteur spécial avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo.

20 juillet 2011: Réunion entre la Rapporteuse spéciale et le Chef du Bureau des affaires juridiques de la MINUK (M. Tschoepke) qui indique que la MINUK enverra des informations avant la session d'octobre 2011.

9 septembre 2011: Lettre de la MINUK indiquant que le mandat institutionnel ne lui permet plus de mettre en œuvre les recommandations du Comité, mais s'engageant à réunir les informations auprès des organisations internationales qui interviennent en la matière.

10 décembre 2011: Lettre du Comité prenant note de l'engagement de la Mission à réunir les informations sur la mise en œuvre des recommandations du Comité.

22 décembre 2011: Lettre du Comité au Bureau des affaires juridiques (Mrs. O'Brien) demandant conseil sur le statut général du Kosovo et sur la stratégie à mettre en place dans le futur pour maintenir le dialogue avec le Kosovo.

13 février 2012: Réponse complémentaire de la MINUK.

Paragraphe 13:

La MINUK, en coopération avec les institutions provisoires, devrait enquêter efficacement sur tous les cas non élucidés de disparitions et d'enlèvements, et traduire les auteurs en justice. Elle devrait veiller à ce que les proches des personnes disparues et enlevées puissent obtenir des informations quant au sort des victimes, ainsi qu'une réparation adéquate.

Résumé de la réponse:

- Les registres du Comité international de la Croix-Rouge font état de 1 795 personnes toujours portées disparues. Au total, 4 225 cas ont été clos, y compris pour 2 640 personnes dont le décès a été confirmé et qui ont été enterrées par leurs familles. La MINUK n'intervient plus en la matière depuis avril 2010. Ses activités sont reprises par EULEX, qui travaille avec les médecins légistes du Kosovo et le Département de médecine légale du Ministère de la justice (DFM). EULEX DFM travaille actuellement sur l'identification de 200 restes conservés dans les morgues du DFM.
- Les enquêtes, la poursuite et la sanction des cas non élucidés ont été transmises au Département de la Police d'EULEX. Un total de 114 cas ont été conclus, 65 sont encore en cours et 69 cas sont en phase préliminaire.
- Selon la loi de 2011 sur le statut et les droits des [...] victimes civiles et leurs familles, les membres proches de la famille d'une personne civile ayant disparu entre janvier 1998 et décembre 2000 ont droit à une pension de 135 euros par mois. L'accès à une compensation est étendu aux cas des personnes disparues après juin 1999, date limite des disparitions pour lesquelles une compensation pouvait être accordée selon la loi de 2006. La loi sur les personnes disparues adoptée en août 2011 indique que les coûts de l'enterrement après identification des restes mortuaires relèvent de la responsabilité de l'État.

Évaluation du Comité:

[D1] Pas de réponse à la question de l'accès des proches aux informations sur le sort des victimes et à une réparation adéquate.

Paragraphe 18:

La MINUK, en coopération avec les institutions provisoires, devrait intensifier ses efforts pour créer les conditions de sécurité permettant le retour durable des personnes déplacées, en particulier les membres de minorités. Elle devrait notamment veiller à ce que ces personnes puissent récupérer leurs biens, être indemnisées pour les dommages causés et bénéficier de dispositifs locatifs pour les biens provisoirement administrés par l'Office kosovar de la propriété immobilière.

Résumé de la réponse:

- L'Agence des propriétés du Kosovo [Kosovo Property Agency (KPA)] a succédé à la MINUK pour la restitution des droits d'occupation et a enregistré 41 687 demandes. Dans 98,9% des cas, les propriétaires revendiquent leurs droits de propriété. La KPA a vérifié les dossiers et a sollicité des informations supplémentaires dans 1 110 cas.
- Des critères et procédures pour la détermination des droits et indemnités ont été adoptés en juillet 2011 et la KPA recherche actuellement, avec l'aide de la MINUK, les fonds pour financer le programme. Certains propriétaires de propriétés détruites durant le conflit ont été indemnisés dans le cadre des programmes de l'Unité des crimes de guerre d'EULEX. Les victimes de déplacement forcé n'ont reçu aucune forme de réparation dans ce cadre. Des efforts des autorités kosovares sont nécessaires.
- Un programme de location volontaire administré par la KPA a été mis en place. Il a permis la location de résidences que leurs propriétaires ne souhaitent pas occuper (lesquels reçoivent alors périodiquement des fonds), ou de propriétaires qui n'ont pas été identifiés.
- Malgré les efforts et programmes mis en œuvre et les millions d'euros qui y ont été consacrés, le retour des minorités déplacées se limite à 10 % des victimes, et sa viabilité est incertaine. La majorité des personnes déplacées ont indiqué leur souhait de s'intégrer localement, sans retour au Kosovo, alors même que nombre d'entre elles recherchent toujours à être indemnisées pour la perte ou destruction partielle de leur propriété au Kosovo.

- Une législation spécifique a été adoptée, qui a pour objectif de renforcer le développement économique et la stabilisation des communautés minoritaires. Les autorités locales sont responsables de la mise en œuvre des stratégies municipales de retour, lesquelles incluent des activités d'information pour les personnes déplacées sur leur lieu d'origine et sur l'assistance à laquelle elles peuvent accéder en cas de retour. Les résultats des programmes varient d'une région à l'autre, principalement en raison du niveau d'engagement et des capacités des autorités locales. La discrimination dont sont victimes les membres des communautés minoritaires, le manque de progrès du processus de réconciliation entre les communautés et les actes de violence contre les personnes déplacées et leurs propriétés constituent d'autres facteurs inhibiteurs.

Évaluation du Comité:

[B2] Les initiatives prises en la matière ont donné des résultats décevants, principalement en termes de retour des personnes déplacées. Des informations supplémentaires restent nécessaires sur les actions engagées pour créer les conditions de sécurité permettant le retour durable des personnes déplacées, sujet sur lequel aucune information n'a été fournie.

Mesure recommandée:

Lettre reflétant l'analyse du Comité et invitant la MINUK à apporter les informations supplémentaires requises sur les paragraphes 13 et 18.

Prochain rapport périodique:

Pas de date pour la MINUK. CCPR/C/SRB/CO/2: Le Comité [...] note que, puisque l'État partie continue d'accepter de ne pas exercer un contrôle effectif sur le Kosovo, conformément à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, l'autorité civile continue d'être exercée par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Le Comité considère que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques continue de s'appliquer au Kosovo. En conséquence, il invite la MINUK à lui soumettre, en coopération avec les institutions du Kosovo et sans préjudice du statut juridique final du pays, un rapport sur la situation des droits de l'homme au Kosovo depuis juillet 2006.

Quatre-vingt-seizième session (juillet 2009)

État partie:	Azerbaïdjan
Observations finales:	CCPR/C/AZE/CO/3
Paragraphes objets du suivi:	9, 11, 15, 18
Première réponse:	Attendue le: 28 juillet 2010; reçue le: 24 juin 2010
Évaluation du Comité:	
La procédure a abouti à son terme sur les points suivants:	
a) Formation obligatoire des personnes recrutées pour la première fois au sein du service pénitentiaire (par. 11);	
b) Reconnaissance du droit des stations de radio étrangères de diffuser directement sur le territoire azerbaïdjanais (par. 15).	
Des informations supplémentaires ont été requises sur les autres recommandations (lettre du 20 octobre 2011).	
Deuxième réponse:	Reçue le: 31 mai 2012

Paragraphe 9:

L'État partie devrait s'abstenir d'extrader, de refouler, d'expulser ou de renvoyer de force des étrangers vers un pays où ils risquent d'être soumis à la torture ou à des mauvais traitements. Le Comité rappelle l'obligation faite aux États parties à l'article 2 du Pacte de respecter et garantir à toutes les personnes se trouvant sur leur territoire et à toutes les personnes soumises à leur contrôle les droits énoncés dans le Pacte, d'où l'obligation de ne pas extrader, déplacer, expulser quelqu'un ou le transférer par d'autres moyens de leur territoire s'il existe des motifs sérieux de croire qu'il y a un risque réel de préjudice irréparable dans le pays vers lequel doit être effectué le renvoi ou dans tout pays vers lequel la personne concernée peut être renvoyée par la suite, tel le préjudice envisagé aux articles 6 et 7 du Pacte (Observation générale n° 31 (2004) sur la nature de l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte). Le Comité rappelle également que les autorités administratives et judiciaires compétentes doivent prendre conscience de la nécessité de veiller à ce que les obligations découlant du Pacte à cet égard soient respectées. L'État partie devrait en outre mettre en place un mécanisme pour permettre aux étrangers, qui affirment que leur renvoi forcé leur ferait courir un risque de torture ou de mauvais traitements, de faire appel avec effet suspensif d'une décision de renvoi.

Questions de suivi (lettre du 30 octobre 2011):

- Nombre de demandes d'extradition déposées auprès de l'État partie au cours des cinq dernières années, et nombre de refus.
- Existence ou mise en place d'une procédure d'appel avec effet suspensif pour les étrangers affirmant que leur renvoi leur ferait courir un risque de torture ou de mauvais traitements; contenu des garanties données par la voie diplomatique dans les cas d'extradition vers des pays où des personnes risqueraient d'être soumises à la torture ou à des mauvais traitements.

Résumé de la réponse:

	<i>Demandes d'extradition</i>	<i>Nombre de refus</i>
2007	4	
2008	2	1 (prescription de l'action criminelle)
2009	1	
2010	13	
2011	2	

Selon la loi de 2001 sur l'extradition des personnes qui ont commis des crimes, le renvoi peut être refusé en cas de risque de torture ou de mauvais traitement. Dans ses demandes d'extradition, le Ministère de la justice garantit que la personne extradée ne sera pas exposée à la torture ou à des mauvais traitements.

Évaluation du Comité:

[D1] Les informations ne répondent pas à la question posée.

Paragraphe 11:

L'État partie devrait mettre en place sans délai un organe indépendant habilité à recevoir toutes les plaintes contre un emploi de la force incompatible avec le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois (résolution 34/169 de l'Assemblée générale) et les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois (1990) et d'autres abus

d'autorité commis par des représentants de la force publique, et à enquêter sur ces plaintes. Il devrait aussi faire en sorte que toutes les plaintes relatives à la torture ou aux mauvais traitements soient examinées promptement et de manière approfondie et que les victimes soient dédommagées. Les responsables devraient être poursuivis et punis. L'État partie devrait également veiller à ce que tous les lieux de détention soient régulièrement soumis à des inspections indépendantes. Il devrait en outre dispenser une formation suffisante aux agents de la force publique et au personnel des prisons, et veiller à ce que les droits garantis par le Pacte soient pleinement protégés. Il devrait enfin songer sérieusement à faire en sorte que du matériel audio et vidéo soit systématiquement utilisé dans les postes de police et les lieux de détention.

Questions de suivi (lettre du 30 octobre 2011):

- a) Nombre de cas d'octroi de réparations aux victimes de torture ou de mauvais traitements au cours des cinq dernières années et nature de ces réparations;
- b) Progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme de développement du système de justice azerbaïdjanais pour la période 2009-2013 et du projet de loi sur le respect des droits et des libertés des personnes placées en détention provisoire;
- c) L'usage systématique des enregistrements audiovisuels dans les postes de police et les lieux de détention n'est pas garanti, dès lors la recommandation n'a pas été mise en œuvre.

Résumé de la réponse:

Alinéas *a* et *b*: En 2011, des travaux de réfection ont été réalisés dans 15 institutions pénitentiaires et de nouveaux établissements ont été construits, en conformité avec les standards internationaux. D'autres projets sont actuellement en cours de développement, certains dans le cadre du Programme de développement du système judiciaire 2009-2013.

Une étude des réformes législatives nécessaires pour promouvoir les droits des personnes détenues est en cours. Le projet de loi sur «la protection des droits et libertés des prisonniers» est actuellement à sa dernière étape de révision. Le Programme national d'action pour les droits de l'homme a été approuvé en décembre 2011 et inclut un programme d'amélioration des conditions de détention et la prévention de la torture.

Alinéa *c*: Le droit des membres des forces de police d'utiliser les enregistrements audiovisuels figure aux articles 232 à 234 du Code de procédure pénale. Vingt-six centres de détention ont été reconstruits au cours des cinq dernières années, d'autres travaux sont en cours et l'équipement audiovisuel a été installé dans 61 centres de détention. En 2010-2011, 523 visites de contrôle ont été effectuées dans les centres de détention provisoire par des organisations internationales (Organisation des Nations Unies, Conseil de l'Europe, Comité international de la Croix-Rouge) et les institutions nationales des droits de l'homme. Des mesures disciplinaires ont été adoptées contre 1 068 officiers au cours des cinq dernières années pour des cas de mauvais traitements, et 800 policiers ont participé à des activités de formation sur la torture et les mauvais traitements.

Évaluation du Comité:

[D1] Aucune information n'est fournie sur: a) l'octroi de réparations aux victimes de torture ou de mauvais traitements au cours des cinq dernières années et sur la nature de ces réparations; b) les mesures prises pour garantir l'indépendance des organes chargés de la réception et de l'enquête des dossiers et du contrôle de l'exécution des peines.

Paragraphe 15:

Le Comité demande instamment à l'État partie de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux restrictions directes et indirectes à la liberté d'expression. La législation sur la diffamation devrait être mise en conformité avec l'article 19 du Pacte par l'établissement d'un juste équilibre entre la protection de la réputation des personnes et la liberté d'expression. À cet égard, l'État partie est exhorté à songer à trouver un équilibre entre l'information sur les actes des «personnalités publiques» et le droit d'une société démocratique d'être informée sur les questions d'intérêt public. L'État partie est aussi prié instamment de protéger de manière effective le personnel des médias contre les tentatives d'atteinte à leur intégrité et à leur vie, d'accorder une attention particulière à de tels actes et d'y réagir rigoureusement. L'État partie ne devrait pas restreindre de manière injustifiée le travail des journaux indépendants ainsi que la diffusion au niveau local des émissions des stations de radio. Enfin, il devrait traiter ceux qui utilisent des médias non conventionnels dans le strict respect de l'article 19 du Pacte.

Questions de suivi (lettre du 30 octobre 2011):

Mesures prises pour protéger de manière effective le personnel des médias contre les tentatives d'atteinte à leur intégrité et à leur vie.

Résumé de la réponse:

- L'article 163 du Code pénal sanctionne toute forme d'obstacle à l'exercice professionnel des représentants des médias et journalistes. Les mesures nécessaires sont adoptées pour garantir la sécurité de tous et pour renforcer les relations avec la société civile et les médias. Des tables rondes ont été organisées entre des représentants du Ministère de l'intérieur et des journalistes dans le cadre du projet «d'amélioration des relations entre la police et les médias».
- Le Ministère de l'intérieur et le Conseil de la presse développent leurs relations et leurs «interactions». Une commission du Conseil procède actuellement à une enquête concernant les cas de limitations imposées aux activités professionnelles des journalistes. Les journalistes ont été dotés de vestes permettant de les distinguer et de les protéger lors d'activités publiques et de masse.

Évaluation du Comité:

[B1] Des informations supplémentaires sont nécessaires sur les décisions judiciaires et mesures adoptées dans les cas d'atteinte à l'intégrité ou à la vie du personnel des médias, ou de limitations à leurs activités professionnelles.

Paragraphe 18:

L'État partie devrait simplifier la procédure d'enregistrement du domicile de façon à permettre à tous les individus qui résident légalement en Azerbaïdjan, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays, d'exercer pleinement leurs droits et leurs libertés garantis par le Pacte.

Questions de suivi (lettre du 30 octobre 2011)

- a) Mesures prises pour éviter que l'attribution des pièces d'identité provisoires et l'enregistrement du Ministère de l'intérieur comme lieu de résidence des citoyens azerbaïdjanais sans domicile ne deviennent des facteurs de discrimination;
- b) Évolution du nombre de cas d'enregistrement du domicile des personnes étrangères ou déplacées au cours des cinq dernières années.

Résumé de la réponse:

De 2006 à 2011, 238 054 certificats d'enregistrement ont été délivrés par la police aux étrangers sollicitant un permis de résidence temporaire. L'enregistrement des réfugiés dans les régions et villes et des personnes déplacées est du ressort du Comité des affaires des réfugiés et des personnes déplacées.

Évaluation du Comité:

[D1] Pas de réponse quant aux mesures prises pour éviter que l'attribution des pièces d'identité provisoires et l'enregistrement du Ministère de l'intérieur comme lieu de résidence des citoyens azerbaïdjanais sans domicile ne deviennent des facteurs de discrimination.

Mesure recommandée:

Lettre reflétant l'analyse du Comité.

Prochain rapport: 1^{er} août 2013

100^e session (octobre 2010)

État partie Pologne

Observations finales: CCPR/C/POL/CO/6

Paragraphes objets du suivi: 10, 12, 18

Première réponse: Attendue le: 26 octobre 2010; reçue le: 3 avril 2012

Paragraphe 10:

L'État partie devrait modifier la loi sur la violence dans la famille de façon à habiliter les fonctionnaires de police à ordonner une mesure d'éloignement immédiate sur le lieu de l'infraction. Il devrait incorporer les questions relatives à la violence dans la famille dans les formations types dispensées aux personnels de police et de justice. Il devrait veiller à ce que les victimes de violences dans la famille aient accès à une assistance, notamment à des conseils juridiques et à un soutien psychologique, à une aide médicale et à un abri.

Résumé de la réponse:

a) Mesures prises:

- Adoption de la loi de révision sur la violence dans la famille, de juin 2010. Les modifications introduites ont été présentées au Comité lors de l'examen du sixième rapport périodique. Depuis lors, les règlements qui garantissent l'application des dispositions de la loi de 2010 ont été adoptés;
- Actions de diffusion de la loi de 2010 et de ses règlements parmi les institutions responsables et le public en général (ligne téléphonique d'urgence, dépliants d'information, formulaires d'application, établissement d'une Charte des droits des victimes de violence intrafamiliale, création d'une base de données des institutions qui interviennent dans ces cas et promotion de la coopération interinstitutionnelle, adaptation des bases de données des institutions judiciaires aux nouvelles dispositions législatives);

b) 35,6 % des plaintes déposées sont classées sans suite. Ces plaintes correspondent à des cas où les éléments de preuve ne sont pas suffisants. Le Procureur de la République (*General Prosecution Authority*) étudiera prochainement un échantillon représentatif de dossiers classés sans suite dans plusieurs régions pour analyser les raisons de ce classement;

c) La majorité des procédures ont une durée de trois mois au maximum, renouvelables dans le cas des victimes mineures afin de réunir les conditions de confidentialité et d'accompagnement psychosocial nécessaires à l'audition et à la comparution. La recommandation du Comité d'habiliter les fonctionnaires de police à ordonner une mesure d'éloignement immédiate sur le lieu de l'infraction ne se justifie pas: la législation pertinente permet à la police judiciaire d'arrêter l'auteur d'une infraction immédiatement en cas de danger pour la victime. Les mesures coercitives ne sont possibles que pour prévenir la commission d'un autre crime. La loi de 2010 a introduit la possibilité pour la police d'émettre un ordre d'éloignement du domicile si la personne est susceptible de commettre d'autres actes de violence, en particulier si elle a proféré des menaces dans ce sens. La durée maximum de cette mesure est de trois mois renouvelables. L'application de ces dispositions a été fréquente, mais elles sont trop récentes pour en évaluer l'efficacité. Les questions relatives à la violence intrafamiliale sont systématiquement abordées dans les formations dispensées au personnel de police et de justice, surtout depuis l'adoption de la loi de 2010. Les victimes de violence intrafamiliale ont accès à des centres d'assistance spécialisée, qui offrent une attention médicale, sociale, psychosociale et légale. Les centres d'accueil sont gérés par les comités, l'État ou les municipalités. Leur nombre varie en fonction des besoins locaux.

Informations d'ONG:

15 février 2012: Helsinki Foundation for Human Rights/CCPR Centre: La procédure est régie par le Code de procédure pénale de 1997. Les mesures restrictives peuvent uniquement être émises par un procureur ou un juge dans la phase préparatoire. Aucune réforme permettant aux officiers de police d'émettre des mesures restrictives n'a été adoptée. Il est trop tôt pour évaluer les résultats de la loi de 2010 relative à la violence domestique.

Évaluation du Comité:

[B1] Des progrès ont été réalisés. Des informations devraient être requises sur:

a) Les progrès de l'étude annoncée par le Procureur de la République (*General Prosecution Authority*) pour l'analyse de dossiers classés sans suite;

b) L'évaluation chiffrée de la capacité des centres d'assistance pour répondre à la demande des victimes de violence intrafamiliale;

c) La disposition de la loi de 2010 qui introduit la possibilité pour la police d'émettre un ordre d'éloignement du domicile si la personne est susceptible de commettre d'autres actes de violence;

d) L'application effective de la loi de 2010 permettant d'ordonner l'éloignement de l'auteur des violences, ainsi que sur ses résultats en matière de poursuite pénale des cas de violence intrafamiliale, les décisions adoptées et les mesures prises en matière de prévention.

Paragraphe 12:

L'État partie devrait réfléchir d'urgence aux conséquences pour les femmes des dispositions restrictives de la loi sur l'avortement. Il devrait entreprendre une étude et fournir des statistiques sur le recours à l'avortement illégal. Il devrait adopter une réglementation visant à interdire l'invocation et l'exercice abusifs de la «clause de conscience» par le corps médical. L'État partie devrait aussi réduire considérablement

le délai fixé pour la réponse des commissions médicales dans les cas d'avortement. Enfin, l'État partie devrait renforcer les mesures visant à prévenir les grossesses non désirées, notamment en mettant à disposition une gamme complète de moyens de contraception faciles à se procurer à un prix abordable et en les incluant sur la liste des médicaments subventionnés.

Résumé de la réponse:

- La législation applicable en matière d'avortement n'a pas été modifiée (loi de 1993). Son impact est régulièrement étudié, ainsi que les critères appliqués pour autoriser un avortement. Les rapports sont publics et accessibles sur l'Internet.
- La clause de conscience peut être invoquée au niveau individuel, par le médecin, mais pas collectivement par un établissement de santé. Le médecin qui invoque la clause de conscience a l'obligation d'orienter la personne qui sollicite l'avortement vers un collègue, de justifier sa décision et de la consigner dans le dossier médical.
- Depuis la loi de 2008, la Commission médicale dispose de trente jours au maximum pour prendre une décision et le délai de prise de décision ne doit en aucun cas porter préjudice à la femme qui demande l'avortement.
- Les moyens de contraception sont facilement accessibles à un prix abordable. Par principe, ils ne sont pas subventionnés, sauf dans le cas de pilules contraceptives qui peuvent aussi être utilisées pour le traitement des douleurs menstruelles. Le médiateur pour les droits du patient a développé des campagnes d'information à l'intention des patientes pour promouvoir la connaissance de leurs droits en la matière.

Informations d'ONG:

Aucune recherche n'a été réalisée et aucune statistique n'est disponible sur les avortements illégaux. Aucune mesure n'a été adoptée pour interdire l'usage inadapté de la clause de conscience. Son usage n'est pas limité aux médecins à titre individuel, mais peut s'étendre à des établissements médicaux entiers. La loi applicable n'a pas été modifiée. Les délais restent les mêmes et la charge de la preuve peut être très lourde pour les patientes. Les moyens de contraception ne sont pas subventionnés et leur accès reste limité.

Évaluation du Comité:

[C1] Aucune réforme n'a été adoptée en la matière; le Comité réitère sa recommandation et requiert des informations supplémentaires nécessaires sur les points suivants:

- Les dispositions légales qui interdisent l'usage collectif de la clause de conscience;
- Les critères utilisés par la Commission médicale pour veiller à ce que les délais de prise de décision ne portent pas préjudice à la femme; les voies de recours disponibles pour les femmes auxquelles ces délais de décision portent préjudice; les conséquences du non-respect du délai de trente jours par la Commission médicale;
- Les mesures prises pour permettre aux adolescentes mineures et aux femmes sans ressources d'accéder aux moyens de contraception.

Paragraphe 18:

L'État partie devrait prendre des mesures pour que la rétention des étrangers dans les zones de transit ne soit pas d'une durée excessive et que, si la rétention doit être prolongée, la décision soit prise par un tribunal. L'État partie devrait faire en sorte que le régime, les services et les conditions matérielles dans tous les centres de détention aux fins d'expulsion répondent aux normes internationales minimales. Enfin, il devrait veiller à ce que les étrangers en détention aient facilement accès à une information concernant leurs droits, dans une langue qu'ils comprennent, même s'il faut pour cela faire appel aux services d'un interprète qualifié.

Résumé de la réponse:

- La détention et la rétention des étrangers sont régies par la loi de 2003 sur les étrangers. La rétention est possible: a) lorsqu'il y a des raisons pour émettre une décision d'expulsion; et b) quand la personne étrangère ne respecte pas une décision de déportation (seul cas dans lequel la rétention peut être prolongée au-delà de la date limite d'expulsion).
- Les motifs d'expulsion (et donc indirectement de rétention) se limitent à l'entrée ou à la résidence illégale sur le territoire polonais, ou au non-respect d'une décision d'expulsion (art. 88 de la loi 2003), ou dans le cadre d'une procédure pénale (la personne détenue bénéficie alors des garanties du Code de procédure pénale).
- La police ou les gardes frontière sont les seules autorités qui peuvent détenir un étranger. La détention a une durée maximum de quarante-huit heures à partir de la privation de liberté. La personne détenue est informée de ses droits et obligations. Si nécessaire, elle a accès à un interprète. Si la détention est considérée illégale, les tribunaux ordonnent la libération immédiate de l'étranger.
- La personne étrangère sera aussi immédiatement libérée si: a) elle n'a pas été mise à la disposition d'un tribunal dans le délai de quarante-huit heures après sa détention; b) à l'expiration du délai de vingt-quatre heures après son placement à la disposition des tribunaux, elle n'a pas été placée dans un centre surveillé ou arrêtée en attente de son expulsion; c) les raisons de sa détention n'existent plus.
- Les décisions de placement dans un centre surveillé ou d'arrestation sont prises par les tribunaux et font l'objet d'un contrôle de légalité. Un projet de loi sur les étrangers est actuellement en discussion, qui attribuerait au juge pénitentiaire le contrôle des conditions de détention. En cas de placement injustifié dans un centre surveillé, la personne concernée peut solliciter une réparation ou indemnisation. L'hypothèse d'une détention prolongée dans les zones de transit après expiration du délai d'expulsion et sans décision judiciaire n'est pas possible en application de la loi en vigueur. La détention s'applique uniquement aux étrangers qui se trouvent déjà sur le territoire polonais.
- Les zones de transit dans les aéroports peuvent uniquement être utilisées par les étrangers qui ne sont pas autorisés à entrer dans le territoire polonais. Sa durée ne dépasse pas celle de l'attente du prochain vol de l'opérateur avec lequel la personne est arrivée en Pologne, vers le pays de provenance. Une restriction de mouvements ne sera possible que lorsque la personne risque de passer la frontière.
- L'information sur la mauvaise qualité présumée des soins médicaux dans les centres de demandeurs d'asile est infondée. Le directeur du Bureau des étrangers (Office of Foreigners) a l'obligation de garantir les soins médicaux nécessaires et de qualité aux demandeurs d'asile, lesquels ont les mêmes droits que les Polonais couverts par le régime général de sécurité sociale (à l'exception des soins en sanatorium et de rééducation). Les limitations rencontrées par les demandeurs d'asile résultent du fonctionnement général du système de santé.
- Les conditions de vie dans les centres pour demandeurs d'asile sont strictement définies par la loi. Elles sont régulièrement contrôlées et évaluées par les autorités gouvernementales et par des institutions indépendantes, y compris des ONG. Les rapports affirment leur conformité avec les standards internationaux.
- Les informations pertinentes sont fournies aux personnes étrangères aux différentes étapes de la procédure, dans la langue qu'elles peuvent comprendre. Des difficultés peuvent apparaître dans des cas isolés, lorsqu'un étranger vient d'un pays avec lequel la Pologne a des contacts limités et qui ne connaît que sa langue maternelle. Dans ces cas, l'information n'est communiquée qu'après l'arrivée d'un interprète qualifié, ce qui se fait le plus rapidement possible.

Informations d'ONG:

- En général, les services d'assistance légale et de santé ne sont pas suffisants dans les lieux de détention. Les détenus ont peu d'options d'activités et souffrent souvent de problèmes de santé.
- Les enfants n'ont pas accès à une éducation formelle. Des cours sont organisés par des professeurs non professionnels mais ne suivent pas de programmes standard.
- La détention des migrants en situation irrégulière est habituelle et n'est plus une mesure de dernier recours. Les justifications apportées par les tribunaux ne sont pas toujours suffisantes ou claires.
- Les services d'interprétariat ne sont pas disponibles. Les documents légaux liés à la procédure de demande d'asile ne sont que partiellement traduits. Les décisions liées à l'expulsion ne sont pas traduites.

Évaluation du Comité:**[C1] Aucune nouvelle action n'a été prise pour mettre en œuvre la recommandation:**

La législation en vigueur est de 2003 et les services décrits n'ont pas été modifiés depuis l'adoption des observations finales. Des informations supplémentaires sont nécessaires sur:

- Les progrès réalisés pour la discussion et l'adoption de la «nouvelle loi des étrangers» (mentionnée à la page 13 du rapport de suivi de l'État partie) et les principales réformes introduites;
- La capacité de réponse des services d'assistance légale et de santé par rapport à la demande;
- La proportion des étrangers en situation irrégulière qui ont été détenus au cours des cinq dernières années;
- La capacité de réponse des services d'interprétariat pour répondre aux besoins des étrangers en détention ou rétention (nombre d'étrangers ayant eu besoin de solliciter les services d'un interprète par langue; nombre d'interprètes disponibles par langue; langues requises qui ne sont pas couvertes par les services d'interprétariat).

Mesure recommandée:

Lettre reflétant l'analyse du Comité.

Prochain rapport: 26 octobre 2015

Quatre-vingt-dix-huitième session (mars 2010)

État partie Ouzbékistan

Observations finales: CCPR/C/UZB/CO/3, adoptées le 24 mars 2010

Paragraphes objets du suivi: 8, 11, 14, 24

Première réponse: Attendue le: 24 mars 2011; reçue le: 30 janvier 2012

Paragraphe 8:

L'État partie devrait mener une enquête pleinement indépendante et faire en sorte que les responsables présumés des homicides commis lors des événements d'Andijan soient traduits en justice et condamnés, s'ils sont jugés coupables, et que les victimes et leurs parents soient dûment indemnisés. Il devrait également réviser la réglementation nationale régissant l'utilisation d'armes à feu par les autorités de sorte qu'elle soit pleinement conforme aux dispositions du Pacte et aux Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois (1990).

Résumé de la réponse:

Les événements d'Andijan ont donné lieu aux actions suivantes:

- Examen par un groupe d'enquête objectif et impartial, sous la responsabilité d'agents qualifiés des services judiciaires;
- Mise en place d'une commission parlementaire indépendante;
- Constitution d'un groupe de travail de hauts représentants du corps diplomatique, chargé de suivre l'enquête;
- Examen lors de rencontres en décembre 2006 et avril 2007 entre un groupe d'experts nationaux et une délégation d'experts de l'Union européenne, qui ont été informés des résultats de l'enquête, et qui ont obtenu des réponses aux questions qui les intéressaient. Leur conclusion unanime a été que les événements d'Andijan ont représenté une sérieuse agression terroriste contre l'Ouzbékistan;
- Examen de six affaires pénales par les tribunaux, impliquant 39 agents des services de l'intérieur ou membres des forces armées. Ils ont été reconnus coupables de complicité et de négligence dans l'exercice de leurs fonctions et ont été condamnés à des peines privatives de liberté, à des retenues sur salaire et au placement dans une unité disciplinaire.

Évaluation du Comité:

[B2] L'État partie décrit les actions prises pour mener l'enquête sur les événements d'Andijan et les décisions adoptées à l'encontre de 39 agents des services de l'intérieur ou de membres des forces armées. Toutefois, **aucune nouvelle action n'a été prise** depuis l'examen de l'État partie par le Comité en mars 2010.

[D1] **Aucune information n'est fournie** sur la révision de la réglementation relative à l'utilisation d'armes à feu par les autorités. La recommandation n'a dès lors pas été mise en œuvre.

Paragraphe 11:

L'État partie devrait:

- a) **Veiller à ce qu'une enquête soit menée par un organisme indépendant sur chaque cas présumé de torture;**

b) Renforcer les mesures prises pour mettre fin à la torture et autres formes de mauvais traitements, ouvrir une information judiciaire et mener une enquête sur chaque affaire, et poursuivre et condamner tous les auteurs, afin de lutter contre l'impunité;

c) Indemniser les victimes d'actes de torture et de mauvais traitements;

d) Envisager l'enregistrement audiovisuel des interrogatoires menés dans tous les postes de police et lieux de détention;

e) Veiller à ce que, dans les cas de mauvais traitements allégués, un examen médical et médico-psychologique spécialisé soit pratiqué conformément aux dispositions du Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Protocole d'Istanbul);

f) Réviser toutes les affaires pénales dans lesquelles il existe des allégations de recours à la force pour obtenir des aveux et de torture ou de mauvais traitements, et vérifier si ces allégations ont fait l'objet d'enquêtes appropriées.

Résumé de la réponse:

Alinéa a: Les programmes du Centre de formation continue des juristes comprennent des modules pour juges et avocats sur les décisions dans le cas de torture. D'autres cours sont fréquemment organisés sur le sujet.

Alinéa b: Selon l'article 329 du Code de procédure pénale, les plaintes dénonçant des actes illégaux commis par des agents des organes chargés de l'application des lois, notamment des actes de torture, doivent être enregistrées et traitées rapidement. La légalité des motifs et le bien-fondé de l'ouverture d'une action pénale doivent être vérifiés dans un délai de dix jours. Des représentants du Commissaire aux droits de l'homme de l'*Oliy Majlis* (Médiateur) et du Centre national des droits de l'homme sont associés aux enquêtes en la matière.

La vérification des plaintes de traitements illicites par des agents des organes chargés de l'application des lois est de la compétence des services spéciaux de la sûreté intérieure (inspections spéciales du personnel), qui sont subordonnés au Ministère de l'intérieur. Ces services sont indépendants car ils ne sont pas subordonnés à la compétence des organes et des services chargés de la lutte contre la délinquance.

Un groupe de travail interministériel, créé en 2004, est chargé de contrôler le respect des droits de l'homme par les organes chargés de l'application des lois.

Une ordonnance du Procureur général oblige les parquets à appliquer la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Les parquets vérifient la légalité des détentions dans les centres de détention provisoire et les conditions de détention dans les cellules des services d'instruction. Lorsque des infractions sont constatées, les mesures nécessaires sont prises. Les services du Procureur ont une base de données sur les faits de recours à des formes de traitements ou peines illicites.

La Cour suprême a prévu de réaliser une évaluation de la pratique judiciaire pour la mise en évidence d'actes de torture ou de l'obtention de preuves par des pressions physiques ou psychologiques, ainsi que de l'indemnisation des victimes de torture pour les préjudices subis pour la période 2011-2012.

Au total, 2 374 plaintes ont été déposées au cours des neuf premiers mois de 2011, contre 2 283 pour la même période en 2010. Parmi ces cas, 130 correspondent à des actes présumés de torture ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Neuf actions pénales ont été initiées au titre de l'article 235 du Code pénal contre des agents des organes chargés de l'application des lois.

Alinéa *c*: Le Code de procédure pénale prévoit la réhabilitation des individus et définit les motifs et modalités de la réhabilitation et l'indemnisation pour les préjudices subis. En cas d'arrestation ou de détention provisoire illégale, d'un licenciement illicite lié à son implication dans une affaire pénale en tant qu'accusé, ou d'un internement abusif dans un établissement de santé, l'intéressé peut prétendre à une indemnisation et à la réparation du préjudice moral subi.

Alinéa *d*: Selon le Code de procédure pénale, les organes d'instruction recourent à des enregistrements audio et vidéo pour l'interrogatoire, la confrontation, la vérification des dépositions sur le lieu du délit, les expertises, l'identification de la personne ou d'autres objets importants pour l'établissement des preuves, l'inspection des lieux de l'infraction, etc. Il est actuellement envisagé d'équiper les cellules de garde à vue et d'isolement de matériel de surveillance audio et vidéo supplémentaire.

Alinéa *e*: En 2010-2011, 55 médecins du système pénitentiaire du Ministère de l'intérieur ont suivi des cours de formation sur les aspects médicaux et judiciaires de la détermination des symptômes biologiques de la torture et d'autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Des bilans sont effectués et analysés chaque trimestre au sein des services du Ministère de l'intérieur et des organes territoriaux. En dépit des mesures adoptées, de tels actes continuent de se produire. Des activités pédagogiques et des interventions dans les médias sont organisées pour la population en général et à l'intention du personnel des services de l'intérieur afin d'expliquer les normes nationales et internationales de protection des droits de l'homme et d'interdiction de la torture et mauvais traitements.

Il est interdit d'utiliser des preuves obtenues sous la contrainte (art. 17 et 22, par. 2 du Code de procédure pénale). Toutes les preuves doivent être vérifiées et évaluées (art. 112 du Code de procédure pénale). La jurisprudence confirme les directives de la Cour suprême en la matière.

Si le prévenu déclare que la torture ou d'autres méthodes inacceptables ont été utilisées pour lui extorquer des aveux, le tribunal est tenu, s'il existe des motifs suffisants, d'engager une action pénale (art. 321 du Code de procédure pénale). Une action pénale peut aussi être initiée si des données indiquent qu'il existe des signes d'infraction (art. 322 du Code de procédure pénale).

Informations d'ONG:

Alinéa *a*: Il n'existe pas d'organisme indépendant chargé de l'enquête des cas présumés de torture. Le groupe de travail interministériel n'est pas représentatif car la société civile n'est représentée que par des organisations progouvernementales. Les organismes d'enquête fonctionnent selon des procédures qui ne sont pas connues du public et ne disposent pas des ressources humaines et matérielles suffisantes pour accomplir leur travail.

Le Procureur des droits de l'homme peut faire ses propres enquêtes dans les cas de violations des droits de l'homme et peut exiger des organismes nationaux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour les prévenir et compenser les victimes. En pratique, le Procureur ne fait pas d'enquêtes et se contente d'envoyer une lettre à l'auteur présumé des faits et à son supérieur pour les informer qu'une plainte a été reçue, et qu'ils devraient y répondre.

Alinéas *b* et *c*: Pour accéder aux lieux de détention, les organisations de la société civile doivent obtenir une autorisation spéciale suivant une procédure peu claire. Peu d'organisations l'obtiennent.

Il n'existe pas de système de compensation ou de réhabilitation pour les victimes de torture. La résistance des tribunaux et autres organes judiciaires à reconnaître les actes de torture ou mauvais traitement et à déclarer non admissibles les témoignages ou éléments de preuve obtenus par la torture empêchent la création d'un tel système. Les centres de réhabilitation des centres administratifs de chaque région ou district aident les anciens prisonniers à trouver un emploi, ainsi qu'en termes de santé et de resocialisation. Toutefois, ils ne développent aucune intervention de réhabilitation post-torture.

L'État partie affirme avoir mis en place plusieurs mécanismes pour faire en sorte que les plaintes de torture soient traitées de façon adéquate. L'impunité des auteurs de tels actes reste néanmoins aussi systématique que la pratique de la torture. Des statistiques sont présentées, indiquant que depuis 2004, une moyenne de 2 % des plaintes donnent lieu à un procès.

Les victimes, leurs familles, les défenseurs des droits de l'homme, journalistes et avocats ont été soumis à des menaces et persécutions, ce qui rend la diffusion d'informations sur le sujet dangereuse. Les auteurs d'actes de torture ou de mauvais traitements sont encore parfois amnistiés.

Alinéas *d* et *e*: Il n'existe pas d'informations claires sur l'équipement audiovisuel des postes de police et lieux de détention. Les interrogatoires sont filmés uniquement à la demande de l'inspecteur responsable de l'enquête. La loi adoptée en 2009 sur «l'examen médico-légal» ne permet pas à la défense d'utiliser les résultats des examens médico-psychologiques comme élément de preuve.

Alinéa *f*: L'interdiction légale de recourir à la force pour obtenir des aveux et à la torture ou aux mauvais traitements n'est pas respectée dans la pratique. Des exemples sont donnés.

Évaluation du Comité:

Alinéas *a* et *b*: **[B2] Des actions supplémentaires restent nécessaires.** Les informations fournies ne permettent pas de garantir l'indépendance de l'organisme chargé des enquêtes de cas de torture et mauvais traitements car ces cas sont «vérifiés» par les services spéciaux de la sûreté intérieure, lesquels sont subordonnés au Ministère de l'intérieur, dont dépend le personnel des services de police et de sécurité. Les formations décrites semblent être les seules mesures adoptées pour lutter contre l'impunité. La mise en œuvre des principes promus au cours des formations n'est pas décrite.

Alinéa *c*: **[B2] Des informations restent nécessaires** sur la proportion de cas dans lesquels les victimes ont été indemnisées et sur le montant des indemnités, ainsi que sur les projets de l'État partie d'introduire des indemnités ou une réhabilitation pour l'impact psychosocial des actes de torture ou des traitements cruels, inhumains ou dégradants. L'État partie fait référence aux mesures de réhabilitation des victimes, mais des informations restent nécessaires sur l'attention psychosociale dont elles bénéficient en pratique.

Alinéa *d*: **[B1] Des informations supplémentaires sont nécessaires** sur la mise en œuvre des principes qui figurent dans le Code de procédure pénale en matière d'enregistrement des interrogatoires réalisés dans les postes de police et centres de détention: proportion des postes de police et centres de détention équipés, et proportion des cas dans lesquels un enregistrement est effectivement réalisé.

Alinéa *e*: **[C1] Recommandation non mise en œuvre:** Les informations ne permettent pas d'évaluer l'application du Protocole d'Istanbul, en particulier pour la réalisation d'examen médicaux et médico-psychologiques spécialisés.

Alinéa *f*: **[B1] Des informations supplémentaires restent nécessaires** sur l'application de l'interdiction légale de recourir à la force, à la torture ou aux mauvais traitements pour obtenir des aveux. Des informations devraient être fournies sur le nombre de plaintes déposées pour recours à la force, à la torture ou à des mauvais traitements pour obtenir des aveux, et les décisions conséquentes adoptées.

Paragraphe 14:**L'État partie devrait:**

- a) Modifier sa législation pour que la durée de la garde à vue soit pleinement conforme aux dispositions de l'article 9 du Pacte;
- b) Veiller à ce que la législation régissant le contrôle judiciaire de la détention (*habeas corpus*) soit pleinement appliquée dans tout le pays, conformément à l'article 9 du Pacte.

Résumé de la réponse:

Des analyses ont été réalisées sur la législation en vigueur et sur l'application de l'*habeas corpus*. Dans la mesure où la tendance de la plupart des pays est d'établir la durée de la garde à vue à quarante-huit heures, et où les organes chargés de l'application des lois recourent de plus en plus souvent aux technologies de l'information, «il paraît utile de réduire à quarante-huit heures la durée de la garde à vue».

Depuis 2008, le pouvoir de délivrer des ordonnances de placement en garde à vue à titre de mesure de contrainte n'appartient plus aux procureurs mais aux tribunaux.

Les résultats des analyses sur la pratique d'application de l'*habeas corpus* ont été communiqués à l'ensemble des subdivisions structurelles du Ministère de l'intérieur et des services territoriaux afin qu'elles présentent des propositions de réforme législative.

Évaluation du Comité:

[B2] La recommandation n'a pas été mise en œuvre. Des actions supplémentaires restent nécessaires pour l'adoption des réformes législatives en matière de durée de la garde à vue et de contrôle judiciaire de la détention.

Paragraphe 24:

L'État partie devrait autoriser les représentants d'organisations internationales et d'ONG à entrer et à travailler dans le pays et garantir aux journalistes et aux défenseurs des droits de l'homme présents en Ouzbékistan le droit à la liberté d'expression dans l'exercice de leurs activités. Il devrait également:

- a) Prendre des mesures immédiates pour offrir une protection effective aux journalistes et aux défenseurs des droits de l'homme qui ont été victimes d'agressions, de menaces et d'actes d'intimidation en raison de leur activité professionnelle;
- b) Faire le nécessaire pour que les menaces, le harcèlement et les agressions dont sont victimes les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme fassent promptement l'objet d'enquêtes efficaces et impartiales et, s'il y a lieu, pour que les auteurs de ces actes soient poursuivis devant les tribunaux;
- c) Fournir au Comité, dans son prochain rapport périodique, des renseignements détaillés sur tous les cas de poursuites pénales liées à des menaces, actes d'intimidation ou agressions dirigées contre des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme sur son territoire; et
- d) Revoir les dispositions relatives à la diffamation et à l'insulte (art. 139 et 140 du Code pénal) et veiller à ce qu'elles ne soient pas invoquées pour harceler, intimider ou condamner des journalistes ou des défenseurs des droits de l'homme.

Résumé de la réponse:

- En 2010 et au cours des neuf premiers mois de 2011, les services du Procureur général, le Service de la sûreté de l'État et les organes de l'intérieur n'ont enquêté sur aucune affaire pénale pour faits de menace, d'intimidation ou d'agression à l'encontre de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme. À la connaissance du Ministère de la justice, aucun représentant d'organisation nationale ou internationale ne s'est vu refuser l'entrée sur le territoire de l'Ouzbékistan et aucun journaliste ou défenseur des droits de l'homme n'a été emprisonné, agressé, harcelé ou victime d'actes d'intimidation.
- Les organes de l'intérieur, le Service de la sûreté de l'État et les services du Procureur général n'ont pas engagé de poursuites pénales pour faits de menace, d'intimidation ou d'agression à l'encontre de journalistes, et les tribunaux n'ont pas examiné d'affaires de ce type.
- Le Ministère de la justice procède, conformément à la loi sur les organisations non gouvernementales à but non lucratif, à l'accréditation des membres étrangers des ONG internationales et étrangères, ainsi que des membres de leur famille qui sont à leur charge.
- Une grande attention est accordée au développement des médias et il est établi qu'ils puissent travailler dans des conditions de transparence et de liberté. Un solide ensemble de textes réglementaires et juridiques, conforme aux normes et principes internationaux, a été établi pour réglementer l'activité des médias.
- Le nombre des médias non gouvernementaux, dont font partie plus de 50 % des chaînes de télévision et de radio, est en augmentation.
- L'amélioration et le renforcement de l'activité des médias sont des points prioritaires de la «Stratégie présidentielle pour la poursuite de l'approfondissement des réformes démocratiques et de la formation d'une société civile dans le pays».

Évaluation du Comité:**[D1] Aucune information n'est fournie sur:**

- Les mesures prises pour prévenir les cas de harcèlement et menaces contre les journalistes et défenseurs des droits de l'homme. Des actions supplémentaires sont nécessaires pour identifier, reconnaître et prévenir les faits d'agressions, de menaces et d'actes d'intimidation de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme dont le Comité a été informé.
- La réforme des dispositions relatives à la diffamation et à l'insulte (art. 139 et 140 du Code pénal) et aux mesures prises pour veiller à ce qu'elles ne soient pas invoquées pour harceler, intimider ou condamner des journalistes ou des défenseurs des droits de l'homme.

La recommandation n'a dès lors pas été mise en œuvre.

Mesure recommandée:

Lettre reflétant l'analyse du Comité.

Prochain rapport périodique: 30 mars 2013

101^e session (mars 2011)

État partie	République slovaque
Observations finales:	CCPR/C/SLV/CO/3, adoptées le 28 mars 2011
Paragraphes objets du suivi:	7, 8, 13
Première réponse:	Attendue et reçue le 28 mars 2012
Paragraphe 7:	
L'État partie est encouragé à veiller à ce qu'un tel projet de loi soit adopté, de façon à offrir une voie de recours aux personnes qui s'estiment victimes d'une violation de leurs droits découlant de l'incompatibilité des dispositions de la législation nationale avec les instruments internationaux que l'État partie a ratifiés.	
Résumé de la réponse:	
Le projet de loi de référence a été abandonné par le Ministère de la justice car son adoption aurait requis une réforme constitutionnelle.	
Évaluation du Comité:	
[C1] La décision adoptée va à l'encontre de la recommandation du Comité. Des informations restent nécessaires sur les mécanismes de réparation disponibles pour les victimes.	
Paragraphe 8:	
L'État partie devrait intensifier ses efforts visant à lutter contre les attaques racistes commises par des agents de la force publique, en particulier contre des Roms, notamment en dispensant une formation spéciale à ces agents en vue de promouvoir le respect des droits de l'homme et la tolérance à l'égard de la diversité. L'État partie devrait aussi faire davantage pour que les agents de police soupçonnés d'avoir commis de telles infractions fassent l'objet d'une enquête approfondie et de poursuites et, s'ils sont reconnus coupables, soient condamnés à des peines suffisantes, et que les victimes reçoivent une indemnisation appropriée.	
Résumé de la réponse:	
La loi d'indemnisation des victimes de crimes de violence prévoit l'indemnisation financière des victimes sans discrimination. Le Ministère de l'intérieur a entrepris des activités pour mettre en œuvre les recommandations des organes de l'Organisation des Nations Unies et de la Commission européenne. Elles incluent:	
Le contrôle permanent des activités du Département de contrôle et services d'inspection du Ministère de l'intérieur dans les cas allégués de blessures causées par l'intervention de la police. Un rapport annuel est remis.	
La mise en œuvre de la «Stratégie gouvernementale pour traiter des problèmes de la minorité nationale rom». Elle inclut des activités de formation pour les membres de la police.	
Le développement de programmes de formation obligatoires pour la police sur la prévention du racisme et de la discrimination, y compris contre la minorité rom (voir entre autres les cours organisés dans le cadre du projet de lutte contre les extrémismes 2011-2014).	
Le Ministère de l'intérieur qui prend part aux activités du Comité de prévention et d'élimination du racisme, de la xénophobie, de l'antisémitisme et autres formes d'intolérance.	

La mise en œuvre d'une méthodologie d'intervention en cas d'activité criminelle motivée par des questions d'extrémisme et de racisme.

L'évaluation de la mise en œuvre des recommandations du Comité contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et du Comité européen pour la prévention de la torture. Les insuffisances identifiées donnent lieu à l'adoption de sanctions contre les membres des forces de police impliqués.

L'adoption d'un accord de coopération et d'échange d'informations entre le Ministère de l'intérieur et le Ministère de la justice sur les cas d'actes de violence par les membres de la police et du personnel carcéral, adopté en 2009 et renouvelé en 2012. Des mesures de sanction et de prévention doivent être adoptées dans les cinq jours qui suivent l'identification des actes de violence.

Évaluation du Comité:

[B2] Des actions et informations restent nécessaires sur les indemnisations accordées aux victimes d'actes racistes commis par les agents de la force publique, ainsi que sur la mise en œuvre des mécanismes d'enquête, de poursuite et de sanction des agents de police soupçonnés d'avoir commis de telles infractions.

Paragraphe 13:

L'État partie devrait prendre les mesures nécessaires pour surveiller l'application des dispositions de la loi n° 576/2004, afin de garantir que toutes les procédures nécessaires soient suivies pour établir le consentement plein et éclairé de la part des femmes qui s'adressent à des établissements de santé pour se faire stériliser, particulièrement dans le cas des femmes roms. À cet égard, l'État devrait dispenser au personnel médical une formation spéciale de sensibilisation aux effets préjudiciables de la stérilisation forcée.

Résumé de la réponse:

- La législation en vigueur interdit toute forme de discrimination en matière d'accès aux soins de santé. En cas de violation de ces dispositions, la personne concernée peut soumettre son cas à l'Autorité de surveillance des soins de santé. Afin d'assurer le consentement plein et éclairé avant tout acte de stérilisation, un formulaire est maintenant disponible dans tout le pays en langue rom. Des campagnes d'information ont été mises en œuvre pour tout le personnel médical sur les effets préjudiciables de la stérilisation forcée, et sur leur responsabilité pénale en cas de stérilisation sans consentement préalable.
- L'accès aux droits sexuels et reproductifs des femmes issues des milieux les plus défavorisés, dont font généralement partie les Roms, et le consentement plein et éclairé des femmes font partie des priorités du Ministère du travail, des affaires sociales et de la famille, ainsi que de la loi sur les communautés exclues.
- Le Comité pour l'égalité des sexes s'associe aux activités de prévention, d'information et d'éducation pour améliorer l'accès aux services de santé pour tous.

Évaluation du Comité:

[C1] Des mesures positives ont été prises. Néanmoins, **aucune information n'est fournie sur les mesures prises** pour surveiller l'application des dispositions de la loi n° 576/2004. La recommandation n'a dès lors pas été mise en œuvre.

Mesure recommandée:

Lettre reflétant l'analyse du Comité.

Prochain rapport périodique: 1^{er} avril 2015

État partie**Mongolie****Observations finales:** CCPR/C/MNG/CO/5, adoptées le 30 mars 2011**Paragraphes objets du suivi:** 5, 12 et 17**Première réponse:** Attendue le: 30 mars 2012; reçue le: 21 mai 2012**Paragraphe 5:**

L'État partie devrait faire davantage pour garantir l'indépendance de la Commission nationale des droits de l'homme, en lui allouant des ressources financières et humaines suffisantes et en révisant la procédure de nomination de ses membres.

Résumé de la réponse:

Depuis l'adoption des observations finales du Comité, le budget de la Commission a été augmenté de 38 %, et six nouveaux postes ont été créés. Une augmentation supplémentaire serait nécessaire. La Commission développe aussi un projet «pour construire la capacité nationale de supervision des droits de l'homme», financé par le Programme des Nations Unies pour le développement.

Informations d'ONG:

CHRD-Globe International/CCPR Centre, janvier 2012: L'augmentation budgétaire n'est pas suffisante et n'a pas permis que le niveau d'activités de la Commission réponde à une demande croissante d'interventions.

Évaluation du Comité:

[B2] Des informations supplémentaires sont nécessaires sur les mesures prises pour: a) garantir que les ressources humaines et financières allouées à la Commission nationale des droits de l'homme sont suffisantes pour lui permettre d'exercer ses fonctions de façon adéquate; b) garantir l'indépendance de la Commission.

[D1] Aucune information n'est fournie sur la révision de la procédure de nomination des membres de la Commission. La recommandation n'a donc pas été mise en œuvre.

Paragraphe 12:

L'État partie devrait prendre les mesures nécessaires pour que toutes les allégations de violations des droits de l'homme commises pendant l'état d'urgence en juillet 2008 donnent lieu à des enquêtes approfondies, y compris dans les cas où les familles ont été indemnisées. Il devrait également faire en sorte que les responsables soient poursuivis en justice et, s'ils sont reconnus coupables, soient condamnés à des peines suffisantes, et que les victimes reçoivent une indemnisation appropriée.

Résumé de la réponse:

- La loi de 2009 pour l'indemnisation des victimes a été adoptée pour lutter contre les violations des droits de l'homme et restaurer les droits des victimes. 17,1 milliards de tughriks (12 122 284,13 dollars des États-Unis) d'indemnités ont été versés aux victimes et 442,5 millions (313 690,69 dollars des États-Unis) aux policiers concernés.
- La loi d'amnistie de 2009 a classé sans suite les procédures ouvertes contre quatre policiers impliqués au cours de l'état d'urgence. Les dossiers ont été rouverts en novembre 2010. L'enquête a été menée par le bureau du Procureur de la République et transmise aux tribunaux de Sukbaatar pour l'audience, qui est en cours.

Informations d'ONG:

L'enquête est en cours, mais les résultats se font attendre.

Évaluation du Comité:

[B2] La réouverture des dossiers contre quatre policiers impliqués au cours de l'état d'urgence est positive. Des informations restent nécessaires sur l'issue des procédures en cours (décisions adoptées et indemnisations reçues par les victimes).

[D1] Aucune information n'est fournie sur les mesures adoptées dans les autres cas d'allégations de violations des droits de l'homme durant l'état d'urgence. La recommandation n'a dès lors pas été mise en œuvre.

Paragraphe 17:

L'État partie devrait adopter le projet de réforme du système judiciaire, après s'être assuré qu'il est entièrement conforme au Pacte et que les structures et mécanismes créés garantissent la transparence et l'indépendance des institutions. Il devrait veiller à associer les parties prenantes concernées des secteurs spécialisés, y compris les acteurs de la société civile, à l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre de ce programme. Il devrait également prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que toutes les allégations de corruption dans le système judiciaire font l'objet d'une enquête approfondie.

Résumé de la réponse:

Les projets de loi sur les tribunaux, le statut légal des juges et le statut des avocats ont été adoptés par le Parlement. Les projets portent sur l'organisation des institutions judiciaires, leur indépendance et l'accès à celles-ci; ils revoient la sélection des juges et en renforcent la transparence ainsi que celle des décisions judiciaires (publication sur l'Internet). De nouveaux mécanismes disciplinaires sont introduits.

Informations d'ONG:

La réforme se poursuit avec sérieux, et les propositions législatives ont été élaborées après un processus de consultation exemplaire. Les allégations de corruption sont instruites par le Comité de discipline judiciaire (Judicial Disciplinary Committee) et, en cas d'infractions pénales, par l'unité spécialisée du bureau du Procureur de la République. Cette unité, créée en 2010, n'a pas les ressources financières et humaines nécessaires à son fonctionnement adéquat.

Évaluation du Comité:

[A] Des progrès ont été réalisés en matière de réforme de la justice pénale. Des informations devront être incluses dans le prochain rapport périodique sur l'adoption et la mise en œuvre des projets auxquels il est fait référence.

[D1] Aucune information n'est fournie sur l'enquête des allégations de corruption dans le système judiciaire. La recommandation n'a dès lors pas été mise en œuvre et des informations complémentaires restent nécessaires.

Mesure recommandée:

Lettre reflétant l'analyse du Comité.

Prochain rapport périodique: 1^{er} avril 2015

103^e session (octobre 2011)

État partie	Koweït
Observations finales:	CCPR/C/KWT/CO/2, adoptées le 2 novembre 2011
Paragraphes objets du suivi:	18, 19, 25
Première réponse:	Attendue le: 2 novembre 2012; reçue le: 27 avril 2012
Paragraphe 18:	
<p>L'État partie devrait renoncer au système de parrainage et mettre en place un cadre qui garantisse le respect des droits des domestiques migrants. Il devrait également créer un mécanisme qui permette de contrôler activement le respect par les employeurs de la loi et des règlements, d'enquêter sur toute violation et de la sanctionner et qui ne dépende pas excessivement des initiatives prises par les travailleurs eux-mêmes.</p>	
Résumé de la réponse:	
<ul style="list-style-type: none"> • Toute relation de travail implique l'employé et l'employeur. L'employeur a des droits que certains esprits étrequés ont cherché à exploiter et que certains États et organisations des droits de l'homme ont pris comme prétexte pour s'immiscer dans les affaires intérieures des États. • Les droits attribués aux employeurs sont soumis à des règles précises qui permettent d'éviter leur utilisation abusive. L'État prend toutes les mesures voulues pour garantir le respect des droits des employés domestiques migrants. • Le service des employés domestiques contrôle le respect de la législation par les employeurs, mène des enquêtes sur les abus et sanctionne les contrevenants, et ses pouvoirs ont été élargis depuis sa conversion en Direction générale. • La loi n° 6/2010 portant actualisation de la loi sur le travail dans le secteur privé a créé un organisme public chargé de réglementer les questions relatives à la main-d'œuvre incluant la main-d'œuvre migrante, l'objectif étant d'éliminer les aspects négatifs du système de parrainage. 	
Évaluation du Comité:	
<p>[C2] La recommandation n'a pas été mise en œuvre. Des informations supplémentaires devraient être requises sur les mesures adoptées par l'organisme créé par la loi n° 6/2010 pour «éliminer les aspects négatifs du système de parrainage» depuis l'adoption des observations finales du Comité (existence réelle de l'organisme; mesures prises par lui; étendue de sa compétence pour les travailleurs domestiques).</p>	
Paragraphe 19:	
<p>L'État partie devrait adopter un texte de loi garantissant que toute personne arrêtée ou détenue pour une infraction pénale sera déférée à un juge dans un délai de quarante-huit heures. L'État partie devrait également faire en sorte que tous les autres aspects des lois et pratiques nationales concernant la détention avant jugement soient conformes aux prescriptions de l'article 9 du Pacte, et que notamment toute personne en état d'arrestation ait immédiatement accès à un conseil et la possibilité de prendre contact avec sa famille.</p>	

Résumé de la réponse:

- Les lois koweïtiennes sont conformes à l'article 9 du Pacte car les personnes arrêtées ou détenues jouissent de toutes les garanties d'un procès équitable, dont la possibilité de prendre contact avec leur famille, de charger un avocat de leur défense et d'être présentées sans délai à une autorité judiciaire indépendante.
- Le Gouvernement a déjà présenté un projet de loi qui ramènerait la durée de la garde à vue de la personne interpellée à vingt-quatre heures maximum, et la durée de la détention préventive à une semaine au lieu de trois semaines.

Évaluation du Comité:

[B2] Des informations supplémentaires devraient être requises sur les progrès réalisés pour l'adoption du projet de loi relatif à la durée de la garde à vue et de la détention préventive.

[D1] Aucune information n'est fournie sur les mesures prises pour que toute personne arrêtée ou détenue soit déférée à un juge dans un délai de quarante-huit heures.

Paragraphe 25:

L'État partie devrait revoir la loi sur la presse et les publications ainsi que les lois connexes conformément à l'Observation générale n° 34 (2011) du Comité afin de garantir à toute personne le plein exercice de sa liberté d'opinion et d'expression. Il devrait également protéger le pluralisme des médias et envisager de dépénaliser la diffamation.

Résumé de la réponse:

La question est de la compétence du Ministère de l'intérieur. Aucune information n'est fournie sur le sujet.

Évaluation du Comité:

[C1] Le Comité devrait rappeler à l'État partie que «Les obligations découlant du Pacte en général et de l'article 2 en particulier s'imposent à tout État partie considéré dans son ensemble. Toutes les autorités de l'État (pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire), ainsi que les pouvoirs publics et autres instances publiques à quelque échelon que ce soit – national, régional ou local –, sont à même d'engager la responsabilité de l'État partie. Le pouvoir exécutif, qui généralement représente l'État partie à l'échelon international, y compris devant le Comité, ne peut arguer du fait qu'un acte incompatible avec les dispositions du Pacte a été exécuté par une autre autorité de l'État pour tenter d'exonérer l'État partie de la responsabilité de cet acte et de l'incompatibilité qui en résulte». Cette interprétation découle directement du principe énoncé à l'article 27 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, aux termes duquel un État partie «ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d'un traité».

Mesure recommandée:

Lettre reflétant l'analyse du Comité.

Prochain rapport périodique: 1^{er} avril 2015

C. Rapport sur la suite donnée aux observations finales adopté par le Comité à sa 107^e session

270. Le rapport ci-après présente les informations reçues par la Rapporteuse spéciale chargée du suivi des observations finales du Comité des droits de l'homme entre les 106^e et 107^e sessions conformément au Règlement intérieur du Comité, et les analyses et décisions adoptées par le Comité au cours de sa 107^e session. L'intégralité des informations sur la procédure de suivi engagée par le Comité depuis la quatre-vingt-septième session (juillet 2006) est présentée dans le tableau figurant en annexe au présent rapport.

Critères d'évaluation

Réponse ou mesure satisfaisante

A Réponse satisfaisante dans l'ensemble

Réponse ou mesure partiellement satisfaisante

B1 Des mesures concrètes ont été prises, mais des renseignements supplémentaires sont nécessaires

B2 Des mesures initiales ont été prises, mais des actions et renseignements supplémentaires sont nécessaires

Réponse ou mesure insatisfaisante

C1 Une réponse a été reçue, mais les mesures prises ne permettent pas de mettre en œuvre la recommandation

C2 Une réponse a été reçue, mais elle est sans rapport avec la recommandation

Absence de coopération avec le Comité

D1 Aucune réponse n'a été reçue dans les délais, ou aucune réponse à une question précise ne figure dans le rapport

D2 Aucune réponse reçue après un ou plusieurs rappels

Les mesures prises vont à l'encontre des recommandations du Comité

E La réponse indique que les mesures prises vont à l'encontre des recommandations du Comité

Quatre-vingt-seizième session (juillet 2009)

État partie	Tanzanie
Observations finales:	CCPR/C/TZA/CO/4, adoptées le 28 juillet 2009
Paragraphes objets du suivi:	11, 16, 20
Première réponse:	Attendue le: 28 juillet 2010; reçue le: 9 octobre 2012
Mesures prises par le Comité:	
Rappels envoyés en décembre et en avril 2011. Demandes de rencontre formulées en février et en octobre 2012. Aucune réponse reçue	

Informations d'ONG:

Tanganyika Law Society – CCPR Centre: 16 janvier 2012

Paragraphe 11:

L'État partie devrait adopter des mesures efficaces et concrètes pour combattre énergiquement les mutilations génitales féminines, en particulier dans les régions où cette pratique reste répandue, et faire en sorte que les auteurs soient traduits en justice. Il devrait également modifier sa législation afin de qualifier pénalement les mutilations génitales féminines dans le cas des femmes âgées de plus de 18 ans.

Résumé de la réponse:

Les mutilations génitales féminines infligées à toute mineure de 18 ans sont punies d'une peine d'emprisonnement (de cinq à quinze ans) et d'une amende (200 dollars É.-U.). Les mutilations génitales féminines pratiquées sur les femmes ayant plus de 18 ans ne sont pas érigées en infraction, mais les femmes adultes peuvent poursuivre l'auteur pour agression ou lésions corporelles graves. En décembre 2010, une personne a été condamnée à dix ans d'emprisonnement pour avoir pratiqué des mutilations génitales féminines sur 86 filles.

Des formations sont organisées à l'intention des dirigeants locaux, des conseillers communautaires ainsi que des organisations religieuses et des médias. Des personnes qui préconisaient les mutilations génitales féminines ont participé à cette formation. Des campagnes de sensibilisation sont mises sur pied (par exemple: «Dire non à la violence» et la Journée nationale contre les mutilations génitales féminines).

Des points d'accueil pour les femmes dans les postes de police ainsi qu'un Comité national multisectoriel sur la violence contre les femmes ont été établis. Un Comité national contre la violence sexiste a été créé à Zanzibar. Un Plan national d'action pour l'élimination de la violence contre les femmes (2001-2015) a été adopté, et l'antenne tanzanienne du Réseau d'Afrique de l'Est pour l'élimination des mutilations génitales féminines (MGF) a été créée.

Informations d'ONG:

Pas de changement depuis 2008. Craignant des poursuites pénales, les personnes qui pratiquent les mutilations génitales féminines le font maintenant sur des nourrissons de quelques mois. La pratique a augmenté dans certaines régions (par exemple: Mara). Il n'y a eu quasiment aucune poursuite contre les auteurs, même lorsque leur pratique est connue.

Évaluation du Comité:

[C1] La recommandation n'a pas été mise en application. Des mesures restent nécessaires pour:

- Criminaliser les mutilations génitales féminines pratiquées sur des femmes adultes;
- Faire en sorte que les personnes pratiquant des mutilations génitales féminines soient traduites en justice (un seul cas est signalé dans le rapport);
- Renforcer les activités dans les régions où la pratique est encore très répandue.

Paragraphe 16:

L'État partie devrait prendre des mesures pour abolir les châtiments corporels en tant que sanctions autorisées par la loi. Il devrait également promouvoir des formes non violentes de discipline pour remplacer les châtiments corporels dans le système éducatif et mener des campagnes d'information auprès du public sur leurs effets nocifs.

Résumé de la réponse:

Les châtiments corporels font partie du système pénal national. Cette peine n'est pas applicable aux personnes âgées de plus de 55 ans. La procédure d'application est strictement contrôlée. Cette peine n'a pas été appliquée depuis plus d'une décennie.

La fustigation est infligée dans les écoles pour des actes de grave indiscipline. Elle est considérée comme une forme de punition légitime. La politique éducative encourage d'autres moyens de discipline, comme le conseil ou les recommandations.

Les châtiments corporels sont interdits dans les structures assurant une protection de remplacement. À la maison, il est conseillé aux parents et tuteurs de ne pas infliger des châtiments corporels. La Commission de réforme législative a mené une étude sur le recours aux châtiments corporels. Ses recommandations ont été soumises au Gouvernement. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) supervise un projet pilote d'observation dans certaines écoles qui n'utilisent pas cette forme de punition.

À Zanzibar, les châtiments corporels sont interdits par la loi. Il existe un service spécialement chargé de promouvoir d'autres moyens de discipline. L'organisation Save the Children mène actuellement un programme **pilote** dans 20 écoles.

Informations d'ONG:

Les châtiments corporels sont toujours autorisés et largement pratiqués dans le système scolaire. La législation nationale autorise encore le recours aux châtiments corporels par les agents de la force publique.

Évaluation du Comité:

[B2] Des mesures supplémentaires restent nécessaires afin d'interdire officiellement l'imposition de châtiments corporels en tant que peine infligée par le système judiciaire, à la maison et dans le système scolaire.

Paragraphe 20:

L'État partie devrait se conformer à l'article 11 du Pacte et modifier sa législation instaurant la prison pour défaut de paiement d'une dette.

Résumé de la réponse:

Le Code de procédure civile prévoit la contrainte par corps en cas de non-paiement d'une dette. La Commission de réforme législative est en train d'examiner en détail les lois relatives au système de justice civile. Elle va probablement prendre en compte les principes énoncés à l'article 11 du Pacte.

Informations d'ONG:

Rien n'a changé.

Évaluation du Comité:

[C1] La recommandation n'a pas été mise en application. Des informations demeurent nécessaires sur les progrès réalisés par la Commission de réforme législative pour faire en sorte que la législation soit compatible avec l'article 11 du Pacte.

Mesure recommandée:

Une lettre présentant l'analyse du Comité devrait être envoyée. Les informations demandées devraient figurer dans le prochain rapport périodique.

Prochain rapport périodique: 1^{er} août 2013

Quatre-vingt-dix-huitième session (mars 2010)

État partie	Colombie
Observations finales:	CCPR/C/COL/CO/6, adoptées le 23 mars 2010
Paragraphes objets du suivi:	9, 14, 16
Première réponse:	Attendue le: 23 mars 2011; reçue le: 8 août 2011
Évaluation du Comité:	
	Informations supplémentaires requises sur les paragraphes 9 [C1], 14 [B2 et D1] et 16 [B2]
Deuxième réponse:	Réponse à la lettre du Comité du 30 avril 2012, reçue le 27 août 2012
Autres sources d'information:	
	Nations Unies: Procédures spéciales et Haut-Commissariat aux droits de l'homme
Paragraphe 9:	
	L'État partie doit s'acquitter des obligations qui sont les siennes en vertu du Pacte et d'autres instruments internationaux, y compris du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, enquêter sur les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire et condamner les auteurs à des peines à la mesure de la gravité des faits.
Objet du suivi:	
	<ul style="list-style-type: none"> Le Comité reste préoccupé par les résultats limités de la loi n° 975, par l'impunité, par les difficultés de mise en œuvre de la loi n° 1424, et les risques qu'elle introduit en termes d'accès des victimes à la justice, la vérité et la réparation. Des informations sont requises sur les mesures prises pour s'assurer que les réformes en cours abordent les causes de l'impunité et les traitent de façon adéquate.
Résumé de la réponse:	
	Les violations des droits de l'homme commises au cours du conflit armé colombien sont irréparables. Les réparations accordées dans le cadre de la loi n° 1448 de 2011 doivent viser à la cohérence plus qu'à «remettre la victime dans une situation semblable à celle qui précédait la violation ou l'infraction».
Programmes de réparation mis en œuvre:	
	<p>i) Loi n° 1448: mécanismes d'assistance, d'attention, de réparation et de protection pour les victimes. Le décret 4800 (2011) établit les procédures nécessaires à l'accès des victimes à ces mécanismes. L'application efficace de la loi dépend néanmoins de l'attribution de fonds suffisants et du niveau de participation des victimes, lequel a été affecté négativement par la continuité du conflit armé, l'insécurité et le manque d'avocats de la Defensoría del Pueblo.</p> <p>ii) Mécanismes d'accès à la justice: la recherche d'accords de réconciliation exige une certaine flexibilité pour la mise en œuvre des principes relatifs à l'exercice de la fonction judiciaire. Exemple: réduction de la peine privative de liberté dans le cas de la loi n° 975. En mars 2012, environ 33 407 victimes avaient participé aux procédures de la loi de justice et paix, et 322 370 faits ont fait l'objet d'enquêtes.</p>

De multiples activités doivent être prises en compte pour évaluer l'application de la loi n° 975, et pas seulement le nombre de décisions adoptées. Un bilan de ces activités est présenté dans le rapport.

La loi n° 1424 de 2010 introduit un «mécanisme non judiciaire de vérité» dont l'objectif est de compléter et d'alimenter les mécanismes d'enquêtes judiciaires. L'État joint en annexe une liste de 124 personnes poursuivies dans le cadre de la loi de justice et paix.

Évaluation du Comité:

[B2] Des informations actualisées devront être fournies dans le prochain rapport périodique: 1) sur les résultats obtenus en application des réformes de la loi n° 975; 2) sur les mécanismes de coordination introduits pour éviter la duplication des interventions effectuées et en garantir l'efficacité.

Paragraphe 14:

L'État partie devrait prendre des mesures efficaces pour abroger toute directive du Ministère de la défense qui peut conduire à des atteintes graves aux droits de l'homme comme des exécutions extrajudiciaires, et s'acquitter pleinement de son obligation de veiller à ce que toutes les violations graves des droits de l'homme fassent l'objet d'enquêtes impartiales conduites par les juridictions ordinaires et que les auteurs de ces violations soient punis. Le Comité souligne la responsabilité qu'a le Conseil supérieur de la magistrature pour ce qui est de résoudre les conflits de compétence et de garantir que, dans la pratique, ces crimes restent clairement hors de la compétence de la justice militaire.

L'État partie devrait garantir la sécurité des témoins et des proches dans ce type d'affaires.

L'État partie devrait donner effet aux recommandations que le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a faites à l'issue de sa mission en Colombie en 2009 (A/HRC/14/24/Add.2).

Objet du suivi:

- Le Comité manifeste son inquiétude quant au projet d'établir une présomption de compétence de la justice militaire dans les cas impliquant des membres des forces armées et de la police. Des informations sont requises sur les mesures prises pour éviter un tel recul.
- Aucune information n'est fournie sur les mesures prises pour garantir la sécurité des témoins et des proches des victimes dans ce type d'affaires.

Résumé de la réponse:

Le fonctionnement de la justice pénale militaire a été déterminé par la situation nationale de conflit armé interne. Son objectif est de permettre aux forces armées d'exercer leurs fonctions conformément à la Constitution. Les points suivants sont introduits:

- 1) Définition de paramètres clairs pour établir la compétence des juridictions pénales militaires ou de la justice ordinaire;
- 2) Création d'une commission technique de coordination avec des représentants des deux ordres juridictionnels, chargée d'intervenir en cas de doutes sur la compétence de la justice pénale militaire;
- 3) Reconnaissance constitutionnelle de la «police judiciaire pénale militaire»;
- 4) Création d'un fonds public pour la défense technique et spécialisée des membres de la force publique;
- 5) Développement des réformes par loi statutaire, pour en garantir la continuité;

6) Création de tribunaux pénaux de police et adoption d'un code de la police;

7) Introduction d'un système de carrière propre et indépendant pour les membres de la «police pénale militaire».

Note du secrétariat:

La réforme constitutionnelle de la justice pénale militaire a été adoptée le 27 décembre 2012.

Informations de l'ONU:

En 2012, les procédures spéciales des Nations Unies et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont fait des déclarations publiques invitant à la révision ou au retrait de la réforme de la justice pénale militaire. Après l'adoption de la réforme le 27 décembre 2012, les représentants du HCDH et de l'Union européenne en Colombie ont manifesté publiquement leur préoccupation.

Évaluation du Comité:

[E] Les mesures prises vont à l'encontre des recommandations du Comité: la réforme de la justice pénale militaire adoptée le 27 décembre 2012 remet en question les progrès réalisés par le Gouvernement pour garantir que les violations des droits de l'homme commises par les forces de l'ordre fassent l'objet d'une enquête conforme aux principes du procès équitable et pour que la responsabilité des auteurs soit établie. Le champ d'intervention de la justice pénale militaire doit être strictement limité aux comportements militaires du personnel en service.

[D1] Toujours aucune information n'est fournie sur les mesures prises pour garantir la sécurité des témoins et des proches des victimes.

Paragraphe 16:

L'État partie devrait créer des mécanismes solides pour le contrôle et la surveillance des services du renseignement et mettre en place un mécanisme national pour le tri des archives du renseignement, en consultation avec les victimes et les organisations intéressées, et en coordination avec le Bureau du Procureur général de la nation. L'État partie devrait ouvrir des enquêtes, juger et condamner comme il convient tous les auteurs des infractions signalées.

Objet du suivi:

- Le Comité reste inquiet de la persistance de cas de renseignements illicites portés à sa connaissance.
- Informations supplémentaires requises sur les mesures prises pour réguler les services de renseignements militaires, et sur la mise en œuvre du projet de tri des archives du renseignement.

Résumé de la réponse:

Les enquêtes ouvertes contre des fonctionnaires du DAS sur les écoutes et filatures illégales ont progressé. Des fonctionnaires ont déjà été sanctionnés.

Le Procureur de la nation est chargé du projet de tri des archives de renseignement. Leur scellement a été réalisé par des spécialistes. Leur transfert et stockage sont en cours. Les archives seront ensuite classées, organisées et épurées. La procédure suit les recommandations des Rapporteurs spéciaux pour la liberté d'expression de l'ONU, l'OEA et l'OCDE.

Évaluation du Comité:

[B2] Des actions restent nécessaires sur: i) les progrès du processus de stockage et de tri des archives; ii) les progrès réalisés dans l'ensemble des enquêtes ouvertes contre les ex-fonctionnaires du DAS (à fournir dans le prochain rapport périodique)

Mesure recommandée:

Lettre présentant l'analyse du Comité, demandant que les informations requises soient incluses dans le prochain rapport périodique.

Prochain rapport périodique: 1^{er} avril 2014

Quatre-vingt dix-neuvième session (juillet 2010)

État partie Mexique

Observations finales: CCPR/C/MEX/CO/5, adoptées le 23 mars 2010

Paragraphes objets du suivi: 8, 9, 15, 20

Première réponse: Attendue le: 23 mars 2011; reçue le: 21 mars 2011

Évaluation du Comité:

Des informations supplémentaires sont nécessaires sur les paragraphes 15 et 20. Une actualisation des données sur les paragraphes 8 et 9 est requise dans le prochain rapport périodique.

Deuxième réponse: Réponse à la lettre du Comité du 20 septembre 2011; reçue le 30 juillet 2012

Rapport d'ONG:

Ligue des droits de l'homme et CCPR Centre, janvier 2012

Paragraphe 15:

Compte tenu de la décision rendue par la Cour suprême de justice de la nation en 2005 selon laquelle l'*arraigo* pénal n'est pas conforme à la Constitution et du fait qu'il a été classé comme détention arbitraire par le Groupe de travail sur la détention arbitraire, l'État partie devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer la détention en vertu de l'*arraigo* dans la législation et la pratique, aux niveaux fédéral et fédéré.

Objet du suivi:

Informations complémentaires requises sur: le nombre de cas dans lesquels l'*arraigo* a été appliqué aux cours des cinq dernières années; les crimes pour lesquels la mesure a été appliquée et sa durée; les mesures prises pour garantir le respect des droits de la défense; les conditions dans lesquelles le juge en charge du contrôle de l'*arraigo* peut intervenir.

Résumé de la réponse:

Le juge ne peut décréter l'*arraigo* que lorsque les éléments de preuve produits par le Procureur permettent d'établir avec un grand degré de certitude que le suspect a commis l'infraction. Seules les informations recueillies directement par les agents ont valeur de preuve.

L'exécution de la mesure d'*arraigo* est contrôlée par le ministère public fédéral et par la Commission nationale des droits de l'homme. À tout moment, le juge peut, d'office ou à la demande du détenu sous *arraigo*, se rendre sur le lieu de détention pour vérifier le respect des garanties fondamentales.

Si les raisons ayant motivé la mesure subsistent, l'agent du ministère public fédéral adresse une demande de prolongation de l'*arraigo* au juge fédéral pour une durée maximale de quatre-vingts jours. L'intéressé peut demander la suspension de la mesure ou engager une procédure d'*amparo*. Les autorités ont dix jours pour prendre leur décision. Néanmoins, «de multiples circonstances peuvent faire que la procédure s'éternise».

Évaluation du Comité:

[C1] La recommandation n'a pas été mise en œuvre. Le Comité la réitère.

Paragraphe 20:

L'État partie devrait garantir aux journalistes et aux militants des droits de l'homme le droit à la liberté d'expression dans leurs activités. Il devrait également:

a) **Prendre des mesures immédiates pour protéger effectivement les journalistes et militants des droits de l'homme dont la vie et la sécurité sont menacées en raison de leurs activités professionnelles, y compris en adoptant en temps voulu le projet de loi sur les atteintes à l'exercice de la liberté d'expression par la pratique du journalisme;**

b) **Faire en sorte que les menaces, les voies de fait graves et les homicides volontaires concernant des journalistes et des militants des droits de l'homme fassent l'objet d'enquêtes promptes, efficaces et impartiales et, le cas échéant, poursuivre et traduire en justice les auteurs de tels actes;**

c) **Communiquer au Comité, dans son prochain rapport périodique, des renseignements détaillés sur tous les cas dans lesquels ont été lancées des poursuites pénales au motif de menaces, de voies de fait graves et d'assassinats de journalistes et de militants des droits de l'homme commis sur son territoire;**

d) **Prendre des mesures pour dépénaliser la diffamation dans tous les États.**

Objet du suivi:

Informations complémentaires requises sur: les mesures visant à offrir une protection efficace aux journalistes et aux militants des droits de l'homme; les progrès accomplis en vue de l'adoption du projet de loi sur les atteintes à l'exercice de la liberté d'expression.

Résumé de la réponse:

1) Un parquet spécial compétent en matière de délits contre la liberté d'expression (FEADLE) a été créé en juillet 2010.

2) Une nouvelle Procureure spéciale a été nommée en février 2012 et des réformes ont été adoptées (mesures décrites dans le rapport).

3) Réuni à neuf occasions, le Comité consultatif qui existait avant l'adoption de la loi de 2011 a évalué sept demandes de mesure de protection et élaboré des protocoles d'évaluation des risques et des obligations du bénéficiaire. De janvier 2011 à juin 2012, le Procureur général de la République a demandé 108 mesures de protection pour des journalistes, des membres de familles de victimes et des infrastructures de médias. Des informations sont fournies sur les enquêtes et les décisions adoptées.

4) Mesures visant à dépénaliser la diffamation: la législation des États fédérés en matière de diffamation, de calomnie et autres actes portant «atteinte à l'honneur» est décrite; la dépénalisation a été adoptée dans 16 entités; 15 maintiennent l'infraction; 2 entités ont modifié leur législation sans dépénaliser.

Évaluation du Comité:

[B2] Des mesures restent nécessaires: i) pour s'assurer de la mise en œuvre des lois adoptées et des mesures prises par le ministère public; ii) pour garantir la dépénalisation de la diffamation dans tous les États fédérés.

Mesure recommandée:

Lettre présentant l'analyse du Comité et sollicitant des informations supplémentaires dans le prochain rapport périodique.

Prochain rapport périodique: 30 mars 2014

100^e session (octobre 2010)

État partie Belgique

Observations finales: CCPR/C/BEL/CO/5, adoptées le 26 octobre 2010

Paragraphes objets du suivi: 14, 17, 21

Première réponse: Attendue le: 16 octobre 2011; reçue le: 18 novembre 2011

Évaluation du Comité:

La procédure a abouti concernant le résultat des enquêtes aux événements du 29 septembre et du 1^{er} octobre 2010. Des informations supplémentaires sont requises sur les autres recommandations.

Deuxième réponse: Réponse à la lettre du Comité du 29 avril 12; reçue le 20 juillet 2012

Informations d'ONG:

Ligue des droits de l'homme et CCPR Centre, janvier 2012

Paragraphe 14:

L'État partie devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que les membres de la police, en recourant à l'emploi de la force, agissent en conformité avec les Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, et pour s'assurer que les arrestations se déroulent dans le strict respect des dispositions du Pacte. L'État partie devrait, en cas de plaintes alléguant de mauvais traitements, conduire systématiquement des enquêtes et poursuivre et sanctionner les auteurs à hauteur des faits commis. L'État partie devra informer le Comité sur la suite qui aura été donnée aux plaintes déposées à la suite des manifestations qui se sont tenues le 29 septembre et le 1^{er} octobre 2010.

Objet du suivi:

Aucune nouvelle mesure n'est mentionnée. Informations supplémentaires requises sur les mesures prises pour: i) améliorer la situation concernant le recours à la force par la police; ii) garantir la conduite systématique d'enquêtes en cas de plaintes alléguant des mauvais traitements; iii) poursuivre et sanctionner les auteurs des faits.

Résumé de la réponse:

Les «nouvelles» mesures consistent à poursuivre la formation du personnel sur le traitement des incidents conformément aux principes internationaux. Des statistiques des procédures judiciaires sont jointes au rapport.

Conformément à la loi du 18 juillet 1991, le Comité P supervise le traitement des plaintes et leur issue. Il réalise des enquêtes de contrôle sur les services de police dans 30 zones locales et contrôle l'application de la circulaire CP3. Il n'y a pas d'évaluation globale du système de traitement des plaintes visant des membres des services de police.

Informations d'ONG:

Depuis octobre 2010, l'État belge n'a entrepris aucune action pour garantir que les membres de la police agissent en conformité avec les Principes de base des Nations Unies sur l'emploi de la force et pour s'assurer que les arrestations se déroulent conformément aux dispositions du Pacte. Des cas de brutalités excessives des forces de l'ordre continuent à être signalés (voir exemples).

Les contrôles exercés sur les services de police n'ont pas été renforcés. N'ont lieu qu'en cas de plaintes, lesquelles sont souvent classées sans suite (voir exemples).

Évaluation du Comité:

[B1] Des informations restent nécessaires sur: i) les résultats de l'enquête de contrôle en cours par le Comité P sur 30 zones locales de police; ii) les procédures mises en place pour assurer la transparence et l'autonomie du système de traitement des plaintes contre les membres des services de police.

Paragraphe 17:

L'État partie devrait prendre toutes les mesures nécessaires en vue de garantir l'accès à un avocat dès les premières heures de la privation de liberté, tant dans le cadre de l'arrestation judiciaire ou administrative que dans celui de la garde à vue, ainsi que le droit d'accès systématique à un médecin.

Objet du suivi:

Des informations supplémentaires restent nécessaires sur les mesures prises pour mettre en œuvre la législation sur l'accès à un avocat et à un médecin dès les premières heures de la privation de liberté.

Résumé de la réponse:

La mise en œuvre de la loi Salduz (2011) est accompagnée d'une évaluation permanente par le Service de la Politique criminelle du Service public fédéral (SPF) Justice. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, il a rendu trois rapports (<http://www.dsb-spc.be/web/>). Le rapport final est attendu fin janvier 2013. Une réflexion sur le système d'aide juridique gratuite est en cours. Un texte explicatif sur la loi est joint au rapport.

Informations d'ONG:

La loi du 20 juillet 2011 n'est pas conforme à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Les droits essentiels ne sont pas assurés (accès au dossier avant l'interrogatoire, assistance d'un avocat dès la première audition, accès à l'aide juridictionnelle). Une réforme de la loi de 2011 reste nécessaire.

Évaluation du Comité:

[B1] Des informations supplémentaires sont requises sur: i) les mesures adoptées pour mettre en œuvre les conclusions et recommandations du Service de la Politique criminelle du SPF Justice, principalement quant à l'infrastructure et aux ressources humaines nécessaire; ii) les mécanismes de contrôle prévus après la remise du rapport final du SPF en janvier 2013; iii) les mesures prises pour assurer la mise en œuvre de la loi de 2011 («*Salduz v. Turkey*»).

Paragraphe 21:

L'État partie devrait accroître les contrôles exercés sur les opérations d'expulsion des étrangers et s'assurer de l'indépendance et de l'objectivité des organes chargés de ces contrôles.

Objet du suivi:

Informations requises sur les mesures prises pour maintenir le niveau de contrôle sur les opérations d'expulsion à l'expiration du projet de la Commission européenne en 2013.

Résumé de la réponse:

La demande de prolongement des subsides du Fonds européen jusqu'en juin 2015 est en voie d'être complétée. La reconduction du protocole ne devrait pas poser de difficultés.

L'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale (AIG) a été confirmée dans son rôle d'organe de contrôle des retours forcés (loi de janvier 2012). Sa compétence devrait être élargie pour contrôler le processus des retours forcés.

Le nombre de contrôles opérés par l'AIG continue à augmenter. Le nombre de plaintes déposées est assez constant (AIG: 6 de 2006 à 2012; Comité P: 6 plaintes en 2010 et 4 en 2011).

Informations d'ONG:

Un projet de loi prévoit la mise en place d'un contrôle par une instance, qui devrait être totalement indépendante des services de police. L'AIG, actuellement en charge du contrôle, ne devrait pas être désignée. Des cas de brutalités excessives au cours d'expulsions continuent à être enregistrés.

Évaluation du Comité:

[B2] Des informations complémentaires sont requises sur l'issue de la présentation du projet de prolongement des subsides du Fonds européen jusqu'en juin 2015. Le Comité considère par ailleurs nécessaire que l'État partie instaure un organe de contrôle des retours forcés qui soit complètement indépendant des services de police et requiert que des informations lui soient transmises sur les mesures prises en la matière.

Mesure recommandée:

Lettre présentant l'analyse du Comité et sollicitant l'inclusion d'informations supplémentaires dans le prochain rapport périodique.

Prochain rapport périodique: 30 octobre 2015

État partie**Hongrie****Observations finales:**

CCPR/C/HUN/CO/5, adoptées le 29 octobre 2010

Paragraphe objet du suivi:

6, 15, 18

Première réponse:

Attendue le: 26 octobre 2011; reçue le: 15 août 2012, après lettre de rappel envoyée le 30 avril 2012

Informations d'ONG:

Hungarian Liberties Union et CCPR Centre, janvier 2012

Paragraphe 6:

L'État partie devrait revoir la loi n° LXIII sur la protection des données personnelles pour la rendre conforme aux dispositions du Pacte, en particulier l'article 17, comme indiqué dans l'Observation générale n° 16 du Comité. L'État partie devrait s'assurer que la protection des données personnelles ne constitue pas un obstacle à la collecte légitime de données qui faciliterait le suivi et l'évaluation des programmes ayant une incidence sur la mise en œuvre du Pacte.

Résumé de la réponse:

La loi n° CXII sur l'autodétermination en matière d'information et la liberté d'information, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012, abroge la loi n° LXIII. Dorénavant, les données personnelles sur l'origine raciale ou nationale constituent des «données spéciales». Leur traitement n'est possible que si la personne concernée donne son autorisation écrite, dans des circonstances spécifiques énoncées dans le rapport. Aucune donnée personnelle relative à l'origine raciale ou nationale n'est collectée par les autorités. Des données reflétant les résultats de la redistribution des interventions relatives à l'intégration des Roms sont toutefois nécessaires. Un projet prévoit donc la collecte de données ethniques, basées sur l'auto-évaluation volontaire.

Informations d'ONG:

La tension entre l'importance d'avoir des informations sur la discrimination des minorités ethniques et le droit à la vie privée est largement reconnue en Hongrie, mais n'est toujours pas résolue.

Évaluation du Comité:

[B1] Des informations sont requises sur: i) la mise en œuvre de la loi n° CXII de 2011, en particulier pour l'évaluation des programmes ayant une incidence sur la mise en œuvre du Pacte; ii) les mesures prises pour assurer la compatibilité du système de collecte de données ethniques (pour l'évaluation de la redistribution des interventions pour l'intégration des Roms) avec les principes du Pacte.

Paragraphe 15:

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour améliorer les conditions de vie et le traitement des demandeurs d'asile et des réfugiés et veiller à ce qu'ils soient traités dans le respect de la dignité humaine. Les demandeurs d'asile et les réfugiés ne devraient jamais être retenus dans des conditions carcérales. L'État partie devrait faire en sorte que le principe du non-refoulement soit respecté sans réserve et que toutes les personnes qui ont besoin d'une protection internationale reçoivent, à tous les stades, un traitement approprié et équitable et que les décisions d'expulsion, de renvoi ou d'extradition soient prises avec diligence et dans le respect des garanties de procédure.

Résumé de la réponse:

La rétention d'un étranger ne peut être ordonnée que pour l'un des motifs énoncés dans la loi sur l'admission et le droit de résidence des ressortissants de pays tiers (2007).

Lorsque le placement en rétention est motivé par un risque de fuite ou d'obstruction à l'exécution de la mesure d'expulsion ou de transfert, les autorités ont l'obligation d'envisager les solutions de substitution à la détention.

Chaque décision de placement en détention est précédée d'une évaluation individuelle des cas. Les mineurs non accompagnés ne peuvent pas être placés en détention: ils sont reçus dans une institution spécialisée.

Le bureau du Procureur vérifie la légalité de l'application de la mesure de détention toutes les deux semaines. La détention est d'une durée maximum de soixante-douze heures mais peut être prolongée par le tribunal compétent. Le droit des détenus à être représentés par un conseil est garanti. Une révision des conditions de rétention des étrangers est prévue à l'automne 2012.

Les établissements pénitentiaires ne répondant pas aux normes définies par le Comité européen pour la prévention de la torture ont été fermés en 2010. Huit logements surveillés sont en service, pouvant accueillir 635 personnes.

La police, en collaboration avec le HCR, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et des ONG, assure des conditions de vie appropriées aux étrangers retenus dans les logements surveillés. Les services disponibles sont décrits. Un plan d'action, achevé en mars 2012, aidera la police à poursuivre ses efforts pour améliorer les conditions de rétention des étrangers.

Les étrangers placés en détention peuvent porter plainte contre les mesures prises à leur encontre (auprès du Procureur et du commissaire parlementaire compétent).

Les réfugiés ou demandeurs d'asile ne peuvent être placés en détention que dans le cadre d'une procédure pénale. Les demandeurs d'asile sont hébergés dans des centres d'accueil. Ils jouissent des mêmes droits que les citoyens hongrois et bénéficient de prestations spéciales (énoncées dans le rapport).

Refoulement de demandeurs d'asile somaliens et afghans: la réglementation hongroise sur les procédures d'extradition (loi de 1996) est conforme aux normes internationales. Les personnes bénéficiant d'une protection temporaire, d'une autorisation de séjour, ou ayant sollicité le statut de réfugié ou de demandeur d'asile ne peuvent pas être extradées vers le pays d'où elles ont fui.

Un accord tripartite de surveillance des frontières conclu en 2007 entre la police hongroise, le HCR et le Comité Helsinki de Hongrie permet au Comité de vérifier comment la police applique le principe de non-refoulement et de publier un rapport périodique. La Hongrie n'a connaissance d'aucun cas de refoulement de demandeurs d'asile vers l'Ukraine tant que la procédure d'asile est en cours.

Informations d'ONG:

Pas d'information sur ce point.

Évaluation du Comité:

[B2] Des actions restent nécessaires sur les points suivants:

- i) La révision des conditions de rétention des étrangers prévue à l'automne 2012;
- ii) Les mesures prises dans le cadre du plan d'action de mars 2012 pour aider la police à améliorer les conditions de rétention des étrangers;
- iii) Les pays identifiés comme «sûrs» par la loi sur l'asile.

[D1] Aucune information n'est fournie sur les cas d'expulsions illégales de demandeurs d'asile afghans et somaliens.

Paragraphe 18:

L'État partie devrait prendre des mesures spécifiques de sensibilisation afin de promouvoir la tolérance et la diversité dans la société et faire en sorte que les juges, les magistrats, les procureurs et tous les agents de la force publique reçoivent une formation leur permettant de déceler les crimes motivés par la haine et le racisme. L'État partie devrait veiller à ce que les membres ou les associés de l'actuelle ou de

l'ancienne Magyar Gárda fassent l'objet d'une enquête, soient poursuivis et, s'ils sont reconnus coupables, soient condamnés à des peines appropriées. De plus il devrait lever les obstacles à l'adoption et à la mise en œuvre d'une législation visant à lutter contre les discours haineux, qui soit conforme au Pacte.

Résumé de la réponse:

En mai 2011, la législation sur la violence à l'égard des communautés ethniques a été modifiée. Des sanctions sont prévues en cas de comportements créant «un climat de peur». Les députés ne sont pas couverts par l'immunité.

Mesures de sensibilisation: 2012 a été déclarée année Raoul Wallenberg. Les activités contribuant à la lutte contre les préjugés, le racisme, l'antitsiganisme et le rejet de la démocratie sont mises en valeur par l'attribution de prix annuels.

Allégations de profilage racial de la part de la police: aucune donnée personnelle relative à l'origine raciale ou nationale n'est collectée par les autorités. La police n'a donc recours à aucune méthode de profilage racial. Les contrôles réalisés en violation des droits fondamentaux peuvent faire l'objet de plaintes auprès de l'institution ayant pris la décision contestée, ou à la Commission indépendante des plaintes contre la police, ou être examinées par le chef de la police. Les décisions prises par le chef de la police peuvent faire l'objet d'un contrôle juridictionnel. Dans le cadre du programme STEPSS (Strategies for Effective Police Stop and Search), des agents de police et des civils ont examiné les modalités et le degré d'efficacité des contrôles d'identité, et la mesure dans laquelle ils touchent certains groupes sociaux.

La police a pris des mesures pour mettre fin aux manifestations racistes anti-Roms, qui sont de plus en plus virulentes. Les enquêtes ouvertes dans les cas d'homicide à motivation raciale commis contre des Roms en 2008-2009 ont abouti: les auteurs ont été traduits en justice.

L'organisation d'extrême droite Magyar Gárda est interdite par un arrêt définitif. Son démantèlement a été ordonné par décision de justice. Son uniforme et ses symboles sont interdits. Des forces de police ont été affectées dans les communautés attaquées. Une commission parlementaire spéciale a été créée pour enquêter sur les événements survenus au village de Gyöngyöspata. Un rapport rendu en mai 2012 conclut que le Gouvernement a pris les mesures nécessaires.

Les réformes du Code pénal adoptées en 2011 renforcent les sanctions contre les personnes ayant un comportement ouvertement antisocial motivé par l'appartenance réelle ou supposée d'une personne à un groupe national, ethnique, racial ou religieux, par un handicap, ou par leur identité ou orientation sexuelle.

Initiatives améliorant la situation de la minorité rom: coopération entre l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le Ministère hongrois de l'intérieur; coopération avec les administrations locales et organisations civiles roms; plus grande représentation des Roms dans les forces de l'ordre (programmes de formation et de bourses); programme d'emploi dans la fonction publique pour les chômeurs de longue durée et les personnes vivant dans l'extrême pauvreté; formation des fonctionnaires sur le racisme, la communication avec les minorités et la tolérance.

Informations d'ONG:

L'application de la législation relative aux crimes de haine reste problématique. Il n'y a pas de protocole pour la qualification et l'enquête efficace des crimes de haine et il n'y a pas de formation spécifique des acteurs judiciaires en la matière.

Malgré les efforts réalisés, les autorités des groupes d'extrême droite n'ont pas été sanctionnées de façon adéquate. Les chefs d'accusation ne sont jamais adaptés à la gravité des faits.

Évaluation du Comité:

[B2] Des informations restent nécessaires sur les points suivants:

- i) Les formations organisées pour les juges, magistrats et procureurs;
- ii) Principales conclusions du programme STEPSS sur les modalités et le degré d'efficacité des contrôles d'identité et la mesure dans laquelle ils touchent certains groupes sociaux;
- iii) Nombre de plaintes déposées et décisions prises dans des cas de «comportement ouvertement antisocial motivé par l'appartenance réelle ou supposée d'une personne à un groupe».

[D1] Aucune information n'est fournie sur les enquêtes, les poursuites et les sanctions dont ont fait l'objet les membres de la Magyar Gárda.

Mesure recommandée:

Lettre présentant l'analyse du Comité.

Prochain rapport périodique: 29 octobre 2014

101^e session (mars 2011)**État partie**

Serbie

Observations finales:

CCPR/C/SRB/CO/2, adoptées le 29 mars 2011

Paragraphe objet du suivi:

12, 17, 22

Première réponse:

Attendue le: 29 mars 2012; reçue le: 25 juillet 2012

Informations d'ONG:

Belgrade Center for Human Rights, mai 2012.

Paragraphe 12:

L'État partie devrait prendre des mesures d'urgence pour établir les circonstances qui ont conduit à l'inhumation de centaines de personnes dans la région de Batajnica et s'assurer que tous les responsables sont poursuivis et punis conformément au Code pénal. L'État partie devrait également veiller à ce que les proches des victimes soient dûment indemnisés.

Résumé de la réponse:

Le bureau du Procureur chargé des crimes de guerre a donné la priorité à l'enquête sur les événements de Batajnica. Plus de 80 témoins ont été interrogés. Les témoins albanais ont fait des dépositions devant le procureur et le juge chargé de l'enquête, mais aucun d'entre eux n'a accepté de renouveler sa déposition à l'audience. Les enquêtes sur tous les crimes de guerre commis au Kosovo sont en cours.

Informations d'ONG:

Le bureau du Procureur a connu de sérieuses difficultés pendant le procès du fait que les témoins qui ont accepté de témoigner à l'audience étaient très peu nombreux. L'enquête est compliquée par le fait que les crimes commis à Suva Reka et la fosse commune avec les cadavres trouvés à Batajnica sont liés. La Chambre des crimes de guerre du Tribunal supérieur de Belgrade a condamné le chef de la police, Radojko Repanovic, à vingt ans de prison, après avoir conclu qu'il avait ordonné le massacre de civils et le chargement des cadavres dans un camion. Le 12 octobre 2010, la Cour d'appel de Belgrade a statué que les motifs de la condamnation n'étaient pas clairs et a annulé le jugement.

Évaluation du Comité:

[B2] Des informations complémentaires demeurent nécessaires sur les mesures prises: i) pour accélérer les enquêtes; ii) pour encourager les témoins à témoigner à l'audience; et sur les raisons pour lesquelles la Cour d'appel de Belgrade a annulé la condamnation de Radojko Repanovic.

[D1] Aucune information n'est fournie sur les réparations accordées aux proches des victimes.

Paragraphe 17:

L'État partie devrait respecter scrupuleusement l'indépendance de la magistrature. Il devrait également ouvrir des voies de droit aux juges qui n'ont pas été réélus au cours des élections de 2009. L'État partie devrait aussi envisager d'entreprendre des réformes complètes, juridiques et autres, de façon à améliorer le système judiciaire et l'administration de la justice.

Résumé de la réponse:

En décembre 2010, de nouvelles modifications ont été apportées à la loi sur la magistrature, prescrivant le réexamen des décisions concernant la nomination des juges non élus par les membres du Haut Conseil judiciaire.

En mai 2011, le Haut Conseil judiciaire a établi des critères pour évaluer la compétence et les qualifications des juges. En juin 2011, il a commencé à réexaminer les nominations. Ses décisions sont publiques et les juges non élus ont le droit de faire appel devant la Cour constitutionnelle.

Un nouveau réseau de juridictions a été mis en place depuis janvier 2010 afin d'améliorer l'accès à la justice. La loi de 2011 sur les notaires publics confère à ces derniers davantage de pouvoirs pour légaliser les documents, réduisant ainsi la charge de travail des tribunaux.

Afin d'accélérer les procès, les présidents de juridiction sont tenus de veiller à ce que les délais soient respectés. Les particuliers peuvent porter plainte devant le Président de la Cour suprême de cassation et le Haut Conseil judiciaire en cas d'obstruction à l'action de la justice.

En vertu de la loi de 2012 sur la procédure civile, les juges doivent fixer un calendrier pour la fin du procès au début de chaque procédure. Les procédures peuvent seulement être prolongées pour recueillir davantage de preuves et en cas d'empêchement du juge. En janvier 2012, une nouvelle disposition du Code de procédure pénale a été adoptée en vue d'accélérer les enquêtes dans les cas de poursuites pour crime organisé et crimes de guerre.

Informations d'ONG:

Des lois ont été adoptées pour améliorer l'administration de la justice, par lesquelles le Gouvernement admettait que ses procédures présentaient des lacunes et reconnaissait que chaque nomination individuelle devait être réexaminée. Des mécanismes sont également nécessaires pour veiller à la transparence des décisions des juridictions supérieures et pour instaurer des procédures d'appel adéquates en vue d'un réexamen rapide.

Évaluation du Comité:

[B2] Des mesures supplémentaires sont requises pour améliorer l'indépendance de la magistrature, notamment au regard des importants pouvoirs que détient le Haut Conseil judiciaire concernant la nomination des juges. Pour ce qui est des mesures visant à accélérer les procédures, des informations supplémentaires sont nécessaires au sujet des garanties mises en place pour protéger l'accès à la justice de toutes les parties au procès.

Paragraphe 22:

L'État partie devrait redoubler d'efforts pour éliminer les stéréotypes et mettre fin aux exactions dont les Roms font l'objet et multiplier, à cet effet, les campagnes de sensibilisation visant à promouvoir la tolérance et le respect de la diversité. L'État partie devrait aussi adopter des mesures afin de favoriser l'accès des Roms à différents services et possibilités à tous les niveaux y compris, si nécessaire, en prenant des mesures temporaires spéciales.

Résumé de la réponse:

Des campagnes de sensibilisation ont été élaborées en vue de promouvoir la tolérance et le respect de la diversité (programmes télévisés; organisation d'une journée des Roms). Cinq millions de SRD ont été alloués à des projets visant à promouvoir les droits de l'homme, notamment les droits des Roms.

Six des 87 partis politiques existants défendent les intérêts de la minorité nationale rom, favorisant ainsi leur accès à la vie politique.

Pour améliorer l'accès des Roms au logement, le Ministère de l'environnement envisage de financer 10 établissements informels dans huit municipalités. Les travaux de construction n'ont pas encore commencé. En 2012, le Gouvernement a adopté la stratégie nationale du logement social et le plan d'action pour sa mise en œuvre.

Une nouvelle loi sur la résidence permanente et temporaire a été adoptée et garantit à tous les citoyens l'accès à une résidence enregistrée. Les personnes qui vivent dans des établissements informels peuvent enregistrer leur adresse auprès du Centre de protection sociale pour avoir droit aux prestations sociales.

Les frais administratifs pour l'enregistrement des naissances ont été supprimés en juillet 2010.

Un enseignement et des formations professionnels ont été mis en place pour améliorer l'accès à l'éducation des membres de la communauté rom. Des mesures temporaires spéciales sont appliquées depuis 2003 pour améliorer l'accès de la communauté rom à l'éducation (aucune information n'est fournie sur ces mesures).

Informations d'ONG:

L'accès des Roms à l'éducation et aux services de santé s'est amélioré. Toutefois, on n'observe quasiment aucun progrès tangible dans les domaines de l'emploi et du logement.

Les procédures concernant l'orientation des enfants roms vers des écoles pour enfants présentant des troubles du développement ont été revues afin de promouvoir une éducation égale pour tous. Les effets de cette révision ne sont pas encore connus.

Évaluation du Comité:

[B2] Des mesures supplémentaires demeurent nécessaires: i) pour améliorer l'accès des Roms à l'emploi et au logement; ii) pour faire disparaître les stéréotypes négatifs concernant la population rom; et iii) pour assurer l'intégration des enfants roms au système éducatif normal.

Mesure recommandée:

Une lettre présentant l'analyse du Comité.

Prochain rapport périodique: 1^{er} avril 2015

État partie	Togo
Observations finales:	CCPR/C/TGO/CO/4, adoptées le 28 mars 2011
Paragraphes objets du suivi:	10, 15, 16
Première réponse:	Attendue le: 28 mars 2012; reçue le: 17 avril 2012
Mesures prises par le Comité:	
	Lettre de suivi envoyée le 31 juillet 2012.
	Réunion de la Rapporteuse spéciale avec l'Ambassadrice de la Mission permanente le 18 octobre 2012.
Deuxième réponse:	Octobre 2012
Paragraphe 10:	
	Dans l'objectif de lutter contre l'impunité qui persiste au Togo, l'État partie devrait poursuivre ses efforts pour aboutir à la conclusion prochaine des travaux de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR). Des enquêtes indépendantes et impartiales doivent par ailleurs être diligentées pour faire la lumière sur les violations des droits de l'homme commises en 2005 et poursuivre les responsables. Le Comité souligne, à ce titre, que la mise en place d'un système de justice transitionnelle ne saurait dispenser de poursuivre pénalement les violations graves des droits de l'homme.
Objet du suivi:	
	Informations requises sur les mesures prises pour assurer la mise en œuvre des recommandations de la CVJR.
	Aucune information n'est fournie sur les enquêtes diligentées dans les cas de violations des droits de l'homme commises en 2005. Le Comité réitère donc sa recommandation.
Résumé de la réponse:	
	La mise en œuvre des recommandations de la CVJR est en cours; des informations sont fournies sur les activités mises en place en ce sens.
	Suite aux enquêtes menées par la mission d'établissement des faits des Nations Unies et par la Commission nationale spéciale d'enquête indépendante sur les actes de violence et de vandalisme survenus en avril 2005, les autorités togolaises ont mis en place la CVJR pour faire la lumière sur ces actes, mais aussi sur ceux commis de 1958 à 2005.
Évaluation du Comité:	
	[B2] Des informations restent nécessaires sur les décisions adoptées dans les cas de violations des droits de l'homme commises en 2005 et sur leur mise en œuvre.
Paragraphe 15:	
	L'État partie devrait adopter une disposition pénale définissant la torture conformément aux standards internationaux, ainsi que des dispositions incriminant et sanctionnant les actes de torture par des peines proportionnées à leur gravité. L'État partie devrait s'assurer que tout acte de torture ou traitement cruel, inhumain ou dégradant soit poursuivi et sanctionné proportionnellement à sa gravité.
Objet du suivi:	
	Informations actualisées requises sur: i) les progrès réalisés en vue de l'adoption des projets de révision du Code pénal et du Code de procédure pénale; ii) le contenu des dispositions relatives à la torture; iii) les mesures adoptées pour garantir la poursuite et la sanction adéquate des cas de torture ou de traitements inhumains ou dégradants.

Résumé de la réponse:

En avril 2012, les avant-projets de Code pénal et de Code de procédure pénale ont été transmis au secrétariat général du Gouvernement pour étude et adoption en Conseil des ministres. La définition et la répression de la torture proposées sont conformes aux dispositions de la Convention contre la torture.

Évaluation du Comité:

[B2] Des informations supplémentaires restent nécessaires sur: i) le contenu des dispositions du projet de Code pénal relatives à la torture; ii) les progrès réalisés en vue de l'adoption des avant-projets par le Gouvernement.

Paragraphe 16:

L'État partie devrait prendre des mesures afin d'enquêter sur toutes les allégations de torture et de mauvais traitements, ainsi que sur tout décès survenu en détention. De telles enquêtes doivent être diligemment menées de manière à traduire les auteurs en justice et offrir des réparations utiles aux victimes.

Objet du suivi:

Des actions supplémentaires restent nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) sur la torture, ainsi que des informations sur les allégations de tentative de falsification dudit rapport.

Résumé de la réponse:

Le Gouvernement a mis en œuvre la plupart des recommandations formulées par la CNDH (des exemples sont fournis).

Évaluation du Comité:

[B1] Des informations complémentaires seront nécessaires lorsque des mesures seront adoptées pour poursuivre la mise en œuvre des recommandations de la CNDH.

Mesure recommandée:

Lettre présentant l'analyse du Comité.

Prochain rapport périodique: 1^{er} avril 2015

102^e session (juillet 2011)**État partie**

Kazakhstan

Observations finales:

CCPR/C/KAZ/CO/1, adoptées le 26 juillet 2011.

Paragraphe objet du suivi:

7, 21, 25, 26

Première réponse:

Attendue le: 26 juillet 2012; reçue le: 27 juillet 2012

Mesures prises par le Comité:

25 mars 2013: réunion de la Rapporteuse spéciale avec la Mission permanente.

Informations d'ONG:

20 novembre 2012: Kazakhstan International Bureau for Human Rights and Rule of Law; International Foundation for Protection of Freedom of Speech «Adil Soz»; Almaty Helsinki Committee; Children Foundation of Kazakhstan; Committee of Public Defense; Public Association Feminist League; CCPR Centre.

Paragraphe 7:

L'État partie devrait intensifier ses efforts pour garantir la totale indépendance de l'institution du Défenseur des droits de l'homme. Il devrait également doter celle-ci de ressources financières et humaines suffisantes, conformément aux Principes de Paris (résolution 48/134 de l'Assemblée générale, annexe). Le Comité recommande en outre que l'institution du Défenseur des droits de l'homme demande son accréditation auprès du Sous-Comité d'accréditation du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Enfin, quand il établira le mécanisme national de prévention selon les dispositions du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, l'État partie devrait veiller à ce qu'il en résulte non pas un amoindrissement mais au contraire une amélioration de l'exécution de ses fonctions essentielles d'institution nationale des droits de l'homme, conformément aux Principes de Paris.

Résumé de la réponse:

Le projet de loi présenté au Parlement en mars 2012 prévoit le renforcement des pouvoirs du Défenseur des droits de l'homme et son rôle comme mécanisme national de prévention de la torture. L'accréditation de l'institution fait partie des mesures prévues en 2013.

Informations supplémentaires fournies au cours de la réunion du 25 mars 2013: l'institution du Défenseur a été accréditée avec le statut B. L'acquisition du statut A pourrait être facilitée par la participation de l'institution aux mécanismes du Conseil des droits de l'homme mais ne dépend pas uniquement de la volonté du Défenseur. Le renforcement de ses pouvoirs comme mécanisme national de prévention doit être accompagné du renforcement institutionnel nécessaire.

Informations d'ONG:

La dernière version du projet de loi pour le mécanisme national de prévention prévoit le renforcement du Défenseur des droits de l'homme, notamment en termes de ressources humaines et financières. Contrairement au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, aucun mécanisme d'inspection n'est prévu. Aucune information n'est disponible sur la demande d'accréditation du bureau du Défenseur.

Évaluation du Comité:

[B2] Des mesures restent nécessaires pour l'adoption du projet de loi relatif à l'instauration du mécanisme national de prévention et pour doter l'institution du Défenseur des droits de l'homme des ressources matérielles et humaines nécessaires à l'exercice des fonctions afférentes.

Paragraphe 21:

L'État partie devrait prendre des mesures pour préserver, dans la loi et dans la pratique, l'indépendance de l'appareil judiciaire et de son rôle en tant qu'unique administrateur de la justice et pour assurer la compétence, l'indépendance et l'inamovibilité des juges. Il devrait en particulier agir pour faire disparaître toutes les formes d'interférence avec le pouvoir judiciaire et veiller à ce que des enquêtes approfondies, indépendantes et impartiales soient rapidement menées sur toutes les allégations d'ingérence, notamment par la corruption; il devrait faire en sorte que les responsables soient poursuivis et punis, y compris les juges qui peuvent être complices. L'État partie devrait réexaminer les pouvoirs conférés au bureau du Procureur général de façon à garantir que ses services n'interfèrent pas avec l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Résumé de la réponse:

Les observations du Comité sur ce point sont incorrectes. Des mesures sont constamment mises en œuvre pour garantir l'indépendance du système judiciaire:

i) Transfert des fonctions relatives aux activités du système judiciaire à «une institution» dépendant de la Cour suprême. Le Haut Conseil judiciaire est responsable des questions de personnel et garantit l'indépendance des juges;

ii) La sélection des juges est fondée sur un examen des compétences et sur le principe de non-discrimination. Le Sénat prend la décision finale pour la nomination des juges de la Cour suprême;

iii) Le rapport décrit les activités de la Cour suprême pour l'enquête et la prévention des cas de corruption au sein du système judiciaire;

iv) Le Procureur général applique son pouvoir de suspension de la décision d'un tribunal uniquement dans 0,005 % des cas concernant des questions comme les évictions illégales, ou les demandes injustifiées de paiement.

Informations supplémentaires fournies le 25 mars 2013: la loi sur le Conseil judiciaire suprême et la Loi constitutionnelle ont été adoptées en février 2012. Elles renforcent les pouvoirs du Conseil, les activités de formation pour les juges, les pouvoirs de cours locales et renforcent l'indépendance et l'immunité des juges.

Informations d'ONG:

Aucun progrès n'a suivi la loi de 2011 sur le pouvoir judiciaire et le statut des juges.

Évaluation du Comité:

[B2] Des mesures supplémentaires restent nécessaires pour renforcer l'indépendance de l'appareil judiciaire et de son rôle en tant qu'unique administrateur de la justice et pour assurer la compétence, l'indépendance et l'inamovibilité des juges. Le Comité réitère sa recommandation et reste préoccupé par l'information reçue indiquant que 400 juges ont été démis de leurs fonctions au cours des deux dernières années.

Paragraphe 25:

L'État partie devrait veiller à ce que les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme et les particuliers soient en mesure d'exercer sans entrave le droit à la liberté d'expression, dans le respect du Pacte. À cette fin, l'État partie devrait réviser sa législation relative à la diffamation et aux propos insultants de façon à la rendre entièrement conforme aux dispositions du Pacte. De plus, il devrait renoncer à utiliser la loi relative à la diffamation à seule fin de harceler ou d'intimider des particuliers, des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme. Ainsi toute restriction à l'exercice de la liberté d'expression devrait satisfaire aux conditions strictes énoncées au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte.

Résumé de la réponse:

La loi du 21 janvier 2011 place la diffamation et l'insulte dans la section relative aux atteintes aux personnes pour protéger l'honneur et la dignité de tous contre les activités illégales. La sanction de six mois d'emprisonnement pour diffamation publique a été supprimée. D'autres réformes adoptées pour renforcer la liberté d'expression sont mentionnées.

Informations d'ONG:

La tendance actuelle consiste à poursuivre les journalistes, défenseurs des droits de l'homme ou activistes politiques pour incitation à la haine sociale lors d'interventions publiques. Des exemples sont donnés.

Évaluation du Comité:

[C1] Aucune modification n'a été adoptée. Le Comité réitère sa recommandation.

Paragraphe 26:

L'État partie devrait revoir sa réglementation, sa politique et sa pratique et veiller à ce que tous les individus relevant de sa juridiction puissent exercer sans réserve les droits garantis à l'article 21 du Pacte. Il devrait faire en sorte que les restrictions à l'exercice de ce droit respectent les prescriptions strictes de l'article 21 du Pacte.

Résumé de la réponse:

La responsabilité administrative pour l'organisation d'événements publics est régie par l'article 373 du Code des infractions administratives. De tels actes ne représentaient que 0,1 % des cas d'infractions administratives poursuivies de janvier à juin 2011. Les restrictions au droit d'organiser des réunions, manifestations, grèves ou autres événements publics ont été introduites pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé et les droits et libertés d'autrui. En 2011, plus de 232 manifestations ont été organisées. Cinquante pour cent n'ont pas été autorisées. Des actions administratives ont été engagées contre 227 personnes y ayant participé activement.

Aucune information supplémentaire n'a été fournie le 25 mars 2013.

Informations d'ONG:

La réforme de la loi de 1995 sur la liberté de réunion n'a toujours pas été adoptée. Les autorisations sont souvent refusées. Les personnes qui participent aux réunions ou manifestations non autorisées sont arrêtées par la police. Elles doivent payer une amende ou être emprisonnées pendant quinze jours. La police pratique également des arrestations «préventives» de personnes qui ont l'intention de participer à une manifestation. Seules les associations publiques peuvent solliciter une autorisation pour organiser une réunion publique. La recommandation des autorités locales d'identifier un lieu éloigné du centre ville pour autoriser les rassemblements pacifiques est toujours considérée comme ayant force de loi.

Évaluation du Comité:

[C1] Aucune mesure n'a été adoptée. Le Comité réitère sa recommandation.

Mesure recommandée:

Lettre présentant l'analyse du Comité. Les informations demandées devraient figurer dans le prochain rapport périodique.

Prochain rapport périodique: 29 juillet 2014

103^e session (octobre-novembre 2011)**État partie**

Norvège

Observations finales:

CCPR/C/NOR/CO/6, adoptées le 18 novembre 2011

Paragraphe objet du suivi:

5, 10, 12

Première réponse:

Attendue le: 18 novembre 2012; reçue le: 3 décembre 2012

Informations d'ONG:

Norwegian NGO-forum for Human Rights, 20 décembre 2012

Paragraphe 5:

L'État partie devrait veiller à ce que la restructuration en cours de l'institution nationale des droits de l'homme aboutisse à la transformer effectivement de façon à lui conférer un mandat étendu dans le domaine des droits de l'homme. À cette fin, l'État partie devrait s'assurer que la nouvelle institution sera parfaitement compatible avec les Principes de Paris.

Résumé de la réponse:

En 2011, le Sous-Comité d'accréditation du Comité international de coordination a rétrogradé le Centre norvégien des droits de l'homme en le dotant du statut B et a donné à l'État partie un an pour fournir des éléments de preuve attestant des réformes menées pour le mettre en conformité avec les Principes de Paris. L'Université d'Oslo a mis un terme à sa relation avec le Centre. Le Ministère des affaires étrangères fournit actuellement un soutien au Centre pour qu'il s'acquitte pleinement de ses fonctions. Un groupe de travail interministériel a été mis en place pour évaluer les réformes nécessaires. Une possibilité consiste à créer une nouvelle institution nationale. En mars 2011, le Ministère des affaires étrangères a procédé à un examen externe du Centre. La conclusion était que plusieurs réformes clefs s'imposaient.

Informations d'ONG:

Le Groupe de travail interministériel a recommandé que le médiateur parlementaire soit désigné comme institution nationale des droits de l'homme. Les ONG ont fait objection à cette proposition. Le médiateur parlementaire et le Conseil de surveillance des prisons ne sont pas des organes appropriés pour garantir une surveillance neutre et efficace des prisons et des détenus. Un nouvel organe autonome et indépendant devrait être établi au moyen d'une procédure garantissant la participation des ONG.

Évaluation du Comité:

[B2] Des informations supplémentaires demeurent nécessaires sur: i) la décision prise par le groupe interministériel concernant la forme qu'aura la nouvelle institution nationale des droits de l'homme; ii) le mandat précis, les objectifs, les activités et les mécanismes de surveillance de la nouvelle institution.

Paragraphe 10:

L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour mettre fin à l'emploi injustifié de la force coercitive et de la contention des patients psychiatriques. À ce sujet, il devrait veiller à ce que toute décision d'utiliser la force coercitive et un moyen de contention soit prise après une évaluation médicale complète et professionnelle qui détermine le degré de force ou de contention à appliquer au patient. De plus, l'État partie devrait renforcer son système de surveillance des établissements de soins de santé mentale et de signalement, afin de prévenir les abus.

Résumé de la réponse:

Des mesures ont été prises pour promouvoir les traitements volontaires dans les services de santé mentale dans le cadre du Plan de renforcement du secteur de la santé mentale (1999-2008). Ces mesures n'ont pas entraîné de baisse notable du recours à la contrainte. Un rapport sera soumis au Parlement à la fin de l'année 2012 sur les moyens de réduire les mesures coercitives dans les soins de santé mentale. Davantage d'hôpitaux introduisent des programmes d'hospitalisation gérée par le patient qui ont réduit de plus de 50 % les cas d'hospitalisation coercitive. De nouvelles stratégies ont été adoptées au niveau national et au niveau régional (voir informations dans le rapport).

Informations d'ONG:

En 2012, la Direction de la santé a attribué 7 millions de NOK (1 255 000 dollars É.-U.) aux ONG et aux services de santé mentale afin qu'ils mettent en œuvre des projets visant à réduire le recours aux mesures coercitives. On manque de données sur l'utilisation de la contrainte, de l'isolement et des thérapies électroconvulsives dans les établissements psychiatriques.

Évaluation du Comité:

[B2] Des mesures supplémentaires sont requises afin: i) de réduire le recours à la force contre les malades mentaux; et ii) de renforcer le système de surveillance et d'information dans les établissements de soins de santé mentale. Des données sont requises sur l'usage de la coercition, notamment de thérapies électroconvulsives dans le système de soins de santé mentale.

Paragraphe 12:

L'État partie devrait limiter strictement la détention avant jugement des mineurs et, dans la mesure du possible, appliquer des mesures de substitution à la détention avant jugement.

Résumé de la réponse:

En vertu de la loi de janvier 2012, la détention avant jugement des enfants est autorisée seulement dans des cas de «nécessité impérieuse». Les enfants doivent être présentés à un juge au plus tard le lendemain de l'arrestation.

Informations d'ONG:

Le Ministère de la justice n'était pas favorable à la proposition d'interdiction totale du recours à la détention provisoire des mineurs. Une nouvelle législation devrait être appliquée, comportant une définition précise et rigoureuse des critères d'application. Des préoccupations persistent du fait que les enfants purgent presque toujours leur peine avec des adultes. Il existe seulement un centre de détention pour mineurs comportant quatre cellules.

Évaluation du Comité:

[B2] Des informations supplémentaires sont requises sur: i) les critères précis définissant la «nécessité impérieuse» pour la détention avant jugement des mineurs; et ii) les mesures prises pour veiller à ce que les mineurs détenus soient systématiquement séparés des adultes.

Mesure recommandée:

Lettre présentant l'analyse du Comité.

Prochain rapport périodique: 2 novembre 2016

État partie**Jamaïque****Observations finales:**

CCPR/C/JAM/CO/3, adoptées le 17 novembre 2011

Paragraphe objet du suivi:

8, 16, 23

Première réponse:

Attendue le: 17 novembre 2011; reçue le: 19 novembre 2012

Informations d'ONG:

7 décembre 2012: Jamaica Forum for Lesbians, All-sexuals and Gays (sur le paragraphe 8); 4/2/2013: Jamaicans for Justice and Jamaica FLAG.

Paragraphe 8:

L'État partie devrait modifier sa législation afin d'interdire la discrimination fondée sur le sexe, l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Il devrait également dépenaliser les relations sexuelles entre adultes du même sexe consentants de façon à rendre sa législation conforme au Pacte et faire disparaître les préjugés et la stigmatisation sociale visant l'homosexualité. À cette fin, l'État partie devrait adresser un message clair indiquant qu'il ne tolérera aucune forme de harcèlement, de discrimination ou de violence à l'égard de personnes au motif de leur orientation sexuelle, et devrait faire en sorte que les individus qui incitent à la violence contre les homosexuels fassent l'objet d'enquêtes et soient poursuivis et dûment punis.

Résumé de la réponse:

Tous les citoyens ont le droit à l'égalité devant la loi et le droit de ne pas être l'objet de discrimination. En août 2011, la police jamaïcaine a adopté une politique de la diversité sur laquelle se fondent les comportements professionnels des policiers avec des membres de groupes minoritaires, y compris les membres de la communauté LGBT. Une culture de la non-violence est également promue par le biais de l'initiative contre les brimades lancée dans les écoles et dans les communautés.

Informations d'ONG:

Les attitudes fortement négatives à l'égard de l'homosexualité sont toujours prédominantes. Le Gouvernement a annoncé récemment que le réexamen de la loi sur la sodomie n'était pas une priorité, et rares sont les mesures prises pour favoriser la tolérance et la non-violence.

Entre janvier et novembre 2012, l'organisation Jamaica FLAG a reçu 39 signalements de cas de discrimination, de harcèlement et de violence liés à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre des victimes. Des obstacles importants empêchent les personnes appartenant à la communauté LGBT de demander une réparation.

Des formations ont été organisées et les crimes homophobes peuvent être signalés à un réseau de policiers spécialement formés. La police a assuré la sécurité lors de toutes les manifestations publiques contre l'homophobie et la discrimination. Il y a encore des difficultés avec certains membres de la police.

Évaluation du Comité:

[C1] La recommandation n'a pas été mise en œuvre: La législation de l'État partie n'a pas été modifiée pour interdire la discrimination fondée sur le sexe, l'orientation sexuelle et l'identité de genre; les relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe n'ont pas été dépenalisées; aucune information n'est fournie sur la manière dont l'initiative contre les brimades est soutenue par l'État partie ni sur les mesures prises pour que les personnes incitant à la violence contre les homosexuels fassent l'objet d'enquête, de poursuites et de sanction appropriées.

Paragraphe 16:

L'État partie devrait suivre de près les allégations faisant état d'exécutions extrajudiciaires et garantir que dans tous les cas des enquêtes effectives soient menées sans délai en vue de faire cesser de telles pratiques, de traduire les responsables de ces crimes en justice et par conséquent de lutter contre l'impunité, ainsi que d'assurer des recours utiles aux victimes. À ce sujet, l'État partie devrait faire en sorte que la Commission indépendante d'enquête (INDECOM) soit dotée de ressources suffisantes pour lui permettre de mener à bonne fin, en toute indépendance, des enquêtes efficaces sur toutes les plaintes pour exécutions extrajudiciaires et agressions imputées aux membres des forces de l'ordre.

Résumé de la réponse:

La Commission indépendante d'enquête (INDECOM) a été créée en 2010 pour garantir que les exécutions extrajudiciaires fassent l'objet d'enquêtes rapides et effectives. Son budget et ses effectifs ont sensiblement augmenté (des données sont fournies). Les contraintes budgétaires demeurent un obstacle majeur. Le Ministère britannique du développement international (Department for International Development) fournira des fonds pour la formation et du matériel technique pendant une période de trois ans à compter de juin 2012.

Le Gouvernement continue de prendre des mesures pour que les policiers qui ont été impliqués dans des exécutions extrajudiciaires et qui ont fui le pays soient extradés afin d'être poursuivis. Un ancien policier a été reconnu coupable du meurtre d'une jeune fille de 14 ans en octobre 2008. Dans leurs contacts avec le public, les Forces de police jamaïcaines continuent d'appliquer la politique relative à l'usage de la force.

Informations d'ONG:

Il y a encore des cas de civils tués par des agents de la force publique, et l'impunité règne. Il y a eu environ 199 cas d'exécutions extrajudiciaires en 2012.

Évaluation du Comité:

[B2] Des mesures supplémentaires demeurent nécessaires pour encourager les victimes d'exécutions extrajudiciaires à porter plainte et pour favoriser les enquêtes sur ces cas et les sanctions.

[D1] L'État partie ne fournit pas d'information sur les recours ouverts aux victimes d'exécutions extrajudiciaires.

Paragraphe 23:

L'État partie devrait d'urgence prendre des mesures efficaces pour atténuer la surpopulation dans les lieux de détention et garantir des conditions carcérales qui respectent la dignité des prisonniers, conformément à l'article 10 du Pacte. Il devrait mettre en place un système permettant de séparer les prévenus des condamnés et les mineurs des autres prisonniers. L'État partie devrait en particulier prendre des mesures pour que les dispositions de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus soient respectées. En outre, il devrait envisager de faire davantage usage des peines de substitution non privatives de liberté afin d'atténuer le problème de la surpopulation carcérale.

Résumé de la réponse:

Tout est mis en œuvre pour lutter contre la surpopulation: transfèrements de prisonniers et ouverture d'un centre d'hébergement pour hommes à faible risque. Une réflexion est menée sur la possibilité de construire de nouvelles prisons, mais cette possibilité est limitée par la gravité de la situation économique et financière.

Il existe déjà un système permettant de séparer les prévenus des condamnés. Certains établissements sont rénovés afin que les filles et les femmes ne partagent pas les mêmes locaux. Les garçons sont détenus au centre de détention provisoire de Metcalf Street.

On s'efforce de faire examiner les affaires concernant des enfants par le Tribunal d'instance (*Resident Magistrate Court*) à huis clos lorsque le tribunal pour enfants ne siège pas. Les autorités s'efforcent de mettre en œuvre le Plan national d'action en faveur de la justice pour mineurs (2010-2014), malgré le manque de ressources.

Le Gouvernement poursuit ses actions de sensibilisation des magistrats aux peines de substitution et aux peines non privatives de liberté. Le système de libération conditionnelle a fait l'objet d'un examen en 2011.

Informations d'ONG:

La situation est déplorable dans les établissements pénitentiaires. Il y a peu de tentatives pour trouver des formules de substitution à l'emprisonnement, spécialement pour les enfants. Des mineurs sont détenus dans des cellules de garde à vue et dans des prisons pour adultes.

Évaluation du Comité:

[B2] Des informations additionnelles demeurent nécessaires sur: i) la proportion de filles détenues qui doivent partager des locaux communs avec les femmes adultes; ii) les mesures prises pour mettre en œuvre le Plan national d'action en faveur de la justice pour mineurs (2010-2014); iii) la proportion de cas dans lesquels des peines non privatives de liberté ont été prononcées; et iv) les résultats de l'examen du système de libération conditionnelle mené en 2011.

Mesure recommandée:

Lettre présentant l'analyse du Comité.

Prochain rapport périodique: 2 novembre 2014

Annexes

Annexe I

États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux Protocoles facultatifs et États qui ont fait la déclaration prévue à l'article 41 du Pacte à la date du 28 mars 2013

A. États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (167)

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Afghanistan	24 janvier 1983 ^a	24 avril 1983
Afrique du Sud	10 décembre 1998	10 mars 1999
Albanie	4 octobre 1991 ^a	4 janvier 1992
Algérie	12 septembre 1989	12 décembre 1989
Allemagne	17 décembre 1973	23 mars 1976
Andorre	22 septembre 2006	22 décembre 2006
Angola	10 janvier 1992 ^a	10 avril 1992
Argentine	8 août 1986	8 novembre 1986
Arménie	23 juin 1993 ^a	23 septembre 1993
Australie	13 août 1980	13 novembre 1980
Autriche	10 septembre 1978	10 décembre 1978
Azerbaïdjan	13 août 1992 ^a	^b
Bahamas	23 décembre 2008	23 mars 2009
Bahreïn	20 septembre 2006 ^a	20 décembre 2006
Bangladesh	6 septembre 2000 ^a	6 décembre 2000
Barbade	5 janvier 1973 ^a	23 mars 1976
Bélarus	12 novembre 1973	23 mars 1976
Belgique	21 avril 1983	21 juillet 1983
Belize	10 juin 1996 ^a	10 septembre 1996
Bénin	12 mars 1992 ^a	12 juin 1992

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Bolivie (État plurinational de)	12 août 1982 ^a	12 novembre 1982
Bosnie-Herzégovine	1 ^{er} septembre 1993 ^c	6 mars 1992
Botswana	8 septembre 2000	8 décembre 2000
Brésil	24 janvier 1992 ^a	24 avril 1992
Bulgarie	21 septembre 1970	23 mars 1976
Burkina Faso	4 janvier 1999 ^a	4 avril 1999
Burundi	9 mai 1990 ^a	9 août 1990
Cambodge	26 mai 1992 ^a	26 août 1992
Cameroun	27 juin 1984 ^a	27 septembre 1984
Canada	19 mai 1976 ^a	19 août 1976
Cap-Vert	6 août 1993 ^a	6 novembre 1993
Chili	10 février 1972	23 mars 1976
Chypre	2 avril 1969	23 mars 1976
Colombie	29 octobre 1969	23 mars 1976
Congo	5 octobre 1983 ^a	5 janvier 1984
Costa Rica	29 novembre 1968	23 mars 1976
Côte d'Ivoire	26 mars 1992 ^a	26 juin 1992
Croatie	12 octobre 1992 ^d	8 octobre 1991 ^c
Danemark	6 janvier 1972	23 mars 1976
Djibouti	5 novembre 2002 ^a	5 février 2003
Dominique	17 juin 1993 ^a	17 septembre 1993
Égypte	14 janvier 1982	14 avril 1982
El Salvador	30 novembre 1979	29 février 1980
Équateur	6 mars 1969	23 mars 1976
Érythrée	22 janvier 2002 ^a	22 avril 2002
Espagne	27 avril 1977	27 juillet 1977
Estonie	21 octobre 1991 ^a	21 janvier 1992
États-Unis d'Amérique	8 juin 1992	8 septembre 1992
Éthiopie	11 juin 1993 ^a	11 septembre 1993
ex-République yougoslave de Macédoine	18 janvier 1994 ^c	18 septembre 1991

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Fédération de Russie	16 octobre 1973	23 mars 1976
Finlande	19 août 1975	23 mars 1976
France	4 novembre 1980 ^a	4 février 1981
Gabon	21 janvier 1983 ^a	21 avril 1983
Gambie	22 mars 1979 ^a	22 juin 1979
Géorgie	3 mai 1994 ^a	^b
Ghana	7 septembre 2000	7 décembre 2000
Grèce	5 mai 1997 ^a	5 août 1997
Grenade	6 septembre 1991 ^a	6 décembre 1991
Guatemala	5 mai 1992 ^a	5 août 1992
Guinée	24 janvier 1978	24 avril 1978
Guinée-Bissau	1 ^{er} novembre 2010	1 ^{er} février 2011
Guinée équatoriale	25 septembre 1987 ^a	25 décembre 1987
Guyana	15 février 1977	15 mai 1977
Haïti	6 février 1991 ^a	6 mai 1991
Honduras	25 août 1997	25 novembre 1997
Hongrie	17 janvier 1974	23 mars 1976
Inde	10 avril 1979 ^a	10 juillet 1979
Indonésie	23 février 2006 ^a	23 mai 2006
Iran (République islamique d')	24 juin 1975	23 mars 1976
Iraq	25 janvier 1971	23 mars 1976
Irlande	8 décembre 1989	8 mars 1990
Islande	22 août 1979	22 novembre 1979
Israël	3 octobre 1991	3 janvier 1992
Italie	15 septembre 1978	15 décembre 1978
Jamaïque	3 octobre 1975	23 mars 1976
Japon	21 juin 1979	21 septembre 1979
Jordanie	28 mai 1975	23 mars 1976
Kazakhstan ^e	24 janvier 2006	
Kenya	1 ^{er} mai 1972 ^a	23 mars 1976

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Kirghizistan	7 octobre 1994 ^a	^b
Koweït	21 mai 1996 ^a	21 août 1996
Lesotho	9 septembre 1992 ^a	9 décembre 1992
Lettonie	14 avril 1992 ^a	14 juillet 1992
Liban	3 novembre 1972 ^a	23 mars 1976
Libéria	22 septembre 2004	22 décembre 2004
Libye	15 mai 1970 ^a	23 mars 1976
Liechtenstein	10 décembre 1998 ^a	10 mars 1999
Lituanie	20 novembre 1991 ^a	20 février 1992
Luxembourg	18 août 1983	18 novembre 1983
Madagascar	21 juin 1971	23 mars 1976
Malawi	22 décembre 1993 ^a	22 mars 1994
Maldives	19 septembre 2006 ^a	19 décembre 2006
Mali	16 juillet 1974 ^a	23 mars 1976
Malte	13 septembre 1990 ^a	13 décembre 1990
Maroc	3 mai 1979	3 août 1979
Maurice	12 décembre 1973 ^a	23 mars 1976
Mauritanie	17 novembre 2004 ^a	17 février 2005
Mexique	23 mars 1981 ^a	23 juin 1981
Monaco	28 août 1997	28 novembre 1997
Mongolie	18 novembre 1974	23 mars 1976
Monténégro ^f		3 juin 2006
Mozambique	21 juillet 1993 ^a	21 octobre 1993
Namibie	28 novembre 1994 ^a	28 février 1995
Népal	14 mai 1991 ^a	14 août 1991
Nicaragua	12 mars 1980 ^a	12 juin 1980
Niger	7 mars 1986 ^a	7 juin 1986
Nigéria	29 juillet 1993 ^a	29 octobre 1993
Norvège	13 septembre 1972	23 mars 1976
Nouvelle-Zélande	28 décembre 1978	28 mars 1979

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Ouganda	21 juin 1995 ^a	21 septembre 1995
Ouzbékistan	28 septembre 1995 ^a	^b
Pakistan	23 juin 2010	23 septembre 2010
Panama	8 mars 1977	8 juin 1977
Papouasie-Nouvelle-Guinée	21 juillet 2008 ^a	21 octobre 2008
Paraguay	10 juin 1992 ^a	10 septembre 1992
Pays-Bas	11 décembre 1978	11 mars 1979
Pérou	28 avril 1978	28 juillet 1978
Philippines	23 octobre 1986	23 janvier 1987
Pologne	18 mars 1977	18 juin 1977
Portugal	15 juin 1978	15 septembre 1978
République arabe syrienne	21 avril 1969 ^a	23 mars 1976
République centrafricaine	8 mai 1981 ^a	8 août 1981
République de Corée	10 avril 1990 ^a	10 juillet 1990
République de Moldova	26 janvier 1993 ^a	^b
République démocratique du Congo	1 ^{er} novembre 1976 ^a	1 ^{er} février 1977
République démocratique populaire lao	25 septembre 2009	25 décembre 2009
République dominicaine	4 janvier 1978 ^a	4 avril 1978
République populaire démocratique de Corée	14 septembre 1981 ^a	14 décembre 1981
République tchèque	22 février 1993 ^c	1 ^{er} janvier 1993
République-Unie de Tanzanie	11 juin 1976 ^a	11 septembre 1976
Roumanie	9 décembre 1974	23 mars 1976
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	20 mai 1976	20 août 1976
Rwanda	16 avril 1975 ^a	23 mars 1976
Saint-Marin	18 octobre 1985 ^a	18 janvier 1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	9 novembre 1981 ^a	9 février 1982
Samoa	15 février 2008 ^a	15 mai 2008
Sénégal	13 février 1978	13 mai 1978
Serbie ^g	12 mars 2001	^c
Seychelles	5 mai 1992 ^a	5 août 1992

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Sierra Leone	23 août 1996 ^a	23 novembre 1996
Slovaquie	28 mai 1993 ^c	1 ^{er} janvier 1993
Slovénie	6 juillet 1992 ^c	25 juin 1991
Somalie	24 janvier 1990 ^a	24 avril 1990
Soudan	18 mars 1986 ^a	18 juin 1986
Sri Lanka	11 juin 1980 ^a	11 septembre 1980
Suède	6 décembre 1971	23 mars 1976
Suisse	18 juin 1992 ^a	18 septembre 1992
Suriname	28 décembre 1976 ^a	28 mars 1977
Swaziland	26 mars 2004 ^a	26 juin 2004
Tadjikistan	4 janvier 1999 ^a	^b
Tchad	9 juin 1995 ^a	9 septembre 1995
Thaïlande	29 octobre 1996 ^a	29 janvier 1997
Timor-Leste	18 septembre 2003 ^a	18 décembre 2003
Togo	24 mai 1984 ^a	24 août 1984
Trinité-et-Tobago	21 décembre 1978 ^a	21 mars 1979
Tunisie	18 mars 1969	23 mars 1976
Turkménistan	1 ^{er} mai 1997 ^a	^b
Turquie	23 septembre 2003	23 décembre 2003
Ukraine	12 novembre 1973	23 mars 1976
Uruguay	1 ^{er} avril 1970	23 mars 1976
Vanuatu	21 novembre 2008	21 février 2009
Venezuela (République bolivarienne du)	10 mai 1978	10 août 1978
Viet Nam	24 septembre 1982 ^a	24 décembre 1982
Yémen	9 février 1987 ^a	9 mai 1987
Zambie	10 avril 1984 ^a	10 juillet 1984
Zimbabwe	13 mai 1991 ^a	13 août 1991

Note: Outre les États parties ci-dessus, le Pacte continue de s'appliquer à Hong Kong (Chine) et à Macao (Chine)^h.

B. États parties au premier Protocole facultatif (114)

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Afrique du Sud	28 août 2002 ^a	28 novembre 2002
Albanie	4 octobre 2007 ^a	4 janvier 2008
Algérie	12 septembre 1989 ^a	12 décembre 1989
Allemagne	25 août 1993 ^a	25 novembre 1993
Andorre	22 septembre 2006	22 décembre 2006
Angola	10 janvier 1992 ^a	10 avril 1992
Argentine	8 août 1986 ^a	8 novembre 1986
Arménie	23 juin 1993 ^a	23 septembre 1993
Australie	25 septembre 1991 ^a	25 décembre 1991
Autriche	10 décembre 1987	10 mars 1988
Azerbaïdjan	27 novembre 2001 ^a	27 février 2002
Barbade	5 janvier 1973 ^a	23 mars 1976
Bélarus	30 septembre 1992 ^a	30 décembre 1992
Belgique	17 mai 1994 ^a	17 août 1994
Bénin	12 mars 1992 ^a	12 juin 1992
Bolivie (État plurinational de)	12 août 1982 ^a	12 novembre 1982
Bosnie-Herzégovine	1 ^{er} mars 1995	1 ^{er} juin 1995
Brésil	25 septembre 2009 ^a	25 décembre 2009
Bulgarie	26 mars 1992 ^a	26 juin 1992
Burkina Faso	4 janvier 1999 ^a	4 avril 1999
Cameroun	27 juin 1984 ^a	27 septembre 1984
Canada	19 mai 1976 ^a	19 août 1976
Cap-Vert	19 mai 2000 ^a	19 août 2000
Chili	27 mai 1992 ^a	28 août 1992
Chypre	15 avril 1992	15 juillet 1992
Colombie	29 octobre 1969	23 mars 1976
Congo	5 octobre 1983 ^a	5 janvier 1984
Costa Rica	29 novembre 1968	23 mars 1976
Côte d'Ivoire	5 mars 1997	5 juin 1997

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Croatie	12 octobre 1995 ^a	
Danemark	6 janvier 1972	23 mars 1976
Djibouti	5 novembre 2002 ^a	5 février 2003
El Salvador	6 juin 1995	6 septembre 1995
Équateur	6 mars 1969	23 mars 1976
Espagne	25 janvier 1985 ^a	25 avril 1985
Estonie	21 octobre 1991 ^a	21 janvier 1992
ex-République yougoslave de Macédoine	12 décembre 1994 ^c	12 mars 1995
Fédération de Russie	1 ^{er} octobre 1991 ^a	1 ^{er} janvier 1992
Finlande	19 août 1975	23 mars 1976
France	17 février 1984 ^a	17 mai 1984
Gambie	9 juin 1988 ^a	9 septembre 1988
Géorgie	3 mai 1994 ^a	3 août 1994
Ghana	7 septembre 2000	7 décembre 2000
Grèce	5 mai 1997 ^a	5 août 1997
Guatemala	28 novembre 2000 ^a	28 février 2001
Guinée	17 juin 1993	17 septembre 1993
Guinée équatoriale	25 septembre 1987 ^a	25 décembre 1987
Guyana ⁱ	10 mai 1993 ^a	10 août 1993
Honduras	7 juin 2005	7 septembre 2005
Hongrie	7 septembre 1988 ^a	7 décembre 1988
Irlande	8 décembre 1989 ^a	8 mars 1990
Islande	22 août 1979 ^a	22 novembre 1979
Italie	15 septembre 1978	15 décembre 1978
Kazakhstan	30 juin 2009	30 septembre 2009
Kirghizistan	7 octobre 1994 ^a	7 janvier 1995
Lesotho	6 septembre 2000 ^a	6 décembre 2000
Lettonie	22 juin 1994 ^a	22 septembre 1994
Libye	16 mai 1989 ^a	16 août 1989

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Liechtenstein	10 décembre 1998 ^a	10 mars 1999
Lituanie	20 novembre 1991 ^a	20 février 1992
Luxembourg	18 août 1983 ^a	18 novembre 1983
Madagascar	21 juin 1971	23 mars 1976
Malawi	11 juin 1996 ^a	11 septembre 1996
Maldives	19 septembre 2006 ^a	19 décembre 2006
Mali	24 octobre 2001 ^a	24 janvier 2002
Malte	13 septembre 1990 ^a	13 décembre 1990
Maurice	12 décembre 1973 ^a	23 mars 1976
Mexique	15 mars 2002 ^a	15 juin 2002
Mongolie	16 avril 1991 ^a	16 juillet 1991
Monténégro ^e		23 octobre 2006
Namibie	28 novembre 1994 ^a	28 février 1995
Népal	14 mai 1991 ^a	14 août 1991
Nicaragua	12 mars 1980 ^a	12 juin 1980
Niger	7 mars 1986 ^a	7 juin 1986
Norvège	13 septembre 1972	23 mars 1976
Nouvelle-Zélande	26 mai 1989 ^a	26 août 1989
Ouganda	14 novembre 1995 ^a	14 février 1996
Ouzbékistan	28 septembre 1995 ^a	28 décembre 1995
Panama	8 mars 1977	8 juin 1977
Paraguay	10 janvier 1995 ^a	10 avril 1995
Pays-Bas	11 décembre 1978	11 mars 1979
Pérou	3 octobre 1980	3 janvier 1981
Philippines	22 août 1989	22 novembre 1989
Pologne	7 novembre 1991 ^a	7 février 1992
Portugal	3 mai 1983	3 août 1983
République centrafricaine	8 mai 1981 ^a	8 août 1981
République de Corée	10 avril 1990 ^a	10 juillet 1990
République de Moldova	23 janvier 2008	23 avril 2008
République démocratique du Congo	1 ^{er} novembre 1976 ^a	1 ^{er} février 1977
République dominicaine	4 janvier 1978 ^a	4 avril 1978

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
République tchèque	22 février 1993 ^c	1 ^{er} janvier 1993
Roumanie	20 juillet 1993 ^a	20 octobre 1993
Saint-Marin	18 octobre 1985 ^a	18 janvier 1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	9 novembre 1981 ^a	9 février 1982
Sénégal	13 février 1978	13 mai 1978
Serbie ^g	6 septembre 2001	6 décembre 2001
Seychelles	5 mai 1992 ^a	5 août 1992
Sierra Leone	23 août 1996 ^a	23 novembre 1996
Slovaquie	28 mai 1993 ^c	1 ^{er} janvier 1993
Slovénie	16 juillet 1993 ^a	16 octobre 1993
Somalie	24 janvier 1990 ^a	24 avril 1990
Sri Lanka	3 octobre 1997 ^a	3 janvier 1998
Suède	6 décembre 1971	23 mars 1976
Suriname	28 décembre 1976 ^a	28 mars 1977
Tadjikistan	4 janvier 1999 ^a	4 avril 1999
Tchad	9 juin 1995 ^a	9 septembre 1995
Togo	30 mars 1988 ^a	30 juin 1988
Tunisie	29 juin 2011 ^a	29 septembre 2011
Turkménistan	1 ^{er} mai 1997 ^a	1 ^{er} août 1997 ^b
Turquie	24 novembre 2006	24 février 2007
Ukraine	25 juillet 1991 ^a	25 octobre 1991
Uruguay	1 ^{er} avril 1970	23 mars 1976
Venezuela (République bolivarienne du)	10 mai 1978	10 août 1978
Zambie	10 avril 1984 ^a	10 juillet 1984

Note: La Jamaïque a dénoncé le Protocole facultatif le 23 octobre 1997, avec effet au 23 janvier 1998. La Trinité-et-Tobago a dénoncé le Protocole facultatif le 26 mai 1998 et y a adhéré de nouveau le même jour, en formulant une réserve, avec effet au 26 août 1998. À la suite de la décision prise par le Comité dans l'affaire n° 845/1999 (*Kennedy c. Trinité-et-Tobago*) le 2 novembre 1999, déclarant la réserve non valable, la Trinité-et-Tobago a de nouveau dénoncé le Protocole facultatif le 27 mars 2000, avec effet au 27 juin 2000.

C. États parties au deuxième Protocole facultatif, visant à abolir la peine de mort (75)

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Afrique du Sud	28 août 2002 ^a	28 novembre 2002
Albanie	17 octobre 2007 ^a	17 décembre 2007
Allemagne	18 août 1992	18 novembre 1992
Andorre	22 septembre 2006	22 décembre 2006
Argentine	2 septembre 2008	2 décembre 2008
Australie	2 octobre 1990 ^a	11 juillet 1991
Autriche	2 mars 1993	2 juin 1993
Azerbaïdjan	22 janvier 1999 ^a	22 avril 1999
Belgique	8 décembre 1998	8 mars 1999
Bénin	5 juillet 2012 ^a	5 octobre 2012
Bosnie-Herzégovine	16 mars 2001	16 juin 2001
Brésil	25 septembre 2009 ^a	25 décembre 2009
Bulgarie	10 août 1999	10 novembre 1999
Canada	25 novembre 2005 ^a	25 février 2006
Cap-Vert	19 mai 2000 ^a	19 août 2000
Chili	26 septembre 2008	26 décembre 2008
Chypre	10 septembre 1999 ^a	10 décembre 1999
Colombie	5 août 1997 ^a	5 novembre 1997
Costa Rica	5 juin 1998	5 septembre 1998
Croatie	12 octobre 1995 ^a	12 janvier 1996
Danemark	24 février 1994	24 mai 1994
Djibouti	5 novembre 2002 ^a	5 février 2003
Équateur	23 février 1993 ^a	23 mai 1993
Espagne	11 avril 1991	11 juillet 1991
Estonie	30 janvier 2004 ^a	30 avril 2004
ex-République yougoslave de Macédoine	26 janvier 1995 ^a	26 avril 1995
Finlande	4 avril 1991	11 juillet 1991

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
France	2 octobre 2007 ^a	2 janvier 2008
Géorgie	22 mars 1999 ^a	22 juin 1999
Grèce	5 mai 1997 ^a	5 août 1997
Honduras	1 ^{er} avril 2008	1 ^{er} juillet 2008
Hongrie	24 février 1994 ^a	24 mai 1994
Irlande	18 juin 1993 ^a	18 septembre 1993
Islande	2 avril 1991	2 juillet 1991
Italie	14 février 1995	14 mai 1995
Kirghizistan	6 décembre 2010	6 mars 2011
Libéria	16 septembre 2005 ^a	16 décembre 2005
Liechtenstein	10 décembre 1998 ^a	10 mars 1999
Lituanie	27 mars 2002	26 juin 2002
Luxembourg	12 février 1992	12 mai 1992
Malte	29 décembre 1994 ^a	29 mars 1995
Mexique	26 septembre 2007 ^a	26 décembre 2007
Monaco	28 mars 2000 ^a	28 juin 2000
Mongolie	13 mars 2012 ^a	13 juin 2012
Monténégro ^e		23 octobre 2006
Mozambique	21 juillet 1993 ^a	21 octobre 1993
Namibie	28 novembre 1994 ^a	28 février 1995
Népal	4 mars 1998 ^a	4 juin 1998
Nicaragua	21 février 2009	21 mai 2009
Norvège	5 septembre 1991	5 décembre 1991
Nouvelle-Zélande	22 février 1990	22 mai 1990
Ouzbékistan	23 décembre 2008 ^a	23 mars 2009
Panama	21 janvier 1993 ^a	21 avril 1993
Paraguay	18 août 2003	18 novembre 2003
Pays-Bas	26 mars 1991	26 juin 1991
Philippines	20 novembre 2007	20 février 2008
Portugal	17 octobre 1990	17 janvier 1990

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
République de Moldova	20 septembre 2006 ^a	20 décembre 2006
République tchèque	15 juin 2004 ^a	15 septembre 2004
Roumanie	27 février 1991	27 mai 1991
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	10 décembre 1999	10 mars 2000
Rwanda	15 décembre 2008 ^a	15 mars 2009
Saint-Marin	17 août 2004	17 novembre 2004
Serbie ^g	6 septembre 2001 ^a	6 décembre 2001
Seychelles	15 décembre 1994 ^a	15 mars 1995
Slovaquie	22 juin 1999	22 septembre 1999
Slovénie	10 mars 1994	10 juin 1994
Suède	11 mai 1990	11 juillet 1991
Suisse	16 juin 1994 ^a	16 septembre 1994
Timor-Leste	18 septembre 2003 ^a	18 décembre 2003
Turkménistan	11 janvier 2000 ^a	11 avril 2000
Turquie	2 mars 2006	2 juin 2006
Ukraine	25 juillet 2007 ^a	25 octobre 2007
Uruguay	21 janvier 1993	21 avril 1993
Venezuela (République bolivarienne du)	22 février 1993	22 mai 1993

D. États qui ont fait la déclaration prévue à l'article 41 du Pacte (48)

<i>État partie</i>	<i>Valable</i>	
	<i>Du</i>	<i>Au</i>
Afrique du Sud	10 mars 1999	Durée indéfinie
Algérie	12 septembre 1989	Durée indéfinie
Allemagne	27 décembre 2001	Durée indéfinie
Argentine	8 août 1986	Durée indéfinie
Australie	28 janvier 1993	Durée indéfinie
Autriche	10 septembre 1978	Durée indéfinie
Bélarus	30 septembre 1992	Durée indéfinie

<i>État partie</i>	<i>Valable</i>	
	<i>Du</i>	<i>Au</i>
Belgique	5 mars 1987	Durée indéfinie
Bosnie-Herzégovine	6 mars 1992	Durée indéfinie
Bulgarie	12 mai 1993	Durée indéfinie
Canada	29 octobre 1979	Durée indéfinie
Chili	11 mars 1990	Durée indéfinie
Congo	7 juillet 1989	Durée indéfinie
Croatie	12 octobre 1995	Durée indéfinie
Danemark	19 avril 1983	Durée indéfinie
Équateur	24 août 1984	Durée indéfinie
Espagne	11 mars 1998	Durée indéfinie
États-Unis d'Amérique	8 septembre 1992	Durée indéfinie
Fédération de Russie	1 ^{er} octobre 1991	Durée indéfinie
Finlande	19 août 1975	Durée indéfinie
Gambie	9 juin 1988	Durée indéfinie
Ghana	7 septembre 2000	Durée indéfinie
Guyana	10 mai 1992	Durée indéfinie
Hongrie	7 septembre 1988	Durée indéfinie
Irlande	8 décembre 1989	Durée indéfinie
Islande	22 août 1979	Durée indéfinie
Italie	15 septembre 1978	Durée indéfinie
Liechtenstein	10 mars 1999	Durée indéfinie
Luxembourg	18 août 1983	Durée indéfinie
Malte	13 septembre 1990	Durée indéfinie
Norvège	31 août 1972	Durée indéfinie
Nouvelle-Zélande	28 décembre 1978	Durée indéfinie
Pays-Bas	11 décembre 1978	Durée indéfinie
Pérou	9 avril 1984	Durée indéfinie
Philippines	23 octobre 1986	Durée indéfinie
Pologne	25 septembre 1990	Durée indéfinie
République de Corée	10 avril 1990	Durée indéfinie
République tchèque	1 ^{er} janvier 1993	Durée indéfinie

État partie	Valable	
	Du	Au
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	20 mai 1976	Durée indéfinie
Sénégal	5 janvier 1981	Durée indéfinie
Slovaquie	1 ^{er} janvier 1993	Durée indéfinie
Slovénie	6 juillet 1992	Durée indéfinie
Sri Lanka	11 juin 1980	Durée indéfinie
Suède	26 novembre 1971	Durée indéfinie
Suisse	16 avril 2010	16 avril 2015
Tunisie	24 juin 1993	Durée indéfinie
Ukraine	28 juillet 1992	Durée indéfinie
Zimbabwe	20 août 1991	Durée indéfinie

Notes:^a Adhésion.^b De l'avis du Comité, la date de l'entrée en vigueur est celle à laquelle l'État est devenu indépendant.^c Succession.^d Dans une lettre datée du 27 juillet 1992, reçue par le Secrétaire général le 4 août 1992 et accompagnée d'une liste de traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général, le Gouvernement croate a notifié ce qui suit:

«Compte tenu de la décision constitutionnelle relative à la souveraineté et à l'indépendance de la République de Croatie, en date du 25 juin 1991, et de la décision du Parlement croate concernant le territoire de la République de Croatie, [le Gouvernement de] la République de Croatie a décidé que, en vertu de la succession de la République socialiste fédérative de Yougoslavie du 8 octobre 1991, il se considérait lié par les conventions auxquelles la République socialiste fédérative de Yougoslavie et les États qui l'ont précédée (le Royaume de Yougoslavie, la République populaire fédérative de Yougoslavie) étaient parties, selon la liste ci-jointe. Conformément à la pratique internationale, [le Gouvernement de la République de Croatie] souhaite suggérer que cette déclaration prenne effet le 8 octobre 1991, date à laquelle la République de Croatie est devenue indépendante.»

^e Avant la réception de l'instrument de ratification par le Secrétaire général, la position du Comité était la suivante: il n'a pas été reçu de déclaration de succession, mais les personnes se trouvant sur le territoire de l'État qui faisait partie d'un ancien État partie au Pacte continuent d'avoir droit aux garanties prévues dans le Pacte, conformément à la jurisprudence constante du Comité (voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément n° 40* (A/49/40), vol. I, par. 48 et 49).^f Le Monténégro a été admis à l'Organisation des Nations Unies par la résolution 60/264 de l'Assemblée générale en date du 28 juin 2006. Le 23 octobre 2006, le Secrétaire général a reçu une lettre du Gouvernement du Monténégro, en date du 10 octobre 2006 et accompagnée d'une liste des traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général, l'informant que:

- Le Gouvernement de la République du Monténégro a décidé de succéder aux traités auxquels l'État d'Union de la Serbie-et-Monténégro était partie ou signataire;
- Le Gouvernement de la République du Monténégro succède aux traités énumérés dans l'annexe ci-jointe et s'engage formellement à en remplir les conditions y stipulées à partir du 3 juin 2006, date à laquelle la République du Monténégro a assumé la responsabilité de ses relations internationales et à laquelle le Parlement du Monténégro a adopté la Déclaration d'indépendance;

- Le Gouvernement de la République du Monténégro maintiendra les réserves, déclarations et objections faites par la Serbie-et-Monténégro avant que la République du Monténégro n'ait assumé la responsabilité de ses relations internationales, comme indiqué dans l'annexe de cet instrument.

^g La République socialiste fédérative de Yougoslavie a ratifié le Pacte le 2 juin 1971, et il est entré en vigueur pour cet État le 23 mars 1976. L'État successeur (la République fédérale de Yougoslavie) a été admis à l'Organisation des Nations Unies par la résolution de l'Assemblée générale 55/12 en date du 1^{er} novembre 2000. En vertu d'une déclaration ultérieure du Gouvernement yougoslave, la République fédérale de Yougoslavie a adhéré au Pacte, avec effet au 12 mars 2001. Selon la pratique établie du Comité, la population relevant de la juridiction d'un État qui faisait partie d'un ancien État partie au Pacte continue d'avoir droit aux garanties énoncées dans le Pacte. À la suite de l'adoption de la Charte constitutionnelle de Serbie-et-Monténégro par l'Assemblée de la République fédérale de Yougoslavie, le 4 février 2003, le nom de la République fédérale de Yougoslavie est devenu «Serbie-et-Monténégro». La République de Serbie fait suite à l'Union d'États de Serbie-et-Monténégro en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies, y compris de tous les organes et organismes des Nations Unies, sur la base de l'article 60 de la Charte constitutionnelle de Serbie-et-Monténégro auquel il a été donné effet par la Déclaration d'indépendance adoptée par l'Assemblée nationale du Monténégro le 3 juin 2006. Le 19 juin 2006, le Secrétaire général a reçu du Ministère des affaires étrangères de la République de Serbie une communication datée du 16 juin 2006 l'informant que: a) la République de Serbie continuerait à exercer les droits qui lui sont reconnus et à honorer les engagements qu'elle a pris en vertu des traités internationaux conclus par la Serbie-et-Monténégro; b) la République de Serbie devrait être considérée comme étant partie à tous les accords internationaux en vigueur, à la place de la Serbie-et-Monténégro; et c) le Gouvernement de la République de Serbie s'acquitterait désormais des fonctions exercées auparavant par le Conseil des ministres de la Serbie-et-Monténégro en tant que dépositaire des traités multilatéraux correspondants. La République du Monténégro a été admise à l'Organisation des Nations Unies par la résolution 60/264 de l'Assemblée générale en date du 28 juin 2006.

^h Pour l'application du Pacte à Hong Kong (Chine) voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n°40 (A/51/40)*, chap. V, sect. B, par. 78 à 85. Pour l'application à Macao (Chine), *ibid.*, *cinquante-cinquième session, Supplément n° 40 (A/55/40)*, chap. IV.

ⁱ Le Guyana a dénoncé le Protocole facultatif le 5 janvier 1999 et y a adhéré de nouveau le même jour, en formulant une réserve, avec effet au 5 avril 1999. La réserve émise par le Guyana a suscité des objections de la part de six États parties au Protocole facultatif.

Annexe II

Membres et Bureau du Comité des droits de l'homme 2011-2012

A. Membres du Comité des droits de l'homme^a

<i>105^e session</i>	<i>Nationalité^b</i>	<i>Mandat prenant fin le 31 décembre</i>
M. Yadh Ben Achour ^c	Tunisie	2014
M. Lazahri Bouzi	Algérie	2012
M ^{me} Christine Chanet	France	2014
M. Ahmed Amin Fathalla	Égypte	2012
M. Cornelis Flinterman	Pays-Bas	2014
M. Yuji Iwasawa	Japon	2014
M ^{me} Zonke Zanele Majodina	Afrique du Sud	2014
M ^{me} Iulia Antoanella Motoc	Roumanie	2014
M. Gerald L. Neuman	États-Unis d'Amérique	2014
M. Michael O'Flaherty	Irlande	2012
M. Rafael Rivas Posada	Colombie	2012
Sir Nigel Rodley	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2012
M. Fabián Omar Salvioli	Argentine	2012
M. Krister Thelin	Suède	2012
M ^{me} Margo Waterval	Suriname	2014

<i>106^e session</i>	<i>Nationalité^b</i>	<i>Mandat prenant fin le 31 décembre</i>
M. Yadh Ben Achour	Tunisie	2014
M. Lazahri Bouzi	Algérie	2012
M ^{me} Christine Chanet	France	2014
M. Ahmed Amin Fathalla	Égypte	2012
M. Cornelis Flinterman	Pays-Bas	2014

<i>106^e session</i>	<i>Nationalité^b</i>	<i>Mandat prenant fin le 31 décembre</i>
M. Yuji Iwasawa	Japon	2014
M. Walter Kälin^d	Suisse	2014
M ^{me} Zonke Zanele Majodina	Afrique du Sud	2014
M ^{me} Iulia Antoanella Motoc	Roumanie	2014
M. Gerald L. Neuman	États-Unis d'Amérique	2014
M. Michael O'Flaherty	Irlande	2012
M. Rafael Rivas Posada	Colombie	2012
Sir Nigel Rodley	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2012
M. Fabián Omar Salvioli	Argentine	2012
M. Marat Sarsembayev^e	Kazakhstan	2012
M. Krister Thelin	Suède	2012
M ^{me} Margo Waterval	Suriname	2014

^a M. Lallah est décédé le 3 juin 2012, avant la 105^e session; son mandat devait prendre fin le 31 décembre 2012. Ce siège vacant a été pourvu lors des élections ordinaires tenues à la trente-deuxième réunion des États parties le 6 septembre 2012 à New York.

^b Conformément au paragraphe 3 de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, «les membres du Comité sont élus et siègent à titre individuel».

^c M. Amor est décédé le 2 janvier 2012, avant la 104^e session; son mandat devait prendre fin le 31 décembre 2014. Des élections ont été organisées le 1^{er} mai 2012 pour remplir le siège vacant pendant le reste du mandat, soit jusqu'au 31 décembre 2014. M. Yadh Ben Achour (Tunisie) a été élu par acclamation.

^d M. Kälin a été élu à l'issue d'élections partielles organisées à New York le 17 janvier 2012 pour pourvoir les deux sièges laissés vacants par les démissions de M^{me} Helen Keller et de M. Mahjoub El Haiba, toutes deux effectives le 30 septembre 2011.

^e M. Sarsembayev a été élu à l'issue d'élections partielles organisées à New York le 17 janvier 2012 pour pourvoir les deux sièges laissés vacants par les démissions de M^{me} Helen Keller et de M. Mahjoub El Haiba, toutes deux effectives le 30 septembre 2011.

<i>107^e session</i>	<i>Nationalité</i>	<i>Mandat prenant fin le 31 décembre</i>
M. Yadh Ben Achour	Tunisie	2014
M. Lazahri Bouزيد	Algérie	2016 ^a
M ^{me} Christine Chanet	France	2014
M. Ahmed Amin Fathalla	Égypte	2016 ^a
M. Cornelis Flinterman	Pays-Bas	2014

<i>107^e session</i>	<i>Nationalité</i>	<i>Mandat prenant fin le 31 décembre</i>
M ^{me} Anja Seibert-Fohr	Allemagne	2016 ^a
M. Yuji Iwasawa	Japon	2014
M. Walter Kälin	Suisse	2014
M ^{me} Zonke Zanele Majodina	Afrique du Sud	2014
M. Kheshoe Parsad Matadeen	Maurice	2016 ^a
M ^{me} Iulia Antoanella Motoc	Roumanie	2014
M. Gerald L. Neuman	États-Unis d'Amérique	2014
M. Victor Manuel Rodríguez-Rescia	Costa Rica	2016 ^a
Sir Nigel Rodley	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2016 ^a
M. Fabián Omar Salvioli	Argentine	2016 ^a
M. Yuval Shany	Israël	2016 ^a
M. Konstantine Vardzelashvili	Géorgie	2016 ^a
M ^{me} Margo Waterval	Suriname	2014

^a Ces membres ont été élus à la trente-deuxième réunion des États parties tenue à New York le 6 septembre 2012.

B. Bureau

Le Bureau du Comité, élu pour deux ans à la ...^e séance le 11 mars 2013 (107^e session), est composé comme suit:

Président: Sir Nigel Rodley

Vice-Président(e)s: M^{me} Margo Waterval
M^{me} Iulia Antoanella Motoc
M. Yadh Ben Achour

Rapporteur: M. Cornelis Flinterman

Annexe III

**Rapports et renseignements supplémentaires soumis
par les États parties en application de l'article 40 du Pacte
(état au 28 mars 2013)**

<i>État partie</i>	<i>Rapport</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>
Afghanistan ^a	Troisième	31 octobre 2013	Délai non échu
Afrique du Sud	Initial	9 mars 2000	Non encore reçu
Albanie	Deuxième	1 ^{er} novembre 2008	25 août 2011
Algérie	Quatrième	1 ^{er} novembre 2011	Non encore reçu
Allemagne ^k	Septième	2 novembre 2018	Délai non échu
Andorre	Initial	22 décembre 2007	Non encore reçu
Angola	Deuxième	30 mars 2017	Délai non échu
Argentine	Cinquième	30 mars 2014	Délai non échu
Arménie	Troisième	30 juillet 2016	Délai non échu
Australie	Sixième	1 ^{er} avril 2013	Délai non échu ^b
Autriche	Cinquième	30 octobre 2012	Non encore reçu
Azerbaïdjan	Quatrième	1 ^{er} août 2013	Délai non échu
Bahamas	Initial	23 mars 2010	Non encore reçu
Bahreïn	Initial	20 décembre 2007	Non encore reçu
Bangladesh	Initial	6 décembre 2001	Non encore reçu
Barbade	Quatrième	29 mars 2011	Non encore reçu
Bélarus	Cinquième	7 novembre 2001	Non encore reçu
Belgique	Sixième	29 octobre 2015	Délai non échu
Belize	Initial	9 septembre 1997	Non encore reçu
Bénin	Deuxième	1 ^{er} novembre 2008	Non encore reçu
Bolivie (État plurinational de)	Troisième	31 décembre 1999	16 août 2011
Bosnie-Herzégovine	Troisième	2 novembre 2016	Délai non échu
Botswana	Deuxième	31 mars 2012	Non encore reçu
Brésil	Troisième	31 octobre 2009	Non encore reçu
Bulgarie	Quatrième	29 juillet 2015	Délai non échu
Burkina Faso	Initial	3 avril 2000	Non encore reçu
Burundi	Deuxième	8 août 1996	7 février 2013
Cambodge	Deuxième	31 juillet 2002	28 décembre 2012
Cameroun ^c	Cinquième	30 juillet 2013	Délai non échu
Canada	Sixième	31 octobre 2010	Non encore reçu
Cap-Vert	Initial	5 novembre 1994	Non encore reçu ^d
Chili	Sixième	27 mars 2012	29 mai 2012
Chypre	Quatrième	1 ^{er} juin 2002	19 décembre 2012
Colombie	Septième	1 ^{er} avril 2014	Délai non échu
Congo	Troisième	31 mars 2003	Non encore reçu

<i>État partie</i>	<i>Rapport</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>
Costa Rica	Sixième	1 ^{er} novembre 2012	Non encore reçu
Côte d'Ivoire	Initial	25 juin 1993	19 mars 2013
Croatie	Troisième	30 octobre 2013	Délai non échu ^e
Danemark ^f	Sixième	31 octobre 2013	Délai non échu
Djibouti	Initial	5 février 2004	3 février 2012
Dominique	Initial	16 septembre 1994	Non encore reçu ^g
Égypte	Quatrième	1 ^{er} novembre 2004	Non encore reçu
El Salvador	Septième	29 octobre 2014	Délai non échu
Équateur ^h	Sixième	30 octobre 2013	Délai non échu
Érythrée	Initial	22 avril 2003	Non encore reçu
Espagne	Sixième	1 ^{er} novembre 2012	27 décembre 2012
Estonie	Quatrième	30 juillet 2015	Délai non échu
États-Unis d'Amérique	Quatrième	1 ^{er} août 2010	31 décembre 2011
Éthiopie	Deuxième	29 juillet 2014	Délai non échu
ex-République yougoslave de Macédoine	Troisième	1 ^{er} avril 2012	Non encore reçu
Fédération de Russie	Septième	1 ^{er} novembre 2012	22 novembre 2012
Finlande	Sixième	1 ^{er} novembre 2009	8 août 2011
France	Cinquième	31 juillet 2012	Délai non échu
Gabon	Troisième	31 octobre 2003	Non encore reçu
Gambie	Deuxième	21 juin 1985	Non encore reçu ^j
Géorgie	Quatrième	1 ^{er} novembre 2011	Non encore reçu
Ghana	Initial	8 février 2001	Non encore reçu
Grèce	Deuxième	1 ^{er} avril 2009	Non encore reçu
Grenade	Initial	6 septembre 1991	Non encore reçu ^l
Guatemala	Quatrième	30 mars 2016	Délai non échu
Guinée	Troisième	30 septembre 1994	Non encore reçu
Guinée équatoriale	Initial	24 décembre 1988	Non encore reçu ⁱ
Guinée-Bissau	Initial	1 ^{er} février 2012	Non encore reçu
Guyana	Troisième	31 mars 2003	Non encore reçu
Haïti	Initial	30 décembre 1996	31 décembre 2012
Honduras	Deuxième	31 octobre 2010	Non encore reçu
Hong Kong (Chine) ^m	Quatrième (Chine)	30 mars 2018	Non encore reçu
Hongrie	Sixième	29 octobre 2014	Délai non échu
Inde	Quatrième	31 décembre 2001	Non encore reçu
Indonésie	Initial	23 mai 2007	19 janvier 1012
Iran (République islamique d')	Quatrième	2 novembre 2014	Délai non échu
Iraq	Cinquième	4 avril 2000	Non encore reçu
Irlande	Quatrième	31 juillet 2012	25 juillet 2012
Islande	Sixième	30 juillet 2018	Délai non échu
Israël	Quatrième	30 juillet 2013	Délai non échu ⁿ
Italie	Sixième	31 octobre 2009	Non encore reçu
Jamaïque	Quatrième	2 novembre 2014	Délai non échu
Japon	Sixième	29 octobre 2011	26 avril 2012

<i>État partie</i>	<i>Rapport</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>
Jordanie	Cinquième	29 octobre 2014	Délai non échu
Kazakhstan	Deuxième	29 juillet 2014	Délai non échu
Kenya	Quatrième	30 juillet 2015	Délai non échu
Kirghizistan	Deuxième	31 juillet 2004	3 avril 2012
Koweït	Troisième	2 novembre 2014	Délai non échu
Lesotho	Deuxième	30 avril 2002	Non encore reçu
Lettonie	Troisième	1 ^{er} novembre 2008	23 mai 2012
Liban	Troisième	31 décembre 1999	Non encore reçu
Libéria	Initial	22 décembre 2005	Non encore reçu
Libye	Cinquième	30 octobre 2010	Non encore reçu ^o
Liechtenstein	Deuxième	1 ^{er} septembre 2009	Non encore reçu
Lituanie	Quatrième	30 juillet 2017	Délai non échu
Luxembourg	Quatrième	1 ^{er} avril 2008	Non encore reçu
Macao (Chine) ^m	Deuxième (Chine)	30 mars 2018	Délai non échu
Madagascar	Quatrième	23 mars 2011	Non encore reçu
Malawi	Initial	21 mars 1995	3 avril 2012 ^p
Maldives	Deuxième	30 juillet 2015	Délai non échu
Mali	Troisième	1 ^{er} avril 2005	Non encore reçu
Malte	Deuxième	12 décembre 1996	24 juillet 2012
Maroc	Sixième	1 ^{er} novembre 2008	Non encore reçu
Maurice	Cinquième	1 ^{er} avril 2010	Non encore reçu
Mauritanie	Initial	17 février 2006	9 février 2012
Mexique	Sixième	30 mars 2014	Délai non échu
Monaco ^q	Troisième	28 octobre 2013	Délai non échu
Mongolie	Sixième	1 ^{er} avril 2015	Délai non échu
Monténégro ^r	Initial	23 octobre 2007	4 octobre 2012
Mozambique ^s	Initial	20 octobre 1994	14 février 2012
Namibie	Deuxième	1 ^{er} août 2008	Non encore reçu
Népal	Deuxième	13 août 1997	21 février 2012
Nicaragua	Quatrième	29 octobre 2012	Délai non échu
Niger	Deuxième	31 mars 1994	Non encore reçu
Nigéria	Deuxième	28 octobre 1999	Non encore reçu
Norvège ^u	Septième	2 novembre 2016	Délai non échu
Nouvelle-Zélande ^t	Sixième	30 mars 2015	Délai non échu
Ouganda	Deuxième	1 ^{er} avril 2008	Non encore reçu
Ouzbékistan	Quatrième	30 mars 2013	Délai non échu
Pakistan	Initial	23 septembre 2011	Non encore reçu
Panama	Quatrième	31 mars 2012	Non encore reçu
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Initial	21 octobre 2009	Non encore reçu
Paraguay	Quatrième	30 mars 2017	Délai non échu
Pays-Bas (avec Antilles et Aruba)	Cinquième	31 juillet 2014	Délai non échu
Pérou	Sixième	30 mars 2018	Délai non échu

<i>État partie</i>	<i>Rapport</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>
Philippines	Cinquième	2 novembre 2016	Délai non échu
Pologne	Septième	29 octobre 2015	Délai non échu
Portugal	Quatrième	1 ^{er} août 2008	10 janvier 2011
République arabe syrienne	Quatrième	1 ^{er} août 2009	Non encore reçu ^o
République centrafricaine	Troisième	1 ^{er} août 2010	Non encore reçu
République de Corée	Quatrième	2 novembre 2010	Non encore reçu
République de Moldova ^v	Troisième	30 octobre 2013	Délai non échu
République démocratique du Congo	Quatrième	1 ^{er} avril 2009	Non encore reçu
République démocratique populaire lao	Initial	25 décembre 2010	Non encore reçu
République dominicaine	Sixième	30 mars 2016	Délai non échu
République populaire démocratique de Corée	Troisième	1 ^{er} janvier 2004	Non encore reçu
République tchèque	Troisième	1 ^{er} août 2011	11 octobre 2011
République-Unie de Tanzanie	Cinquième	1 ^{er} août 2013	Délai non échu
Roumanie	Cinquième	28 avril 1999	Non encore reçu
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (territoires d'outre-mer)	Septième	31 juillet 2012	29 décembre 2012
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Septième	31 juillet 2012	29 décembre 2012
Rwanda	Quatrième	10 avril 2013	Délai non échu
Saint-Marin	Troisième	31 juillet 2013	Délai non échu ^x
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Deuxième	31 octobre 1991	Non encore reçu ^w
Samoa	Initial	15 mai 2009	Non encore reçu
Sénégal	Cinquième	4 avril 2000	Non encore reçu
Serbie	Troisième	1 ^{er} avril 2015	Délai non échu
Seychelles	Initial	4 août 1993	Non encore reçu ^y
Sierra Leone	Initial	22 novembre 1997	1 ^{er} mars 2013
Slovaquie	Quatrième	1 ^{er} avril 2015	Délai non échu
Slovénie	Troisième	1 ^{er} août 2010	Non encore reçu
Somalie	Initial	23 avril 1991	Non encore reçu
Soudan	Quatrième	26 juillet 2010	21 septembre 2012
Sri Lanka	Cinquième	1 ^{er} novembre 2007	29 octobre 2012
Suède	Septième	1 ^{er} avril 2014	Délai non échu
Suisse	Quatrième	1 ^{er} novembre 2015	Délai non échu
Suriname	Troisième	1 ^{er} avril 2008	Non encore reçu
Swaziland	Initial	27 juin 2005	Non encore reçu ^z
Tadjikistan	Deuxième	31 juillet 2008	25 août 2011
Tchad	Deuxième	31 juillet 2012	20 juillet 2012
Thaïlande	Deuxième	1 ^{er} août 2009	Non encore reçu
Timor-Leste	Initial	19 décembre 2004	Non encore reçu
Togo	Cinquième	1 ^{er} avril 2015	Délai non échu
Trinité-et-Tobago	Cinquième	31 octobre 2003	Non encore reçu
Tunisie	Sixième	31 mars 2012	Non encore reçu

<i>État partie</i>	<i>Rapport</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>
Turkménistan	Deuxième	30 mars 2015	Délai non échu
Turquie	Deuxième	2 novembre 2016	Délai non échu
Ukraine	Septième	2 novembre 2011	5 juillet 2011
Uruguay ^{aa}	Cinquième	21 mars 2003	21 décembre 2012
Vanuatu	Initial	21 février 2010	Non encore reçu
Venezuela (République bolivarienne du)	Quatrième	1 ^{er} avril 2005	18 décembre 2012
Viet Nam	Troisième	1 ^{er} août 2004	Non encore reçu
Yémen	Sixième	30 mars 2015	Délai non échu
Zambie	Quatrième	20 juillet 2011	Non encore reçu
Zimbabwe	Deuxième	1 ^{er} juin 2002	Non encore reçu

Notes:

^a Le 12 mai 2011, l'Afghanistan a accepté la nouvelle procédure facultative des rapports ciblés constitués par les réponses à une liste de questions établie avant la soumission du rapport attendu. À sa 105^e session, en juillet 2012, le Comité a adopté une liste de points et l'a adressée à l'État partie en fixant la date du 31 octobre 2013 pour la réponse, qui constituera le troisième rapport périodique de l'État partie.

^b Le 10 mars 2011, l'Australie a accepté que son rapport soit examiné à une prochaine session conformément à la procédure facultative des rapports ciblés constitués par les réponses à une liste de questions préalable. À sa 106^e session, le Comité a adopté une liste de points pour l'Australie en fixant la date du 1^{er} avril 2013 pour la réponse, qui constituera le sixième rapport périodique de l'État partie.

^c Le 2 février 2011, le Cameroun a accepté que son rapport soit examiné à une prochaine session conformément à la procédure facultative des rapports ciblés constitués par les réponses à une liste de questions préalable. À sa 103^e session, le Comité a adopté une liste de points pour le Cameroun en fixant la date du 30 juillet 2013 pour la réponse, qui constituera le cinquième rapport périodique de l'État partie.

^d Le Comité a examiné la situation des droits civils et politiques au Cap-Vert à sa 104^e session.

^e Le 6 avril 2011, la Croatie a accepté que son rapport soit examiné à une prochaine session conformément à la procédure facultative des rapports ciblés constitués par les réponses à une liste de questions préalable. À sa 105^e session, le Comité a adopté une liste de points pour la Croatie en fixant la date du 30 octobre 2013 pour la réponse, qui constituera le troisième rapport périodique de l'État partie.

^f Le 2 mars 2011, le Danemark a accepté que son rapport soit examiné à une prochaine session conformément à la procédure facultative des rapports ciblés constitués par les réponses à une liste de questions préalable. À sa 103^e session, le Comité a adopté une liste de points pour le Danemark en fixant la date du 31 octobre 2013 pour la réponse, qui constituera le sixième rapport périodique de l'État partie.

^g Le Comité avait prévu d'examiner à sa 102^e session, en juillet 2011, la situation à la Dominique en l'absence d'un rapport, conformément à l'article 70 de son règlement intérieur, mais l'examen a par la suite été reporté.

^h Le 1^{er} mars 2013, l'Équateur a fait savoir qu'il souhaitait suivre la nouvelle procédure facultative de soumission des rapports et a demandé au Comité d'établir une liste préalable.

ⁱ Le Comité a examiné la situation des droits civils et politiques en Guinée équatoriale en l'absence d'un rapport à sa soixante-dix-neuvième session (octobre 2003), conformément à l'article 70 de son règlement intérieur.

^j Le Comité a examiné la situation des droits civils et politiques en Gambie en l'absence d'un rapport à sa soixante-quinzième session (juillet 2002), conformément à l'article 70 de son règlement intérieur.

^k Le 28 mars 2013, l'Allemagne a fait savoir qu'elle souhaitait suivre la nouvelle procédure facultative de soumission des rapports et a demandé au Comité d'établir une liste préalable.

^l Le Comité a examiné la situation des droits civils et politiques à la Grenade en l'absence d'un rapport à sa quatre-vingt-dixième session (juillet 2007), conformément à l'article 70 de son règlement intérieur.

^m Bien que la Chine ne soit pas elle-même partie au Pacte, le Gouvernement chinois a honoré les obligations prévues à l'article 40 pour Hong Kong (Chine) et Macao (Chine), qui étaient auparavant sous administration britannique pour l'une et portugaise pour l'autre.

ⁿ Le 9 mai 2011, Israël a accepté que son rapport soit examiné à une prochaine session conformément à la procédure facultative des rapports ciblés constitués par les réponses à une liste de questions préalable. À sa 105^e session, le Comité a adopté une liste de points pour Israël en fixant la date du 30 juillet 2013 pour la réponse, qui constituera le quatrième rapport périodique de l'État partie.

^o À ses 101^e et 102^e sessions, le Comité a décidé d'envoyer des lettres de rappel à la Jamahiriya arabe libyenne et à la République arabe syrienne, respectivement, concernant leurs rapports périodiques.

^p Le Comité a examiné la situation des droits civils et politiques au Malawi à sa 103^e session en l'absence d'un rapport, conformément à l'article 70 de son règlement intérieur. Voir chap. III, par. 98, du présent rapport. Le rapport est parvenu par la suite.

^q Le 5 janvier 2011, Monaco a accepté que son rapport soit examiné à une prochaine session conformément à la procédure facultative des rapports ciblés constitués par les réponses à une liste de questions préalable. À sa 103^e session, le Comité a adopté une liste de points pour Monaco en fixant la date du 28 octobre 2013 pour la réponse, qui constituera le troisième rapport périodique de l'État partie.

^r Le Monténégro a été admis à l'Organisation des Nations Unies par la résolution 60/264 de l'Assemblée générale en date du 28 juin 2006. Le 23 octobre 2006, le Secrétaire général a reçu une lettre du Gouvernement monténégrin, en date du 10 octobre 2006, accompagnée d'une liste des traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général, l'informant de ce qui suit:

- Le Gouvernement de la République du Monténégro avait décidé de succéder aux traités auxquels l'État d'Union de la Serbie-et-Monténégro était partie ou signataire;
- Le Gouvernement de la République du Monténégro succédait aux traités énumérés dans l'annexe jointe et s'engageait formellement à en remplir les conditions y stipulées à partir du 3 juin 2006, date à laquelle la République du Monténégro avait assumé la responsabilité de ses relations internationales et à laquelle le Parlement du Monténégro avait adopté la Déclaration d'indépendance;
- Le Gouvernement de la République du Monténégro maintenait les réserves, déclarations et objections faites par la Serbie-et-Monténégro avant que la République du Monténégro n'ait assumé la responsabilité de ses relations internationales, comme indiqué dans l'annexe à l'instrument concerné.

^s Le Comité avait prévu d'examiner à sa 104^e session, en mars 2012, la situation au Mozambique en l'absence d'un rapport, conformément à l'article 70 de son règlement intérieur. Voir chap. III, par. 99, du présent rapport.

^t Le 28 janvier 2011, la Nouvelle-Zélande a accepté que son rapport soit examiné à une prochaine session conformément à la procédure facultative des rapports ciblés constitués par les réponses à une liste de questions préalable.

^u Le 5 avril 2013, la Norvège a fait savoir qu'elle souhaitait suivre la nouvelle procédure facultative de soumission des rapports et a demandé au Comité d'établir une liste préalable.

^v Le 18 mars 2011, la République de Moldova a accepté que son rapport soit examiné à une prochaine session conformément à la procédure facultative des rapports ciblés constitués par les réponses à une liste de questions préalable. À sa 103^e session, le Comité a adopté une liste de points pour la République de Moldova en fixant la date du 30 octobre 2013 pour la réponse, qui constituera le troisième rapport périodique de l'État partie.

^w Le Comité a examiné la situation des droits civils et politiques à Saint-Vincent-et-les Grenadines à sa quatre-vingt-sixième session (mars 2006) en l'absence d'un rapport, conformément à l'article 70 de son règlement intérieur.

^x Le 23 février 2011, Saint-Marin a accepté que son rapport soit examiné à une prochaine session conformément à la procédure facultative des rapports ciblés constitués par les réponses à une liste de questions préalable. À sa 105^e session, le Comité a adopté une liste de points pour Saint-Marin en fixant la date du 31 juillet 2013 pour la réponse, qui constituera le troisième rapport périodique de l'État partie.

^y Le Comité a examiné la situation des droits civils et politiques aux Seychelles à sa 101^e session (mars 2011) en l'absence d'un rapport.

^z À sa 104^e session, le Comité a accepté de prolonger le délai imparti au Swaziland pour la soumission de son rapport initial jusqu'à la fin du mois de décembre 2012.

^{aa} Le 26 novembre 2010, l'Uruguay a accepté que son rapport soit examiné à une prochaine session conformément à la procédure facultative des rapports ciblés constitués par les réponses à une liste de questions préalable. À sa 103^e session, le Comité a adopté une liste de points pour l'Uruguay en fixant la date du 5 décembre 2012 pour la réponse. La réponse, qui constituera le cinquième rapport périodique de l'État partie, a été reçue le 21 décembre 2012.

Annexe IV

Examen des rapports et de la situation dans des pays pendant la période considérée, et rapports restant à examiner par le Comité

A. Rapports initiaux

<i>État partie</i>	<i>Rapport attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>	<i>État de la procédure d'examen</i>	<i>Documents de référence</i>
Maldives	19 décembre 2007	17 février 2010	Examiné à la 105 ^e session	CCPR/C/MDV/1 CCPR/C/MDV/Q/1 CCPR/C/MDV/Q/1/Add.1 CCPR/C/MDV/CO/1
Angola	9 avril 1993	22 février 2010	Examiné à la 107 ^e session	CCPR/C/AGO/1 CCPR/C/AGO/Q/1 CCPR/C/AGO/Q/1/Add.1 CCPR/C/AGO/CO/1
Turquie	16 décembre 2004	17 mars 2011	Examiné à la 106 ^e session	CCPR/C/TUR/1 CCPR/C/TUR/Q/1 CCPR/C/TUR/Q/1/Add.1 CCPR/C/TUR/CO/1
Macao (Chine)	31 octobre 2001	11 mai 2011	Examiné à la 107 ^e session	CCPR/C/CHN-MAC/1 CCPR/C/CHN-MAC/Q/1 CCPR/C/CHN-MAC/Q/1/Add.1 CCPR/C/CHN-MAC/CO/1
Indonésie	23 mai 2007	19 janvier 2012	En traduction Examen prévu pour une session ultérieure	CCPR/C/IDN/1 CCPR/C/IDN/Q/1
Djibouti	5 février 2004	3 février 2012	En traduction Examen prévu pour une session ultérieure	CCPR/C/DJI/1 CCPR/C/DJI/Q/1
Mauritanie	17 février 2006	9 février 2012	En traduction Examen prévu pour une session ultérieure	CCPR/C/MRT/1 CCPR/C/MRT/Q/1
Mozambique	20 octobre 1994	14 février 2012	En traduction Examen prévu pour une session ultérieure	CCPR/C/MOZ/1 CCPR/C/MOZ/Q/1 CCPR/C/MOZ/Q/1/Add.1

B. Deuxièmes rapports périodiques

<i>État partie</i>	<i>Rapport attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>	<i>État de la procédure d'examen</i>	<i>Documents de référence</i>
Arménie	1 ^{er} octobre 2001	27 avril 2010	En traduction Examen prévu pour une session ultérieure	CCPR/C/ARM/2 CCPR/C/ARM/Q/2 CCPR/C/ARM/Q/2/Add.1 CCPR/C/ARM/CO/2
Bosnie-Herzégovine	1 ^{er} novembre 2010	17 novembre 2010	Examiné à la 106 ^e session	CCPR/C/BIH/2 CCPR/C/BIH/Q/2 CCPR/C/BIH/Q/2/Add.1 CCPR/C/BIH/CO/2
Albanie	1 ^{er} novembre 2008	25 août 2011	En traduction Examen prévu pour une session ultérieure	CCPR/C/ALB/2 CCPR/C/ALB/Q/2
Tadjikistan	31 juillet 2008	25 août 2011	En traduction Examen prévu pour une session ultérieure	CCPR/C/TJK/2 CCPR/C/TJK/Q/2
Népal	13 août 1997	21 février 2012	En traduction Examen prévu pour une session ultérieure	CCPR/C/NPL/2

C. Troisièmes rapports périodiques

<i>État partie</i>	<i>Rapport attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>	<i>État de la procédure d'examen</i>	<i>Documents de référence</i>
Lituanie	1 ^{er} avril 2009	31 août 2010	Examiné à la 105 ^e session	CCPR/C/LTU/3 CCPR/C/LTU/Q/3 CCPR/C/LTU/Q/3/Add.1 CCPR/C/LTU/CO/3
Kenya	1 ^{er} avril 2008	19 août 2010	Examiné à la 105 ^e session	CCPR/C/KEN/3 CCPR/C/KEN/Q/3 CCPR/C/KEN/Q/3/Add.1 CCPR/C/KEN/CO/3
Paraguay	31 octobre 2008	31 décembre 2010	Examiné à la 107 ^e session	CCPR/C/PRY/3 CCPR/C/PRY/Q/3 CCPR/C/PRY/Q/3/Add.1 CCPR/C/PRY/CO/3
Hong Kong (Chine)	1 ^{er} janvier 2010	31 mai 2011	Examiné à la 107 ^e session	CCPR/C/CHN-HKG/3 CCPR/C/CHN-HKG/Q/3 CCPR/C/CHN-HKG/Q/3/Add.1 CCPR/C/CHN-HKG/CO/3
Bolivie (État plurinational de)	31 décembre 1999	16 août 2011	En traduction Examen prévu pour une session ultérieure	CCPR/C/BOL/3 CCPR/C/BOL/Q/3
République tchèque	1 ^{er} août 2011	11 octobre 2011	En traduction Examen prévu pour une session ultérieure	CCPR/C/CZE/3 CCPR/C/CZE/Q/3

D. Quatrièmes rapports périodiques

<i>État partie</i>	<i>Rapport attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>	<i>État de la procédure d'examen</i>	<i>Documents de référence</i>
Philippines	1 ^{er} novembre 2006	21 juin 2010	Examiné à la 106 ^e session	CCPR/C/PHL/4 CCPR/C/PHL/Q/4 CCPR/C/PHL/Q/4/Add.1 CCPR/C/PHL/CO/4
Portugal	1 ^{er} août 2008	12 janvier 2011	Examiné à la 106 ^e session	CCPR/C/PRT/4 CCPR/C/PRT/Q/4 CCPR/C/PRT/Q/4/Add.1 CCPR/C/PRT/CO/4
États-Unis d'Amérique	1 ^{er} août 2010	31 décembre 2011	En traduction Examen prévu pour une session ultérieure	CCPR/C/USA/4 and Corr.1

E. Cinquièmes rapports périodiques

<i>État partie</i>	<i>Rapport attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>	<i>État de la procédure d'examen</i>	<i>Documents de référence</i>
Islande	1 ^{er} avril 2010	30 avril 2010	Examiné à la 105 ^e session	CCPR/C/ISL/5 CCPR/C/ISL/Q/5 CCPR/C/ISL/Q/5/Add.1 CCPR/C/ISL/CO/5
Pérou	31 octobre 2003	29 juin 2011	Examiné à la 107 ^e session	CCPR/C/PER/5 CCPR/C/PER/Q/5 CCPR/C/PER/Q/5/Add.1 CCPR/C/PER/CO/5

F. Sixièmes rapports périodiques

<i>État partie</i>	<i>Rapport attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>	<i>État de la procédure d'examen</i>	<i>Documents de référence</i>
Allemagne	1 ^{er} avril 2009	18 avril 2011	Examiné à la 106 ^e session	CCPR/C/DEU/6 CCPR/C/DEU/Q/6 CCPR/C/DEU/Q/6/Add.1 CCPR/C/DEU/CO/6
Finlande	1 ^{er} novembre 2009	8 août 2011	En traduction Examen prévu pour une session ultérieure	CCPR/C/FIN/6 CCPR/C/FIN/Q/6 CCPR/C/FIN/Q/6/Add.1

G. Septièmes rapports périodiques

<i>État partie</i>	<i>Rapport attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>	<i>État de la procédure d'examen</i>	<i>Documents de référence</i>
Ukraine	2 novembre 2011	5 juillet 2011	En traduction Examen prévu pour une session ultérieure	CCPR/C/UKR/7 CCPR/C/UKR/Q/7 CCPR/C/UKR/Q/Add.1

Annexe V

[Anglais seulement]

Table on follow-up to concluding observations*

Eighty-seventh session: July 2006				
Central African Republic (second periodic report) CCPR/C/CAF/CO/2 paras. 11, 12, 13				
Status				
Due date for the follow-up report:	2007-07-27	Not submitted	Procedure discontinued: new periodic report due - no reply received from State party	
Due date for the next periodic report:	2010-08-01	Not submitted		
List of issues prior to reporting (LOIPR) status	Not applicable			
History of the procedure				
28/09/2007-10/12/2007	[HRC] Reminders sent			
20/02/2008	[HRC] Request for State party meeting			
18/03/2008	[HRC] Request for State party meeting			
01/04/2008	[MEET] Meeting during ninety-second session		No responses provided.	
11/06/2008-22/09/2008	[HRC] Reminders sent			
16/12/2008	[HRC] Request for State party meeting			
29/05/2009	[HRC] Reminder sent			
02/02/2010-25/06/2010	[HRC] Request for State party meeting and reminder			
28/09/2010	[HRC] State party invited to reply to all follow-up questions in its next periodic report			
13/10/2010	[MEET] Meeting during 100th session.		No reply received.	
		Recommended action: none		
United States of America (second and third periodic report) CCPR/C/USA/CO/3/Rev.1 paras. 12, 13, 14, 16, 20, 26				
Status				
Due date for the follow-up report:	27/07/2007	Submitted	Procedure discontinued: new report due	
Due date for the next periodic report:	01/08/2010	Submitted		
LOIPR status	Not applicable			

* For an explanation of the system used to indicate the assessment of State responses (A, B1, B2, C1, C2, D1, D2), see chap. VII, para. 268, of the present report.

Abbreviations: EXT, information from external sources, such as NGOs; HRC, Human Rights Committee; LOIPR, list of issues prior to reporting; MEET, meeting; SP, State party.

History of the procedure				
28/09/2007	[HRC] Reminder sent			
01/11/2007	[SP] Follow-up report	Para. 12	Incomplete	[B2]
		Para. 13	Incomplete	[B2]
		Para. 14	Incomplete	[B2]
		Para. 16	Incomplete	[B2]
		Para. 20	Complete	[A]
		Para. 26	Incomplete	[B2]
11/06/2008	[HRC] Request for State party meeting			
10/07/2008	[MEET] Meeting during 93rd session			
06/05/2009	[HRC] Reminder sent			
15/07/2009	[SP] Follow-up report	Para. 12	Satisfactory in parts	[B2]
		Para. 13	Satisfactory in parts	[B2]
		Para. 14	Incomplete	[B2]
		Para. 16	Incomplete	[B2]
		Para. 26	Incomplete	[B2]
26/04/2010	[HRC] State party invited to reply to all COB in next periodic report	Recommended action: none		
United Nations Interim Administration Mission in Kosovo (UNMIK) CCPR/C/UNK/CO/1 paras. 12, 13, 18				
Status				
Due date for the follow-up report:		27/07/2007	Submitted	Procedure continues
Due date for the next periodic report:		01/08/2010	Not submitted	
LOIPR status		Not applicable		
History of the procedure				
Apr.–Sept. 2007	[HRC] Reminders sent (3)			
10/12/2007	[HRC] Request for State party meeting			
11/03/2008	[UNMIK] Follow-up report	Para. 12	Incomplete	[B2]
		Para. 13	Incomplete	[B2]
		Para. 18	Incomplete	[B2]
11/06/2008	[HRC] Request for State party meeting			
22/07/2008	[MEET] Meeting during ninety-third session		Additional information provided – incomplete	N/A
07/11/2008	[UNMIK] Follow-up report	Para. 12	Incomplete	[B2]
		Para. 13	Incomplete	[B2]
		Para. 18	Incomplete	[B2]
03/06/2009	[HRC] Additional information requested			
03/06/2009	[HRC] Reminder sent			
12/11/2009	[UNMIK] Follow-up report	Para. 12	Partially implemented	[B2]
		Para. 13	Partially implemented	[B2]
		Para. 18	Partially implemented	[B2]
28/09/2010	[HRC] Reminder sent			
10/05/2011	[HRC] Reminder sent and request for meeting			

20/07/2011	[MEET] Meeting during 102nd session.		Agreement: UNMIK will send additional information before the October 2011 session.		
09/09/2011	[UNMIK] Follow-up report				
10/12/2011	[HRC] Letter sent to UNMIK.	The Committee takes note of the Mission's inability to implement the recommendations of the Committee and of its commitment to coordinate the elaboration of a consolidated report.			
22/12/2011	[HRC] Letter to Office of Legal Affairs (Mrs. O'Brien)	Requesting advice on the general status of Kosovo and on the strategy to adopt in the future to maintain the dialogue of the Committee with Kosovo.			
13/02/2012	[UNMIK] Reply	Para. 13	Questions not replied		D1
		Para. 18	Recommended actions still pending		B2
12/11/2012	[HRC] Letter reflecting the analysis of the Committee	Deadline: 1 February 2013.			
12/02/2012	[UNMIK] Reply				
		Recommended action: reply to be analysed at the 108th session.			
Honduras (initial report) CCPR/C/HND/CO/1 paras. 9, 10, 11, 19					
Status					
Due date for the follow-up report:		27/10/2007	Submitted	Procedure discontinued: new report due	
Due date for the next periodic report:		31/10/2010	Not submitted		
LOIPR status		Not applicable			
History of the procedure					
07/01/2007	[SP] Follow-up report		Answer not relevant to recommendations		[C2]
20/01/2007	[HRC] Additional information requested				
01/01/2008-11/06/2008	[HRC] Reminders sent				
22/09/2008	[HRC] Request for meeting				
15/10/2008	[SP] Follow-up report		Initial actions taken – implementation still pending		[B2]
10/12/2008	[HRC] Letter sent	Additional information requested on all paragraphs			
06/05/2009-27/08/2009	[HRC] Reminder sent				
02/02/2010-28/09/2010	[HRC] Request for State party meeting and reminder				
Oct. 2010	[EXT] CCPR Centre – CPTRT	Para. 10			
21/10/2010	[MEET] Meeting during 100th session.		Progress made but additional action required		[B2]
16/12/2010	[HRC] Letter sent	Invitation to reply to the concluding observations as a whole in next periodic report.			
		Recommended action: none			
Bosnia and Herzegovina (initial report) CCPR/C/BIH/CO/1 paras. 8, 14, 19, 23					
Status					
Due date for the follow-up report:		01/11/2007	Submitted	Procedure discontinued: new report due	
Due date for the next periodic report:		01/11/2010	Submitted		
LOIPR status		Not applicable			
History of the procedure					
21/12/2007	[SP] Follow-up report	Paras. 8, 14, 19, 23	All incomplete		[B2]
17/01/2008	[HRC] Reminder sent				
22/09/2008	[HRC] Request for meeting				

Oct. 2008	[EXT] CCPR (Helsinki Committee)	Paras. 8, 14, 19, 23		
31/10/2008	[MEET] Meeting during 94th session		Reply to be submitted after government approval.	
01/11/2008	[SP] Follow-up report	Paras. 8, 14, 19, 23	All incomplete	[B2]
04/03/2009	[SP] Follow-up report	Paras. 8, 14, 19, 23	All incomplete	[B2]
29/05/2009	[HRC] Letter sent	Additional information requested on all paragraphs		
27/08/2009-11/12/2009	[HRC] Reminders sent			
14/12/2009	[SP] Follow-up report	Para. 8	Implementation begun but not completed	[B2]
		Para. 14	Partially satisfactory	[B2]
		Para. 19	Partially satisfactory	[B2]
		Para. 23	Cooperative but incomplete	[B2]
11/12/2009	[HRC] Invitation to reply to the concluding observations as a whole in next periodic report			
Sept. 2010	[EXT] TRIAL	Para. 14	Progress made but additional action required.	
		Recommended action: none		
Ukraine (sixth report) CCPR/C/UKR/CO/6 paras. 7, 11, 14, 16				
Status				
Due date for the follow-up report:		02/11/2007	Submitted	Procedure discontinued: new report due
Due date for the next periodic report:		02/11/2011	Submitted	
LOIPR status		Not applicable		
History of the procedure				
17/01/2008	[HRC] Reminder sent			
19/05/2008	[SP] Follow-up report	Paras. 7, 11, 14, 16	All incomplete	[B2]
06/05/2008	[HRC] Add. info requested			
Oct. 2008	[EXT] CCPR Centre – UHHRU, International Renaissance Foundation, Donetsk, Vinnytsya Human Rights protection group, Kharkiv Human Rights Group	Paras. 7, 11, 14, 16		
06/05/2009	[HRC] Reminder sent			
28/08/2009	[SP] Follow-up report	Para. 7	Part incomplete, part unimplemented	[B2]
		Para. 11	Part satisfactory, part incomplete	[B2]
		Para. 14	Incomplete	[B2]
		Para. 16	Part satisfactory, part incomplete	[B2]
26/04/2010	[HRC] Letter sent	Requesting supplementary information and underlining unimplemented recommendations		
28/09/2010-19/04/2011	[HRC] Reminders sent			
10/05/2011-02/08/2011	[HRC] Requests for meeting	No reply		
		Recommended action: none		

Republic of Korea (third periodic report) CCPR/C/KOR/CO/3 paras. 12, 13, 18				
Status				
Due date for the follow-up report:	02/11/2007	Submitted	Procedure discontinued: new report due – no reply received from State party	
Due date for the next periodic report:	02/11/2010	Not submitted		
LOIPR status	Undecided			
History of the procedure				
17/01/2008	[HRC] Reminder sent			
25/02/2008	[SP] Follow-up report	Para. 12	Incomplete	[B2]
		Para. 13	Incomplete	[B2]
		Para. 18	Unsatisfactory	[B2]
11/06/2008	[HRC] Request for meeting			
21/07/2008	[MEET] Meeting during ninety-third session		Additional information to be provided in next periodic report	
22/07/2008	[HRC] Letter summarizing outstanding issues sent			
06/05/2008-27/08/2009	[HRC] Reminders sent			
		Recommended action: none		
Eighty-ninth session: March 2007				
Madagascar (third periodic report) CCPR/C/MDG/CO/3 paras. 7, 24, 25				
Status				
Due date for the follow-up report:	23/03/2008	Submitted	Procedure discontinued: new periodic report due	
Due date for the next periodic report:	23/03/2011	Not submitted		
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
11/06/2008-22/09/2008	[HRC] Reminders sent			
16/12/2008	[HRC] Request for meeting			
03/03/2009	[SP] Follow-up report	Para. 7	Incomplete	[B2]
		Para. 24	Incomplete	[B2]
		Para. 25	Incomplete	[B2]
29/05/2009	[HRC] Letter sent	Additional information requested on all paragraphs		
03/09/2009-10/05/2011	[HRC] Reminders sent			
25/06/2010	[HRC] Request for meeting			
28/09/2010-10/05/2011	[HRC] Reminders sent			
17/05/2011	[SP] Follow-up report (dated 29/09/2010)			
		Recommended action: The follow-up replies should be included in the analysis of the next periodic report.		
Chile (fifth periodic report) CCPR/C/CHL/CO/5 paras. 9, 19				
Status				
Due date for the follow-up report:	26/03/2008	Submitted	Procedure discontinued: new periodic report due	
Due date for the next periodic report:	01/04/2012	Submitted		
LOIPR status	Not applicable			

History of the procedure				
11/06/2008-22/09/2008	[HRC] Reminders sent			
21/10/2008	[SP] Follow-up report	Para. 9	Incomplete on certain issues	[B2]
31/10/2008		Para. 19	Incomplete on certain issues	[B2]
10/12/2008	[HRC] Additional information requested			
25/03/2009	[EXT] CCPR Centre – Centro de Derechos Humanos, Universidad Diego Portales; Observatorio de Derechos de los Pueblos Indígenas	Paras. 9 and 19		
22/06/2009	[HRC] Request for meeting		Part incomplete, part unimplemented	
28/07/2009	[MEET] Meeting.		Add. info in preparation to be sent ASAP.	
11/12/2009-23/04/2010	[HRC] Reminders sent			
28/05/2010	[SP] Follow-up report	Para. 9	Incomplete on certain issues	[B2]
		Para. 19	Incomplete on certain issues	[B2]
16/12/2010	[HRC] Letter sent	Specifying additional information needed and which recommendations had not been adequately implemented		
31/01/2011	[SP] Letter requesting clarifications on the additional information requested.			
20/04/2011	[HRC] Letter clarifying the additional information requested			
05/10/2011	[SP] Follow-up report	Para. 9	No information on the prohibition to exercise public functions for persons responsible for human rights violations	[D1] and [B1]
		Para. 19	Follow-up discontinued on the issue	[A]
24/04/2012	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on the implementation of 7 and 9. To be included in the sixth report (deadline 1st April 2012)		
		Recommended action: none		
Barbados (third periodic report) CCPR/C/BRB/CO/3 paras. 9, 12, 13				
Status				
Due date for the follow-up report:		29/03/2008	Submitted	Procedure discontinued: new report due
Due date for the next periodic report:		29/03/2011	Not submitted	
LOIPR status		Not applicable		
History of the procedure				
11/06/2008-22/09/2008	[HRC] Reminders sent			
16/12/2008	[HRC] Request for meeting			
19/03/2009	[EXT] CCPR Centre – BONGO; GIEACPC; IGLHRC	Paras. 9, 12 and 13		
31/03/2009	[SP] Meeting during 95th session. Partial reply received.	Para. 9	Part largely satisfactory, part not implemented	[B1]
		Para. 12	Not implemented	[C1]
		Para. 13	Incomplete and not implemented	[C1]
29/07/2009	[HRC] Letter sent	Additional information requested on all paragraphs		

23/04/2010-28/09/2010	[HRC] Reminders sent			
10/05/2011	[HRC] Letter sent	Inviting State party to include requested additional information in next periodic report.		
		Recommended action: none		
Ninetieth session: July 2007				
Zambia (third periodic report) CCPR/C/ZMB/CO/3 paras. 10, 12, 13, 23				
Status				
Due date for the follow-up report:	20/07/2008	Submitted	Procedure discontinued: new report due	
Due date for the next periodic report:	20/07/2011	Not submitted		
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
Sep. 2008 - May 2009	[HRC] Reminders sent (3)			
07/10/2009	[HRC] Request for meeting			
28/10/2009	[MEET] Meeting.		Reply in preparation to be sent as soon as possible	
09/12/2009	[SP] Follow-up report	Para. 10	No reply	[D1]
		Para. 12	Incomplete	[B2]
		Para. 13	Incomplete	[B2]
		Para. 23	Incomplete	[B2]
25/01/2010	[EXT] CCPR Centre – AWOMI; WILDAF; ZCEA	Paras. 10, 12, 13 and 23		
26/04/2010	[HRC] Letter sent	Additional information requested on all paragraphs		
28/09/2010	[HRC] Reminder sent			
28/01/2011	[SP] Follow-up report	Para. 10	Implementation partially initiated (10a)	[B2]
		Para. 12	Further action required	[B2]
		Para. 13	Further action required	[B2]
		Para. 23	Implementation partially initiated (23b)	[B2]
20/04/2011	[HRC] Letter sent	Inviting State party to include requested additional information in next periodic report.		
		Recommended action: none		
Sudan (third periodic report) CCPR/C/SDN/CO/3 paras. 9, 11, 17				
Status				
Due date for the follow-up report:	26/07/2008	Submitted	Procedure discontinued: new report due	
Due date for the next periodic report:	26/07/2010	Submitted		
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
22/09/2008-19/12/2008	[HRC] Reminders sent			
22/06/2009-19/10/2009	[HRC] Requests for meeting			
19/10/2009	[SP] Follow-up report. Annexes have not been received.	Para. 9	Incomplete	[B2]
		Para. 11	Incomplete	[B2]
		Para. 17	Incomplete	[B2]
19/10/2009	[HRC] Note verbale requiring the annexes			

26/02/2010	[HRC] Letter sent	Inviting State party to include requested additional information in next periodic report.		
		Recommended action: none		
Czech Republic (second periodic report) CCPR/C/CZE/CO/2 paras. 9, 14, 16				
Status				
Due date for the follow-up report:	25/07/2008	Submitted	Procedure discontinued: new report due	
Due date for the next periodic report:	01/08/2011	Submitted	due	
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
June 2008	[EXT] CCPR Centre – Zvule Prava; Centre on Housing Rights and Evictions; European Roma Rights Centre; Peacework Development Fund	Para. 16		
11/06/2008	[HRC] Reminder sent			
18/08/2008	[SP] Follow-up report	Para. 9	Incomplete	[B2]
		Para. 14	Incomplete	[B2]
		Para. 16	Incomplete	[B2]
10/12/2008	[HRC] Additional information requested.			
06/05/2009-06/10/2009	[HRC] Reminders sent			
Feb. 2010	[HRC] Request for meeting			
22/03/2010	[SP] Follow-up report	Para. 9	Incomplete	[B2]
01/07/2010		Para. 14	Incomplete	[B2]
		Para. 16	Incomplete	[B2]
20/04/2011	[HRC] Letter sent	Considering information satisfactory on 9 (c), 14 (a), 14 (c), 16 (c), 16 (d), 16 (f). Incomplete on 9 (a), 9 (b), 16 (e). 14 (b) not implemented.		
25/11/2011	[HRC] Letter sent	Stating that the requested information should be included in the next periodic report.		
		Recommended action: none		
Ninety-first session: October 2007				
Georgia (third periodic report) CCPR/C/GEO/CO/3 paras. 8, 9, 11				
Status				
Due date for the follow-up report:	26/10/2008	Submitted	Procedure discontinued: new report due	
Due date for the next periodic report:	01/11/2011	Submitted	due	
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
16/12/2008	[HRC] Reminder sent			
13/01/2009	[SP] Follow-up report	Para. 8	Incomplete	[B2]
		Para. 9	Incomplete	[B2]
		Para. 11	Incomplete	[B2]
29/05/2009	[HRC] Additional information requested.			
27/08/2009	[HRC] Reminder sent			
28/10/2009	[SP] Follow-up report	Para. 8	Incomplete	[B2]
		Para. 9	Incomplete	[B2]
		Para. 11	Incomplete	[B2]

28/09/2010	[HRC] Additional information requested.			
20/04/2011-02/08/2011	[HRC] Reminder sent			
24/11/2011	[HRC] Letter sent	Stating that the requested information should be included in the next periodic report.		
		Recommended action: none		
Libya (fourth periodic report) CCPR/C/LBY/CO/4 paras. 10, 21, 23				
Status				
Due date for the follow-up report:	30/10/2008	Submitted	Procedure discontinued: new report due	
Due date for the next periodic report:	30/10/2010	Not submitted		
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
30/10/2008	[EXT] Alkarama for Human Rights	Paras. 21, 23		
16/12/2008-09/06/2009	[HRC] Reminders sent			
24/07/2009	[SP] Follow-up report	Para. 10	Part implemented, part incomplete	[B2]
		Para. 21	Part implemented, part incomplete	[B2]
		Para. 23	Part implemented, part incomplete	[B2]
23/04/2010	[HRC] Reminder sent and request for meeting.			
28/09/2010	[HRC] Request for meeting			
12/10/2010	[MEET] Meeting during 100th session		Commitment to communicate the Committee's request to the Government	
18/11/2010	[SP] Confirmation letter of outcome of above meeting			
05/11/2010	[SP] Follow-up report (hard copy) received			
18/11/2010	[HRC] Request for follow-up report in Word format			
10/05/2011	[HRC] Reminder		Indicating that periodic report was five months overdue.	
		Recommended action: none		
Austria (fourth periodic report) CCPR/C/AUT/CO/4 paras. 11, 12, 16, 17				
Status				
Due date for the follow-up report:	30/10/2008	Submitted	Procedure discontinued: answers largely satisfactory	
Due date for the next periodic report:	30/10/2012	Not submitted		
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
15/10/2008	[SP] Follow-up report	Para. 11	Incomplete	[B2]
		Para. 12	Incomplete	[B2]
		Para. 16	Incomplete	[B2]
		Para. 17	Incomplete	[B2]
12/12/2008	[HRC] Additional information requested.			
29/05/2009	[HRC] Reminder sent			
28/10/2009	[SP] Follow-up report	Para. 11	Largely satisfactory	[A]
		Para. 12	Largely satisfactory	[A]
		Para. 16	Largely satisfactory	[A]
		Para. 17	Largely satisfactory	[A]

23/07/2009	[EXT] CCPR Centre – asylkoordination Österreich; Integrationshaus; SOS Mitmensch			
14/12/2009	[HRC] Letter sent	Stating follow-up procedure considered completed		
		Recommended action: none		
Algeria (third periodic report) CCPR/C/DZA/CO/3 paras. 11, 12, 15				
Status				
Due date for the follow-up report:	01/11/2008	Submitted	Procedure discontinued: new report due	
Due date for the next periodic report:	01/11/2011	Not submitted		
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
07/11/2007	[SP] Follow-up report	Para. 11	Partial	[B2]
		Para. 12	Partial	[B2]
		Para. 15	Partial	[B2]
30/10/2008	[EXT] Algeria-Watch	Paras. 11, 12		
05/11/2008	[EXT] Alkarama for Human Rights	Paras. 11, 12 and 15		
16/12/2008	[HRC] Reminder sent			
2009-01-14 2009-10-12	[SP] Letter	Repeating position of memorandum, requesting memo to be issued as annex to annual report		
25/06/2010	[HRC] Request for meeting			
27/07/2010	[SP] Communication that State party representatives were available for the ninety-ninth session			
28/07/2010	[HRC] Request for meeting			
11/10/2010	[MEET] Meeting during 100th session		Request transmitted to Government. No reply received	
16/12/2010	[HRC] Invited State party to reply to COB in next periodic report			
		Recommended action: none		
Ninety-second session: March 2008				
Tunisia (fifth periodic report) CCPR/C/TUN/CO/5 paras. 11, 14, 20, 21				
Status				
Due date for the follow-up report:	28/03/2009	Submitted	Procedure continues	
Due date for the next periodic report:	31/03/2012	Not submitted		
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
07/11/2007	[SP] Follow-up report	Para. 11	Cooperation but incomplete	[B2]
		Para. 14	Not implemented	[C1]
		Para. 20	Acknowledged but imprecise info	[B2]
		Para. 21	Acknowledged but imprecise info	[B2]
11/03/2009	[EXT] Alkarama for Human Rights	Paras. 11 and 20		
23/07/2009	[EXT] CCPR Centre/FIDH – CNLT; LTDH	Paras. 11, 14, 20, 21		

30/07/2009	[HRC] Letter sent	Additional information requested. Some issues not to be considered in the follow-up process, but should be dealt with in the next periodic report.		
Aug. 2009	[EXT] OMCT	Paras. 11, 14, 20, 21		
02/03/2010	[SP] Follow-up report			
04/10/2010	[HRC] Letter noting issues on which follow-up discontinued and specifying requested information			
20/04/2011	[HRC] Reminder sent informing that the next periodic report is due 31/03/2012			
20/09/2011	[SP] Letter	Asking to postpone the examination of Tunisia due to the January 2011 revolution.		
21/11/2011	[HRC] Letter sent	Acknowledging State party's request and informing that the next periodic report is now due on 31 March 2014. Follow-up reply remains pending and should be sent within a year.		
08/12/2011	[SP] Letter confirming that the State party periodic report will be sent by 31/3/2014			
23/11/2012	[HRC] Letter reminding the pending follow-up replies	Requesting the State party to send the follow-up report by 15 January 2013.		
		Recommended action: reminder		
Botswana (initial report) CCPR/C/BWA/CO/1 paras. 12, 13, 14, 17				
Status				
Due date for the follow-up report:	28/03/2009	Submitted	Procedure discontinued: next periodic report due.	
Due date for the next periodic report:	31/03/2012	Not submitted		
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
08/09/2009-11/12/2009	[HRC] Reminder sent			
28/09/2010-19/04/2011	[HRC] Request for meeting			
06/07/2011	[SP] Positive response for meeting (via telephone)			
27/07/2011	[MEET] Meeting with Ambassador.		Information to be sent before the October session 2011	
05/10/2011	[SP] Follow-up report	Para. 12	Incomplete	[B2]
		Para. 13	Incomplete and not implemented	[B2] and [D1]
		Para. 14	Not implemented	[D1]
		Para. 17	Incomplete	[B2]
24/11/2011	[HRC] Letter sent	Requesting additional information in next periodic report on paras. 12, 13, 17, and stating that part of 13 and 14 have not been implemented.		
		Recommended action: none		
The former Yugoslav Republic of Macedonia (second periodic report) CCPR/C/MKD/CO/2 paras. 12, 14, 15				
Status				
Due date for the follow-up report:	03/04/2009	Submitted	Procedure discontinued: next periodic report due.	
Due date for the next periodic report:	01/04/2012	Not submitted		
LOIPR status	Not applicable			

History of the procedure				
23/07/2009	[EXT] CCPR Centre – Helsinki Committee	Paras. 12, 14 and 15		
27/08/2009	[HRC] Reminder sent			
31/08/2009	[SP] Follow-up report	Para. 12	Incomplete	[B2]
		Para. 14	Part unimplemented, part no reply	[C1]
		Para. 15	Incomplete	[B2]
26/04/2010	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on all paragraphs		
28/09/2011-20/04/2011	[HRC] Reminders sent			
04/06/2011	[SP] Follow-up report			
19/09/2011	[HRC] Letter sent	Requesting additional information (paras. 15 and 12) and on 14 in next periodic report and stating that no information was provided on part of para. 12.		
		Recommended action: none		
Panama (third periodic report) CCPR/C/PAN/CO/3 paras. 11, 14, 18				
Status				
Due date for the follow-up report:	03/04/2009	Not submitted	Procedure discontinued: new periodic report due. No collaboration of the State party.	
Due date for the next periodic report:	01/03/2012	Not submitted		
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
27/08/2009	[HRC] Reminder sent			
11/12/2009	[HRC] Reminder sent			
23/04/2010	[HRC] Reminder sent			
28/09/2010	[HRC] Request for meeting			
19/04/2011	[HRC] Request for meeting			
June-July 2011	[HRC] Four calls to the Permanent Mission but unable to confirm State party meeting			
19/10/2011	[HRC] Phone call to Permanent Mission	Recalling the request for a meeting. Said they will consult with the representative and reply to the request.		
26/10/2011	[MEET] Meeting.		The ambassador, Mr. Navarro, indicated that the information will be provided by the Permanent Mission in the forthcoming weeks.	
24/04/2012	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on the implementation of 11, 14, 18 to be included in the fourth periodic report due since 1 March 2012		
		Recommended action: none		
Ninety-third session: July 2008				
France (fourth periodic report) CCPR/C/FRA/CO/4 paras. 12, 18, 20				
Status				
Due date for the follow-up report:	22/07/2009	Submitted	Procedure discontinued: new periodic report due.	
Due date for the next periodic report:	31/07/2012	Not submitted		
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
20/07/2009	[SP] Follow-up report	Para. 12	Largely satisfactory	[A]
		Para. 18	Part incomplete	[B2]

		Para. 20	Part incomplete	[B2]
11/01/2010	[HRC] Additional information requested.			
09/07/2010	[SP] Follow-up report	Para. 12	Largely satisfactory	[A]
		Para. 18	Part incomplete	[B2]
		Para. 20	Part incomplete	[B2]
16/12/2010	[HRC] Letter sent	Specifying 12 as complete, additional information requested for certain issues on 18, 20		
17/01/2011	[SP] Clarifications requested by the State party on the request for additional information			
20/04/2011	[HRC] Letter sent specifying the additional information			
02/08/2011	[HRC] Reminder sent			
08/11/2011	[SP] Follow-up report	Para. 18	Incomplete.	[B2]
		Para. 20	Incomplete.	[B1]
24/04/2012	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on the implementation of 18 and 20. To be included in the fifth periodic report due on 31/07/12.		
03/08/2012	[SP] Periodic report includes follow-up information	To be analysed in the context of the list of issue.		
		Recommended action: none		
San Marino (second periodic report) CCPR/C/SMR/CO/2 paras. 6, 7				
Status				
Due date for the follow-up report:		22/07/2009	Submitted	Procedure discontinued: answers largely satisfactory
Due date for the next periodic report:		31/07/2013	Not submitted	
LOIPR status		Accepted: adopted October 2011		
History of the procedure				
31/07/2009	[SP] Follow-up report	Para. 6	Largely satisfactory	[A]
		Para. 7	Largely satisfactory	[A]
09/05/2011	[HRC] Letter sent	Stating that replies are sufficient to consider the follow-up procedure completed.		
		Recommended action: none		
Ireland (third periodic report) CCPR/C/IRL/CO/3 paras. 11, 15, 22				
Status				
Due date for the follow-up report:		23/07/2009	Submitted	Procedure discontinued: next periodic report due.
Due date for the next periodic report:		31/07/2012	Submitted	
LOIPR status		Not applicable		
History of the procedure				
31/07/2009	[SP] Follow-up report	Para. 11	Incomplete	[B2]
		Para. 15	Incomplete and not implemented	[B2]
		Para. 22	Incomplete	[B2]
Aug. 2009	[EXT] FLAC; ICCL; IPRT	Paras. 11, 15 and 22		
04/01/2010	[HRC] Request additional information on 11. Follow-up procedure on 15, 22 considered completed			
21/12/2010	[SP] Follow-up report	Para. 11	Incomplete	[B2]
25/04/2011	[HRC] Letter sent requesting add. info on parts of 11.			

02/08/2011 - 17/11/2011	[HRC] Reminders sent				
31/01/2012	[SP] Reply	Para. 11	Satisfactory.		[A]
24/04/2012	[HRC] Letter sent	Request for additional information on 11. To be included in the fourth periodic report, due on 31 July 2012			
25/07/2012	[SP] Report includes follow-up information.	To be analysed in the context of the list of issues			
		Recommended action: none			
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (sixth periodic report) CCPR/C/GBR/CO/6 paras. 9, 12, 14, 15					
Status					
Due date for the follow-up report:		22/07/2009	Submitted	Procedure discontinued: new periodic	
Due date for the next periodic report:		31/07/2012	Submitted	report submitted.	
LOIPR status		Not applicable			
History of the procedure					
Aug. 2009	[EXT] British Irish Rights Watch	Paras. 3-4, 6-11, 13-18, 24-39			
07/08/2009	[SP] Follow-up report	Para. 9	Incomplete		[B2]
		Para. 12	Parts not replied to		[B2]
		Para. 14	Part implemented, but incomplete		[B2]
		Para. 15	Part incomplete		[B2]
24/08/2009	[EXT] Northern Ireland Human Rights Commission	Para. 9			
26/04/2010	[HRC] Request for additional information on 9, 14, 15				
28/09/2010	[HRC] Reminder combined with request for additional information on 12				
10/11/2010	[SP] Follow-up report	Paras. 9 and 12	Largely satisfactory		[A]
		Paras. 14 and 15	Incomplete, additional information required		[B2]
20/04/2011	[HRC] Request for additional information on 14, 15				
02/08/2011	[HRC] Reminder sent				
19/10/2011	[SP] Follow-up report	Para. 14	Incomplete		[B1]
		Para. 15	Incomplete		[B1]
27/04/2012	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on the implementation of 14 and 15 to be included in the next periodic report			
31/07/2012	[HRC] Letter sent.	Informing that the additional information requested must be included in the next periodic report due on 31 July 2012			
		Recommended action: none			
Ninety-fourth session: October 2008					
Nicaragua (third periodic report) CCPR/C/NIC/CO/3 paras. 12, 13, 17, 19					
Status					
Due date for the follow-up report:		29-10-2009	Submitted	Procedure discontinued: next periodi	

Due date for the next periodic report:	29/10/2012	Not submitted	report due. No collaboration of the State party.	
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
23/04/2010-08/10/2010	[HRC] Reminders sent			
20/04/2011	[HRC] Request for meeting			
04/05/2011	[SP] Positive response for meeting (via telephone). Meeting set to 18/07/2011, but no representative showed up			
02/08/2011	[HRC] Reminder sent expressing regret that no representative showed up and requesting new meeting.			
11/10/2011	[SP] Follow-up report and note verbale explaining and apologizing for their absence at the July meeting.			
10/02/2012	[EXT] CENIDH, OMCT, la Red de Centros, la Red de Mujeres contra la violencia, CODENI			
		Para. 12 (d), (e)	Incomplete.	[B1]
		Para. 12 (a), (b), (c)	No information provided	[D1]
		Para. 13		[B1] [C1] [D1]
		Para. 17	Reply does not provide the information requested	[C2]
		Para. 19	Incomplete	[B2]
26/04/2012	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on the implementation of 12 (a)–(c) and (d)–(e), 13, 17 and 19. Deadline: 30/07/2012		
		Recommended action: letter informing of the discontinuation of the procedure and of the lack of collaboration of the State party		
Monaco (second periodic report) CCPR/CMCO/CO/2 para. 6				
Status				
Due date for the follow-up report:	28/10/2009	Submitted	Procedure discontinued: answers largely satisfactory	
Due date for the next periodic report:	28/10/2013	Not submitted		
LOIPR status	Accepted: adopted October 2011			
History of the procedure				
26/03/2010	[SP] Follow-up report	Para. 6	Largely satisfactory	[A]
08/10/2010	[HRC] Letter sent	Stating follow-up process completed and inviting State party to keep the Committee informed on developments of specific forms of violence and training of judges and officials.		
		Recommended action: none		
Denmark (fifth periodic report) CCPR/C/DNK/CO/5 paras. 8, 11				
Status				
Due date for the follow-up report:	28/10/2009	Submitted	Procedure discontinued: answers largely satisfactory	
Due date for the next periodic report:	31/10/2013	Not submitted		
LOIPR status	Accepted: adopted October 2011			

History of the procedure				
04/11/2009	[SP] Follow-up report	Para. 8	Incomplete	[B2]
		Para. 11	Largely satisfactory	[A]
28/01/2010	[EXT] CCPR Centre –The Danish Institute for Human Rights	Para. 11		
26/04/2010	[HRC] Letter sent	Stating follow-up procedure complete for 11, request additional information on 8		
28/09/2010-20/04/2011	[HRC] Reminders sent			
05/08/2011	[SP] Follow-up report	Para. 8	Largely satisfactory	[A]
22/11/2011	[HRC] Letter sent.	Informing that the follow-up procedure has come to an end and taking note of the State party acceptance of the LOIPR procedure		
		Recommended action: None		
Japan (fifth periodic report) CCPR/C/JPN/CO/5 paras. 17, 18, 19, 21				
Status				
Due date for the follow-up report:		29/10/2009	Submitted	Procedure discontinued: new report due
Due date for the next periodic report:		29/10/2011	Not submitted	
LOIPR status		Not applicable		
History of the procedure				
01/12/2009	[EXT] JWCHR; JLAF; KYUENKAI; League Demanding State Compensation for the Victims of the Public Order Maintenance Law	Paras. 19, 21		
21/12/2009	[SP] Follow-up report	Para. 17	Part unimplemented, part incomplete	[B2]
		Para. 18	Incomplete	[B2]
		Para. 19	Part implemented	[B2]
		Para. 21	Part unimplemented, part satisfactory	[B1]
22/01/2010	[EXT] Japan Federation of Bar Associations	§§17, 18, 19, 21		
28/09/2010	[HRC] Letter sent	Additional information necessary on 17,18,19, and specifying parts unimplemented in 17,19,21		
28/11/2011	[HRC] Letter sent	Stating that follow-up procedure has come to an end, and that the requested follow-up info should be included in the next periodic report due since 29/10/2011		
		Recommended action: none		
Spain (fifth periodic report) CCPR/C/ESP/CO/5 paras. 13, 15, 16				
Status				
Due date for the follow-up report:		30/10/2009	Submitted	Procedure discontinued: new periodic report submitted.
Due date for the next periodic report:		01/11/2012	Submitted	
LOIPR status		Not applicable		
History of the procedure				
04/02/2010	[EXT] CCPR Centre – BEHATOKIA	Paras. 11, 13, 14, 15, 19		
23/04/2010	[HRC] Reminder sent			
16/06/2010	[SP] Follow-up report	Para. 13	Implementation not completed	[B2]
		Para. 15	Implementation not completed	[B2]
		Para. 16	Implementation not completed	[B2]

25/04/2011	[HRC] Letter sent	Noting the initial implementation of 16 and requesting add. info on 13, 15.			
29/06/2011	[SP] Reply with additional information on paras. 13, 15, 16				
22/09/2011	[HRC] Letter sent	Requesting updated information to be included in next periodic report on progresses realized on para. 16, and additional information on 13; and stating that para. 15 has not been implemented.			
24/10/2011	[SP] Follow-up report	Para. 13	Incomplete	[B2]	
		Para. 15	No information provided	[D1]	
		Para. 16	Updated information should be provided in the next periodic report.	[B1]	
27/04/2012	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on the implementation of 13, 15,16 to be included in next periodic report			
		Recommended action: none			

Ninety-fifth session: March 2009

Australia (fifth periodic report) CCPR/C/AUS/CO/5 paras. 11, 14, 17, 23

Status

Due date for the follow-up report:	02/04/2010	Submitted	Procedure discontinued: LOIPR adopted at the 106th session
Due date for the next periodic report:	01/04/2013	Not submitted	
LOIPR status	Accepted		

History of the procedure

20/11/2009	[EXT] Human Rights Law Resources Centre Ltd	Paras. 9-15, 17-21, 23, 25, 27		
28/09/2010	[HRC] Reminder sent			
17/12/2010	[SP] Follow-up report	Para. 11	Implementation begun but not completed	[B2]
		Para. 14	Implementation begun but not completed	[B2]
		Para. 17	Implementation begun but not completed	[B2]
		Para. 23	Implementation begun but not completed	[A]
19/10/2011	[HRC] Letter sent requesting additional info on the implementation of 11, 14, 17			
03/02/2012	[SP] Follow-up reply	Para. 11	Not implemented	[C1]
		Para. 14	Incomplete	[B1]
		Para. 17	Incomplete	[B1]
30/04/2012	[HRC] Letter sent	Requesting additional info on the implementation of 11, 14, 17. To be included in the LOIPR.		
		Recommended action: none		

Rwanda (third periodic report) CCPR/C/RWA/CO/3 paras. 12, 13, 14, 17

Status

Due date for the follow-up report:	02/04/2010	Submitted	Procedure continues
Due date for the next periodic report:	01/04/2013	Not submitted	
LOIPR status	Undecided		

History of the procedure

28/09/2010	[HRC] Reminder sent			
21/12/2010	[SP] Follow-up report			
25/04/2011	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on 12, 13, 14, 17		

19/10/2011	[HRC] English translation of letter previously sent in French (after request from State party)			
30/04/2012	[HRC] Reminder sent. Deadline: 20/07/2012			
		Recommended action: second reminder		
Sweden (sixth periodic report) CCPR/C/SWE/CO/6 paras. 10, 13, 16, 17				
Status				
Due date for the follow-up report:		02/04/2010	Submitted	Procedure discontinued
Due date for the next periodic report:		01/04/2014	Not submitted	
LOIPR status		Not applicable		
History of the procedure				
18/03/2010	[SP] Follow-up report	Para. 10	Largely satisfactory	[A]
		Para. 13	Largely satisfactory	[A]
		Para. 16	Incomplete	[B2]
		Para. 17	Part implemented, part without response	[B2]
28/09/2010	[HRC] Letter sent	Stating that follow-up procedure is completed for 10, 13, requesting add. info for 13,17, highlight that 17 is not implemented		
24/10/2010	[EXT] CCPR Centre – Swedish Disability Federation			
20/04/2011	[HRC] Reminder sent			
05/08/2011	[SP] Follow-up report	Para. 17	Largely satisfactory	[A]
27/11/2011	[HRC] Letter sent.	Stating that the answers provided are largely satisfactory and the follow-up procedure has come to an end		
		Recommended action: none		

Ninety-sixth session: July 2009

United Republic of Tanzania (third periodic report) CCPR/C/RWA/CO/3 paras. 12, 13, 14, 17				
Status				
Due date for the follow-up report:	28/07/2010	Submitted	Procedure continues: no collaboration from the State party	
Due date for the next periodic report:	01/08/2013	Not submitted		
LOIPR status	Undecided			
History of the procedure				
16/12/2010-20/04/2011	[HRC] Reminders sent			
02/08/2011	[HRC] Request for meeting			
19/10/2011	[HRC] Phone call to Permanent Mission	Asking for reply to the request for a meeting. Said they would consult with the Representative, but that the person in charge of human rights issues is away until the end of November.		
17/11/2011	[HRC] Reminder sent			
21/02/2012	[HRC] Phone call to Permanent Mission	Checking on option for meeting. All correspondence sent back to the Permanent Mission at their request. No reply.		
02/08/2012	[HRC] Reminder	Underlining the lack of response from the State party to previous letter and asking for a meeting		
14/09/2012	[HRC] Phone calls to Permanent Mission			
09/10/2012	[SP] Follow-up report	Para. 11	Additional action required	[B2]
		Para. 16	Additional action required	[B2]
		Para. 20	Recommendation not implemented	[C1]

		Recommended action: letter reflecting the analysis of the Committee		
The Netherlands (fourth periodic report) CCPR/C/NLD/CO/4 paras. 7, 9, 23				
Status				
Due date for the follow-up report:	28/07/2010	Submitted	Procedure continues	
Due date for the next periodic report:	01/07/2014	Not submitted		
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
16/12/2010-20/04/2011	[HRC] Reminders sent			
20/07/2011	[SP] Phone call of Permanent Mission		Reply should be sent before October 2011 session.	
16/09/2011	[SP] Follow-up report	Para. 7	Not implemented [C1]	
		Para. 9	Partially satisfactory [B2]	
		Para. 23	Partially satisfactory [B2]	
21/11/2011	[HRC] Letter sent.	Requesting additional info on para. 9 and part of para. 23; updated information on part of para. 23; and stating that para. 7 has not been implemented		
30/04/2012	[HRC] Reminder sent. Deadline: 20/07/2012			
		Recommended action: second reminder		
Chad (initial report) CCPR/C/TCD/CO/1 paras. 12, 13, 14, 17				
Status				
Due date for the follow-up report:	29/07/2010	Submitted	Procedure discontinued: next periodic report due	
Due date for the next periodic report:	31/07/2012	Submitted		
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
16/12/2010-20/04/2010	[HRC] Reminders sent			
02/08/2011	[HRC] Request for meeting			
19/10/2011	[HRC] Phone call to the Permanent Mission	Recalling the request for a meeting. Said they will consult with the Representative and reply to the request.		
27/10/2011	[MEET] Meeting with State party	The First Secretary, Mr. Awada, stated that he would insist on getting the reply from Chad as soon as possible		
25/01/2012	[SP] Follow-up report	Para. 10	Incomplete and not implemented	[B2] - [D1]
		Para. 13	Incomplete and not implemented	[B2] - [D1]
		Para. 20	No information provided	[D1]
		Para. 32	Incomplete	[B2]
29/04/2012	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on the implementation of 10, 13, 20, 32: to be included in the fourth periodic report due on 31 July 2012		
20/07/2012	[SP] Periodic report includes follow-up information.	To be analysed in the context of the LOI.		
		Recommended action: none		
Azerbaijan (third periodic report) CCPR/C/AZE/CO/3 paras. 9, 11, 15, 18				
Status				
Due date for the follow-up report:	30/07/2010	Submitted	Procedure continues	
Due date for the next periodic report:	01/08/2013	Not submitted		
LOIPR status	Refused			

History of the procedure				
06/07/2010	[SP] Follow-up report (sent to translation and received in June 2011)	Para. 9	Additional information necessary	[B2]
		Para. 11	Additional information necessary	[B2]
		Para. 15	Additional information necessary	[B2]
		Para. 18	Additional information necessary	[B2]
27/06/2011	[EXT] NGO report: IRFS/LES	Para. 11	C/C/C/B3/C/C	
		Para. 15	C/B3/B3/C/C/C	
30/10/2011	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on all paragraphs.		
30/04/2012	[HRC] Reminder sent.			
31/05/2012	[SP] Follow-up reply	Para. 9	No reply to questions raised	[D1]
		Para. 11	No reply to questions raised	[D1]
		Para. 15	Incomplete	[B1]
		Para. 18	No reply to questions raised	[D1]
12/11/2012	[HRC] Letter sent	Requesting additional information to be submitted by 15 January 2013		
		Recommended action: reminder		
Ninety-seventh session: October 2009				
Switzerland (third periodic report) CCPR/C/CHE/CO/3 paras. 10, 14, 18				
Status				
Due date for the follow-up report:		27/10/2010	Submitted	Procedure discontinued: replies largely satisfactory
Due date for the next periodic report:		01/01/2015	Not submitted	
LOIPR status		Undecided		
History of the procedure				
01/11/2010	[SP] Follow-up report			
22/02/2011	[EXT] Humanrights.ch/MERS; Schweizerische Flüchtlingshilfe	Paras. 10, 14, 18		
25/04/2011	[HRC] Letter sent.	Stating that 18 and parts of 14 are satisfactory. Requesting additional information on 10, 14.		
30/08/2011	[HRC] Letter sent	Stating that the reply was not satisfactory. Request for additional information (paras. 14, 10)		
20/09/2011	[SP] Follow-up report	Para. 10	Largely satisfactory	[A]
		Para. 14	Largely satisfactory	[A]
27/11/2011	[HRC] Letter sent	Informing that the follow-up procedure has come to an end, and recalling that the next periodic report is due on 1/1/2015.		
		Recommended action: none		
Republic of Moldova (second periodic report) CCPR/C/MDA/CO/2 paras. 8, 9, 16, 18				
Status				
Due date for the follow-up report:		29/10/2010	Submitted	Procedure discontinued: adoption of LOIPR at the 103rd session.
Due date for the next periodic report:		31/10/2013	Not submitted	
LOIPR status		Accepted: adopted October 2011		
History of the procedure				
03/12/2010	[SP] Follow-up report	Para. 8	Implementation begun but not completed	[B2]
		Para. 9	Implementation begun but not completed	[B2]
		Para. 16	Implementation begun but not completed	[B2]
		Para. 18	Implementation begun but not completed	[B2]

05/03/2011	[EXT] Legal Resources Center (LCR), La Strada, Doina Ioana Straistenau Human Rights Lawyer, Promo Lex			
06/06/2011	[EXT] UNCT			
19/09/2011	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on para. 9 (a), 9 (b), 16, 18 (b) and stating that no information was provided on para. 8 (b) and 18 (recommendation not implemented).		
		Recommended action: reminder		
Croatia (second periodic report) CCPR/C/HRV/CO/2 paras. 5, 10, 17				
Status				
Due date for the follow-up report:	28/10/2010	Submitted	Procedure discontinued: adoption of	
Due date for the next periodic report:	30/10/2013	Not submitted	LOIPR at the 105th session.	
LOIPR status	Accepted (adopted in July 2012)			
History of the procedure				
17/01/2011	[SP] Follow-up report	Para. 5	Part satisfactory, part incomplete	[B2]
		Para. 10	Incomplete	[B2]
		Para. 17	Incomplete	[B2]
09/05/2011	[HRC] Letter sent	Stating that implementation had begun but not completed. Additional information requested on 5, 10. Initial information requested on 17.		
14/06/2011	[SP] Follow-up report	Para. 5	Incomplete	
		Para. 10	10 (c) largely satisfactory, 10 (a) and (b) incomplete	[A]/[B2]
		Para. 17	Not implemented	[C1]
21/11/2011	[HRC] Letter sent	Reflecting the analysis of the Committee		
31/07/2012	[HRC] Letter sent	Informing that the follow-up questions pending reply by State party have been included in the LOIPR		
		Recommended action: none		
Russian Federation (sixth periodic report) CCPR/C/RUS/CO/6 and Corr.1 paras. 13, 14, 16, 17				
Status				
Due date for the follow-up report:	28/10/2010	Submitted	Procedure discontinued: new report	
Due date for the next periodic report:	01/11/2012	Submitted	submitted.	
LOIPR status	Not applicable			
History of the procedure				
22/10/2010	[SP] Follow-up report	Para. 13	Not implemented	[C1]
		Para. 14	Not implemented	[C1]
		Para. 16	Not implemented	[C1]
		Para. 17	Not implemented	[C1]
01/03/2011	[EXT] CCPR Centre – Memorial; AGORA; International Youth Human Rights Movement; Civil Assistance	Paras. 14, 16, 17		
Feb. 2011	[EXT] Amnesty International	Paras. 13, 14, 16		
19/10/2011	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on para. 13, 14, 16		
30/04/2012	[HRC] Reminder sent. Deadline: 20/07/2012			
07/02/2013	[SP] Reply to the Committee	Informing that the replies to Follow-up questions are in the 7th Periodic Report.		
		Recommended action: none		

Ecuador (fifth and sixth periodic reports) CCPR/C/ECU/CO/5 paras. 9, 13, 19					
Status					
Due date for the follow-up report:		29/10/2010	Submitted	Procedure continues	
Due date for the next periodic report:		30/10/2013	Not submitted		
LOIPR status		Undecided			
History of the procedure					
10/05/2011	[HRC] Reminder sent				
31/05/2011	[SP] Follow-up report	Para. 9	Incomplete		[B2]
		Para. 13	Incomplete		[B2]
		Para. 19	Incomplete		[B2]
20/09/2011	[EXT] CCPR Centre – Comisión Ecuánica de Derechos Humanos	Paras. 9, 13, 19			
22/11/2011	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on paras. 9, 19 and 13			
30/04/2012	[HRC] Reminder sent. Deadline: 30/07/2012				
14/11/2012	[HRC] Second reminder sent. Deadline: 15/1/2013				
		Recommended action: request for a meeting			
Ninety-eighth session: March 2010					
New Zealand (fifth report) CCPR/C/NZL/CO/5 paras. 12, 14, 19					
Status					
Due date for the follow-up report:		25/03/2010	Submitted	Procedure discontinued: LOIPR to be adopted at the 106th session (postponed to March 2014)	
Due date for the next periodic report:		30/03/2015	Not submitted		
LOIPR status		Accepted			
History of the procedure					
19/04/2011	[SP] Follow-up report				
02/08/2011	[HRC] Reminder sent				
11/04/2011	[SP] Follow-up report (not received until August 2011)	Para. 12	Incomplete		[B2]
		Para. 14	Incomplete		[B2]
		Para. 19	Incomplete		[B2]
20/10/2011	[EXT] AIR Trust	Paras. 12, 14, 19	(19 erroneously labelled as 16)		
03/01/2012	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on paras. 12, 14 and 19			
12/02/2012	[SP] Reply				
		Recommended action: analysis to be realized in the context of the LOIPR			
Mexico (fifth periodic report) CCPR/C/MEX/CO/5 paras. 8, 9, 15, 20					
Status					
Due date for the follow-up report:		23/03/2011	Submitted	Procedure continues	
Due date for the next periodic report:		30/03/2014	Not submitted		
LOIPR status		Undecided			
History of the procedure					
21/03/2011	[SP] Follow-up report	Para. 8	Largely satisfactory		[A]
		Para. 9	Largely satisfactory		[A]
		Para. 15	Incomplete		[B2]
		Para. 20	Incomplete		[B2]

22/09/2011	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on 15, 20, and updated information requested in next periodic report on 8, 9			
30/04/2012	[HRC] Reminder sent. Deadline: 30/07/2012				
30/07/2012	[SP] Follow-up reply	Para. 15	Recommendation not implemented		[C1]
		Para. 20	Additional action required		[B2]
		Recommended action: letter reflecting the analysis of the Committee			
Argentina (fourth periodic report) CCPR/C/ARG/CO/4 paras. 17, 18, 25					
Status					
Due date for the follow-up report:		23/03/2011	Submitted	Procedure continues	
Due date for the next periodic report:		30/03/2014	Not submitted		
LOIPR status		Undecided			
History of the procedure					
24/05/2011	[SP] Follow-up report	Para. 18	Incomplete		[B2]
		Para. 25	Incomplete		[B2]
29/06/2011	[EXT] Comisión por la Memoria de la Provincia de Buenos Aires	Paras. 17, 18			
30/06/2011	[EXT] CELS	Paras. 17, 18, 25			
18/07/2011	[EXT] Ministry of Justice and Human Rights, Mendoza Province				
22/09/2011	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on paras. 17, 18, 25			
30/04/2012	[HRC] Reminder sent. Deadline: 30/07/2012				
		Recommended action: second reminder			
Uzbekistan (third periodic report) CCPR/C/UZB/CO/3 paras. 8, 11, 14, 24					
Status					
Due date for the follow-up report:		24/03/2011	Submitted	Procedure continues	
Due date for the next periodic report:		30/03/2013	Not submitted		
LOIPR status		Refused			
History of the procedure					
02/08/2011 - 17/9/2011					
01/02/2012	[SP] Reply received	Para. 8	Incomplete, no information provided		[B2] [D1]
		Para. 11	Incomplete, not implemented		(a) (b) (c) [B2] (d) [B1] (e) [C1] (f) [B1]
		Para. 14	Not implemented		[C1]
		Para. 24	Relevant information not provided		[D1]
13/11/2012	[HRC] Letter sent.	Reflecting the analysis of the Committee and requesting additional information. Deadline: 15/03/2013.			
11/02/2013	[SP] Second follow-up reply				
		Action taken: second follow-up reply sent to translation			

Ninety-ninth session: July 2010

Cameroon (fourth report) CCPR/C/CMR/CO/4 paras. 8, 17, 18

Status

Status			
Due date for the follow-up report:	29/07/2011	Not submitted	Procedure discontinued. LOIPR adopted at the 103rd session.
Due date for the next periodic report:	30/07/2013	Not submitted	
LOIPR status	Accepted: Adopted October 2011		

History of the procedure

28/11/2011	[HRC] Letter sent	Informing that, in the absence of a reply to follow-up questions, the Committee will maintain them in the LOIPR.	[D1]
24/01/2013	[SP] Follow-up report	Analysis to be realized in the context of the examination to the replies to the LOIPR.	
		Recommended action: none	

Colombia (sixth periodic report) CCPR/C/COL/CO/6 paras. 9, 14, 16

Status

Status			
Due date for the follow-up report:	28/07/2011	Submitted	Procedure continues
Due date for the next periodic report:	01/04/2014	Not submitted	
LOIPR status	Undecided		

History of the procedure

08/08/2011	[SP] Follow-up report			
18/09/2011	[MEET] Meeting	Meeting of the Secretariat with the Comisión Colombiana de Juristas		
22/09/2011	[EXT] Comisión Colombiana de Juristas	Paras. 9, 14, 16		
		Para. 9	Not implemented	[C1]
		Para. 14	Incomplete and part not implemented	[B2] and [D1]
		Para. 16	Incomplete	[B2]
30/04/2012	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on the implementation of 9, 14 and 16. Deadline: 30/07/2012		
27/08/2012	[SP] Second follow-up reply	Para. 9	Updated information to be included in the next periodic report	[B2]
		Para. 14	The adopted reform is contrary to the recommendation and no information is provided on the security of witnesses	[E] and [D1]
		Para. 16	Actions remain necessary	[B2]
		Recommended action: letter reflecting analysis of the Committee		

Estonia (third periodic report) CCPR/C/EST/CO/3 paras. 5, 6

Status

Due date for the follow-up report:	27/07/2011	Submitted	Procedure continues
Due date for the next periodic report:	30/07/2015	Not submitted	
LOIPR status	Undecided		

History of the procedure

12/08/2011	[SP] Follow-up report	Para. 5	Incomplete	[B2]
		Para. 6	Incomplete	[B2]
05/10/2011	[EXT] Legal Information Centre for Human Rights	Paras. 5, 6		
29/11/2011	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on paras. 5–6		
20/01/2012	[SP] Follow-up reply	Para. 5	Incomplete	[B2]
		Para. 6	Incomplete	[B2]

27/04/2012	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on the implementation of 5 and 6			
		Recommended action: reminder			
Israel (third periodic report) CCPR/C/ISR/CO/3 paras. 8, 11, 22, 24					
Status					
Due date for the follow-up report:		29/07/2011	Submitted	Procedure discontinued: adoption of LOIPR at 105th session.	
Due date for the next periodic report:		30/07/2013	Not submitted		
LOIPR status		Accepted			
History of the procedure					
01/08/2011	[EXT] Defence for Children International	Para. 22			
26/08/2011	[EXT] BADIL	Paras. 8, 24			
30/08/2011	[EXT] CCPR Centre – Negev Coexistence Forum for Civil Equality	Para. 24			
31/08/2011	[EXT] CCPR Centre – Adalah	Paras. 8, 11, 22, 24			
31/10/2011	[SP] Follow-up reply	Para. 8	Not implemented and incomplete	[C1] [B2]	
		Para. 11	Reply does not provide the information requested	[C2] [C2]	
		Para. 22	Incomplete, reply does not provide the information requested, not implemented	(a) [B2] (b) [C2] (c) [B2] (d) [C1]	
		Para. 24	Reply does not provide the information requested	[C2] [C2]	
31/07/2012	[HRC] Letter sent	Letter reflecting the analysis of the Committee. The requested information should be provided in the next periodic report (questions included in the LOIPR).			
		Recommended action: none			
100th session: October 2010					
El Salvador (sixth periodic report) CCPR/C/SLV/CO/6 paras. 5, 10, 14, 15					
Status					
Due date for the follow-up report:		27/10/2011	Not submitted	Procedure continues	
Due date for the next periodic report:		01/07/2014	Not submitted		
LOIPR status		Undecided			
History of the procedure					
30/04/2012	[HRC] Reminder sent. Deadline: 30/07/2012				
		Recommended action: second reminder			
Poland (sixth periodic report) CCPR/C/POL/CO/6 paras. 10, 12, 18					
Status					
Due date for the follow-up report:		26/10/2011	Submitted	Procedure continues	
Due date for the next periodic report:		26/10/2015	Not submitted		
LOIPR status		Accepted			
History of the procedure					
15/02/2012	[EXT] NGO report: Helsinki Foundation for Human Rights/CCPR Centre	Para. 10	[B2] [B1] [B1]		
		Para. 12	[C] [C] [C] [C]		
		Para. 18	[C] [C]		

03/04/2012	[SP] Follow-up report	Para. 10	Incomplete	[B1]
		Para. 12	Not implemented	[C1]
		Para. 18	Not implemented	[C1]
12/11/2012	[HRC] Letter reflecting the analysis of the Committee	Deadline: 15/03/2013		
		Recommended action: none		
Belgium (fifth periodic report) CCPR/C/BEL/CO/5 paras. 14, 17, 21				
Status				
Due date for the follow-up report:		26/10/2011	Submitted	Procedure continues
Due date for the next periodic report:		31/10/2015	Submitted	
LOIPR status		Undecided		
History of the procedure				
18/11/2011	[SP] Follow-up report	Para. 14	Incomplete. Satisfactory on the outcome of investigation on complaints following the October 2010 manifestations	[B1] - [A]
		Para. 17	Incomplete	[B2]
		Para. 21	Incomplete	[B1]
29/04/2012	[HRC] Letter sent	Requesting additional information on the implementation of 14, 17 and 21. Deadline: 30/07/2012		
23/07/2012	[SP] Follow-up reply	Para. 14	Additional information remains necessary	[B1]
		Para. 17	Additional information remains necessary	[B1]
		Para. 21	Additional information remains necessary	[B1]
10/09/2012	[EXT] NGO report: FIDH-CCPR Centre	Para. 14, 17, 21	No measures were adopted by the State party to implement the recommendations	[C]
		Recommended action: letter reflecting the analysis of the Committee		
Jordan (fourth periodic report) CCPR/C/JOR/CO/4 paras. 5, 11, 12				
Status				
Due date for the follow-up report:		27/10/2011	Not submitted	Procedure continues
Due date for the next periodic report:		27/10/2014	Not submitted	
LOIPR status		Undecided		
History of the procedure				
28/02/2011	[EXT] NGO report: Amman Centre for Human Rights Studies	Para. 5	[C]	
		Para. 11	[B2]	
		Para. 12	[B2]	
30/04/2012	[HRC] Reminder sent.	Deadline: 20 July 2012.		
		Recommended action: second reminder		
Hungary (fifth periodic report) CCPR/C/HUN/CO/5 paras. 6, 15, 18				
Status				
Due date for the follow-up report:		27/10/2011	Not submitted	Procedure continues
Due date for the next periodic report:		29/10/2014	Not submitted	
LOIPR status		Undecided		
History of the procedure				
30/04/2012	[HRC] Reminder sent. Deadline: 20/07/2012			

Jan. 2012	[EXT] Hungarian Liberties Union	Paras. 6, 15			[B1]
		Para. 18			[B2] and [C]
15/08/2012	[SP] Follow-up report	Para. 6	Additional information remains necessary		[B1]
		Para. 15	Additional action necessary and no information provided on the expulsion of Afghans and Somalians		[B2] and [D1]
		Para. 18	Additional action necessary		[B2]
		Recommended action: letter reflecting the analysis of the Committee			
101st session: March 2011					
Serbia (second periodic report) CCPR/C/SRB/CO/2 paras. 12, 17, 22					
Status					
Due date for the follow-up report:		29/03/2012	Not submitted	Procedure continues	
Due date for the next periodic report:		01/04/2015	Not submitted		
LOIPR status		Undecided			
History of the procedure					
30/04/2012	[HRC] Reminder sent. Deadline: 20/07/2012				
25/07/2012	[SP] Follow-up report	Para. 12	Additional action necessary and no information provided on the compensations awarded to victims' relatives.		[B2] and [D1]
		Para. 17	Additional action required.		[B2]
		Para. 22	Additional action required.		[B2]
01/05/2012	[EXT] Belgrade Center for Human Rights	Para. 12			[B1]
		Para. 17			[B2] and [B1]
		Para. 22			[B2] and [B1]
		Recommended action: letter reflecting the analysis of the Committee			
Slovakia (third periodic report) CCPR/C/SVK/CO/3 paras. 7, 8, 13					
Status					
Due date for the follow-up report:		28/03/2012	Submitted	Procedure continues	
Due date for the next periodic report:		01/04/2015	Not submitted		
LOIPR status		Undecided			
History of the procedure					
30/04/2012	[HRC] Reminder sent				
28/03/2012	[SP] Follow-up report	Para. 7	Recommendation not implemented		[C1]
		Para. 8	Incomplete		[B2]
		Para. 13	Recommendation not implemented		[C1]
12/11/2012	[HRC] Letter reflecting the analysis of the Committee	Deadline: 15/03/2013			
		Recommended action: none			
Mongolia (fifth periodic report) CCPR/C/MNG/CO/5 paras. 5, 12, 17					
Status					
Due date for the follow-up report:		30/03/2012	Submitted	Procedure continues	
Due date for the next periodic report:		01/04/2015	Not submitted		
LOIPR status		Undecided			

History of the procedure					
01/01/2012	[EXT] NGO report: CHRD/Globe International	Para. 5	B2/C		
		Para. 12	C		
		Para. 17	B1/B1/B2		
30/04/2012	[HRC] Reminder sent				
21/05/2012	[SP] Follow-up reply	Para. 5	Incomplete, and information not provided		[B2] [D1]
		Para. 12	Incomplete, and information not provided		[B2] [D1]
		Para. 17	Implemented. But lack of info on investigation of corruption cases		[A] [D1]
12/11/2012	[HRC] Follow-up letter	Additional information requested on paras. 5, 12, 17. Deadline: 15 March 2013			
		Recommended action: none			
Togo (fourth periodic report) CCPR/C/TGO/CO/4 paras. 10, 15, 16					
Status					
Due date for the follow-up report:		28/03/2012	Submitted	Procedure continues	
Due date for the next periodic report:		01/04/2015	Not submitted		
LOIPR status		Undecided			
History of the procedure					
06/03/2012	Common report of NGO coalition	Para. 10	B2/C		
		Para. 15	B2/C		
		Para. 16	B2/C		
17/04/2012	[SP] Follow-up report	Para. 10	Incomplete, not implemented		[B2] [C1]
		Para. 15	Not implemented		[C1]
		Para. 16	Incomplete		[B2]
31/07/2012	[HRC] Letter sent.	Reflecting the analysis of the Committee and requesting meeting of the Special Rapporteur with representative of the State party			
15/10/2012	[SP] Complementary information from State party				
18/10/2012	[SP-HRC] Meeting of SR with Ambassador.	Additional information and clarifications provided on relevant issues			
30/10/2012	[SP] Second follow-up reply	Para. 10	Additional action required		[B2]
		Para. 15	Additional action required		[B2]
		Para. 16	Additional information remains necessary		[B1]
		Recommended action: letter reflecting the analysis of the Committee			
102nd session: July 2011					
Ethiopia (initial report) CCPR/C/ETH/CO/1 paras. 16, 17, 25					
Status					
Due date for the follow-up report:		25/07/2012	Not submitted	Procedure continues	
Due date for the next periodic report:		28/07/2014	Not submitted		
LOIPR status		Not applicable			
History of the procedure					
16/11/2012	[HRC] Reminder sent				
		Recommended action: second reminder			

Kazakhstan (initial report) CCPR/C/KAZ/CO/1 paras. 7, 21, 25, 26				
Status				
Due date for the follow-up report:		26/07/2012	Submitted	Procedure continues
Due date for the next periodic report:		29/07/2014	Not submitted	
LOIPR status		Not applicable		
History of the procedure				
27/07/2012	[SP] Follow-up report	Para. 7		[B2]
		Para. 21	No new measure has been adopted	[C1]
		Para. 25	No new measure has been adopted	[C1]
		Para. 26	No new measure has been adopted	[C1]
20/11/2012	[EXT] NGO report	Para. 7		[B2]
		Para. 21		[B2] and [C]
		Para. 25		[C]
		Para. 26		[C]
		Recommended action: letter reflecting the analysis of the Committee		
Bulgaria (third periodic report) CCPR/C/BGR/CO/3 paras. 8, 11, 21				
Status				
Due date for the follow-up report:		25/07/2012	Submitted	Procedure continues
Due date for the next periodic report:		29/07/2015	Not submitted	
LOIPR status		Not applicable		
History of the procedure				
16/11/2012	[HRC] Reminder sent			
04/02/2013	[SP] Follow-up report			
		Recommended action: to be analysed at the 108th session		
103rd session: October 2011				
Kuwait (second periodic report) CCPR/C/KWT/CO/2 paras. 18, 19, 25				
Status				
Due date for the follow-up report:		02/11/2012	Submitted	Procedure continues
Due date for the net periodic report:		02/11/2014	Not submitted	
LOIPR status		Not applicable		
History of the procedure				
27/04/2012	[SP] Follow-up reply	Para. 18	Not implemented	[C2]
		Para. 19	Incomplete, not implemented	[B2] [D1]
		Para. 25	Not implemented	[C1]
12/11/2012	[HRC] Letter	Letter reflecting the analysis of the Committee. Deadline: 15/03/2013.		
		Recommended action: none		
Jamaica (third periodic report) CCPR/C/JAM/CO/3 paras. 8, 16, 23				
Status				
Due date for the follow-up report:		02/11/2012	Submitted	Procedure continues
Due date for the net periodic report:		02/11/2014	Not submitted	
LOIPR status		Not applicable		
History of the procedure				
19/11/2012	[SP] Follow-up report	Para. 8	No measures were adopted to implement the recommendation	[C1]
		Para. 16	Additional action required. No information provided on remedies to victims of extrajudicial killings	[B2] and [D1]

		Para. 23	Additional action required		[B2]
07/12/2012-04/02/2013	[EXT] Jamaica FLAG, Jamaicans for Justice - CCPR Centre	Para. 8			[C]
		Para. 16			[B2]
		Para. 23			[C2]
		Recommended action: letter reflecting the analysis of the Committee			
Norway (sixth periodic report) CCPR/C/NOR/CO/6 paras. 5, 10, 12					
Status					
Due date for the follow-up report:		02/11/2012	Submitted	Procedure continues	
Due date for the net periodic report:		02/11/2016	Not submitted		
LOIPR status		Not applicable			
History of the procedure					
03/12/2012	[SP] Follow-up report	Para. 5	Additional action required		[B2]
		Para. 10	Additional action required		[B2]
		Para. 12	Additional action required		[B2]
20/12/2012	[EXT] NGO coalition	Para. 5			[B2]
		Para. 10			[B2]
		Para. 12			[B1] and [B2]
		Recommended action: letter reflecting the analysis of the Committee			
Iran (Islamic Republic of) (third periodic report) CCPR/C/IRN/CO/3 paras. 9, 12, 13, 22					
Status					
Due date for the follow-up report:		02/11/2012	Not submitted	Procedure continues	
Due date for the net periodic report:		02/11/2014	Not submitted		
LOIPR status		Not applicable			
History of the procedure					
		Recommended action: reminder			
104th session: March 2012					
Dominican Republic (fifth periodic report) CCPR/C/DOM/CO/5 paras. 8, 11, 22					
Status					
Due date for the follow-up report:		30/03/2013	Not submitted	Procedure continues	
Due date for the net periodic report:		30/03/2016	Not submitted		
LOIPR status		Not applicable			
History of the procedure					
		Recommended action: reminder			
Guatemala (third periodic report) CCPR/C/GTM/CO/3 paras. 7, 21, 22					
Status					
Due date for the follow-up report:		30/03/2013	Not submitted		
Due date for the net periodic report:		30/03/2016	Not submitted		
LOIPR status		Not applicable			
History of the procedure					
		Recommended action: reminder			
Turkmenistan (initial report) CCPR/C/TKM/CO/1 paras. 9, 13, 18					
Status					
Due date for the follow-up report:		30/03/2013	Submitted	Procedure continues	
Due date for the net periodic report:		30/03/2015	Not submitted		

LOIPR status		Not applicable			
History of the procedure					
31/12/2012	Follow-up report	Sent to translation			
		Recommended action: to be analysed at the 108th session			
Yemen (fifth periodic report) CCPR/C/YEM/CO/5 paras. 7, 10, 15, 21					
Status					
Due date for the follow-up report:		30/03/2013	Not submitted	Procedure continues	
Due date for the net periodic report:		30/03/2015	Not submitted		
LOIPR status		Not applicable			
History of the procedure					
		Recommended action: reminder			

Annexe VI

Décision du Comité des droits de l'homme tendant à demander à l'Assemblée générale d'approuver des ressources temporaires supplémentaires et une augmentation du temps de réunion en 2014 et 2015

1. À sa 107^e session, le 25 mars 2013, le Comité a réaffirmé la décision qu'il avait adoptée le 30 mars 2012 (rapport annuel A/67/40) et, par nécessité, a décidé de soumettre des demandes supplémentaires. Le Comité demande à l'Assemblée générale de lui accorder des ressources temporaires supplémentaires pour traiter les communications présentées en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et les rapports soumis conformément à l'article 40 du Pacte.
2. Les ressources supplémentaires permettraient au Secrétariat d'effectuer le travail préparatoire concernant 160 communications en état d'être examinées en 2014 et 2015 et de fournir au Comité l'assistance nécessaire pour examiner quatre rapports périodiques supplémentaires.
3. Afin de disposer de suffisamment de temps pour pouvoir faire face à l'augmentation du nombre de communications et de rapports, le Comité demande deux semaines de temps de réunion supplémentaire pour la période 2014-2015. Cela signifie qu'une semaine serait ajoutée à l'une des sessions plénières de trois semaines du Comité en 2014, et une autre en 2015.
4. Conformément à l'article 27 du Règlement intérieur du Comité, un état estimatif des dépenses entraînées par la proposition du Comité a été distribué par le Secrétaire général, par l'intermédiaire du Secrétariat, aux membres du Comité en mars 2013. Le Comité demande donc à l'Assemblée générale d'approuver la présente demande à sa soixante-huitième session et de lui accorder le financement nécessaire pour lui permettre de rattraper le retard pris dans l'examen des communications et des rapports.
5. La présente demande est sans préjudice des autres demandes de ressources supplémentaires que le Comité pourrait adresser à l'Assemblée générale pour faire face à des problèmes structurels à long terme.

Annexe VII

Incidences sur le budget-programme de la décision du Comité

I. Demandes contenues dans le projet de décision

1. Par son projet de décision I, le Comité des droits de l'homme demanderait à l'Assemblée générale d'approuver l'allocation de ressources supplémentaires à titre temporaire et une augmentation du temps de réunion pour qu'il puisse rattraper le retard accumulé dans l'examen des communications présentées au titre du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des rapports soumis conformément à l'article 40 du Pacte.

II. Articulation du projet de décision par rapport au cadre stratégique pour la période 2014-2015 et au programme de travail contenu dans le budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015

2. Les activités à mener relèvent du programme 1 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), partie B (Services de conférence (Genève)) et du sous-programme 2 (Appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme) du programme 19 (Droits de l'homme), ainsi que du programme 25 (Services de gestion et d'appui), partie B (Office des Nations Unies à Genève). Elles relèvent également du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), du chapitre 24 (Droits de l'homme) et du chapitre 29E (Administration, Genève) du budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

3. Des crédits ont été prévus dans le budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 pour couvrir les frais de voyage et de subsistance journalière des 18 membres du Comité des droits de l'homme devant participer aux trois sessions annuelles ordinaires du Comité, de quinze jours ouvrables chacune et, pour chaque session, une réunion du groupe de travail d'avant session d'une durée de cinq jours, ainsi que la fourniture au Comité et au groupe de travail d'avant session de services fonctionnels, de services de conférence et de services d'appui.

III. Activités prévues pour donner suite aux demandes formulées

4. L'allocation de ressources supplémentaires demandée dans le projet de décision auquel il est fait référence au paragraphe 1 ci-dessus permettrait au Comité d'examiner un plus grand nombre de communications et d'affaires en souffrance. À l'heure actuelle, quelque 360 affaires enregistrées au titre du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques sont en attente d'examen par le Comité. Les dossiers de 160 de ces affaires sont complets et prêts à être examinés. Avec l'appui qu'il reçoit actuellement du secrétariat, le Comité examine environ 80 nouvelles affaires chaque année, réparties sur trois sessions. Chaque année, 85 nouvelles affaires en moyenne sont également enregistrées pour examen par le Comité. Le nombre d'affaires en souffrance ne diminue donc pas; il augmente même lentement. Il s'écoule en moyenne trois ans et demi entre le moment où une affaire est enregistrée et celui où elle est examinée par le Comité.

5. Pour ce qui est des rapports en attente d'examen, l'allocation de ressources supplémentaires demandée dans le projet de décision auquel il est fait référence au paragraphe 1 ci-dessus permettrait au Comité d'examiner quatre rapports de plus pendant la période en question (2014-2015). Le Comité enregistre actuellement un arriéré de 35 rapports à examiner. Il a l'intention d'examiner 6 rapports par session, au lieu de 5, à partir de sa 108^e session, ce qui porterait à 18 le nombre de rapports examinés par an (6 par session), au lieu de 15 (5 par session). Plus de deux années devraient donc être nécessaires pour rattraper le retard de 35 rapports. De plus, le nombre de rapports reçus chaque année augmente et 11 rapports devraient être soumis conformément à la procédure facultative pour l'établissement des rapports en 2014 et 2015 et être examinés par le Comité dans un délai d'un an à compter de leur réception.
6. Afin de résorber l'arriéré d'affaires et de rapports, le Comité prie l'Assemblée générale de lui allouer des ressources supplémentaires en 2014 et 2015 afin qu'il puisse statuer sur les 160 affaires qui sont actuellement prêtes à être examinées et examiner quatre rapports de plus.
7. Afin de disposer de suffisamment de temps pour faire face à l'augmentation du nombre de communications et de rapports, il demande deux semaines de temps de réunion supplémentaire pour la période 2014-2015. Cela signifie qu'une semaine serait ajoutée à l'une des sessions plénières de trois semaines du Comité en 2014, et une autre en 2015.
8. Dans l'hypothèse où l'Assemblée générale approuverait la demande du Comité, des ressources au titre du personnel temporaire seraient nécessaires pour financer chaque année quatre postes P-3 pour une durée de douze mois chacun et un poste d'agent des services généraux (Autres classes) pour six mois pour les années 2014 et 2015. L'expérience montre qu'un administrateur a besoin de deux semaines (dix jours ouvrables) pour élaborer un projet de décision ou de constatations pour le Comité. Cette tâche suppose d'examiner la correspondance reçue concernant l'affaire, de procéder à une analyse juridique des documents soumis, d'élaborer des recommandations à l'intention du Comité, en tenant compte de la jurisprudence du Comité comme des autres organismes internationaux et régionaux, d'aider le rapporteur du Comité, de parachever le texte final de la décision ou des constatations et d'assurer le suivi selon que de besoin. L'élaboration de 160 décisions ou constatations correspondant aux 160 affaires en souffrance exigerait donc 320 semaines de travail d'administrateur, ce qui correspond à quatre postes P-3 pour deux ans. Un poste d'agent des services généraux serait nécessaire pour une durée de six mois par an pour traiter les documents et les envoyer aux services de traduction.
9. De la documentation supplémentaire serait nécessaire pour l'examen des communications pendant la période de deux ans considérée, ce qui représenterait au total environ 2 400 pages supplémentaires de documentation d'avant session, 2 400 pages de documentation de session et 2 400 pages de documentation d'après session dans les langues de travail, qui sont les langues officielles du Comité, à répartir entre les six sessions de 2014 et 2015.
10. De la documentation supplémentaire serait aussi nécessaire pour l'examen des rapports pendant la période de deux ans considérée, ce qui représenterait au total environ 4 245 pages supplémentaires de documentation d'avant session, 350 pages de documentation de session et 595 pages de documentation d'après session dans les six langues officielles du Comité (sauf pour les listes de points, qui paraissent dans les trois langues de travail) pour la semaine supplémentaire de 2014 et celle de 2015.

IV. Montant estimatif des ressources nécessaires

A. Coût des services de conférence

11. On estime que des crédits supplémentaires d'un montant de 6 399 400 dollars des États-Unis seraient nécessaires pour les services de conférence, au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et du chapitre 29E (Administration, Genève). Le tableau ci-après donne le détail des crédits nécessaires.

	<i>Crédits supplémentaires nécessaires pour 2013</i>	<i>Crédits supplémentaires nécessaires pour 2014</i>	<i>Total</i>
Chapitre 2, Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences			(dollars des États-Unis)
Interprétation	87 600	87 600	175 200
Documentation d'avant session	913 100	913 100	1 826 200
Documentation de session	698 200	698 200	1 396 400
Comptes rendus analytiques	17 600	17 600	35 200
Documentation d'après session	1 472 300	1 472 300	2 944 600
Autres services de conférence	6 200	6 200	12 400
Total chapitre 2	3 195 000	3 195 000	6 390 000
Chapitre 29E, Administration, Genève			
Services d'appui	4 700	4 700	9 400
Total chapitre 29E	4 700	4 700	9 400
Total	3 199 700	3 199 700	6 399 400

B. Coûts autres que ceux des services de conférence

Chapitre 24 (Droits de l'homme)

12. On estime également que des crédits destinés à couvrir les coûts de personnel temporaire, pour un équivalent de quatre-vingt-seize mois de travail à la classe P-3 et de douze mois de travail d'un agent des services généraux (Autres classes), estimés à 1 578 400 dollars, ainsi que l'indemnité journalière de subsistance pour une semaine par an pour 18 membres du Comité, d'un montant total estimé à 140 400 dollars, seraient nécessaires au titre du chapitre 24 (Droits de l'homme) du budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

13. En outre, un montant de 85 200 dollars par an serait nécessaire au titre du chapitre 37 (Contributions du personnel), le même montant étant inscrit au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

	<i>Crédits supplémentaires nécessaires pour 2013</i>	<i>Crédits supplémentaires nécessaires pour 2014</i>	<i>Total</i>
Chapitre 24, Droits de l'homme			(dollars des États Unis)
Personnel temporaire: 4 P-3 pour 12 mois par an chacun	721 000	721 000	1 442 000
Personnel temporaire: 1 agent des services généraux pour 3 mois par an	68 200	68 200	136 400
Indemnité de subsistance pour 18 membres pour une semaine par an	70 200	70 200	140 400
Total chapitre 24	859 400	859 400	1 718 800
Chapitre 2, Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	3 195 000	3 195 000	6 390 000
Total chapitre 2	3 195 000	3 195 000	6 390 000
Chapitre 29E, Administration, Genève	4 700	4 700	9 400
Total chapitre 29E	4 700	4 700	9 400
Total	4 059 100	4 059 100	8 118 200

V. Possibilités de financement

14. Aucun crédit n'a été inscrit au budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 au titre des besoins de documentation supplémentaire et des dépenses de personnel temporaire et frais de voyages qui en découlent, et les ressources nécessaires ne devraient pas pouvoir être dégagées du budget-programme pour l'exercice biennal 2013-2014. L'ouverture d'un crédit supplémentaire serait donc nécessaire.

VI. Fonds de réserve

15. On se souviendra que, conformément à la procédure établie par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211, en date respectivement du 19 décembre 1986 et du 21 décembre 1987, un fonds de réserve est constitué pour chaque exercice biennal, afin de financer les dépenses additionnelles résultant de décisions d'organes délibérants qui ne sont pas inscrites dans le budget-programme. En vertu de cette procédure, si les dépenses additionnelles proposées dépassent le niveau du fonds de réserve, les activités envisagées ne peuvent être menées que moyennant un transfert de ressources provenant de domaines de moindre priorité ou de la modification d'activités en cours. À défaut, les activités nouvelles doivent être reportées à un exercice biennal ultérieur.

VII. Résumé

16. Si le projet de décision I était adopté par le Comité, des ressources additionnelles d'un montant total de 8 118 200 dollars seraient nécessaires au titre du budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015, dont 1 718 800 dollars au titre du chapitre 24 (Droits de l'homme), 6 390 000 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 9 400 dollars au titre du chapitre 29E (Administration, Genève). Ces ressources seraient imputées sur le fonds de réserve, ce qui supposerait l'ouverture de crédits additionnels qui devraient être approuvés par l'Assemblée générale à sa soixante-huitième session.

Annexe VIII

Document sur les relations entre le Comité des droits de l'homme et les institutions nationales de défense des droits de l'homme, adopté par le Comité à sa 106^e session (15 octobre-2 novembre 2012)

A. Observations générales

1. Le Comité des droits de l'homme estime que sa collaboration étroite avec les institutions nationales de défense des droits de l'homme est essentielle pour promouvoir et appliquer au niveau national le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et les Protocoles facultatifs s'y rapportant.
2. Le Comité reconnaît que les institutions nationales de défense des droits de l'homme établissent une passerelle entre les mécanismes internationaux et nationaux relatifs aux droits de l'homme. Il relève que la communauté internationale a conscience du rôle de ces institutions nationales et leur donne de plus en plus d'occasions de contribuer à la promotion et à la protection des droits de l'homme au niveau international^a.
3. Le Comité fait observer que, pour qu'elles puissent remplir leur rôle efficacement, les institutions nationales de défense des droits de l'homme devraient être renforcées conformément aux principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) et être dûment accréditées par le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (CIC). Le Comité a recommandé à tous les États, et continuera en ce sens selon que de besoin, d'établir des institutions nationales de défense des droits de l'homme et de les renforcer, en respectant pleinement les Principes de Paris.
4. Les institutions nationales de défense des droits de l'homme accréditées par le CIC sont d'importants partenaires nationaux du Comité. Au niveau national, elles peuvent assurer la promotion de l'éducation aux droits de l'homme et la sensibilisation aux droits prévus par le Pacte, à la procédure de présentation de communications et aux travaux du Comité; elles peuvent aussi veiller à ce que les lois et politiques nationales respectent les

^a Voir les documents les plus récents, à savoir: les rapports du Secrétaire général sur les institutions nationales des droits de l'homme (A/HRC/20/9 et A/HRC/20/10); la résolution 66/169 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 2011 et les résolutions 17/9 et 20/14 du Conseil des droits de l'homme, en date du 16 juin 2011 et du 5 juillet 2012, respectivement; ainsi que les observations générales et déclarations des organes conventionnels sur les institutions nationales de défense des droits de l'homme (Observation générale n° 17 (1993) du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sur la création d'organismes nationaux pour faciliter l'application de la Convention, Observation générale n° 10 (1998) du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur le rôle des institutions nationales de défense des droits de l'homme pour la protection des droits économiques, sociaux et culturels, déclaration du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur ses relations avec les institutions nationales de défense des droits de l'homme, adoptée à sa quarante-cinquième session (*Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-cinquième session, Supplément n° 38* (A/65/38), annexe V)); ainsi que le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention relative aux droits des personnes handicapées, en vertu desquels les États sont tenus d'établir au niveau national des mécanismes indépendants de suivi ou de protection qui respectent les principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris).

dispositions du Pacte et donner des conseils aux autorités nationales à ce sujet. Au niveau international, elles invitent et aident l'État partie concerné à respecter ses obligations en matière d'établissement de rapports, donnent au Comité des informations indépendantes et dignes de foi sur l'application du Pacte au niveau national, et s'emploient à suivre et à superviser la mise en œuvre des observations finales, constatations et autres décisions du Comité. Dans le cas des États qui ne sont pas parties au Pacte ou aux Protocoles facultatifs s'y rapportant, elles peuvent encourager la ratification de ces instruments.

5. Le Comité est résolu à rendre ses travaux plus facilement accessibles aux institutions nationales de défense des droits de l'homme. Ainsi, le secrétariat du Comité communique des informations à ces institutions en temps voulu et leur donne des conseils sur les possibilités de collaboration avec le Comité. En outre, le secrétariat du Comité assure la liaison avec le bureau du représentant du CIC à Genève, qui vise à encourager les institutions nationales de défense des droits de l'homme à collaborer le plus efficacement possible avec le Comité, notamment en partageant des informations, en publiant les travaux du Comité et en conseillant les institutions en question quant aux possibilités de contribution.

6. Le Comité se félicite de la représentation des institutions nationales de défense des droits de l'homme à ses sessions et réunions. Il est également satisfait de l'utilisation de nouvelles technologies, comme la visioconférence ou la téléconférence et la diffusion sur le Web, qui permettent aux institutions de toutes les régions d'apporter leur contribution pendant ses sessions.

B. Indépendance des institutions nationales de défense des droits de l'homme

7. Le Comité reconnaît qu'en vertu du mandat que leur confèrent les Principes de Paris, les institutions nationales de défense des droits de l'homme ont avec lui des relations particulières, dans le cadre desquelles elles sont indépendantes. Ces liens sont différents de ceux qu'elles entretiennent avec les États parties, la société civile, les organisations non gouvernementales et d'autres acteurs, tout en étant complémentaires. Ainsi, le Comité donne aux institutions nationales de défense des droits de l'homme accréditées par le CIC la possibilité de coopérer avec lui selon des modalités spécifiques.

C. Rôle des institutions nationales de défense des droits de l'homme dans la procédure de soumission des rapports

8. Le Comité reconnaît que les institutions nationales de défense des droits de l'homme qui respectent les Principes de Paris peuvent contribuer à tous les stades de la procédure de soumission des rapports prévue par le Pacte, notamment pour ce qui est de la communication d'informations aux fins de l'établissement des listes de points à traiter (y compris les listes préalables à la soumission des rapports) et du suivi des observations finales.

1. Obligations des États en matière de soumission de rapports découlant du Pacte

9. Le Comité estime que les institutions nationales de défense des droits de l'homme ont un rôle important à jouer en encourageant leurs États respectifs à s'acquitter de leurs obligations en matière de soumission de rapports.

10. Le Comité encourage les institutions nationales de défense des droits de l'homme à mener des campagnes d'éducation aux droits de l'homme et des programmes de sensibilisation, afin d'informer et de sensibiliser les responsables des États et les autres parties prenantes, y compris les organisations non gouvernementales, à l'obligation qui incombe aux États de soumettre des rapports en application du Pacte.

2. Consultations et contributions aux rapports des États parties

11. Le Comité reconnaît l'utilité des vastes consultations nationales organisées par les États parties à l'occasion de l'établissement de leurs rapports au titre du Pacte. À cet égard, il reconnaît également qu'il est utile que les États mettent à l'avance leurs rapports à la disposition des institutions nationales de défense des droits de l'homme et de tous les secteurs de la société civile, et invitent toutes les parties intéressées à prendre part à des consultations sur la question.

3. Contributions à l'établissement des listes de points à traiter

12. Il est essentiel que le Comité reçoive des informations émanant des institutions nationales de défense des droits de l'homme au début de la procédure d'établissement de rapports. Ainsi, le Comité invite ces institutions à soumettre des contributions écrites en vue de l'élaboration des listes de points à traiter (y compris les listes préalables à la soumission des rapports). En outre, il se félicite de la possibilité de rencontrer les institutions nationales de défense des droits de l'homme concernées avant l'adoption de la liste des points.

13. Afin de faciliter la communication en temps voulu d'informations par les institutions nationales de défense des droits de l'homme, le secrétariat du Comité informe à l'avance les institutions concernées du calendrier de présentation des rapports et leur donne des conseils quant aux possibilités de contribution.

4. Contributions avant et pendant les sessions du Comité

14. Le Comité accueille avec intérêt la présentation de rapports parallèles et d'exposés oraux par des institutions nationales de défense des droits de l'homme, ainsi que la présence de ces institutions lors de l'examen des rapports des États parties.

15. Depuis la 103^e session du Comité, les institutions nationales de défense des droits de l'homme ont la possibilité de tenir avec le Comité des réunions formelles, en privé et à huis clos, avec interprétation. Ces réunions sont l'occasion pour le Comité de dialoguer avec les institutions nationales de défense des droits de l'homme et d'échanger avec elles des informations additionnelles actualisées.

5. Contributions au suivi des observations finales

16. En vertu des Principes de Paris, les institutions nationales de défense des droits de l'homme sont spécifiquement chargées de veiller à ce que les États respectent les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ainsi que les recommandations émanant des organes internationaux créés en vertu de ces instruments, et de faire rapport à ce sujet. Ces institutions peuvent adresser au Comité des renseignements écrits, notamment une évaluation des mesures prises par l'État partie pour donner effet à ses constatations. Ces informations devraient parvenir au Comité à la date à laquelle l'État partie doit envoyer son rapport ou une fois que le rapport de suivi est rendu public.

17. Le Comité accueille avec intérêt et soutient le rôle majeur que jouent les institutions nationales de défense des droits de l'homme dans le suivi des observations finales du Comité dans un pays; il rappelle néanmoins que le devoir d'appliquer le Pacte incombe à l'État lui-même. Les institutions nationales de défense des droits de l'homme peuvent appuyer la mise en œuvre de plusieurs manières, notamment en diffusant à grande échelle les observations finales à toutes les parties prenantes, en organisant des consultations de suivi mettant à contribution des organisations gouvernementales et non gouvernementales ainsi que le parlement et d'autres organes et en incitant l'État concerné à prendre en compte les observations finales dans le cadre de la planification nationale et de l'examen de la législation. En outre, le Comité encourage les institutions nationales de défense des droits de l'homme à se servir de leurs rapports annuels pour suivre la mise en œuvre des observations finales du Comité.

18. Afin de garantir que les institutions nationales de défense des droits de l'homme participent avec la plus grande efficacité à la procédure de suivi, le secrétariat du Comité informe à l'avance les institutions concernées du calendrier retenu et leur donne des conseils quant aux possibilités de contribution qui s'offrent à elles.

6. Contributions dans le cas de l'examen de la situation dans un État partie en l'absence de rapport

19. Le Comité encourage les institutions nationales de défense des droits de l'homme à présenter des rapports parallèles dans les cas où le Comité a décidé d'établir une liste de points à traiter et de procéder à l'examen de l'application du Pacte dans un État partie en l'absence de rapport. Les institutions nationales de défense des droits de l'homme ont alors les mêmes possibilités de contribution que dans le cadre de la procédure ordinaire d'examen des rapports.

D. Rôle des institutions nationales de défense des droits de l'homme au regard de la procédure de communications émanant de particuliers au titre du Protocole facultatif

20. Les institutions nationales de défense des droits de l'homme jouent un rôle important en ce qui concerne la procédure de présentation de communications émanant de particuliers au titre du Protocole facultatif. Ce rôle consiste notamment à faire connaître la procédure de présentation de communications au niveau national, à suivre les constatations du Comité et à contrôler les mesures prises par l'État partie concerné pour leur donner effet et à soumettre des informations concernant la mise en œuvre des observations du Comité.

E. Contributions à l'élaboration des Observations générales du Comité et utilisation de celles-ci

21. Le Comité encourage les institutions nationales de défense des droits de l'homme à donner leur avis sur les Observations générales à l'examen, notamment lors des journées de débat général organisées par le Comité. Il les encourage également à utiliser les Observations générales du Comité dans le cadre de leurs activités de plaidoyer.

22. Afin de veiller à ce que les institutions nationales de défense des droits de l'homme contribuent au mieux à l'élaboration des Observations générales, le secrétariat du Comité les informera en temps voulu des possibilités de contributions qui s'offrent à elles.
